BUSSY

ET

L'INDE FRANÇAISE

1720-1785

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

au Siège de la Société de l'Histoire des Colonies
108, Boulevard Saint-Germain

MÉMOIRES PUBLIÉS.

MÉMOIRE SUR L'EMPIRE MOGOL, de Jean Law de Lauriston. 1913 ; 584 p.

ÉTAT POLITIQUE DE L'INDE DU SUD, en 1777 ; de Jean Law de Lauriston. 1913 ; 188 p.

CORRESPONDANCE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE PONDICHÉRY ET DE LA COMPAGNIE DES INDES, 1726 à 1767 ; 5 vol. 1915-1916.

RÉSUMÉ DES ACTES DE L'ÉTAT-CIVIL DE PONDICHÉRY, de 1676 à 1760 ; 2 vol. 1917.

LA POLITIQUE DE DUPLEIX, d'après sa lettre à Saunders. 1927 ; 244 p.

MÉMOIRES DE FRANÇOIS MARTIN. 1931-1933 ; 3 vol. de 690, 598 et 410 p.

JOURNAL DE BUSSY, 13 novembre 1781-31 mars 1783. 1932 ; 362 p.

ÉTAT POLITIQUE ET SOCIAL DE L'INDE DE 1830 à 1832. — Extraits du *Journal de voyage*, de Victor Jacquemont. 1933-1934 ; 2 vol. de 468 et 168 p.

OUVRAGES ORIGINAUX.

MADAGASCAR EN 1894. Paris, Flammarion, 1894 ; 496 p., *épuisé*.

LE COMMERCE FRANÇAIS DANS LE LEVANT. 1902 ; 558 p.

LES ORIGINES DE MAHÉ DE MALABAR. 1917 ; 320 p.

DUPLEIX ET L'INDE FRANÇAISE. 1920-1928 ; 4 vol. ; 534, 544, 466 et 510 p.

LES DERNIÈRES ANNÉES DE DUPLEIX. — Ses dettes, son procès avec la Compagnie des Indes. 1929 ; 184 p.

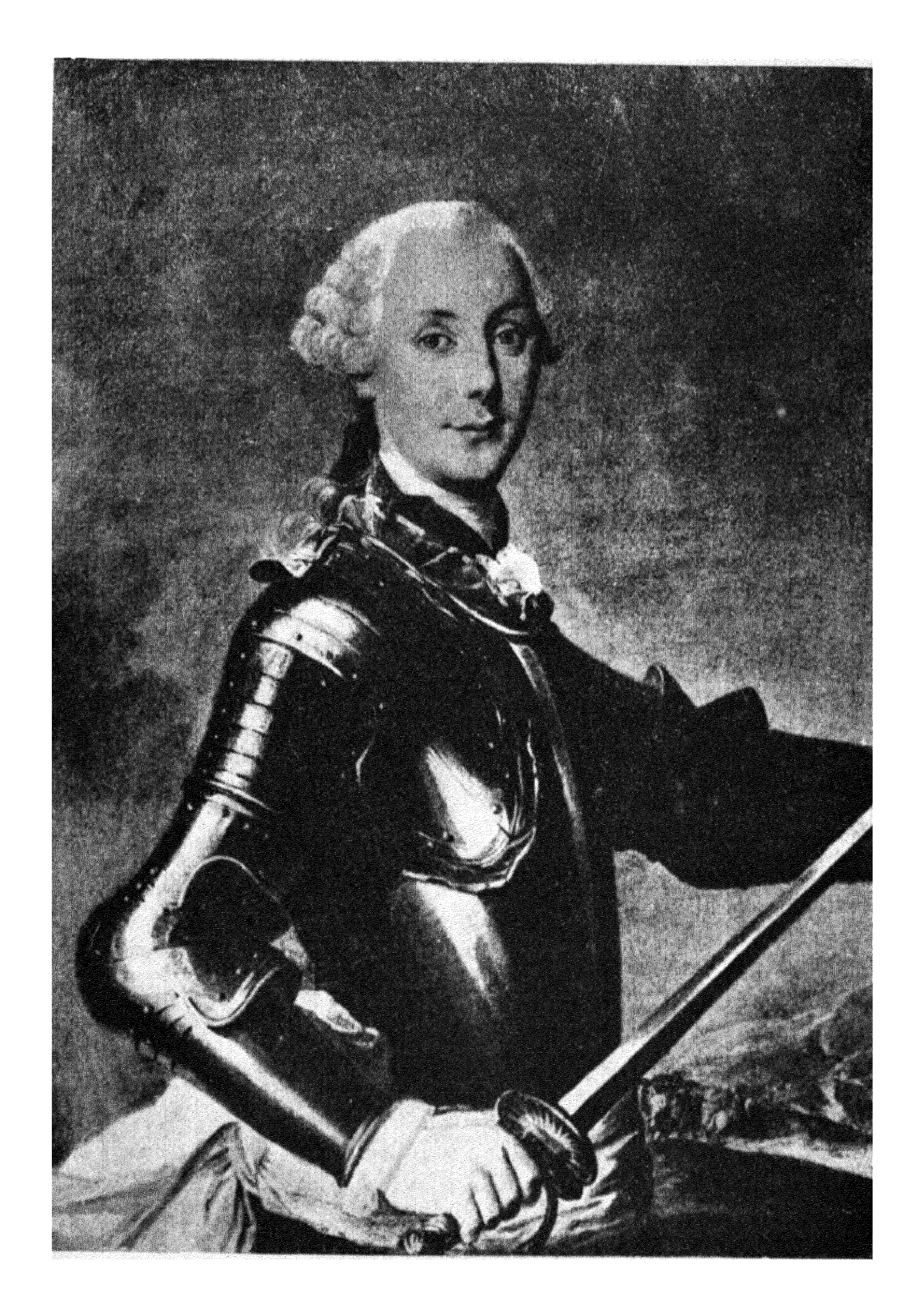
DUPLEIX (Résumé des cinq volumes précédents). 1931 ; 366 p.

LE GÉNÉRAL PERRON, généralissime des armées de Scindia et du Grand Mogol. 1763-1834. 1931 ; 228 p.

BIBLIOGRAPHIE D'HISTOIRE COLONIALE, de 1900 à 1930 ; 1932 ; 668 p.

TABLEAU DE L'EXPANSION EUROPÉENNE A TRAVERS LE MONDE, DE LA FIN DU XIIe AU DÉBUT DU XIXe SIÈCLE. En collaboration avec M. L.-Ph. May. 1935 ; 368 p.

En préparation : CHRONOLOGIE ANTILLAISE.



Portrait de Bussy,
d'après un tableau appartenant au Duc de Rohan.

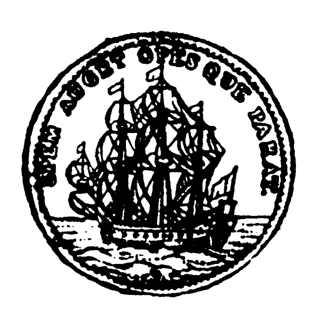
*

ALFRED MARTINEAU

ANCIEN GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DANS L'INDE
PROFESSEUR AU COLLÈGE DE FRANCE

BUSSY
ET
L'INDE FRANÇAISE

1720 - 1785



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108
EN VENTE : LIBRAIRIE ERNEST LEROUX, même adresse

1935

Les principales sources auxquelles nous avons eu recours sont :

les Archives du Ministère des Colonies *(A. C.)*, sous les cotes C^2 82, 86, 102, 111, 151, mais surtout 164 *bis* à 169 ;

les Archives de Pondichéry *(A. P.)*, sous les numéros 19, 23, 24, 25, 41, 43, 44 et 47 de notre propre inventaire ou catalogue établi sur place en 1914 ;

les manuscrits de la Bibliothèque Nationale *(B. N.)*, fonds français, nouvelles acquisitions, numéros 5072, 8985, 9357, 9358, 9360, 9361, 9362, 9364 et 9372 ;

les Archives de Seine-et-Oise, Versailles *(A. Vers.)*, numéros 3748, 3754 ;

les Archives de l'Arsenal, n° 5769, lettres au marquis d'Argenson ;

enfin les Archives du Ministère de la Guerre *(Arch. Guerre)*. Elles ne sont pas les plus riches ; mais sur le conflit Lally-Bussy qui en réalité nous fit perdre l'Inde, elles apportent quelques précisions du plus haut intérêt.

Des indications sommaires, aussi peu nombreuses que possibles, renvoient le lecteur aux principaux documents utilisés.

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DE BUSSY
SES DÉBUTS AUX ILES ET DANS L'INDE

Les origines de Bussy ; ses débuts aux Iles. — La guerre franco-anglaise. Les sièges de Madras et de Pondichéry. — Affaires du Carnatic et de Tanjore ; bataille d'Ambour. — La guerre contre Nazer jing. La prise de Gingy. — Fin de la guerre contre Nazer jing. Mort de ce prince. Avènement de Muzaffer jing ; Bussy désigné pour l'accompagner dans le Décan.

Il est presque de tradition de rechercher et d'attribuer une magnifique origine aux hommes qui se sont illustrés dans l'histoire et cette opinion était souvent justifiée au XVIIIe siècle, où faute d'instruction suffisante, peu de gens du peuple pouvaient s'élever aux grades les plus élevés de la société. Un plus grand nombre sortait de la classe moyenne ou de la très petite noblesse, celle qui n'était pas très chevronnée et qui ne connaissait pas ses aïeux au delà de quelques générations ; beaucoup d'hommes sortis de leur rang n'ont été inférieurs aux plus grands noms ni en valeur ni en services. Telle est la fortune de notre héros qui, d'origine assez modeste, est arrivé, par une heureuse disposition de son esprit plutôt que par sa fortune, à jouer dans notre histoire coloniale le plus grand rôle peut-être qu'un homme ait tenu jusqu'à notre époque.

Les origines de Bussy. — Ses débuts aux îles.

Charles-Joseph Patissier, plus tard marquis de Bussy-Castelnau, naquit le 8 février 1720 à Ancienville, modeste village

d'aujourd'hui 190 habitants, situé entre la rivière d'Ourcq et la forêt de Villers-Cotterets. Son père, qui prit le nom de Bussy, était un petit seigneur n'ayant guère d'autre fortune que son épée ; il était alors lieutenant-colonel d'infanterie et avait la croix de Saint-Louis. Sa mère, d'origine plus modeste encore, s'appelait Sophie-Ernestine Passavat. Charles-Joseph eut pour parrain son frère Joseph-Clément, âgé de huit ans ; plus tard il eut encore un frère et une sœur. La marraine fut Charlotte, fille de Patissier de Chateauneuf, huissier du cabinet de S. M. britannique comme électeur de Hanovre.

Ces Patissier ont assurément couru l'Europe plus qu'il n'était d'usage et se sont fait en route des relations utiles tant à Paris qu'à l'étranger ; mais, malgré tout, plus d'entregent que d'argent. C'est chez eux peut-être que Bussy acquit l'esprit fin et délié qui devait plus tard faire sa fortune auprès des princes maures. En attendant, servir dans l'armée était le lot ordinaire de ces seigneurs de second et même de troisième rang. Doit-on considérer comme un ancêtre ou un parent de Bussy un Nicolas II de Bussy, seigneur d'Ogny, près Château-Thierry, et baron de la Cour d'Amblar, près Tarragone, qui était capitaine-commandant le régiment d'Effiat en 1697 ? [1] Nous ne saurions l'affirmer, mais il est vraisemblable que le nom de Bussy, qui allait disparaître, fut relevé par des Patissier auxquels ils étaient apparentés et que le souvenir de Nicolas était devenu dans la famille un sujet de légende et d'émulation. C'est à lui sans doute que songeait Bussy dans l'Inde, lorsqu'il écrivait à Machault le 15 septembre 1751 : « Si mes ancêtres ont bien servi leur souverain, je ferai ici tous mes efforts pour prouver que je suis leur vrai descendant. » (*A. C. C*[2] *83, p.* 22-23).

On ne sait rien de l'enfance de Bussy ; mais on peut le suivre de loin à partir de treize ans. Il avait cet âge lorsqu'il fut pourvu d'une lieutenance sous les ordres de son père et, comme il en fallait quinze pour occuper la fonction, on ne tint

1. Les barons d'Ogny portaient d'azur sur chevron d'or, accompagné de trois étoiles de même ; or ce furent exactement les armoiries du futur marquis de Bussy-Castelnau.

pas compte de son état-civil et on le fit naître en 1718 à Bucy-le-Long, près Soissons. Erreur que tous les biographes ont reproduite sans méfiance. A quinze ans, il fut nommé capitaine, toujours sous les ordres de son père. Celui-ci mourut en 1735 à Wissembourg, colonel du bataillon de Soissons et commandant des fort et ville de Saint-Sébastien. Il laissait sans grande fortune sa femme et ses trois enfants. La Providence vint à leur aide sous la forme du contrôleur général Orry qui, pour des raisons restées inconnues, s'intéressait à leur sort. L'enfant, déjà jeune homme, qui n'avait plus rien à espérer en France, partit pour les Iles au service de la puissante Compagnie des Indes. Dans la pensée de la famille il ne s'agissait pas d'assurer au jeune Bussy une carrière coloniale indéfinie ; un officier n'obtenait d'avancement sérieux qu'en Europe, mais auparavant il fallait sortir de la misère ou de la gêne et l'on espérait que Bussy reviendrait de l'Inde avec assez d'argent pour tenir le rang auquel sa naissance lui donnait accès. On a reproché plus tard au général de l'armée du Décan d'avoir trop soigné ses intérêts aux dépens de ceux de la Compagnie ; mais en le plaçant à son service, le ministre savait fort bien qu'il le dotait aussi de tous les moyens de faire fortune. Bussy eut passé pour un sot s'il n'avait su en profiter. On verra au cours de cet ouvrage s'il a dépassé la mesure.

Comme nous n'avons sur cette partie de sa vie qu'un seul témoignage, qui est le sien, il est bon de reproduire dès maintenant ici ce qu'il a lui-même écrit plus tard. C'est en 1736 qu'Orry lui a proposé de partir pour les Iles de France et de Bourbon. « Il était dans l'âge heureux où tout est objet de désirs. » Arrivé aux Iles, pour passer bientôt après dans l'Inde, il n'y prit point comme modèles de sa conduite l'exemple peut-être trop commun d'une oisiveté stérile. Persuadé qu'on n'est véritablement un officier que si l'on possède de grandes connaissances, il travailla sans relâche à se les procurer. Il parcourut nos différents établissements des côtes de Malabar et de Coromandel. Ces dispositions, en lui méritant l'estime et la bienveillance des différents commandants, le mirent sur le chemin de la fortune. « *On lui présenta les occasions, on lui fournit les*

moyens de s'intéresser dans les opérations de commerce, et il réussit assez pour se trouver satisfait du succès de quelques années et prendre la résolution de quitter l'île. »

Que les représentants de la Compagnie aient agi par ordre lorsqu'ils intéressaient ce jeune homme dans des opérations commerciales où il eut été bien empêché d'engager un seul sol de son avoir, c'est ce qui ressort des termes employés ; il n'en est pas moins vrai que pour surveiller ses intérêts naissants, Bussy devait faire preuve d'observation, de travail et de sagacité. Il reçut ainsi, dès son entrée dans la vie active, tout à la fois des hommes et des faits, cette instruction pratique dont savent profiter les esprits supérieurement doués. Comme d'autre part, il écrivait d'un style original et magnifique, sans avoir reçu peut-être une grande instruction, son seul génie personnel faisait sa force et préparait son avenir. L'esprit toujours en éveil, il ne laissait rien perdre du monde nouveau où le hasard l'avait conduit, et tout en se livrant au commerce, il étudiait les mystères de la vie indigène dont la connaissance lui fut plus tard d'un si grand secours. L'homme de la trente-cinquième année perçait déjà sous ce jeune homme attentif et réfléchi.

Ce n'est pas toutefois aux Iles, où il séjourna d'abord, que Bussy eut l'occasion de se rendre compte des qualités ou défauts des indigènes pour en tirer le meilleur parti dans l'exercice du gouvernement ; à Bourbon il n'y avait, en 1732, que 2.000 blancs environ et 5.500 esclaves noirs ; de population indigène, il n'y en avait jamais eu. Même fait à l'Ile de France. Comme rien ne troublait leur sécurité intérieure, Bussy eut donc tous les loisirs nécessaires pour s'initier au mécanisme de la vie commerciale qu'on désirait lui faciliter. Celle-ci non plus n'était pas fort active, étant en rapport avec les exploitations agricoles et la population du pays. Bussy ne séjourna d'ailleurs que peu de temps aux Iles, quatre ou cinq ans peut-être ; les dates exactes de son arrivée et de son départ ne sont pas connues. On sait seulement par un état général de la dépense à faire au compte de l'Ile Bourbon arrêté à Paris le 30 octobre 1736, que Bussy y figurait en qualité d'enseigne, aux appointements de

540 livres, et par un autre état arrêté au Port-Louis de l'Ile de France le 2 octobre 1737 et signé des membres du Conseil supérieur de cette île, qu'il y figurait dans une liste de cinq sous-lieutenants, en compagnie de Defournoux, Lambillon, Derhancé et Brenier, mais rien n'indique s'il tenait alors garnison à Bourbon ou à l'Ile de France ; il semble que dans la suite il ait uniquement résidé à Bourbon. C'est donc entre ces deux dates d'octobre 1736 et octobre 1737 qu'il serait arrivé aux Iles, et l'on a pu remarquer qu'il ne portait plus les titres ou grades militaires qui lui avaient été reconnus en France et qui ne s'adaptaient pas à la constitution organique de la Compagnie.

Ce sont les seuls renseignements que nous ayons de son passage aux Iles ; nous ne savons pas non plus quelle fut la date de son arrivée dans l'Inde ; tout porte à croire que ce ne fut pas avant la fin de l'année 1741. En ce temps-là le gouverneur des îles, qui était La Bourdonnais, vint dans l'Inde, à la côte Malabar, pour y réduire le prince de Bargaret, qui inquiétait plus que de raison notre établissement de Mahé. Bussy prit-il part à cette expédition ? On serait tenté de le croire, si l'on veut bien se rappeler que lui-même nous a dit qu'il avait parcouru nos divers établissements des côtes de *Malabar* et de Coromandel ; or il est à peu près certain qu'après son arrivée à Pondichéry, où il servit, il n'eut aucune occasion de se rendre à la côte Malabar. Bussy aurait donc pris part à l'expédition militaire de 1741, qui se termina le 22 janvier 1742 par un traité conclu avec Bargaret, et comme il était déjà dans l'Inde, il y resta soit en service commandé soit à sa convenance.

La guerre franco-anglaise dans l'Inde. Les sièges de Madras et de Pondichéry.

Si incertaine que soit la date de l'arrivée de Bussy dans l'Inde, il était à Pondichéry en 1742 et il y resta jusqu'à son départ pour la France en août 1760. Les premières années de son séjour ne furent signalées par rien de particulier. Simple officier, il remplissait les fonctions de son grade avec la régula-

rité qu'elles comportent, sans qu'aucune occasion lui fût offerte de se distinguer, de quelque manière que ce fût. Pourtant la guerre avait éclaté en Europe entre la France et l'Angleterre et, malgré les efforts déployés par Dupleix pour maintenir la neutralité, les hostilités avaient été transportées en Asie. On sait ce que fut cette guerre : désastreuse en mer pour nos navires et notre commerce, heureuse sur terre où Dupleix se couvrit de gloire, en assurant à la France la possession momentanée de Madras et en repoussant deux ans plus tard une attaque des Anglais contre Pondichéry.

Bussy assista au siège de l'une et l'autre de ces places, siège qui à Madras ne nécessita que la peine de paraître pour que la ville tombât entre nos mains, et à Pondichéry qu'une vigilance prolongée pour affaiblir l'ennemi et le déterminer à la retraite. Ni ici ni là, il n'y eut d'actions militaires véritables et, bien qu'après la levée du siège de Pondichéry, le 17 octobre 1748, on ait adressé des félicitations aux grenadiers de la Tour, au corps de Goupil, aux volontaires de Bussy et aux dragons d'Auteuil, ces adresses doivent être prises pour ce qu'elles valent, quelque vérité et beaucoup de littérature.

Ces deux sièges, dont le résultat fut si différent, n'en méritent pas moins de retenir l'attention de l'histoire ; si nul officier n'y acquit une gloire militaire véritable, Dupleix et même la Bourdonnais s'y révélèrent comme d'habiles manœuvriers, sûrs d'avance du succès et le déterminant par leur confiance même. La démoralisation de l'ennemi fit le reste.

Ce n'est pas qu'il n'y ait eu quelques actions militaires de second ordre ; mais, à part l'affaire de l'Adyar, près Madras, où se distingua l'ingénieur Paradis, les autres et notamment les quatre attaques contre Goudelour furent plutôt des défaites et toutes furent confiées à des officiers plus anciens en grade que Bussy, tels Bury, la Tour et Mainville. Bussy ne prit part à aucune d'elles.

Pour les amateurs d'histoires romancées, nous nous reprocherions de ne pas citer ici l'ouvrage de Judith Gautier, l'*Inde éblouie* ou encore la *Conquête du Paradis*. L'auteur connaît les principales sources historiques de cette époque et il les suit

assez exactement, mais il ne se croit pas obligé de les respecter rigoureusement. A côté de l'histoire, il y a la fiction et parfois elles se confondent. Judith Gautier n'hésite pas à transformer notre héros en une sorte de chevalier sans peur et sans reproche, qui brave et surmonte aisément tous les obstacles. Tel Tancrède dans la *Jérusalem délivrée*, tel nous apparaît Bussy par la grâce de ses manières, le charme de son esprit et la vaillance de ses exploits. Dans les querelles de la Bourdonnais avec les officiers de l'expédition au lendemain de la prise de Madras, il joue déjà un rôle de premier plan ; mais il sera plus grand, plus magnifique encore, lorsque plus tard il traversera tout le Carnatic pour arracher à la mort la jeune et belle Oursavi, reine de Bangalore, qui se croyant délaissée par lui et se considérant comme veuve, allait mourir volontairement sur un bûcher. Déjà les flammes l'entouraient de toutes parts, lorsque Bussy apparut sur un destrier rapide ; il l'enleva et, en signe de reconnaissance, la jeune reine abdiqua et le sacra roi de Bangalore. Fort heureusement, le roman s'arrête là ; on ne voit pas comment Judith Gautier aurait pu adapter la suite avec la réalité. Judith Gautier écrit d'ailleurs avec mesure et élégance et il n'est pas indifférent à l'histoire que Bussy ait inspiré l'une de ses œuvres ; un peu de légende ne messied pas, même aux gloires les mieux établies.

Affaires du Carnatic et de Tanjore ; bataille d'Ambour.

Mais revenons à la réalité. Le siège de Pondichéry se termina au moment même où la paix était signée en Europe entre la France et l'Angleterre. Les troupes des deux pays, désormais sans utilité dans l'Inde mais que la saison défavorable ne permettait pas de rapatrier immédiatement, furent mises au service de princes indiens qui se disputaient le pouvoir, l'un du côté de Tanjore et l'autre dans le Carnatic, sans pourtant se trouver directement en antagonisme ; elles ne servaient pas ou ne desservaient pas les mêmes prétentions. Dans cette voie nouvelle, encore indécise, de conquête ou de domination, la France fut d'abord la plus heureuse ; elle triompha aisément à Ambour,

le 4 août 1749, du nabab du Carnatic, Anaverdi Khan, contre lequel s'était élevé un prétendant que nous soutenions, Chanda Sahib. Ce fut en cette bataille que Bussy se distingua réellement pour la première fois. Anaverdi Khan combattit avec courage ; il repoussa deux fois nos attaques et dans la seconde d'Auteuil, qui commandait nos troupes, fut légèrement blessé. Une troisième dirigée par Bussy réussit mieux ; nous réservâmes notre feu jusqu'au moment d'atteindre les retranchements de l'ennemi ; alors on fit une décharge générale et, devant la furie de notre choc, l'armée d'Anaverdi Kh., prise de panique, se mit à fuir. Ce fut en vain que le vieux nabab essaya de la rallier ; il fut lui-même atteint de deux coups de feu, qui le précipitèrent à bas de son éléphant et le champ de bataille nous resta. Cette victoire ne nous donna pas le Carnatic, mais seulement les moyens d'y acquérir une réelle suprématie ; Chanda Sahib en fut pour un temps le souverain incontesté.

Dupleix voulut ensuite faire le siège de Tanjore, pour y récupérer une créance depuis longtemps en souffrance, et il donna le commandement de l'expédition d'abord à un officier fort distingué, le capitaine Duquesne, qui mourut dès le début de la campagne, puis à un autre officier, nommé Goupil, qui n'avait pas les mêmes qualités. Goupil tint le 2 février devant Tanjore un conseil de guerre pour arrêter les meilleurs moyens d'enlever la place ; Bussy y assistait. Le siège ne fut pas conduit avec assez de vigueur et, pendant ce temps, il arriva du nord une armée formidable sous les ordres du soubab du Décan, Nazer jing. Prise de peur, notre armée leva aussitôt le siège et se replia sur Pondichéry. Un chef marate, nommé Morarao, dont le rôle fut dans la suite assez considérable, infligea à l'un de nos détachements des pertes sensibles ; Bussy, qui en conduisait un autre, rencontra deux jours après l'ennemi au même endroit et le fit reculer jusqu'à Paleamcotta, à quinze milles à l'ouest ; deux jours plus tard, le 10 mars, le gros de notre armée arrivait à Trivady, sur les bords du Ponéar ; nous étions sauvés.

La guerre contre Nazer-jing. — La prise de Gingy.

Quelques jours après, nous étions en présence de l'armée de Nazer j., à quelques lieues seulement de Pondichéry ; elle était si nombreuse que plusieurs de nos officiers et un grand nombre de nos soldats eurent peur d'être écrasés s'il y avait bataille ; une nuit ils désertèrent et regagnèrent Pondichéry en plein désordre. D'Auteuil, qui commandait notre armée, tint un conseil à onze heures du soir avec Latouche et Bussy et d'un commun accord, ils résolurent la retraite du reste de l'armée restée fidèle. Bussy fut envoyé en avant pour porter la nouvelle à Pondichéry.

Notre situation était critique ; fort heureusement Nazer j. ne fit aucun mouvement. Dupleix profita de cette accalmie pour engager avec le soubab des négociations qui n'aboutirent pas à une entente, mais déterminèrent cependant la retraite du soubab, rappelé dans ses états par des préoccupations de gouvernement ; elle ne fut pas inquiétée (avril).

Mais, moins de deux mois après, la guerre, — une véritable guerre — reprenait sur un autre champ d'action. Le soubab, pour se venger de sa déconvenue, nous avait fait chasser de Mazulipatam (mai) ; voulant à son tour tirer vengeance de cet acte, Dupleix, encouragé par Chanda Sahib, résolut de tenter une expédition contre Villapouram et Trivady, comme pour mettre à l'épreuve les sentiments et la force réels du soubab. Ces deux places furent occupées sans coup férir ; mais alors les Anglais, voyant les Français se rapprocher de Goudelour qui leur appartenait, prirent peur pour leur propre sécurité et vinrent au secours du concurrent de Chanda Sahib, Mahamet Ali, fils d'Anaverdi Khan. Il y eut à un mois d'intervalle (30 juillet et 1er septembre) deux combats à Trivady ; dans le premier les Anglais unis à Mahamet Ali furent battus et dans le second celui-ci resté seul fut complètement écrasé. A la suite de ces deux affaires, Mahamet Ali se retira dans l'intérieur du pays comme s'il se désintéressait des événements et les Anglais continuèrent de rester cois à Goudelour.

Dupleix résolut de profiter de leur inaction peut-être passagère pour poursuivre ses succès et, dès le surlendemain de la seconde bataille, il donna l'ordre à d'Auteuil de détacher Bussy avec six ou sept officiers, 200 soldats, 50 cafres et la moitié des troupes et des cipayes pour marcher sur Arcate *viâ* Villapouram et Gingy ; cette opération n'ayant d'autre but que de faire pression sur Nazer j. pour le décider à mettre en liberté son neveu Muzaffer j. qu'il détenait prisonnier depuis sa retraite de Pondichéry.

Bussy était le 5 septembre à Villapouram. Dupleix ne songeait alors nullement à s'emparer de Gingy, dont il considérait la prise comme de peu d'importance, attendu, disait-il, qu' « il n'y avait rien du tout » dans cette place. Ce fut d'abord Bussy, puis d'Auteuil et Latouche qui le décidèrent à en faire le siège : « Je n'eus jamais pensé, écrivait-il le 11 septembre à d'Auteuil et à Latouche, que l'on n'eut envié une telle expédition, mais enfin puisqu'elle vous paraît mériter votre attention, vous pouvez quand il vous plaira vous joindre à Bussy et la faire tout comme vous voudrez. » Deux jours auparavant, il leur avait dit qu'il ne consentait à cette opération que pour « donner satisfaction » à Bussy. (*Arch. Versailles*, 3746). Ainsi fut résolue un peu au hasard cette mémorable entreprise qui resplendit encore aujourd'hui d'un éclat particulier dans nos annales coloniales.

Il se pouvait qu'il n'y eut plus rien dans la ville, dont l'importance politique avait singulièrement décrû depuis le commencement du siècle [1], mais par sa position au centre de la chaîne des Ghattes entre le Paléar au nord et le Ponéar au sud, et par ses défenses naturelles qui sont peut-être, avec celles de Daulatabad, les plus fortes de l'Inde, elle commandait une immense région découverte tant à l'est qu'à l'ouest et son importance politique pouvait devenir considérable.

Nous n'entreprendrons pas ici la description de Gingy ; elle a été faite maintes fois. Il nous suffira de dire que la ville elle-

1. Gingy n'est plus aujourd'hui qu'un modeste village de 525 habitants, avec des restes de murailles et de monuments encore fort imposants.

même d'une assez faible étendue était bâtie au pied de trois collines abruptes, disposées en demi-cercle, le Chandra Dourgam, le Rajaguiri ou roi des Montagnes et le Krischnaguiri. La Rajaguiri était au centre ; c'était aussi la hauteur la plus escarpée ; elle se dressait presque à pic à 245 mètres au-dessus de la plaine et l'on n'y accédait que par une porte étroite percée dans un épais mur d'enceinte. Cette porte franchie, il restait pour atteindre le sommet à passer par un sentier large de deux à trois mètres, qui contournait une colline à l'est et côtoyait des précipices au nord. Une fois même, il aboutissait dans le vide et l'on ne rejoignait la partie opposée que par un pont de bois de huit mètres de long jeté sur l'abîme Tout à fait en haut un temple, un réservoir d'eau alimenté par les pluies, un grenier d'abondance et des canons. Rien n'était plus facile à défendre, dut même la porte d'en bas être enlevée d'assaut. Quelques hommes résolus suffisaient pour arrêter ou repousser une armée entière dans le couloir qui encerclait la colline. Bien gardée, la place ne pouvait être prise que par trahison ou par la famine. C'est ce roc pour ainsi dire inaccessible dont la conquête avait tenté Bussy autant pour l'honneur d'un coup d'éclat que pour l'utilité politique de l'opération [1].

Dupleix croyait d'ailleurs que la ville pouvait être prise assez aisément ; il en connaissait la topographie exacte et tous les moyens de défense. Au mois de mars précédent, il y avait entretenu pendant quelques jours un sergent européen du nom de Saint-Marc avec 10 Français, 20 topas et 50 cipayes [2] et, d'après ce qu'on lui avait dit, « il y avait plusieurs endroits d'abattus (sans doute dans la muraille) et surtout un où l'on pouvait entrer sans aucune difficulté ». Aussi ne voulait-il pas qu'on se livrât à un siège en règle comme à Tanjore. « La

1. Le pic le plus élevé de Gingy est à environ 295 mètres au-dessus du niveau de la mer et se trouve lui-même à 125 mètres au-dessus du sommet des deux autres montagnes.

2. Au moment où Nazer j. arriva dans le Carnatic, le quelidar de Gingy lui remit la ville sans la moindre difficulté et Saint-Marc fut invité avec beaucoup de courtoisie à retourner à Pondichéry où il arriva le 18 mars avec tout son détachement.

prise de Gingy n'est pas aussi difficile que l'on peut se l'imaginer... L'affaire doit se brusquer et je crois que les cipayes seuls peuvent faire cette affaire. » *(Lettres à d'Auteuil des* 11 *et* 12 *septembre).*

Bussy arriva en vue de la ville le 11 septembre à neuf heures du matin et campa à trois milles des collines. A peine était-il au repos qu'on lui annonça que Mahamet Ali, venant de l'ouest, était arrivé à Gingy et se trouvait déjà entre la place et nous. Après avoir erré pendant quelques jours dans la région de Tirnamallé, le nabab avait rallié les débris de son armée et pu reconstituer une troupe encore imposante de 7 à 8.000 cavaliers, 2.000 fantassins, 1.000 cipayes anglais et 8 pièces de canon, dont tous les servants étaient des Anglais ou des déserteurs européens. Malgré l'infériorité de ses forces et sans attendre celles que lui amenait d'Auteuil, Bussy se résolut aussitôt à l'attaque. L'ennemi se défendit beaucoup mieux qu'il ne l'avait fait dix jours auparavant ; il ne recula point devant les premiers coups de canon et poussa même la hardiesse jusqu'à s'approcher de nous à portée de pistolets. De nouvelles décharges commencèrent à mettre dans ses rangs quelque confusion et l'action se développait lentement mais sûrement à notre avantage lorsque le bruit de la canonnade se prolongeant dans le lointain, fut entendu par d'Auteuil. Il précipita sa marche et bientôt après nos forces réunies se trouvant toutes en face de celles de Mahamet Ali les repoussèrent insensiblement sous les murailles de Gingy, puis dans la ville elle-même où nous entrâmes à leur suite. A ce moment, la nuit tomba et les canons qui vomissaient sur nous leur feu du haut des trois montagnes cessèrent de porter utilement.

Pour tenir l'armée en éveil, notre artillerie tonna une partie de la nuit à la clarté de la lune. D'Auteuil et Bussy attendaient que l'obscurité fut complète pour attaquer les trois collines à la fois. Le Krishnaguiri et le Chandra Dourgam ont des pentes relativement douces ; le Rajaguiri se dressait au contraire comme un phare dont il faut forcer la porte et gravir ensuite les escaliers. Comment se fait-il qu'il succomba aisément ? Quelques pétards suffirent pour faire sauter la porte ; on se

rendit maître du corps de garde ; plus loin, dans tout le pourtour de la colline, nulle résistance. Nous n'avions cependant aucune intelligence dans la place et il n'y eut pas de trahison. Notre succès ne peut s'expliquer que par le désarroi moral qui s'était emparé de l'ennemi depuis le 1er septembre et surtout par son indifférence totale pour la cause de Mahamet Ali. Que lui importait que ce fût lui ou Chanda Sahib qui fût nabab d'Arcate ? La veille la fortune s'était déclarée pour les Français, il n'y avait qu'à suivre ses inspirations ; rien ne sert de contrarier le destin. Ainsi que l'écrivait fort justement Dupleix à Brenier, alors commandant à Gingy, le 16 septembre 1752 : « Quant à l'endroit par où on a escaladé la place, c'est qu'on a eu affaire à des gens qui voulaient bien se laisser prendre ; car ce qui était entré n'était pas suffisant pour peu que le gouverneur n'ait pas perdu la tête. » (*Arch. Versailles*, 3751).

L'action parut également toute simple aux officiers qui y avaient participé. A lire le récit qu'ils nous en ont laissé, on ne croirait pas qu'ils venaient de se couvrir de gloire. Voici ce récit, malheureusement trop court que signèrent conjointement, au lendemain de l'action, comme une sorte de procès-verbal, d'Auteuil, Bussy, Law et Latouche :

« Je (d'Auteuil) distribuai les troupes et je fis border en dehors la place par les cipayes. Je fis placer l'artillerie et les deux mortiers qui furent servis par M. Galland avec toute l'activité imaginable. Mrs de St-Georges, Véry et Lenormand furent commandés pour donner l'escalade à un des forts (le Rajaguiri) au coucher de la lune, ce qu'ils exécutèrent avec beaucoup de valeur. Puymorin et les dragons étaient destinés à soutenir ceux qui devaient attacher les pétards aux portes du fort principal et que je devais forcer avec de la Touche et Bussy. Pendant ce temps l'ennemi faisait grand feu de mousqueterie et de canon et jetait quantité de fouguettes. Nous avions déjà six hommes de tués et quelques blessés lorsque j'envoyai M. de Rouvray reconnaître la porte. Ce brave officier en se retirant reçut un coup de fusil au travers du corps dont il est mort le lendemain.

« M. Law m'ayant rendu compte des dispositions, nous restâmes dans cette situation jusqu'au coucher de la lune qui était le signal pour agir de tous côtés. Cependant M. Galland accablait l'ennemi de grenades. Vers les quatre heures du matin, j'entendis crier « Vive le roi ! » sur une des montagnes. C'étaient Mrs de St-Georges, Véry et Lenormand qui avaient exécuté ce dont ils avaient été chargés.

« Je fis alors pétarder les portes de la citadelle principale qui renferme une assez belle ville. L'ennemi prit l'épouvante et, après quelques mousquetades, la fuite. Dans moins d'une heure nous fûmes maîtres de tout. Les fuyards se retirèrent dans leurs forteresses placées sur deux hautes montagnes [le Krischnaguiri et le Chandra Dourgam] que nous avions à dos et se défendirent encore quelque temps... Mais M. Law avec les dragons obligea bientôt ce reste d'ennemis à fuir et nous fûmes tranquilles possesseurs de Gingy et de tous ses forts... »

Nous n'avions eu que 10 hommes tués et 11 blessés ; les pertes de l'ennemi ne purent être dénombrées ; dans une lettre du 15, Dupleix parle de 2.000 hommes ; ce chiffre paraît exagéré.

Bussy, dont l'initiative avait tout déterminé, reçut dès le lendemain les félicitations les plus vives de Dupleix : « Vous méritez les plus belles récompenses, lui écrivit-il, et je n'oublierai rien pour vous les faire obtenir. » Cependant le gouverneur n'était pas encore convaincu de l'utilité de Gingy ; le 20, dans une lettre à l'ingénieur Sornay, il disait formellement qu'il n'avait pas l'intention d'y rester, il ne comptait occuper la place que juste le temps nécessaire pour déterminer le soubab à conclure la paix et il ne doutait pas que la rapidité et l'éclat de cette action ne fissent sur lui une profonde impression.

Fin de la guerre contre Nazer jing. Mort de ce prince. Avènement de Muzaffer jing ; Bussy désigné pour l'accompagner dans le Décan.

Nazer j. parut en effet disposé à traiter et il envoya faire à Dupleix des propositions de paix. On ne saurait dire que celui-ci les accueillit avec plaisir ; il avait déjà partie liée avec

quelques seigneurs de la cour du soubab pour se débarrasser de lui par une mort violente et il avait été secrètement convenu que nulle occasion ne serait plus favorable qu'une bataille où l'on pouvait mettre un attentat sur le compte d'un hasard malheureux. « J'ai leur serment et leur signature, écrivait Dupleix à d'Auteuil le 7 octobre ; le complot est venu d'eux et non de moi... »

Les pluies qui tombèrent à ce moment en abondance et durèrent plus d'un mois, rendirent les routes impraticables et pendant ce temps ce fut l'inaction la plus complète. Enfin Latouche, qui commandait l'armée au lieu de d'Auteuil souffrant de la goutte, put se mettre en route le 15 décembre, et franchit dans la nuit les seize milles qui le séparaient du camp ennemi. Bussy était de l'expédition.

L'action s'engagea aussitôt et la résistance de l'ennemi fut rude. Nazer j. avait placé en avant son artillerie, en arrière ses fantassins et sur les ailes la cavalerie. Latouche avait pris des dispositions analogues ; les cipayes et les cavaliers formaient nos deux ailes, tandis que les Français étaient au milieu de l'armée avec Villéon au centre, Bussy à droite et Kerjean à gauche. Latouche surveillait l'ensemble des opérations.

Comment Nazer j. fut-il tué dans l'action ? Les récits ne concordent pas. D'après ce qu'on rapporte le plus communément, ayant eu avis que les nababs de Carnoul et de Cudappa s'enfermaient dans une inaction inquiétante, il serait parti pour les rappeler à leur devoir et les aurait menacés, non sans avoir donné l'ordre de mettre à mort Muzaffer j. [1]. Le nabab de Cudappa, à moins que ce ne soit celui de Carnoul, lui aurait répondu avec insolence et, dans la confusion qui suivit, Nazer j aurait été blessé de quelques coups de feu sur son éléphant et précipité à terre. Sa tête fut aussitôt coupée et présentée à Muzaffer j., qui fut incontinent salué soubab et connut en moins d'un instant les fluctuations les plus extrêmes des choses humaines. Muzaffer jing avait d'ailleurs tous les droits au trône,

1. L'homme chargé d'exécuter l'ordre était un des conjurés ; il ne se pressa pas et pendant ce temps ce fut Nazer j. qui fut tué.

comme petit-fils de Nizam oul Moulk et neveu par conséquent de Nazer jing, le second des enfants issus du grand ancêtre, fondateur de la dynastie.

Muzaffer j., reconnaissant tout à la fois de sa délivrance et de son élévation au trône, vint peu de jours après à Pondichéry, où il fut reçu par Dupleix avec un cérémonial imposant. En signe de gratitude, il donna au gouverneur le commandement de toute la côte depuis la Kistna (ou Quichena) jusqu'au cap Comorin ; le Carnatic rentrant dans sa dépendance, il ne tenait qu'à celui-ci de le donner à Chanda Sahib, s'il le jugeait à propos. Ce prince fut désigné sur-le-champ. Des satisfactions plus substantielles furent accordées à l'armée ; dans le partage des trésors de Nazer j., elle reçut environ un million en gratifications distribuées tant aux officiers qu'aux soldats.

Les fêtes passées, Muzaffer j., qui ne se sentait pas sûr de ses troupes ni de ses sujets, demanda à Dupleix des Européens pour l'accompagner jusqu'à Haïderabad ; avec une force étrangère il tiendrait mieux les siens dans le devoir. Dupleix hésita un moment avant de s'engager dans cette voie nouvelle, qui pouvait être fertile en dangers ; mais dès le 5 janvier, son parti était pris, il accepta. Le soubab reconnut aussitôt ce sacrifice par une nouvelle faveur. Outre la patente de gouverneur général du sud de l'Inde, et la donation de Mazulipatam et dépendances qu'il nous confirma le même jour par actes authentiques, il donna encore un ordre pour que les pagodes fabriquées à Pondichéry eussent cours dans le Carnatic, à Mazulipatam et à Golconde. Il décida enfin que les revenus de la province d'Arcate qui constituaient un tribut en sa faveur, lui seraient versés à Pondichéry. On ne pouvait nous témoigner plus de confiance.

Muzaffer j. quitta Pondichéry le 7 janvier. Il ne leva toutefois son camp que cinq jours plus tard ; il attendait le détachement promis. Il n'entrait pas dans les intentions du gouverneur de manquer à sa parole ; encore lui fallait-il le temps de choisir ses troupes, les équiper et leur donner un chef, qui ne fut pas seulement un soldat. La mission qu'il aurait à remplir auprès de Muzaffer j. n'était pas moins politique que militaire ; il

fallait, pour la mener à bien, être aussi fin diplomate que bon capitaine.

Pour ce choix, dont l'avenir n'allait pas tarder à révéler l'importance, Dupleix pouvait hésiter entre Prévot de la Touche et Bussy. C'étaient les deux officiers qui s'étaient le plus distingués dans les derniers événements et, malgré la hardiesse de la prise de Gingy, tout à l'honneur de Bussy, l'avantage restait encore à La Touche, dont chacun avait pu apprécier les qualités solides et constantes. Malheureusement La Touche était petit de taille et ne payait pas de mine ; c'était un caractère un peu sauvage, nullement communicatif et dans l'ensemble un homme du monde peu avenant. Bussy avait des côtés extérieurs plus fins, plus délicats et plus séduisants ; son esprit dégagé et original plaisait et lui attirait des sympathies ; enfin il ne considérait pas que les vertus militaires fussent exclusives de certaines qualités civiles. Bussy n'était à ce moment qu'un officier comme beaucoup d'autres, attendant tout des hasards de la guerre pour avancer ou pour faire fortune. Il se proposa à Dupleix pour commander nos hommes et nous représenter auprès de Muzaffer j. et tout de suite Dupleix accepta ses services. Il savait quelle était la valeur de l'homme, mais ce que nul ne pouvait prévoir c'est que par sa politique habile autant que par ses succès militaires, Bussy allait couvrir son nom et le gouvernement de Dupleix d'une gloire immortelle. Pour tous deux ce fut un heureux coup de fortune.

Dupleix rendit encore trois visites à Muzaffer j. avant son départ ; à la dernière qui eut lieu le 12 à quatre heures du soir, Muzaffer j. le revêtit de ses habits à la maure, puis l'ayant fait entrer dans son durbar ou conseil, il l'arma lui-même de son sabre, de son poignard, de son carquois et de sa rondache. Il lui fit en outre présent d'un éléphant et d'un cheval qui avait été donné par le roi de Perse à Nizam oul Moulk.

Trois jours après, le 15 janvier, le détachement français, commandé par Bussy, quittait à son tour Pondichéry ; il était composé de 300 blancs et d'environ 2.000 cipayes. Suivons-le dans son odyssée.

CHAPITRE II

BUSSY DANS LE DÉCAN DE 1751 A 1754

§ 1. — De Pondichéry a Aurengabad.
(12 janvier — 18 juin 1751)

L'armée quitte Pondichéry. — Mort de Muzaffer j. (14 février) et avènement de Salabet j. : Ramdas Pendet divan. — Rivalité entre Bussy et Kerjean. — Occupation de Carnoul. — Premières négociations avec Balagirao, général des Marates. — Arrivée à Haïderabad (12 avril). — Les partis à la cour du soubab. — Salabet j. confirmé soubab par paravana du Mogol. — Arrivée à Aurengabad (18 juin).

§ 2. — De l'arrivée a Aurengabad a l'assassinat de Ramdas Pendet.
(18 juin 1751 — 4 mai 1752)

Vues de Dupleix sur le Bengale. — L'opposition aux Français à la cour du Soubab. — Rapports avec le Mogol. — Guerre contre les Marates : affaire du 4 décembre, marche sur Pouna, retraite sur Ahmednagar. — Paix du 17 janvier 1752, rompue trois jours plus tard et rétablie presque aussitôt. — Dupleix songe à attirer à Trichinopoly une partie de l'armée du Décan : départ de Néamet-Oullakhan. — L'assassinat de Ramdas Pendet (4 mai) remet tout en question.

§ 3. — De l'Assassinat de Ramdas Pendet au départ de Bussy pour la côte.
(4 mai 1752 — février 1753.)

Seyed Lasker Khan premier ministre du Décan. — Faiblesse du soubab. — Bussy songe à se retirer : les menaces d'une attaque de Gaziuddin khan le retiennent dans le pays. — Gaziuddin à Aurengabad ; sa mort. — de Volton. — Projet d'attaque contre le Maïssour. — Nouvelle guerre avec Balagirao (novembre). — Bussy propose d'abandonner le Décan ; sa maladie ; sa retraite à Mazulipatam (février 1753).

§ 4. — L'intérim de Bussy.
(février — juin 1753).

Goupil chargé de l'intérim des affaires. — Détresse financière. — Manœuvres de Seyed Lasker kh. pour arriver à la division de nos forces : Jainville reste à Aurengabad avec un faible détachement. — Dupleix décide Bussy à retourner dans le Décan avec des pouvoirs élargis.

§ 5. — La cession des quatre circars.

Bussy retourne à Haïderabad (15 juin). — Situation délicate des affaires : mauvaise manœuvre de Goupil, division de nos forces. — Mémoires de Bussy sur la politique à suivre. — Accord avec Mir Mohamed Oussen pour le paiement de nos troupes (1er septembre). — Bussy va à Aurengabad, où il arrive fin novembre. — Cession des quatre circars.

§ 6. — Coup d'œil rétrospectif sur les affaires de Mazulipatam et de la Côte d'Orissa.

Cession de Mazulipatam, Divy et Nizampatnam (septembre 1749-mars 1751). — Premiers rapports avec Jaffer Ali, gouverneur fermier de Rajamandry. — Moracin commandant à Mazulipatam depuis le début de l'année 1752. — Cession des fermages de la province de Condavir (novembre 1752). — Bussy à Mazulipatam. — Contestations entre Jaffer Ali et Viziam Raja pour les fermes de Chicacol et de Rajamandry.

§ 7. — La prise de possession des quatre circars.

Bussy ramené à l'idée de rester dans le Décan. — Chute de Seyed Lasker Khan ; Chanavas Khan premier ministre. — Mise en liberté des frères du soubab. — Bussy s'assure de tous les hauts postes du gouvernement. — Difficultés préalables à la prise de possession des circars : manque d'entente entre Dupleix, Bussy et Moracin : la question du commandement : embarras financiers. — Ibrahim Khan envoyé à la côte. — Les Marates dans la province de Chicacol, la guerre contre Ragogy Bonsla. — La cérémonie du 7 juin. — Bussy se rend à Bezoara puis à Chicacol avec son armée.

§ 1. — De Pondichéry a Aurengabad

Une question préliminaire se pose : Était-il sage de diviser nos forces et se lancer dans l'inconnu avant d'en avoir terminé avec Mahamet Ali ? Les deux opinions pouvaient se soutenir

et il serait intéressant de savoir comment Dupleix les mit en balance : l'histoire est malheureusement muette sur ce point. La prudence commandait évidemment de tout régler avec Mahamet Ali avant d'entreprendre au loin une nouvelle campagne ; mais ce prince paraissait alors si faible, si abandonné de tous, si résigné lui-même à une soumission prochaine que, pour un danger incertain et sans doute de courte durée, Dupleix ne crut pas devoir sacrifier les avantages que lui laissait entrevoir la protection donnée à Muzaffer j. Le soubab du Décan était le souverain légitime de toute l'Inde du sud : en consolidant son pouvoir, n'affaiblissait-on pas du même coup celui de Mahamet Ali ? Dût ce dernier être soutenu par les Anglais, que vaudrait sa résistance contre la triple entente militaire ou morale du soubab, des Français et du Mogol ? C'était l'échec assuré. L'avenir seul devait révéler ce que cette conception avait d'erroné. Mahamet Ali nous résista mieux qu'on ne le supposait et, pendant ce temps, nos troupes s'engageaient toujours plus loin dans le Décan, sans qu'il fût possible de les rappeler.

Ce dédoublement d'une armée déjà si réduite en nombre pouvait nous être fatal, comme il le fut en effet, et Dupleix avait comme un pressentiment qu'il jouait une partie délicate lorsque, deux ou trois jours après le départ de nos troupes, il rappela au soubab sa promesse d'accorder à Mahamet Ali un établissement convenable dans ses états ; c'était le seul moyen de séparer sa cause de celle des Anglais. Si l'on y parvenait, il n'était plus nécessaire de s'inquiéter de Saunders ni de son conseil ; il suffirait que Muzaffer j. leur fit sentir qu'ils étaient à sa discrétion. Inutile de les ménager : lorsque Muzaffer j. était à Pondichéry, il leur avait fait part de son avènement et ils ne lui avaient pas répondu. A ce mauvais procédé, il n'y avait qu'une riposte : la menace de les chasser de leurs établissements. Le soubab fut invité à ne pas hésiter. Muzaffer j. se prêta de bonne grâce à ce que Dupleix lui demandait, mais ce fut en pure perte : Mahamet Ali était depuis longtemps résolu à ne s'appuyer que sur les Anglais ; toutes les avances qu'on pouvait lui faire étaient une preuve certaine

que notre confiance était endormie. Le départ d'un détachement pour le Décan ne pouvait que favoriser ses espérances et sa résistance, puisqu'il était trop visible que, du côté purement militaire, Dupleix affaiblissait nos forces en les partageant. Bussy, tenu au courant de ces idées, devait de son côté faire toutes les honnêtetés possibles à Mafous kh., resté prisonnier à la cour du soubab, pour déterminer son frère à abandonner volontairement Trichinopoly.

Cependant nos troupes continuaient leur marche avec une lenteur calculée ; la fidélité de celles du soubab n'était rien moins qu'assurée. En quittant Pondichéry les Patanes avaient promis à Dupleix de rester attachés à Muzaffer j. et le nabab de Carnoul avait, dit-on, les larmes aux yeux, mais à peine eurent-ils franchi nos limites que toutes leurs rancœurs revinrent avec le souvenir de leurs désillusions. Ils n'avaient pas pris leur parti du partage inéquitable à leurs yeux des trésors de Nazer j. ; aussi, dès la fin de janvier, formulèrent-ils de nouvelles réclamations et, pour les appuyer, ils essayèrent de faire déserter nos soldats : le nabab de Carnoul voulait former une compagnie de blancs. Il fallut que Dupleix menaçât Muzaffer j. de l'abandonner s'il n'empêchait les désertions. Muzaffer j. était trop mal affermi sur le trône pour imposer son autorité à ceux qui l'y avaient élevé. Tout en déclarant que ces gueux n'étaient pas à craindre, Dupleix lui recommanda cependant, pour les calmer ou pour les endormir, de leur faire des promesses raisonnables, jusqu'au jour où il serait réellement le maître : alors il ne devrait pas hésiter à leur faire couper la tête. Dupleix avait en réalité aussi peu d'estime pour les uns que pour les autres ; plus on les pratiquait, plus on les méprisait, écrivait-il à Bussy le 3 février.

Cette situation paradoxale ne dura que quelques jours. Lorsque l'armée eut passé la Quichena et que les Patanes se furent rapprochés de leur pays, leurs espoirs s'accrurent de toute la force que donne la possession du sol et ils jugèrent que le moment était venu de renouveler l'attentat qui avait si bien réussi contre Nazer j. Ils donnèrent en secret aux palia-

gars de leurs domaines l'ordre de s'assembler et de disposer des canons dans les défilés.

Le 14 février, comme on était arrivé dans les états de Cudappa, celui-ci prit prétexte de quelques déprédations de l'armée de Muzaffer j. pour se révolter ; il fit arrêter l'artillerie du soubab et piller son avant-garde ; on arrêta de même des charriots de munitions appartenant à Bussy. Les nababs de Savanour et de Carnoul se joignirent aussitôt à lui.

Qu'allait faire Bussy ? Dupleix lui avait recommandé de « faire toujours office de médiateur dans les différends qui s'élèveraient entre ces seigneurs » ; il chercha aussitôt à négocier et envoya auprès des rebelles un indien du nom d'Agi Abdalla, chrétien de confiance que lui avait donné Dupleix. Sans attendre son retour et sans vouloir écouter les conseils de Bussy qui l'engageait à ne pas exposer inutilement sa vie, Muzaffer j. marcha à l'ennemi. A environ deux lieues du camp, il rencontra Abdalla, qui lui apportait les excuses des Patanes. Sans doute Muzaffer j. ne crut-il pas à leur sincérité ; il ne voulut rien entendre et continua sa marche, bientôt suivi par Bussy, qui cependant ne put le rejoindre à temps. Quelques coups de canon suffirent à mettre les Patanes en déroute ; les nababs de Savanour et de Carnoul furent tués, celui de Cudappa parvint à s'échapper. La victoire de Muzaffer j. était complète ; mais, fatalité déplorable, il fut tué dans l'action, soit d'un coup de flèche dans l'œil, soit d'un coup de lance que lui porta le nabab de Carnoul, au moment où Muzaffer j. allait lui-même le percer de son sabre.

Dans ce combat rapide, Bussy n'eut qu'un homme blessé ; l'armée même du soubab eut de 60 à 80 blessés et environ 30 tués. Les pertes des Patanes ne sont pas connues.

Il restait à régler la succession de Muzaffer j. D'après les lois de l'Empire, la cour de Delhi pouvait seule disposer du gouvernement ; mais Delhi était loin et si l'on ne voulait voir l'armée se diviser et peut-être la dynastie de Nizam disparaître, c'était tout de suite qu'il fallait prendre un parti : il serait toujours temps de demander l'investiture du Grand Mogol. L'héritier naturel était le fils de Muzaffer j., un enfant

de cinq à huit ans, n'ayant pour toute défense que le désintéressement de ses oncles. Arme bien fragile. L'aîné d'entre eux, Gaziuddin, était à Delhi et depuis trois ans que son père était mort, il n'avait jamais revendiqué sa succession ; on pouvait à la rigueur ne pas tenir compte de ses droits. Ses trois autres frères, Salabet j. Nizam Ali et Bassalet j. se réunirent le jour même, firent asseoir Bussy au milieu d'eux, lui exposèrent le danger de laisser seulement une demi-heure l'armée sans chef et lui dirent tous trois qu'ils ne voulaient tenir que de lui la place que le hasard venait d'ouvrir. Salabet, l'aîné, était « un peu bouché », suivant une expression de Dupleix ; Nizam Ali, le second, avait plus de feu et d'esprit ; le troisième était trop jeune pour qu'on put songer à lui. Comme la logique le conseillait, Bussy désigna l'aîné et Salabet j. fut reconnu sans opposition par toute l'armée. Ramdas Pendet, divan de Muzaffer j., le *boxis* ou général en chef de l'armée, tous les officiers et fonctionnaires lui promirent fidélité et passèrent à son service. Jamais transmission de pouvoir ne se fit avec plus de complaisance et de célérité.

Le nouveau soubab ne tarda pas à nous témoigner sa reconnaissance ; lui aussi craignait d'être trahi ou abandonné par ses troupes. Avec une soumission et une humilité qu'on n'exigeait pas mais qui est un peu dans le style oriental, il dit qu'il ne voulait tenir ses terres que de Dupleix et qu'il était prêt à nous donner tous les trésors de Golconde et tout le Décan. En fait, il nous confirma les concessions de Muzaffer j., abandonna à notre contrôle tout le pays depuis la Quichena jusqu'au cap Comorin, c'est-à-dire le Carnatic, le Maduré et Tinnivelly sur lesquels il n'exerçait d'ailleurs qu'une autorité nominale, et nous céda en outre les territoires de Nizampatnam, Gontour, Acclemanar et Narzapour, qui complétaient notre établissement de Mazulipatam. Il donna en même temps l'ordre de rétablir notre comptoir d'Yanaon, et céda personnellement à Dupleix le port de Mafousbender à la côte d'Orissa. Sur notre recommandation, le jeune fils de Muzaffer j. ne fut pas oublié ; Adony, Raichour, Bijapour, Carnoul, Cudappa et d'autres territoires moins importants lui furent attribués.

Rien ne fut changé dans les projets de Dupleix comme dans ceux de Bussy. Sans s'être concertés, tous deux jugèrent de la même façon la révolution qui venait de s'accomplir et les avantages que nous en pouvions tirer. Dès le 24 février, Dupleix écrivait à Bussy qu'il n'y avait qu'un parti à prendre : continuer à marcher jusqu'à Haïderabad, maintenir en place Ramdas Pendet et donner au nouveau soubab l'assurance que nous ne désirions que la paix.

« Au surplus, disait-il, mettez-vous en tête que vous faites la loi dans cette armée ; n'en abusez pas et menez tout au but que je désire... Tout votre but et le mien doivent être de conserver les possessions de la Compagnie, de les augmenter même ; voilà quelle doit être votre attention dans toutes les circonstances où vous vous trouverez... Quand vous aurez tout terminé, affectez beaucoup d'affabilité pour tout le monde et tâchez de vous attirer l'amitié de ces gens-là. » (*A. Vers.*, 3748. — 24 *janvier*).

Sans avoir reçu cette lettre, Bussy voyait déjà tout le Décan à ses pieds :

« Voici selon moi, écrivait-il le 21 février, le moment de faire de grandes choses... Toute l'armée et en général grands et petits ne reconnaissent que vous et les Français... Les trésors de Golconde nous seront remis à notre arrivée, si vous le voulez. Je crois que la nation peut tirer de très grands avantages, de cette révolution ci... On nous promet de belles choses, si nous voulons aller jusqu'à Golconde. Nous sommes trop avancés, je pense, pour reculer et toute notre attention devant être d'étendre la gloire du nom français et de procurer le bien de la Compagnie, il ne se présentera jamais une plus belle occasion de la faire sûrement. Je mettrai tout en usage pour faire l'un et l'autre... Mes premières lettres ne permettaient pas tous ces avantages ; mais le génie de Ramdas Pendet, la crainte des armes françaises, la vénération que l'on a pour notre nation, la certitude où l'on est de ne rien faire si nous abandonnions, tout cela nous met dans le cas de faire la loi et de tirer des avantages plus grands mêmes que ceux que nous eussions eu lieu d'espérer du vivant de Modin kh. [Muzaffer j.]. Si vous jugez à propos, comme je le pense, que nous continuions d'accompagner le nouveau nabab, moi et nos messieurs sommes disposés à nous sacrifier. »

« J'ai maintenant les bras liés, ajoutait-il le 22 ; mais une fois pourvu de vos nouveaux ordres, laissez-moi faire, vous serez con-

tent de ma gestion... De Pondichéry vous gouvernerez Golconde et ses dépendances comme si vous y étiez... J'entrevois de trop belles choses pour croire que vous soyez d'humeur à prendre un autre parti que celui de protéger le nouveau nabab... Notre poignée de monde commande ici absolument. » — *A. C.* C^2 82, p. 8-11.

Ainsi, sans s'être entendus mais simplement grâce à leur connaissance de l'âme indienne, Dupleix et Bussy non seulement n'avaient pas été déconcertés par la révolution imprévue du 11 février [1], mais ils en tiraient au contraire les présages les plus favorables. La nécessité pour le nouveau soubab de s'appuyer uniquement sur nos forces justifiait leur confiance. Cette communauté de sentiments subsista lorsque nos troupes se trouvèrent réellement engagées dans le Décan et comme il n'exista jamais entre les deux hommes ni jalousie ni rivalité mais un égal amour du pays et un même désir de gloire, il n'est pas étonnant qu'une entente aussi étroite qui se maintint presque sans nuages jusqu'en 1754 ait abouti aux plus brillants résultats.

Peu s'en fallut pourtant que Bussy ne demeurât pas chargé de la tâche. Dans les jours qui suivirent le 14 février, il fut sérieusement malade et demanda à revenir à Pondichéry. Dupleix l'y autorisa (6 mars) non sans l'avertir que, dans son intérêt aussi bien que pour la gloire du roi, il serait préférable qu'il restât (*A. Vers.* 3748).

Bussy resta, mais pour tomber presque aussitôt sur d'autres écueils. Il lui arriva un jour de consigner sa tente à Ramdas Pendet, et ce haut seigneur ressentit cruellement l'affront. Des officiers se plaignirent d'autre part d'être traités avec trop de hauteur ; enfin Bussy avait auprès de lui comme second le propre neveu de Dupleix, Kerjean, capitaine d'infanterie. Outre le mérite personnel que pouvait avoir cet officier, sa

1. Il résulte cependant d'une lettre de Dupleix en date du 8 mars que Bussy aurait eu un moment l'idée de ramener nos troupes à Pondichéry après la mort de Muzaffer j. La vérité est que celui-ci ne voulut pas s'engager plus loin, sans en avoir reçu l'ordre, mais dès le lendemain, il écrivait à Dupleix qu'il était nécessaire d'accompagner Salabet j. jusqu'à Golconde et il continuait sa route.

parenté avec le gouverneur lui donnait une sorte de droit de conseil qui ne plut pas à Bussy, comme il déplut à Kerjean de ne pas être consulté. Il s'en ouvrit à son oncle, qui, avec les ménagements nécessaires, fit entendre à Bussy (lettre du 8 mars), que ce serait un moyen de lui témoigner à lui-même de la déférence si dans les circonstances épineuses il voulait bien se concerter avec Kerjean ; celui-ci était parfaitement capable de lui donner de bons conseils. L'avis était courtois et mesuré ; mais dans une lettre adressée personnellement à Kerjean le 17 mars, Dupleix regrettait beaucoup plus nettement que Bussy eut manqué de mesure en ces diverses circonstances, mais, ajoutait-il, « il est difficile d'allier la fermeté avec la bonté dans les manières ; ce n'est qu'un grand usage du commandement qui fait trouver ce milieu et rendre affable en même temps que l'on conserve toute la fermeté. »

La fin de la lettre pour laquelle Dupleix demandait le plus grand secret était plus suggestive. Il se pourrait, disait-il en substance, qu'après son arrivée à Golconde, Bussy dut continuer jusqu'à Aurengabad, mais que, devenu trop exigeant, il posât au soubab des conditions exorbitantes. Ce serait un abus. Les avantages nouveaux qu'on pourrait nous consentir ne devaient pas être plus importants que ceux qui avaient été convenus à Pondichéry au moment du départ pour Haïderabad. — Les conditions actuelles étaient suffisantes, d'autant plus que le soubab avait promis de doubler les gratifications en arrivant à Golconde. Exiger davantage serait de la tyrannie. Si Bussy dépassait la mesure, Kerjean devait, avec autant de tact que possible, essayer de l'y ramener, et, en cas d'insuccès, prendre le commandement des troupes et les conduire lui-même à Aurengabad. Toutefois il ne devait agir ainsi qu'à la dernière extrémité.

Le désir de favoriser Kerjean n'était sans doute pas étranger à cette mesure rigoureuse, peu conforme au caractère de Dupleix, mais peut-être s'imaginait-il que Bussy, dont la santé était mal rétablie, ne serait pas fâché de jouir en paix de la petite fortune qu'il avait amassée. Il le voyait déjà, après son arrivée à Golconde, prendre de lui-même le chemin de

Mazulipatam pour rentrer en France. « Sans doute, écrivait-il à nouveau à Kerjean le 2 avril, Bussy considère sa fortune comme faite et ne songe plus qu'à se retirer. » Et dans cette pensée, il traçait déjà à Kerjean la ligne de conduite qu'il devrait tenir, lorsqu'il aurait le commandement de l'armée. Il lui recommandait d'être généreux, bon et ferme et d'affecter en même temps le désintéressement. « Soyez affable et poli avec tout le monde », lui disait-il, comme si Bussy avait péché par ce défaut de qualités.

Il est certain qu'à ce moment et pendant tout un mois Bussy toucha de près la disgrâce, mais il ne connut sans doute jamais les lettres adressées à Kerjean. Il put donc sans arrière-pensée conserver sa foi en Dupleix. Les conseils que celui-ci lui avait donnés sur l'art de gouverner n'avaient rien d'offensant et tout porte à croire qu'ils ne tombèrent pas en pure perte ; car nous ne trouvons plus d'observations pareilles dans la suite de la correspondance.

Le rétablissement de sa santé qui eut lieu sur ces entrefaites anéantit les espérances de Kerjean et, au milieu d'avril, sa situation se trouva plus forte que jamais. Un nouveau succès venait de la consolider.

En remontant à petites journées de Cudappa à Haïderabad, l'armée arriva le 26 mars devant la petite ville de Carnoul, dont le nabab avait successivement trahi Nazer j. et Muzaffer j. La place dont la défense avait été négligée et dont une partie des murs tombait en ruines, était gardée par 4.000 hommes qui essayèrent de nous opposer quelque résistance. On les réduisit sans peine à l'impuissance et la majeure partie d'entre eux fut passée au fil de l'épée.

Toutefois ce n'est pas cet événement qui rétablit aux yeux de Dupleix la situation de Bussy. Dans le temps où Carnoul tombait entre nos mains, on apprit qu'une armée marate forte de 20.000 hommes et commandée par Balagirao, tout à la fois général en chef et premier ministre du raja de Sattara, était campée entre la Krichna et Golconde, avec l'intention de nous barrer la route. Elle était soudoyée par Gaziuddin, qui voulait se réserver l'avenir, mais comme les hommes

étaient mal payés, ils n'avaient nulle envie de se battre. Bussy eut pu profiter de cet état d'esprit pour les attaquer ; peut-être eut-il été victorieux. Il préféra acheter la paix ; il savait combien à la guerre la fortune est inconstante et il n'avait pas assez de monde pour jouer l'avenir du Décan sur un coup de dé. Ses instructions comme notre intérêt lui conseillaient de consolider d'abord l'autorité de Salabet j. à l'intérieur ; il atteignit ce but, en faisant donner deux laks à Balagirao. Moyennant cette somme, les Marates firent une retraite honorable et Salabet j. put considérer que la maîtrise du Décan n'était plus qu'une affaire de jours ou de semaines.

A la suite de ce marché, l'armée put entrer paisiblement à Haïderabad, où elle arriva le 12 avril. Salabet j. y fut reçu avec toute la pompe orientale et reconnu soubab sans opposition. Tous les gouverneurs, même ceux des provinces lointaines lui prêtèrent serment de fidélité.

Suivant les conventions arrêtées à Pondichéry avant le départ des troupes, les gratifications furent alors distribuées sur la caisse du soubab à Bussy, à ses officiers et même à d'autres personnes. D'après Orme, Bussy aurait reçu pour sa part 2.250.000 liv. et un simple enseigne 120.000 liv. [1]. Un missionnaire, le P. Théodoré, obtint une somme qui permit aux Capucins de Pondichéry de finir leur église. Par contre Ramdas Pendet, qui présida à ces libéralités, faisait toutes sortes de difficultés pour rembourser 689.644 rs. que Dupleix avait avancées à Muzaffer j. ; il est vrai qu'il n'accorda les gratifications elles-mêmes qu'à son corps défendant.

Quelles conséquences Dupleix tira-t-il de ces premiers événements ? il nous faut le demander à sa correspondance.

Une de ses premières lettres fut pour prier Bussy de demander au Mogol un firman confirmatif de toutes nos possessions territoriales et des concessions qui lui avaient été faites à lui-même et à sa femme [2]. Il eut désiré que, pour les mettre à

1. Nous ne savons quelle somme exacte reçut Kerjean, mais dans le même temps il fit passer 253.000 rs. ou 607.200 liv. à Mazulipatam. Vincens toucha 200.000 rs. ou 480.000 liv.

2. Les concessions faites à Mme Dupleix consistaient en trois aldées

l'abri de tout malheur mais en réalité pour les tenir mieux en son pouvoir, Ramdas Pendet et Salabet j. fissent passer leurs richesses à Mazulipatam. Il recommanda à Bussy de bien garder la forteresse de Golconde ; par elle on tiendrait encore mieux le Décan. Renouvelant les menaces de Muzaffer j., Salabet j. fut invité à écrire à Saunders pour l'informer que s'il continuait à soutenir Mahamet Ali, ses compatriotes seraient chassés de leurs comptoirs. Quant à ce prince, Dupleix était toujours d'avis qu'on lui trouvât une compensation dans le Décan. Il avait d'abord songé à Ellore et à Rajamandry ; après réflexion, il trouva que ces villes étaient trop près de Madras et opina pour Chicacole.

Nizam Ali donnant quelque signe d'indépendance, Dupleix craignait que son intelligence ne créât un jour quelque embarras sérieux à Salabet j. et, par mesure de précaution, il demanda à Bussy s'il ne conviendrait pas de s'assurer de sa personne : Salabet j. pouvait craindre de lui le poison ou le poignard.

La cour du soubab était alors divisée en trois clans qui se réclamaient de Ramdas Pendet, Seyed Lasker k. et Chanavas k. Dupleix connaissait toutes leurs intrigues. Par la divanie, Ramdas était celui qui ayant le plus d'argent pouvait se faire le plus d'amis. Lasker kh. venait d'être investi du gouvernement d'Aurengabad : Dupleix le considérait comme un honnête homme, à qui l'on pourrait un jour donner la place de Mahamet Ali. Chanavas kh., l'un des anciens conseillers de Nazer j., était pour le moment en défaveur. Dupleix, qui voyait les choses d'assez loin, estimait qu'en s'alliant étroite-

à Devracotta, dépendant de l'île de Divy. Le rentier qui les détenait lui en chicana la possession. Afin de trancher la difficulté, Dupleix fit demander que Devracotta avec ses dépendances nous fut affermé 7.000 pagodes qu'on en tirait au temps de Nazer j. En attendant qu'une solution régulière intervînt, Dupleix ordonna à Friell, chef du comptoir de Mazulipatam, de commencer par s'en emparer. Les choses s'arrangèrent au gré de Dupleix, mais une fois mise en possession des aldées, Mme Dupleix en céda les revenus à la Compagnie.

Dupleix reçut personnellement le port de Mafousbender à la côte d'Orissa et déjà il avait substitué à ce nom celui de Dupleixbender. Mais au moment d'en prendre possession, il s'aperçut que les revenus ne suffisaient pas à l'entretien et il y renonça.

ment avec Ramdas Pendet, on pourrait, s'il était besoin, faire sentir à Salabet j. que sans nous c'est le fils de Muzaffer j. qui règnerait à sa place. Si les partis de Ramdas Pendet et de Seyed Lasker kh. parvenaient à s'équilibrer, Bussy devrait manœuvrer entre les deux pour faire accorder à nos établissements du Bengale le droit de ne payer aucune redevance au Mogol. Quant au reste, maintenant que Bussy s'éloignait chaque jour de plus en plus de Pondichéry, Dupleix ne pouvait plus lui donner d'instructions précises, il s'en rapportait à sa prudence :

« Vous connaissez parfaitement, lui disait-il, la race à qui vous avez à faire ; la fermeté bien ménagée et mêlée d'affabilité vous conduira où vous voudrez. » (*Lettre du* 24 *mai*)... « Vous avez ma confiance entière ; je n'ai rien changé à mes sentiments ; ils sont toujours les mêmes et il m'est très flatteur d'avoir contribué à la fortune d'un galant homme comme vous. » (*Lettre du* 27 *mai*).

Cependant l'armée avait repris sa marche et s'avançait vers Aurengabad, véritable capitale du Décan depuis qu'Aureng-Zeb avait détruit en 1687 le royaume de Golconde. Il semble qu'avant d'entreprendre ce nouveau voyage, Bussy, Kerjean et Vincens aient demandé au soubab de nouvelles gratifications. On a vu qu'il n'entrait pas dans les sentiments de Dupleix d'approuver ces exigences ; lorsqu'il les connut, il écrivit tout à la fois à Bussy et à Kerjean (lettres du 30 juillet) que c'était le meilleur moyen de nous faire détester ; cette avidité ne pouvait être que fort mal interprétée par les Indiens et affaiblir la valeur de notre intervention et de nos services. Bussy et Kerjean n'auraient dû accepter de nouvelles gratifications que si le soubab les avait spontanément offertes. Dupleix ne s'opposait d'ailleurs pas à ce qu'il en fût accordé aux subalternes et insistait même pour qu'elles fussent payées.

La marche vers Aurengabad se fit au milieu d'une grande confusion d'idées et de sentiments. Chanavas kh. mécontent de Salabet j. qu'il tenait pour un prince faible et sans honneur, livrant son pays aux infidèles, s'était échappé de Golconde et s'était rendu à Aurengabad dans un état d'esprit qui ne présageait rien de bon. Le bruit courait d'autre part que

Gaziuddin avait enfin obtenu du Mogol un firman qui l'investissait de la soubabie, et qu'il était en marche pour en prendre possession. Fort heureusement, vers le 15 mai, arriva de Delhi un homme qui apportait à Salabet j. les titres dont il avait besoin pour légitimer son autorité. Les gens malintentionnés purent dire, non sans raison, que l'homme était un faux messager et le firman une pièce fabriquée à la cour même de Salabet j. Si l'on calculait en effet le temps écoulé depuis la mort de Muzaffer j. il était impossible qu'on eût pu écrire à Delhi et recevoir une réponse. Dupleix lui-même douta de l'authenticité du firman et en attribua l'honneur à Ramdas Pendet, (*lettre du* 27 *mai*). On sait que les faux de ce genre ont toujours été considérés dans l'Inde comme une supercherie de bon aloi. Quoi qu'il en soit, ce document produisit l'effet escompté : Salabet j. reçut l'envoyé de l'Empereur avec les plus grands égards ; Bussy lui-même lui rendit hommage avec tous ses officiers et l'on tira des salves d'artillerie.

L'entrée de l'armée dans Aurengabad, qui eut lieu le 18 juin, se fit au milieu de l'acclamation générale : les mécontents se turent. La ville privée de son soubab depuis la mort de Nizam oul Moulk, c'est-à-dire depuis trois ans, était heureuse de redevenir une capitale, avec toute la pompe, les cérémonies et les fêtes qui accompagnent d'ordinaire un nouveau règne. Orme nous dit qu'on accourut de toutes parts pour saluer le soubab et que, pendant plusieurs jours, la ville ne compta pas moins d'un million d'habitants.

Bussy n'avait pas eu tort deux ou trois mois auparavant de conclure un accord avec Balagirao. Tant au dehors qu'à l'intérieur, Salabet j. paraissait bien être le maître incontesté du Décan.

§ 2. — De l'arrivée a Aurengabad a l'assassinat de Ramdas Pendet.

Avec l'entrée des Français à Aurengabad, les désirs de Dupleix étaient satisfaits : de là nous dominions véritable-

ment le Décan et si Salabet j. s'y prêtait, ce n'était plus qu'un jeu de régler la question du Carnatic.

Ce fut d'abord un acte de reconnaissance à l'égard de Bussy :

« J'ai lu avec plaisir, lui écrivit-il le 4 août, le petit détail que vous me faites de votre entrée à Aurengabad. Rien de plus honorable que tout ce qui s'est passé et tout cela se lira avec bien de la satisfaction en France où je fais passer les extraits des articles de vos lettres qui méritent d'être lus. Courage, mon cher Bussy, vous menez tout cela avec grandeur et décence. Cette entreprise ne pouvait tomber en meilleures mains. Je vous en remercie de tout mon cœur et vous prie de continuer sur le même ton...

« Rien n'est en vérité plus glorieux pour le règne de notre monarque ; tous ces événements bien rendus occuperont une place bien honorable dans les fastes de son règne...

« Tout ce que vous me marquez sur la gloire que le roi et la nation acquerreront est bien véritable et si on m'a l'obligation de l'idée, que ne vous doit-on pas pour l'exécution ! Je vous l'ai déjà dit plusieurs fois, je ne puis trop vous remercier et trop vous prier de soutenir et de terminer ce que vous avez si bien commencé... »

Puis, l'imagination aidant, voilà que s'ouvrent tout à coup des horizons insoupçonnés, Aurengabad est plus près de Delhi que de Pondichéry ; pourquoi ne pas étendre notre suprématie sur l'Inde tout entière ? Quand on a traversé 1.100 kilom. sans perdre un homme autrement que par la maladie, il semble que ce soit un jeu d'aller jusqu'à la capitale du Mogol. Cependant ce n'est pas encore de ce côté que Dupleix songe à porter ses pas : le Bengale lui paraît d'une conquête plus facile et pour le moment plus utile à nos intérêts.

Là régnait depuis 1739 Aliverdi kh. qui a laissé dans l'histoire de l'Inde le nom d'un homme hardi et résolu. Malgré de nombreux insuccès, ses entreprises habilement menées avaient toujours tourné à son avantage. Mais précisément pour ce motif on craignait qu'un jour, par humeur ou par ambition, il ne vint à tout bouleverser. Ne serait-il pas conforme à l'intérêt général de le renverser et de lui substituer un prince plus calme et plus complaisant ?

Le candidat était tout trouvé ; c'était Salabet j. Le prestige qu'il venait d'acquérir dans le Décan faciliterait son avè-

nement. Dupleix s'en ouvrit à Bussy dès le 4 août et lui dit que le moment était enfin venu de tirer vengeance de tous les affronts que nous avions reçus à Chandernagor ; la puissance d'Aliverdi kh. n'était qu'un leurre et, avec l'appui de nos forces, il serait aisé de faire triompher Salabet j.

Quels bénéfices ne recueillerions-nous pas de cette révolution ! Lorsque ce prince serait installé au Bengale, nous devrions tâcher d'avoir autour de Chandernagor des aldées rapportant de 100 à 200.000 rs. de revenus. Ainsi s'étaient constitués ou développés nos établissements de Pondichéry, Karikal, Mahé et Mazulipatam. L'empire français de l'Inde se formait peu à peu par ces juxtapositions successives.

Bussy devait naturellement être chargé de l'opération. Comme Dupleix avait quelque raison de penser que l'idée ne conviendrait pas à la Compagnie, il pria Bussy de la lui soumettre directement : on se défierait moins de ses propositions ; il pourrait dire certaines choses qui étaient interdites à Dupleix (*lettre du 4 août*).

Le projet était grandiose. Il n'est pas certain que Dupleix l'ait mûri longuement et s'y soit sérieusement attaché, puisque tout en l'exposant à Bussy, il lui recommandait avec instance de le tenir absolument secret. Il suffit cependant qu'il en ait eu l'idée pour qu'on puisse dire avec une sorte de certitude que, dans sa généreuse ambition pour son pays et pour lui-même, Dupleix n'avait pas toujours le sens des réalités. Il marchait trop volontiers de l'avant sans consolider les résulats acquis. A ce moment, nous n'avions même pas commencé le siège de Trichinopoly et Mahamet Ali restait toujours une menace dans le Carnatic.

Au reste, les affaires intérieures du Décan, sans être inquiétantes, ne laissaient pas que de donner quelques soucis. Nos succès avaient accru notre prestige, mais avaient développé dans la population un certain esprit national : qu'étaient ces Français qui restaient dans le pays moins pour le protéger que pour le dominer ? Pour éprouver les sentiments des uns et des autres, Dupleix suggéra à Bussy un plan assez ingénieux. C'était de répandre discrètement le bruit de notre départ,

comme si notre œuvre était terminée, et demander ensuite en plein durbar l'autorisation de revenir à Pondichéry. Cette épreuve était nécessaire. Nul doute que le soubab désirât nous retenir ; mais ses ministres et les grands du royaume, quelle serait leur attitude ? Dupleix comptait que, quel que fût leur désir de nous voir hors du Décan, ils n'oseraient pas le manifester ; loin de là, ils nous prieraient sans doute de renoncer à nos projets. Nous pourrions ainsi rester, sans que personne pût nous accuser de poursuivre un autre but que la protection du pays. Nos ennemis même devraient feindre de croire à notre désintéressement.

Dupleix renouvela à cette occasion à Bussy sa ferme volonté qu'aucune récompense nouvelle ne fut demandée au soubab pour prix de la continuation de nos services (*lettre du* 8 *août*) ; la fortune de Bussy et celle des autres officiers s'était assez accrue ; il ne fallait plus témoigner au nabab que de la reconnaissance [1].

Dupleix eut enfin l'idée de faire écrire par Salabet j. au roi de France et au Contrôleur Général deux lettres qui, pour produire plus d'effet, devaient être accompagnées l'une d'un présent de deux laks et l'autre de 50.000 rs. [2]. On sait que pour son compte personnel Dupleix n'hésita jamais à employer ces moyens de persuasion : seulement au lieu d'argent, il envoyait des bijoux, des dentelles ou des curiosités du pays.

Bussy n'ignorait pas plus que Dupleix les sentiments qui agitaient la cour du soubab ; lui aussi savait que notre autorité n'était pas acceptée sans une certaine impatience même par ceux qui en bénéficiaient. Dès les premiers jours de son arrivée à Aurengabad il avait pris toutes ses mesures pour ne pas être la victime d'une surprise ou d'une trahison. Il

1. Plusieurs officiers qui s'étaient enrichis demandèrent à repasser à la côte; Dupleix le leur refusa.

2. Dupleix tenait beaucoup à ce que les cadeaux fussent proportionnés à la dignité de celui qui les recevait. A la suite de l'accommodement entre Salabet j. et Balagirao du mois d'avril précédent, tous deux lui envoyèrent un serpeau ; il jugea celui de Salabet j. indigne de sa situation et y fit ajouter 2 laks de roupies, afin qu'il ne fut pas dit que ce prince ne savait pas témoigner sa reconnaissance (lettre du 27 juin).

avait choisi pour sa résidence et pour celle des soldats européens une forteresse à l'extrémité de la ville, d'où il la dominait complètement. Il avait d'autre part imposé la discipline la plus stricte ; les hommes ne pouvaient sortir qu'à de certaines heures et en petit nombre ; encore leur fallait-il une permission. On évitait ainsi les contacts trop fréquents avec la population indigène, les invitations à la débauche et les rixes qui en résultent ordinairement. Les moindres fautes étaient punies avec sévérité. Les Indiens prirent ainsi l'habitude de nous considérer non plus comme des dominateurs dont la présence incessante eut été comme une offense à leurs sentiments religieux ou nationaux, mais comme des amis discrets qui leur donnaient à eux-mêmes l'exemple du bon ordre et du respect aux lois. Notre autorité en fut accrue, surtout dans le menu peuple résigné d'avance à tous les despotismes et l'on vit même des notables mettre leurs richesses et leurs biens sous la protection de nos soldats.

Quant à Bussy, les recommandations déjà anciennes de Dupleix avaient porté leurs fruits. Sous la pression des événements non moins qu'au contact d'hommes si différents de lui par la race, la religion et leur conception générale de l'existence, il avait peu à peu accommodé son caractère aux circonstances et sans cesser d'être distant et quelque peu sceptique sur les qualités de ceux qu'il protégeait, il s'était fait plus souple, plus conciliant et plus « affable », suivant l'expression de Dupleix. Il évitait de s'imposer au soubab ou à ses ministres par des audiences répétées ; mais en toute affaire un peu importante, sa main « invisible et présente » leur faisait sentir son pouvoir occulte. Il savait comment traiter avec les grands seigneurs indiens tout à la fois si démonstratifs et si indifférents, et sans être leur dupe, leur témoigner une déférence apparente que ne justifiaient pas toujours leurs titres ou leurs vertus. Il paraissait leur laisser l'initiative des actes qu'il inspirait et, en flattant leur amour-propre, il obtenait plus aisément les concessions ou les avantages dont il avait besoin. Personnellement ennemi d'un faste inutile, il n'hésitait pas dans ses rapports avec le soubab à se présenter toujours devant

lui avec un cérémonial éblouissant, conforme aux habitudes et aux traditions des Indiens. En ses audiences même privées toute simplicité était proscrite ; il fallait qu'il apparût avec la majesté du souverain et du pays dont il était le représentant. Il se riait d'ailleurs lui-même de ce formalisme, et comme il l'écrivit un jour dans une heure d'abandon, il se promettait d'en rire davantage encore lorsqu'il serait revenu en France et qu'il évoquerait dans les jardins du Palais Royal ces souvenirs de pure vanité. Si l'on pouvait adapter aux choses du passé des expressions modernes, on pourrait dire que nul ne sut manier avec plus d'habileté et de délicatesse les formules du protectorat ou de l'administration indirecte.

Bussy n'exécuta pas les menaces apparentes de Dupleix d'abandonner Salabet j. à son sort. Les circonstances ne le permirent pas. Au moment même où l'on pouvait penser que notre concours avait solidement assis l'autorité de ce prince, aussi bien à l'intérieur qu'au dehors, un nouvel orage se préparait du côté des Marates et de Delhi et notre appui devint plus que jamais indispensable. Gaziuddin n'avait pas renoncé à l'espérance de régner et l'on apprit au mois d'août qu'il arrivait du nord avec 150.000 hommes, tandis que Balagirao, dont on avait payé la retraite plutôt qu'acheté l'amitié, se préparait à lui donner assistance en venant de Pouna ou d'Ahmednagar avec une armée de 100.000 hommes. En un instant la terreur se répandit à Aurengabad ; on voyait déjà le Décan envahi au nord et à l'ouest et les moins timorés parlaient d'abandonner la ville et livrer à l'ennemi une partie du territoire. Seul ou à peu près seul Bussy estima que le danger non seulement n'était pas imminent mais pouvait être conjuré ; pour cela, il ne fallait pas attendre les Marates mais aller les chercher chez eux. A une défensive toujours pleine de danger, il fallait franchement substituer l'offensive. N'avions-nous pas des troupes pour la soutenir et pour triompher ? Si quelques mois auparavant, Bussy avait reculé devant un conflit avec Balagirao, c'est qu'il voulait avant tout ne pas livrer aux aléas d'une bataille le trône mal affermi de Sala-

bet j. ; maintenant que ce prince ne trouvait nulle part de résistance en ses états, il convenait de restaurer son prestige au dehors et relever les provocations de l'ennemi. Ce langage exposé sans vantardise mais sans faiblesse donna toute confiance à Salabet j. et l'on se prépara à la guerre.

Dupleix ne la vit pas venir sans inquiétude ; elle dérangeait tous ses projets sur le Bengale. Estimant toutefois qu'il était encore possible de l'éviter, il suggéra à Bussy l'idée d'entrer en relations avec Tara Baye, tante du raja de Sattara et ennemie de Balagirao. Cette femme avait jadis joué un rôle considérable dans les affaires du pays et elle avait encore une grande influence : on ne lui demanderait de s'en servir que pour le maintien de la paix. Comme on n'en voulait nullement à l'intégrité du territoire marate, rien n'empêcherait de négocier en même temps avec Balagirao. Si de ces intrigues ou négociations, nous pouvions retirer quelques avantages pour notre compte, nous devions essayer d'obtenir soit la cession de Basseïn, près de Bombay, soit l'abandon à notre profit du *chotaye* que les Marates percevaient sur le Carnatic, Trichinopoly, le Maïssour, le Tanjore, Cudappa, Carnoul et autres lieux. L'abandon du chotaye vaudrait mieux ; ce seraient pour nous des revenus assurés. Libre du côté des Marates, Dupleix verrait à s'occuper des affaires du Bengale.

Bussy ne vit aucune difficulté à se charger successivement des deux entreprises. Il pensait en finir de bonne heure avec Balagirao et passer au Bengale en décembre ou en janvier. « Une armée leste qui se joindrait à nous à Bengale ou à Balassore, disait Bussy, rendrait la conquête de cette province infaillible. »

Les événements ne permirent pas la réalisation de ces espérances. Les préparatifs de l'expédition contre Balagirao durèrent plus longtemps qu'on ne le pensait, puisque l'armée ne quitta Aurengabad que le 8 novembre. On était alors dans la saison des pluies et à vrai dire il n'était pas encore certain que la guerre dut avoir lieu. Balagi entretenait auprès de Salabet un vaquil avec qui l'on échangeait tous les jours des vues contradictoires et l'on était presque tombé d'accord

pour reconnaître que la guerre ou la paix ne se décideraient véritablement que le jour où les deux armées se trouveraient en présence. Si Balagi avait des partisans dans l'entourage même du soubab, Salabet avait également des intelligences dans le camp marate. Suivant les conseils de Dupleix, Bussy était entré en rapports avec Tara Baye et avec d'autres Marates qui, par haine ou par crainte du péchoua, tournaient plutôt leurs espérances de notre côté. Ces négociations suivaient un cours favorable. En cas de guerre, Tara Baye devait nous fournir 30.000 hommes et prendre à sa solde l'armée de Salabet j. une fois qu'elle aurait passé la Bhima ou Ganga.

Ce fut le parti de la guerre qui l'emporta. Les causes en sont toutefois plus lointaines qu'elles ne paraissent. En mourant, au début de l'année 1750, le roi des Marates, Shao, avait confié la régence sous son jeune successeur au péchoua Balagirao, un des sept conseillers du royaume. La tante du jeune prince, Tara Baye, vieille femme de la plus grande énergie et veuve de Ram Raja, mort en 1700, enleva le nouveau roi et s'enferma avec lui dans Sattara, suivie de deux des conseillers du royaume. Balagirao leva contre elle 80.000 cavaliers. La guerre se prolongea sans produire d'événements décisifs. A la fin, Tara Baye, désespérant de triompher, s'adressa à Salabet j., au moment où ce prince venait de monter sur le trône. Ce fut pour dénouer cette coalition bien plutôt que dans une pensée hostile à l'égard du Décan que Balagirao avait pénétré dans ce pays. On a vu comment il conclut la paix. Revenu à la côte, au lieu de presser la guerre contre Tara Baye, il alla prendre ses quartiers d'hiver à Pouna.

Les appels de cette princesse non moins que la crainte de voir Balagirao s'unir à Gaziuddin, déterminèrent cinq mois plus tard Salabet j. à lever une armée. Celle-ci devait être forte de 100.000 chevaux, 50.000 fusils, 300 pièces d'artillerie et 30.000 pions, lesquels devaient être suivis de plus de 400.000 bouches inutiles et peut-être de 200.000 têtes de bétail et 300 éléphants. Complétée des renforts éventuels de Tara Baye, c'était une masse formidable.

Seyed Lasker kh. et les rajas Sultangy et Janogy, sujets de Salabet j. mais dévoués à Balagirao, craignant que ce dernier ne fut écrasé, lui conseillèrent un accommodement, mais Salabet j. écarta toutes propositions. Ils écrivirent alors à Balagirao de ne point désespérer ; la paix se ferait quand même, avant le passage du Ganga (*Lettre de Kerjean au Contrôleur Général du* 25 *déc.* 1751).

Bien qu'il se crut assuré du succès, Bussy ne voulait rien laisser au hasard ; il sentait de quelle conséquence il était pour notre réputation d'éviter le moindre échec. Par des envois successifs, sa petite armée de blancs avait été portée à 500 hommes, mais il y avait beaucoup de malades ; le 11 septembre, on en comptait 100 à l'hôpital, tant à cause de l'abus de l'arraque que des pluies qui avaient déterminé des cas de fièvre. Bussy demandait sans cesse des renforts et Dupleix lui en envoyait autant qu'il pouvait par Mazulipatam, d'où l'on remontait par des chemins pierreux et malaisés jusqu'à Haïderabad.

Pendant que l'on se préparait ainsi à la guerre, sans trop se presser de part et d'autre, il arriva de Delhi une lettre cette fois tout à fait officielle qui confirmait Salabet j. dans la soubabie du Décan. La patente en avait été obtenue à la cour du Mogol à la suite d'intrigues très coûteuses qui avaient eu raison de l'opposition de Gaziuddin. La pièce fut reçue à Aurengabad le 23 septembre au bruit du canon et de la mousqueterie, Bussy offrit au soubab de la part de Dupleix 24 roupies d'or qui furent reçues avec les marques de la plus grande reconnaissance.

Le même messager annonça que Dupleix ne tarderait pas à recevoir les titres plus honorifiques que substantiels de *Zafer jing* et d'*aftazary maïmarata* et la dignité plus effective de nabab d'Arcate dont il avait déjà obtenu les paravanas de Muzaffer j. et de Salabet j. Plus de 100.000 rs. avaient été dépensés pour payer les influences et démarches nécessaires. Le firman de la nababie arriva le 13 octobre à Aurengabad et fut aussitôt transmis à Pondichéry.

Pour couronner ces succès, Bussy proposa d'envoyer une

double ambassade au roi de France et au Mogol, et s'offrit lui-même pour remplir la seconde, tandis que Kerjean irait à Paris. Par malheur, celui-ci éleva des prétentions financières qui parurent exagérées : il ne jugeait pas pouvoir faire figure honorable à la cour sans apporter 10 à 15 laks de présents. Quant à Bussy, les nécessités de la guerre l'obligèrent personnellement à ne pas quitter le Décan, et, bien qu'à regret, on renonça à l'une et à l'autre mission.

Bussy travaillait évidemment pour la gloire du nom français et pour celle de Dupleix en voulant étendre jusqu'à Delhi notre action diplomatique ; mais il ne dédaignait pas non plus — et c'était légitime — les avantages personnels qui pouvaient en résulter pour son ambition ou pour ses intérêts. « J'espère, écrivait-il à Dupleix le 11 septembre, que vous présenterez ma bonne volonté et mes services en Europe de façon à me faire honneur... Je vous remets le soin de ma réputation et de me faire connaître en Europe par vos lettres au Ministre et à la Compagnie. »

Au moment d'entrer en campagne, il crut devoir renouveler à Dupleix ses sentiments de fidélité et de dévouement. Il s'estimerait, disait-il, le plus heureux des hommes si Dupleix était une fois bien convaincu de son zèle et lui accordait son estime et son amitié : ce serait la meilleure récompense de ses peines.

« Comptez sur moi, lui écrivait-il le 23 septembre, comme sur une personne qui vous est tout à fait dévouée par reconnaissance et par inclination ; je vous jure que je ne pense uniquement qu'à la bien remplir ; la mission dont vous m'avez chargé, vos nobles sentiments ont fait éclore le germe d'honneur qui était en moi et ce principe seul me guide aujourd'hui. »

Dans une autre lettre du 15 octobre, il s'exprimait en ces termes : « Un galant homme doit se conduire par une ambition mesurée ; j'en ai, Monsieur, mais elle se bornera toujours au point où vous la voudrez et je remets entre vos mains mon avancement et mon élévation [1]... »

1. Bussy mettait alors son ambition à obtenir plus tard un brevet de colonel et pour le moment un poste au Conseil supérieur de Poudichéry.

« La réputation des Français, continuait-il, et la vôtre en particulier est au point que tout ce qu'il y a des Maures et des Gentils souhaitent le gouvernement de la nation, les premiers par la règle et l'ordre qu'il y a dans le militaire : il n'y en a point ici qui n'ambitionnent le poste de nos cipayes ; les seconds par la bonne foi qu'il y a dans les contrats et les affaires... Je m'applaudis quelquefois de mes petites négociations, mais jusqu'à ce que j'aie votre approbation... je croirai toujours que c'est l'amour-propre qui agit en moi.

« Je me fais fort de mettre les Français en possession de tous les pays jusqu'au Quichena par l'empereur même, mais il faut des forces d'Europe... Si je voulais j'aurais dans moins de quinze jours 50.000 cavaliers à mon service » et les meilleures troupes du pays. Celles-ci « ne connaissent que ceux qui paient bien » et voudraient servir tous les Français.

Enfin, en adressant au ministre Machault une sorte de rapport sur les événements auxquels il avait pris part, Bussy s'exprimait en ces termes :

« Rien de plus glorieux et de plus heureux que ce qui se passe dans l'Inde depuis quelques années... M. Dupleix a conduit les choses avec tant de sagesse et de fermeté qu'il mérite les plus grands éloges...

« Je travaille aujourd'hui à affranchir les Français de tous droits dans toute l'étendue de la domination de l'empereur mogol. Comme il est nécessaire ici plus qu'ailleurs d'unir le commerce et la guerre, je mets toute mon attention à ménager l'amitié des seigneurs commandant dans les endroits qui avoisinent nos concessions, afin qu'ils favorisent notre commerce. » (*Lettre du* 15 *septembre* 1751. *A*. *C*. *C*[2] 83, *p*. 22-23).

Tels étaient les sentiments de Bussy à l'égard de Dupleix et telles étaient aussi ses vues générales sur les affaires du Décan, lorsque s'engagea la partie avec les Marates. Bussy écrivait avec la confiance et la tranquillité d'un homme assuré du succès.

Une revue générale des troupes eut lieu le 14 octobre. L'armée passa la journée dans un jardin près de la ville. Le divan et une vingtaine de seigneurs vinrent la visiter. Nos soldats très proprement habillés avaient fort belle tenue. On leur fit

faire l'exercice et le soir il y eut une retraite aux flambeaux : toute la ville vint au devant d'eux. Le divan était enchanté et assurait Bussy que cette revue venait de donner la victoire et des millions au nabab. « Balagirao ne tarderait pas à s'en apercevoir. »

« J'avais fait demander, au maître du jardin, qui est un grand seigneur, écrit Bussy, d'y aller passer la journée et en arrivant je fis défendre aux soldats et aux cipayes de rien toucher, à l'exception d'une orange qu'un soldat prit. Le jardinier vint se plaindre ; je fis venir le soldat et donner 100 rs. au jardinier. Cela me fit beaucoup d'honneur... Tel est l'ordre que je tâche de mettre partout. »

Tout faisait présager la victoire. Lasker kh. jusque-là fort hésitant ne craignait plus de proclamer la nécessité de la guerre. Des faquirs parcouraient les rues en disant qu'il fallait profiter de notre présence pour écraser les Marates : c'était Dieu qui nous envoyait pour sauver le pays. Dans le camp ennemi, la veuve de Ram Raja et les principaux seigneurs étaient disposés à nous reconnaître le quart du Carnatic ; les Angrias s'engageaient à cesser toute piraterie contre nos vaisseaux et nous demandaient d'établir une loge en un de leurs ports. Beaucoup d'autres, sans prendre notre parti, disaient que c'était Dieu qui conduisait les affaires du soubab et que la situation de Balagirao était désespérée.

L'armée se mit enfin en route, le 8 novembre ; le lendemain elle était à deux lieues d'Aurengabad. Le territoire des Marates commençait deux journées plus loin.

En ce moment solennel, Bussy tint à faire savoir à Dupleix que tout se passerait bien et qu'encore une fois il pouvait compter sur lui :

« Le rang que j'ai soin de tenir ici doit vous faire plaisir. Lorsque j'accompagne le nabab, je marche toujours à côté de lui et tous ces seigneurs à dix pas derrière nous... Je ne puis trop vous répéter que tous les grands et les petits nous accablent d'amitiés ; il y en a parmi eux qui crèvent de jalousie, mais ils nous craignent... Ce qu'il y a de vrai c'est qu'ils nous élèvent tous ainsi que la nation au plus haut point de gloire... Tout ce que je puis vous dire c'est que vous soyez tranquille. Je connais parfaitement cette race ; je suis en état

de la gouverner et nous avons été bien longtemps la dupe (j'entends la nation) des dehors de celle-ci...

« Je veux, Monsieur, me faire une réputation qui réponde à celle de quelqu'un de ma famille [1] ; je veux illustrer à jamais la nation et lui procurer des biens immenses ; c'est de vous dont elle tire et gloire et avantages, mais du moins je veux être l'instrument qui vous aura servi. Comptez sur moi comme sur votre propre fils...

« Je finirai celle-ci (cette lettre) par vous prier d'être tranquille sur les événements de cette partie. Je profiterai de tout tant pour la gloire du roi que dans l'intérêt de la nation. J'ai plus de choses dans la tête que je ne puis vous en écrire ; j'ai toujours présent tout ce que vous me recommandez dans vos lettres ; ainsi, je vous prie encore d'être tranquille et si tout ici me procure des avancements et des grades, je veux que ce soit à bon titre et que vous ayez par mes services de fortes pièces pour travailler à mon élévation. »

Cependant l'armée continuait sa marche avec une prudente lenteur. Elle passa par Ahmednagar, où Bussy ordonna de laisser les bagages inutiles [2].

La guerre n'était pas encore déclarée ; elle ne le fut que le 23 novembre, à la suite d'une réunion solennelle du durbar. La veille, le soubab avait eu un entretien de quatre heures avec Bussy et ils avaient décidé ensemble de tenir le lendemain un grand conseil. Tous les chefs de l'armée s'y trouvèrent ; Bussy consulté déclara que l'intérêt du soubab était de détruire Balagirao ; si l'on faisait la paix avec lui, les Français lui feraient la guerre pour leur propre compte. Bien entendu ce langage était convenu d'avance avec Salabet j. L'assemblée se rangea unanimement à cette opinion.

Et l'on se remit en route à grandes journées. L'armée avait pour objectif Pouna, la capitale des Marates, distante d'Aurengabad d'environ 60 lieues. Le 26, elle n'en était plus qu'à 20 cosses et à 10 seulement de l'armée de Balagirao. On fit alors une nouvelle revue de nos troupes blanches (28 no-

1. Nous ne savons exactement à quel membre de sa famille Bussy fait ici allusion ; c'est probablement le seigneur d'Ogny, dont il est question au début de cet ouvrage.

2. « Malgré cela, écrit Kerjean, il serait difficile d'exprimer l'attirail, la suite, le peuple de canailles, de faquirs et de bagages qui nous suivaient. »

vembre). Sur 498 hommes qu'on aurait dû compter, y compris 101 hommes récemment arrivés de Mazulipatam, il en manquait 80 tant déserteurs que morts : rien que depuis le départ d'Aurengabad, il en était mort 8. N'était pas comprise dans ce chiffre une compagnie partie de Pondichéry avec 57 hommes, dont 20 avaient disparu. Restaient dans l'ensemble 455 hommes, dont 44 étaient absolument hors d'état de servir et qu'on évacua à Ahmednagar. C'est donc avec un effectif réduit de 411 hommes que Bussy aida Salabet j. à engager la partie contre les Marates[1]. (*B. N.* 9159, *p.* 3-4).

Les événements qui se passèrent alors justifièrent toutes les prévisions de Bussy et constituent un des monuments les plus extraordinaires de notre histoire coloniale.

Dès le lendemain, 29, on commença à ferrailler avec Balagirao, qui, suivant l'usage de sa nation, harcelait constamment l'adversaire en refusant toujours le combat. Bussy avait donné des ordres de marche et de bataille qui ne furent pas exécutés pour deux raisons, d'abord par le peu de discipline qui règne d'ordinaire dans toute armée indienne, puis par la peur des Marates et le désir des gens de Salabet j. d'être protégés par nous de tous les côtés à la fois. Bussy distribua en conséquence son armée de la façon suivante : Pour les Maures, Abdoulker kh. à l'avant-garde, Sayed Lasker kh. à l'arrière ; les troupes du divan et de plusieurs autres seigneurs à la droite et à la gauche ; chacun de ces postes contenait au moins 15.000 cavaliers. Pour les Français, Kerjean, 100 blancs, cafres et topas, 18 artilleurs, et 500 cipayes avec Cheik Ibrahim et 4 pièces de canon à l'avant-garde ; Vincens, Aymard et Muzaffer kh. à l'arrière-garde avec 3 pièces de canon, 70 blancs et 300 cipayes ; de chaque côté de l'armée 3 pièces de canon,

1. D'après une lettre de Kerjean au contrôleur général du 25 décembre suivant, les troupes françaises se montaient à 300 hommes d'infanterie, dont 50 grenadiers, 60 artilleurs, 46 cafres, 32 topas, 6 ouvriers blancs, 6 domestiques, 3.000 cipayes dont 500 à cheval ; elles avaient 10 pièces de 2, 3 à la Suédoise et 11 autres plus petites et enfin 2 mortiers et 2 pierriers. L'imagination populaire augmentait de beaucoup chacun de ces chiffres. (*A. C.* C^2 83, *p.* 144-150).

50 blancs et 300 cipayes, sous les ordres respectifs de Degray à droite et Ruflet à gauche. Au centre se tenaient Bussy, le soubab, son divan et 5 ou 6 autres seigneurs avec 5.000 cavaliers. Bussy et Muzaffer kh. devaient se porter à l'endroit le plus attaqué.

Ainsi au moment d'engager l'action, Salabet j. disposait d'au moins 60.000 hommes, tandis que nous avions avec nous 411 blancs et 5.800 cipayes. Balagirao avait à peu près autant de troupes, habituées à faire la guerre d'après les procédés en usage depuis le temps du grand Sivaji.

On marcha trois jours sans rencontrer l'ennemi. Le quatrième, des fourrageurs s'étant trop avancés furent attaqués par les Marates, et obligés de se replier. Le lendemain, il y eut une dizaine de combats assez chauds en divers endroits, l'un notamment au passage d'un gate où Kerjean culbuta Balagirao. Les Marates, dit Bussy en faisant à Dupleix le récit de cette action, montaient les montagnes avec leurs chevaux comme de vrais cabris. A la suite de cette montagne s'étendait une belle plaine. Les troupes marates s'y étant reformées tombèrent sur la gauche de notre armée, où elles jetèrent quelque confusion. Bussy accourut avec 100 blancs et 300 cipayes et quelques indiens, mais s'étant trop avancé et n'étant point soutenu par les Indiens, il se trouva tout d'un coup fort exposé, sans pouvoir reculer. Il appela Degray avec les gens de pied et, aidé de ce renfort, fondit sur l'ennemi avec les dragons. Les Marates se retirèrent en désordre avec une perte de 4 à 500 cavaliers. Bussy fut alors rejoint par Salabet j. qui le félicita très chaleureusement. Les chefs de l'armée eux-mêmes reconnurent que sans nous la journée eut été à Balagirao.

Bussy aurait voulu profiter de ce succès pour ne pas laisser reposer Balagirao et l'attaquer à fond ; il en fut dissuadé par le divan qui lui représenta que vraisemblablement toutes ses manœuvres seraient aussitôt connues de l'ennemi. Mais dans la nuit du 3 au 4 décembre, il y eut une éclipse. C'est le moment où les gentils font leurs cérémonies ; dans le camp marate, on faisait un tapage effroyable pour chasser le dragon

qui dévorait la lune. Le divan lui-même déclara que nulle occasion n'était plus favorable pour une attaque. Tout fut préparé à l'instant même et une heure après minuit, Bussy se trouva tout à coup avec ses hommes au milieu du camp ennemi qui n'était qu'à une lieue du nôtre. Ce fut en vain que Balagirao avait été prévenu par trois fusées, trois coups de canon et une cinquantaine d'alcaras ; il n'en fut pas moins surpris et dut se sauver tout nu dans les montagnes ; il courut à pied pendant une demi-heure, puis ayant fini par trouver un cheval, il fit d'une seule traite sept lieues avec les débris de son armée. Tout fut abandonné dans le camp ; la déroute de l'ennemi et notre victoire furent complètes. Au petit jour, Bussy laissa la poursuite des Marates à 10.000 cavaliers que lui donna le soubab.

A la suite de cette action, Bussy fut reçu par le soubab comme un général victorieux. On avait assemblé tous les seigneurs de l'armée. Le divan vint recevoir Bussy à cinquante pas en avant de sa tente et avant de l'embrasser lui jeta beaucoup d'argent sur la tête d'après un rite en usage chez les gentils. Puis il le conduisit après du soubab, en même temps que Kerjean, Vincens, Muzaffer kh. et Cheik Ibrahim, qui s'étaient particulièrement distingués. Le soubab en le voyant fit deux pas en avant pour l'embrasser et le combla ainsi que les quatre autres officiers de cadeaux et de bijoux.

Il est inutile de vous dire, écrivait Bussy à Dupleix ce même jour, l'honneur que tout ceci va faire à la nation ; vous le sentez mieux que moi. La réputation de Balagirao était à ce point qu'il faisait trembler l'empereur même, et son père, pour me servir de l'expression de ces gens-ci, avait touché de sa lance les portes de Delhi. Tous les vieillards se sont rappelés dans le durbar les histoires depuis Tamerlan ; ils n'ont rien vu, disent-ils, de semblable. Il me serait difficile de vous dire combien de fois le nom de nabab Govendour [sans doute Dupleix] a été répété ; c'est avec justice que cette nation vous exalte ; vous avez sacrifié pour elle votre bien, votre santé et vos parents. L'on ne doit jamais oublier que votre valeur, votre fermeté et votre sagesse sont la cause de la gloire que la nation acquiert aujourd'hui dans cette partie du monde. Votre génie vous conduit ici ; ainsi il n'est pas surprenant que nous réussissions ; les motifs qui me guident et dont je vous promets de

ne jamais me départir sont la gloire du roi, la vôtre et les intérêts de la nation en général.

« Il est parti pour Delhi 50 alcaras pour y porter cette nouvelle. Les grands et les petits de cette armée ont écrit cet événement à cette capitale. Je ne finirais pas si tôt, si je vous disais de quelle façon on parle de vous et de la nation : vous êtes élevé avec justice au plus haut point de gloire. L'effet que cet événement a produit dans cette partie de l'Asie est indicible. La plupart des seigneurs maures et marates avaient bien ouï parler de la valeur de notre nation ; mais ils prenaient ce qu'on leur racontait pour des faussetés ou du moins pour des faits très exagérés. Balagirao lui-même à qui on avait dit tout ce qui s'était passé dans le Carnate n'en croyait rien et attribuait à la trahison des Patanes la victoire que nous remportâmes sur Nazer j. ; il a donc éprouvé à sa honte ce que pouvaient faire les Français qui, disait-il, ne l'empêcheraient pas de battre Salabet j. »

Notre victoire du 4 décembre fut surtout un succès moral. Les pertes des Marates furent peu élevées et le butin très restreint. Les cavaliers indiens envoyés à la poursuite des fuyards ne voulurent marcher que si les Français marchaient également ; or ceux-ci tombaient de fatigue. Sans ce contretemps et si les gens de Balagirao n'eussent été, suivant la pittoresque expression de Bussy, comme les oiseaux et fait de cinq à six lieues en moins d'une heure et demie, on eut pu achever ce même jour leur perte.

Après une journée consacrée au repos, on reprit le 5 la marche sur Pouna. Le 6 on en était à 10 lieues et le 13 à 5 seulement. Balagirao était insaisissable : il dressait généralement son camp à une lieue ou une lieue et demie du nôtre, mais il le levait toutes les deux heures et le matin il était à cinq ou six lieues de nous. Pour le tenir en éveil, Bussy faisait faire la nuit à des heures variables des mouvements de peu d'importance, qui lui donnaient des transes continuelles.

Le 10, Balagirao remporta un léger avantage. Il tomba à l'improviste avec toutes ses forces sur un parti de 10 à 12.000 cavaliers maures et il eut remporté une victoire complète, si Vincens et Aymard n'étaient arrivés avec un détachement de 50 blancs, 200 cipayes et 2 pièces de canon. Par ce mouvement la cavalerie maure se trouva prise entre nous et l'en-

nemi. Les Maures continuant d'avancer se mêlèrent aux hommes du Décan et en un instant la confusion fut extrême. Impossible de faire usage de nos armes à moins de tirer dans le tas. C'est à quoi l'on se résolut. Tout le monde alors prit la fuite et nous restâmes seuls sur le champ de bataille. Bussy rappela Kerjean de l'arrière-garde. L'arrivée de ce nouveau renfort donna à entendre à Balagirao qu'il ne gagnerait pas la partie et il battit en retraite, sans être inquiété. L'affaire avait été chaude ; il aurait perdu de 1.500 à 2.000 hommes tant tués que blessés. Les Maures perdirent au moins 900 hommes. Nazerbikhan. leur général fut blessé : une dizaine de chefs furent tués. Nous eûmes pour notre compte 50 cipayes et 20 blancs blessés.

Balagirao découragé aurait volontiers conclu la paix au lendemain de l'attaque nocturne qui jeta la confusion dans ses troupes ; mais les partisans qu'il avait à la cour de Salabet j. ne rêvaient que l'abaissement de ce prince ; or une victoire consolidait son autorité. Pour empêcher la paix de se conclure, ils ne transmirent pas exactement les conditions que Balagirao eut acceptées et celles qu'ils proposèrent à la place étaient telles que Salabet j. ne pouvait les accepter.

La trahison se dissimulait à peine ; dans l'affaire du 10 décembre, l'arrière-garde où se trouvaient Lasker kh., Sultangy et Janogy n'avait pas bougé. Le pouvoir de Salabet j. était malheureusement trop mal affermi pour qu'il osât prendre contre eux des mesures de rigueur. S'il pouvait compter sur les Français, ceux-ci étaient peu nombreux et il n'était pas certain qu'ils dussent toujours être victorieux. Tara Baye n'avait pas envoyé les secours promis et les autres chefs marates s'étaient également abstenus. L'armée commençait à manquer de vivres ; le pays était ravagé et le découragement, gagnant peu à peu les esprits, risquait de devenir général. La paix s'imposait comme une nécessité, aussi bien pour un parti que pour l'autre. Balagirao pouvait craindre que, la guerre venant à se prolonger, nous n'arrivions quand même à Pouna. L'empire marate résisterait-il à l'épreuve ? déjà quatre ou cinq grands seigneurs s'apprêtaient à se tailler dans le nord des principautés indépendantes. Salabet j. devait pareil-

lement compter avec le désarroi moral de son armée et les trahisons occultes dont il était enveloppé.

On continua néanmoins à guerroyer quelques jours encore, mais en n'ayant plus Pouna comme objectif. La question des vivres était chaque jour plus angoissante et l'on ne battait plus le pays pour cueillir des lauriers mais pour se ravitailler. L'armée ne vivait que de pillage, chassant les habitants de leurs villages, et leur prenant le peu qu'ils possédaient. On brûla et ravagea ainsi plus de 300 aldées, et, pour les besoins d'un moment, on consomma plus de 20 laks de grains en herbe ; en somme on ruina le pays tout entier. « Nous fatiguons comme des misérables, écrivait Kerjean le 5 janvier ; du matin au soir il faut être à cheval ; ces coquins de Maures nous laissent tout l'ouvrage. »

Balagirao ne savait plus quel parti prendre ; de quelque côté qu'il se tournât il nous rencontrait. « Avec notre petite poignée de Français, dit encore Kerjean, nous le chassons comme un chien marron. Il paraît quelquefois vouloir mordre, mais dès qu'il découvre le drapeau français, il fuit et nous avons le plaisir de lui enlever toujours quelques cavaliers. » La guerre ne nous avait coûté jusqu'à ce moment que 2 blancs blessés et quelques cipayes, tandis que Balagirao aurait eu 4.000 morts dont 34 chefs et 2.000 blessés.

Vers le 1er janvier, il fit de nouvelles propositions de paix ; elles n'aboutirent encore pas, par suite des exigences financières de Salabet j. Balagirao qui connaissait notre détresse, préféra attendre que le mal fût à son comble. Au bout de neuf jours passés au bord d'une petite rivière, sans combattre, nous avions achevé de consommer nos vivres. Continuant de revenir sur ses pas, l'armée se retira alors à Ahmednagar, où elle trouva un renfort de 19.000 hommes et des approvisionnements pour un mois. Après quelques jours de repos, on s'apprêtait à repartir pour aller attaquer Balagirao, lorsque la paix survint. Ménagée par les partisans qu'il avait à la cour de Salabet j., elle fut acceptée par Bussy faute de mieux. Nos troupes étaient dans un état pitoyable ; on ne pouvait plus compter que sur 100 hommes en état d'entreprendre

une nouvelle campagne. Nous avions 96 hommes à l'hôpital ; presque tous les officiers étaient hors de service. Les munitions commençaient à manquer et nous n'avions plus à Aurengabad que 65 barils de poudre. La guerre avait coûté à Salabet j. 25 laks par mois ; son crédit était pour ainsi dire épuisé, et il ne le maintenait, disait-on, qu'en puisant dans un trésor que Nizam oul Moulk aurait enterré à Golconde.

La paix fut conclue le 17 janvier, à Ahmednagar, à la suite d'une entrevue que Salabet j. eut avec le frère de Balagirao. Par cette paix, le péchoua s'engageait à rendre au soubab tous les forts, villes et villages qu'il avait pris au Décan depuis la mort de Nizam, et à entretenir 2.000 Marates dans l'armée de Salabet j. Celui-ci percevrait pour son compte les revenus du Carnatic, mais ferait aux Marates leur part. Enfin Balagirao rembourserait 27 laks à Salabet j. [1].

Bien qu'on n'eut pas pris Pouna ni mis la main sur les ri-

1. Le vice-roi de Goa, marquis de Lavora, avait failli prendre part à la guerre. Vers le mois de septembre, Dupleix l'avait prié de se mettre en rapport avec Bussy et Salabet j. et de concerter leurs efforts contre les Marates : on lui promettait Basseïn, s'il pouvait la reprendre. La perspective de rentrer en possession de cette ville l'avait tout de suite déterminé, et il avait promis d'attaquer par mer tandis que les alliés attaqueraient par terre. Par malheur la guerre ne fut décidée qu'à la fin de novembre et lorsque les lettres de Bussy l'invitant à participer à l'action arrivèrent à Goa, il était trop tard : les vents étaient contraires. La paix qui survint sur ces entrefaites, n'interrompit pas cependant les négociations ; on fit des projets pour l'avenir. Salabet j. écrivit à Lavora au mois de mars :

« Je vois avec une joie inexprimable les nouvelles assurances d'amitié et d'alliance avec vous et avec votre nation. Il suffit que vous soyez allié avec celle à qui je dois tout, j'entends la française, pour me livrer entièrement à vous et craindre même de perdre votre amitié. Je vous avoue, Seigneur, que je n'avais nulle connaissance de vous ni de votre nation, mais M. de Bussy m'a mis non seulement dans le cas de désirer d'être lié avec elle pour les intérêts de mon état, mais même m'a fait souhaiter ardemment d'être votre ami intime. Vous avez raison de dire que rien ne pourra résister à notre triple alliance. Avec le peu de Français qui sont avec moi, j'ai surmonté des difficultés incroyables et pour m'affermir dans la possession des biens de mon père, il a fallu prendre des villes et battre des armées nombreuses. Tout cela est l'ouvrage des Français. Que sera-ce lorsque vous y joindrez vos forces qu'on m'a dit être assez considérables ? » — (*B. N.* 9161, *p.* 150 *à* 161).

chesses présumées de Balagirao, cette paix n'en constituait pas moins un succès. L'autorité de Salabet j. et de Bussy en sortaient consolidées ; seulement celle de Salabet j. ne l'était qu'aux dépens de son indépendance, il devenait de plus en plus notre obligé. Aussi perdit-il en considération ce qu'il gagnait en pouvoir : on le craignit davantage, on l'estima moins. Quant à Bussy il ne paraissait pas satisfait. Pendant quelques jours il fut soucieux et sombre et ne vit personne ; Kerjean lui-même ne parvint pas à démêler ses pensées. Se reprochait-il d'avoir manqué de fermeté à l'égard de Seyed Lasker kh. et de Janogy, qui l'avaient manifestement trahi ? craignait-il qu'on ne l'accusât en secret de n'avoir pas détruit l'empire marate ? ou fut-ce seulement une longue fatigue du corps et de l'esprit suivie d'une soudaine détente et d'un grand besoin de repos ? On ne saurait le dire avec certitude.

Quoi qu'il en soit, les événements ne tardèrent pas à le rappeler à l'activité. Arrêtée le 17 janvier, la paix fut rompue trois jours plus tard. Balagirao voulait qu'on lui livrât un nommé Sinnapetty, le seul membre du conseil marate qui eût pris notre parti et eût passé dans nos rangs ; et qu'on ne tint pas rigueur à Ragogy Bonsla de nous avoir promis son concours et manqué de parole. Il demandait encore qu'on lui laissât pendant deux mois la forteresse de Nacer Termeque, une des cinq que les Marates devaient restituer. Sans réfléchir que nous n'avions plus de vivres et peu de munitions et que la fermentation régnait dans l'armée, le divan refusa d'accéder à ce désir : pour donner cependant quelque satisfaction à Balagirao, il pria Sinnapetty de quitter le pays et celui-ci se retira auprès de Janogy.

C'était la concession qui importait le moins à Balagirao ; la conservation de Nacer Termeque l'intéressait beaucoup plus. Or c'est précisément cette place que le divan voulait enlever. On marcha pendant trois jours sans rencontrer l'ennemi. Le quatrième, le divan arriva devant un gate que les plus grands conquérants avaient toujours évité ; ce n'étaient que pics et rochers diaboliques entourés de précipices : il décida de le passer. Balagirao essaya encore une fois de nous arrêter

par quelques négociations. Seyed Lasker kh. et Janogy étaient d'avis de s'y prêter avant d'aller plus loin ; mais on n'avait ni eau ni fourrages ; par nécessité, on résolut de passer outre et de franchir le gate le lendemain.

Piqué de ce refus, Balagirao entreprit de nous barrer la route en occupant plusieurs défilés et déjà ses troupes avaient jeté quelque trouble dans l'armée maure, lorsque Le Normand et Cheik Ibrahim arrivèrent l'un avec de l'artillerie, l'autre avec des cipayes, les chassèrent de leurs positions et les rejetèrent dans la plaine où ils les suivirent. Kerjean, attiré par le bruit de la canonnade, accourut avec quelques renforts et s'établit solidement sur les positions conquises. L'honneur de la journée revint incontestablement à Ramdas Pendet qui n'avait pas hésité à s'engager dans des montagnes où 1.000 hommes pouvaient aisément en arrêter 10.000. Le soubab en témoigna sa reconnaissance à Bussy en lui faisant à nouveau présent de bijoux.

Le divan avait promis à Lasker kh. de ne pas aller plus loin, mais emporté par le succès, il poursuivit les Marates le lendemain et les jours suivants et les battit presque toujours, sans éprouver lui-même des pertes sensibles. Le défaut de vivres ouvrit à nouveau la voie des négociations ; cette fois elles aboutirent. Lasker kh. et Janogy allèrent conférer avec Balagirao et, après six jours de pourparlers, conclurent la paix.

Rien ne fut changé aux conditions du 17 janvier, sinon que Nacer Termeque serait remis au soubab dans un délai d'un mois au lieu de deux. La seule victime de l'accord fut l'infortuné Sinnapetty, qu'on avait rappelé après la reprise des hostilités et qui fut de nouveau sacrifié. En vérité, concluait Kerjean en commentant cet événement particulier, « il serait bien difficile de dire quels sont les plus grands coquins, des Maures et des Marates. »

Ce nouveau succès, en démontrant une fois de plus la force de nos armes et de notre diplomatie, acheva de nous faire détester par l'entourage de Salabet j. et même par la population qui n'avait évité les Marates que pour tomber sous une domination étrangère. Le soubab et son divan devinrent un

objet d'horreur dans tout le pays et sans notre présence, ils eussent couru les plus grands dangers. Notre gloire suscitait partout la jalousie, mais, ainsi que le disait Kerjean, « comme les chiens de ce pays n'ont point de dents, nous les étrillerons davantage ».

Quoi qu'il en soit, c'était la paix. Balagirao s'était retiré à Pouna et son frère était parti dans le Guzerate pour obliger Sinnapetty à lui payer la moitié du chotaye de cette province. Les troupes du soubab revinrent à petites journées à Aurengabad, où les trois quarts furent licenciées. Salabet j. réforma 17.000 cavaliers et 6.000 pions. Les plus grands chefs eurent la permission de se retirer dans leurs provinces. Janogy retourna chez lui après nous avoir fait des protestations d'amitié. Après tous ces départs, l'armée se trouva ramenée à 12.000 chevaux et à quelques milliers de caïtoquiers. Nos forces n'étaient pas moins réduites. Leur concours n'étant plus aussi nécessaire, Kerjean et Vincens en profitèrent pour se retirer. Ils furent remplacés par Goupil et Mainville, qui n'étaient point ignorants des affaires de l'Inde mais avaient tout à apprendre sur le Décan. Kerjean devait en principe repasser en France pour rendre compte au roi et à la Compagnie des événements dont il avait été le témoin, mais ce n'était plus la fastueuse ambassade qu'il avait invisagée. Avant de partir, il se réconcilia avec Bussy dont il avait longtemps convoité la succession et souvent critiqué la politique. — Quant à Vincens, il était malade et mourut le 16 août suivant à Pondichéry, à l'âge de 28 ans.

Ramdas Pendet, resté maître du pouvoir, disait dans le plus grand secret à Bussy qu'il n'attendait que l'arrivée de nos renforts pour mettre à mort Seyed Lasker kh., Sultangy, Janogy et les autres seigneurs suspects de trahison. Bussy et Kerjean n'y voyaient aucun inconvénient ; ils craignaient seulement qu'il ne manquât de fermeté au moment de l'exécution. Pas de dévouement sur lequel on put compter : le trésor était vide et l'on devait aux troupes sept mois de paye. Le soldat se contenait parce qu'il nous redoutait, mais si nous tournions le dos, il était possible qu'une révolution éclatât.

Que pouvait fai·e Ramdas Penet dans une atmosphère aussi peu favorable ? Il avait assurément de l'esprit et toute la dissimulation indienne, talents nécessaires pour en imposer aux peuples du pays, mais il manquait parfois de jugement. En dépouillant plusieurs seigneurs de leurs jaguirs, il les avait tournés contre lui.

Cependant Dupleix avait suivi avec une attention intéressée toutes les péripéties de la lutte contre Balagirao. Il avait vivement recommandé à Bussy de ne conclure la paix qu'à Pouna, mais il comprit que le manque d'hommes et de vivres l'avait obligé à une sorte de compromis. Ce compromis pouvait après tout nous servir dans l'avenir ; qui sait, si dans l'effondrement possible de l'autorité de Salabet j. nous n'aurions pas intérêt à nous appuyer sur les Marates, sauf à partager avec eux la domination du pays ? Aussi Dupleix approuvait-il complètement l'attitude mesurée et réfléchie de Bussy à l'égard de Balagirao. Il le remerciait quant au reste avec une émotion sincère de toute la gloire qu'il venait de procurer au roi et à la nation, en même temps que des avantages qui pouvaient en résulter pour la Compagnie.

Nulle allusion au Bengale. Des préoccupations plus graves s'imposaient à l'esprit de Dupleix. L'expédition de Trichinopoly, engagée en mai, se prolongeait d'une façon inattendue ; Law n'avançait à rien et passait son temps en manœuvres inutiles qui épuisaient ses forces. Après la paix conclue avec Balagirao, il parut à Dupleix que le meilleur sinon le seul moyen d'en finir était de faire appel au concours de Salabet j., soit qu'il opérât contre le Maïssour, soit qu'il marchât sur Trichinopoly, soit même qu'il fit les deux mouvements.

Salabet j. entra dans ces vues. Il fut entendu que Bussy opérerait vers les sources de la Quichena en prenant à revers le Maïssour, tandis qu'une armée exclusivement indienne se dirigerait sur Trichinopoly à travers le Carnatic. Le commandement de cette armée fut donné à un nommé Néamet oulla kh., ancien faussedar de Rajamandry, qui avait un instant lié sa cause à celle des Anglais :

« Il est maure et par conséquent pourrait être un coquin, disait de lui Kerjean. Vous l'aurez bientôt développé. Tout ce que je puis vous dire c'est que c'est lui qui dans cette guerre [contre les Marates] a montré le plus de fermeté, de bravoure et de probité, qu'il paraît sincèrement attaché à Salabet j., son parent, qu'il a envie de remonter sur l'eau, qu'il est ici en bonne odeur et le plus poli et le plus aimable des Mogols que je connaisse. » (*Lettre à Dupleix, du* 17 *février* 1752).

Néamet oulla kh., qui était à ce moment avec l'armée vers les sources de la Bhima, partit le 28 février avec 5.000 cavaliers pour aller rejoindre le gros des troupes du côté de Carnoul. Son intention était de pousser droit sur Trichinopoly ; mais il n'avait pas d'argent et selon toute apparence il serait obligé de s'arrêter plusieurs fois en route pour lever tribut. Autant de temps perdu pour la guerre. Tout d'abord il dut, à Carnoul même, ramener à l'obéissance les Patanes qui avaient profité des événements pour reconquérir une sorte d'indépendance ; depuis le mois d'octobre ils donnaient les plus grands soucis à Salabet j. et Muzaffer kh. qui avait obtenu l'administration de leur pays avait dû y renoncer. Pour lui permettre de rentrer en ses droits, Néamet oulla k. partit pour Carnoul dans les premiers jours d'avril, avec 2.000 cavaliers et 4 pièces de canon. Les Patanes furent aisément maîtrisés, mais ce fut autre chose lorsqu'il s'agit de marcher sur Trichinopoly. L'armée n'avançait qu'avec une extrême lenteur, comme si elle eut reçu des ordres mystérieux de ne pas participer effectivement à la guerre. A la fin d'avril elle n'avait pas passé la Quichena. Ces retards n'empêchaient pas Dupleix de proclamer que la grande armée du Décan, appuyée à l'est par celle de Bussy, n'allait pas tarder à paraître devant Trichinopoly. N'était-ce pas un moyen d'impressionner les Maïssouriens et Morarao et les décider peut-être à abandonner la coalition dans laquelle ils étaient engagés ?

Cet effort fut en pure perte. Avant qu'on ne sut d'une façon certaine si l'armée de Néamet oulla k. constituait une menace réelle ou était un simple épouvantail, une révolution éclatait à Haïderabad, qui remettait tout en question. Le 3 ou le 4 mai,

le divan, Ramdas Pendet, était assassiné. Cet événement, dont les conséquences pouvaient être très graves pour le Décan, obligea Bussy aussi bien que Dupleix et Salabet j. à ne pas aller plus loin, avant que l'horizon ne fût éclairci.

§ 3. — De l'Assassinat de Ramdas Pendet au départ de Bussy pour la côte.

Comme le révéla une enquête rapidement faite, l'assassinat de Ramdas Pendet était dû à plusieurs officiers qui réclamaient en vain leur solde arriérée : l'opinion de plus en plus hostile l'attribua aux Français et au soubab. Grâce à notre présence, tout resta néanmoins dans l'ordre, il n'y eut ni tumulte ni mouvement dans la rue ; le frère de la victime, gouverneur de Golconde, craignant un pareil sort, demanda notre protection et Kerjean lui donna une garde de 50 hommes. Quelques jours après, on fit une découverte intéressante. D'après Romi khan, un interprète persan que Dupleix venait d'envoyer à Bussy, on aurait trouvé dans les papiers du divan une lettre de Chanda S. au Mogol où il lui demandait le firman du Carnatic, une lettre du divan lui-même à Mahamet Ali dans laquelle il lui promettait l'appui du Maïssour et de Morarao, d'autres enfin par lesquels le même Ramdas Pendet cherchait manifestement à arrêter la marche de Néametoulla kh. sur Trichinopoly. Cette duplicité s'explique ; le divan était d'autant plus impatient de secouer le joug de l'étranger qu'il le subissait à tous les instants. (*B. N.* 9159, *p.* 60 et *svs*).

Bussy était à Aurengabad lorsque eut lieu l'assassinat. Comme il apprit en même temps qu'aucun événement grave n'avait suivi, il n'en fut pas ému plus qu'il ne convenait ; toutefois, par mesure de précaution, il fit un certain déployement de forces et annonça l'arrivée prochaine de renforts européens, puis il s'occupa de faire désigner un nouveau divan. Aucun des seigneurs de la cour ne nous était favorable, mais comme un ennemi connu vaut mieux qu'un ami douteux, il pensa qu'en portant au pouvoir Lasker kh., ce serait le meil-

leur moyen de paralyser ses intrigues. Salabet j. qui nous devait tout et ne pouvait encore se passer de notre concours, saurait le contenir en de justes limites, en exerçant sur chacun de ses actes une sorte de contrôle. Qu'importait, écrivait Bussy à Moracin, que le nouveau divan nous soit plus ou moins dévoué que son prédécesseur, maintenant que Salabet j. gouverne par lui-même ou plutôt par nous. La mort de Ramdas Pendet, loin de porter préjudice à nos intérêts, tournait ainsi à notre avantage. Seyed Lasker kh., nommé divan, échangea ce titre quelques semaines plus tard contre celui de premier ministre.

Pour neutraliser son action, il importait de tenir Salabet j. en état de sécurité parfaite. Tout nous y conviait, notre honneur et notre intérêt. La tutelle à exercer sur ce prince ne souffrait d'ailleurs de sa part aucune difficulté ; il n'ignorait pas que si nous l'abandonnions, sa vie serait aussitôt en danger. La fin dramatique de Ramdas Pendet comme l'élévation de Lasker kh. n'étaient pas pour lui donner confiance ni en ses sujets ni en son propre gouvernement ; aussi ne cessait-il de nous demander des renforts et, comme il lui paraissait difficile que Bussy put en recevoir en raison des événements de Trichinopoly qui tournaient au désastre, il parlait de se rendre lui-même à Pondichéry et même en France pour solliciter directement le secours du roi et lui offrir la moitié de ses états moyennant une garantie formelle de l'autre moitié. Dans une série de lettres écrites à Dupleix du 19 mai au 8 juillet, Romi khan nous fait part de ces inquiétudes du soubab ; il ne dormait, nous apprend-il, ni jour ni nuit et le divan lui-même ne mangeait ni ne buvait dans l'attitude des renforts ; mais Romi khan, reflétant sans doute les pensées de Bussy, était loin d'être aussi pessimiste. Les craintes du soubab et du divan leur étaient personnelles ; la situation dans son ensemble était loin de nous être défavorable. Tout le monde, d'après Romi khan, comblait Dupleix de bénédictions et eut voulu être de sa religion pour l'adorer ; Dieu ne nous donnait qu'honneur, gloire et biens ; il se passait véritablement en cette partie de l'Inde des choses comme il ne s'en était jamais vu en Asie.

Dupleix avait compris dès le premier jour que l'assassinat de Ramdas Pendet n'aurait pas pour nous de conséquences funestes. Mais son imagination travaillant comme à l'ordinaire, il en tira des conséquences tout à fait inattendues.

Dans le temps même où Ramdas Pendet disparaissait, on craignait à Delhi une révolution analogue à celle qui avait compromis le pouvoir de Mahamet Cha en 1738. Un afghan, du nom d'Ahmed Abdalli, avait franchi les rivières du Punjab. Rien n'était prêt pour lui résister ; à la cour régnait une confusion extrême et, quand il eut fallu aller à l'ennemi, le grand vizir Mansour Ali kh. luttait contre des intrigues intérieures, parmi lesquelles celles de Gaziuddin n'étaient pas les moins dangereuses. Le Mogol pouvant succomber dans la tourmente, Dupleix se demanda s'il ne conviendrait pas de s'entendre avec Balagirao soit pour le rétablir sur le trône, soit pour empêcher le nouveau conquérant de faire d'autres progrès dont le Bengale, le Décan et l'empire marate lui-même pouvaient faire les frais. Dans l'un et l'autre cas, les alliés pourraient exiger comme prix de leur concours la ville de Surate avec un jaguir de 5 à 600.000 rs. Au moment du partage, elle nous serait attribuée, tandis que Salabet j. prendrait le Maïssour. Les avantages reconnus aux Marates apparaissaient moins clairement.

Passant aux affaires propres du Décan, Dupleix approuvait la conduite prudente et ferme que Bussy avait observée, mais il pensait que pour la sûreté de Salabet j., il serait bon d'enfermer ses trois frères dans la citadelle de Golconde sous la garde de 50 blancs et de 200 cipayes. D'après lui, c'étaient eux, Nizam Ali surtout, qui sapaient le plus dangereusement notre autorité par des intrigues aussi perfides qu'habilement dissimulées. Toutefois il ne voulait absolument pas qu'on se débarrassât d'eux par un crime ; on devait laisser ces procédés aux Anglais (*lettre à Bussy du* 15 *juillet* 1752).

Pour la demande de renforts de Salabet j., il était plus que jamais convaincu que son pouvoir personnel reposant essentiellement sur l'investiture du Carnatic qu'il avait reçue du soubab, il avait plus que jamais intérêt à soutenir ce prince ;

mais que pouvait-il faire au moment où les affaires de Trichinopoly allaient si mal ? Il était cependant résolu à soutenir Salabet j. par tous les moyens et c'est en grande partie cette idée qui le décida, fin mai, à proposer à Mahamet Ali de lui laisser Trichinopoly ; si ces propositions avaient été acceptées, il eut aussitôt porté à 1.000 hommes les effectifs européens du Décan.

Quant à Lasker kh., il semblait résulter de nouveaux renseignements que si cet homme nous avait été d'abord si défavorable, on le devait à Ramdas Pendet qui, pour mieux faire valoir ses services, écartait systématiquement tous les autres : il ne voulait pas que nous ayons des amis en dehors de lui. Dupleix était convaincu que le choix de Lasker kh. nous ramènerait la majeure partie des mécontents : les belles façons de Bussy feraient le reste. Celui-ci devait essayer de faire comprendre au nouveau divan que nous ne poursuivions aucun but intéressé et que notre seul objectif avait toujours été de rétablir la réputation du nom musulman dans toute l'Inde. Pour favoriser ces relations nouvelles, dont l'heureux développement accroîtrait notre sécurité, Dupleix pria la Compagnie d'envoyer des cadeaux qui nous attacheraient solidement Lasker kh. et demanda lui-même à sa famille d'en acheter d'autres qu'il offrirait personnellement en signe de bonne amitié, avec l'espoir que le divan saurait reconnaître par une attitude loyale cet appel indirect à sa confiance et à son intimité.

Toutefois Dupleix ne se leurrait pas complètement d'illusions ; il pouvait arriver que, malgré toutes nos prévenances, Lasker kh., prisonnier du passé, ne cherchât à détacher de nous Salabet j. et que ce prince, docile à ses conseils, ne se laissât entraîner à rejeter notre autorité, dut-il perdre la sienne dans la même aventure. Dupleix n'estimait nullement qu'en pareille occurrence nous dussions nous retirer de bonne grâce, laissant le champ libre à nos ennemis ; mais le maintien de notre autorité par la force était difficile et périlleux ; on ne devait y recourir qu'après avoir épuisé tous les moyens de persuasion, et c'est pourquoi Dupleix recommandait à Bussy de ne jamais froisser le soubab ou le divan dans leurs senti-

ments d'amour-propre national et leur laisser toutes les apparences de l'indépendance la plus complète.

« Ce dont je vous prierai toujours, lui écrivait-il le 5 juin, ce sera de ne pas lui [le soubab] faire connaître, autant qu'il sera possible, qu'il est dans notre dépendance et que plus vous aurez de forces et plus il faudra affecter de le prévenir en tout et marquer plus d'empressement à sa conservation et à suivre ses ordres. »

Conserver à tout prix Salabet j., tel était le principe dominant de la politique de Dupleix. Cet homme était notre ouvrage : il nous était sacré. Nous lui devions nos actes d'investiture sur le Carnatic ; lui disparu, tous nos titres pouvaient cesser d'être légitimes. Nous étions liés ensemble par la communauté des intérêts. Cependant Dupleix ne constatait pas sans une certaine mélancolie que, si cette politique était intelligemment appliquée par Bussy et si ses efforts étaient compris par plusieurs de ses officiers qui lui témoignaient leur admiration en des lettres personnelles, il y avait plus d'un sceptique jusque dans son entourage et il s'en affligeait sans se décourager.

« Avec l'assistance de Dieu, écrivait-il encore à Bussy le 5 juin, tout ira au mieux pour la nation pour laquelle je sacrifie bien des années de ma vie. M'en aura-t-elle obligation ? Dieu le sait, car je vois ici des gens qui ont l'âme assez basse et qui dans le fond sont au désespoir de la prospérité de cette nation dont ils font nombre, qui se réjouissent des mauvais événements. Que leur en revient-il ? ils ne le savent. L'envie les poignarde. »

Au moment où Dupleix écrivait ces lignes notre situation à Trichinopoly était désespérée ; mais tel était l'intérêt qu'il attachait aux affaires du Décan qu'en dépit de l'imminence de la catastrophe, il n'hésita pas à envoyer un brigantin à Mazulipatam avec des munitions, le P. Monjustin, aumônier, le chirurgien Guyonnet, un second chirurgien, 2 forgerons, 2 charpentiers et quelques coulis pour être dirigés de là sur Haïderabad, mais il ne put envoyer de soldats (2 juin).

La capitulation de Law qui survint dix jours plus tard eut pu avoir un grave contrecoup dans le Décan, mais Dupleix eut l'art de représenter à Salabet j. que, si ce malheur était arrivé, c'est qu'au risque d'échouer devant Trichinopoly, nous

avions tenu à assurer sa propre sécurité en ne retirant aucune des troupes qui le gardaient. Il n'y avait pas lieu de s'émouvoir ; si dans l'orgueil de leur victoire, Mahamet Ali ou les Anglais, s'adressaient à lui, il devait les renvoyer à Dupleix. Rien n'était compromis. Des renforts d'Europe étaient attendus ; les premiers arrivés partiraient pour compléter à 1.000 les effectifs du Décan. La *Diane* arriva précisément de France sur ces entrefaites (21 juin) avec 45 officiers et 900 hommes. Dupleix comptait en donner tout de suite 500 à Bussy, et il en envoya en effet 460 dans les trois mois qui suivirent.

Rien n'est admirable comme cette présence d'esprit dans une circonstance presque aussi désespérée ; la volonté de Dupleix n'était jamais aussi lucide et aussi puissante qu'au milieu des tourmentes. Loin de se laisser abattre par la mauvaise fortune, il chercha dans le Décan même des motifs d'espérance et des moyens de relèvement. Il comprit mieux que jamais combien Bussy avait été sage en n'acculant pas les Marates aux pires extrémités et il se proposa de déterminer Balagirao à attaquer le Maïssour dont le concours venait de sauver Mahamet Ali. Il était vraisemblable que, dans ce cas, les Anglais enverraient des secours au *davelay*, mais Dupleix ferait partir une armée de la côte et les Maïssouriens pris entre deux feux ne pouvaient manquer de succomber. En communiquant à Bussy ce projet, Dupleix lui recommanda le secret le plus absolu.

Bussy était alors résolu à se retirer, considérant sa mission comme terminée. Comme il était dans ces intentions, il apprit que Gaziuddin, dont la marche sur le Décan avait été plusieurs fois annoncée, était enfin parti de Delhi avec une forte armée et il sentit que par leur répercussion dans toute l'Inde, les événements de Trichinopoly lui imposaient des devoirs nouveaux. Il consentit à rester et Dupleix l'en remercia avec simplicité :

« Le motif qui vous engage de rester est digne de vous. En mon particulier, je vous en ai une obligation parfaite et je souhaite ardemment que vous y persistiez jusqu'à ce que tout soit ferme et

stable. Vous devez être content de mes sentiments à votre égard ; ils sont tels que vous les avez toujours connus et je vous regarde aujourd'hui comme le restaurateur de notre gloire qu'un étourdi (Law) vient d'avilir. » (*Lettre du* 27 *juin* 1752).

Bussy n'appréciait cependant pas sans quelques réserves la politique suivie dans le Carnatic. Sous son inspiration, Salabet j. avait écrit à Dupleix dès le mois de mai qu'il lui paraissait préférable de s'entendre avec Mahamet Ali plutôt que de s'obstiner dans une lutte incertaine. Lorsque la capitulation de Law fut un fait accompli, Dupleix avait fait connaître à Bussy (27 juin) que l'événement n'avait point abattu son courage, que Chanda S. étant mort, il pouvait maintenant agir directement au nom des intérêts de la nation, que les choses en iraient beaucoup mieux, qu'il était dans ses intentions d'obliger Mahamet Ali à traiter avec lui plutôt que de subir une paix dictée par les événements et que si ce prince était mort, comme le bruit en courait, il prendrait officiellement le titre de nabab d'Arcate. Bussy ne l'encouragea pas dans ce projet. D'après lui, Dupleix ne pouvait l'exécuter que les armes à la main et avec d'autant plus de difficulté que ses ennemis étaient en campagne et victorieux. En jouant cette partie, il lui serait impossible de secourir Salabet j. et l'armée du Décan serait obligée de se retirer à Mazulipatam. On perdrait ainsi tout à la fois le Nord et le Sud.

« Vouloir vous déclarer nabab d'Arcate, lui écrivait-il le 13 juillet, avant que Salabet j. soit tranquille possesseur du Décan, c'est cueillir un fruit qui n'est pas mûr. Je me regarderais comme un adulateur si avec les connaissances que j'ai de ce pays je ne combattais pas de toutes mes forces ce projet. Je parle avec franchise, parce que c'est le zèle de vos intérêts, de votre gloire et celle de ma nation qui me font parler. Je vois votre gloire et votre couronne prête à vous échapper par un projet hors de saison, qui faisant évanouir toutes nos espérances, nous précipitera dans un abîme d'humiliation dont la nation ne se relèvera jamais. »

Et Bussy faisait valoir que si Salabet j. ne pouvait se maintenir dans le Décan, ce seraient les Anglais qui recueilleraient tous les biens, domaines et avantages que nous tenions actuellement. (*B. N.* 9158, *p.* 12-13).

Dupleix suivit le conseil et ne prit pas pour lui-même la nababie mais il en conserva le titre comme une réserve dont il pourrait disposer à l'occasion : pour le moment, il songea pendant quelques jours à le donner à Néametoulla kh.

Bussy ayant accepté de continuer ses services se trouva en face de difficultés, non pas nouvelles, mais dont le temps accroissait chaque jour la gravité : nous voulons parler des difficultés financières, qui avaient déjà été l'un des écueils de Dupleix devant Trichinopoly. Pour combattre Gaziuddin, le trésor du soubab était vide et l'on allait être obligé de recourir soit au crédit personnel de Dupleix soit à celui de banquiers, qui faisaient payer fort cher leur argent.

Dupleix connaissait cette situation mais il ne désespérait pas. En ce qui concernait l'argent, il pria Bussy de ne pas s'en inquiéter : assurément ses avances personnelles étaient considérables ; il n'y avait cependant pas lieu d'y faire attention tant que l'honneur du roi et de la nation ne seraient pas rétablis. Ce but était le seul qu'on dut toujours avoir présent à l'esprit. Pour ce qui était de Gaziuddin, Dupleix ne prenait pas sa menace au sérieux : il était « trop avaricieux », disait-il, pour rallier beaucoup de gens. Balagirao paraissait le soutenir, mais selon toute apparence c'était moins pour lui donner un concours effectif que pour subordonner son intervention aux avantages qu'il pourrait retirer soit de ce prince soit de Salabet j. ; il donnerait son concours au plus offrant. Aussi Dupleix persistait-il plus que jamais à penser qu'on ne devait pas perdre le contact avec les Marates. Il y avait précisément à ce moment à Pondichéry un vaquil de Balagirao, qui recommandait vivement une alliance étroite entre son maître et Dupleix. Autant que ses paroles pouvaient être sincères, il convenait de profiter de ses bonnes dispositions, et au moment où il allait retourner à Pouna (23 juillet), Dupleix lui fit cadeau pour le péchoua d'un serpeau, de pistolets et d'une aigrette en pierreries. Sur sa route, le vaquil devait passer par le camp de Bussy et essayer d'arrêter avec lui une ligne de conduite. Il en coûterait sans doute quelque chose à Salabet j. ; mais le sacrifice ne serait-il pas largement compensé par la consoli-

dation de son autorité contre Gaziuddin ? Si toutefois, malgré le concours que nous voulions encore une fois lui donner, Salabet j. ne voulait pas marcher ou tout au moins tenait une attitude indécise, il valait mieux l'abandonner à son sort en se retirant à la côte, ou bien se rallier à la cause de Nizam Ali et porter celui-ci au pouvoir. Les alarmes continuelles du soubab étaient de nature à décourager les esprits les plus fermes.

Cependant, contrairement aux suppositions de Dupleix, Gaziuddin s'avançait à grandes journées. Impuissant à faire refuser à celui-ci la nababie du Carnatic et à Bussy des honneurs particuliers, comme la qualité de Gamzafer j. qu'il porta au même titre que Dupleix portait celle de Zafer jing, il avait pu, malgré sa défaveur actuelle, lever une armée considérable. Si Balagirao paraissait se réserver à son égard, deux autres puissants seigneurs marates se préparaient à l'aider à reconquérir l'héritage paternel : Ragogy Bonsla devait attaquer le Décan au nord-ouest et Holkar du côté d'Aurengabad. Si Bussy avait disposé de forces suffisantes, il se fut peut-être porté au devant de l'ennemi, car, écrivait-il à Dupleix le 13 juillet, « vous n'ignorez pas qu'il est important de combattre l'ennemi hors du pays qu'il a envie d'envahir », mais le secours que Dupleix lui destinait et qui fut de 300 blancs, 50 topas et 300 cipayes ne quitta Pondichéry que le 20 juillet [1] ; or le soubab se défiant de sa propre nation beaucoup plus que de nous-mêmes, n'était disposé à se mettre en campagne que quand il aurait reçu nos renforts. L'armée franco-indienne se replia donc devant l'ennemi et se retira jusqu'à Haïderabad, laissant tout le nord du pays à la discrétion de Gaziuddin.

Devant le danger qui menaçait le Décan, Dupleix dont la résolution, la ténacité et la présence d'esprit ne furent pas un instant en défaut, envisagea plusieurs hypothèses :

1° On pouvait d'abord offrir à Gaziuddin de laisser Sala-

1. Ce détachement commandé par Durocher de la Périgne arriva à Haïderabad le 22 août. Le 25 septembre, ce renfort fut augmenté de 160 hommes, dont près de 80 créoles et volontaires des îles, qui partirent de Pondichéry pour Mazulipatam sous le commandement de Dioré.

bet j. soubab du Décan, moyennant une redevance annuelle ;

2° Si, selon toute apparence, il refusait, on lui proposerait le partage du Décan ;

3° S'il refusait encore ce partage, on lui demanderait le titre de naëb ou lieutenant pour Salabet j. ;

4° S'il écartait toutes ces propositions, on engagerait la bataille ; mieux vaudrait pourtant battre dès maintenant en retraite. Il est vrai que la retraite était loin d'être sûre, on risquait d'être attaqué en route.

Dupleix prévoyait enfin le cas où Salabet j. viendrait à mourir d'une façon quelconque ou à être enlevé par l'ennemi. Dans ce cas, Bussy ne devait pas hésiter un instant à proposer ses services à Gaziuddin, en lui disant qu'en soutenant successivement Muzaffer j. et Salabet j., nous n'avions jamais eu d'autre but que la conservation de la famille de Nizam oul Moulk. Gaziuddin devrait lui-même comprendre que notre alliance valait mieux pour lui que celle de Balagirao qui l'asservirait. Si, contre toute vraisemblance, Gaziuddin écartait encore cette proposition, il ne nous resterait plus qu'à faire alliance avec Balagirao. Dupleix laissait à la sagesse et à la prudence de Bussy le détail de ces diverses opérations. Il considérait d'autre part que les Anglais, entièrement absorbés par les affaires du Carnatic, étaient hors d'état de prêter la moindre assistance à Gaziuddin. La situation n'était nullement désespérée et il comptait bien que, malgré les incertitudes et même les anxiétés de l'heure présente, Bussy s'en tirerait à son honneur et à celui de la nation.

« L'Asiatique, lui écrivait-il le 22 août, une fois rempli d'une idée, agit sans la moindre prévoyance, mais aussi il se déconcerte avec plus de facilité et ne sait plus apporter le remède à ce que son peu d'étendue de génie ne lui a pas permis de prévoir. Vous connaissez mieux que moi toute cette canaille et vous avez vu quelles étaient leurs alarmes auprès de ces gueux de Marates. Qu'il sera beau, mon cher Bussy, quand les renforts vous auront joints, de vous voir faire la loi à toutes ces races maudites de Dieu. »

Cette assurance fut de courte durée. Au moment où Dupleix parlait de dicter la loi à l'Inde, de pressants besoins d'argent

le rappelèrent à la réalité. A Pondichéry comme à Haïderabad, on n'avait plus rien pour continuer la campagne. Le 9 octobre, Dupleix demandait à Bussy comme un service personnel de lui procurer 3 à 4 laks de rs. soit directement soit en recourant aux bons offices de Narsadevis et de Govindendas, deux banquiers d'Haïderabad, mais dans l'intervalle, par lettre du 24 septembre, Bussy lui avait fait connaître ses propres besoins. Dupleix commença à craindre que ce double déficit ne paralysât les mouvements de notre armée et ne l'obligeât même à la retraite ; aussi, plutôt que d'exposer un grand nombre des nôtres à périr misérablement, jugea-t-il qu'il vaudrait peut-être mieux accepter les premières offres qu'on nous ferait, fussent-elles peu honorables. Et pour la première fois il hésita à recommander à Bussy de marcher de l'avant :

« Sans doute, lui écrivait-il le 21 octobre, que vous avez fait ces réflexions avant de vous engager dans un pays où vous prévoyez vous-même avoir tant à craindre ou que vous êtes persuadé pouvoir surmonter tous ces événements que vous me présentez d'une façon à me faire trembler. Je vous crois trop raisonnable pour ne point prendre à ce sujet les plus justes précautions. Je vous ai déjà dit que comme je ne peux être à portée de voir ni de savoir assez tôt ce qui se passe, que je vous laissais le maître de prendre le parti le plus convenable, surtout pour votre sûreté et celle des sujets du roi. »

Examinant la situation financière elle-même, Dupleix estimait que si Bussy était obligé de contracter des emprunts, il devait les faire en son nom propre sans engager la Compagnie ; le crédit de celle-ci devait rester intact et ni l'un ni l'autre n'avaient le pouvoir de l'exposer dans cette circonstance. La lettre de Bussy du 24 septembre l'avait fait trembler ; s'il eut connu plus tôt sa situation, il n'eut pas, déclara-t-il, hésité à lui donner l'ordre de revenir et c'était peut-être encore le meilleur parti à prendre. Se retirer faute d'argent n'était pas un déshonneur et le soubab ne saurait y trouver à redire. N'avait-il pas des joyaux en quantité pour nous retenir, si bon lui plaisait ? ne pourrait-il pas les mettre en gage ou du moins faire contribuer ceux qui étaient en état de l'assister ?

« Enfin, ajoutait Dupleix, si toutes ces ressources vous manquent, et que 3 ou 4 laks puissent servir à vous tirer de peine, je suis prêt à les sacrifier, dussé-je vendre jusqu'à ma dernière chemise pour les acquitter. Il est juste que ce soit moi qui supporte cette dépense, dès lors que c'est moi seul qui suis le moteur d'une entreprise à laquelle je n'aurais jamais dû penser. Tout ce que je vous demande en grâce, si vous êtes obligé d'en venir là, c'est de ne tirer de lettres de change sur moi qu'à cinq ou six mois de vue, afin que j'aie le temps de me retourner. Voilà, Monsieur, tout ce que je puis faire pour cet article, trop heureux, quand je ne devrais jamais en être remboursé, d'avoir pu vous tirer du danger que vous me présentez avec des couleurs qui me font bien repentir de cette entreprise dont je n'attends plus que du chagrin. » (*A. V.* 3754).

C'est la première fois que Dupleix montrait du découragement ; ce fut aussi la dernière. La catastrophe de Trichinopoly l'avait moins accablé. C'est qu'il sentait qu'en perdant le Décan, il perdait tout : la base de son autorité s'effondrait et Mahamet Ali pouvait impunément se proclamer le seul nabab légitime ; avec lui triomphaient les Anglais. Vainement Bussy lui écrivit-il que. malgré les incertitudes de la lutte, il était parti au devant de Gaziuddin avec des renforts, Dupleix estimait que c'était de la témérité :

« Vous avez, lui disait-il, tout à craindre et rien à espérer. L'ami comme l'ennemi, tout vous est suspect et cependant vous vous êtes mis en marche. C'est bien le cas où il faudra dire : *Audaces fortuna juvat.* Je le souhaite en vérité, mais j'aurai bien des alarmes, avant que d'être tranquille sur votre compte. »

A vrai dire, Dupleix n'était ni confiant ni découragé ; trop éloigné du théâtre des opérations, il passait en revue tous les expédients que lui suggéraient ses appréhensions plutôt que la connaissance exacte des réalités, mais dans notre malheur même il voyait déjà des lueurs d'espérance. Il ne lui paraissait pas impossible que par une révélation nouvelle de son génie Bussy nous tirât de ce mauvais pas ; il y avait un moyen : c'est que Gaziuddin victorieux laissât à Salabet j. le pays au sud de la Quichena ; alors les difficultés avec Mahamet Ali et les Anglais seraient réglées du même coup et cette partie de l'Inde serait la plus tranquille de tout le Décan. Le reste serait

livré à une telle anarchie qu'on pouvait prévoir qu'après un certain temps, Gaziuddin désabusé abandonnerait lui-même la place à Salabet j.

Gaziuddin ne tomba pas sous les armes françaises, mais d'une façon qui dans l'Inde est plus naturelle. Secondé par Holkar et Ragogy et bénéficiant de la neutralité de Balagirao. il arriva à Berhampour vers le 20 septembre et quelques jours après il était à Aurengabad. Seyed Lasker kh. entra aussitôt en conférences avec lui, et pour lui inspirer plus de confiance. il imagina de paraître en défaveur à la cour de Salabet j. Espérait-il ainsi surprendre des secrets dont il ferait ensuite son profit ? en fait ses sympathies étaient plutôt acquises à Gaziuddin. Balagirao s'était fait représenter à ces négociations d'où dépendait le sort du Décan ; elles auraient probablement tourné en faveur de Gaziuddin si ce prince n'était mort tout d'un coup victime du plus lâche attentat. Dans un palais d'Aurengabad vivait une des veuves de Nizam oul Moulk, la mère de Nizam Ali. Cette princesse désirait assurer le trône à son fils. Un jour — vers le 25 octobre — elle invita Gaziuddin à une fête et le pria d'accepter des mets qu'elle avait préparés de sa main. Quelques instants après Gaziuddin était mort. L'armée privée de son chef se débanda aussitôt et tout l'avantage revint à Salabet j. qui n'avait jamais été si près de sa chute. Seul, le fils de Gaziuddin, un nommé Scheabeddin eut pu rassembler les débris de l'armée de son père ; malheureusement pour lui, il était à Delhi et les événements s'accomplirent sans qu'il pût les conjurer.

Sur ces entrefaites parut un personnage assez singulier, nommé de Volton, originaire de Bar-le-Duc, arrivé dans l'Inde en qualité de chirurgien quelque vingt ans auparavant et que certaines nécessités avaient amené à déserter. Il avait passé à la cour du Mogol où, par un heureux concours de circonstances, il avait été nommé médecin de l'empereur. C'était un intrigant et ses moyens d'action ne furent peut-être pas toujours d'une clarté parfaite, mais il n'oubliait pas qu'il était français et en plus d'une circonstance il avait rendu des ser-

vices à Dupleix lorsque celui-ci était directeur de Chandernagor. Les années avaient passé et le crédit de Volton s'était accru. Dans l'agitation que donnait à toute l'Inde la politique entreprenante de Dupleix, il pensa qu'il pouvait en retirer quelques avantages personnels et, missionnaire plus ou moins volontaire, il était venu de Delhi à Aurengabad au mois d'août 1751 pour voir ce qui s'y passait. Il fut témoin des premiers succès de Bussy et s'inquiéta de savoir quelle répercussion ils pouvaient avoir à la cour et quel degré d'estime ou de haine, d'amitié ou de confiance la nation s'était acquise. Revenu dans le Décan l'année suivante, il arriva à Aurengabad au moment où Gaziuddin venait d'être empoisonné. Il était porteur, prétendait-il, de propositions de plusieurs grands seigneurs gentils du nord par lesquelles ils offraient de conclure une alliance avec Dupleix pour chasser les Marates et pour mettre à sa disposition 150.000 cavaliers. Il présenta ces lettres à Bussy qui sans leur attacher beaucoup de créance les renvoya à Dupleix avec Volton lui-même. Dupleix ne l'accueillit pas avec beaucoup d'empressement ; en admettant qu'elles fussent vraies, les propositions en question étaient trop belles pour être exécutables ; néanmoins il ne le rebuta pas expressément et le renvoya peu de temps après à Bussy avec quelque argent. Plus rapproché des pays du nord que ne l'était Dupleix, Bussy croyait moins encore à l'efficacité des concours proposés ; il doutait même de leur réalité et, loin d'entrer dans les vues de Volton, il le mit en observation et le retint pendant quelque temps comme prisonnier dans le camp, puis n'ayant aucune preuve convaincante soit de sa sincérité soit de ses supercheries, il le renvoya à Delhi il finit ses jours dans l'obscurité ; à partir de 1753, on n'entend plus parler de lui.

Dupleix remercia d'abord Dieu de la mort de Gaziuddin comme d'un fait inespéré, il en attribua ensuite tout l'honneur à Bussy qui, lui du moins, ne s'était pas découragé et n'avait pas songé un instant à abandonner la partie. Il regretta seulement que dans son entourage, à Pondichéry, tout le monde ne partageât pas la même satisfaction. « Les bons fran-

çais dont le nombre est petit ici, écrivit-il à Bussy le 14 novembre, en seront ravis, les autres confondus. » Puis il songea à tirer parti de l'événement. Le déshonneur de Trichinopoly était effacé et il n'était plus possible désormais que le ministre se refusât à envoyer des forces qui feraient respecter le roi et la nation. Dans l'Inde même, Dupleix comptait bien que Salabet j. nous témoignerait sa reconnaissance par de nouvelles concessions et il indiquait Ganjam comme un port qui remplacerait avantageusement Mafousbender, dont les revenus étaient insuffisants. Mais pouvait-il sincèrement compter sur la reconnaissance de Salabet j. « Cette race naturellement ingrate oublie facilement les services les plus essentiels et Salabet j. ne manque pas de coquins qui lui inspireront les sentiments d'ingratitude dont cette race est pétrie. » Son attitude à l'égard des Anglais et de Mahamet-Ali serait la pierre de touche. La situation était maintenant bien nette : les Anglais n'avaient plus aucun prétexte pour soutenir un rebelle. Salabet j. devait leur faire connaître que s'ils continuaient, il en informerait leurs supérieurs en Europe et prendrait contre eux dans l'Inde toutes les mesures nécessaires. Quoi que pût écrire Saunders pour se justifier, il serait certainement désavoué.

En enlevant à Mahamet-Ali un allié et un soutien, la mort de Gaziuddin pouvait encore aider au règlement des affaires du Carnatic. Dupleix négociait à ce moment avec Morarao et le Maïssour pour les détacher de l'alliance anglaise, et promettait même au Maïssour de lui laisser Trichinopoly. Au printemps, alors que le *davelay* soutenait nos ennemis, Dupleix avait songé à le faire attaquer à l'ouest par Bussy et par Balagirao. Puisque maintenant on négociait avec lui, il ne pouvait être question de reprendre cette manœuvre, mais il convenait pourtant de ne pas le laisser dans une sécurité complète. Dupleix eut alors l'idée subtile de suggérer à Bussy de se rendre dans le Canara comme pour déterminer le roi de ce pays à régler avec nous les affaires de Nelisseram, mais en réalité pour pénétrer ensuite dans le Maïssour, sous prétexte que c'était le chemin qui menait le plus directement à Trichino-

poly. Une fois dans le pays, on mettrait le *davelay* en demeure soit de se déclarer en notre faveur soit de payer à Salabet j. un ou deux courous de tribut arriéré. Dupleix ne doutait pas que cette démonstration suffirait pour faire accepter ses propositions et déjà il voyait Mahamet-Ali chassé de ses états et errant à l'aventure.

Balagirao devait participer à cette opération, malheureusement le péchoua était au même moment engagé avec Salabet j. dans des difficultés assez sérieuses, pouvant amener la guerre. On sait qu'au moment de l'avance de Gaziuddin les troupes marates se trouvaient à la lisière du Décan, prêtes à appuyer les prétentions de ce prince. Sa mort inopinée empêcha des hostilités effectives, sans cependant écarter tout danger de conflit : les Marates restèrent sur leurs positions, comme s'ils n'attendaient qu'une occasion de se porter en avant. Salabet j. ne la leur donna pas ; il comprenait que la moindre étincelle pouvait tout embraser et il ne se souciait pas de courir les risques d'une nouvelle guerre. Un incident faillit pourtant tout compromettre. Au début de novembre, l'avant-garde du soubab fut attaquée par les forces de Balagirao et sans les Français qui arrivèrent à son secours, elle eut été mise en déroute. Bussy n'assistait pas à cette alerte ; fort inquiet sur l'issue des événements, Salabet j. l'envoya aussitôt chercher par plusieurs seigneurs de sa cour, et l'on tint une sorte de conseil auquel assista le délégué du péchoua. Le durbar du soubab était favorable à la paix et le délégué marate n'y était pas opposé, mais il voulait que Bussy en fut le médiateur. Salabet j. donna donc à celui-ci tous pouvoirs pour la conclure. On passa toute la nuit à en discuter les conditions, qui furent acceptées par Salabet j. et portées par Bussy lui-même au camp marate avec mission de les faire accepter par Balagirao : le divan et deux autres seigneurs du durbar l'accompagnaient. Lorsqu'il revint la paix était signée. Salabet j. le reçut les larmes aux yeux, l'appelant son libérateur et lui disant que jamais il n'oublierait ses services. Le traité comprenait la restitution au Décan de neuf forteresses : la paix était en somme aussi avantageuse pour le soubab qu'honorable pour Bussy,

qui par son habileté et sa diplomatie plutôt que par la force des armes, avait encore une fois rétabli et raffermi une situation compromise.

Cet événement complétait d'une façon fort heureuse la série de mesures politiques ou d'actes militaires par lesquels Bussy avait pour ainsi dire créé, développé et affermi le pouvoir de Salabet j. A prendre à la lettre les instructions reçues à Pondichéry, notre rôle était terminé, puisque notre seul but à l'origine avait été de consolider ce pouvoir. Bussy pensa que nulle occasion n'était plus favorable pour sortir du pays avec les honneurs de la guerre. S'il avait secondé les projets de Dupleix et exécuté ses ordres avec une irréprochable loyauté, il n'avait cependant jamais laissé passer l'occasion de lui représenter ou lui laisser comprendre que l'affaire du Décan lui paraissait une aventure, pleine de dangers pour l'avenir et que plus tôt elle serait liquidée mieux cela vaudrait [1].

1. Dans sa *Réfutation* parue en 1764, Godeheu invoque 16 lettres de Bussy où celui-ci expose à Dupleix la sombre situation de Salabet j. et lui conseille de chercher les meilleurs moyens de sortir avec honneur du pays. Comme ces lettres manquent en grande partie, nous résumerons, d'après Godeheu, les arguments ou les leçons qu'il en tira.

« *Le* 27 *février* 1752, écrit Godeheu, Bussy rendait compte à Dupleix des discussions qui tourmentaient Salabet j., et de l'état incertain où se trouvait ce prince par rapport à l'humeur de ses propres sujets ; il lui écrivait le 27 *mars* qu'il y avait à Delhi une puissante cabale contre Salabet j. ; *le* 10, que Balagirao était prêt à se révolter, qu'un orage se préparait de toutes parts contre le soubab ; *le* 2 *avril*, que le fils de Ragogy, à la tête de 25.000 cavaliers dévastait les environs d'Haïderabad ; *le* 6, il marquait la révolte de plusieurs peuples : *le* 17, qu'il n'y avait pas un chef ni un cavalier qui fut véritablement serviteur de Salabet j., qu'un maure (Jaffer Ali kh.) qui s'était révolté produisait les mêmes troubles dans le nord que Mahamet-Ali dans le sud : *le* 27, que sans un envoi de troupes tout serait perdu ; *le* 30, que le divan de Salabet j. (Ramdas Pendet) avait été assassiné nonobstant la garde française, dont une partie avait été détruite et l'autre blessée, que le souba était abandonné de tout le monde, qu'il avait eu beaucoup de peine à le garantir ; que le divan qui était ami des Français ne pouvait être remplacé que par un ennemi de la nation ; en un mot qu'il y avait nécessité de chercher les moyens de s'en tirer avec honneur.

« Que l'on ne s'imagine pas que ces crises violentes dont parlait M. de

Comme aucune de ses raisons n'avait touché Dupleix, Bussy jugea qu'il n'avait plus d'autre ressource que d'offrir sa démission ou solliciter son rappel. C'est ce qu'il fit par une première lettre du 28 novembre. Après avoir rappelé tous les embarras où il s'était trouvé avant de conclure la paix avec Balagirao, au point qu'il avait été souvent tenté d'abandonner la partie, il s'exprimait en ces termes :

« Voilà, Monsieur, dans les fâcheuses circonstances où je me suis trouvé, ce que j'ai cru pouvoir faire de mieux ; trouverez-vous bon que je vous fasse part de mes réflexions sur ce que je croirais à propos de faire de votre côté, avant que nous entrions dans votre province (le Maïssour). Je ne puis vous dissimuler que le grand nombre de Français qui sont prisonniers chez les Anglais et surtout chez Mahamet Ali et Morarao, fera un bien mauvais effet dans les esprits et diminuera beaucoup la haute idée que Balagirao et les Marates ont de notre nation. Je souhaiterais bien que vous pussiez trouver quelque moyen de les ravoir ; *aidez au temps, Monsieur, faites une paix la moins désavantageuse que faire se pourra avec les Anglais et Mahamet Ali...* Ce qui me ferait souhaiter que vous fissiez aussi quelque accommodement avec les Anglais, c'est que Balagirao est extrêmement lié avec ceux de Bombay, ils ne manqueront point d'agir auprès de lui pour l'engager à protéger Mahamet Ali ; malgré l'alliance qu'il a faite avec nous, je ne répondrais pas qu'il ne se déclarât son protecteur ; un allié si puissant demande de grands ménagements... Si vous vouliez m'en croire, Monsieur, vous songeriez à rendre le calme et la tranquillité à ces malheureuses provinces, qui en ont si grand besoin et vous saisiriez

Bussy n'aient duré qu'un instant, telle fut presque toujours la situation dans le Décan ; il écrivait encore à M. Dupleix *les* 5 *mai et* 17 *juin* qu'il était en garde pour sa propre sûreté ; *le* 15 *mai*, il demandait des secours et parlait de la faiblesse extrême du souba : *le* 4 *juin*, il disait que sans de nouveaux secours Salabet j. était prêt à succomber ; *le* 10, que sur quelques propositions des Anglais contre nous, le souba avait été ébranlé ; *le* 17, que le bruit était répandu dans l'Inde que les Français avaient tiré des sommes considérables de Golconde (prétexte de les attaquer pour les faire restituer) ; *le* 20, que toute l'armée de Salabet j. était jalouse des Français ; *le* 21 *juillet*, que tout le monde abandonnait Salabet j., qu'il y avait 25.000 cavaliers prêts à se révolter faute de paye depuis neuf mois ; que si on les payait, il ne resterait plus d'argent ; qu'il regardait comme un bonheur si Salabet j. conservait seulement une partie du Décan. » (*Réfutation p.* 41-43).

l'occasion de finir une guerre qui ne peut être que funeste aux Européens, tandis qu'ils seront opposés les uns aux autres...

« A la fin de ce mois, je vais me trouver dans un extrême embarras. Le divan sort de chez moi, qui m'a déclaré qu'il n'y avait plus du tout d'argent, et je ne sais trop comment je ferai si ne puis pas engager les sarafs (banquiers) à faire les avances nécessaires pour la paie de nos soldats. *Je vous le répète, Monsieur, il est temps de se tirer de ce labyrinthe...* Il ne faut point espérer que Salabet j. puisse jamais rétablir ses finances ; elles sont trop mal administrées et j'ai tâché en vain d'y mettre quelque ordre, c'est une espèce de brigandage : les rentiers ne fournissant pas la moitié de ce qu'ils doivent ; tout ce que pourra faire Salabet j. ce sera de s'entretenir assez modiquement et je ne lui connais aucune ressource pour pouvoir former un trésor pareil à celui de Nizam oul Moulk... *Trouvant une aussi belle porte pour sortir de ce dédale, il ne serait guère prudent de s'y engager une seconde fois...*

« Le long commerce que j'ai eu avec les gens du pays m'a appris à les connaître ; je puis vous protester qu'il n'y a aucun fonds à faire sur eux ; la fourberie et la duplicité leur sont comme naturelles et on sera toujours la dupe des liaisons qu'on aura avec eux. J'ai cru remarquer encore quelques vestiges de probité et de bonne foi parmi les Marates et s'il fallait opter, je me fierais un peu plus à eux qu'aux Mogols ; mais le plus sûr est de ne se fier ni aux uns ni aux autres *et de ne se mêler aucunement de leurs affaires* ; ces nations n'ont aucun frein, elles sont toujours disposées à sacrifier à leurs intérêts les engagements les plus inviolables... »

Cette lettre était à peine arrivée à Pondichéry, d'où aucune réponse n'avait encore pu revenir, que Bussy la confirmait et la précisait par une seconde en date du 20 décembre. Il disait à Dupleix :

« La mort de Gaziuddin kh. est sans contredit l'événement le plus heureux que nous pussions espérer... la paix et l'alliance que je viens de faire avec les Marates en sont peut-être un encore plus important et plus avantageux et cette nouvelle aura sans doute augmenté vos espérances, mais quelques-unes de mes lettres et surtout ma dernière, en vous apprenant la véritable situation des affaires, vous feront connaître à quoi elles doivent se réduire : l'éloignement, les révolutions subites, mille accidents imprévus jettent une grande confusion dans notre correspondance et nous exposent à bien des contretemps. Quand je vous instruis de quelque événement et de l'état présent des choses, vous vous réglez dessus pour former vos projets... mais lorsqu'en suis informé, la face des

affaires est bien changée et ils deviennent impraticables ; je me trouve sur une scène si changeante et si mobile qu'il m'est impossible de jouer longtemps le même personnage et il ne serait pas étonnant qu'on me prit en contradiction avec moi-même ; d'ailleurs, Monsieur, dans les différents partis que je crois les plus convenables de prendre, il ne faut pas tout à fait juger de la justesse de mon avis et de mes sentiments sur l'exposition que je fais moi-même des motifs qui m'ont décidé. Quelque long détail que je puisse vous faire, on ne peut tout dire dans une lettre ; étant sur les lieux, connaissant les différents intérêts de toutes les personnes qui ont quelque part aux affaires, je vois d'un coup d'œil ce qu'il convient de faire en chaque occasion et il me faudrait un volume pour vous développer mes idées et détailler toutes les raisons qui se présentent en foule à mon esprit. Je vais pourtant tâcher, en répondant à tous les articles de votre lettre [du 22 novembre], de vous donner une idée exacte de la disposition actuelle des affaires.

« Vous croyez Salabet j. solidement affermi dans sa place par la mort de Gaziudin kh. et de son fils ; mais non seulement il se trouve faux que ce dernier ait été assassiné, il fait jouer aujourd'hui toutes sortes de ressorts pour obtenir du Patcha (le Mogol) le firman qu'il avait accordé à son père ; il ne sera pas sans doute le seul à briguer ce beau gouvernement et il faut s'attendre tôt ou tard à voir paraître sur la scène quelque nouveau concurrent. Balagirao pourra pendant quelque temps s'opposer à leur brigue et appuyer le parti de Salabet j. mais ce sera peut-être faiblement, il ne sera pas fâché d'avoir deux compétiteurs qui lui fourniront l'occasion de s'agrandir en vendant bien cher sa protection à celui des deux qu'il jugera à propos de favoriser ; j'ai cependant lieu de compter sur sa bonne foi.

« Je vous suis caution, Monsieur, de la reconnaissance de Salabet j. et qu'il est entièrement livré aux Français ; mais vous ne vous êtes point trompé en pensant qu'il ne manquerait pas de mauvais conseillers qui s'étudieraient à lui donner des leçons d'ingratitude et feraient tous leurs efforts pour le détacher de nous. »

Bussy faisait ensuite un tableau de l'anarchie qui régnait dans l'empire mogol :

« Vous ne devriez pas ignorer, disait-il, que le gouvernement mogol est une véritable anarchie ; les soubas ne tiennent guère compte des ordres du Patcha, quand ils peuvent s'y soustraire impunément et Salabet j. s'est trouvé lui-même dans ce cas pendant quelque temps. Les chefs particuliers suivent leur exemple : ils ne se croient pas plus obligés d'être soumis aux nababs que

ceux-ci à leur empereur. Ces peuples qui n'ont aucune idée de l'admirable subordination qui règne dans les États d'Europe, sont bien éloignés de traiter de rebelle un homme qui sait se maintenir dans un poste qu'on veut lui ôter... Les exemples d'une pareille désobéissance ne sont que trop fréquents. Malgré les ordres de Salabet j., Lasker kh. vient enfin de déclarer qu'il ne se rendrait pas à l'armée après s'être fait attendre pendant un mois et nous avoir fait faire plusieurs marches pour aller au rendez-vous qu'il nous avait indiqué... »

La lettre du 28 novembre plongea Dupleix dans une perplexité extrême. Pour être discrets, les conseils de Bussy n'en étaient pas moins formels : c'était bel et bien l'évacuation du Décan qu'il préconisait. Dupleix ne put s'y résoudre et sans répondre complètement aux arguments qui condamnaient sa politique, il aima mieux faire appel au sentiment pour prier et même supplier Bussy de ne pas l'abandonner dans une situation aussi critique. Il lui écrivit le 1er janvier :

« Ce que vous me marquez de votre retraite me fait peine. J'entre en partie dans vos raisons, mais aussi je crois que vous devez un peu penser comme moi dans cette occasion et ne pas songer à m'abandonner dans les circonstances présentes et même à venir. Au reste vous devez penser que vous vous devez au roi et à l'État, que tout ce qui s'est passé jusqu'à présent est votre ouvrage, que vous ne pouvez l'abandonner sans l'avoir mis en sa perfection. Vous devez aussi vous souvenir de tout ce que vous avez promis de Delhi et de l'ambassade que vous aviez eu le dessein d'y faire et que je crois nécessaire pour l'affermissement de nos acquisitions...

« Vous convenez vous-même que l'attachement de Salabet j. pour vous exige toute votre reconnaissance. Pourquoi ne pas continuer à lui en donner les moyens ? Vous craigniez, il y a peu de temps, dans le temps même que vous étiez dans le plus fort de vos embarras, que je n'envoyasse quelque autre [La Touche] à votre place. Je n'en ai jamais eu l'idée et je suis bien mortifié que je sois à présent dans le sentiment de me la faire venir. Vous songez à vous retirer lorsque vous êtes dans la fleur de votre âge [Bussy avait alors 33 ans] et que la fortune vous rit de toutes les façons. Pourquoi l'arrêter dans sa course et ne pas continuer à mériter beaucoup de notre monarque et de la nation ? Un point d'honneur m'a retenu dans l'Inde ; cependant je suis d'un âge à me reposer et je crois que de la façon que se tournent les choses il ne m'en restera que l'espérance, sans parvenir à ce but. FAITES RÉFLEXION, MON

CHER BUSSY, QUE LES HOMMES QUI PENSENT SE DOIVENT A LEUR PATRIE, que vous lui êtes utile et que Salabet j. votre ouvrage, n'est pas si bien affermi que votre présence ne lui soit plus utile. Détrompez-vous, il est entouré d'ennemis et vous seul pouvez détourner leurs mauvaises intentions. Quel chagrin pour vous si vous apprenez que ce pauvre jeune homme serait culbuté par le défaut de votre présence ! » (*A. V. E.* 3754).

Dans une seconde lettre écrite huit jours plus tard, — 8 janvier — Dupleix revenait sur les mêmes arguments en invoquant des considérations un peu plus personnelles.

« Relisez toutes vos lettres, lui disait-il, elles m'ont servi de guide pour toutes celles que j'ai écrites en Europe, où j'ai également fait passer les vôtres. J'ai fait tout ce qui a dépendu de moi pour faire ce que vous désirez et si je ne m'étais pas dégarni comme j'ai fait, nos affaires ici eussent été bientôt rétablies. En vous rappelant en même temps de Golconde, je n'avais rien à craindre pour nos concessions, mais voulant toujours me conformer à vos desseins, je n'ai pas balancé de vous envoyer ce que j'ai pu. Certainement je n'ai pas lieu de m'en repentir par le bon usage que vous en avez fait et pour quoi je ne puis trop vous réitérer mes remercîments... Vous voyez, mon cher Bussy, par tout ce que je vous marque, que je suis toujours prêt d'approuver ce que vous faites, parce que je suis persuadé qu'aucune vue particulière ne vous guide dans toutes vos opérations que la gloire du roi, celle de la Nation et l'avantage de la Compagnie. »

Dupleix ne doutait pas que ces raisons qu'il avait su envelopper de paroles aimables et affectueuses, n'ébranlassent les résolutions de Bussy et ne le déterminassent à rester dans le Décan. Et comme si la cause était déjà entendue, il l'entretenait ensuite des affaires courantes du pays et de la meilleure façon de les résoudre. C'étaient d'abord les considérations d'usage sur le Carnatic, mais cette fois il y avait une variante. Pour répondre aux préoccupations de Bussy, Dupleix ne repoussait pas toute idée de traiter avec Mahamet-Ali et de lui laisser la possession de Trichinopoly ; il envisageait même qu'on pourrait lui faire remise d'une année de revenus pour lui faciliter les moyens de payer ce qu'il devait aux Anglais, bien que ceux-ci fissent monter leurs dépenses à des sommes

immenses [1]. Mais un tel accord ne pouvait avoir lieu que si l'entente avec le Maïssour ne réussissait pas. Or Dupleix ne se pressait pas de conclure ; il comptait qu'il obtiendrait plus d'argent si ce pays se sentait sous la menace de Bussy et, à vrai dire c'étaient des avantages financiers que Dupleix recherchait surtout en ce moment. Pressé par la nécessité, il considérait le Maïssour comme une vache à lait qu'on laisse engraisser et qu'on trait au bon moment. En lui cédant Trichinopoly, on augmenterait ses forces contributives, sans danger pour l'autorité du soubab.

Du côté marate, Dupleix était de plus en plus d'avis de se lier étroitement avec Balagirao. Il ne croyait plus que ce prince viendrait nous aider à rétablir l'ordre dans le Carnatic, mais il comptait sur son alliance pour faire impression à la cour de Delhi et assurer notre influence dans le Décan ; qui oserait attaquer nos forces réunies ? Dupleix calculait cependant avec justesse qu'en signant la paix avec Bussy, Balagirao avait beaucoup moins songé à consolider l'autorité de Salabet j. qu'à préparer les voies à de nouvelles négociations qui par une lente évolution aboutiraient peut-être au partage des états de Salabet j. Dupleix était actuellement hostile à ce projet, bien, disait-il, « que cette maudite race exigeât par sa conduite que nous prissions le parti de l'abandonner », mais nous devions trop de reconnaissance au soubab et nous ne pouvions « au moins de quelque temps » le quitter sans nous déshonorer. Salabet j. lui paraissait d'ailleurs un homme beaucoup trop faible pour qu'on s'attachât sérieusement à sa cause ; son frère avait plus de fermeté. Ne pourrait-il pas lui céder la place et se faire lui-même fakir ? que d'embarras de

1. D'après Dupleix, un des articles de la convention entre les Anglais et Mahamet Ali était de passer au compte de Mahamet-Ali mille roupies par soldat, tué, déserté ou mort de maladie, et les Anglais en faisaient porter le nombre à plus de mille, les officiers à proportion : — (*A. V. E.* 3754. *Lettre de Dupleix à Bussy du* 8 *janvier* 1753). — Ainsi, dans l'évaluation des dépenses de guerre, les Anglais faisaient entrer en compte les hommes morts ou simplement disparus en combattant l'ennemi commun ; la perte de chaque homme étant estimée 1000 rs. ou 2.480 francs.

moins pour Bussy ! que de sécurité de plus pour nous !...

Les regards de Dupleix n'étaient pas tournés vers le nord moins attentivement que vers le sud ; ses vues sur le Bengale et sur Surate n'avaient pas varié et il comptait toujours envoyer Bussy à la cour du Mogol en ambassade solennelle pour y voir consacrer notre influence dans le plus beau décor de l'Inde tout entière et pour en rapporter s'il était possible l'exemption des droits qui frappaient nos marchandises à leur entrée dans l'empire. Bussy ne devait pas revenir à Pondichéry avant d'avoir donné à tout le pays cette impression de notre force et de notre puissance. Si même il lui plaisait de renoncer au Maïssour pour aller dès maintenant à Delhi, il était libre de suivre ses inspirations. La sécurité du Décan n'était-elle pas assurée ? Dupleix entrevoyait même une réconciliation avec Chanavas kh. et sur les conseils de Bussy, il lui fit quelques avances.

Lorsque cette lettre, qu'on n'accusera pas d'être pessimiste ou découragée, arriva dans le Décan vers la fin du mois de janvier, les événements avaient marché et Bussy était passé de sa déférence habituelle à l'égard de Dupleix à une sorte d'irritabilité. Il avait pris ombrage d'une lettre où, sans le lui marquer expressément, le gouverneur lui aurait fait sentir que, dans l'affaire du paravana de Mahamet-Ali, sa surveillance avait été en défaut et sa confiance en Lasker kh. excessive. Il se piqua d'amour-propre et répondit par une lettre assez vive, comme pour se plaindre que Dupleix n'eut plus en lui la même confiance.

Ce ne fut cependant ni cette lettre ni les autres qui décidèrent de la résolution suprême de Bussy. Au moment où il donnait à Dupleix le conseil de sortir du Décan comme d'un guêpier, il n'en était pas moins décidé à exécuter ses ordres et il s'apprêtait à partir pour le Maïssour avec Salabet j. et Balagirao. Nul doute, pensait-il, qu'à l'approche des coalisés, Mahamet-Ali ne rentrât dans le devoir ; quand même on n'irait pas jusque dans le Carnatic, on irait assez loin dans le Maïssour pour l'obliger à la neutralité et en tirer des contributions qui tomberaient dans la caisse du soubab

et serviraient pendant quelque temps à payer nos troupes.

L'armée franco-indienne était alors campée à Calburga depuis le 18 décembre. Dès qu'elle connut ce nouveau projet d'expédition, ce fut une protestation unanime des chefs et des soldats ; on en avait assez de faire la guerre si loin ; la malheureuse randonnée de Nazer j. était encore présente à toutes les mémoires. On parlementa pendant six jours avec les meneurs sans pouvoir décider l'armée à marcher ; dans tout le camp ce n'étaient que murmures, signes précurseurs de désertion. Le 23 décembre, les cavaliers du soubab entourèrent tumultueusement la tente du divan et lui déclarèrent que si l'on ne reprenait pas le chemin d'Haïderabad, on saurait bien l'y forcer et y contraindre le soubab lui-même. Le lendemain matin, plusieurs chefs se réunirent autour d'un tombeau de leurs ancêtres sur lequel tous jurèrent de ne pas avancer avant d'avoir reçu leur solde arriérée. Enfin le 25 un chef fut assassiné et le divan aurait eu le même sort sans une protection spéciale dont il fut l'objet.

Pour conjurer cet esprit de révolte, Salabet j. n'avait que son autorité morale, et c'était peu de chose : jusque dans son camp, tout le monde reconnaissait sa faiblesse et son incapacité. Loin d'imposer sa volonté, il vint au contraire trouver Bussy et lui déclara qu'il ne voulait absolument pas franchir la Quichena. Bussy eut beau lui représenter que s'il manquait d'argent pour payer ses troupes, nulle occasion n'était plus favorable pour s'en procurer : le Maïssour lui devait des contributions arriérées et avait d'immenses ressources. Par conséquent nul parti n'était plus conforme à ses intérêts. Se plaçant plus spécialement à notre point de vue, Bussy sentit que si Salabet j. reculait devant l'expédition du Maïssour, il ne rentrerait aucun argent et que nous risquions fort de ne pas toucher notre prêt le mois suivant. Impasse également fâcheuse pour l'un et pour l'autre. Tout ce que Bussy put dire à cet égard fut inutile : Salabet j. s'obstina dans sa résolution [1]. Bussy n'avait

1. Dans un autre récit des mêmes événements, le P. Monjustin expose en une lettre à Dupleix, du 31 décembre, que, devant le refus de nous indemniser, Bussy aurait demandé à Salabet j. son congé. Cette menace

pas assez de monde pour imposer sa volonté ; il comprit que c'était tout à la fois le sort de Trichinopoly et le maintien de notre influence dans le Décan qui étaient en cause, mais que faire ? il ne pouvait ni marcher seul ni obliger Salabet j. à le suivre. Ne voulant pas s'en fier à ses seules lumières dans une situation aussi critique, il demanda par écrit l'avis de ses officiers. Leur réponse fut unanime : on ne devait pas abandonner le soubab, quoiqu'il fit ; cette démarche serait opposée à l'honneur de la nation et aux intérêts de la Compagnie. (*B. N.* 9158, *p.* 44-45).

Bussy ne manqua pas de porter ces événements à la connaissance de Dupleix avec des commentaires appropriés (*lettres des* 24-25 *décembre*) :

« Sans doute, lui disait-il, que vous ne serez pas moins surpris et irrité que moi de la conduite du soubab, dont la faiblesse et l'incapacité font manquer les meilleures affaires ; cependant rien de pareil ne doit vous étonner de sa part et tout ce que je vous ai écrit à son sujet doit vous y préparer. Je vous le répète, il est impossible de soutenir longtemps un pareil homme ; dans la disposition où sont actuellement les esprits, s'il paraissait sur la scène quelque nouveau compétiteur, il est hors de doute que tout le monde se rangerait de son côté. Je souhaiterais bien que vous prissiez des mesures pour éviter l'extrême embarras où nous jetterait encore une pareille révolution...

« Le principal objet de cette expédition était d'établir Salabet j. dans la place qu'il occupe et de le faire reconnaître dans tout le Décan. Nous y avons réussi ; il n'y a personne qui pût trouver à redire que vous songeassiez maintenant à retirer vos troupes, quelques changements qui arrivent dans la suite et Salabet j. même dût-il être bientôt dépossédé. Tout cela n'intéresserait en rien l'honneur de la Nation. Nous sommes venus à bout de ce que nous avions entrepris ; car apparemment que nous ne nous sommes pas engagés à rendre éternelle la domination de Salabet j. et de sa postérité ; il n'appartient point aux hommes de rendre leurs ouvrages immuables.

aurait eu son effet ; le lendemain le soubab aurait envoyé tous les seigneurs de son armée prier Bussy de vouloir bien ne pas l'abandonner. Le jour suivant, il serait venu lui-même, dans une réunion plus intime à laquelle assistait le P. Monjustin, se jeter à ses genoux, en le baignant de ses larmes et le conjurant de rester son ami et son protecteur. (*B. N.* 9159, *p.* 201-202).

« Je pense donc qu'après avoir conduit le nabab à Aurengabad ou dans quelque autre endroit qu'il veuille se retirer, il conviendrait que je prisse avec toutes nos troupes la route de Mazulipatam... Je vous prie de me donner là-dessus des ordres précis qui ne me mettent point dans la nécessité de rien prendre sur moi et de me prescrire aussi ce qu'il faudra faire, si le nabab se trouve hors d'état, comme cela va arriver, de donner la paie ordinaire à nos troupes. » (*Réfutation*, p. 49).

Dupleix répondit à Bussy qu'il se garderait bien quant à présent de rendre publiques ces propositions. Bussy avait écrit tant de fois que si nous abandonnions le nid, les Anglais s'en empareraient, qu'il était impossible de se déterminer sur une opération de cette importance d'après un simple changement de sentiment. « Je ne me détermine pas facilement à changer d'avis lorsque la réflexion m'a fait connaître que le premier choix était le bon. » Bussy était d'ailleurs libre de faire ce qu'il voudrait ; mais avant de prendre un parti, qu'il songeât à son honneur et à celui du roi. « Rappelez-vous cette fermeté dont vous avez fait si bon usage jusqu'à présent. » Il était absolument nécessaire qu'il terminât des affaires qu'il avait si bien commencées ; à l'âge où il était on pourrait lui reprocher de prendre sa retraite, tandis que Dupleix qui travaille depuis trente ans et serait en droit de la prendre ne la prend pas. — « Au reste, à la fin de votre lettre, vous me dites qu'il ne vous est pas possible de me dire ce que vous ferez ou ne ferez pas. » Dupleix espérait encore que Bussy resterait dans le Décan autant pour soutenir Salabet j. que pour contenir Balagirao, dont l'influence grandissante ne pourrait manquer de constituer un grave danger pour nos intérêts, même dans le Carnatic. (*Lettres du* 13 *et* 14 *janvier*).

Indépendamment des ordres que pouvait donner Dupleix, qui seul avait autorité pour décider si nous devions abandonner ou non Salabet j., nos officiers avaient agi avec sagesse en décidant de rester ; avec le petit nombre de leurs hommes ils ne pouvaient songer à se porter seuls au-devant de Dupleix dont la nouvelle armée n'avait même pas quitté Pondichéry ; et ils ne pouvaient non plus espérer que Salabet j., considérant

leur départ comme une rupture, ne les inquièterait pas dans leur retraite.

Ainsi échoua la seconde et dernière tentative pour exercer du Décan une action militaire contre Trichinopoly. L'armée eut peut-être marché si elle avait été payée, mais, dans les guerres où personne ne se bat pour un intérêt national, rien n'est possible si l'on ne soudoie pas le courage et le dévouement. Au surplus il n'y avait aucun ordre financier dans le gouvernement du Décan et encore moins de mesure dans la répartition des dépenses.

La résolution de rester auprès du soubab, dictée tout à la fois par le sentiment et par la crainte d'une retraite aventureuse, plaçait Bussy dans une situation difficile ; il sentait qu'il n'avait pas la confiance de la cour et ne voyait plus aucun moyen de se procurer de l'argent. Comment triompher de ces obstacles ? comment vaincre cette double résistance ? Son habileté et sa finesse pouvaient à la rigueur le guider dans ses rapports avec la cour, bien qu'il sut que dans les derniers pourparlers avec Balagirao tout l'entourage du divan et peut-être le divan lui-même avaient fait opposition à la paix sous prètexte qu'elle consoliderait la situation des Français et préparerait peut-être la voie aux Marates. Ce genre d'opposition n'était pas inconnu à Bussy et il en avait déjà triomphé plus d'une fois par des manœuvres aussi souples qu'exemptes de toute brutalité. Son génie le guiderait sans doute encore une fois entre les écueils, mais comment conjurer le mal d'argent ? le problème paraissait plus difficile à résoudre.

Le 9 décembre, Dupleix avait envoyé à Bussy le détail de ses comptes, il lui était dû 1.589.638 rs. d'argent effectivement déboursé et il prévoyait pour un nouveau trimestre une dépense de 125.000 rs. par mois et 400.000 rs. d'argent comptant. Sans demander le remboursement de toutes ces sommes, ne pouvait-on pas lui en payer seulement la moitié ? Le compte propre à la Compagnie, consistant surtout en fournitures de guerre, était plus élevé encore ; il montait à environ 10 laks, qu'il était nécessaire de rembourser au plus vite : Dupleix tenant essentiellement à ne pas être à découvert de ce côté.

Pour toute réponse, Bussy qui savait que le trésor du soubab était vide et que les banquiers faisaient payer fort cher le loyer de leur argent, proposa à Dupleix, alors en négociations avec Mortiz Ali pour la nababie du Carnatic, de ne la lui donner que contre un engagement de payer tous les ans une certaine somme jusqu'à parfait dédommagement desdites avances. Pendant ce temps, Salabet j. n'exigerait aucune redevance pour les revenus du Carnatic. Si ces conditions étaient acceptées, Bussy tenait tout prêt le paravana d'investiture.

Une circonstance imprévue, tout à la fois fâcheuse et favorable, permit à Bussy de sortir de l'impasse où l'avaient conduit tout à la fois ses propres conseils, les ordres ou les prières de Dupleix et l'espèce de révolte survenue le 24 décembre. Le commandant de nos troupes ne jouissait pas d'une santé à toute épreuve [1] ; peu après son départ de Pondichéry, en mars 1751, il avait été souffrant et avait failli revenir sur ses pas ; au mois d'août 1752, il avait eu la fièvre et une dyssenterie persistante et depuis le mois de novembre, les contrariétés aidant, il sentait ses forces faiblir et la maladie prendre le dessus. Sa santé empira tout d'un coup au début de janvier ; le 11, il était très mal et le chirurgien Guyonnet était fort inquiet. L'aggravation s'accrut les jours suivants, la fièvre ne le quittait pas. Bussy vit qu'il ne pouvait plus conserver le commandement des troupes et le 23 il le transmit au capitaine Goupil avec des instructions qu'il eut encore la force de rédiger.

Elles étaient nettes et précises. Situation politique bonne ; le soubab n'avait plus d'ennemis ; — rien à craindre du côté de Delhi, où le Mogol était occupé avec l'afghan Ahmed Abdali ; — entretenir une correspondance suivie avec Balagirao et de bonnes relations avec Ragogy Bonsla. Si ce dernier, cédant à l'instinct de sa race, faisait quelques incursions sur les terres du soubab, mander son vaquil et, avant toute action répressive, lui faire toutes représentations conve-

1. En plusieurs lettres Dupleix nous apprend qu'il mangeait trop.

nables ; — ne pas perdre de vue le Carnatic, dont le paravana était en principe accordé à Mortiz Ali ; — surveiller étroitement la cour du soubab où Mahamet Ali avait conservé de nombreux partisans et guider le soubab lui-même dont la jeunesse et l'inexpérience le rendaient peu propre à diriger les affaires. Ce dernier ne prévoyait actuellement aucune campagne, mais il se pourrait qu'à la fin de la saison des pluies, il se décidât enfin à aller dans le Maïssour ; on l'y suivrait ; pour le moment, ce qui convenait avant tout c'était, à la première occasion favorable, obtenir le remboursement des avances faites par Dupleix. Seyed Lasker kh., Chanavas kh. et Mir Mohamed Oussen kh., représentant attiré du Mogol et présentement gouverneur d'Haïderabad, assurés de l'appui des Français, s'étaient engagés à soutenir Salabet j. ; on pouvait avoir en eux pleine confiance, comme il était bon aussi d'avoir des ménagements avec les principaux seigneurs de la cour.

Lorsque Bussy dictait ces instructions, il se trouvait sur les bords de la rivière Mangira, à 12 cosses d'Oulguir et à 70 d'Haïderabad. Le soubab n'avait consenti à son départ que sous la condition qu'il s'arrêterait quelque temps en cette dernière ville. Habitué à ne traiter les affaires qu'avec lui, il se figurait qu'après leur séparation rien ne marcherait plus. Mais après réflexion, il pensa que Bussy ferait mieux de séjourner d'abord à Oulguir, qui était comme le centre du pays que l'armée devait traverser avant de rentrer dans ses quartiers [1].

Arrivé à Oulguir, Bussy se trouva plus mal encore que les jours précédents. Le 29 janvier, il y avait onze jours que la

1. Marion du Mersan, un ami de Bussy, récemment arrivé de France et que Dupleix, pour lui donner un grade, avait baptisé commissaire des troupes, nous a laissé de ce pays une description pittoresque : « Nos caravanes nous présentent un spectacle bien uniforme et bien ennuyeux : de vastes plaines presque incultes, des villages incendiés et entièrement détruits, des monceaux de pierre qui ont formé autrefois, dit-on, de grandes villes dont on découvre à peine quelques vestiges. Voilà tout ce que j'ai vu depuis quatre mois que nous sommes sortis d'Haïderabad. » (*Lettre à Dupleix du* 11 *janvier* 1753).

fièvre ne le quittait pas. Chacun jugea son état désespéré : il avait une douleur de côté très vive qui faisait craindre un abcès au foie, et ses douleurs l'avaient tellement accablé qu'il en était méconnaissable. Néanmoins sa constitution résista. Après neuf jours passés à Oulguir dans un pays des plus malsains, il fut transporté à Haïderabad, où il arriva tout à fait épuisé ; il avait « un cours de ventre » joint à une fièvre violente qui le prenait régulièrement tous les soirs. C'était la quatrième fois qu'il était dans cet état depuis le commencement de cette expédition et il craignait d'y succomber. Après quelques jours de repos, il retrouva assez de forces pour regagner la côte sans danger et vers la fin du mois il partit pour Mazulipatam avec l'intention de se rendre ensuite à Pondichéry et ne plus revenir dans le Décan.

§ 4. — L'intérim de Bussy.

Laissons pour un moment Bussy à Mazulipatam, où il acheva de rétablir sa santé malgré l'inclémence du pays et revenons dans le Décan, où Goupil est investi des pleins pouvoirs du commandement. Cet officier, qui avait jadis commandé nos troupes devant Tanjore (janvier 1750) puis devant Arcate (octobre 1751) sans se distinguer nulle part, était au surplus un homme prudent et d'un caractère modéré, — trop modéré peut-être pour dénouer ou briser les intrigues qui se nouaient sans cesse à la cour du soubab. Il était secondé par Mainville, un autre capitaine qui s'était honorablement fait connaître au cours de la guerre de 1746 à 1749, et, après un voyage en France, était revenu servir dans l'Inde, au début de l'année 1752. Tous deux avaient remplacé Kerjean et Vincens, au mois de mai.

Goupil n'héritait pas d'une situation aussi sûre que Bussy l'avait indiqué dans ses instructions du 23 janvier. Si tout paraissait tranquille tant à la cour qu'au dehors, le soubab continuait à manquer d'argent, il devait six mois de solde à ses propres troupes : quant aux Européens, ils n'avaient pas

reçu toute leur paye le 28 janvier, bien qu'elle leur fut due depuis le 15. Les cipayes n'avaient rien reçu depuis deux mois et menaçaient de se révolter. Salabet j. conjura en partie le danger en nous donnant deux mois de solde à recouvrer dans le paragana d'Haïderabad et Romi kh. put emprunter 150.000 rs. Mais ce n'était qu'ajourner les difficultés : des soldes nouvelles commenceraient à courir sans qu'on fut certain de pouvoir les acquitter. Salabet j. parlait de réduire à 4.000 le nombre des cipayes ; pour risquer une pareille mesure, il fallait supposer que le pays resterait tranquille ; or, sachant la détresse du nabab, Ragogy Bonsla et un autre seigneur, du nom de Nermel, s'apprêtaient à ravager le pays. Sans doute on serait obligé de marcher contre eux.

Cependant nos troupes, ayant quitté Oulguir après le départ de Bussy, s'étaient peu à peu avancées dans la direction d'Aurengabad, en venant camper d'abord sur la Ganga ou Godavery puis à Mahour, forteresse située sur une montagne à quelque distance du fleuve ; elles y restèrent pendant plus d'un mois, souffrant des chaleurs atroces qui accablent ce pays, lorsque commencent à souffler les vents de terre chargés d'une poussière impalpable et brûlante.

C'est alors qu'on reprit l'idée plusieurs fois amorcée, de nous faire céder les revenus des quatre circars ou provinces de la côte d'Orissa pour pourvoir aux dépenses de nos troupes. On en trouve mention dans une lettre de Goupil à Moracin, notre commandant à Mazulipatam, du 28 janvier et dans une autre de Romi khan à Dupleix du mois de février. D'après Goupil, en prenant pour notre compte les revenus d'Ellore, Rajamandry, Chicacole et Ganjam, qui étaient affermés 40 laks, 24 pourraient être affectés à la solde des troupes blanches, 10 à celle des cipayes et les 6 autres serviraient à rembourser la Compagnie de ses avances. Quant à Romi khan, il se bornait à dire à Dupleix que le trésor étant vide, l'intention de Salabet j. était de tirer l'argent de Chicacole, Rajamandry et Ellore ; il suggérait en même temps l'idée de confier à Moracin la perception de ces revenus.

Moracin ne rejeta pas la proposition, mais son premier

sentiment fut que les fermiers actuels n'y feraient pas bon accueil et finalement il déclara ne pouvoir donner l'avis autorisé sans s'être concerté avec Bussy. L'idée ne pouvait donc être d'une réalisation immédiate et pendant ce temps les embarras financiers continuèrent. Nous savons par des lettres de Goupil du mois d'avril que le 9 de ce mois on ne pouvait plus payer les blancs qu'avec de l'argent emprunté aux marchands à trois pour cent par mois, que les cipayes étaient dans le même cas et que le soubab n'avait pu verser que 120.000 rs. D'autre part nos troupes blanches étaient réduites à un tiers de leur effectif ; Bussy avait emmené avec lui 75 hommes et depuis cinq mois on en avait perdu près de 100 par mort ou par désertion, 150 étaient à l'hôpital ; la petite vérole faisait de grands ravages.

Non moins précis, Romi khan nous dit le 1er juin qu'à cette date il y avait une misère extrême dans l'armée. La paie des blancs et des cipayes montait à 270.000 rs. par mois ; le soubab ne savait comment y faire face et le divan lui conseillait de supprimer une partie des troupes. On était convenu de ne payer provisoirement que 200.000 rs. dont 70.000 pour les blancs et 130.000 pour les cipayes : 70.000 restant dus... Si Goupil n'était un homme aussi patient, disait Romi kh., ce serait à quitter l'armée. Nos troupes étaient alors campées à quelque 40 ou 50 cosses au nord-est de Haïderabad ; leur situation était telle que si elles revenaient au sud, Holkar qui était aux environs d'Aurengabad s'emparerait de cette ville et que si elles continuaient vers le nord elles mourraient de faim.

Mais, ce que ne disaient ni Goupil ni Romi kh., c'est que grâce à la faiblesse du commandement, la discipline s'était fort relâchée parmi les soldats et même parmi les officiers. Ceux-ci passaient leur temps à l'amour ou au jeu : des femmes s'étaient introduites dans le camp, où elles étaient publiquement affichées. Le P. Monjustin, aumônier de l'armée, s'en affligeait au nom de la morale et menaçait de se retirer à Pondichéry si le scandale continuait. Les officiers se moquaient naturellement de ces objurgations et plusieurs s'entendaient pour entretenir en commun des concubines dans leurs tentes.

Il fallut que, sous les menaces réitérées du P. Monjustin, Dupleix se résolut au rôle de censeur et rappelât à Pondichéry les plus indociles. Les malheureuses femmes furent chassées de l'armée.

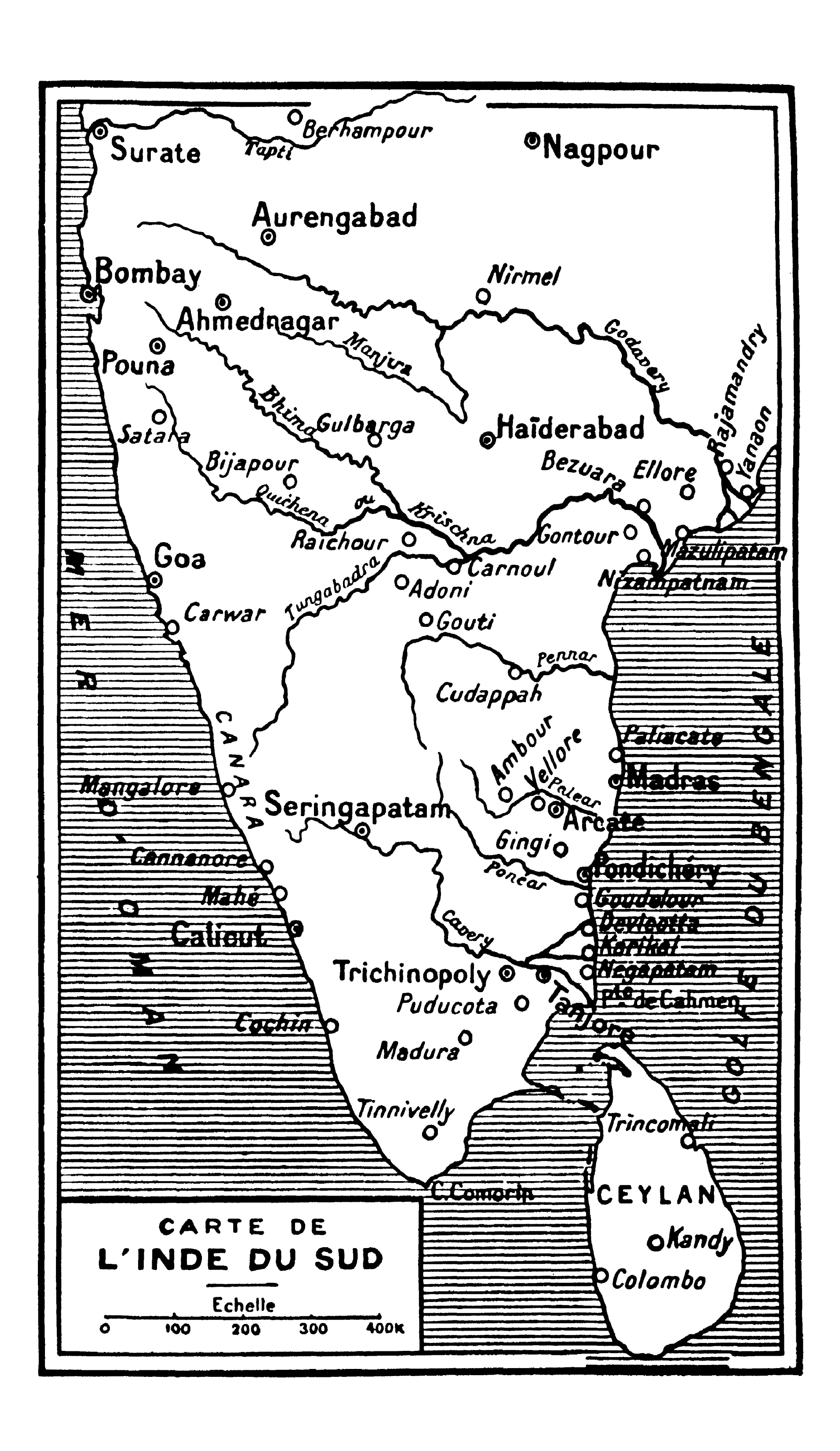
Les Indiens s'habituèrent ainsi à avoir de moins en moins de considération pour nos troupes ; l'auréole dont Bussy les avait entourées se dissipait peu à peu à la lumière crue des faiblesses humaines. Autant que le relâchement des mœurs, le départ de plusieurs officiers qui avaient obtenu d'importantes gratifications produisit le plus mauvais effet auprès des ministres du soubab. Notre dévouement n'était donc qu'une question d'argent ou de salaire ! Dupleix craignait que la Compagnie en France n'en tirât également des conclusions fâcheuses pour notre réputation. « Que dira-t-elle de voir retourner en Europe tous ceux qui dans une couple d'années ont fait fortune ? Je sais ce qu'elle pense déjà à ce sujet. Cette conduite fera grand tort à l'avenir aux autres. »

Aussi le soubab était-il plein de mélancolie. Privé de son conseiller fidèle, il ne voyait personne en qui il put avoir confiance. Il avait, il est vrai, triomphé assez aisément au mois de mars de la tentative de résistance de Ragogy Bonsla et du nabab de Nermel. Le premier s'était retiré à notre approche et par la paix qui fut conclue avec lui il s'engagea à rendre les terres qu'il avait usurpées et l'argent qu'il s'était fait donner par les rentiers. Nermel de son côté avait fait son accommodement moyennant un versement de 150.000 rs. Mais c'était au lendemain du départ de Bussy ; notre prestige était encore intact. Lorsqu'on vit la mollesse de son successeur, plus passionné pour le jeu que pour le règlement des affaires, chacun reprit confiance. Débarrassés en fait de notre tutelle ou de notre surveillance, les ministres relevèrent peu à peu la tête, et Lasker kh. qui ne nous avait jamais été fidèle, entreprit de nous expulser du Décan, dût le trône de Salabet j. succomber dans l'aventure. Était-il d'accord avec les chefs marates Janogy, Ragogy Bonsla, Holkar et Racomdaulas qui demandèrent à Delhi le firman du Décan pour le fils de Gaziuddin ? on ne saurait le dire d'une façon précise.

Quoiqu'il en soit, sous prétexte que l'argent manquait, Lasker kh. fit habilement observer à Goupil que si, conformément aux usages de l'Inde, il employait ses troupes à recouvrer les revenus du domaine sur les rentiers récalcitrants, il serait à peu près certain de leur assurer une solde régulière. Goupil se laissa prendre à ce piège, sans se douter que la proposition n'avait d'autre but que de diviser nos forces et de rejeter sur nous l'impopularité de la levée des contributions.

Ce premier résultat obtenu, Lasker kh. entreprit d'enlever Salabet j. à notre contrôle en représentant au soubab que Bussy lui avait manqué de reconnaissance en quittant Haïderabad, où il pouvait achever de se guérir, que la nouvelle manière d'être des Français lui conseillait plus de réserve à leur égard et qu'il n'était pas nécessaire pour sa propre sécurité de paraître toujours entouré de la totalité de nos forces : une simple escorte d'honneur devait suffire. En mettant Romi kh. dans son jeu, il représenta à Goupil que nous tiendrions encore mieux le pays en ayant une partie de nos troupes à Haïderabad et l'autre à Aurengabad. Goupil hésita un moment à consentir à la séparation de nos forces ; elle était contraire aux instructions de Dupleix et de Bussy. Laisser le soubab avec une garde insuffisante, c'était l'exposer à une trahison, mais le procureur de Balagirao, Racomdaulas et les autres seigneurs protestèrent de leur attachement au soubab et à Dupleix, et le 17 ou 18 mai, Salabet j. signa l'ordre à Goupil de le quitter et d'aller hiverner à Haïderabad. Les pluies finies, on se réunirait de nouveau à Calburga.

Goupil resta par conséquent avec le principal de ses troupes à quelque 300 kil. à la fois d'Haïderabad et d'Aurengabad, tandis qu'un faible détachement d'Européens accompagnait Salabet j. à Aurengabad sous les ordres du lieutenant Jainville. Cet officier reçut comme instructions essentielles de veiller à la sécurité de Salabet j. et si un malheur arrivait, de reconnaître comme soubab celui que les seigneurs désigneraient. Si on voulait l'entraîner dans quelque expédition militaire, il dirait que ses forces n'étaient pas suffisantes



Surate
Tapti
Berhampour
Nagpour
Aurengabad
Bombay
Nirmel
Ahmednagar
Manjira
Godavery
Rajamandry
Pouna
Bhima
Gulbarga
Haïderabad
Yanaon
Satara
Bijapour
Bezuara
Ellore
Quichena ou Krischna
Raichour
Gontour
Mazulipatam
Goa
Carnoul
Nizampatnam
Adoni
Carwar
Tungabadra
Gouti
Pennar
Cudappah
CANARA
Paliacate
Ambour
Vellore
Madras
Mangalore
Seringapatam
Palear
Arcate
Gingi
Cannanore
Ponear
Pondichéry
Mahé
Goudelour
Devicotta
Calicut
Cavery
Karikal
Trichinopoly
Negapatam
Tanjore
Puducota
Cochin
Madura
Tinnivelly
Trincomali
C. Comorin
CEYLAN
Kandy
Colombo
MER D'OMAN
GOLFE DU BENGALE
CARTE DE
L'INDE DU SUD
Echelle
0 100 200 300 400K

pour y participer et qu'au surplus il ne pouvait rien faire sans un ordre de Goupil. Lorsque le soubab sortirait, il devrait être précédé d'au moins 400 cipayes avec plusieurs blancs commandés par un officier. Goupil avait pris avec Romi khan tous les arrangements convenables pour que la paie des uns et des autres se fit régulièrement tous les mois, tout retard ou tout ajournement pouvant entraîner les plus sérieuses conséquences.

Il n'était pas malaisé de découvrir ce que ce programme avait de vicieux. En confiant à Jainville le soin de protéger le soubab, Goupil, dont c'était le rôle éminent, s'était pour ainsi dire dépossédé du commandement et avait perdu aux yeux des Maures son rang et sa qualité de général. Laisser à un jeune officier inexpérimenté le soin de reconnaître à l'improviste un nouveau soubab était pour le moins fort imprudent ; si Goupil avait pu prévoir qu'un tel événement put se produire, pourquoi n'était-il pas resté aux côtés de Salabet j. ? Enfin comment Jainville serait-il en mesure de faire des représentations quelconques, si ses forces étaient insuffisantes ? Nous ne pouvions qu'assister en spectateurs impuissants aux événements qui allaient se passer et à la ruine de notre autorité.

Lasker kh. avait très adroitement joué sa partie pour nous évincer du Décan et l'on comprend cette politique d'indépendance nationale : mais pourquoi faut-il que dans le même temps il se soit adressé aux Anglais ? N'était-ce pas s'exposer à changer de maître ? L'exemple de Mahamet Ali n'était-il pas concluant ? Une lettre qu'il adressa à Saunders dans le courant d'avril et qui fut surprise par nos soldats acheva d'éclairer Dupleix sur ses sentiments. Il disait qu'il s'était arrangé de manière à se débarrasser de leurs ennemis communs ; son plan était en voie d'exécution et, pour peu que les Anglais tinssent bon, le résultat serait tel qu'ils pouvaient le désirer. Rendez-vous était pris pour tout régler vers la fin de la saison des pluies.

Si l'on rapproche de cette lettre les informations reçues précédemment par Dupleix sur la collusion qui n'aurait jamais cessé d'exister entre Mahamet Ali et les plus hauts seigneurs

de la cour, on comprendra que celui-ci ait pu se prévaloir d'actes authentiques appuyant ses prétentions, comme on se rendra compte aussi de toute la prudence et de toute l'habileté qu'il fallut à Bussy pour se maintenir au milieu de cette trahison permanente.

La lettre de Lasker kh. à Saunders n'affecta pas trop Dupleix, mais les autres nouvelles qu'il reçut du Décan le firent trembler. « Les lettres que je reçois de cette armée, écrivit-il à Bussy le 5 juin, me font dresser les cheveux ; la débauche en tout genre y est poussée à l'excès et la nation tombée dans un mépris que vous seul pouvez faire cesser. » Et il ignorait encore la séparation de nos troupes effectuée depuis le 18 mai.

Il n'y avait qu'un remède à cette situation, l'abandon du pays ou le retour de Bussy. Dupleix ne voulut songer au premier que si le second ne réussissait pas. Or Bussy retiré à Mazulipatam ne désirait nullement retourner dans le Décan. Il ne parlait que de revenir à Pondichéry, une fois sa santé rétablie. Un puissant intérêt l'y attirait.

Au temps de son séjour en cette ville, il avait fait connaissance de la jeune Chonchon, fille de Madame Dupleix et soit amour soit ambition il avait envisagé qu'ils pourraient unir leurs destinées. Le gouverneur et Madame Dupleix n'avaient vu aucun obstacle à cette alliance et il était entendu que le mariage aurait lieu au moment où Bussy reviendrait du Décan. L'occasion était arrivée. Mais chez Dupleix la raison d'état dominait toutes les autres. Après avoir consenti de bonne grâce que Bussy revint à Pondichéry et même lui avoir promis d'envoyer un vaisseau qui irait le prendre à Paliacate, il changea de sentiment lorsqu'il connut la situation du Décan. Il lui parut indispensable que, toute affaire cessante, Bussy retournât au plus vite à Haïderabad, et il lui demanda de faire ce sacrifice à sa tranquillité et peut-être à ses affections.

Malgré son désir de vivre désormais à l'abri de tous soucis, au sein d'une fortune considérable et solidement assise, Bussy n'était nullement insensible aux événements du Décan et ne voyait pas sans chagrin s'effondrer l'œuvre qu'il avait si péniblement édifiée. Il avait pu concevoir qu'on évacuât le pays au

lendemain d'une victoire ; il admettait moins qu'on s'en retirât chassé par des intrigues ou par les fautes personnelles de nos officiers. Il comprit que tout était perdu s'il ne retournait pas et ce n'est point par un refus catégorique qu'il répondit aux premières sollcitations de Dupleix.

Celles-ci avaient été adroitement présentées. Dupleix avait commencé par offrir à Bussy un accroissement d'autorité, en lui donnant pleins pouvoirs pour agir comme il l'entendrait dans toutes les circonstances où il n'aurait pas le temps de recevoir des instructions ou des ordres ; le 4 mai, il lui confirma ses intentions par une note d'un caractère plus officiel, ainsi libellée :

« Les circonstances dans lesquelles M. de Bussy... se trouve souvent et qui demandent de sa part une prompte décision, — l'éloignement ne lui permettant pas de me consulter et d'attendre mes ordres, ce qui souvent l'a embarrasé et l'a empêché d'agir comme la prudence et son zèle reconnu le lui dictaient — et sentant véritablement l'inconvénient qui peut résulter de l'éloignement où il est de moi, je trouve nécessaire de lui accorder tous les pouvoirs dont il peut avoir besoin pour prendre dans l'occasion pressée le parti qui lui paraîtra le plus convenable, surtout lorsque mes ordres et mes avis ne pourraient lui parvenir assez à temps et que le retardement pourrait déranger les occasions subites qui se présenteraient, tenant pour bon dès à présent tout ce qu'il jugera convenable de faire dans de telles circonstances, sans que la mauvaise réussite puisse lui être imputée en rien, — étant bien persuadé qu'ayant toujours en vue la gloire du roi, l'honneur de la nation et de la Compagnie, ses décisions ne tendront toujours qu'à ce but ; son zèle, sa fermeté, sa prudence m'étant de sûrs garants qu'il ne s'en éloignera jamais, lui recommandant de me donner promptement avis du parti qu'il aura pris suivant les circonstances pressées où il se trouvera et de me consulter et d'attendre mes ordres pour celles qui n'exigent point d'aussi promptes décisions. »

En lui accordant ces pleins pouvoirs, Dupleix n'entendait pas user de l'autorité qu'il tenait du roi pour obliger Bussy à retourner à son poste ; il s'en rapportait plutôt à sa discrétion et un peu à son amour-propre. Ne lui disait-il pas que sa présence dans le Décan ferait plus d'effet en une heure que tout ce que pouvaient faire les autres Français de

l'armée, dont la conduite n'aboutissait qu'à faire mépriser la nation (*Lettre du 4 mai*).

Bussy répondit le 11 mai qu'il consentait à repartir et il quitta Mazulipatam le 25, sans foi ni enthousiasme. Il ne pouvait oublier que cinq mois auparavant il recommandait encore à Dupleix l'évacuation du Décan et les événements survenus depuis n'étaient pas de nature à modifier ses sentiments. Ayant amassé une grosse fortune, il ne se souciait pas de la compromettre non plus que sa réputation dans ce qui lui paraissait désormais une simple aventure ; mais Dupleix avait frappé juste lorsqu'il lui avait demandé de ne point abandonner, avant de l'avoir consolidée, l'œuvre à laquelle son nom était attaché ; après les fautes commises par Goupil c'eut été une désertion. Il retourna donc à l'armée comme un soldat va au feu, par devoir et par nécessité. Toutefois, à peine avait-il dit adieu à Moracin qu'il lui écrivit une longue lettre datée de Gontour, 28 mai, dans laquelle il lui rappelait toutes les observations qu'il avait présentées à Dupleix en faveur de l'abandon du Décan et les évoquait moins comme des souvenirs que comme des arguments en vue de dégager ou d'atténuer sa responsabilité, s'il rencontrait des obstacles qu'il ne pourrait surmonter. Il se doutait bien que cette lettre serait communiquée à Dupleix :

« Me voilà enfin parti, disait-il, et vous n'ignorez pas combien j'ai eu de peine à m'y résoudre, quand je vous dirai que les politesses dont vous m'avez comblé et les agréments de votre société qui m'ont fait passer deux mois le plus gracieusement du monde dans l'endroit de la terre le plus désagréable, sont cause que je quitte à regret Mazulipatam ; vous n'en pouvez douter pour peu que vous me rendiez justice et que vous soyez persuadé de ma sincère amitié. Mais si je vous disais que c'est la seule raison qui me fait entreprendre avec une extrême répugnance le voyage que je vais faire, peut-être ne le croirez-vous pas si facilement et vous n'auriez pas tort ; aussi ne pensé-je pas à vous faire un compliment aussi fade qu'incroyable.

« Je vous ai parlé à cœur ouvert et vous êtes trop instruit de l'état des choses pour ne pas sentir tout le désagrément de la commission dont je me trouve chargé. Votre zèle pour le service et les intérêts de la Compagnie et votre dévouement à M. Dupleix sont

trop connus pour que j'aie cru devoir rien vous cacher. Je vous l'ai dit et mes lettres en font foi que depuis près d'un an je ne cesse de représenter à M. Dupleix qu'il était temps de songer à retirer les troupes qui sont auprès de Salabet j. La mort de Gaziudin kh., la paix faite avec Balagirao nous fournissaient la plus belle occasion de le faire avec honneur et les troubles de la province d'Arcate où les Maures refusaient de marcher nous en offraient un prétexte très plausible. Toutes mes représentations ont été inutiles. M. Dupleix ne voyant les choses que de loin et jugeant que pour l'exécution de ses projets il était absolument nécessaire d'entretenir des troupes auprès du soubab sans vouloir entendre que la chose devenait impossible, rien n'a pu le faire revenir de cette idée. J'ai prévu les suites funestes du parti qu'il prenait et je les lui ai annoncées, mais tout ce que j'ai pu lui écrire de plus fort n'a fait aucune impression sur lui. Les fatigues d'une campagne de deux ans, les inquiétudes que m'ont causées les circonstances critiques où je me suis trouvé plusieurs fois ayant altéré ma santé, j'ai enfin succombé au chagrin que j'ai ressenti en prévoyant le dénouement fâcheux qu'aurait infailliblement une expédition dont j'ose me flatter de m'être tiré jusqu'alors avec assez d'honneur. Quoique ma vie ait couru quelques risques dans ma dernière maladie, je vous avoue que je ne fus pas fâché d'un accident qui me fournissait un prétexte honnête de quitter l'armée et de me rendre à Pondichéry, persuadé que si je pouvais avoir un entretien avec M. Dupleix, je lui ferais sentir la nécessité de prendre le seul parti convenable. Cette espérance, bien plus que les remèdes, contribua au rétablissement de ma santé malgré la fatigue d'une longue route. Il s'en fallait pourtant beaucoup qu'elle ne fût en bon état quand je suis arrivé à Mazulipatam et vous en avez été témoin. Je n'attendais qu'une occasion de me rendre promptement à Pondichéry, mais la façon dont M. Dupleix a pris ma retraite et les lettres que je vous ai communiquées m'ont autant surpris qu'affligé. Il me donne enfin à entendre par sa dernière qu'il est absolument nécessaire que je retourne à l'armée où il s'imagine que ma présence remédiera à tout et que je ne puis me dispenser de le faire sans sacrifier à mes intérêts personnels ceux de la Compagnie et l'honneur de la Nation. Vous comprendrez qu'il est désespérant de se trouver dans une pareille position et je ne vous ai point caché combien j'ai eu le cœur ulcéré.

« Je ne balance plus, je vais prouver à M. Dupleix qu'aucun motif personnel n'est la règle de ma conduite. La démarche que je fais aujourd'hui en est la preuve évidente puisque je sacrifie en cette occasion mon repos, ma santé, peut-être ma vie, et ce qui m'est plus cher que tout le reste, une partie de ma réputation... »

Quoiqu'il eût dit adieu à Moracin la veille, Bussy lui demandait formellement son avis sur les deux points suivants :

« Si après avoir tenté tous les moyens possibles d'assurer la paye de mes troupes je n'en puis venir à bout, ai-je d'autre parti à prendre que celui de la retraite ?

« Forcés à nous retirer si je ne puis obtenir du nabab de quoi défrayer la troupe dans la route, dois-je emprunter au nom de la Compagnie, ou lever des contributions dans tous les endroits de notre passage ?

« Ces extrémités sont fâcheuses et vous devez bien penser que je ne négligerai rien pour les éviter, mais il faut tout prévoir »[1]. (*B. N.* 9158, *p.* 88).

Dès qu'il sut que Bussy était disposé à retourner dans le Décan, le premier soin de Dupleix fut de le remercier de son dévouement et le second de lui donner des instructions ; il fallait notamment empêcher Balagirao d'attaquer le Maïssour devenu enfin notre allié, l'obliger à rendre à Salabet j. neuf forteresses qu'il détenait indûment depuis le dernier traité de

1. Voici en substance quelle fut la réponse de Moracin. Il comprenait parfaitement qu'après les succès qu'il venait de remporter et à la fleur de son âge, Bussy désirât rentrer dans sa patrie pour relever sa famille et servir sous les yeux d'un autre maître, au lieu de retourner « au milieu d'une nation perfide à qui les trahisons les plus noires ne coûtent rien et qui en fait en quelque sorte la base de sa politique » et d'aller secourir un jeune prince qui compte presque autant d'ennemis que de sujets et n'a point d'argent pour se créer un parti. Mais c'était un coup de partie pour l'avantage de la Compagnie de conserver encore quelque temps nos troupes auprès du soubab. Bussy seul était capable de le faire en reprenant le projet de nous faire céder les provinces d'Ellore et de Rajamandry. S'il obtient ce résultat, quel rôle ne va-t-il pas jouer ? Tout ce qui s'est passé n'est rien auprès de ce qu'il pourra faire par la suite. « Marchez donc avec confiance, souvenez-vous de César au passage du Rubicon. Vous êtes en meilleur chemin qu'il n'était alors. »

Quant aux deux questions posées par Bussy, il répondait à la première : nécessité fait loi ; quand on n'a pas deux partis sous les yeux, on n'a pas à opter ; — et à la seconde : au lieu d'emprunter, il vaut mieux tirer des lettres de change sur la Compagnie et sur Mazulipatam. Ne pas lever de contributions, sauf sur les paliagars qui entassent des richesses aux dépens des voyageurs, du peuple et même du soubab. Payer tout ce qu'on prendra.

« J'ai satisfait à ce que vous me demandez, mais souvenez-vous qu'un conseil n'est qu'un conseil et que celui qui le donne ne s'engage à rien. » (*B. N.* 9158, *p.* 89-90).

paix, surveiller de très près Romi khan, dont l'attitude ressemblait à de la trahison, renvoyer enfin à Pondichéry les officiers mécontents, agités ou incapables, jusques et y compris Goupil et Mainville, dont le premier ne comprenait les affaires qu'autour d'une table de jeu.

Bussy savait, avant de quitter Mazulipatam, que, pour assurer leur solde, nos troupes étaient employées à recouvrer l'impôt des provinces et il vit en effet, après avoir passé les Ghates à Bezoara, une centaine de nos cipayes occupés à cette opération, tandis que nos autres soldats, blancs ou noirs, étaient pour le même motif dispersés à travers le pays. Mais il ignorait encore la séparation de nos forces. Lorsqu'il la connut, il ne parvint pas à se l'expliquer et, pour accroître sa confusion, il reçut de Romi khan une lettre où on lui disait de ne pas revenir à Haïderabad, où sa popularité était perdue. Désabusé, il se demanda ce qu'il était venu faire en ce pays et songea très sérieusement à revenir sur ses pas, en rappelant toutes nos troupes de l'intérieur. Dupleix, à qui il soumit le projet, se résigna à l'approuver, tout en regrettant qu'on fut obligé d'abandonner Salabet j.[1]

Fort heureusement pour la politique de Dupleix, moins peut-être pour la nôtre, les hésitations de Bussy ne durèrent qu'un moment et, après s'être rendu compte de l'état lamentable de nos affaires, il considéra qu'il était de son honneur plutôt que de son devoir de ne pas quitter le pays avant d'avoir tout remis dans l'ordre et il reprit sa marche en avant.

§ 5. — La cession des quatre circars.

Bussy arriva à Haïderabad le 15 juin. Il n'y rencontra pas Goupil occupé avec Mir Mohamed Oussen kh. à faire rentrer

1. « Je consens à tout ce que vous souhaitez, lui écrivit-il le 12 juillet, je vous laisse le maître de prendre les partis les plus convenables. Que pouvez-vous souhaiter de plus ?... Je puis donc espérer que vous n'abandonnerez pas ces mêmes troupes jusqu'à ce que vous les ayez remises dans un lieu de sûreté. »

la paie des troupes. Le désordre régnait partout ; personne ne commandait, c'était l'anarchie la plus complète. Allant au plus pressé, Bussy écrivit d'abord à Goupil pour lui demander un compte exact des recouvrements de fonds et il se trouva par bonheur que la perception se faisait sans difficulté. Cette nouvelle rendit un peu de bonne humeur à notre général qui se montra moins dur pour juger les fautes commises. Il fut loin cependant d'approuver la séparation de nos troupes et blâma Goupil d'être tombé si sottement dans le piège de nos ennemis et d'avoir ainsi compromis le travail de deux années : après avoir été durant ce temps non seulement les auxiliaires de Salabet j. mais les médiateurs de la paix entre les Maures et les Marates, nous risquions maintenant d'être renvoyés du pays. L'examen des comptes particuliers de Goupil, de Mainville et d'autres officiers souleva des observations d'une autre nature : Bussy trouva qu'ils avaient abusé en exigeant des gratifications que rien ne justifiait. Par lettre du 26 juillet, il demanda aux deux premiers raison d'une somme de 40.000 rs. qu'ils avaient réclamée à Mir Mohamed Oussen kh. pour leur compte personnel. Goupil et Mainville en convinrent, mais, représentèrent-ils à Bussy, « si vous daigniez descendre un instant jusqu'à notre situation, ne vous reprocheriez-vous pas d'avoir fait manquer la fortune à deux honnêtes gens qui ont assez servi pour l'avoir mérité ? quels dérangements peut faire une somme semblable dans les affaires du nabab ni dans celles de la nation ? »

La réponse de Bussy ne fut pas celle d'un justicier inexorable ; n'avait-il pas lui-même été l'objet de très grandes largesses ? Il se reprocherait toute sa vie, leur dit-il, de n'avoir pas travaillé à leur fortune, mais actuellement, cette somme de 40.000 rs. qui eut paru autrefois une bagatelle était un objet considérable ; obligés de mettre tout en œuvre pour subsister malgré la disette d'argent, on ne pouvait augmenter nos embarras par un plus grand épuisement des finances. Au surplus il appartenait à Dupleix seul de trancher la question, puisqu'il s'était réservé l'appréciation des libéralités.

Or, peu de jours après, arrivait une circulaire de Dupleix aux officiers ainsi conçue :

« J'ai été informé, Messieurs, que plusieurs de vous gênaient et fatiguaient le nabab et autres seigneurs maures par des sollicitations fatiguantes et presque toujours mal placées pour exiger d'eux des gratifications. Comme un tel procédé ne peut que faire un tort infini aux affaires de la Compagnie et à la gloire du roi et de la nation et qu'il ne peut tendre qu'à dégoûter de nous ceux-mêmes qui ont le plus de besoin de notre protection, il est nécessaire d'y mettre ordre en défendant à l'avenir de faire aucunes sollicitations qui y aient le moindre rapport, de rendre visite à aucun seigneur, qu'après en avoir reçu l'agrément du commandant. Je vous avertis de plus que vous devez vous regarder toujours directement au service du roi et de la Compagnie... que vous devez regarder comme un bonheur la forte paye que vous avez et que vous ne devez pas songer absolument à aucune gratification qu'autant que les circonstances le permettent et qu'elle sera accordée librement par celui qui aura le droit de l'accorder. Ce sont les intentions du roi, de la Compagnie et les miennes. Ceux qui ne s'y conformeront point sont dans le cas d'être traités comme rebelles. » (*A. Vers.* 3754. — *Circulaire du* 14 *juillet* 1753).

C'était tout un assainissement moral et financier à opérer ; on ne sait lequel importait le plus. Dupleix prescrivait encore de réduire la solde des cipayes, en attendant qu'on réduisit celle des blancs eux-mêmes. Quant aux officiers, comme il convenait qu'ils parussent toujours avec une certaine décence, on ne devait pas toucher à leur situation. Les premiers soldats qui seraient envoyés de Pondichéry partiraient avec un prêt ramené à 20 rs., celui des sergents et caporaux à proportion.

Bussy passa les premières semaines de son séjour à Haïderabad à se rendre compte du nouvel état des affaires. A l'intérieur il se produisit un événement d'une certaine gravité. Sous prétexte que les frères du soubab et particulièrement Nizam Ali avaient pour lui peu d'attachement et pouvaient en s'entendant avec les Marates le précipiter du trône, Lasker kh. les fit interner à Daulatabad dans la seconde quinzaine de juillet. Comme cet acte fut peu populaire, le ministre laissa entendre qu'il ne l'avait pris qu'à la demande des Français, de façon que la population nous détestât un peu plus. Bussy,

trop loin d'Aurengabad pour agir d'une façon quelconque, parut se désintéresser complètement du sort des princes.

Jetant les yeux sur la situation extérieure, il ne tarda pas à démêler que les intrigues anglaises avaient joué un grand rôle depuis son départ et que Lasker kh. et même Mir Mohamed Oussen n'avaient agi que suivant leurs inspirations ; il s'aperçut aussi que Balagirao et Ragogy Bonsla, en dépit du traité dont il avait été le médiateur, s'apprêtaient à nouveau à attaquer le Décan. La situation était critique : Bussy ne pouvait songer à une concentration de nos forces, soit en rappelant Jainville, — c'eut été exposer la vie du soubab, — soit en allant le rejoindre ; il fallait d'abord assurer la solde de notre armée. Mais il ne fut nullement ému et très tranquillement il résolut de conduire au port le vaisseau dont il avait repris à contre-cœur le commandement. Avant de gagner la haute mer, il louvoya d'abord au milieu des écueils, et c'est seulement quand il eut pris le large qu'on reconnut que jamais son génie n'avait été aussi sûr, aussi prudent, aussi habile ni aussi résolu. Il ne fit aucune fausse manœuvre et finit par ramener à Aurengabad sous les plis de notre drapeau la nef indécise qui portait nos destinées.

Le 2 juillet, il écrivait à Moracin :

« Puisque j'ai tant fait de revenir prendre le commandement de nos troupes, je ferai en sorte que mon retour n'aboutisse pas à sortir honteusement du Décan, mais le plus grand et en quelque sorte unique embarras est le moyen de faire subsister notre armée sans être obligé de recourir inutilement tous les mois comme des suppliants à ceux-là même qu'on a dessein de subjuguer... »

Voilà plus de six mois, qu'on entendait ce langage, sans que nos troupes eussent jamais été payées autrement que par des moyens de fortune : il fallait en finir. Ce fut à quoi Bussy s'appliqua exclusivement. Le 10 juillet, il adressa à Dupleix un long mémoire, intitulé : *Mémoire instructif sur l'état politique des Maures et des Français dans le Décan et sur leurs intérêts réciproques.*

Ce mémoire est d'une importance capitale parce qu'il marque une orientation nouvelle dans la politique de Bussy et

qu'il indique les moyens pratiques de la réaliser. Non seulement Bussy ne parle plus d'abandonner le pays à son sort, quel qu'il dût être, mais encore il entend s'y maintenir et y rester. Analysons ce document.

Bussy constatait d'abord que pendant son absence la nation avait beaucou perdu de son prestige. Son retour avait déjoué toutes les intrigues et cabales ; mais il lui faudra du temps pour reprendre son ascendant. Il y arrivera sans peine s'il a des forces suffisantes : alors, dit-il « je puis sans me flatter me promettre de décider à mon gré des affaires du Décan et de régler, suivant les nôtres, les intérêts du nabab et les particuliers. »

Inutile de se nourrir d'illusion : on cherche à se débarrasser de nous. Lasker kh. pense y être parvenu en divisant nos forces et tout en redoutant notre départ, le soubab « naturellement pusillanime, sans esprit et sans expérience », subit entièrement son influence. Seule, notre présence empêche encore ce ministre de dévoiler ouvertement son jeu. Sachant que nous sommes gens de ressources, il n'ose employer contre nous ni la force ni la trahison ; il a cru plus habile de nous obliger nous-mêmes à la retraite en ne payant pas nos troupes et en nous réduisant à la famine. Il était possible qu'en effet le trésor de Salabet j. fut à sec ; mais le pays est loin d'être sans ressources et ses revenus seraient plus que suffisants pour satisfaire à nos besoins. Lasker kh. ne l'ignore pas.

Pour se passer ainsi de nous, faut-il croire que le pouvoir du soubab soit bien affermi ? Non pas : les Marates et Balagirao sont aussi menaçants que jamais, et notre retraite suffirait pour faire crouler l'empire du soubab. Cette chute pourrait à la rigueur nous être indifférente ; mais si nous partions du Décan, d'autres Européens prendraient notre place et y maintiendraient l'autorité de Salabet j. Les lettres échangées entre Lasker kh. et le gouverneur de Madras ne laissent aucun doute à cet égard : les Anglais défendraient le Décan contre les Marates comme nous l'avons défendu nous-même ; il n'y aurait rien de changé, sinon que Lasker kh., soutenu par nos ennemis, serait maintenu dans sa place de ministre et de régent, malgré la volonté même de Salabet j.

Qu'y gagnerions-nous ? Assurément rien. Tout nous échapperait à la fois, et le Décan et le Carnatic et Mazulipatam et le Condavir. Notre commerce serait anéanti. Le soubab verrait peut-être notre chute avec regret, mais il ne peut s'y opposer : ses volontés, dominées par celles de son ministre, demeureront sans effet ; il gémira, il éclatera peut-être, mais inutilement pour nous, parce qu'il n'a ni autorité ni fermeté.

Il serait peut-être plus court d'éviter ce risque en abattant une

seule tête ; mais pour en venir à cette extrémité, il n'y a que deux moyens : la trahison ou la violence. Le premier ne nous convient pas, le second offre des difficultés presque insurmontables. Faut-il donc céder à l'intrigue et nous retirer volontairement du pays ? Le Décan n'y gagnerait rien, puisqu'il ne ferait que changer de maître ; mais est-ce bien l'intérêt du pays qui guide Lasker kh. ? « Tel est, dit Bussy, l'esprit de la nation maure que chacun ne songe qu'à son avantage présent et personnel et sacrifie tout à cette idée, fidélité et reconnaissance. »

« Homme de la patrie et de la nation, tous ces noms si sacrés chez tous les peuples ne sont rien parmi les Maures au prix de l'intérêt particulier et de l'espérance d'un avantage personnel. Aussi toutes ces grandes idées d'honneur de nation, d'intérêt public qui lient tous les membres d'un état à son souverain et les arment pour la cause commune, sont des chimères dans ce pays, où chaque particulier ne pense qu'à soi, ne cherche qu'à tirer parti des troubles et des révolutions qui arrivent. »

Quelle attitude devons-nous donc prendre dans les conjonctures présentes ? Pour Bussy, il n'y a pas à délibérer. Il ne suppose pas que Dupleix veuille retirer ses troupes. L'honneur de la nation et les intérêts de la Compagnie lui sont trop chers pour qu'il veuille s'arrêter en si beau chemin. « Il faut donc conserver le Décan ; vous en sentez la nécessité... ET SI J'AI PARU QUELQUEFOIS D'UN SENTIMENT CONTRAIRE, VOUS EN AVEZ VU LES RAISONS DANS MES LETTRES. » Le point est d'y entretenir une armée et de la faire subsister, malgré la disette d'argent. La difficulté n'est pas de rester auprès du nabab, mais de faire subsister cette armée. Bussy pense y parvenir par des négociations, dont il fixe la durée à quatre ou cinq mois, mais pendant ce temps, il faut qu'on lui donne tout l'argent nécessaire, dût-on recourir momentanément aux fonds de la Compagnie. Outre que celle-ci les récupérera à l'issue des négociations, elle a tout avantage à l'heure actuelle à ne pas se désintéresser de la partie.

Bussy développe ensuite les moyens par lesquels il espère réussir. « Il n'est pas douteux, écrit-il, que si l'on peut parvenir à assurer la paie de l'armée par la douceur et par voie d'insinuation, il ne faille prendre ce parti préférablement à tout autre, mais il faut convenir qu'on n'est pas toujours le maître de se contenir dans les bornes de la douceur, qu'on est même quelquefois obligé de laisser échapper quelque trait de vivacité, quand on a à traiter avec une nation rusée, dissimulée, à qui le mensonge est familier, promettant sans cesse ce qu'on n'a pas dessein d'accorder, qui par ses lenteurs affectées met à bout la patience des négociateurs les plus flegmatiques. »

Malheureusement le soubab avec qui l'on pourrait s'entendre est loin. En se retirant à Aurengabad, son ministre a laissé avec le gros de nos troupes un seigneur maure, chargé du recouvrement des tributs avec le concours des Français. C'est avec lui qu'il faut négocier avant d'aller plus loin. Ce seigneur, nommé Mir Mohamed Oussen kh., intendant d'Haïderabad, hésite pour le moment à revenir dans cette ville, afin d'échapper aux négociations, dont il prévoit qu'il ne se tirera pas à son avantage. Bussy se flatte néanmoins de l'y amener et de prendre avec lui des arrangements qui nous conviendront. Dans ce but il compte lui proposer ou de charger les banquiers d'assurer chaque mois la paie de nos troupes ou de nous donner une nouvelle province, dont nous percevrons nous-mêmes les revenus.

Si Mir Mohamed accepte ces propositions, 100 blancs et 1.000 cipayes iront immédiatement occuper Ellore, Rajamandry et Chicacole qui sont à notre convenance et l'on en remettra l'administration à Moracin. S'il les rejette, Bussy prendra un parti plus énergique encore ; il s'emparera du gouvernement d'Haïderabad et y changera à son gré les écrivains et officiers de justice. » C'est à quoi, dit-il, je ne trouverai aucun obstacle... j'ai les personnes qui se chargent d'exécuter ce projet... Si tout cela vous paraît difficile, pour moi qui suis sur les lieux, qui connais à fond le forte et le faible de la nation maure, je vous engage ma parole que je suis prêt à l'exécuter, pourvu toutefois que je sois aidé de quelque argent comptant... Il faut que vous vous persuadiez que le nabab n'a pas ce qu'on appelle de quoi vivre. »

Ce parti un peu violent peut avoir des inconvénients ; mais si c'est un mal c'est un mal nécessaire. Ayant à traiter avec une nation fourbe et dissimulée, il faut absolument ou la dominer avec hauteur ou consentir à être sa dupe. Il n'y a pas de milieu.

Le soubab ne comptant pour ainsi dire pas, que feront les seigneurs maures, que peuvent-ils faire ? Ils nous craignent et il sera toujours facile de les contenir en faisant alliance avec Balagirao et les Marates, encore que ce parti ne doive être pris qu'à la dernière extrémité. Les Marates n'ont cessé d'accroître leur autorité et leurs domaines depuis le jour où Nizam oul Moulk les a invités à envahir son propre pays, afin d'avoir des prétextes pour ne pas se rendre à Delhi aux convocations de l'empreur. Récemment encore Balagirao s'est emparé des provinces de Candèche et de Guzerate ; s'il veut aller plus loin, le Mogol ne pourra lui résister ; lui aussi n'a pas d'argent. Sans nous et notre présence, le Décan serait depuis longtemps conquis. L'alliance des Marates serait par conséquent préférable à celle des Maures. Bussy ne propose pas cependant de rompre avec ces derniers, ce serait détruire notre

propre ouvrage. Ce qu'il se propose de faire voir, c'est que, quand même on arriverait à une rupture avec les Maures, nos affaires n'en seraient pas désespérées. Il suffira même que les Maures voient ou même soupçonnent qu'il y a entre les Français et les Marates une entente étroite pour leur inspirer la terreur et les disposer à accepter toutes nos conditions.

Il y a plus encore : pour exécuter nos projets sur Surate, l'alliance avec Balagirao est absolument indispensable. Celui-ci possède déjà effectivement tous les environs de cette ville ; il nous suffit pour notre compte d'avoir la citadelle et le port et d'avoir les droits de souveraineté joints à quelques domaines voisins. Qu'on ne dise pas que cette alliance avec un peuple de brigands n'est pas honorable : Marates et Maures sont également des voleurs ; entre eux la différence n'est pas grande. Les Maures, avec qui nous marchons, ne sont-ils pas eux-mêmes des usurpateurs ?

Telles sont les réflexions que suggéraient à Bussy sa longue expérience, la connaissance des intérêts politiques et la forme des gouvernements du pays. Et, pour conclure, il en revenait à demander à Dupleix soit une avance de quatre à cinq laks de roupies, soit les revenus de la province de Condavir, tandis qu'il négocierait en vue de trouver dans le Décan lui-même les sommes nécessaires pour entretenir nos troupes d'une façon régulière et continue.

A lire ce rapport dans le texte lui-même, on est moins étonné de l'audace des conceptions de Bussy que de la confiance avec laquelle il les expose. Rien ne lui paraît impossible, et cependant, avec la division de nos forces, notre situation était plutôt mauvaise. Nous n'avions encore conclu aucune alliance avec les Marates et tant à Aurengabad qu'à Haïderabad et dans le reste du Décan, toutes les autorités constituées, à l'exception du soubab, nous étaient hostiles. Nous ne pouvions compter que sur nous-mêmes et nos troupes n'étaient pas payées.

La tranquille assurance de Bussy paraissait un défi au bon sens et cependant les événements devaient lui donner raison, au delà même de ses espérances. Ce pays, dont il demandait l'abandon six mois auparavant, il le garda à la France pendant cinq ans. Le froid entêtement de Dupleix avait eu raison des arguments en apparence les plus solides pour l'évacuation. Après tout, Bussy n'était pas l'arbitre de la politique générale de l'Inde et puisque malgré ses observations on lui

donnait l'ordre de la continuer, il n'avait qu'à se soumettre : c'était son devoir de soldat. Il est vrai d'ajouter que du jour où il accepta ce nouveau rôle, il le joua avec toute la conscience et toute la foi de l'homme le plus convaincu. N'est-ce pas une satisfaction inestimable de triompher de difficultés qui paraissent insurmontables ?

Dupleix lut ce mémoire avec le plus grand intérêt ; jamais document n'avait mieux répondu à ses pensées et, comme nul ne servait mieux ses projets, il l'envoya au ministre en en laissant tout l'honneur à Bussy :

« Vous découvrez tous les jours, écrivit-il à celui-ci le 1er août, des talents à qui vous n'aviez pas donné l'essor. J'en suis d'autant plus charmé qu'ils prouvent la justesse de mon discernement à votre sujet. Aussi tout ce que vous faites de bien me touche autant que si c'était moi-même qui le fit. Continuez donc, mon cher Bussy, où je vous vois et rendez-vous assez de justice pour croire que vous ne pourrez abandonner cette partie jusqu'à ce qu'elle soit bien affermie. »

Prévoyant pourtant qu'un jour ou l'autre Bussy serait obligé d'abandonner l'armée, soit par lassitude, soit par maladie, soit pour toute autre cause, Dupleix le laissa libre de chercher ou de former lui-même un successeur. Comme autre marque de confiance, il l'autorisa à ouvrir toutes les lettres qui lui seraient envoyées du Décan et de se servir de son cachet pour y répondre ; il lui promit aussi de ne rien écrire aux ministres et même au soubab qui ne passât d'abord sous ses yeux.

Sur le fond même des propositions qui lui étaient soumises, même celles relatives à Surate, Dupleix se déclarait en plein accord avec Bussy et ne présentait que des observations de détail sans grande importance. « Je vois avec plaisir que vous devenez tous les jours un délié politique et que vous connaissez au parfait celle des Maures qui n'est qu'un tissu de fourberies et avec lesquels la bonne foi est inutile. »

Ce rapport qui marque le rétablissement de l'entente pleine, entière, absolue et sans réserve entre Dupleix et Bussy, fut suivi peu de jours après (29 juillet) d'un second mémoire où

Bussy essayait d'exposer les moyens pratiques de terminer définitivement les guerres des Français dans l'Inde :

Pour juger sainement des choses, expliquait-il, il faut se dépouiller des idées européennes, où la monarchie est un gouvernement régulier et bien assorti dans toutes ses parties et où tous les membres concourent à l'intérêt général. Ces idées sont inconnues dans l'Inde où on les considère admirables dans la spéculation, mais chimériques dans la pratique. Le gouvernement des Maures est monstrueux dans toutes ses parties ; il n'y a parmi eux ni ordre, ni subordination, ni zèle pour l'intérêt public, ni esprit de nation. On sacrifie tout à l'intérêt privé : l'honneur, le bien de la nation, la monarchie, le monarque et la religion elle-même. Malgré les services importants que nous avons rendus aux Maures, ils ne cherchent qu'à nous éloigner pour reprendre les terres qu'ils nous ont données. Le but poursuivi par Bussy est de mettre tous nos domaines à l'abri des révolutions qui pourraient survenir avec un gouvernement aussi peu solide.

Ce n'est pas par un coup d'éclat qu'il avait envie de commencer, il lui paraissait plus à propos de continuer à soutenir le soubab et les Maures en les dominant. Ce parti avait ses difficultés ; le pouvoir du soubab inclinait vers sa ruine : tout ce qu'on pouvait faire, c'était de retarder une révolution imminente. Mais le grand obstacle était la disette d'argent, à laquelle il n'y avait d'autre remède que de prendre des provinces dont les revenus seraient suffisants pour entretenir l'armée. On y trouverait le double avantage de s'assurer une solde fixe quel que pût être le dérangement des finances du soubab, et de se rendre indépendant des officiers maures auxquels il fallait pour ainsi dire mendier nos appointements. Dans ce but, Bussy avait jeté les yeux sur les quatre circars, dont le commandant de Mazulipatam pourrait aisément surveiller le fermier et avoir soin qu'il nous envoyât chaque mois les fonds nécessaires à notre armée.

Toute la négociation se réduirait à faire remplacer le fermier actuel par un autre de notre choix, qui prit possession de ces provinces en notre nom. Les circonstances étaient favorables ; les gouverneurs de la côte se jalousaient et se faisaient la guerre ; il n'y avait qu'à entretenir parmi eux la division. Leur mésintelligence était nécessaire pour donner à la demande que Bussy ferait de ces provinces une couleur de zèle pour les intérêts du soubab.

Ici, Bussy entrait dans des détails que nous verrons un peu plus loin, lorsque nous traiterons à part et en détail les affaires propres à la côte, restées jusque-là à peu près indépendantes de celles de l'intérieur. Puis il reprenait en disant qu'il avait exposé

ce projet à Mohamed Oussen qui avait paru l'approuver ; mais il savait que le soubab et ses ministres seraient peu disposés à le soutenir, puisqu'ils songeaient à nous retirer les domaines que nous possédions déjà. Cette perspective n'effrayait nullement Bussy : que Dupleix l'autorisât seulement à emprunter, il partirait pour Aurengabad, joindrait le soubab et terminerait l'affaire. S'il voyait que le pouvoir de Salabet j. fut très ébranlé, plutôt que de se laisser entraîner dans sa chute, il ferait alliance avec Balagirao, à condition que celui-ci s'engageât à travailler par intrigues secrètes ou même par menaces de rupture à faire éloigner de la cour du soubab tous les seigneurs qui nous étaient opposés, notamment le premier ministre, et qu'il mit Bussy en possession de toute l'autorité ; on la partagerait ensuite en commun. C'était le seul moyen de soutenir encore Salabet j. dans le poste qu'il occupait, bien qu'il ne le méritât plus ; mais Bussy ne pouvait cependant détruire son ouvrage, à moins que toutes les ressources ne fussent épuisées.

Si ces intrigues secrètes ne réussissaient pas, Bussy, de concert avec Balagirao, tournerait toutes ses forces contre le soubab, sans cependant lui faire une guerre ouverte. Tandis que Balagirao l'attaquerait du côté d'Aurengabad, Bussy ferait mine de s'emparer de Golconde, en attendant qu'il fut en état d'entreprendre une expédition qui aurait pour objet les circars eux-mêmes. Il y établirait un *naëb* ou lieutenant et unirait ces provinces à celle de Mazulipatam sous les ordres de Moracin. Cette expéaition ne lui coûterait que la peine de l'entreprendre ; tout cèderait à son approche. Salabet j. ne manquerait pas de se plaindre : la réponse de Bussy était toute prête ; il dirait qu'il n'avait occupé ces provinces que pour les lui mieux conserver et avoir des fonds suffisants pour entretenir une armée qui le défendrait. Il serait loisible à Dupleix d'écrire à Salabet j. qu'il ne comprenait rien à la conduite de Bussy et qu'il le désavouait ; la comédie serait encore mieux jouée.

Pendant que Dupleix écrirait de la sorte, Bussy consoliderait ses avantages et quand il aurait tout réglé, il reviendrait dans le Décan avec ses forces comme si rien ne s'était passé et offrirait de nouveau ses services à Salabet j. En même temps il écrirait publiquement et fréquemment à Balagirao pour impressionner le nabab. Si celui-ci priait Bussy de venir le trouver, avant de répondre à cette invitation il devait exiger le renvoi des ministres qui nous étaient hostiles. Si les ministres biaisaient, Bussy écrirait à Balagirao de marcher sur Aurengabad, tandis que lui-même avancerait de son côté.

Bussy profiterait de cette occasion pour proposer au péchoua une expédition contre Surate. Il essaierait d'abord de la faire d'un commun accord avec le soubab et avec les Marates ; de cette façon,

si l'entreprise réussissait, elle aurait quelque apparence d'une conquête légitime et nul ne pourrait nous traiter d'usurpateur. Pour mieux en assurer le succès, il faudrait que Dupleix envoyât 500 hommes, Bussy partirait alors pour aller joindre le soubab à Aurengabad, où toutefois il n'entrerait pas. Il déclarerait alors que voyant le Décan tranquille, il se retirait et qu'il allait à Surate chercher des embarcations pour ramener ses troupes à Pondichéry ; afin de donner plus de créance à cette nouvelle, il ferait effectivement faire à Surate quelques préparatifs d'embarquement. Puis, il passerait par les terres de Balagirao et emporterait la ville, qui devait être défendue par des Abyssins et quelques déserteurs européens. Tenant ainsi Surate à la côte ouest et Mazulipatam à l'autre côte, la presqu'île de l'Inde serait bloquée par les Français.

En lisant ces projets, Bussy reconnaissait lui-même qu'on serait peut-être étonné de le voir décider à son gré d'intérêts si considérables et trancher pour ainsi dire du souverain. On s'imaginera qu'il va compromettre la nation par des projets chimériques, mais l'Inde n'a aucun rapport avec l'Europe et son gouvernement différait totalement de celui des différentes monarchies de l'Occident. Il est vrai que si le nabab pensait sérieusement à assurer la paye de nos troupes, ces projets pouvaient être différés, mais ils ne devaient être que différés et l'on ne devait pas quitter le Décan avant qu'on ne les eut tous exécutés dans toutes leurs parties.

Balagirao faisait de grands préparatifs de guerre sous prétexte d'aller soutenir le Mogol contre son vizir. La vérité est qu'il se préparait à entrer dans le Décan, où le soubab sans crédit et sans argent ne pouvait lui opposer la moindre résistance. S'il lui plaisait de réaliser ce projet, il n'était pas douteux que nous pouvions nous joindre à lui : on n'arrête pas le cours d'une révolution déjà trop avancée. Les seigneurs maures ne se déclareraient pas pour le soubab, s'il était attaqué par des forces considérables. « Laissons donc, concluait philosophiquement Bussy, la domination marate succéder au gouvernement mogol dans le Décan et comme nous ne pouvons pas être spectateurs oisifs de cette révolution, il faut y contribuer et en tirer parti : après tout, ce sera encore plus l'ouvrage des Maures et de leurs divisions que la nôtre. » Tel était, de l'avis de Bussy, l'unique moyen de mettre fin à toutes les guerres. (*B. N.* 9158, *p.* 37-43).

Dupleix ne dissimula pas sa joie en recevant ce nouveau mémoire ; toutes ses inquiétudes au sujet du Décan s'évanouissaient. Il répondit à Bussy le 31 août :

« Je suis en vérité en extase de voir combien vous trouvez de



Seyed Lasker Khan.

ressources chez vous. Non seulement vous êtes un militaire intrépide, mais en même temps un ministre consommé. La pénétration de vos idées a lieu de m'étonner. Que ne méritez-vous pas, mon cher Bussy, avec des talents aussi admirables et combien ne m'applaudis-je pas d'avoir insisté sur votre retour... Au milieu de ce labyrinthe vous allez vous honorer plus que jamais... Il y a longtemps que je vous répète que là où vous êtes je n'ai aucune inquiétude... Que de mauvais quarts d'heure en moins, si j'avais de ces côtés (c'est-à-dire dans le Carnatic) un autre Bussy ! »

Et, comme dans le premier mémoire, c'était une approbation sans réserve des projets exposés. Toutefois Dupleix ne voyait pas sans quelque peine le sacrifice possible de Salabet j., mais pouvait-on espérer une réaction quelconque de ce prince faible et mal conseillé ?

« Vous avez raison de dire qu'avec de pareils fourbes il faut l'être plus qu'eux. Vous trouverez toujours plus de bonne foi chez le Marate et je vois toute apparence que malgré nous nous serons obligés d'en venir là et qu'il sera bien difficile d'observer un certain milieu entre ces deux puissances. Celle des Marates prend si fort le dessus que l'autre sera obligée de succomber et ce n'est qu'à l'ombre de nos drapeaux qu'elle se soutient encore un peu. Je pense comme vous qu'il convient de faire en sorte de sauver les débris de la puissance mogole, mais il n'en faut pas être la dupe. »

Le second mémoire de Bussy fut bientôt suivi d'un troisième (6 septembre) qui porte le titre assez curieux de : *Entretien de deux seigneurs mogols sur l'état présent des Français dans le Décan, leurs qualités militaires et politiques par comparaison avec les Anglais, avec des réflexions sur cet entretien.*

Les deux seigneurs en question n'étaient autres que Mir Mohamed Oussen et Coja Abderrhaman, fils de Calender kh. ci-devant gouverneur de Mazulipatam. En un entretien vrai ou supposé, Bussy fait prendre la défense des Anglais et de leur politique par Mir Mohamed Oussen pour donner à Abderrhaman l'occasion facile de triompher de ses arguments et de prouver que les qualités des Français étant infiniment supérieures à celles de leurs rivaux, le Décan a plutôt intérêt à s'appuyer sur nous. Bussy en déduisait — et ce sont ses réflexions propres — que ce serait pour nous un déshonneur et une honte si nous retirions nos troupes. On dirait que nous n'étions venus dans le pays que pour satisfaire notre

cupidité et que si nous partions, c'était uniquement parce que la caisse était vide.

Cependant passe encore de partir ; nous y serons peut-être obligés si nous ne trouvons pas le moyen de payer nos hommes ; mais est-ce que les Anglais n'attendent pas notre retraite pour prendre notre place ! Que vaudront alors nos établissements à la côte ? ce sera leur ruine et la perte du commerce. Les Anglais bénéficieront un instant de tous les avantages que nous avons perdus. Rien ne leur coûtera pour consolider leurs succès et rendre leur situation inexpugnable.

Aussi, revenant au système qu'il a déjà indiqué dans son mémoire instructif, Bussy conclut-il à nouveau à la nécessité d'entretenir un corps de troupes françaises auprès du soubab. « Ce corps d'armée, disait-il, sera comme un comptoir ambulant auquel le gouverneur général des Indes fera les changements qu'il jugera nécessaire et convenable. Ce ne sera point une destination onéreuse et infructueuse pour les officiers et soldats : les appointements considérables exactement payés, s'ils sont économisés, leur feront une fortune honnête, légitimement acquise, dont les fonds se répandront dans les colonies, les rendront opulentes et le commerce florissant. »

Puis — et c'était la fin — Bussy en venait à envisager son action personnelle. Il disait :

« Il n'en est aucun parmi les officiers qui sont au service de la Compagnie qui ne puisse remplir avec dignité la place que j'occupe, pour peu qu'il veuille se donner la peine d'étudier le génie et les mœurs du pays pour s'y conformer dans l'occasion, où il est très à propos de quitter pour un temps les idées européennes et se comporter en asiatique sans en éprouver les vices et les défauts. Si la Compagnie agrée mes services, je ne refuse point d'employer encore quelque temps pour donner à ces arrangements une forme stable. La route une fois frayée, il ne sera pas difficile de la suivre. Malgré les incommodités d'une santé chancelante dont les alternatives altèrent mon tempérament, je suis prêt à sacrifier mon repos et ma jeunesse à l'agrandissement de ma nation, aux avantages de son commerce, dans un âge où je puis me promettre des jours heureux et tranquilles dans le sein de ma famille et de ma patrie. J'ose me flatter que mes services ne seront pas oubliés et que ceux qui par le rang qu'ils occupent sont comme chargés de les faire connaître, loin de les déguiser, les peindront au naturel afin que la Compagnie, faisant paraître aux yeux de Sa Majesté ce portrait, je puisse éprouver les effets de la générosité royale. — (*A. Col. Inde*, 2e *série*, *t.* 7, *p.* 198 à 205).

Il n'est pas besoin d'ajouter que ce rapport aussi bien que les deux précédents était moins destiné à Dupleix qu'à la Compagnie et aux Ministres dont il importait avant tout de se concilier les sentiments. Aussi ces trois rapports ou mémoires furent-ils envoyés à Paris dès le mois d'octobre ou de novembre, et s'ils ne servirent pas la cause de Dupleix, déjà perdu à ce moment, peut-être ne furent-ils pas étrangers à la résolution qui fut alors prise de maintenir Bussy à son poste et de ne pas sacrifier nos établissements du Décan aux exigences ou aux simples désirs des Anglais.

Les mémoires de Bussy et l'approbation que leur donnait Dupleix contenaient en germe tous les éléments d'une politique nouvelle ; en s'alliant à Balagirao contre Salabet j., on renonçait implicitement au principe de légitimité dont se réclamait Dupleix et l'on entrait dans une voie révolutionnaire. Il est fâcheux que les succès habituels de Bussy qui allait triompher sans beaucoup de peine de l'indolence du soubab et de la résistance de ses ministres ne nous ait pas permis de rompre avec Salabet j., mais nous aient au contraire attaché plus étroitement à sa cause. Autant qu'on en peut juger par l'histoire ultérieure du pays, l'entente avec les Marates était la plus conforme à nos intérêts. Sans doute y avait-il quelque danger à s'allier à un prince puissant qui pourrait ensuite vouloir nous dominer, mais n'y avait-il pas également péril à unir sa cause à celle d'une puissance faible, proie fatale de l'ambition de ses voisins ? Dans le présent, l'alliance marate nous permettait de triompher de Mahamet Ali ; pour l'avenir, elle était un gage assuré contre les ambitions des Anglais. La face de l'Inde eut été changée si Dupleix avait suivi jusqu'au bout les inspirations de Bussy, mais tout en reconnaissant les avantages d'un accord avec Balagirao, il ne sut ou ne voulut pas prendre un parti bien net. Retenu par un point d'honneur fort légitime comme aussi peut-être par une certaine crainte de l'inconnu, il n'osa pas sacrifier Salabet j. à l'heure la plus propice, alors que ce prince et son entourage conspiraient manifestement contre nous et Bussy, resté sans ordres précis, ne voulut pas risquer une initiative, qui est parfois une illu-

mination du génie. Au moment même où il pouvait tout entreprendre, Dupleix recevait de France des cadeaux magnifiques pour le soubab et il se proposait de les faire passer à Haïderabad ; ce n'était pas un signe certain qu'il voulut rendre effective la rupture avec Salabet j.

Comme suite à ses lettres et pour donner à sa politique une base solide, Bussy s'attachait plus que jamais à terminer avec Mohamed Oussen pour la paie de nos troupes. Il y parvint enfin vers la mi-août et obtint qu'à compter du 1er septembre divers fermiers nous fourniraient tous les mois les sommes qui nous étaient nécessaires. Cet arrangement ne liquidait pas les dettes qui s'élevaient à 52 laks et n'était avantageux ou plutôt n'assurait l'avenir que si des terres nous étaient données en nantissement ; or c'était chose que le soubab ou son premier ministre pouvaient seuls accorder et ils n'y étaient rien moins que disposés. A peine connut-il l'accord conclu par Mohamed Oussen, qu'afin de le rendre inopérant Lasker kh. nomma un autre gouverneur d'Haïderabad. Le jeu était visible ; Bussy parut ne pas le comprendre et envoya au nouveau gouverneur ses félicitations, mais en même temps il lui demanda à titre d'épreuve un lak de roupies pour la garnison d'Aurengabad. Ce qu'il prévoyait arriva ; pour ne pas exécuter l'accord, le successeur de Mohamed Oussen ne rejoignit pas son poste, soi-disant sur un ordre du soubab. Le règlement des difficultés ne pouvait dès lors se faire qu'à Aurengabad et Bussy entreprit de s'y rendre aussitôt qu'il aurait reçu des renforts de Pondichéry [1].

1. Nous avons un état des cipayes que Bussy trouva à Haïderabad à son retour de Mazulipatam. Il avait 5.700 cipayes, coûtant ensemble 141.568 rs. par mois et répartis en huit corps commandés respectivement par :

Abdoul Rhaman	avec	1.145	hommes,	coûtant	34.081 rs
Mamoud kh.	«	919	«	«	27.765 rs.
Aboubaker	«	454	«	«	14.090 rs.
Ecker kh.	«	551	«	«	9.360 rs.
Lar kh.	«	548	«	«	9.500 rs.
Romani kh.	«	549	«	«	8.901 rs.
Aboubaker	«	100	«	«	1.510 rs.
Ibrahim kh.	«	1434	«	«	36.361 rs.

Ces renforts arrivèrent par petits paquets dans le courant de septembre. Dupleix comptait pouvoir envoyer 500 hommes ; il n'en put donner que 350, dont 150 furent pris à Mazulipatam. L'un de ces détachements était commandé par un nouveau venu dans l'Inde, le marquis de Conflans, récemment arrivé de France [1].

Bussy, se sentant en force, se décida enfin à marcher sur Aurengabad. Il est inutile de dire que Goupil et Mainville

A titre purement documentaire, donnons les détails du corps d'Abdoul Rhaman :

1	capitane	336 rs.
2	capitaines à 300 rs. chacun	600 rs.
1	capitaine	277 rs.
8	capitaines à 150 rs. chacun	2.000 rs.
1	capitaine	200 rs.
47	officiers	5.440 rs.
80	sergents	4.434 rs. 8
91	caporaux	2.586 rs.
838	cipayes	14.414 rs.
76	cavaliers	3.788 rs. 8

Les soldes n'étaient pas uniformes : ainsi dans le corps d'Aboubaker les sergents, caporaux et cipayes étaient payés respectivement 62, 31 et 20 rs., tandis que dans un autre, ils étaient payés 42, 21 et 12. (*B. N.* 9158, *p.* 52-53).

On ne sait pas le chiffre exact des blancs ; il devait osciller autour de 400 hommes : en tout cas, leur solde était de 72.700 rs. par mois.

1. Le marquis de Conflans était arrivé à Pondichéry par le *Rouillé* le 10 août, en qualité de capitaine réformé. Il était ci-devant colonel de Rouergue et avait eu une affaire vingt ans auparavant avec le Grand Prieur. Dupleix annonça en ces termes son envoi dans le Décan : « C'est celui qui a eu affaire au chevalier d'Orléans et que divers événements plus fâcheux les uns que les autres ont enfin amenés ici par le conseil même des ministres qui l'ont assuré que je travaillerais au rétablissement de sa fortune. La façon de se comporter ici m'y engage, et je ne puis faire mieux que de vous l'envoyer. Ses conditions avec la Compagnie et même les ministres c'est d'être toujours employé dans l'état-major, afin que n'ayant à répondre qu'aux commandants des endroits où il se trouvera, il ne soit pas soumis à monter une garde comme un simple officier. Il est certain qu'après avoir été colonel et exempt des gardes du corps du roi d'Espagne, il lui serait dur de n'avoir pas cette distinction. Ainsi, mon cher Bussy, à son arrivée vous lui donnerez la majorité de votre armée. Ce poste est avantageux pour ceux qui l'occupent... Tout ce que j'ai vu jusqu'à présent me persuade qu'il y a bien plus de ressources dans les personnes nées que dans ceux dont l'Inde n'est malheureusement que trop garnie. » (*Lettre à Bussy du* 31 *août* 1753 — *A. V.* 3754, *p.* 113).

ne faisaient pas partie de l'expédition. Lorsqu'il eut réglé avec eux les comptes de l'armée, Bussy les renvoya à Pondichéry, où ils arrivèrent à la fin de septembre. Dupleix ne leur demanda aucune explication ; il ne les vit même pas et les laissa pendant un certain temps dans le doute sur ses intentions. On sait déjà qu'il ne leur tint pas rigueur et que quelques jours après il devait faire appel à Mainville pour commander nos troupes devant Trichinopoly.

Jusque dans les premiers jours de septembre, Bussy avait craint que les Marates, connaissant la situation troublée du Décan, ne voulussent profiter du désarroi qui régnait dans les esprits pour envahir de nouveau le pays. Il avait appris par des renseignements sûrs que Balagirao et Ragogy étaient prêts à marcher : une comédie préparée à l'avance avec Lasker kh. devait justifier leur intervention. Bussy prévint le coup avec sa décision habituelle en faisant mine d'aller à l'ennemi. Balagirao voyant les Français prêts à fondre sur lui envoya en toute diligence son vaquil à Bussy pour lui demander son amitié et lui dire qu'il était prêt à confirmer le traité de paix conclu à la fin de 1752. Ainsi fut fait : Ragogy imita Balagirao et la paix fut de nouveau assurée au Décan.

Le terrain ainsi déblayé, rien ne s'opposait plus à ce que Bussy partit pour Aurengabad. Il avait eu l'air de se faire inviter par le soubab lui-même à venir le trouver ; c'était donc d'une simple promenade et non d'une expédition militaire qu'il s'agissait. Fin septembre les derniers préparatifs étaient terminés, Bussy donna à ce moment une grande fête militaire dont il espérait que la répercussion se ferait sentir jusque dans Aurengabad, et le 28, il écrivit à Salabet j. pour l'informer de son départ dans deux ou trois jours ; mais quelle lettre ! » « Si aujourd'hui vous êtes soubab du Décan, commençait-il par lui dire, c'est à moi à qui vous le devez. » Puis il lui rappelait avec quelque brutalité les services qu'il lui avait rendus au moment de son avènement, mais surtout à la mort de Gaziuddin. Salabet j. voulait alors faire la paix à tout prix ; c'était Bussy qui avait tout sauvé. Si, malgré quelques injustices, celui-ci revenait aujourd'hui, c'était pour deux

motifs, d'abord la gloire du roi et l'honneur de la nation, ensuite les intérêts de Salabet j., pour lesquels nous étions toujours disposés à nous sacrifier :

« Outre la franchise que vous me connaissez, continuait Bussy, je suis en droit de vous parler comme je fais, parce que tout le Décan sait que je vous appelle mon fils et que vous me traitez de père. D'où vient que vous ne tiendrez plus le même langage qu'auparavant ? qui est-ce qui aurait mis dans votre mémoire ces idées ? Malgré cette différence dans vos sentiments et vos paroles, je suis prêt à partir pour aller vous rejoindre dans deux jours. Il est à propos que vous attendiez mon arrivée afin de concerter ensemble une campagne qui vous fasse honneur et qui vous apporte quelque profit, car vous savez que la dernière ne vous a été ni honorable ni profitable. Vous avez suivi les conseils de vos ennemis plutôt que les miens... Votre conduite est si irrégulière que je crois que vous voulez absolument ruiner votre pays. Vous venez de faire *tomber* [mot incertain] Mir Mahamet de qui vous me disiez toute sorte de bien. C'est sans doute là encore un tour de mes ennemis qui sont les vôtres et qui, jaloux de voir la bonne intelligence qui était entre Mir Mahamet et moi et les arrangements qu'il avait pris avec moi pour la solde de nos troupes, vous ont engagé à le casser. Je vous avertis que si vous continuez d'avoir une confiance aveugle dans ces gens-là, vous vous perdrez et perdrez infailliblement le Décan. Je compte vous joindre dans peu de jours. J'espère que vous reviendrez d'un aveuglement qui ne tend qu'à votre ruine. » (*B. N.* 9158, *p.* 48-49).

Le voyage dura plus d'un mois. Au moment de se mettre en marche, il s'aperçut qu'on s'était arrangé pour qu'il ne trouvât pas de voitures ni d'autres objets nécessaires à son voyage. Malgré ces difficultés il sortit de la ville et fit dresser ses tentes au bord de la rivière qui passe à ses pieds. Comme il prévoyait qu'après son départ les fermiers refuseraient ouvertement de payer les sommes qu'ils devaient pour la solde des troupes, Bussy laisa à Haïderabad Dugré avec un détachement de blancs et de cipayes. Puis il se lança en avant. Bussy s'était fait accompagner de l'ancien gouverneur d'Haïderabad Mohamed Oussen, de plusieurs seigneurs mogols et du divan lui-même. Le gouverneur de Beder vint à sa rencontre ; une journée au-delà de cette ville, Conflans vint le rejoindre. L'émoi était grand à Aurengabad, où il y avait autant de sei-

gneurs dévoués à Bussy qu'attachés au parti de Lasker kh. Aux trois quarts du chemin, Mohamed Oussen, qui désirait être le médiateur de la réconciliation entre ces deux hommes et n'avait pu obtenir de Bussy que des réponses évasives, menaça de le quitter s'il ne se prêtait pas à un rapprochement. Bussy se déclara prêt à faire tous les serments d'amitié qu'on jugerait nécessaires. A une journée d'Aurengabad, il dépêcha au régent un des seigneurs maures qui lui étaient le plus dévoués pour assurer celui-ci de ses bons sentiments et lui proposer comme base d'accommodement la cession des quatre provinces de Chicacol, Ellore, Rajamandry et Moustafanagar. Sur la nouvelle que ces propositions seraient vraisemblablement acceptées, Bussy se prépara à entrer dans la ville ; il avait avec lui 8.000 hommes d'infanterie et de cavalerie. L'armée était en ordre de bataille : Bussy au centre avec le marquis de Conflans. La marche fut lente suivant le cérémonial asiatique. Bientôt aprés, on vit venir au devant de nous 22 éléphants avec le ministre régent et tous les seigneurs du Décan ; Bussy s'arrangea de telle manière que ces seigneurs firent les premiers baisser le genou à leurs éléphants, « pour rendre honneur au pavillon français et reconnaître sa supériorité », puis il fit agenouiller le sien. Bussy, le régent, les principaux seigneurs s'embrassèrent mutuellement. Les accolades finies, chacun remonta sur son éléphant et l'on arriva devant la tente du soubab. Nouvelles embrassades, nouvelles démonstrations d'amitié. Les saluts terminés, on se remit en marche et l'on arriva enfin au palais de Salabet j., après une journée des plus fatigantes, sous un soleil brûlant. « Jamais, dit Bussy, je ne fus si las des grandeurs dont il fallut essuyer toutes les incommodités. »

Alors commencèrent les négociations véritables ; elles aboutirent rapidement au résultat poursuivi, c'est-à-dire à la cession des quatre circars.

C'était la réalisation de tous nos désirs et la consécration suprême de notre autorité. Rarement de si grands résultats furent obtenus par des moyens plus simples et plus naturels. Bussy était arrivé à se rendre maître de tout le Décan sans

tirer un coup de fusil ; il lui avait suffi d'une simple démonstration militaire appuyée, il est vrai, par d'utiles intrigues et de judicieuses combinaisons personnelles.

Mais, avant d'aller plus loin, il convient de jeter un coup d'œil en arrière sur les événements qui s'étaient accomplis dans la région de Mazulipatam depuis 1751 et qui n'avaient eu jusqu'à présent que des rapports occasionnels avec ceux de l'intérieur. La cession des circars rappelait sur eux l'attention à une heure fort opportune.

§ 6. — Coup d'œil rétrospectif sur les affaires de Mazulipatam et de la Côte d'Orissa.

En 1750 nous ne possédions encore à la côte d'Orissa que le comptoir d'Yanaon et la loge de Mazulipatam, dont le rôle était purement commercial. Les Anglais avaient des loges plus ou moins florissantes à Mazulipatam, Narzapour ou Madapolam, Ingeram et Vizagapatam. Enfin Jaggernat et Biblipatam appartenaient aux Hollandais.

Lorsque nous eûmes battus Anaverdi kh. à Ambour, Muzaffer j., entre autres témoignages de sa reconnaissance, nous donna la jouissance pleine et entière de la ville de Mazulipatam et de l'île de Divy avec 30 lieues de terre aux environs, d'un revenu brut annuel de 800.000 rs.

L'île de Divy, qui apparaît pour la première fois dans notre histoire, fermait l'embouchure de la Quichena, à quelques lieues au sud de Mazulipatam. Elle n'était séparée de la terre ferme que par un bras de mer très étroit qui est à peu près à sec depuis le mois de janvier jusqu'à la fin de mai. Les Anglais avaient eu quelque visée sur cette île. En 1716 ou 1717, le gouverneur de Madras y avait envoyé pour en prendre possession deux employés avec 70 soldats et 150 topas, en se réclamant d'un paravana qui aurait été délivré dans des temps anciens par un roi de Golconde. Maubares kh., prédécesseur de Nizam oul Moulk, gouvernait alors le Décan ; il soutint que le paravana était faux et défendit aux Anglais de réaliser

leurs desseins. Ceux-ci restèrent sept ou huit mois à Mazulipatam sans pouvoir obtenir que le soubab revint sur ses ordres. De guerre lasse, ils finirent par se retirer de Mazulipatam et l'on n'entendit plus parler d'eux.

Mais ils n'avaient pas fait leur sacrifice de Divy. Comme, retenus par d'autres soins, nous ne prîmes pas toute de suite possession de l'île, les Anglais crurent pouvoir la demander à Nazer j. qui la leur refusa. Du moins furent-ils assez heureux pour obtenir de ce prince qu'il nous chassât de Mazulipatam et de Yanaon en mai 1750. Au mois de juillet suivant, Dupleix fit réoccuper Mazulipatam et y installa comme commandant le conseiller Guillard avec quelques soldats ; il n'occupa Divy, que le 16 février suivant. Le territoire de Nizampatnam et les terres de Gontour, Acclamanar et Narzapour nous furent cédés peu de temps après.

Nous étions à peine en possession de ces territoires déjà si étendus que, par lettre du 26 mars 1751, Dupleix suggérait à Friell, notre agent à Mazulipatam, l'idée de les accroître non pas de la possession effective mais du simple fermage des terres de Rajamandry, Ellore et Moustafanagar, qui auraient porté sinon notre domination, du moins notre influence jusqu'au Godavery et même au delà. Ces terres étaient actuellement entre les mains de Néamet Oulla kh. qui avait travaillé à nous expulser de Mazulipatam et d'Yanaon l'année précédente ; ce serait un acte de justice et de précaution de se débarrasser de lui. Dupleix recommandait à Friell de se faire aider dans cette tâche par le faussedar de Mazulipatam, Calender kh., notre ami. Le projet n'eut actuellement aucune suite, mais il contenait en germe celui qui moins de deux ans plus tard devait être repris sur d'autres bases à Haïderabad, au moment du départ de Bussy et aboutit à la fin de 1753 à la cession des quatre circars. Comme ces provinces ne devaient pas tarder à devenir françaises, donnons-en une description sommaire.

La province de Moustafanagar, la plus méridionale, s'appuyait au sud sur la Quichena, remontait jusqu'au-dessus de Bezoara ou Bezwada, et même jusque vis-à-vis du fort de

Chintepelly. Bezoara pouvait en être considéré comme le chef-lieu. C'était une ville ancienne située au pied de collines abruptes laissant entre elles et la Quichena un défilé très étroit, qu'un tout petit poste pouvait suffire à défendre. Bezoara était à 15 lieues de Mazulipatam ; de Bezoara en allant à Ellore dans la direction du nord-est, il y avait de 15 à 18 lieues, comme il y en avait 20 de cet endroit à Rajamandry en suivant toujours la même direction. Chacune d'elles avait par conséquent un diamètre de 15 à 18 lieues. Tout ce pays s'appuyait à l'ouest sur la chaîne des Ghates qui offrait parfois des passages difficiles, extrêmement aisés à garder et tombait brusquement en des plaines dépassant de peu le niveau des fleuves qui les arrosaient. Le Godavery, qui baignait Rajamandry sur sa rive gauche, se jetait dans la mer par sept bras qui commençaient à se détacher les uns des autres à Yanaon et formaient un grand nombre d'îlots séparés parfois de la terre ferme par une distance de quelques mètres seulement ; les plus importants étaient et sont encore ceux d'Isquitipa, dépendant d'Yanaon, de Coringuy et de Bandermoulanka. La province de Chicacol qui s'étendait au delà du Godavery le long de la mer, était plus allongée mais plus étroite que les précédentes ; c'est là que se trouvaient la loge anglaise de Vizagapatam et le petit port de Mafousbender, qui desservait par une petite rivière la ville de Chicacole située à une lieue et demie dans l'intérieur des terres. Tout le pays compris entre Rajamandry et Chicacole était rempli de manufactures prospères, qui fabriquaient des toiles propres aux chargements des vaisseaux d'Europe ; c'est ce qui donnait aux loges anglaise et française d'Ingeram et d'Yanaon, voisines l'une de l'autre, leur importance particulière.

L'occupation effective des provinces de Mazulipatam et de Nizampatam correspondant à quelques jours près avec l'avènement de Salabet j. et la marche de Bussy sur Haïderabad puis sur Aurengabad, permit à Dupleix de ravitailler nos troupes du Décan aussi bien par terre que par mer, puisqu'à ce moment nous étions encore les maîtres d'Arcate et par conséquent de tout le pays qui encerclait Madras et ses dépendances.

Ces établissements vivaient en 1752 d'une vie normale, sans crainte du dehors, sans agitation au dedans. Au mois de novembre nous obtînmes non la possession mais le fermage de la province de Condavir qui nous fut cédé à la suite de nouveaux services rendus à Salabet j. au moment de l'attaque de son frère Gaziuddin. Moutrou kh., qui en était le fermier, s'en dessaisit de bonne grâce (13 décembre), non sans avoir au préalable enlevé tous les revenus de l'année écoulée. Jaffer Ali, fermier de Rajamandry et de Chicacol, se maintint en ces deux postes. Notons encore que Dupleix n'avait pas renoncé à tout espoir d'obtenir des rescriptions sur les provinces de Moustafanagar, Ellore et Rajamandry pour assurer la subsistance de nos troupes. Au moment où notre situation paraissait assez critique à Haïderabad par suite de l'attaque de Gaziuddin, Dupleix invita Bussy (21 octobre) à s'occuper de la question et, pour le déterminer à agir, il lui tint ce singulier raisonnement : si Salabet j. doit perdre tout son royaume, que lui importe de nous céder des droits sur des provinces qui ne lui appartiendront plus demain ; s'il doit le garder après avoir triomphé de son frère, ce succès lui procurera par ailleurs tout l'argent dont il pourra avoir besoin.

Les revenus des deux provinces s'élevèrent en 1752 à 379.251 rs., dont 170.085 pour Mazulipatam, 61.656 pour Narzapour, 66.584 pour Nizampatnam, 60.000 pour Devracotta et 20.200 pour l'Ile de Divy. — L'affermage des terres constituait le revenu le plus important, 214.000 rs., puis venaient le produit des salines, 105.000 rs. et celui des douanes, 42.000. Les autres droits, 18.000 rs., ne méritent pas d'être énumérés.

Au début de l'année, un nouveau commandant, Léon Moracin, neveu de Mme Dupleix. était venu s'installer à Mazulipatam par suite du départ de Guillard. Son premier soin fut d'essayer de rétablir de bonnes relations avec Jaffer Ali. La tâche était délicate en raison de la bonne amitié qui nous liait à Calender kh. et de l'engagement que nous avions pour ainsi dire pris de lui faire obtenir les provinces d'Ellore et de Rajamandry, mais on put le convaincre que c'était présentement

irréalisable. Nos affaires allaient trop mal dans le Décan. Bussy lui-même conseillait de ménager Jaffer Ali, sauf à lui substituer Calender kh. le jour où l'on pourrait le faire sans trop de difficulté.

On atteignit ainsi l'année 1753 qui devait être plus fertile en événements.

Dupleix portait un intérêt particulier aux affaires de Mazulipatam, de plus en plus rattachées à celles du Décan. L'octroi du fermage de Condavir ne lui donna pas une entière satisfaction ; il eut voulu obtenir la possessioneffective de la province, et ne cessa d'importuner Bussy pour qu'il l'obtint. Celui-ci préféra acquérir les quatre circars.

Cependant Moracin s'était attaché avec une réelle passion et, semble-t-il, avec un désintéressement sincère à l'administration de sa province. D'après lui, les revenus suffisaient à payer nos dépenses courantes, tout en laissant des disponibilités pour le commerce. On n'obtiendrait toutefois ce résulta , qu'en ayant assez de monde pour tenir le pays, sans quoi les contributions ne rentreraient pas et que faire sans argent ? Jaffer Ali et Moutrou kh. devaient respectivement au soubab 50 et 15 à 20 lacks, qu'ils ne se souciaient nullement de payer et Salabet j. n'avait d'autre moyen pour les faire rentrer que de recourir à nos bons offices. « Quel désordre, disait Moracin, ou plutôt quelle faiblesse ! » Pour leur faire rendre gorge, il demandait qu'on lui envoyât de l'armée du Décan Chek Ibrahim avec ses cipayes.

Néanmoins les revenus rentraient à peu près en totalité, lorsque à la fin de février Goupil proposa à Moracin de demander les quatre circars pour assurer la paie de nos troupes. Il estimait qu'on pouvait faire l'opération avec les seules forces que Bussy ramenait à la côte sans en distraire aucune du Décan. L'idée n'était pas nouvelle, puisqu'elle avait déjà été envisagée par Dupleix lui-même sous une forme à peine différente ; elle n'en prit pas moins Moracin au dépourvu et, en l'absence de Bussy qui n'allait pas tarder à arriver, il ne se crut pas autorisé à donner un avis. Il entrevit cependant à l'exécution du projet certaines diffi-

cultés d'exécution, tenant surtout à la personnalité des fermiers actuels. Que diraient-ils si on ne les conservait pas comme fermiers généraux ? que feraient leurs compétiteurs si on les maintenait ? C'était en somme la question Jaffer Ali-Calender kh. qui se posait avec netteté. Cette fois il faudrait prendre parti entre l'un et l'autre et quoi que l'on décidât, c'était la guerre à peu près certaine entre les concurrents. La question se compliquait des appétits naissants d'un certain Viziam Raja, sous-fermier de Chicacol, qui aspirait à l'indépendance, c'est-à-dire à percevoir les revenus de cette province pour son propre compte. Ce Viziam Raja, dépendant de Jaffer Ali, risquait d'être pour ce dernier une cause de sérieuses difficultés. Moracin ne se souciait pas d'éveiller toutes ces convoitises : il n'avait aucun moyen pour satisfaire les unes ni pour contrarier les autres. Plus éloigné du théâtre des compétitions, Dupleix n'hésitait pas à résoudre la question et se déclarait pour Calender kh. Cet homme au moins empêcherait les Anglais d'être les maîtres du commerce des toiles et avec 100 blancs et 4 à 500 cipayes, on arriverait aisément à se débarrasser de Jaffer Ali. Arrivé à Mazulipatam, Bussy parut plutôt enclin à se ranger à l'opinion de Moracin ; d'ailleurs que pouvait-il résoudre à la côte ? c'était à la cour seule du soubab qu'il fallait agir ; or, à ce moment Bussy n'était rien moins que disposé à retourner dans le Décan. La question resta donc en suspens, comme une conversation tombe faute d'objet et Goupil ne fut point autorisé à la poursuivre. On avait déjà quelque raison, sans mettre en cause sa bonne volonté, de se défier de son habileté et il apparaissait de plus en plus que l'affaire, plus ébruitée qu'il n'eut fallu, avait surexcité les esprits aussi bien à la cour qu'à la côte et qu'elle rencontrait des deux côtés une dangereuse opposition. Il n'était pas bien sûr d'autre part que l'idée n'eût pas été suggérée à Goupil par nos ennemis eux-mêmes pour nous discréditer davantage encore dans l'opinion des Indiens.

Bussy resta deux mois à Mazulipatam, où il fut fort bien accueilli. Moracin était un homme d'initiative et d'entendement qui savait s'élever jusqu'aux idées générales. Mis en

confiance l'un et l'autre, les deux hommes se lièrent d'amitié et causèrent à cœur ouvert de leurs projets, mais surtout de ceux de Dupleix dont dépendait leur avenir. Bussy ne dissimula pas à Moracin ses craintes au sujet du Décan et son désir de ne pas y retourner. Il n'appartenait point à Moracin de l'entretenir en cet état d'esprit ; sa double qualité de fonctionnaire et de parent de Dupleix le lui interdisait, mais que ne peut le temps contre les résistances les plus opiniâtres ? La fatigue elle-même se lasse, et Bussy était chaque jour encouragé par Moracin et même par son ami Marion du Marsan, inspirés l'un et l'autre par Dupleix [1], à retourner au Décan pour compléter l'œuvre qu'il avait si bien commencée.

A la fin il se décida à repartir, et l'on a vu plus haut par sa lettre de Gontour, que c'était d'un cœur désabusé et l'âme pleine de tristesse. Les choses se passèrent fort heureusement mieux qu'il ne l'avait pensé ; il arriva sans peine à Haïderabad, où il retrouva son prestige aussi grand qu'avant son départ.

La question des circars lui parut alors plus facile à résoudre et dès qu'il eut pu prendre contact avec Mohamed Oussen, revenu de l'armée, ce fut une des premières qu'il aborda. Tenant compte des rivalités qui s'agitaient à la côte, il fit, dès le 2 juillet, part des réflexions suivantes à Moracin :

1. Dupleix écrivait à Moracin le 5 mai : « Les degrés militaires, but où il tend, lui seront plutôt acquis qu'en se rendant dans sa patrie si tôt où confondu avec un nombre infini de postulants, il recevra souvent pour toute réponse que les richesses immenses qu'il a acquises en si peu de temps doivent lui tenir lieu de récompense, joint aux titres qu'il pourra avoir eu ici. Après l'affaire où Muzaffer j. fut tué et où il se comporta avec tant de gloire, je demandai pour lui le titre de lieutenant-colonel ; après celle où Nana [Balagirao] fut si bien battu, j'ai demandé le grade de colonel ; ainsi l'un ou l'autre ne peut lui manquer d'autant mieux que j'ai fait voir que tout ce que nous tenons depuis son départ d'ici nous le devons à sa fermeté, à sa prudence et à son zèle ; je lui donne l'honneur de tout sans exception. Tout cela doit l'engager à bien des choses. Qu'il lise attentivement mes précédentes. On ne peut, à ce que je crois, presser davantage la matière sur la nécessité de son retour et de son séjour auprès du nabab, au moins jusqu'à ce que j'aie quelqu'un à pouvoir le seconder ou lui succéder. Je lui ai toujours donné carte blanche pour agir lorsque les affaires exigeaient une prompte décision. Je la lui réitère encore pour les mêmes cas. Que peut-il désirer de plus ? » (*A. V.* 3756).

Jaffer Ali était attaqué par Viziam Raja et les provinces qu'il gouvernait risquaient d'échapper aux Maures. Si nous voulions en obtenir la cession, nous n'avions aucun intérêt à en garantir la valeur ; à Haïderabad, on tiendrait moins à conserver des provinces si exposées. Loin de prendre parti pour Jaffer Ali, nous devions au contraire aider son concurrent en lui faisant passer des munitions et en favorisant la désertion de cipayes qui viendraient se joindre à lui. Bien entendu, il fallait que tout fut fait avec discrétion.

Pour ne donner aucun soupçon à Jaffer Ali, on réclamerait à grand bruit les déserteurs ; Viziam Raja ne serait pas assez sot pour ne pas comprendre le double jeu. On éviterait d'ailleurs de prendre des engagements avec Jaffer Ali, si pressé de trop près par son adversaire, il réclamait notre assistance ; Bussy profiterait de ce moment, où les provinces paraîtraient se détacher elles-mêmes de l'empire, pour faire entendre au soubab que le seul moyen de les lui conserver était de nous les abandonner pour la solde de notre armée ; elles lui feraient retour aussitôt qu'il n'aurait plus besoin de nos services. Dans le cas où Salabet j. se prêterait de bonne grâce à cet arrangement, on pourrait laisser les provinces à Jaffer Ali, pourvu qu'il consentit à être notre *naëb* ou lieutenant et nous versât par mois deux laks de roupies. Si le soubab refusait, loin d'en témoigner de l'humeur, nous l'avertirions que nous comptions prendre les provinces sous notre administration directe pour empêcher Viziam Raja de s'élever à ses dépens. Bien mieux, nous lui ferions entendre que les revenus de ces provinces seraient employés à entretenir une armée, qui resterait auprès de lui et veillerait sans cesse à sa sécurité. Calender kh., qui était venu de Mazulipatam avec Bussy, approuva entièrement ces combinaisons ; sans doute avait-il la promesse d'en être tôt ou tard le bénéficiaire, malheureusement pour lui et peut-être pour nous, il mourut un mois après.

Il y avait bien quelque duplicité dans ce projet de Bussy, mais comme il l'expliquait dans la même lettre,

dans une nation aussi fourbe que celle avec qui nous avons à traiter, ne mettre jamais que la droiture et la probité, je pense que c'est

être dupe et nous le serons infailliblement de cette race, si nous ne nous conformons pas un peu à l'usage de ce pays... Je compte bien me faire un mérite auprès du nabab et des Maures d'avoir sauvé ces provinces et qu'on ait obligation aux Français de s'être opposés à l'invasion du raja. Il faut que vous mettiez par vos intrigues Jaffer Ali à deux doigts de sa perte. Soufflez le feu de la discorde autant que vous le pourrez entre lui et Ram Raja (Viziam Raja). Il est de notre intérêt que ces deux hommes ne s'entendent point. Je dirai à tout ceci comme Hannon :

Parmi ce peuple faux, à qui garder ma foi ?
C'est aux événements à disposer de moi. »

Mohamed Oussen parut entrer dans les vues de Bussy, mais ne voulut répondre ni du soubab ni de ses ministres ; il savait qu'au même moment, loin d'être disposée à nous faire de nouvelles concessions, la cour du soubab pensait sérieusement à nous retirer les anciennes, notamment le Carnatic et le Condavir.

C'est alors que Bussy songea à s'allier avec Balagirao contre Salabet j. Il n'eut pas besoin de recourir à cette extrémité, on a vu comment il s'était rendu à Aurengabad et y avait réglé la question des quatre circars.

Jaffer Ali figurait alors parmi les seigneurs du Décan devant contribuer à l'entretien de nos troupes pour une somme mensuelle de 60.000 rs. Moracin lui proposa une union solide et comme preuve de ses bonnes dispositions il s'offrit comme médiateur de la paix à intervenir avec Viziam Raja ; Viziam Raja négocia en effet par notre intermédiaire avec Jaffer Ali, et envoya à Mazulipatam un de ses parents, nommé Balbaderajou, pour nous dire qu'il n'était nullement l'ami des Anglais, bien qu'ils lui eussent offert 130 hommes pour contrarier nos desseins, mais la paix avec Jaffer Ali lui paraissait difficile à conclure. Elle ne pouvait se faire que si on les rendait indépendants l'un de l'autre ; en d'autres termes, pour éviter à l'avenir tout démêlé avec Jaffer Ali, Viziam Raja offrait de payer directement ses fermages au soubab ou aux Français. Comme gage de ses sentiments pacifiques, il promettait de ne faire aucun acte d'hostilité tant que Moracin ne se serait pas

prononcé et de contremander les Marates dont il avait sollicité le secours. Moracin ne voulut rien faire sans consulter Bussy, mais il ne lui cacha pas que Jaffer Ali faisant quelque difficulté pour payer les 50.000 rs. auxquelles il était taxé, nous avions actuellement tout intérêt à soutenir Viziam Raja (sept. 1753).

Jaffer Ali en effet ne nous paya pas ; il nous donna seulement des rescriptions sur les zemidars de ses dépendances, persuadé d'ailleurs qu'ils ne s'acquitteraient de rien. Or il pouvait parfaitement verser 3 à 4 laks. Moracin n'en accepta pas moins les rescriptions, sauf à faire rentrer l'argent par ses cipayes au moment des récoltes. Entre temps, Jaffer Ali remporta quelque succès sur Viziam Raja ; il n'en fallut pas davantage pour lui ramener Moracin, qui le félicita de ses succès et se proposa pour imposer un accommodement à Viziam Raja (octobre 1753). Sur la nouvelle d'ailleurs erronée de la mort de Jaffer Ali ou de son père qui aurait été tué, Moracin, dont la politique restait invariable sous une apparence de mobilité, suggéra à Bussy l'idée de s'entendre avec Viziam Raja pour Chicacol et Rajamandry, tandis que l'on donnerait Ellore et Moustafanagar soit à Mirza Ismaël Beck, soit au fils de Calender kh. Ismaël Beck était l'homme de confiance de Moracin.

Les choses en étaient là lorsque Moracin apprit par une lettre du 28 novembre datée d'Aurengabad que les quatre circars venaient enfin de nous être cédés. La vie de nos établissements de la côte va désormais se confondre avec celle de l'intérieur.

Mais nous ne terminerons pas cet exposé qui leur est propre, sans indiquer aussi les revenus de l'année 1753. Ils étaient en augmentation sensible sur ceux de l'année précédente, puisqu'ils s'élevaient à 994.896 rs. contre 379.251. Il est vrai que ceux de la province de Condavir étaient venus s'y ajouter. Ils se répartissaient de la façon suivante :

204.187 pour Mazulipatam,
488.000 pour Condavir,
71.984 pour Narzapour,

86.700 pour Nizampatnam,
39.263 pour l'île de Divy,
et 104.762 pour le paragana de Devracotta.

Si l'on met à part les revenus de Condavir, ceux des autres provinces se partageaient entre les revenus et fermages des terres, 327.275 rs, les salines 120.882, les douanes 44.085 et différents autres droits 14.654. Bussy eut vivement désiré que les revenus de Condavir fussent affectés au paiement de ses troupes et lorsqu'au mois d'août il engagea des négociations pour les circars, il demanda expressément à Dupleix, cinq laks sur les revenus de cette province, afin de ne pas être obligé, disait-il, de mendier auprès de ceux avec qui il traitait. Dupleix n'y avait pas consenti, et quoi qu'il lui en coûtât, il avait préféré avancer 200.000 rs. de ses fonds personnels ; les revenus de Condavir appartenaient à la Compagnie et il n'entendait y toucher comme à tous autres qu'à la dernière extrémité. (*Lettres des* 6 *août et* 22 *septembre* 1753). A court d'argent, il ordonna cependant à Moracin peu de temps après (9 octobre), d'emprunter 40.000 rs. pour le compte de la Compagnie.

L'administration de Mazulipatam et de Nizampatnam sous Moracin avait été en somme heureuse et prospère ; à part un incident à Ongol, le pays n'avait cessé d'être tranquille depuis que nous en avions pris possession ; les populations travaillaient en sécurité sur leurs terres et les tisserands avec leurs métiers ; les revenus augmentaient d'une façon régulière par une surveillance plus exacte des fermiers et le commerce suivait son cours normal, sans atteindre cependant le grand développement qu'avaient rêvé Dupleix et la Compagnie ; il y avait des habitudes prises qu'il était impossible de modifier. Ajoutons que, malgré notre occupation, les Anglais et les Hollandais restaient maîtres de continuer leur commerce, mais c'était une liberté plutôt théorique ; en fait ils avaient été obligés d'évacuer Narzapour et de transporter leurs opérations à Bandermoulanka, à l'embouchure du Godavery. Nous étions en réalité les seuls maîtres dans tout le pays.

§ 7. — La prise de possession des quatre circars.

Revenons à Aurengabad.

La cession des quatre circars couronnait trois années de succès à peu près ininterrompus. La nation française était élevée au plus haut point de gloire et, ce qui ne gâtait rien, nos troupes allaient enfin être payées avec des ressources régulières et permanentes : on pouvait du moins l'espérer. Bussy ne tira nulle vanité de ce résultat, mais ses opinions sur le Décan furent modifiées. La facilité avec laquelle il avait triomphé l'autorisa à penser que Dupleix avait peut-être raison de vouloir rester indéfiniment dans le pays et il ne parla plus de l'évacuer. Bien mieux, sur des bruits venus de France qu'on voulait rappeler nos troupes comme gage de nos sentiments pacifiques, il prit l'initiative de réclamer leur maintien. Dans une lettre écrite le 16 décembre à Roth, qui allait rentrer en France [1], il lui disait que notre retraite serait suivie de l'arrivée des Anglais, qui assureraient leur grandeur sur nos ruines : le Décan étant absolument incapable de se défendre contre toute attaque étrangère.

« Tandis, écrivait-il, que toutes les nations cherchent à nous supplanter, parce qu'elles sont persuadées que nous allons au solide, n'y aurait-il que nous qui ne sentions point les avantages de notre situation ? Serait-il donc possible que la Compagnie opiniâtrement aveugle ou faussement préoccupée contre ses véritables intérêts refuse les trésors que la nature lui prodigue pour ainsi dire malgré elle et que, cherchant dans une paix un intérêt imaginaire, elle perde de plein gré le fruit de tant de travaux. Fallait-il donc, pour acquérir cette paix dans la province d'Arcate, céder tout à nos rivaux et devenir pour ainsi dire leurs esclaves en recevant un maître de leurs mains ? Cette paix, dis-je, que la

1. Roth était un ancien marchand de la Compagnie qui avait longtemps séjourné en Chine et terminait en ce moment un voyage d'étude dans l'Inde. En dehors de Pondichéry, il visita Mazulipatam et le Bengale. A son retour en France (automne de 1754), il fut nommé directeur de la Compagnie.

Compagnie pense devoir lui procurer un commerce florissant et tranquille, aurait eu un tout autre effet. Un soubab placé de leur façon nous eut resserré dans des bornes si étroites que s'il ne l'eut pas détruit tout à fait, au moins en aurait-il empêché l'étendue. »

Ces résolutions si contraires aux intérêts de la Compagnie n'étaient, d'après Bussy, que le résultat de lettres envoyées de l'Inde en France par des employés de la Compagnie, aigris, jaloux ou mécontents : elles le plongeaient dans une mortelle inquiétude ; il ne pouvait comprendre qu'on préférât en quelque sorte la servitude à la richesse, à l'autorité et à l'indépendance. Le parti que prendra la Compagnie décidera ou de la ruine de son commerce ou de son étendue et de son affermissement. Bussy comptait bien que ses propos seraient rapportés en France et que Roth, dont la mission avait été jusqu'alors favorable à Dupleix, serait leur meilleur avocat à tous les deux.

Une autre lettre écrite deux jours plus tard (18 décembre) à son ami Marion du Mersan, en ce moment en route pour la France, nous éclairera mieux encore sur les pensées et les intentions de Bussy à cette époque de sa carrière, où tout paraissait lui sourire.

Dans une première partie, il lui racontait les événements depuis son arrivée à Haïderabad jusqu'à son entrée à Aurengabad. Inutile de l'analyser. Dans une seconde, Bussy entrait dans des considérations de politique générale et s'exprimait avec un certain scepticisme, qui jette un jour un peu nouveau sur son caractère.

« La gloire militaire, disait-il, ne doit intéresser que faiblement ceux qui sont au service de la Compagnie à moins qu'elle ne procure à son commerce des avantages solides. Les intérêts de la Compagnie inséparables de ceux de l'État sont si bien liés dans cette partie avec l'honneur de la nation en général qu'il faudrait être tout à la fois homme de guerre, homme de cabinet et homme de commerce. Je suis bien éloigné de réunir ces trois qualités, mais je voudrais seulement convaincre la Compagnie de mon zèle pour ses intérêts que j'ose dire avoir été le principal but de toutes mes opérations... »

Tout est actuellement tranquille. « Les Français sont tout à la

fois protecteurs, amis, arbitres et médiateurs ; j'ai la satisfaction de voir que les travaux continuels d'une campagne de quatre ans, pendant lesquels on a vu les événements les plus singuliers, et toutes mes opérations suivies du plus heureux succès, ont procuré à la Compagnie de riches établissements et assuré à Salabet j. l'héritage de ses pères... »

Après avoir exprimé, comme à Roth, la crainte que sur des rapports envoyés de l'Inde la Compagnie ne rappelât ses troupes et ne laissât la voie libre aux Anglais [1] et avoir justifié du mieux qu'il put la politique de Dupleix dans le Carnatic [2], il terminait par cette conclusion tout à la fois mélancolique et humoristique :

« Quant à moi, à ne consulter que mon inclination et le penchant naturel qui me porte vers ma patrie et ma famille, je verrais venir avec une grande satisfaction les ordres de la Compagnie pour la rentrée de toutes les troupes dans ses comptoirs. Quoique je sois décoré de tous les titres et marques d'honneur que l'Empereur peut accorder aux grands de son empire, généralissime des armées du Décan, arbitre des Mogols et des Marates, Maymarath enfin [3],

1. Bussy nous apprend incidemment que ce n'étaient pas seulement les Anglais mais encore les Portugais qui voulaient nous supplanter dans le Décan ; il disait avoir entre les mains un projet d'accord entre le vice-roi de Goa et les ministres de Salabet j.

2. Bussy restait toujours convaincu qu'il fallait faire la paix dans le Carnatic, mais entrant insensiblement dans les vues de Dupleix, il estimait que ce n'était pas en sacrifiant tout à nos adversaires qu'on arriverait à ce résultat. Ils avaient eu la supériorité des armes en maintes occasions : si l'on traitait actuellement avec eux, ils ne nous laisseraient en fait de commerce que ce dont ils n'auraient pas besoin : c'est ce qu'on se gardait bien de dire en France.

3. « Le signe du Maymarath ou Mai Maratta ou encore Mamurat est un bâton au haut duquel il y a une tête de poisson ; au-dessous de ce poisson est une petite boule et au-dessus une main ; le tout est couvert d'une feuille d'or ; la petite boule est le droit de commander par terre et la main représente celle du Mogol qui, faute de pouvoir mettre sa main dans celle du seigneur, à qui il donne cette qualité, lui envoie une main dorée pour l'assurer de sa protection.

« Quatre ou cinq nababs ont seuls la permission de faire porter devant eux, quand ils sortent, le signe de Mamurat. Muzaffer j., qui comme nabab de Golconde et d'Aurengabad, a droit de nommer à une de ces grandes dignités, en a revêtu le général des Français. Quand M. Dupleix sort, il est précédé de six gardes européens avec leur capitaine, tous à cheval ; ensuite viennent douze lanciers et 24 pions, portant chacun un pavillon

tout cela me touche fort peu. Combien je préfèrerais une promenade au Palais Royal ou aux Tuileries et un souper avec deux ou trois amis de votre caractère à la vaine pompe des grandeurs asiatiques dont je suis excédé, au grave et fastueux personnage que je suis forcé de jouer et dont nous avons ri quelquefois tête à tête. L'honneur de la nation et les intérêts de la Compagnie se sont opposés jusqu'ici à cette félicité dont je ne puis goûter qu'en esprit les délices. Si j'avais moins cherché les avantages de la Compagnie, je serais moins sensible à leur perte. Je ne la verrai qu'avec la douleur d'un citoyen qui voit sa patrie aveugle sur ses intérêts abandonner à d'autres des trésors qu'elle ne refuse que parce qu'elle ne les connaît pas. » (*A. C. C*[2] 84, *p.* 138-151).

En attendant, Bussy continua d'agir comme si tout devait se passer le mieux du monde. Comment parvint-il, peu de jours après son arrivée à Aurengabad, à se faire présenter par plusieurs seigneurs de la cour une sorte de convention dont l'objet principal était d'établir solidement les Français dans le Décan et de le mettre lui-même en possession de toute l'autorité ? Sa prudence ou son habileté coutumière dut y pourvoir. Quoiqu'il en soit, cinq hauts signataires, parmi lesquels Chavanas kh., lui présentèrent une convention en huit articles, en vertu de laquelle :

les signataires — nous allions dire les conjurés — faisaient le serment solennel de se soutenir et de se défendre mutuellement, tandis que Bussy s'engageait à ne laisser écraser aucun d'eux lorsqu'il serait lésé :

on se ferait une loi inviolable de l'équité et de la justice surtout envers le peuple, dont les intérêts devaient toujours être respectés et ménagés ;

on se communiquerait mutuellement ses vues et projets ; rien de caché pour la cause commune ;

doré, fond blanc ; suivent douze éléphants richement parés, sur un desquels est un grand étendard français ; sur un autre il y a le signe de Mamurat sur un pavillon fond blanc tout doré, que les seuls vice-rois maures de l'empire mogol ont droit de porter ; sur un autre sont deux grosses timbales de cuivre sur lesquelles on bat la marche ; leur son s'accorde avec quantité de trompettes, de fifres et autres instruments en usage dans les Indes ; sur les autres éléphants, il y a encore des signes qui ont rapport aux grandes dignités dont Muzaffer j. a honoré M. Dupleix. » — (*Réfutation par Godeheu, p.* 87-88).

dans les délibérations, l'avis de la majorité l'emporterait sans que nul put se choquer que le sien propre n'eut pas prévalu ;

on garderait un secret inviolable sur les projets ou desseins qu'on aurait en vue ; on ne devait même pas en parler à son ami le plus intime ;

toutes les promesses ou offres qui seraient faites par le parti opposé pour détacher de l'alliance l'un des confédérés seraient fidèlement exposées, afin qu'il y fut pourvu, s'il était nécessaire, à la satisfaction de l'intéressé ;

lorsque Bussy serait en possession de toute l'autorité, il s'emploierait pour faire obtenir à divers confédérés des jaguirs à leur convenance ;

Bussy jouirait enfin des mêmes honneurs que ceux qui étaient rendus au soubab ; de son côté il aurait pour les confédérés les égards que l'état et le rang de chacun d'eux demandait. (*B. N.* 9158, *p.* 74-75).

Sur ce plan, on devait d'abord travailler à renverser Lasker kh., puis rendre la liberté aux frères de Salabet j. Les circonstances décideraient du reste, sans jamais perdre de vue nos intérêts, notre crédit et le maintien de notre autorité.

Le renversement de Lasker kh. se fit de la façon la plus naturelle. Ce haut seigneur comprenant que ses menées avaient été percées à jour, proposa lui-même de résigner ses fonctions. Bussy s'empressa de faire refuser l'offre sous prétexte qu'il ne voulait en rien s'immiscer dans les affaires intérieures du Décan, mais en secret il fit agir les conjurés pour rendre sa situation intenable et au bout de quelques jours Lasker kh. donna à nouveau sa démission, qui cette fois fut acceptée. On le nomma par une sorte de compensation gouverneur du Bérar, mais comme ce poste était déjà occupé par Ragogy Bonsla, qui prétendait être indépendant, c'était une façon de créer entre les deux hommes un antagonisme favorable à nos intérêts. S'il ne s'entendait pas avec Ragogy, comme il était vraisemblable, Lasker kh. serait obligé de lever 7 à 8.000 hommes pour faire valoir ses droits : la dépense suffirait à le ruiner. Chanavas kh., hier encore notre ennemi, hérita de sa succession comme premier ministre.

Dupleix eut désiré qu'on prit des mesures plus graves et

il conseilla à Bussy de faire arrêter Lasker kh. et de l'envoyer sous bonne escorte à Mazulipatam et de là à Pondichéry. Bussy refusa de s'engager dans cette voie en disant que, malgré sa chute, cet homme jouissait encore d'un grand prestige et qu'une telle mesure risquait de provoquer un mouvement dont nous ne serions pas les maîtres et peut-être une intervention peu amicale de Balagirao. Il s'agissait de faire de la politique et non de la morale.

La libération des frères du soubab ne fut pas moins aisée. On se rappelle que Lasker kh. les avait fait emprisonner en lui faisant croire qu'il le débarrassait de concurrents dangereux, alors qu'il ne cherchait qu'à imposer sa propre autorité. Lorsque Bussy revint à Aurengabad, il se garda bien, au milieu des démonstrations d'amitié que lui prodigua Salabet j., de témoigner quelque intérêt à ses frères et il parut indifférent à leur sort jusqu'au jour où le changement de ministre lui permit d'intervenir sans se compromettre inutilement. Désireux de ne rien livrer au hasard, il commença par faire sonder le gouverneur de Dauladabad, qui, après bien des réticences, finit par demander 50.000 rs. comptant et 2 laks de jaguir. Or il se trouva que dans le même temps, Balagirao cherchait également à se faire livrer les princes pour avoir une occasion d'intervenir dans les affaires du Décan et il offrait à cet effet 3 laks comptant et autant en jaguirs. Le gouverneur hésitait entre les deux propositions. Bussy l'ayant appris sentit la nécessité de ne pas laisser à Balagirao les moyens de provoquer une révolution et il mit Salabet j. au courant de tout ce qui se passait. Le soubab comprit le danger et consentit au rappel de ses frères, mais à condition qu'ils resteraient sous la garde des Français. Afin de sauver les apparences, il fut entendu que Bussy présenterait une requête au sujet de leur élargissement et que Chanavas kh. et Lasker kh. la signeraient conjointement. Ainsi fut fait, et le fils de Calender kh. parti aussitôt pour Dauladabad avec nos dragons, 200 soldats et 2.000 cipayes. Le quélidar commença par ne pas vouloir reconnaître les ordres de Salabet j., mais il s'inclina lorsqu'il sut que telle était aussi la volonté de Bussy. Nizam Ali eut une attitude

plus rien exiger du soubab, nous étions pratiquement sans ressources si nous n'allions les chercher où elles étaient.

Différentes circonstances retardèrent le départ de Bussy. Une des dispositions de l'acte portait que les circars lui avaient été cédés personnellement et non pas à la Compagnie. Dupleix et Moracin s'élevèrent contre ce dispositif, comme si Bussy eut voulu se tailler dans le Décan une vice-royauté autonome ou indépendante. Quand cette question fut réglée à la satisfaction de Bussy, ce fut celle du commandement des nouvelles provinces qui se posa. Moracin, qui était à Mazulipatam depuis plus de deux ans, se trouva mortifié de ne pas être chargé directement de leur administration et il fallut que Dupleix réglât encore cette question d'amour-propre en consacrant par un titre officiel les pouvoirs de Bussy. L'attitude à observer avec les Anglais et les Hollandais fut aussi l'objet de quelques explications embarrassantes, mais les difficultés les plus graves résultèrent des embarras financiers où Bussy se trouva pendant plusieurs mois et dont il fit remonter la responsabilité à Moracin.

Ces questions qu'il nous faut malgré leur aridité exposer avec quelque détail, étaient de celles où, selon une remarque de Bussy, « deux hommes revêtus de la même autorité s'observent réciproquement et avec toutes sortes de politesse et sont attentifs à tenir tout dans un équilibre qui ne laisse prendre d'ascendant ni d'un côté ni de l'autre ». Leur règlement ne dura pas moins de quatre mois et se fit tout entier par correspondance.

Caractère particulier de la cession des circars. — Bussy commandant en chef des armées du Décan. La cession des circars à un représentant de la Compagnie était conforme à tous les précédents. Le gouverneur Dumas et Dupleix lui-même en avaient bénéficié. Bussy n'avait rien innové ; il savait d'autre part, par de nouveaux ordres venus de France, que toute cession faite à un employé de la Compagnie devait être considérée comme faite à la Compagnie elle-même ; donc aucune idée d'indépendance personnelle n'avait pu traverser son esprit.

S'il avait procédé de la sorte, ce n'était point par égoïsme ; il avait cédé à deux considérations. La première était de ne pas éveiller trop ouvertement les susceptibilités des Anglais. Nul doute qu'ils eussent été moralement autorisés à se plaindre et que leur réclamation eut eu plus de poids en Europe, si les circars avaient été directement cédés à la Compagnie dans les mêmes conditions que Mazulipatam et Condavir ; grâce au subterfuge adopté, il serait toujours possible de soutenir que les circars non seulement n'appartenaient pas à la Compagnie de France, mais relevaient à peine de Bussy lui-même, puisqu'il était toujours loisible au soubab de se passer du concours de nos troupes et par suite de nous reprendre le pays qu'il ne nous avait accordé que pour leur entretien. Bussy se gardait bien d'ajouter que, si cette éventualité venait à se produire, il n'abandonnerait pas la place sans une sérieuse résistance.

Cette première raison n'était que pour sauver les apparences ; la seconde était plus solide. Si Bussy avait tenu à paraître en nom dans la cession des circars, c'est qu'il estimait cette condition indispensable pour exercer son autorité et par suite celle de la France auprès du soubab et même auprès du Mogol. Alors qu'il était le maître de la politique à Aurengabad et que rien ne s'y faisait sans ses ordres ou son consentement, il n'était pas convenable qu'on put le considérer comme un zéro à la côte ; personne n'eut compris cette antinomie. Dans tous les territoires dépendant du soubab, son autorité seule devait être reconnue.

Ce raisonnement visait Moracin, qui, durant les séjours de Bussy à la cour du soubab, devait administrer les provinces en son nom. Il était à craindre que, la question d'amour propre s'en mêlant, il ne voulut soit commander en maître soit exercer une autorité trop indépendante. Or si Bussy consentait à être le subordonné de Dupleix, il ne voulait être sous les ordres d'aucun autre. Aussi, pour éviter tout conflit d'attributions, demanda-t-il expressément à Dupleix de le nommer gouverneur ou commandant général de nos nouvelles provinces par un acte régulier. Sans doute il n'entendait pas se

passer du concours de Moracin ou lui imposer une sujétion humiliante ; il acceptait parfaitement que, tant qu'il serait lui-même à Aurengabad ou bien lorsqu'il viendrait à Pondichéry, Moracin tint sa place et exerçât le pouvoir avec une grande liberté d'allure, mais, même alors, Bussy estimait nécessaire au succès de sa politique qu'il continuât de paraître aux yeux de tous le maître de la situation.

Intervenait enfin une raison de sentiment beaucoup plus discrète. Il n'avait pas renoncé à épouser Chonchon, et nous apprenons par une de ses lettres que si ce mariage devait avoir lieu et si on lui donnait le titre qu'il demandait, il ne quitterait l'Inde qu'avec Dupleix. Le lien familial qui les unirait accroîtrait encore son prestige et son influence auprès du soubab.

Dupleix trouva fort convenable que Bussy eut préféré des provinces à de l'argent au lendemain de son retour à Aurengabad. C'était pour lui une grande gloire et pour l'État un immense avantage. « Je ferai tous mes efforts pour que l'on en soit perduadé, mais, ajoutait-il avec une certaine tristesse, je n'aurai pas moins de peine à réussir que pour tout ce que nous avons déjà acquis. » Il doutait que la Compagnie fut sensible à l'acquisition de ces nouvelles concessions.

Malgré toute la joie qu'il ressentait de ce succès, Dupleix feignit néanmoins en public de le considérer comme sans importance et il ne lui fit pas l'honneur d'un seul coup de canon. Comme Bussy, il estimait qu'autant valait ne pas surexciter la jalousie des Anglais au moment même où il allait négocier avec eux à Sadras pour le rétablissement de la paix entre les deux nations ».

« J'ai affecté, écrivait-il à Bussy le 16 janvier 1754, de dire que cette affaire ne regardait qu'indirectement la nation et que ces provinces restaient toujours sous la domination du nabab du Décan et que leurs revenus n'étaient destinés qu'à l'entretien de votre armée et que vous auriez la direction de ces provinces sans aucune relation avec la nation, que vous étiez dans ce cas officier du Mogol et que c'était à vous à gérer ces provinces pour recevoir les fonds et que les Maures auraient toujours le gouvernement comme vos naïbs dans ces provinces ; en conséquence j'ai donné les ordres à

M. Moracin de suivre autant qu'il sera possible les ordres que vous lui donnerez pour le gouvernement de ces provinces. »

Mais tout en se félicitant de l'acquisition des circars, Dupleix ne comprenait pas que Bussy les eut fait mettre à son nom et, par lettre du 28 février, il le désapprouva formellement d'avoir fait insérer cette condition. Comme il résultait d'autre part des lettres de Bussy et de certaines conversations privées que celui-ci avait l'intention d'aller lui-même prendre possession des circars et laisser pendant quelques mois Salabet j. sous la simple garde d'un détachement français de 100 à 150 blancs et d'un millier de cipayes, Dupleix désapprouva plus nettement encore cette idée, en représentant que ce serait renouveler les errements de l'année précédente où tout avait failli être compromis par le départ de Bussy ; puisqu'aussi bien Moracin était déjà à la côte, il pouvait prendre possession de nos nouvelles provinces et se charger ensuite de leur administration, sans que Bussy fut obligé de se déranger : Moracin se conformerait aux indications qui lui seraient envoyées du Décan.

Mis directement en cause, Bussy répliqua avec beaucoup de vivacité, et non seulement il défendit son œuvre, mais il revendiqua encore le droit de diriger seul la politique du Décan comme il l'entendrait. Dupleix ne lui avait-il pas donné carte blanche ! il entendait en user. Mais nous préférons sur ce point essentiel comme sur quelques autres lui laisser la parole ; ses déclarations valent mieux que tout commentaire. (*Lettre du 11-22 avril*) :

En préparant la cession des circars, « je me suis appuyé sur la connaissance pratique que je puis dire avoir seul, parce que je suis le seul qui en ait fait une étude et qui y ait donné une application constante pendant près de quatre ans. Toutes les conjectures ne prévaudront point contre les faits... »

Bussy entreprenait ensuite de justifier sa politique. Salabet j. aujourd'hui soubab, pouvait cesser de l'être demain. « Ce n'est donc pas à lui personnellement que nous devons nous attacher, mais à celui qui se trouvera le maître du pays, n'eût-il d'autre titre que celui qui vient du bizarre caprice de la fortune. Le vrai moyen de tout perdre c'est de suivre le faux système de s'attacher

précisément à la personne de Salabet j... » Ce principe incontestable une fois établi et reconnu, c'est une chimère de vouloir prétendre soutenir Salabet j. envers et contre tous et une espèce de folie de vouloir s'oppposer seuls au torrent de la révolution. Or cette révolution se préparait, il n'y avait d'incertain que le temps ; les firmans de l'empereur ne l'empêcheraient pas. Malgré ces firmans l'empereur peut parfaitement nommer un autre soubab. Le jour où cette révolution éclatera, il faudra, si nous ne voulons être dupes, être prêts à marcher comme les autres jaguirdars du Décan.

Il est possible que cette révolution n'éclate pas avant un an. Est-il nécessaire que durant ce temps, les Français passent la saison des pluies dans le Décan auprès de Salabet j. ? Cela était bon, quand ils étaient mercenaires, mais aujourd'hui qu'ils sont autre chose que de simples gardes du soubab, puisqu'ils sont devenus jaguirdars, il n'est plus possible de les congédier. Ils se feront mieux désirer et craindre dans leurs terres qu'en restant à Aurengabad. Lorsqu'ils reviendront en cette ville, l'hivernage terminé, ils ne seront pas dans la même situation que l'année précédente, où, les payant comme mercenaires, on pouvait leur dire de ne pas revenir.

Les conditions dans lesquelles les circars nous ont été cédés sont les mêmes que celles qui sont faites aux autres jaguirdars ou mensebdars, savoir : entretenir un corps de troupes auprès du soubab quel qu'il fût pour le suivre en campagne. Salabet j. ne peut nous inquiéter que dans le cas où nous refuserions de lui envoyer des troupes. « Il faudrait des volumes, disait Bussy, pour vous mettre au courant de quantités de coutumes que vous ignorez et sur lesquelles, quoi qu'on puisse dire, il faut se modeler... Les intérêts du Mogol et de son vice-roi dans le Décan que vous me proposez sont de beaux termes pour l'Europe, mais de vous à moi, Monsieur, il n'est pas difficile de les réduire à leur juste valeur. » Dans le système qui consiste à soutenir envers et contre tout Salabet j., alors qu'un autre soubab peut être désigné par le Mogol, et de rester auprès de lui avec toutes nos forces, on risque de se laisser « enfourner dans Aurengabad ».

Ici Bussy devenait légèrement agressif ; il critiquait la politique suivie dans le Carnatic et terminait en laissant entendre que si Dupleix ne modifiait pas son point de vue, le manque d'argent obligerait quand même l'armée du Décan à descendre à la côte pour aller en chercher. Citons textuellement :

« Depuis quatre ans que je suis le maître de mes opérations, j'ai toujours pris le parti le plus convenable. Si aujourd'hui elles

dépendent de vos ordres, que je me ferai toujours un devoir de suivre exactement, mais que l'éloignement empêche de juger avec connaissance de cause, je vous assure, Monsieur, que nous ferons de mauvaise besogne...

« Chanavas kh. m'a prévenu qu'il ne voulait plus se mêler des affaires du Carnatic ; je vous en dis autant pour moi. Ainsi, Monsieur, vous ferez ce qu'il vous plaira. Je dirai seulement en passant que le dessein que vous avez de remettre Trichinopoly aux Maïssouriens, achèvera de nous rendre odieux et le nabab n'en tirera jamais le profit que vous vous imaginez...

« Je finis en vous assurant que quand mon projet devrait avoir les plus fâcheuses suites — ce qui n'arrivera pas — je me trouve forcé à le suivre ; ainsi, laissant à côté tout autre motif, la disette où je me trouve est le seul que je considère... Tout cela mûrement pesé, vous ne pouvez pas trouver mauvais que je refuse de m'engager dans un semblable labyrinthe pour la prochaine campagne et parce que mon zèle est toujours le même, je prends les moyens sûrs et efficaces pour mettre toutes choses dans l'ordre et les conduire à leur perfection, ce que je pourrais me flatter d'avoir fait. » (*B. N.* 9158. — *Lettre à Dupleix des* 11-22 *avril*).

Le ton si libre et si dégagé de cette lettre se fit presque menaçant quelques jours après. Le temps passait, l'argent ne rentrait pas et l'impatience de Bussy grandissait. Le 5 mai, il se déclara résolu de prendre possession de nos nouvelles provinces, *malgré les oppositions que Dupleix pourrait y faire, dut-il en résulter les plus grands malheurs.* Impossible de prendre un autre parti. Si Dupleix désirait qu'il continuât à gérer les affaires, il devait lui envoyer sans tarder des pleins pouvoirs sans restrictions aucunes, avec la commission de commandant. Bussy s'engageait au surplus à ne rien changer à ce qu'aurait fait Moracin, mais il ne voulait pas d'autre supérieur que Dupleix. (*B. N.* 9.158).

Dupleix n'avait pas attendu cette espèce de sommation pour donner satisfaction à Bussy. Après avoir examiné de plus près ses premiers arguments, il avait compris que Bussy avait eu raison d'agir en son nom personnel autant pour fortifier son autorité auprès du soubab que pour mieux masquer le caractère de la cession aux yeux des étrangers, et par lettre du 20 avril, correspondant à peu de jours près à celle qu'il

allait recevoir, il avait déjà ratifié les faits accomplis et investi Bussy du titre de commandant en chef des armées du Décan. Il désirait seulement que les provinces cédées tombassent en réalité dans la dépendance du roi et de la Compagnie, que Bussy ne se considérât pas comme en droit de se les approprier et qu'il n'en eût le gouvernement qu'autant qu'il serait à la tête de nos troupes dans le Décan. En ce qui concernait les étrangers, il désirait encore que pour un certain temps Bussy ne se prévalut pas de son nouveau titre de commandant en chef, ce titre ne devant avoir de valeur que pour les Indiens. Dans les rapports qu'il pourrait avoir avec les Anglais et les Hollandais pour nos nouvelles provinces, Bussy n'agirait qu'au nom du soubab et du Mogol.

« Vous ne devez faire usage (de ce titre) qu'auprès des Français et il faut que les étrangers ne connaissent en vous que les pouvoirs que vous tenez de Salabet j. et du Mogol et que les troupes noires et blanches que vous commandez soient directement ainsi que vous de la dépendance du nabab. Il ne convient même pas que vous fassiez connaître aux Maures que vous avez reçu cette patente, mais que vous vous contentiez de leur dire que j'ai ratifié tout ce que le nabab avait fait tant pour vous que pour la subsistance des troupes dont je vous chargeais du recouvrement et, en votre absence, le commandant de Mazulipatam qui sera dans ce cas comme votre procureur. Il convient de toute façon que l'étranger puisse se persuader que nous n'avons d'autre intérêt dans la possession de ces terres que celui de la solde de nos troupes et que ce n'est qu'au nom du nabab que vous les recouvrez [1]. » (*B. N.* 9159).

Si Dupleix avait aisément transigé sur les conditions de la

1. Antérieurement, dans une lettre du 27 décembre, adressée à Moracin, Dupleix avait ainsi défini les rapports commerciaux que nous pourrions avoir désormais dans nos nouvelles provinces avec les Anglais et les Hollandais. En principe rien ne devait être changé :

« Je suis bien aise de vous dire que vous donniez des ordres bien sévères pour que les Anglais et les Hollandais ne soient du tout point inquiétés dans leur commerce. Vous les laisserez jouir des mêmes privilèges que sous les Maures, mais vous aurez une sérieuse attention à ce qu'ils ne fassent aucune fortification dans les endroits qu'ils occupent pour leur commerce. Vous leur ferez part de ce que je vous marque pour leurs privilèges et qu'ils trouveront chez vous toute la protection qu'ils peuvent désirer pour la sûreté de leur commerce. » (*A. V.* 3756).

cession des circars, il lui fut plus pénible de consentir à ce que Bussy abandonnât même momentanément son poste de confiance auprès du soubab. Trois fois au moins, par lettres des 10 et 15 mars et 28 avril, il le pria de ne pas descendre à la côte, où Moracin pouvait le suppléer ; en quelque lieu qu'il allât, il fallait qu'il restât toujours à portée de joindre le nabab rapidement. Si nonobstant ces avis plutôt que ces ordres, Bussy donnait suite à ses projets, il importait qu'il laissât auprès du soubab la majeure partie de ses troupes et ne vînt lui-même dans les circars qu'avec des forces très réduites : les cipayes d'Ibrahim kh. et les soldats de Dugrez n'étaient-ils pas là pour lui prêter main forte ? A la fin cependant Dupleix céda complètement et le 28 avril, il envisageait que Bussy se rencontrerait prochainement à Bezoara avec Moracin. Il ne connaissait pas encore à ce moment l'espèce d'ultimatum qu'il allait recevoir ; la concession qu'il fit fut donc toute gracieuse et inspirée du plus grand esprit de conciliation.

Rapports de Bussy et de Moracin. — Bussy ne partit cependant pour la côte que deux mois plus tard. En dehors de l'opposition de Dupleix, le malentendu avec Moracin, auquel nous avons fait plus haut allusion, puis une guerre avec Ragogy Bonsla l'avaient contre son gré retenu à Aurengabad.

Lorsqu'il sut dans quelles conditions les circars nous avaient été cédés, Moracin eut comme Dupleix la sensation que Bussy n'avait travaillé que dans son propre intérêt et il le soupçonna d'avoir retiré de l'accord d'Aurengabad quelque profit particulier : des indications fort vagues de la correspondance de Dupleix permettent également de le supposer. Quoiqu'il en soit, Moracin se demanda pourquoi lui aussi ne bénéficierait pas de certains avantages. N'était-ce pas lui qui devait recueillir la moisson dont Bussy avait semé les graines ? Il fit le calcul que le développement de nos intérêts à la côte, le va-et-vient des officiers, le mouvement général du personnel accroîtraient ses frais par le train de vie nouveau qu'il serait obligé d'adopter et très franchement il demanda à Bussy par lettre du 17 décembre qu'en raison de ces charges il lui fut alloué sur la masse

des revenus des quatre provinces 20.000 rs. une fois payés et pour ses dépenses courantes 2.000 rs. par mois, sinon il lui serait impossible de faire face à ses besoins et il demanderait à être relevé de ses fonctions au mois de mars [1].

Bussy approuva les raisons invoquées par Moracin. Ce ne fut donc pas cet incident qui créa entre eux un malentendu ; ce fut plutôt leur divergence de vues au sujet de la convention elle-même et de l'attribution des fermages, puis vint la question plus angoissante de l'argent.

En ce qui concernait la cession, les termes tout personnels de l'accord parurent tels à Moracin qu'il crut n'avoir plus rien à faire dans ces nouvelles provinces. C'est ce qu'il laissa entendre à Bussy en ajoutant que s'il allait en prendre possession, les Anglais et les Hollandais seraient autorisés à croire que désormais ces provinces étaient nôtres ; ce serait les encourager à s'entendre avec les paliagars pour nous chasser du pays. Autre raison non moins grave : si par malheur Moracin s'aventurait dans les circars, il risquait pendant ce temps d'être attaqué à Mazulipatam. Avec quoi pourrait-il se défendre ?

Bussy releva ce langage avec une certaine vivacité.

Si l'on n'était pas disposé à aller jusqu'au bout, fit-il savoir à Moracin le 3 février, il n'eut pas fallu l'engager dans cette affaire. Maintenant on ne pouvait plus reculer :

« ... Il serait assez singulier que nous ne puissions pas nous emparer d'un pays qu'on nous donne, sans la permission des Anglais... Si l'on craint les menées des Anglais et des Hollandais il ne fallait pas demander ces provinces ; on devait bien s'attendre à ce que l'acquisition de pareils domaines exciterait quelques

1. C'est à ce propos que Dupleix posa à Moracin les questions suivantes par lettre du 27 décembre : « Avant que de vous dire mon sentiment sur les dédommagements que vous souhaitez pour vos dépenses, vous eussiez dû me dire quels sont ces bénéfices particuliers que Bussy veut partager avec vous. Ce partage de sa part a quelque lieu de m'étonner ; je le croyais rassasié et ses dernières lettres ne me parlaient que d'un parfait désintéressement. Je n'y serai plus attrapé. Dites-moi, mon cher neveu, en quoi peuvent consister ces bénéfices, afin que je puisse décider en connaissance de cause sur vos demandes que je trouve justes. Parlez-moi franchement ; c'est tout ce que je demande, je ferai le reste. » (*A. V.* 3.756). — Nous n'avons pas la réponse de Moracin.

rumeurs. Mais que feront ces rumeurs ? Il faut les dissiper ou par la force ou par la négociation. Je le répète, c'est au nom des Français qu'il faut en prendre possession et non au mien. Je suis ici au nom de la Nation et tout ce que je fais est en son nom et pour elle. » (*B. N.* 9158).

Moracin répondit à Bussy qu'il n'avait jamais jeté le manche après la cognée ; il avait seulement considéré qu'il y avait tout intérêt à ôter à notre prise de possession le nom ou même les apparences d'une affaire propre à la nation. Les Anglais, disait-il, s'étaient remués activement aussitôt qu'ils l'avaient connue ; le chef d'Ingeram avait déclaré qu'il périrait plutôt que de nous voir en possession des circars. Ils avaient fait tous leurs efforts pour réconcilier Jaffer Ali et Viziam Raja. Moracin avait été assez heureux pour empêcher cette liaison. Lorsqu'on serait bien ancré dans la province, on répondrait aux Anglais : Je règne, il n'est plus temps d'examiner nos droits.

« En vérité, mon cher ami, concluait Moracin, vous vous faites vis-à-vis des Anglais une délicatesse bien hors de place. Ils ne seront jamais susceptibles d'une pareille, lorsqu'elle pourra nuire à leurs intérêts ou à leur agrandissement. Il était de la dernière conséquence de les empêcher par quelque moyen que ce put être de mettre le nez dans cette affaire. Je vous avoue que je serais flatté qu'ils se plaignissent que je les ai trompés. Comme les Anglais sont trop arrogants pour convenir qu'on soit capable de les éconduire dans le maniement des affaires en tout genre, ils traitent de supercherie toute manœuvre qu'ils n'ont pas prévue et qui les met à l'écart. » (*B. N.* 9160, *p.* 41-42).

L'attribution des fermages fut un autre motif de froideur entre Moracin et Bussy. Avant l'accord d'Haïderabad du mois de septembre, celui-là s'était engagé à fond avec Viziam Raja pour la province de Chicacol, or Bussy paraissait absolument hostile à cette combinaison ; maintenant c'était lui qui parlait en maître. Moracin fut assez heureux pour ramener Bussy à son opinion et il obtint d'avoir carte blanche pour traiter les affaires de fermage en attendant que Bussy put les régler lui-même sur place.

Cependant Moracin s'était plaint à Dupleix de voir ses intentions mal comprises. Rien ne gênait plus Dupleix que

d'avoir à prendre parti entre son neveu et l'homme à qui il devait toute sa gloire et, malgré les revers du Carnatic, le maintien de son prestige. Loin d'entretenir entre eux la division, il s'efforça de les concilier et il répondit une première fois à Moracin le 9 mars :

« Il faut pardonner à Bussy. Le zèle et l'embarras où il se trouve pour l'argent le gênent sans doute ; il vous rendra justice quand il saura tout ce que vous avez fait. Il voit les choses d'un peu loin et souhaiterait que tout allât aussi facilement qu'il a eu le bonheur de réussir. »

Sur ces entrefaites, Bussy obtint le titre de commandant de nos nouvelles provinces. Moracin qui l'avait peut-être désiré pour son compte se montra quelque peu contrarié et il fallut encore une fois que Dupleix calmât ses blessures d'amour-propre par une apologie fort nette des services de Bussy.

« Vous êtes amis, Bussy et vous, lui écrivit-il le 28 avril, et tous les deux vous m'êtes chers ; en voilà autant qu'il faut pour que vous ayez l'un pour l'autre les égards que vous vous devez réciproquement. N'oubliez jamais les obligations que la nation doit à un grand homme. Rendez-lui la justice qu'il mérite. Vous devez, à ce que je crois, lui accorder une certaine expérience que vous n'avez encore pu acquérir et qui aurait pu vous éviter certaines alarmes que vous avez prises un peu trop chaudement. Tous les deux vous êtes portés pour le bien public de la patrie. Que ce soit toujours votre but à tous les deux et vous vous passerez vos vivacités réciproques. » (*A. V.* 3756).

Dupleix priait enfin Moracin de se conformer aux instructions de Bussy et de le consulter sur les faits essentiels aussi bien quand il serait dans le Décan que lorsqu'il viendrait à la côte.

Il était temps que Dupleix réglât la situation respective des deux antagonistes. Si Moracin se plaignait de voir ses intentions dénaturées, Bussy n'était pas moins mécontent. De qui dépendait-il ? de Dupleix ou de Moracin ? Si c'était de Moracin, il priait qu'on envoyât immédiatement quelqu'un pour le remplacer ; les choses ne marcheront pas, si l'on ne s'en rapporte pas à ce qu'il dit et à ce qu'il fait.

« Je me suis sacrifié jusqu'ici pour la gloire et les intérêts de ma patrie, écrivit-il à Dupleix le 5 mai. Six mois après ma sortie de Pondichéry, ma fortune était au point où elle est aujourd'hui et quoiqu'il se soit présenté bien des circonstances depuis, où j'eus pu l'augmenter, je n'en ai rien fait. Ce n'est donc pas ce motif qui m'a fait rentrer dans le Décan et, quand il m'aurait guidé, la connaissance que j'avais du délabrement des affaires m'eut fait perdre toutes espérances à cet égard. Je vous en ai prévenu lors de mon départ de Mazulipatam ; aussi, depuis ce temps je puis vous en donner des preuves, puisque je n'ai exigé ni ne me suis porté sur les états pour aucuns appointements. Je n'ai demandé que ma dépense que j'ai diminuée autant que j'ai pu [1]... J'ai été obligé de vendre ce que j'avais de joyaux et d'étoffes du pays avec moi, ce qui a formé la somme de 38.000 rs., qui a servi à la subsistance des troupes ; je me suis fait caution pour les sommes que j'ai empruntées ailleurs chez les saucars... Je ne trouverais pas cette année 10.000 rs., aurais-je des sommes immenses d'effets à mettre en gage. A tous ces sacrifices je suis prêt d'en faire un qui ne souffre point de parallèle avec ceux dont je viens de parler ; c'est celui du don que Madame la Marquise m'a fait de ce qu'elle a de plus cher, (Mlle Chonchon) auquel vous avez donné votre approbation, dont vous et Madame différez la conclusion pour le bien des affaires. Je ferai à cet égard ce que vous souhaiterez l'un et l'autre, mais mon apparition à Pondichéry est nécessaire. » (*B. N.* 9158).

La crise d'autorité provoquée par la cession des circars et les rivalités qui en résultèrent se trouva close par la lettre de Dupleix du 28 avril. Chacun des antagonistes se trouva à sa place normale, mais tout l'avantage restait à Bussy. C'était sa volonté qui avait triomphé partout et Dupleix lui-même après avoir combattu ses desseins avait fini par les accepter. Maintenant, sous les dehors respectueux de l'obéissance et de la foi, le pouvoir du commandant français dans le Décan confinait à une réelle indépendance.

Difficultés financières de Bussy. — Rien n'empêchait plus Moracin et Bussy de s'entendre sans réserve, comme de bons amis qu'ils étaient la veille ; mais, ainsi que l'expliquait fort

1. D'après Moracin, l'entretien de la maison de Bussy lui coûtait 15.000 rs. par mois (*B. N.* 9160, *p.* 33-36).

justement Dupleix en sa lettre du 9 mars, une autre question plus grave encore que les précédentes, celle de l'argent, les divisait depuis l'origine et les divisait alors plus que jamais.

Au lendemain du paravana qui lui avait donné les circars pour l'entretien de nos troupes, Bussy s'était trouvé en fait sans ressources, puisque les rescriptions sur les fermiers étaient tombées du même coup. Or c'était une somme minimum de 200 à 210.000 rs. qu'il lui fallait tous les mois. Après les garanties que nous venions d'obtenir, il y avait quelque mauvaise grâce et peut-être quelque imprudence à solliciter de nouveaux subsides. Chanavas kh., pressenti à cet égard, laissa entendre à Bussy qu'il trouverait à la côte ce qui lui était dû, mais rien à Aurengabad. Pour subvenir aux besoins les plus urgents, Bussy avait vendu 38.000 rs. de joyaux ou d'étoffes reçus en présent de divers seigneurs maures. Mais ce n'étaient là que des moyens de fortune ; en dehors des emprunts aux banquiers toujours fort onéreux et qu'il fallait ensuite traîner comme une chaîne, Bussy ne pouvait espérer d'autres fonds que ceux qui lui seraient envoyés par Dupleix ou Moracin. Le premier n'en avait pas ; restait le second. Par lettre du 10 janvier 1754, Dupleix le pria de faire tout ce qui dépendait de lui pour faire passer à Bussy le plus d'argent qu'il pourrait et le 27 il fixa la somme à un lak par mois.

Si Moracin avait eu des fonds disponibles, il se serait sans doute prêté à exécuter ces instructions, mais il n'avait encore rien touché pour la ferme des nouvelles provinces et il ne pouvait disposer des revenus des anciennes sans les ordres de Dupleix : ces revenus appartenant à la Compagnie. Il était aisé de décider qu'on donnerait à Bussy un lak tous les mois ; encore fallait-il le trouver, et l'on ne trouva rien ni en février ni en mars. En avril, Moracin reçut enfin trois laks de Viziam Raja pour les fermes de Chicacol et de Rajamandry ; il en donna deux pour l'entretien de l'armée d'occupation des nouvelles provinces et envoya le troisième à Bussy, qui le reçut le 17 mai.

On comprendra aisément l'impatience de Bussy durant tous ces retards ; il était obligé de contenir ses troupes qui mena-

çaient à chaque instant de se soulever ou de déserter et de fait pendant quelque temps on ne compta pas moins de dix désertions par jour. Dupleix lui-même ne concevait pas comment Bussy pouvait se maintenir au milieu de telles difficultés. Aussi ne cessait-il d'exciter le zèle de Moracin en lui représentant que tout retard dans l'envoi des fonds entraînerait la désertion générale de nos troupes et ce serait alors la fin de notre domination dans le Décan, mais il ne consentait toujours pas à se dessaisir des revenus de Condavir.

Que pouvait faire Bussy sans argent ? Le 11 avril, il envoya à Dupleix un compte de ses recettes et de ses dépenses, d'où il résultait que depuis le 1er septembre 1753, date à laquelle on lui fournit des rescriptions sur les fermiers, il avait reçu :

de Dupleix	100.000 rs.
des fermiers par la voie de Dugrez	122.000 rs.
de Mazulipatam	42.000 rs.
d'Aurengabad et d'Haïderabad	200.000 rs.
de Calender kh. et de ses amis par emprunts successifs	519.638 rs.
total	983.638 rs.

avec un débours jusqu'au 15 avril de	983.000 rs.
dont pour la dépense de l'armée jusqu'au départ d'Ibrahim	244.986 rs.
et depuis son départ, en déterminant les cipayes à se contenter de rescriptions pour moitié de leur solde, par mois [1] :	150.950 rs.

1. Antérieurement à cette date, Bussy avait, le 15 juin 1753, au moment de son arrivée à Haïderabad, emprunté aux saucars :

pour compléter la paie du mois de juillet	15.769 rs.
« celle d'août	44.213 rs.
« celle de septembre	2.251 rs.
pour le mois d'avril et mai et 15 jours de juin au détachement d'Aurengabad,	32.512 rs.
pour l'intérêt de deux mois et demi de ces dernières sommes	255 rs.
Total	100.000 rs.

Le 26 août suivant, il tira sur Mazulipatam une lettre de change de 80.000 rs. pour payer un arriéré de solde à ses troupes : 7.300 pour le mois d'avril et 72.700 pour le mois de mai. (*B. N.* 9158, p. 176-177).

Le mois suivant, la situation ne s'était pas améliorée. Dans un nouveau compte adressé à Dupleix le 15 mai, Bussy exposa qu'il lui fallait pourvoir aux nécessités suivantes, actuelles ou prochaines :

rembourser à différents seigneurs du Décan	600.000 rs.
rembourser aux marchands	300.000 rs.
trois mois et demi de solde aux officiers et des emprunts faits à quelques particuliers,	100.000 rs.
neuf mois et demi de solde aux cipayes	400.000 rs.
entretien du détachement de blancs auprès du soubab	100.000 rs.
pour celle à Mazulipatam, deux mois et demi de solde	400.000 rs.
pour quatre mois d'hivernage sur nos terres	400.000 rs.
total	23 laks.

Bussy ne voyait qu'un moyen de sortir de cette situation, c'était de mettre à sa disposition pour cette année les revenus de Mazulipatam et de Condavir. La Compagnie serait amplement dédommagée de cette avance par les profits qu'elle ferait sur nos nouvelles concessions. Mais si l'on prétendait séparer les affaires de la nation de celle qu'il conduisait actuellement, ce ne serait pas le moyen de les mener à bonne fin. Lorsqu'on avait fait l'acquisition des nouvelles provinces, il eut fallu songer davantage à la subsistance de l'armée ; on n'y a pas apporté toute l'attention nécessaire ; tous les embarras actuels viennent de là. Aussi Bussy demandait-il encore une fois qu'on le laissât maître de ses opérations ; autrement tout l'édifice croulerait. On n'était pas en Europe, où l'on doit se conduire d'après certaines formes et certains réglements ; dans l'Inde tout cela ne servait à rien ; « la force seule (y) fait le bon droit ; quand on l'a, on a tout, sinon on ne tient rien... Il est inutile de se monter sur de grands mots et de grands sentiments ; avec cette nation ce serait le vrai moyen de ruiner toutes les affaires. (*B. N.* 9158).

De guerre lasse, Bussy s'était décidé à envoyer à Mazulipatam le P. Monjustin, aumônier de l'armée, pour s'entendre

avec Moracin au sujet des paiements promis et annoncés par Dupleix, lorsqu'arriva le 17 mai le premier versement de 100.000 rs. Ce fut une première lueur dans un ciel assombri ; il n'en fallut pas davantage pour que Bussy reprit confiance et la lueur en effet s'agrandit. Le mois suivant, Dupleix autorisait provisoirement Moracin à prélever sur les revenus de Condavir les sommes nécessaires à l'entretien de nos troupes. Mais déjà à ce moment, Bussy, autorisé par Dupleix, était descendu à la côte, non pour y effectuer une prise de possession déjà réalisée par Ibrahim et par Moracin mais pour y assurer lui-même le recouvrement des sommes dont il avait besoin et qui ne rentraient pas, par suite d'un certain flottement dans la direction des affaires.

Anticipons un peu sur les événements et continuons d'examiner les comptes de notre armée jusqu'au jour où Godeheu arriva dans l'Inde : ce n'est plus qu'une période de deux mois à courir. Tous les éléments d'information nous sont encore fournis par une lettre que Bussy adressa d'Ellore à Dupleix le 5 août suivant.

Arrivé à Bezoara, le commandant constata que l'une des causes qui avaient concouru à rendre nos domaines infructueux était que leur acquisition avait été considérée avec une sorte d'indifférence sinon par Moracin du moins par ses agents et qu'ils avaient donné peu de soin à la rentrée des revenus, dont les zemidars s'étaient emparés en partie, sans être inquiétés. D'autre part il était dû cinq mois de solde à l'armée d'Ibrahim et l'on avait rien retiré des provinces d'Ellore et de Moustafanagar données le 16 avril à Ibrahim et qui lui avaient été reprises presque aussitôt pour les attribuer à Assenalybeck, ancien divan de Néametoulla kh, puis de Jaffer Ali et présentement fermier de Condavir. Quant à Viziam Raja, il n'avait rien donné en dehors des trois laks versés pour obtenir les fermes unies de Chicacol et de Rajamandry.

Dressant alors l'état des dépenses de son armée et celui de ses dettes depuis le 1er septembre 1753 jusqu'en novembre 1754, Bussy arrivait aux chiffres suivants, où ne figure ni la solde des Européens ni la dépense de l'artillerie.

Dettes à payer et dépenses de l'armée :

à Ibrahim pour six mois, à raison de 50.000 rs. par mois	300.000 rs.
aux troupes noires que Bussy avait amenées avec lui et à celles restées à Aurengabad,	328.000 rs.
emprunts contractés dans le Décan dont Bussy s'était porté caution avec Calender kh,	486.225 rs.
dû aux marchands, zemidars, etc,	300.000 rs.
solde entière de l'armée pendant trois mois d'hivernage à la côte à 210.500 rs. par mois	631.500 rs.
	2.045.725 rs.

Sur les 426.225 rs. d'emprunt, 170.000 seuls étaient actuellement exigibles. Le reste pouvait n'être remboursé que dans un an ou deux.

Pour acquitter ces dépenses, il était dû pour affermages par :

Assenalybeck	85.000 rs.
Charmale	100.000 rs.
Vinkatram Raja, fermiers de six paraganas,	170.000 rs.
et enfin Viziam Raja, environ	700.000 rs.
total	1.055.000 rs

Encore ne devait-on compter actuellement que sur un lak de Viziam Raja.

Les dépenses de l'armée montaient à 210.500 rs. par mois, mais comme Bussy avait réduit les cipayes à la demi-solde, ils ne touchaient que 65.233 rs. au lieu de 130.466. La paie restée entière des Européens était évaluée à 46.500 rs., et la nourriture des animaux et autres frais à 30.000, ce qui ne faisait plus par mois qu'une somme totale de 141.733 rs. Étant donné les incertitudes de recouvrement des revenus, Bussy ne voyait pas d'autre moyen de mettre les affaires sur un pied solide que par un nouvel abandon des droits de Condavir pour l'année 1755.

L'horizon, quoique fort embrumé encore, risquait néanmoins de s'éclaircir rapidement par l'arrivée de Bussy. Outre l'autorité personnelle dont il disposait pour triompher de toutes les résistances ou faire cesser les querelles inutiles, le moment des premières épreuves était passé et l'on pouvait très légitimement espérer entrer dans une période de calme et d'organisation, au cours de laquelle tout s'arrangerait au mieux des intérêts de l'armée, du commerce et de l'administration. Dans l'Inde plus qu'ailleurs, les pouvoirs forts rétablissent aisément les situations même les plus désespérées.

Prise de possession des circars par Check Ibrahim et Dugrez. — Après cet exposé des difficultés politiques, administratives et financières dans lesquelles Bussy se trouva embarrassé au lendemain de la cession des circars, il nous faut revenir au récit des événements eux-mêmes qui s'accomplirent jusqu'à l'arrivée de Godeheu.

Si Bussy avait été libre de ses mouvements, il serait descendu à la côte au lendemain même de la cession des circars, mais, outre les motifs que nous venons d'indiquer, il était moralement tenu de rester auprès du soubab jusqu'à ce que celui-ci prit ses quartiers d'hiver, c'est-à-dire vers le mois d'avril. Il eut alors fait comme les autres jaguirdars de l'État qui quittaient le soubab pour rentrer dans leurs terres et revenaient à l'automne lorsqu'on avait de nouveau besoin d'eux pour faire rentrer les contributions à main armée. Seulement, tandis que les jaguirdars partaient avec tout leur monde, ne laissant auprès du soubab qu'un simple vaquil, Bussy était résolu à laisser auprès de lui tout un détachement avec un officier, — et il avait déjà destiné le poste à Dioré, un capitaine récemment arrivé des Iles. Par cette retraite annuelle, conforme aux usages des Maures, Bussy comptait habituer peu à peu le soubab à se passer de notre présence et un jour viendrait où nous ne remonterions pas à l'intérieur. La prise de possession de nos domaines serait pour nous le motif de la première séparation. Ainsi, par une combinaison quelque peu machiavélique, se conciliait dans l'esprit de Bussy l'idée en apparence

paradoxale d'abandonner le Décan à ses destinées, sans cesser cependant d'y dominer. Par la côte, on tiendrait le reste du pays.

Ne pouvant venir lui-même prendre possession des circars, Bussy envoya à sa place au début de février un de ses lieutenants les plus fidèles, le chef des cipayes Chek Ibrahim, avec 2186 cipayes et 674 cavaliers. Dugrez le suivit quelques jours plus tard avec 150 blancs. Ibrahim devait se tenir à la disposition de Moracin pour toutes opérations nécessaires ; toutefois il lui fut recommandé de n'agir qu'avec ses propres troupes sans jamais employer d'Européens. On voulait ainsi éviter de donner aux Anglais le moindre prétexte d'intervenir soit seuls soit avec le concours des paliagars. Nos français resteraient en réserve dans la région de Mazulipatam où nous avions tous les droits. A son arrivée (17 février), Ibrahim reçut de Moracin un renfort de 500 cavaliers, 150 caïtoquiers et 200 cipayes, ce qui porta ses effectifs à 3.710 hommes.

La situation était à ce moment des plus confuses. Moracin continuant à se débattre au milieu de la politique contradictoire qu'il avait lui-même préconisée, la modifiait chaque jour suivant les succès ou les revers de Jaffer Ali et de Viziam Raja. Au début de décembre, il était entré en pourparlers avec Viziam Raja, en lui donnant à entendre que non seulement on lui laisserait Chicacol, mais qu'on lui cèderait aussi Rajamandy, s'il consentait à nous payer un lak d'avance ; pour la ferme elle-même on lui demanderait 9 à 10 laks la première année. Lorsqu'il connut d'une façon certaine la cession des circars, Jaffer Ali comprit qu'il ne resterait pas fermier de la province et il s'apprêta à nous disputer l'entrée du pays avec 4.000 cavaliers et 30.000 pions. Lasker kh. lui conseillait en secret la résistance, lui disait d'imiter la conduite de Mahamet Ali dans le Carnatic, et lui recommandait de s'entendre coûte que coûte avec Viziam Raja pour nous barrer le chemin. Au grand désespoir de Moracin, celui-ci écoutait ces propositions sans rien accepter ni rejeter. Les Anglais et les Hollandais appuyaient naturellement Jaffer Ali et le chef de Nelepelly lui fit passer quelques soldats. Au milieu de ces incertitudes l'anarchie la plus com-

plète régnait dans le pays ; ni l'autorité du soubab ni celle de Bussy ne faisaient impression nulle part ; personne ne tenait compte des ordres reçus. Les fermiers et les zémidars de la veille, se doutant que leur règne allait finir, profitaient de l'absence de l'autorité nouvelle pour faire argent de tout : on coupait les grains à peine murs et on les vendait à n'importe quel prix. La misère risquait ainsi de s'abattre sur le pays.

En envoyant Ibrahim kh. et Dugrez à la côte avec quelques forces, Bussy ne doutait pas un instant qu'il dût amener la pacification du pays, mais en recourant aux négociations plutôt qu'à la force.

« J'ai pour moi, écrivait-il à Dupleix le 7 février, une réputation contre laquelle ce qui s'appelle gens du pays ne tiendront point ; quoique cela serve partout, ici plus qu'ailleurs on en fait usage et c'est presque toujours par là qu'on réussit. » Et il ajoutait le 26 février : « Il faudrait connaître l'étendue de la négociation, la délicatesse des affaires dont j'ai été chargé depuis que je suis entré dans le ministère des Maures pour convenir des peines que j'ai eues et être en même temps surpris du point de perfection où j'ai eu le bonheur d'amener les affaires. Il n'y a que vous, Monsieur, qui soyez en état de me rendre justice à cet égard. »

Le déploiement de nos forces était cependant nécessaire pour rendre les négociations plus faciles. Les prévisions de Bussy ne le trompaient pas. Aussitôt que Jaffer Ali apprit l'approche de nos troupes, il se hâta d'envoyer sa femme et ses enfants à Vizagapatam sous la protection des Anglais et lui-même se réfugia chez les Marates de Nagpour (fin février). Sa retraite fut d'ailleurs facilitée par un *kaoul* ou passeport de Chanavas kh. et de Bussy.

Il fut dès lors plus aisé à Moracin de causer utilement avec Viziam Raja. Panon, chef de notre comptoir de Narzapour, alla le trouver et fut assez heureux ou assez habile pour le décider à venir jusqu'à Mazulipatam. La discussion fut rude et longue. On arriva pourtant à mettre la dernière main aux affaires déjà convenues, c'est-à-dire la ferme de Chicacol et de Rajamandri pour le prix de seize laks, sous déduction de quatre laks déjà prélevés par Jaffer Ali. Enfin le 25 mars,

Viziam Raja paya comptant trois laks et passa un écrit par lequel il s'engageait à régler les neuf qui restaient en trois payements égaux, de deux mois en deux mois : le dernier terme devant échoir à la fin de septembre. Viziam Raja partit de Mazulipatam le 2 avril, après avoir reçu selon l'usage quelques présents et curiosités. Comme il se défiait des paliagars de ses nouvelles dépendances, il demanda un détachement pour les tenir en respect et Moracin lui donna 80 soldats, quatre pièces de canon et 400 cipayes d'élite, sous les ordres de Dugrez.

Cette petite troupe et celle du raja n'avaient pas atteint Rajamandri qu'on apprit que Jaffer Ali en se rendant auprès de Ragogy avait rencontré Janogy avec un parti de 2.000 Marates, qui se dirigeait vers le Bengale. Il le persuada de profiter de l'absence de Viziam Raja pour pénétrer dans la province de Chicacol et l'on trouva un paliagar qui s'offrit à diriger l'expédition à travers les passes des montagnes. L'industrie des Marates étant la guerre, Janogy entra sans la moindre peine dans la province que nul ne défendait. Il la ravagea en partie et poussant ses exploits jusqu'à la mer, il alla jusqu'à Biblipatam, où il pilla également la loge hollandaise. C'était la première fois que les Marates s'aventuraient dans cette partie de l'Inde. A la nouvelle de leur attaque, Viziam Raja et Dugrez ne se sentant pas en force pour résister, demandèrent des renforts à Moracin et celui-ci détacha immédiatement tout ce qu'il put de soldats et de cipayes. Cette petite armée ne tarda pas à se trouver en présence de l'ennemi ; on se livra de part et d'autre des combats peu meurtriers jusqu'au jour — 4 mai — où l'élite de l'armée marate fut absolument décimée.

Janogy qui n'avait jamais envisagé que le pillage du pays et non sa conquête, n'eut alors d'autre souci que de se retirer avec son butin ; mais, au lieu de repasser les montagnes, il descendit par le sud de la province de Chicacol, traversa celle de Rajamandri. passa le Godavery par un gué, côtoya la province d'Ellore et se retira enfin dans les domaines de son père en toute sécurité. Moracin était tout prêt à lui barrer le chemin s'il s'aventurait dans la province d'Ellore ; lorsqu'il lui vit

prendre une autre route, il s'estima trop heureux que les concessions propres de la Compagnie en fussent quittes à si bon compte et il se garda de l'inquiéter.

Jaffer Ali avait suivi Janogy dans sa retraite. Bussy, satisfait de l'avoir réduit à l'impuissance, ne lui tint pas rigueur de sa résistance ; il lui fit obtenir son pardon de Salabet j. et l'autorisa à revenir à Haïderabad. Cette campagne eut pourtant un résultat fâcheux pour nos finances, le pays de Chicacol ayant été plus ou moins ravagé, Viziam Raja ne put ou ne voulut pas tenir l'engagement qu'il avait pris de nous payer trois laks à la fin de mai. Moracin qui comptait sur cet argent pour en envoyer une partie à Bussy et acheter des toiles avec le reste, se trouva dans l'obligation de ne pouvoir satisfaire le premier et de porter un certain préjudice au commerce de la Compagnie.

Le danger marate avait été facilement dissipé et l'attaque de Janogy comme sa défaite ne sont pas des faits militaires de quelque importance. Le plus grand inconvénient de ces sortes de raids était de paralyser les affaires et d'empêcher la rentrée des revenus. L'état politique en était rarement modifié. Moracin ne sembla pas dans la circonstance avoir agi tout à fait selon les vues de Bussy. En confiant le commandement à Ibrahim, celui-ci avait évidemment voulu donner à cet Indien un témoignage de confiance, en même temps qu'il comptait le cas échéant sur ses qualités militaires. Moracin n'eut pas d'abord d'autres sentiments, puisqu'il donna presque aussitôt à Ibrahim les fermes vacantes d'Ellore et de Moustafanagar ; malheureusement il avait auprès de lui un certain Mirza Ismaïl Beck, en qui il avait toute confiance et un interprète du nom de Reddy, qui avaient tous deux partie liée avec Assenalybeck, fermier de Condavir. Ce dernier était peut-être plus qualifié qu'Ibrahim pour exercer l'emploi, mais à tort ou à raison l'autre le tenait actuellement. Une simple intrigue suffit pour le renverser. A peine avait-il pris possession de sa charge (16 avril) qu'elle lui fut retirée et donnée à Assenalybeck. Son autorité militaire tomba du même coup et lorsqu'il fit appel aux zemidars pour lui prêter leur concours,

chacun se récusa. L'affront fut sensible à Bussy, qui s'en plaignit à Moracin, mais respecta néanmoins sa décision ; il ne lui convenait pas de donner aux Indiens le spectacle de l'incohérence et de troubler le pays par des révolutions successives, fûssent-elles de simples révolutions de palais.

Guerre avec Ragogy Bonsla. — On ne divise pas impunément des troupes. Peu de jours après que Bussy eut envoyé Ibrahim à la côte, le soubab se trouva aux prises avec Ragogy Bonsla. Ce prince, mécontent peut-être des avantages attribués à Lasker kh. dans le Bérar, fidèle en tout cas aux habitudes de sa race, envahit le territoire d'Haïderabad avec 25.000 cavaliers, moins pour le conquérir que pour le piller (fin février). Chanavas kh supplia Bussy de l'aider à repousser cette attaque ; c'était, à son avis, une campagne de trois mois, qui ne pouvait manquer de se terminer par une retraite de l'envahisseur. Si sa défaite était assez éclatante, qui sait si on ne pourrait pas enfin lui enlever le Bérar, où il s'était rendu trop indépendant ? Un successeur éventuel offrait déjà 10 laks de présent comme don de joyeux avènement.

Bussy se mit aussitôt en marche, mais il manquait d'argent et ses troupes n'avançaient qu'avec la plus mauvaise grâce ; il fallait sans cesse parlementer avec elles. Le 20 mars, on se rapprocha enfin de l'ennemi, en brûlant ça et là des aldées ; c'était la façon de faire la guerre [1], Bussy n'était nullement inquiet de l'issue des hostilités. Aliverdi kh., au Bengale, avait toujours repoussé les Marates, parfois sans être obligé d'agir lui-même ; les zemidars seuls avaient souvent suffi à écarter l'invasion ? Pourquoi ne serait-on pas aussi

1. Dupleix n'était pas partisan de cette manière barbare de procéder. Il écrivit à ce sujet à Bussy le 14 mai 1754 : « S'il vous était possible de persuader aux Asiatiques de perdre cette mauvaise coutume de brûler les aldées, ce serait une grande obligation que vous auraient tous les peuples de ces contrées et certainement leur reconnaissance serait parfaite à notre égard. Je sais que c'est un usage établi depuis longtemps mais qu'il nous serait glorieux de l'abolir le plus tôt possible. Tâchez de le persuader au nabab ; peut-être que cet exemple engagerait les Marates à le suivre. » (*B. N.* 9159).

heureux ? L'armée malheureusement ne partageait pas cette confiance ; on s'inquiétait beaucoup trop : « Chaque français, chaque dobache, écrivait Bussy le 24 mars, fait sa nouvelle, auxquelles (*sic*) on ajoute foi, ce qui fait faire mille bassesses. Ce n'est pas ainsi qu'on parvient à gouverner les vastes pays que nous avons... Il faut faire usage tantôt de la force, tantôt des négociations et toujours de la fermeté ».

Le 1er avril, en avançant avec lenteur, on n'était plus qu'à 25 cosses de Nagpour, la capitale de Ragogy Bonsla. On livrait chaque jour de petits combats peu meurtriers et peu décisifs. Ragogy, atteint de paralysie, ne pouvait conduire les opérations et son fils Janogy parti, comme on le sait, pour le Bengale, était occupé à piller la province de Chicacol. Plutôt que de continuer la guerre, le vieux chef marate préféra faire la paix. Bussy eut pu écraser Ragogy et le dépouiller entièrement de ses états, mais celui-ci avait dans l'armée du soubab plus d'amis que le soubab lui-même et si Balagirao était personnellement intéressé à l'anéantissement d'un rival, son entourage, par esprit d'opposition, était manifestement opposé à la continuation de la guerre. Dans ces conditions il ne restait plus qu'à négocier.

Bussy se trouva fort embarrassé. Il eut bien voulu ne pas déplaire à Balagirao en continuant la guerre et d'autre part, il ne lui paraissait pas moins utile de ménager Ragogy, dont les terres avoisinaient nos nouvelles provinces de Chicacole et de Rajamandry. Sans vouloir se porter médiateur entre celui-ci et Salabet j., il préféra recourir à des négociations secrètes, où il se montra moins préoccupé d'avoir Ragogy pour ami que de ne pas l'avoir pour ennemi. Situation assez délicate, car il ne fallait pas paraître le craindre ni mendier sa protection. Bussy apprit ainsi que Ragogy songeait à faire la guerre à Viziam Raja, pour une injure remontant à quelques années : après plusieurs conférences, Ragogy promit d'oublier le passé. Les conditions de la paix furent peu onéreuses pour le Marate : Ragogy devait donner cinq laks argent comptant et restituer à Lasker kh. les territoires qu'il lui avait pris. Bussy pensait bien que la première condition tout au moins ne serait jamais exécutée.

Cette paix fut conclue vers le 10 avril. Il restait maintenant à ramener les troupes à Haïderabad, puis les conduire à Mazulipatam. Ce fut une rude affaire. Faute de paiement, l'armée ne voulait absolument pas marcher : des cipayes désertaient ; d'autres vendaient leurs armes pour subsister et il était impossible de trouver à emprunter. Aussi Bussy se déclarait-il résolu à ne plus se remettre en campagne pour un motif quelconque, s'il n'avait une base assurée, où il put régulièrement trouver les fonds et opérer dans son armée les réformes devenues absolument indispensables ; or cette base ne pouvait être que nos nouvelles provinces. C'était encore le moment (fin avril) où il était en discussion avec Dupleix sur les fondements de sa politique, la nature de ses pouvoirs et la durée de son séjour dans l'intérieur du pays. Sur ce dernier point, il consentait bien à rester dans le Décan jusqu'à ce que tout fut dans la perfection, mais alors, disait-il, il faudrait qu'il y restât toute sa vie et même une vie double ; encore n'en verrait-il pas la fin.

Le refus des troupes de marcher immobilisa Bussy près de trois semaines et notre prestige diminuait avec nos embarras. On commençait à se moquer de nous dans tout le Décan. Enfin (17 mai), à force de bassesses et après avoir recueilli quelques milliers de roupies qu'il fit quêter chez les vendeurs de piments et dans les petites boutiques de l'armée ou que lui procurèrent toutes sortes de gens jusqu'à un cornac d'éléphant, les cipayes promirent de marcher jusqu'à Haïderabad mais menacèrent de prendre les armes si là on ne les payait pas. La difficulté n'était guère moindre du côté des Européens, et cette situation durait depuis neuf mois avec plus ou moins d'acuité. Ce fut le même jour qu'arriva le premier lak de Moracin. Le retour à Haïderabad put donc s'effectuer sans incidents fâcheux.

La cérémonie du 7 juin. — Bussy n'y resta pas longtemps. Ayant obtenu de Dupleix l'autorisation pleine et entière de descendre à la côte, il avait hâte de rejoindre Moracin. Les préparatifs furent vite faits et le 7 juin il se disposa à lever le

camp. Chanavas kh. et Salabet j. ne le voyaient pas s'éloigner sans inquiétude : ils sentaient l'un et l'autre que leur pouvoir était mal affermi. Aussi Bussy n'était-il pas parti que déjà ils désiraient son retour ; pour être certain qu'il reviendrait, ils imaginèrent un singulier procédé.

Le 7 juin, à neuf heures du matin, on tint un grand conseil où assistaient 18 des principaux seigneurs du royaume, parmi lesquels Chanavas kh., Abdoul faker kh., divan de Salabet j., Mir Mohamed Oussen, Coja Camardi kh., boxi du Mogol, Moubares kh. et son frère Moubares jing. Le soubab, invité à assister à la réunion, pria Chanavas kh. de vouloir bien en expliquer le but à Bussy. Le premier ministre exposa, avec l'éloquence coutumière aux Orientaux, que les Marates étant sur le point de s'emparer de l'empire Mogol, les forces françaises seules étaient capables d'empêcher ce malheur. Les troupes mogoles étaient tombées dans un incurable découragement ; le trésor laissé par Nizam était épuisé par les luttes qu'avait dû subir Salabet j. pour se maintenir au pouvoir. En soutenant Mahamet Ali, les Anglais empêchaient la rentrée des revenus des plus belles provinces. Tous ces faits étaient bien connus de Bussy, puisqu'il participait avec les ministres du soubab à la direction des affaires. Sa présence était donc nécessaire pour les empêcher de péricliter. C'est pourquoi, au moment où il allait prendre possession des terres précédemment concédées, on lui demanda de jurer sur l'Évangile et de donner sa parole d'honneur qu'il reviendrait à la fin de la saison des pluies, sans quoi ce serait la chute presque assurée de la nation mogole et l'on serait forcé d'avoir recours aux Anglais pour se défendre contre les Marates. Bussy se trouva fort embarrassé pour répondre, et s'en tira par une équivoque. Il dit que, si d'une façon générale Dupleix l'avait laissé le maître de ses actions, dans le cas présent il ne pouvait cependant prendre qu'un engagement conditionnel, et qu'il laissait à Dupleix la décision souveraine. Après cette déclaration, qui parut satisfaire l'assistance, le soubab congédia Bussy et celui-ci fut reconduit avec tous les honneurs usités pour tous les grands de l'empire.

Bussy venait d'apprendre l'arrivée prochaine de Godeheu dans l'Inde. Il n'en fut pas atterré ; il ne savait et ne pouvait savoir quel était l'objet exact de sa mission, mais il sentit instinctivement que l'œuvre de Dupleix et la sienne pouvaient être compromises et, rendant compte le même jour des honneurs qu'on lui avait rendus et des engagements demandés par le conseil du soubab, il écrivit à Dupleix que c'était à lui de s'inspirer des circonstances et de prendre le parti qu'il croirait le meilleur ; toutefois, ajoutait-il, si après avoir procuré à la Compagnie tant d'avantages signalés, « *on* prend un mauvais parti, le mien sera de me retirer au plus tôt dans ma patrie pour ne pas voir la chute de la gloire, des honneurs et richesses qu'on avait procurés à la nation par tant de travaux et de risques. » *On* désignait évidemment Godeheu [1].

Le surlendemain 9 juin fut le jour de la séparation. Le soubab vint lui-même prendre congé de Bussy et conféra à tous ses officiers le titre de mensebdar. Les seigneurs présents lui confirmèrent ce qu'ils avaient dit l'avant-veille, que lui seul était capable de les défendre contre les Marates et d'assurer la sécurité du royaume. Puis on se sépara avec les démonstrations d'usage qui cette fois étaient sincères. Chanavas kh. ne songeait pas comme Lasker kh. à se débarrasser de Bussy par quelque machination ténébreuse.

Départ de Bussy pour la côte. Arrivée de Godeheu à Pondichéry. — Le voyage jusqu'à Bezoara se passa sans incidents. Bussy n'était préoccupé que par l'arrivée de Godeheu ; il se demandait quels arrangements pour l'Inde prendrait le commissaire du roi et il craignait fort qu'on ne mêlât les affaires du Carnatic avec celles du Décan pour les confondre dans le même discrédit. Cependant ici tout était tranquille et s'il y avait présentement quelques sacrifices financiers à faire, ils seraient aisément compensés l'année suivante. Ce serait un aveuglement réel d'abandonner des biens aussi certains que

1. Par manière de riposte à la venue de Godeheu, Bussy fit répandre le bruit que Saunders, qui devait rentrer en Angleterre, était rappelé à la demande du roi de France.

ceux qu'il avait acquis à la Compagnie à des conditions peu onéreuses. Bussy espérait que Godeheu ne prendrait aucune résolution avant d'être venu jusqu'à Haïderabad, où il verrait la gloire de la nation dans toute sa splendeur.

« Rien n'est plus disgrâcieux, pour vous et pour moi, écrivait-il à Dupleix le 18 juin, que de travailler comme nous l'avons fait pour le bien de la nation et de n'en être, je ne dis pas récompensé, mais même remercié et cela par l'aveuglement où elle est et où elle veut toujours être sur ses intérêts. C'est donc à ceux qu'elle a choisis pour en prendre connaissance à voir le vrai ou le faux. Après avoir vu le réel et le solide, ils pourront aussi voir le glorieux et brillant état des Français en poussant jusqu'à Haïderabad. »

Sur ces entrefaites, Bussy reçut des lettres tout à fait affectueuses de Dupleix des 10 et 11 juin. On lui donnait toutes satisfactions au point de vue financier en lui abandonnant les revenus de la province de Condavir, on approuvait ses intentions de ne pas se sacrifier outre mesure aux intérêts du soubab, on lui donnait enfin pleins pouvoirs pour arranger comme il l'entendrait les affaires des nouvelles provinces.

Tout ce que nous avions fait pour le soubab, lui disait en substance Dupleix, n'était que par reconnaissance, mais ce sentiment ne devait pas nous conduire à tout perdre pour le soutenir ; il fallait s'accommoder aux circonstances et Bussy en était le meilleur juge. On n'avait jamais eu l'intention d'enchaîner sa liberté d'action ou de rendre son séjour dans le Décan perpétuel.

« Vous avez toujours ma même confiance, ajoutait Dupleix, je ne vous l'ai jamais retirée et tout ce que vous me dites à ce sujet est bien inutile ; je connais vos sentiments ; aussi je ne me suis jamais repenti de vous l'avoir donnée. Agissez donc comme vous le jugerez le plus convenable ; je n'ai nul dessein de vous gêner dans vos opérations... Vous arrangerez les affaires de ces provinces et celles du nabab comme vous le jugerez à propos ; je me repose entièrement sur vous comme je l'ai toujours fait et surtout depuis votre retour à Haïderabad. Je sens comme vous qu'en protégeant la famille de Nizam, il ne faut pas lui rendre sa première splendeur, mais la tenir toujours dans une certaine dépendance... »

Il n'en fallut pas davantage pour faire oublier à Bussy

toutes ses rancœurs et pour la première fois depuis de longs mois il écrivit à Dupleix une lettre où, tout en s'excusant des vivacités des précédentes, il laissait son cœur s'épancher en toute franchise et toute cordialité.

« Je vous prie, disait-il, de prendre tout ce que je vous ai écrit et tout ce que je pourrai vous écrire comme d'un enfant qui vous aime tendrement, qui n'a à cœur que votre honneur et votre gloire et qui est prêt à sacrifier tout pour l'un et pour l'autre. Je vous prie donc de pardonner à ce fils si dans quelques-unes de ses lettres il lui est échappé quelques termes qui aient pu vous faire de la peine. Ne les attribuez, je vous en conjure, qu'au chagrin et à la triste situation où je me suis trouvé pendant quelque temps. Oubliez donc encore une fois ce qui peut s'y être trouvé de trop. Je sens la force des raisons que vous me présentez. Je m'y livre de tout mon cœur et pour vous et pour moi et soyez assuré que je suis prêt à tout faire sans restriction pour le présent et pour l'avenir. Marquez-moi à peu près de quelle façon il faut écrire à M. le Directeur (Godeheu). »

On peut croire que dans une lettre qui n'a pas été conservée, Dupleix ou sa femme parlaient du futur mariage de Bussy et de Chonchon et que la date, quoiqu'encore différée, en avait cependant été fixée à l'échéance d'un événement que nous ne pouvons déterminer ; autrement que signifierait cette fin de lettre de Bussy :

« Je suis content ; vous venez de fixer le temps de mon bonheur. J'attendrai avec patience et prêt à faire alors encore tout ce que vous voudrez. La conclusion de cette affaire n'empêchera pas que je reprenne les affaires si vous le jugez nécessaire. »

Reprendre les affaires, c'était retourner au Décan aussitôt que celles de la côte seraient réglées. Telles n'étaient pourtant pas les intentions de Bussy en quittant Haïderabad ; il était alors décidé, après avoir pris dans les circars tous les arrangements nécessaires, à aller jusqu'à Pondichéry, où sans doute il se marierait. Que pouvait-on craindre au Décan où tout était tranquille ? Mais peu après son départ de nouveaux nuages s'amoncelèrent. Une révolution imprévue, qui précipita du pouvoir le mogol Hamet-Cha et établit à sa place son

cousin Alemguir II, éclata à Delhi. Ourdie par le grand vizir, Schaabeddin, fils de Gaziuddin et réalisée par une entente avec les princes marates Holkar et Balagirao, cette révolution pouvait avoir pour le Décan les plus graves conséquences. Sans préjuger de l'avenir, elle accroissait dans le présent l'influence toujours inquiétante des Marates et elle permettrait à Schaabeddin de ressusciter les droits de son père, si telle était son ambition. Aussi Salabet j. et Chanavas ne se firent-ils pas faute d'adresser lettres sur lettres à Bussy pour lui demander de hâter son retour. Dans le même temps, des négociations auxquelles celui-ci n'était pas étranger, avaient été engagées par Salabet j. avec Balagirao en vue d'une action commune contre le Maïssour. Simple affaire de pillage ou de rentrée de contributions. Devant ces faits nouveaux non moins que par déférence pour les désirs de Dupleix, Bussy avait déjà consenti à retourner à Haïderabad, avant même d'être arrivé à la côte.

Il arriva à Bezoara le 5 juillet avec son armée, véritable « dogue affamé, plus disposé à le dévorer qu'à lui obéir. » Il espérait pouvoir la payer avec les arrérages qui lui étaient dus ; il ne trouva que de nouveaux embarras, des dettes sans nombre, des dépenses excédant les revenus, des finances égarées ou dissipées et par suite l'impossibilité de tirer aucun parti de ses hommes, qu'il ne pouvait licencier sans leur payer au préalable ce qui leur était dû. Aucune recette en perspective : les troupes de Degrez, qui étaient avec Viziam Raja, avaient complètement perdu de vue leur mission qui était de faire rentrer les revenus et celui-ci n'avait ni la volonté ni les moyens de nous payer ce qu'il devait. On pouvait, il est vrai, lui faire la guerre, mais ce parti avait ses inconvénients. Viziam Raja ne se sentant pas en force pour nous résister, se retirerait sans doute dans les bois sans qu'on put l'y poursuivre et sa retraite pourrait déterminer les Marates à renouveler leurs incursions et les Anglais à faire quelques mouvements pour nous inquiéter de divers côtés. Après avoir passé plusieurs jours avec Moracin qui était venu le rejoindre à Bezoara et s'être concerté avec lui sur les mesures à prendre, Bussy vint à Ellore ; là, il se

proposait de passer à Rajamandry, mais après réflexion il jugea que le mieux était de se rendre directement dans la province de Chicacol, soit pour s'entendre avec Viziam Raja soit pour le combattre et il quitta Ellore le 6 août avec son armée.

Mais à cette date, Godeheu était déjà à Pondichéry. Nul ne prévoyait encore la disgrâce totale dont Dupleix allait être frappé et pendant tout le mois de juillet ils avaient continué, lui et Bussy, à s'écrire comme s'ils étaient l'un et l'autre assurés de pouvoir terminer les affaires dont ils s'entretenaient : révolution de Delhi, expédition contre le Maïssour, etc. Quelques termes de cette correspondance revêtent aujourd'hui un caractère d'amère ironie : celui-ci par exemple dans une lettre du 13 juillet :

« Vous me rendrez justice en vous persuadant que vous avez toute ma confiance. Je ne puis la mettre mieux et pour tout ce que vous me dites de gracieux pour ce qui me regarde je n'ai que des remercîments à vous présenter et un dévouement entier et sans bornes. »

Enfin, le 4 août, dans une lettre d'un caractère plus officiel et plus froid, Dupleix annonçait en ces termes à Bussy l'arrivée de Godeheu :

« Le deux de ce mois, M. Godeheu, commissaire du roi et de la Compagnie, commissaire général de tous les établissements français en Asie et en Afrique, s'est débarqué jouissant de la meilleure santé. Je l'ai reçu avec le respect dû à son caractère et comme un ami que j'ai revu avec plaisir. C'est avec lui que vous correspondrez dorénavant sur toutes les affaires de votre dépendance et suivant les ordres qu'il vous donnera. Je ne doute pas qu'il ne prévienne le nabab Salabet j. de son arrivée et que celui-ci ne lui réponde comme il le doit à une personne chargée des ordres de notre monarque. Quant à vous je ne peux trop vous exhorter à continuer ce zèle qui vous a servi à mettre l'honneur du roi et de la nation sur le plus haut pied et à procurer à la Compagnie les plus grands avantages. »

CHAPITRE III

BUSSY DANS LE DÉCAN DE 1754 à 1758

§ 1. — Bussy et Godeheu.

§ 2. — L'expédition fiscale dr Marisour.

Le traité conditionnel de Godeheu jugé par la cour d'Haïderabad. — L'expédition du Maïssour. — La répercussion de l'affaire du Maïssour sur la politique anglaise.

§ 3. — Les oscillations de la politique extérieure de Bussy.

Comment Bussy appréciait la politique indoue. — Les dangers que fait courir la politique anglaise. — Avantages d'une entente avec le Mogol. — Les affaires marates et les ambitions de Balagirao. — Les origines de l'affaire de Morarao.

§ 4. — L'œuvre générale de Bussy en 1755.

§ 5. — L'affaire de Savanour et le règlement de nos comptes avec Morarao.

§ 6. — La grande intrigue de 1756 et l'armée de secours envoyée a Bussy.

Le Soubab donne congé à Bussy ; celui-ci se propose de regagner la eôte. — La retraite de l'armée vers Haïderabad. — Escarmouches autour de la ville. — L'armée de secours et sa marche à travers le Décan. — La paix rétablie ; jugement sur Bussy en 1756. — Les dépenses de l'armée. — L'opinion de Leyrit sur la politique à suivre.

§ 7. — Le retour de Bussy dans les Circars et la guerre avec les Anglais.

La situation à la côte d'Orissa. — La révolte de Rajamandri. — L'affaire de Bobili. — La prise de Vizagapatam.

§ 8. — Le dernier séjour de Bussy dans le Décan.

Les affaires du Décan pendant l'absence de Bussy. — Le retour de Bussy ; la disgrâce de Chanavas Khan. Le double meurtre d'Aïder jing et de Chanavas Khan.

§ 1. — Bussy et Godeheu.

C'est seulement en imagination que nous pouvons nous figurer les sentiments qu'éprouva Bussy lorsqu'il apprit la disgrâce et le départ imminent de Dupleix. Sa première pensée fut de suivre son chef en sa retraite ; rester dans l'Inde, n'était-ce pas la fin de ses espérances matrimoniales avec la fille de Madame Dupleix et peut-être la ruine de sa politique dans le Décan ? L'incertitude sur les projets ou intentions de Godeheu le fit hésiter. Mais on ne tarda pas à apprendre que, si le nouveau gouverneur était opposé à toute extension nouvelle de la France dans le Carnatic, il était moins hostile à l'idée de rester dans le Décan, où nous n'avions subi aucun échec et où nous n'étions en réalité que les gardes du corps d'un souverain qui nous avait demandé lui-même quelques centaines d'hommes pour assurer sa défense. Godeheu n'ignorait pas que l'année précédente Bussy avait écrit en France qu'une compagnie de commerce ne devait avoir d'établissement qu'à la côte. La condamnation de la politique de Dupleix n'entraînait donc pas nécessairement l'abandon de celle de Bussy. Sans trop engager l'avenir, il paraissait, sinon nécessaire, du moins fort utile, de conserver auprès du soubab la garde qu'il avait demandée et d'attendre les événements. Tout bien considéré, Bussy préféra s'armer de patience ; le sentiment de l'œuvre qu'il avait à défendre et à continuer le retint. Sa présence fut en effet récompensée, car, peu de jours après, le 16 septembre, il recevait de Godeheu une lettre, qui dissipa entièrement ses inquiétudes. On a tellement représenté le commissaire comme disposé d'avance à tous les sacrifices qu'il n'est pas inutile de la reproduire intégralement.

« Comme je pense, Monsieur, et que j'ai toujours pensé que les affaires délicates que vous avez eu à conduire dans le Décan ne peuvent pas être en de meilleures mains et que je ne puis douter de votre zèle pour la gloire et l'avantage de la nation, je ne balance point à confirmer tous les pouvoirs que M. Dupleix vous avait ci-devant donnés, soit pour traiter selon les circonstances avec les

Maures et autres, soit pour toutes les mesures à prendre du côté de la guerre et de la politique et qu'un instant seul saisi à propos détermine souvent. Vous pouvez par conséquent ouvrir les lettres, y répondre et en écrire comme vous le jugerez à propos ; je vous envoie à cet effet une empreinte de ma chappe (cachet). Vous aurez la bonté d'en faire faire une pareille pour pouvoir vous en servir dans l'occasion. A l'égard de vos troupes ou officiers, trouvez bon que je vous remette le soin d'y faire les changements que vous jugerez à propos ; je m'en rapporte à vous avec confiance. Nous sommes si éloignés l'un de l'autre que je pourrais faire à ce sujet quelque chose qui vous serait désagréable, faute de connaître les sujets ; ainsi gardez ce qui vous conviendra et renvoyez le reste. »

C'était le langage du bon sens et il était impossible de pousser plus loin la confiance. Bussy la devait sans doute à ses réserves bien connues sur l'utilité d'une politique de conquête. Un peu plus tard, le 22 janvier, Godeheu lui écrivait encore :

« Je souhaite ardemment que vous finissiez votre carrière avec tout l'avantage que je désire pour vous. Il ne tiendra pas à moi qu'elle ne soit aussi fructueuse que vous devez l'attendre de la longueur de vos travaux et de leur importance. Je serai charmé, Monsieur, de vous retrouver quelque jour en France et d'y lier avec vous une connaissance plus particulière et de vous témoigner tous mes sentiments d'estime remplis de sincérité.

Moracin lui exprimait les mêmes sentiments dans une lettre datée de Paris, 16 février ; après avoir traduit les sentiments de la Compagnie à son égard, il ajoutait :

« Il me semble qu'on a été frappé de la nécessité de conserver actuellement des troupes auprès de Salabet j., de l'utilité d'avoir pour les soudoyer des revenus fixes au lieu de délégations incertaines sur les fermiers... Il y a déjà plus d'un an que j'avais fait sentir la nécessité de soutenir Salabet j. et j'avais été parfaitement écouté ; je crois donc que vos lettres n'auront fait que confirmer et qu'on ne pensera pas dorénavant autrement. Les yeux de l'Inde et ceux de l'Europe sont différents ; d'ailleurs sur l'immense étendue de nos concessions, il n'est pas possible qu'il n'y ait un parti milieu à prendre entre leur conservation entière et leur restitution totale. Dans quel point s'arrêtera le parti mitoyen, c'est ce qu'il était difficile de déterminer... »

Godeheu n'avait été envoyé dans l'Inde que pour essayer

de trouver ce parti et ses idées n'étant pas en désaccord avec les délibérations antérieures de Bussy, on comprend aisément qu'il lui ait écrit sa lettre du 16 septembre.

Mis ainsi en confiance, Bussy n'hésita plus à s'exprimer plus librement sur la politique qui lui paraissait devoir être suivie non seulement dans le Décan, mais aussi dans le Carnatic. En ce qui concernait les Anglais, il ne se dissimulait pas que leur véritable dessein était de nous supplanter en cette province ; mais dans le nord et à la côte d'Orissa, où ils n'avaient aucun établissement de quelque importance, il ne lui semblait pas qu'à moins d'une guerre déclarée en Europe entre les deux couronnes, il dût y avoir dans l'Inde une rupture ouverte entre les compagnies. Rien, au surplus, ne justifiait actuellement rupture ou guerre aussi bien en Europe qu'en Asie ; cependant, avec ce peuple il était bon de rester toujours en défiance ; la rivalité est mère des mauvaises chicanes, et faute de bonnes raisons, l'ambition sait toujours trouver des prétextes.

La manœuvre avec Mahamet Ali était plus délicate. Notre intérêt, disait Bussy, était de le reconnaître comme nabab du Carnatic, en usant de notre influence auprès de Salabet j. pour qu'il voulût bien se prêter à cette désignation ; ainsi Mahamet Ali n'aurait plus aucune raison d'être notre adversaire, le passé serait oublié d'un côté comme de l'autre. La difficulté était de soustraire ce prince à l'influence des Anglais et Bussy reconnaissait que là l'obstacle était peut-être insurmontable. Les Anglais étaient maîtres de plusieurs de ses places et notamment de sa capitale ; serait-il facile de les en chasser, même avec le concours de Mahamet Ali ? il était permis d'en douter.

Quant aux affaires du Décan, elles étaient vraiment en trop bon état pour que nous négligions les avantages qui pouvaient nous en revenir ; mais pour les conserver ou les accroître, Bussy jugeait nécessaire que, tout en s'inspirant des vues générales que Godeheu voudrait bien lui communiquer, celui-ci le laissât ensuite agir en toute liberté.

« Je dois vous prévenir, ajoutait-il, que si vous appreniez jamais que je prends le haut ton avec tous ceux dont j'ai dessein de conserver l'alliance et l'amitié, vous ne devriez pas en être alarmé ; les

caresses et les promesses qui tiennent de la supplication avilissent celui qui les fait et enorgueillissent celui qui les reçoit ; on fait mieux ses affaires avec une feinte au moins égale à celle de l'Asiatique à qui l'on a affaire et en lui faisant sentir que si l'on n'est pas son ami, on sera son ennemi. » *(A. C. C*[2] 86, p. 73-77.)

Lorsqu'il écrivit cette lettre, qui porte la date du 22 février 1755, Bussy n'était plus dans les circars depuis un mois. Après y avoir réglé les affaires dans les conditions les plus favorables, il était retourné à Haïderabad au début de janvier pour s'y concerter avec le soubab sur une expédition projetée depuis longtemps dans le Maïssour, dont le souverain, suivant un usage établi, ne payait les redevances dues à son suzerain qu'après une pression militaire ; or il n'avait rien payé depuis la mort de Nizam oul Moulk, c'est-à-dire depuis 1748, et il s'agissait d'une somme d'environ 50 laks : la redevance annuelle étant en principe de cinq laks.

§ 2. — L'EXPÉDITION FISCALE DU MAÏSSOUR

Le traité conditionnel de Godeheu jugé par la cour d'Haïderabad. — Bussy comme Godeheu étaient peu favorables à cette expédition ; depuis la capitulation de Law à Sriringam en 1752, nous avions partie liée avec le Maïssour pour faire la conquête de Trichinopoly et, en ce moment, les armées des deux nations réunies à Sriringam n'attendaient qu'une occasion favorable pour reprendre ou pousser les hostilités ; à la veille de difficultés peut-être fort graves avec les Anglais, était-il prudent de nous associer à une entreprise qui, sans être strictement militaire, risquait cependant de nous aliéner le Maïssour et de le jeter peut-être dans le parti de nos adversaires ? Bussy était trop fin politique pour ne pas sentir le risque, et appuyé par Godeheu, il s'employa d'abord à détourner Salabet j. de ce projet, avec toute la diplomatie dont il avait le secret. Mais pour la première fois celle-ci se trouva en défaut ; le soubab avait besoin d'argent et la nécessité lui fit trouver des paroles qui n'étaient pas faites pour réjouir le cœur de Bussy. Le prince avait été désagréablement impressionné par la disgrâce de Dupleix et, comme

les Anglais faisaient complaisamment répandre le bruit que cette disgrâce était leur œuvre, ce fut une première atteinte à notre prestige ; puis, sur la fin de janvier, on apprit qu'un traité conditionnel, dont on ignorait encore les termes exacts, reconnaissait en fait Mahamet Ali comme souverain du Carnatic, sans le moindre souci des droits éminents du soubab. Nos réserves sur la nécessité d'une campagne dans le Maïssour laissèrent à penser ou que nous avions réellement perdu toute autorité ou que nous trahissions les intérêts du Décan. Le soubab eut une explication avec Bussy.

« Ce sentiment, lui dit-il, ne peut être dicté que par votre propre intérêt ; est-ce donc là le retour des bienfaits dont j'ai comblé les Français ? Ne serait-ce pas au contraire de leur part que je devrais éprouver le plus d'attachement au bien des affaires ? Et qu'est-ce qui peut les rétablir si ce n'est l'expédition que j'ai entreprise ? Quoi ! ce n'est pas assez que je sois depuis quatre ans privé des ressources de la province d'Arcate et que par ma complaisance et vos arrangements je ne sache même pas à qui m'adresser pour en être payé ? Faut-il encore que je pousse ma complaisance jusqu'à laisser échapper la seule occasion que j'aurai peut-être jamais d'aller exiger mes droits dans le Maïssour ? Oh ! pour le coup c'est trop exiger de moi. Il me semble qu'il conviendrait en cette occasion d'embrasser mes intérêts autant que j'ai eu soin des vôtres. »

Ce torrent de paroles animées du ton et du geste anéantit Bussy ; à de si justes reproches il n'avait que de faibles raisons à opposer. Il prit le parti de battre en retraite et, nous dit-il, pour toute chose au monde, il eût bien voulu pouvoir s'exempter de jouer un rôle aussi désagréable. Il craignait, en s'avançant trop, de compromettre la réputation de droiture qui faisait toute sa force. Trop heureux s'il eut été quitte pour cette première scène, mais le lendemain, en plein durbar [1], le soubab renouvela ses plaintes. Toute la cour entra dans le sentiment

1. Le durbar ou conseil de Salabet j. se composait de six personnes : trois représentants du Mogol, à savoir le *ouaquil moulouk* ou premier ministre, le divan de la cour de Delhi pour les affaires du Décan et le *boxi*, nommé pour les titres, charges, etc. ; — et de trois *omrahs* ou fonctionnaires propres au Décan, gardiens des archives et chargés de l'administration générale.

d'indignation dont il paraissait animé et regarda la Nation comme un monstre d'ingratitude. La rumeur devint générale et la crainte seule empêcha d'articuler tout haut le mot de trahison. Il ne semble pas que Bussy ait assité à cette réunion, mais le même jour, il reçut du soubab la lettre suivante :

« J'ai compris et médité ce que vous m'avez dit et représenté au sujet de notre expédition du Maïssour. Jusqu'à présent j'ai compté sur l'amitié des Français, persuadé qu'ils cherchaient mon avantage et vous, je vous ai toujours regardé comme mon frère, mais tout ce que vous me dites en faveur du zémidar du Maïssour et le tour que vous prenez pour me dissuader d'aller exiger de lui le tribut qu'il me doit, me ferait penser que je me suis fait illusion. Tout ce qu'il y a dans mon armée de gens de considération, sont surpris que vous paraissiez plutôt épouser les intérêts de ce zémidar que les miens. J'en appelle à votre justice. Il y a cinq ans, vous le savez, que par égard pour votre nation je ne parle point des revenus du Carnatic. Cette riche province est tombée entre les mains de mes ennemis qui m'ont privé pendant cinq ans de plus d'un courour de revenus. Les Marates ont enlevé la moitié du souba d'Aurengabad et la plus grande partie du Candèze [ou Candèche] et du Bérar, et j'avoue que sans vous ils m'eussent peut-être tout enlevé. Les provinces de Chicacol, Rajamandri, Ellore et Moustafanagar, qui sont comme la prunelle de l'œil du soubab d'Aïderabad ont été données pour la subsistance des forces françaises, afin que vous receviez sans peine ce qui est nécessaire à votre entretien et que vous fassiez de votre côté tout ce qui dépendra de vous pour mon avantage. Vous savez l'embarras où je suis pour faire subsister mon armée. Vous avez vu les cabales et révoltes qui ont été faites à ce sujet. Toute la ressource qui me reste est sur le tribut de mes vassaux ; pendant cinq ans que j'ai travaillé avec vous, à mettre l'ordre dans le Décan, je n'ai pu lever ces tributs et les perfides zémidars ne l'envoient que lorsqu'ils y sont forcés ; celui du Maïssour depuis six ans n'a rien donné. Lorsque mon père et mon frère ont paru sur ses terres en forces, il leur a donné 30 à 40 lacks, plus ou moins. J'ai toujours été dans le dessein d'y aller ; l'occasion ne s'en est présentée que cette année et je vous trouve opposé à cette expédition. C'est ce qui me fait penser que vous n'êtes pas porté pour mes intérêts. Ne recevant rien du Carnatic ni de ce zémidar du Maïssour, à quoi me sert l'alliance des Français ? Je n'ai qu'à me faire fakir. Si vous persistez à traverser cette expédition, rendez-moi Masulipatam, Divy, Devracotta, Condavir et autres domaines que j'ai donné à votre nation en pur don, ainsi que Chicacol, Rajamandri, Ellore et Moustafanagar pour l'entre-

tien de vos troupes ; après quoi je travaillerai selon mes vues à mettre l'ordre dans ce pays avec les secours que je me procurerai.

« La comparaison qu'on fera de vous et des Anglais m'aidera à fixer mon choix ; ils ont secouru le plus petit de mes serviteurs, Mahamet Ali, et l'ont élevé au point où il est. Vous qui êtes les alliés du légitime maître, si vous laissez dépérir ses affaires, que devient votre honneur ? Vous êtes homme d'esprit ; réfléchissez sur tout ce que je vous marque. Vous avez tant fait pour moi ; vous avez paru si attaché à tout ce qui me regarde que je vous considère comme mon frère. » (*A. C. C*[2] 86, p. 88-93).

Tout en cette lettre était d'une irréfutable logique et Bussy ne se dissimulait pas que sa situation devenait chaque jour plus scabreuse et plus difficile. Il demanda des instructions à Pondichéry, mais Godeheu venait de rentrer précipitamment en France (16 février) et le conseil des trois administrateurs qui le remplaça en attendant son successeur, M. de Leyrit, ne se crut pas autorisé à lui en donner ; la question était, à son sens, trop délicate pour lui permettre de prendre lui-même une détermination fixe ; M. de Leyrit en déciderait. (*Lettre du* 21 *mars*).

L'expédition du Maïssour. — Les instances de Salabet j. dominèrent tout. Dès le 2 mars, Bussy informait le Conseil de Pondichéry qu'il n'y avait plus à tergiverser ; à moins de tout perdre, il nous fallait accompagner Salabet j. dans le Maïssour : le contrat de cession des circonstances nous en faisait une obligation.

On se mit en marche peu de jours après et, comme il ne s'agissait pas d'une opération militaire proprement dite, on ne rencontra pas de difficultés. Les habitants savaient que c'était la façon régulière de recouvrer les impôts et en général ils se gardaient d'opposer la moindre résistance, de crainte de voir augmenter leurs contributions. Les troupes de leur côté évitaient les actes de provocation ou d'hostilité. Dans notre marche un seul fortin crut devoir refuser des vivres et fit tirer sur nos équipages ; en moins d'une heure il fut réduit au silence et sa contribution fut doublée.

Salabet j. avait eu d'abord l'intention de s'arrêter aux limites mêmes du Maïssour, où il attendrait qu'on lui apportât le tribut,

mais on apprit alors que Balagi Rao, se proposait d'attaquer le Maïssour du côté du nord-ouest, pour avoir lui aussi sa part de butin. Bussy qui avait des intelligences auprès du premier ministre du Maïssour, lui fit entendre qu'il avait un moyen de conjurer cette attaque ; puisque de toutes façons il lui faudrait débourser, le mieux serait que Salabet j. lui-même vînt jusque sous les murs de Seringapatam, où il ferait vis-à-vis des Marates figure de libérateur du pays. On règlerait ensuite la question des contributions exigibles. Il en fut ainsi fait et l'armée se mit en marche.

Salabet j. eût désiré qu'on profitât des circonstances pour reprendre au Maïssour toutes les terres et forteresses dont il s'était emparé depuis la mort de Nizam et que le raja vînt lui rendre hommage en personne, comme un témoignage plus apparent de sa vassalité. A la prière de Bussy, il consentit à se désister de ces deux demandes et, sur ces entrefaites, le raja ayant eu une fille, Salabet j., toujours inspiré par Bussy, voulut bien donner à cet enfant en jaguir la forteresse d'Ascola et ses dépendances ; c'était un don de deux laks de roupies. Bussy envoya son confident Aïderjing assister à la cérémonie d'investiture ; l'enfant lui fut mis sur les genoux et on lui passa au cou au nom de Bussy un collier de perles d'une valeur de 6.000 à 7.000 rs.

Ainsi fut atteint le double but poursuivi par Bussy ; notre entente avec le Maïssour n'avait pas été rompue et les Marates étaient restés en leur pays. Il n'y avait plus à régler que les comptes entre Salabet j. et le raja. Ce fut aisé : le raja se reconnut vassal du Mogol, dont le soubab n'était que le lieutenant dans le sud de l'Inde, et consentit à lui payer un tribut de 50 laks, dont 12 comptant, 8 autres dans un délai de trois mois, 11 en joyaux, et 19 en rescriptions ou lettres de change. Ce règlement donna satisfaction à tout le monde et particulièrement au soubab qui devait 70 laks à ses troupes. La contribution du Maïssour fut pour lui un appoint appréciable ; aussi, n'hésitant plus à proclamer les mérites de Bussy avec plus de chaleur encore qu'il en avait mis trois mois auparavant à douter de sa fidélité, il écrivit à Leyrit le 21 mai :

« Tout ce que M. de Bussy a fait depuis cinq ans qu'il est auprès de moi n'est point à comparer avec ce qu'il a fait dans cette dernière campagne, qui a été des plus glorieuses, tant pour le nom français que pour l'appui et le soutien de mon gouvernement. Je ne puis vous exprimer les louanges que méritent toutes ses peines et les soins qu'il s'est donné pour venir à bout de ses vues. C'est à lui que je dois l'obligation des sommes qui sont entrées dans mon trésor... Ce n'est qu'à son courage que je dois tout ce que je possède ; c'est aux Français qu'il commande à qui j'ai l'obligation de tout mon bonheur... S'il partait [1], je vous jure que dans ce moment je remettrai le gouvernement à qui voudra le prendre et je me retirerai dans un endroit ignoré de tout le monde ; je ne le regarde plus que comme mon frère... et avec qui je veux partager les honneurs du soubedari que je possède. » (*A. C. C*² 86, p. 98-101).

Il n'est pas jusqu'au rajah du Maïssour qui ne reconnût et ne célébrât les mérites de Bussy. Dans une lettre de la fin de mai, qui lui était adressée, ce prince remerciait le Tout-Puissant

« de ce que tu es venu avec tes forces et celles des Mogols dont tu es l'allié, pour que mes affaires aient été terminées par ta médiation, en sorte que malgré les pertes que j'ai essuyées ci-devant, j'ai satisfait les Mogols. Je jure sur Dieu même que c'est par ton moyen que ma vie, mon pays, mon honneur et ma foi se sont conservées. Je ne connais parmi les Européens d'autres amis que les Français ; toute mon espérance est que par la suite tu me continues la même faveur et la même protection. » (*A. C. C*³ 86, p. 101-103.)

M. de Leyrit étant arrivé dans le même temps à Pondichéry et lui ayant accordé la même confiance que Dupleix et Godeheu, Bussy aurait pu se croire à l'abri de toute inquiétude pour l'avenir si la pénétration chaque jour plus active du Carnatic par les Anglais ne lui donnait à penser et à craindre qu'un jour viendrait peut-être où le Décan serait à son tour travaillé par

1. En ses lettres, Bussy parle plusieurs fois de son désir de rentrer en France. En réponse à la crainte exprimée par Salabet j., Leyrit lui écrivit le 30 juin : « M. de Bussy mérite toute la confiance que la Nation vous a vouée et son attachement pour votre personne est seul capable de l'aider à supporter les peines et les fatigues qu'il essuye depuis qu'il est à votre service. Il ne dépendra pas de moi qu'il ne reste auprès de vous autant de temps que vous le souhaitez ; je chercherai toujours à l'y engager. Comptez sur les Français. »

des cabales mieux organisées et plus puissantes que celles qui lui avaient causé tant de soucis au mois de février précédent.

La répercussion de l'affaire du Maïssour sur la politique anglaise. — Et pourtant ce fut cette expédition plus heureuse que réellement glorieuse du Maïssour qui, sans déterminer expressément la politique que les Anglais allaient désormais suivre dans le Carnatic, lui donna sa suprême impulsion. Le traité conditionnel conclu entre Saunders et Godeheu le 11 janvier stipulait, entre autres conditions, que les deux compagnies n'interviendraient pas dans les différents qui pourraient survenir entre les princes du pays, et resteraient chacune sur leurs positions respectives jusqu'à ce que les deux puissances intéressées se fussent prononcées en Europe. Mais dans ce traité il n'était nullement question de Mahamet Ali non plus que de tout autre prince et les positions occupées par les forces anglaises et françaises n'étaient ni fixées ni énumérées. Aucune frontière réelle n'était tracée. Il y avait là matière à controverse et, avec des adversaires plus soucieux de leurs intérêts que de la vérité, toute controverse devient aisément acrimonieuse et risque de conduire à la guerre.

Lorsque Bussy ramenait allègrement ses troupes de Seringapatam, il ne se doutait assurément pas que les Anglais allaient tirer parti de son intervention pour prétendre aux mêmes droits dans d'autres parties de l'Inde et ce fut en effet l'argument que produisit le gouverneur de Madras, Pigot, lorsque peu de temps après nous lui reprochâmes son ingérence dans les affaires du Maduré et de Vellore et son immixtion abusive dans celles du Carnatic. Leyrit représenta à Pigot que les situations n'étaient pas les mêmes ; il est vrai, lui répondit-on, que nous n'avions rien reçu du Maïssour [1], mais nous étions indirectement payés

1. Nous n'avions en effet rien reçu du Maïssour, mais Salabet j. avait donné en propre à Bussy, à titre de remercîments, un sabre, catary et rondelle, garni de petits rubis et diamants estimés 4.000 rs., un collier de perles de 2.500 rs., un cheval estimé entre 300 et 400 rs., une aigrette valant 3.000 rs., et un serpau de 5 à 600 rs. On ne sait s'il y eut d'autres gratifications. Ce cont ces cadeaux, très souvent renouvelés, qui ont fait en réalité la fortune de Bussy et celle d'autres officiers.

par les circars. Pourquoi les Anglais n'auraient-ils pas les mêmes droits de recevoir des subsides de leurs alliés et de leur prêter main-forte, s'il était nécessaire ? Tout le conflit franco-anglais repose sur cette équivoque, qui prit elle-même naissance à Seringapatam.

Voici au surplus une lettre de Pigot, prise entre beaucoup d'autres, et qui explique, si elle ne la justifie pas en partie, toute la politique anglaise ; cette lettre est adressée à Leyrit et porte la date du 1er février 1756 :

« Réfléchissez, Monsieur, s'il vous plaît, sur les démarches que vous avez faites depuis la trêve, auxquelles je n'ai point manqué de faire attention. Réfléchissez sur la somme exigée il y a huit mois par M. de Bussy à la tête d'un corps de troupes françaises, du roi de Maïssour, qui certainement n'a jamais été tributaire de votre nation. Faites attention que vous avez fait marcher un corps de troupes dans le pays de Taurćour [un peu au nord de Trichinopoly] et que vous avez chassé le chef qui y commandait lors de la trêve et cela parce qu'il avait manqué de payer les tributs accoutumés.

Rappelez-vous, Monsieur, les différentes marches que M. de Bussy a faites dans les provinces du Nord, à travers les territoires de princes qui sûrement ne dépendaient pas de lui, levant des contributions partout et établissant un pouvoir sans bornes.

Après que vous aurez fait de sérieuses réflexions sur les faits ci-dessus, je vous prie seulement de faire une comparaison entre la conduite que nous avons observée depuis la trêve et la conduite qu'a tenue votre nation sans la plus légère ombre de droit que celui de la possession d'un jour, pendant lequel on vous a laissé tranquille dans le gouvernement d'une partie de cette province, à laquelle s'il y a des droits, ils appartiennent au nabab. Nous l'avons seulement accompagné dans la collection des tributs qui lui sont dus de tels endroits de la province qui lui étaient soumis lors de la conclusion de la trêve. » (*A. C. C*² 91, p. 229.)

La distance de Seringapatam à Haïderabad est en ligne droite de 550 kilomètres. Le retour de l'expédition s'accomplit sans incidents. Arrivés au bord de la Quichena, Bussy et Salabet j. se trouvèrent devant un fleuve qui, par suite des pluies tombées dans le haut pays, grossissait à vue d'œil ; les troupes n'osaient le passer ; Bussy et Salabet j. montèrent sur le même éléphant et l'armée, profitant d'une légère décrue, suivit deux jours après. On arriva à Haïderabad le 13 ou le 14 juillet.

§ 3. — Les oscillations de la politique extérieure de Bussy

Comme aucun événement militaire ne s'accomplit jusqu'au début de l'année suivante et que la politique intérieure du Décan resta elle-même inactive, c'est ailleurs qu'il faut chercher les éléments d'information destinés à combler le vide de cette assez longue période. On les trouve dans la correspondance de Bussy sous forme d'impressions, de vues d'avenir et d'observations diverses. Traduisons les sans avoir la prétention d'établir entre elles un lien rigoureusement logique.

Comment Bussy appréciait la politique indoue. — Voici d'abord ses sentiments sur les hommes et choses du Décan. Ils ne diffèrent guère de ceux que l'on connaît déjà, mais ils reviennent si souvent sous sa plume qu'on est obligé de tenir compte de cette insistance. Toute la politique indoue consistant, à ses yeux, en intrigues et en cabales, il l'exposait sans la moindre réserve à ses correspondants de Pondichéry et de Paris, le gouverneur et le ministre, lorsqu'il était lui-même aux prises avec les difficultés.

« Les intrigues qui se succèdent sans interruption sont pour ainsi dire les aliments des Asiatiques ; celles qui m'ont occupé en ces derniers temps ne sont que des bagatelles, comparées à ce labyrinthe de cabales et de menées secrètes qu'il a fallu débrouiller et discuter pour établir Salabet j. et le maintenir dans la place qu'il occupe. » *(Lettre du* 20 *mai.)*

« L'expérience montre assez que l'Asiatique ne recherche une alliance qu'autant qu'il y trouve son avantage ou qu'il craint d'avoir cet allié pour ennemi ; c'est sous ce double point de vue que je fais envisager la nôtre, bien assuré qu'autant qu'elle sera ainsi considérée, rien n'est capable de la rompre ni de l'ébranler. Celle du rajah de Maïssour, d'un rang bien inférieur à celle du souhab du Décan, se doit envisager purement pour l'intérêt des sommes que nous réclamons. » *(Lettre du* 20 *juin.)*

« Je me trouve au milieu de traîtres, d'assassins qui tous affectent les dehors de la plus sincère amitié ; il faut toujours être en garde contre les intrigues et les cabales, sans cependant laisser entrevoir

qu'on entre en défiance, ce qui indisposerait les esprits et éloignerait toute ouverture de leur part. Les pièges que tend l'Asiatique sont d'autant plus difficiles à apercevoir et à éviter, qu'ils sont couverts du voile d'un style empressé pour vos intérêts dont ils cherchent la ruine ; n'en connaissant point de commun, chacun cherche le sien en particulier et tâche de s'élever par les brigues, les factions et la trahison. *(Lettre du 26 juin.)*

La connaissance qu'il avait de la langue indigène et son expérience déjà longue des affaires du pays permettaient à Bussy de démêler aisément les manœuvres les plus secrètes et de les neutraliser. Lorsque les inquiétudes qu'il avait ressenties au cours du voyage du Maïssour se furent atténuées, son style devint moins acerbe ; ses préoccupations avaient trouvé un dérivatif, mais ce dérivatif était plus troublant encore ; c'était la question anglaise qui se posait.

Les dangers que fait courir la politique anglaise. — Bussy n'avait eu aucune part au traité conditionnel ; il ne l'avait connu et n'avait compris la gravité de certaines de ses clauses que par l'émotion produite à Haïderabad, dès qu'on en sut l'esprit plutôt que les termes, au mois de février 1755.

Ce traité, en ce qui concernait les Anglais, avait produit à Haïderabad deux effets bien différents. Le durbar considérait l'autorité que les Anglais avaient prise dans le Carnatic comme une usurpation et comme un attentat qui méritait toute son indignation, mais il regardait en même temps la facilité avec laquelle les Français y avaient acquiescé comme une faiblesse et même comme un acte de soumission. Notre prestige en avait été fort diminué. Le durbar cependant ne s'affligeait pas de notre humiliation ; de l'opposition qui semblait devoir naître entre les prétentions françaises et anglaises ne pouvait-il pas arriver que dans un avenir très rapproché ce fut une occasion pour le soubab de nous reprendre toutes les concessions qu'il nous avait faites à la côte ? Bussy avait déjà exposé ce point de vue à Godeheu. On pouvait encore envisager que Salabet j., sans se soucier de nos intérêts mal défendus, reconnaitrait Mahamet Ali comme nabab du Carnatic ; ce serait alors le

triomphe des Anglais et notre autorité détruite aussi bien dans le Carnatic que dans le Décan.

Bussy, qui ne se décourageait pas aisément, considérait que les circars pourraient compenser pour nous la perte du Décan et il est possible que cette perspective, loin de le chagriner, lui causât au contraire une certaine satisfaction. N'avait-il pas été toujours opposé à une occupation permanente du Décan, où il suffisait de laisser une garde d'honneur auprès de Salabet j ? Notre force réelle était dans les ports et leurs dépendances. « Si la Nation ou la Compagnie, écrivait-il le 1er août, n'avaient pas acquis à la côte d'Orissa ce qu'elle a perdu à celle de Coromandel et si les avantages du nord ne balançaient pas ceux que nos antagonistes ont usurpés dans le sud, je demande où en seraient nos affaires. »

En attendant, il considérait la guerre avec les Anglais comme probable ; ils se moquaient trop des traités. « Depuis des siècles, écrivait-il le 18 septembre, ils se familiarisent avec l'infidélité et les attentats. La réalité ne fera que nourrir ce goût de terroir. On a beau imaginer des traités de neutralité entre les deux nations rivales ; c'est une chimère qui n'aura jamais de réalité. Ils conviendront toujours de tout et ne tiendront jamais que ce qui peut s'accorder avec leurs intérêts. » Si la guerre éclatait, nous ne devions compter que sur nous-mêmes pour la soutenir ; il ne fallait pas compter sur la sympathie des Indiens ; « s'ils sentent qu'on ne peut servir leurs intérêts, ils vous abandonnent ou vous méprisent. Je l'ai dit et le redirai toujours ; ou il faut dominer l'Asiatique ou il faut en être dominé. Honneur et profit sont attachés à cette maxime. »

Bussy n'avait pas tort de ne pas compter sur la sympathie ou la fidélité des Asiatiques du Décan ; à un durbar qui se tint à la cour du soubab au début de décembre, Mir Mahamet Oussen et le divan du Mogol proposèrent de reconnaître Mahamet Ali comme nabab du Carnatic et de s'appuyer sur les Anglais. C'étaient les arguments du mois de février qui reprenaient faveur et crédit. La proposition ne fut pas encore retenue ; mais la semence était posée en terre, elle devait germer et prospérer.

Avantages d'une entente avec le Mogol. — Devant cette possibilité plutôt que cette menace de rupture, Bussy pensa qu'on ne conjurerait utilement le danger qu'en s'appuyant sur le Mogol lui-même, dont l'autorité, quoique agonisante, en imposait encore aux princes de l'Inde, même à Mahamet ali. Soit qu'inspiré par nous, il désavouât ce dernier dans ses prétentions à la nababie ou qu'au contraire il les consacrât, Mahamet Ali mis hors de cause devenait malgré nous notre obligé ; nous pouvions par conséquent réunir contre les Anglais toutes les forces du sud de l'Inde ; le hasard déciderait ensuite si elles étaient suffisantes pour les refouler dans leurs établissements de la côte.

Or les succès de Bussy avaient attiré l'attention du Mogol, dès 1752, année où son grand vizir Gaziuddin, fils aîné de Nizam oul Moulk et par conséquent frère de Salabet j., était entré dans le Décan avec l'intention d'y recueillir la succession de Nazer j. et du sultan éphémère, Muzaffer j. Il était mort brusquement à Aurengabad, probablement empoisonné, et son fils Shabab ud din qui, après sa mort, avait recueilli sa succession comme vizir à Delhi, paraissait s'être désintéressé complètement des droits qu'il pouvait avoir sur le Décan. Ses relations avec Salabet j. étaient plutôt satisfaisantes. Pourtant il observait avec attention et curiosité ce qui se passait dans la péninsule et la personnalité de Bussy lui apparut aussitôt comme celle d'un homme qu'il importait de ménager. Sous son inspiration, le Mogol prodigua à ce dernier des titres qui à vrai dire n'ajoutaient rien à son autorité ; mais un jour vint où cette autorité pouvait cependant être mise à profit. Le Grand Mogol régnant, Alemguir II, couronné en juillet 1754, voyait son pouvoir contesté aussi bien sur ses frontières de l'ouest qu'en ses propres états ; ses forces, d'une fidélité douteuse, ne suffisaient plus à assurer sa défense ni même sa sécurité et, soit les Marates soit le nouveau nabab d'Oudh, Soudja daula, on lui offrait des concours qu'il risquait de payer trop cher. Pourquoi les Français, peuple étranger et n'ayant alors aucune ambition territoriale au moins dans l'Indoustan, ne lui garantiraient-ils pas la paisible possession de ses états, comme ils le faisaient

dans le Décan pour Salabet j. ? Dès le mois de juillet 1755, au moment du retour de Bussy du Maïssour, le vizir lui avait écrit qu'en soutenant Salabet j., il avait soutenu l'Empereur et l'Empire et que ce qu'il avait fait pour le soubab faisait désirer ardemment à Delhi notre alliance et notre amitié. Le vizir terminait en priant Bussy de ne point faire de différence entre lui et Salabet j. ; n'étaient-ils pas tous deux de la même famille, celle d'Asefja (Nizam oul Moulk), et en dernier lieu il lui offrait ainsi qu'à la nation tous les services qui dépendaient de lui à la cour impériale.

Cette lettre très flatteuse n'était vraisemblablement destinée qu'à préparer Bussy à recevoir des propositions plus positives ; deux mois plus tard, en septembre, le Mogol lui offrit en effet de prendre à son service un détachement français, qui résiderait en permanence à Delhi et il demandait à Bussy d'en prendre lui-même le commandement. Une autre lettre du vizir, adressée dans le même temps à Salabet j., informait ce prince qu'il n'était pas vrai que le Mogol soutînt Mahamet Ali ; les lettres ou paravanas que celui-ci pouvait montrer n'étaient que des faux dressés par un ancien ouaquil de Balagirao à Delhi, d'où il avait d'ailleurs été chassé.

Les propositions faites à Bussy ne lui parurent pas assez précises pour qu'il jugeât bon d'y donner suite ; il en conclut seulement que le Mogol ne soutenait pas Mahamet Ali et l'on se borna pour le moment à échanger des présents d'assez grande valeur qui furent fort appréciés de part et d'autre. Cependant, dans les derniers jours de l'année, les offres du Mogol se précisèrent pour faire venir Bussy avec un détachement d'un millier d'hommes ; il parlait de trois laks par mois pour la solde et les frais de cette armée, avec six mois d'avances pour se préparer au voyage : toutes ces dépenses étant garanties par les saocars ou banquiers. Tout un plan politique se cachait d'autre part sous ces propositions ; avec le détachement français le Mogol avait l'intention de s'attaquer aux Marates, qui étant devenus un danger pour l'Empire, devaient être rejetés au sud de la Nerbudda.

Bussy comprit que la réalisation de ce programme nous per-

mettrait sans doute d'en finir immédiatement avec les affaires du Carnatic et peut-être d'établir plus tard notre prépondérance dans l'Inde entière. On était évidemment à l'une de ces heures psychologiques qui décident souvent d'un lointain avenir, mais Bussy n'était pas maître d'en régler seul le mouvement ; il lui fallait d'abord provoquer puis attendre l'avis du gouverneur de Pondichéry puis celui des ministres à Paris. Mais ces avis étaient-ils bien nécessaires ? Il n'échappait pas à Bussy que la guerre se rapprochant de jour en jour avec l'Angleterre, nous aurions besoin de toutes nos forces pour leur résister à la côte. Le moment était mal choisi pour prendre avec le Mogol des engagements immédiats ; aussi Bussy manœuvra-t-il avec une extrême prudence : « Je saurai gagner du temps sans rompre ni conclure définitivement avec l'Empereur et son vizir », écrivait-il à Leyrit le 6 février 1756. Mahamet Ali, ajoutait-il, avait offert au Mogol tous les revenus d'Arcate, si on voulait bien lui donner le firman de cette province ; toute l'ambition présente de Bussy était de paralyser ses intrigues et de faire rejeter ses propositions. Les choses restèrent en cet état jusqu'à la fin de l'année, où l'on apprit sans surprise que la guerre avait été déclarée le 17 mai en Europe entre la France et l'Angleterre. Les événements s'étaient chargés de répondre aux propositions du Mogol, qui n'en restent pas moins comme un témoignage précieux de l'influence morale que Bussy avait acquise dans l'Inde presque tout entière.

Les affaires marates et les ambitions des Balagirao. — Retournons-nous maintenant du côté des Marates et nous aurons une vue générale de notre situation politique dans l'Inde du Sud au cours de l'année 1755. Lorsque la Compagnie anglaise apprit vers la fin de l'année précédente que Bussy avait obtenu du soubab la concession des circars, « on jugea avec raison, dit Orme, que les négociations seules n'engageraient pas les Français à renoncer à d'aussi grands avantages et il fut décidé de s'opposer à leur pouvoir dans la partie septentrionale du Décan par les moyens les plus efficaces ». Celui qui parut le meilleur fut de se servir des Marates, qui étaient une perpétuelle menace

pour Salabet j. On espérait que ce prince, pris de peur, consentirait à renvoyer les Français, pourvu que les Marates ne prêtassent pas leur appui aux Anglais ; mais s'il persistait dans son attachement pour notre nation, on était déterminé à le forcer à s'en séparer par une action concertée avec Balagirao.

Clive qui revenait d'Europe, accepta d'être l'agent de cette politique ; mais dans l'intervalle la présidence de Bombay avait entrepris, d'accord avec les Marates,une expédition de grand style contre les Angrias, ces pirates de la mer qui depuis plus de cinquante ans paralysaient le commerce européen en arrêtant et pillant indistinctement tous les navires étrangers. Cette guerre, commencée en mars 1755, ne se termina qu'en février 1756 par la défaite complète et définitive des pirates et, pendant ce temps, tout projet d'intervention dans les affaires du Décan fut abandonné.

Bussy surveilla ces mouvements sans le moindre désir d'y participer : depuis son voyage au Maïssour, il évitait toute démarche qui put éveiller les susceptibilités des Marates comme paraître une manifestation intempestive d'amitié ; maintenant il lui était aussi difficile de combattre que de soutenir Balagirao dans l'appui qu'il donnait aux Anglais. L'occasion lui fut pourtant offerte de prendre parti ; dans le courant de décembre, il reçut du péchoua la lettre qui suit :

« J'ai toujours admiré votre droiture et votre fidélité à garder les engagements que vous avez pris. Votre nation n'abandonne jamais ceux à qui elle s'est attachée. Salabet j. que vous soutenez depuis longtemps a toujours trouvé dans vous un allié fidèle et prêt à tout entreprendre pour ses intérêts. Vous savez l'alliance que vous avez contractée en faisant la paix à Balqui. J'ai tenu la parole que je vous ai donnée pour l'observation de cette paix. Je crois que vous tiendrez la promesse réciproque de donner des troupes lorsqu'on en demanderait de votre part ou de la mienne. J'ai besoin de cent blancs avec un chef qui les commande, accompagnés de cinq cents cipayes. J'attends votre réponse. »

La brièveté et le ton de cette lettre avaient quelque chose d'insolite ; Bussy répondit sans tarder, avec la même concision :

« J'ai lu votre lettre et tout ce qui y est contenu. Vous avez raison

de dire que notre fidélité est constante, que la parole des Français est un serment inviolable et que nos alliés n'ont jamais eu à se repentir de s'être attaché à vous. Vous me demandez cent blancs et cinq cents cipayes ; c'est trop peu pour les grands desseins que vous pouvez avoir ; il faut au moins sept à huit cents blancs et deux mille cipayes. Notre réputation est trop précieuse pour nous exposer à la perdre ou à la voir se flétrir ; ce n'est point notre usage de donner à une entreprise si peu de monde qui ne suffit point pour s'en assurer le succès ; ni vous ni moi nous ne nous sommes engagés à aller contre nos usages. »

Par cette réponse Bussy se tirait avec élégance d'un pas difficile : refuser tout concours était délicat, mais le subordonner à l'envoi d'un fort détachement était habile, Balagirao ne pouvait l'accepter, car il n'eût plus été le maître en ses états.

Les origines de l'affaire Morarao. — La conversation en resta là et Bussy assista en simple curieux au développement de la guerre contre les Angrias. Il apprit sans surprise que sur la fin Marates et Anglais s'étaient brouillés pour le partage du butin. Il n'en conçut ni joie ni chagrin ; aucun intérêt français n'était engagé dans la lutte. Ce qui pour le moment le préoccupait le plus dans ses rapports avec les Marates, c'était la perspective d'un conflit possible entre Balagirao et un autre chef marate à peu près indépendant de son autorité, dont le territoire mal déterminé s'étendait autour de Gouti, entre le Décan et le Maïssour. Ce chef, bien connu des Français, n'était autre que Morarao, le condottiere qui avait loué ses services à Dupleix au moment du siège de Trichinopoly et envers qui nous restions redevables d'une somme de quatorze laks de roupies. Morarao nous réclamait cette somme avec insistance et d'autre part il avait tout à craindre d'un conflit avec Balagirao. Bussy pensa que nous pourrions peut-être nous libérer de notre dette, par une médiation habile entre les deux antagonistes.

L'origine du conflit entre ces deux hommes est assez curieuse. Quelque vingt ans auparavant, Shao Raja, roi des Marates et son frère Sombagi s'étaient partagés le *chotaye* du Décan. Le pays au sud de la Quichena avait échu à Sombagi et celui du nord au roi lui-même. Ce dernier, qui était faible d'esprit et aimait

la tranquillité, avait fini par affermer ses droits à Balagirao et Sombagi avait cédé les siens à Morarao. Après la mort de Shao, en 1740, Balagirao s'empara de toute l'autorité et confina son souverain dans la ville de Satara, pour y porter le titre de roi mais pour y vivre en réalité comme prisonnier. Cette petite révolution accomplie, Balagirao ne pensant pas que personne put désormais s'opposer à ses desseins, envoya l'un de ses frères dans le Carnatic, c'est-à-dire au sud de la Quichena pour y percevoir le chotaye. Morarao demanda des explications ; Balagirao lui répondit qu'étant désormais chargé de tous les détails du gouvernement et son autorité étant sans bornes, Morarao devait se considérer comme son sujet. Morarao répliqua qu'il tenait tous ses droits de Sombagi et qu'il n'avait aucun ordre à recevoir de Pouna. Balagirao riposta à son tour qu'il ne tenait pas seulement son autorité du roi de Satara, mais encore du Mogol lui-même, dont les droits éminents n'étaient contestés par personne.

Il y avait dans cette controverse tous les éléments d'un conflit qui pouvait devenir d'autant plus grave que si Balagirao disposait d'un pouvoir incontesté, une partie de son entourage avait des sympathies plus ou moins ouvertes pour Morarao. La perception annuelle des revenus n'étant pas une règle des gouvernements indiens, le conflit resta latent pendant plusieurs années ; mais à l'époque où nous sommes, Balagirao devenu plus exigeant se proposait de demander le chotaye au Carnatic tout entier, sans distinction de droits particuliers.

La question ne pouvait laisser Bussy indifférent et dès le mois de juillet 1755 il discutait avec Leyrit les avantages ou les inconvénients de prendre parti soit pour Balagirao, soit pour Morarao. Leur avis fut de s'inspirer des circonstances ; cependant il leur parut que nous avions plus d'intérêt à négocier avec Morarao pour le faire désister de ses réclamations à notre égard, moyennant quelques compensations dans le Décan et l'appui que nous lui donnerions auprès de Balagirao pour qu'il n'eût pas à faire de son côté des concessions trop onéreuses. Leur seule crainte était que Balagirao ne voulût rien entendre et se concertât même avec Salabet j. pour tomber tout à la

fois sur Morarao et sur nous. Comment concilier ces intérêts contraires ? telle est la question que se posait Bussy dans une lettre du 31 décembre 1755, à la veille d'un jour consacré tout entier aux vœux et aux espérances.

§ 4. — L'œuvre générale de Bussy en 1755.

Appréciant lui-même l'œuvre qu'il avait accomplie en cette année agonisante, Bussy écrivait le 5 décembre : « Je ne donnerai jamais dans de vains projets qui ne peuvent rapporter aucun fruit ». Combien d'hommes d'Etat ou de simples politiciens de notre époque devraient méditer cette maxime !

« Les affaires, écrit-il ailleurs à Leyrit (23 juillet), se succèdent de trop près pour les perdre de vue un seul instant..., et mon intention est de leur sacrifier même mon repos et tous mes plaisirs dès lors que je ne puis les allier avec elles. C'est une suite nécessaire du système d'honneur et de probité qui a réglé jusqu'ici et qui règlera toujours toutes mes opérations et mes démarches. Il n'est pas en moi de m'en écarter et je défie les ennemis de ma gloire de m'y prendre en défaut... L'enchaînement de tant de faits connus, de tant de politiques cachées qui ont amené nos affaires à un point qui m'étonne moi-même, passe mes ennemis et les met hors de leurs gonds. Leur jalousie pourrait-elle pardonner à un simple officier d'infanterie comme moi d'en avoir été l'instrument et de s'être élevé par là au-dessus de cette médiocrité où ils l'ont vue autrefois...

« J'ose l'avancer dans le secret du cabinet ; il n'y a que moi qui puisse conduire avec succès à l'entière décision de notre cour et de notre compagnie tout ce qui a quelque rapport direct ou éloigné à la cour du Décan et même à celle de Delhi. Quelque génie superficiel pourrait m'accuser de présomption, mais je n'ai point à craindre ce reproche de votre part. Vous savez, Monsieur, ce que peut dans ce pays-ci une réputation bien établie. Celle dont je jouis dans le Décan et dans tout l'empire mogol me met la balance à la main et me rend maître de la faire pencher à mon gré. C'est un bonheur dont je sens le prix parce qu'il me met en état de servir ma patrie. »

Cependant les envieux lui reprochaient sa fortune et contes-

taient sa gloire ; craignant sans doute que leurs attaques ou insinuations ne produisissent une fâcheuse impression auprès du ministre qui disposait de toutes les faveurs, Bussy écrivait à Montaran le 15 septembre une très longue lettre où, après lui avoir exposé toute la politique suivie par lui depuis un an, il terminait par ces mots, d'une recherche très apprêtée et cependant fort justes quant au fond :

« Des rois placés sur le trône par mes mains, soutenus par mes forces, des armées mises en fuite, des villes emportées d'assaut par ma poignée de gens, des traités de paix conclus par ma seule médiation, garantis, gardés et renouvelés par la seule crainte de me déplaire, mon alliance recherchée par toutes les puissances de l'Empire mogol, mon amitié achetée au prix des riches et vastes domaines que la Compagnie possède, des ministres puissants, contraires aux intérêts de ma nation éloignés et remplacés à ma volonté, emplois et grâces distribués par ma faveur et mon canal, l'honneur de ma nation porté à un point de gloire qui l'a fait préférer jusqu'ici à toutes celles d'Europe et les bornes de l'intérêt de la Compagnie au delà de ses espérances et même de ses désirs, non, Monsieur, cela n'est pas croyable et ne peut le devenir que par des preuves démonstratives. »

Il est des heures où, sa modestie dut-elle en souffrir, un homme doit affirmer sa personnalité, surtout lorsqu'il s'agit des intérêts de l'Etat, d'ordinaire si mal défendus ; Bussy qui savait ce que valaient son dévouement et ses peines, était d'autant plus autorisé à tenir ce langage qu'en haut lieu régnait la plus grande indifférence pour ses services ; sa défense — car c'en était une — était justifiée.

Bussy n'était d'ailleurs pas seul à se rendre personnellement justice ; en dehors de Leyrit qui dès le premier jour lui donna sa confiance sans aucune réserve, et l'approuva dans tous ses actes, nous citerons l'opinion du commissaire aux armées Duplant de Laval qui servit un instant à l'armée du Décan et sans doute son opinion était partagée par la plupart des Européens :

« C'est à M. de Bussy, écrivait-il aux Syndics de la Compagnie en France, le 1er septembre 1755, c'est à l'armée française qui a établi et maintenu Salabet j. dans l'héritage de ses pères, que la Compagnie

est redevable de son agrandissement. La jalousie, toute injuste qu'elle est, fera cet aveu en même temps qu'elle s'appliquera à en diminuer le mérite... Depuis que je suis dans son armée en qualité de commissaire, j'ai vu par moi-même ce que je ne savais qu'imparfaitement... J'ai vu le haut point d'autorité où M. de Bussy est parvenu dans le Décan ; c'est par là que Salabet j. a signalé sa reconnaissance envers les Français et nommément à M. de Bussy... Le haut point d'estime et d'autorité où il est parvenu m'a également surpris et charmé. Il est étonnant qu'un étranger prenne ici l'ascendant au milieu d'une nation aussi fière et aussi jalouse de dominer que le sont les Asiatiques... Il n'y a [chez eux] ni raison d'état ni bien public ni intérêt de nation ; tout est personnel. De cette opposition d'intérêts suit nécessairement une difficulté bien grande de devenir l'arbitre de tant de différends à la satisfaction des divers concurrents ; c'est le chef-d'œuvre de la politique, c'est aussi le rôle de M. de Bussy depuis cinq ans. Le général français est l'oracle que chacun veut se rendre favorable et dont on respecte les décisions. Tous les suffrages réunis lui défèrent une autorité entière, en sorte qu'il balance à son gré les intérêts des diverses puissances dans le Décan...

« Pour en venir là, il a fallu et il faut encore que M. de Bussy passe les journées entières à discuter les affaires les plus épineuses, qui demandent une adresse et une prudence consommées. Il faut opposer intrigues à intrigues, déconcerter les projets, rendre inutiles les menées des envieux, dont la jalousie trop timide pour éclater, tâche par des cabales secrètes de traverser les opérations au préjudice du nabab et de la gloire des Français... Ses succès non interrompus pendant cinq ans parlent assez pour lui et d'une manière plus énergique que toutes les lettres et relations. » *(A. C. C²* 86, p. 15-18.)

Le lecteur excusera la longueur de ces citations ; mais, en modifiant très légèrement la phrase précédente, il est des citations de textes qui frappent l'esprit d'une façon plus énergique que toute analyse et tout commentaire.

§ 5. — L'affaire de Savanour et le règlement de nos comptes avec Morarao.

Lorsque s'ouvrit l'année 1756, l'armée de Salabet j., qu'il fallait bien utiliser, était en marche vers Beder, sans savoir encore de quel côté elle se dirigerait ensuite. D'après les uns, elle devait se rendre dans le Bérar où Balagirao paraissait

vouloir soutenir les droits ou les prétentions exclusives au gouvernement suprême du pays de l'un des fils de Ragogy Bonsla, mort en mars 1753. D'après d'autres, elle devait aller dans le sud où Morarao avait levé une armée de 15.000 cavaliers et 6 à 7.000 cipayes pour soutenir le rajah de Savanour, menacé comme lui par les exigences de Balagirao. Mais, si l'on allait de ce côté, nul ne savait encore si c'était pour soutenir ou pour combattre Morarao ou Balagirao.

La diplomatie indienne se reconnaît en cette incertitude, qu'il est difficile de traduire en termes rigoureusement exacts. L'année précédente, Balagirao avait fait alliance avec les Anglais pour combattre les Angrias, mais les Anglais étaient venus à la côte malabar moins pour détruire les pirates que pour se tenir prêts à attaquer les Français du côté de Bombay, le jour où la guerre éclaterait en Europe entre les deux pays. La campagne contre les Angrias n'était que le prélude de la lutte entre Français et Anglais que seule la signature du traité de paix conditionnel entre Godeheu et Saunders empêcha alors d'éclater. La guerre contre les Angrias terminée, d'autres soucis attirèrent les Anglais dans le Bengale. Débarrassé d'alliés qui avaient fini par l'incommoder et même l'inquiéter, qu'allait faire Balagirao ? Il ne s'agissait plus pour lui d'être contre nous l'auxiliaire éventuel des Anglais ; mais il pouvait encore agir seul d'une autre façon si son intérêt l'y portait. Or le but qu'il poursuivait depuis plusieurs années était d'affaiblir le Décan et même de le morceler ; malheureusement, il avait appris depuis trois ans à connaître la valeur des Français et surtout celle de leur chef et il semblait que tant que Bussy serait le protecteur du Décan, ce pays n'avait rien à redouter, et qu'il ne pourrait rien entreprendre avant d'avoir rompu l'alliance qui nous unissait au soubab. C'est donc à ce but qu'il tendit avec quelque confiance dans le succès ; il savait que les hauts dignitaires de la nababie maudissaient tous en silence la main qui les protégeait, et que le ministre Chanavas Khan nous était presque ouvertement hostile. Les intrigues indoues se nouant ou se dénouant presque toujours par vaquils, c'est-à-dire de vive voix, nous n'avons aucun document écrit qui nous

permette d'affirmer avec certitude que, dès la fin de 1755, Chanavas Khan et Balagirao étaient déjà d'accord pour trouver un moyen de se priver de nos services mais une campagne contre le raja de Savanour, où ils pourraient se rencontrer et négocier presque sans mystère, leur en fournirait vraisemblablement l'occasion.

Le nabab de Savanour était un de ces nombreux princes de l'Inde, établis aux limites de pays dont ils ne dépendaient guère que nominalement ; Savanour se trouve en effet à environ 200 milles au sud d'Haïderabad. Le nabab ne se considérait donc tenu qu'à des liens de vassalité presque illusoires avec Salabet j. et tout à fait inexistants avec Balagirao. C'était également le point de vue de Morarao ; aussi les deux hommes avaient-ils réuni leurs forces pour opposer un front commun à leurs ennemis éventuels.

Toutefois, avant d'en venir à cette extrémité, il y eut entre les principaux intéressés quelques pourparlers de paix au début de 1756 ; mais Balagirao ayant exigé qu'on le reconnût comme chef général de l'armée marate et qu'on lui donnât exclusivement tout le chotaye du Carnatic, cette double demande fut rejetée et l'on s'en rapporta au sort des armes. L'armée de Balagirao, prête la première, parut devant Savanour et en commença le siège.

Il se noua alors des intrigues extrêmement subtiles. Comme l'armée du Décan n'avançait qu'avec lenteur, Chanavas Khan laissa entendre à Balagirao que c'était nous qui retardions sa marche et en même temps il voulut faire croire à Morarao que c'était nous et nous seulement qui avions voulu qu'on épousât la cause des Marates. Bussy parvint à débrouiller ce chaos à une journée de la rivière Tomboudra ; il prit aussitôt un parti qui déconcerta la cabale ; il fit dire à ses auteurs qu'il en savait au moins autant qu'eux et il envoya aussitôt un dromadaire à Balagirao pour lui en donner avis. Par cette manœuvre il voulait convaincre le chef marate que s'il yavait retard à lui porter secours, l'opposition ne venait pas de son côté et il entendait aussi prouver à Morarao que c'était Chanavas Khan et nul autre qui avait eu l'initiative d'une entente avec Balagirao.

Il fallait vraiment du génie pour manœuvrer au milieu de toutes ces intrigues et nous ne les avons pas toutes indiquées. Les trois principaux jaguirdars marates étaient sourdement du parti de Morarao ; les patanes tenaient pour le nabab de Savanour ; Mir Mahamet Oussen Khan favorisait Balagirao et Holkar voulait sauver Morarao .« Voilà, disait philosophiquement Bussy, la matière des embarras où je me trouve. J'emploie tout ce que la prudence et l'expérience me suggèrent pour rendre les conjonctures moins embarrassées... L'armée de Balagirao est remplie de seigneurs mogols dont les pères, frères ou neveux sont dans celles de Salabet j. qui a lui-même beaucoup de Marates à son service. Toutes ces contradictions qui révoltent en Europe ne surprennent personne en Asie. » (*Lettres à Leyrit, des* 28 *mars et* 24 *avril* 1756. — *A. C. C*² 92, p. 178-180.)

Cependant l'armée de Salabet j. finit par arriver devant Savanour. La place était investie ou défendue par des forces qu'il est impossible de déterminer exactement ; la disposition des armées marates formait une vingtaine de camps de 70 à 80.000 cavaliers. Le nabab de Savanour et Morarao s'étaient préparés à une longue résistance ; ils avaient 38.000 hommes, 200 Européens, 8.000 patanes, 10.000 marates, 5.000 cipayes et 12.000 caïtoquiers de divers rajahs ou paliagars.

Un choc entre ces deux armées eût pu être formidable. On causa d'abord assez longuement. Le 5 avril, Bussy eut une première conférence de pure forme avec Balagirao et, deux jours après, une autre consacrée aux affaires. Celles-ci parurent au péchoua singulièrement embrouillées ; évidemment Chanavas Khan n'y avait pas apporté de la clarté. Sur ses droits au chotaye du Carnatic, il déclara que les infractions qu'on lui reprochait ne venaient pas de lui mais des brahmes à qui les droits avaient été affermés ; il promit de faire droit aux demandes qui pourraient lui être faites. Il s'entretint ensuite des Anglais qui l'avaient joué, dit-il, dans l'expédition des Angrias ; ils avaient accaparé 40 laks qui lui revenaient. Il parla ensuite des Hollandais, puis des Portugais, avec des appréciations diverses. « Cette conversation, nous dit Bussy, commence et

s'est soutenue de bonne amitié , cependant le dénouement de l'affaire de Savanour me paraît encore éloigné. »

Le siège se poursuivait en effet avec lenteur et l'on commençait à accuser tout bas Bussy de le traîner en longueur pour favoriser Morarao ; pour désabuser le péchoua, Bussy se décida à une attaque en règle qui dura deux jours, mais fut décisive. Il fit impression sur les patanes enfermés dans la place et l'on convint des deux côtés de soumettre le différend à un arbitrage et de s'en rapporter à sa décision.

« Voilà, nous dit Bussy, le point où je voulais les affaires pour ménager la puissance marate dont je voulais l'estime et l'amitié fondée sur la crainte, pour ne pas aliéner les patanes à cause du faussedar de Cadappah qui peut nous donner des inquiétudes, enfin pour maintenir mon autorité dans le dorbar et lui en rendre la notion toujours plus redoutable et plus nécessaire...

Morarao que je voulais ménager en même temps que je paraissais agir contre lui et qui se trouvait soutenu secrètement par Holkar et d'autres chefs puissants, était d'autant moins porté à se relâcher de ses droits qu'il savait le fort parti qui le protégeait. J'ai gagné Holkar, dont j'ai fait un ami, et j'ai amené Morarao au même point, en lui retirant, avec le désistement de tout ce qu'il disait lui être dû par les Français tous les écrits et conventions faites entre M. Dupleix et lui. »

La paix fut conclue vers le 25 avril. Balagirao fut payé de son chotaye et le durbar du Décan lui céda en plus quelques terres qui furent retirées au nabab de Savanour en échange d'autres qui se trouvaient dans la dépendance d'Aurengabad ; quant à Morarao il dut s'estimer heureux de conserver son domaine de Gouti avec les droits s'y référant ; il eût tout perdu si le siège de Savanour s'était prolongé. Le Décan ne gagnait rien, sauf la reconnaissance plus théorique que réelle de son autorité. Les seuls victorieux étaient les Français qui, poursuivant avec obstination et méthode le même plan depuis quinze mois, étaient parvenus à arracher des mains de Morarao la renonciation formelle à sa créance de 14 laks de roupies, qu'en bonne foi nous ne devions peut-être pas en entier mais cependant la meilleure partie. La renonciation de Morarao portait en fait sur une somme de 133.245 rs., dont une vingtaine

lui furent laissées comme un acte de sagesse et de politique prévoyante. On devait ce succès à la patience et à l'esprit pratique de Bussy, mais ce succès devait à son tour nous coûter assez cher.

§ 6. — La grande intrigue de 1756 et l'armée de secours envoyée a Bussy

Le soubab donne congé à Bussy ; celui-ci se propose de regagner la côte. — Chanavas Khan s'était rendu compte que, si adroites et si mystérieuses qu'eussent été ses tractations avec Morarao, Bussy préoccupé avant tout des intérêts de sa nation, avait un peu trop sacrifié ceux du Décan ; ce fut une nouvelle raison pour se priver de nos services. A moins d'accepter pour toujours la tutelle française, le moment était venu de secouer un joug plus humiliant que réellement oppresseur ; Balagirao, devenu l'allié du soubab, n'était-il pas disposé aujourd'hui à lui garantir la sécurité de ses états ?

Sous quelle inspiration Salabet j. prit-il alors la résolution de partager le pouvoir avec ses deux frères, Nizam Ali et Bassalet j. Il semble, d'après Bussy, que ce soit Balagirao qui en ait eu l'idée, avec l'arrière-pensée de profiter de cet émiettement d'autorité pour substituer son influence à la nôtre. Pour assurer la réalisation de ce programme, Balagirao offrait de laisser 25.000 hommes à la disposition de Salabet j. ; avec cette garde du corps, ce prince pourrait se passer de tout concours étranger, aussi bien français qu'anglais.

L'affaire avait été conduite avec tant de mystère qu'elle surprit Bussy lui-même ; il ne pouvait concevoir que le soubab consentît à cette sorte d'abdication. Il lui fallut pourtant se rendre à l'évidence ; dans les derniers jours du mois d'avril, en tout cas avant le 27, Salabet j. se serait rendu seul chez Balagirao pour traiter avec lui d'affaires concernant la province d'Arcate, dont les Anglais, disait-il, s'étaient rendus les maîtres *depuis que M. Dupleix avait été chassé de Pondichéry*, ce qui marquait, ajoutait-il, que notre roi, le roi de France, désapprouvait tout ce que nous avions fait dans l'Inde. Il

passa ensuite aux affaires de Delhi et parut craindre d'être attaqué prochainement par le Mogol mécontent de la rupture d'un mariage entre l'un de ses protégés avec une fille de Nazer j. Avec une sorte de découragement, à moins que ce ne fût un aveu de sa faiblesse, il affectait de se désintéresser du gouvernement et c'est pour ne pas engager sa seule responsabilité qu'il avait envisagé le partage du pouvoir avec ses deux frères.

Si habitué qu'il fût aux combinaisons les plus invraisemblables, Bussy fut atterré, lorsqu'il connut ce projet ; il craignit tout de suite que ce ne fût la ruine du gouvernement maure dans le Décan et le triomphe des Marates dans tout le sud de la péninsule. Chanavas Khan, Mir Mahamet Oussen, d'autres seigneurs encore, paraissaient partager ce sentiment, mais n'ayant aucune confiance dans son entourage, et convaincu d'autre part que les Français avaient perdu toute autorité, Salabet j. crut peut-être de bonne foi que la protection marate pouvait seule désormais lui garantir la sécurité. Il se décida donc à accepter le concours que lui promettait Balagirao et, dès la fin du mois d'avril, le partage de son pouvoir, sinon celui de ses états, était un fait accompli. Nizam Ali était en quelque sorte associé à l'empire avec l'administration personnelle des provinces du nord, tandis que Bassalet j. recevait celle des provinces du sud, avec Adonis comme capitale. Il ne restait à Balagirao qu'à profiter de cette division d'autorité pour se glisser dans cette fissure, comme un coin qui la ferait éclater et l'on disait déjà que, pour prix de son appui, Bassalet j. était disposé à lui céder une partie de ses provinces.

Bien qu'il fût au courant de ces tractations, Bussy se garda d'y prendre part. Il fut d'ailleurs averti dans le même temps que ses services avaient cessé et qu'il pouvait se retirer à la côte avec son détachement. Bussy se demanda un instant s'il devait obéir ; partir, c'était laisser le champ libre aux intrigues des Anglais et de Mahamet Ali à la cour d'Haïderabad, et c'était peut-être aussi perdre tous les avantages qui nous avaient été consentis par la cession des circars ; ne contribuant plus à la défense du souverain, nous n'avions plus droit à aucun revenu. Mais rester, c'était s'exposer à entrer en lutte

avec le soubab et la faiblesse de notre effectif ne nous permettait pas de tenter l'aventure, nous perdions tous les jours du monde par maladie ou désertion. Tout mis en balance, Bussy jugea préférable de regagner la côte et, avec son art infini de tirer le meilleur parti des situations les plus désespérées, il envisagea que notre retraite pourrait même servir nos intérêts. Il écrivait à Leyrit le 15 mai :

« Ce qui se passe aujourd'hui pourrait nous ouvrir la porte à une retraite honnête en faisant valoir aux Anglais le sacrifice que nous faisons. Notre séjour auprès de Salabet j. depuis six ans ne nous a été d'aucune utilité pour les affaires d'Arcate où les Anglais et Mahamet Ali ont toujours été bon train sans s'embarrasser de nos droits. Dans les circonstances présentes on ne peut espérer de secours d'aucune sorte de la nation mogole ; par là même son alliance nous deviendra à charge. Nous n'avons pas plus besoin d'elle pour la conservation de ce que nous avons dans le nord que les Anglais en ont eu pour ce qu'ils ont dans le sud. Je connais la faiblesse de cette nation, on ne peut rien en craindre, rien en espérer. Si on avait dessein de continuer à prendre part aux affaires, en ce cas l'expédition de Delhi [c'est-à-dire l'accord avec le Mogol] ne peut nous être qu'avantageuse ; autrement je crois qu'il faut nous tenir sur nos terres et y attendre les événements de l'Asie et de l'Europe. » *(A. C. C*[2] 92, p. 189-195.)

Les relations restent amicales entre Bussy et Balagirao. — Avant de partir, Bussy tint du moins à rester dans les meilleurs termes avec Balagirao, qui lui aurait fait, dit Malleson, des propositions de passer à son service. Le péchoua cependant avait contribué à son renvoi ; Bussy le savait, mais il savait aussi que ce n'était pas par haine ou mépris, et à la place de Balagirao il eût peut-être agi de la même façon ; en tout cas il ne lui tint pas rigueur ; les affaires du Décan n'étaient pas les siennes, il n'avait jamais été d'avis que nous restions indéfiniment dans ce pays. Qui pouvait dire, au surplus, que dans un avenir plus ou moins éloigné les événements n'obligeraient pas les deux hommes à se rapprocher ? L'Inde est le pays des sortilèges et des métamorphoses.

Balagirao eut d'ailleurs l'occasion de donner presque aussitôt un témoignage de son estime pour Bussy, avec l'espoir

peut-être d'en tirer plus tard quelque avantage, si les circonstances s'y prêtaient. Chanavas Khan lui proposa sur ces entrefaites de profiter de notre désarroi et surtout de notre petit nombre pour provoquer un incident à la suite duquel on nous attaquerait et où l'on nous exterminerait jusqu'au dernier. Balagirao ayant refusé, on lui laissa entendre qu'il suffirait d'assassiner ou d'empoisonner Bussy, parce qu'après lui, il n'y aurait plus aucun Français au courant des affaires indiennes. Notre troupe privée de son chef n'aurait plus qu'à se débander avec tous les aléas d'une dispersion dans un pays hostile et peu connu. Balagirao rejeta encore cette proposition et Chanavas Khan continua pour quelque temps encore à nous donner les apparences de l'amitié la plus cordiale et de la plus parfaite reconnaissance pour les services que nous lui avions rendus.

Balagirao fit mieux encore. Notre petit détachement s'étant mis en route sur le chemin du retour, il eut peur qu'il ne fût victime d'un guet-apens et nous donna comme escorte quelque 4.000 cavaliers sous la conduite de Mulhar Rao Holkar, l'un des premiers grands chefs de la future confédération marate. Bussy ne les garda pas ; il craignit que la protection qu'on lui donnait ne finit par lui coûter trop cher et au bout de quelques jours il les renvoya avec de fort aimables paroles et des présents plus appréciables encore.

La retraite de l'armée vers Haïderabad. — Et Bussy reprit sous des pluies qui ne cessaient pas sa marche incertaine. Le guet-apens qu'on redoutait n'eut pourtant pas lieu. Tandis que l'armée du Décan avec Salabet j. se dirigeait en ligne droite vers Aurengabad, notre petite troupe marchait vers Haïderabad, d'où elle se proposait de regagner presque aussitôt la côte. Si la guerre venait à éclater avec les Anglais, comme le supposait Bussy, ce serait pour nous une sortie fort honorable ; elle justifierait notre retraite.

La copie d'une correspondance échangée entre Mahamet Ali et Chanavas Khan tomba alors sous ses yeux ; elle est assez curieuse et en même temps assez courte pour qu'on la reproduise ici intégralement. Mahamet Ali disait :

« Vos inquiétudes sont mal fondées et les bruits qui se sont répandus sur le retour du capitaine Dupleix avec des forces sont absolument faux. Il est même dit qu'il a été arrêté à son arrivée dans son pays et que son *patcha* [le roi] est très indisposé contre lui de tout ce qu'il a fait dans l'Inde, bien loin d'être récompensé comme vous l'avez cru. Vous pouvez donc suivre votre plan dans cette province et m'en envoyer le *senet* [ou investiture] ; les gens de Pondichéry n'oseront remuer ; pour le reste c'est votre affaire ; votre jonction avec Balagirao aura facilité vos desseins. »

Chanavas Khan aurait répondu :

« Depuis longtemps vous promettez quinze laks pour le *sanet* d'Arcate, en outre de faire passer de vos gens et des Anglais quand les Français se seraient retirés ; je compte que vous exécuterez tout cela et que vous viendrez par Nellour. »

L'accord de Mahamet Ali et des Anglais avec les gouvernants du Décan se précisait donc d'une façon fort inquiétante pour notre retraite elle-même et jamais en effet le danger que courut Bussy ne fut plus alarmant. Des forces anglaises venant de la province de Madras devaient partir incessamment pour venir prendre notre place à Haïderabad et de gré ou de force nous jeter à la porte du pays.

Devant cette perspective qui indiquait de la part de Chanavas Khan et de son entourage le double désir de percevoir les revenus d'Arcate avec le concours des Anglais et de récupérer les circars avec celui de Balagirao, Bussy fut un instant indécis sur le parti à prendre ; il se demanda s'il devait réellement se rendre en droiture dans les circars et s'y tenir ferme en recourant au besoin à la force, ou s'il valait mieux, une fois arrivés à Haïderabad, y attendre le soubab et l'obliger à congédier Chanavas Khan. Ce parti lui semblait le meilleur, à condition que Salabet j. y consentît ; son refus nous mettrait en effet dans l'obligation de lui faire la guerre, mais dans ce cas nous pourrions peut-être nous appuyer sur Nizam Ali ou solliciter l'intervention du Grand Mogol. Il continua sa marche sans rencontrer nulle part de résistance sérieuse et arriva devant Haïderabad le 3 juin.

Escarmouches autour d'Haïderabad. — Chanavas Khan jeta alors le dernier masque qui voilait toutes ses intrigues. Il enjoignit aux zemindars des circars et de la province de Condavir de ne plus reconnaître notre autorité et ne plus nous payer de redevances ; il demanda aux paliagars du sud de venir à Haïderabad avec leurs hommes pour lui prêter assistance, il requit le concours de la cavalerie marate que Balagirao lui avait laissée pour la garde du soubab, et, pour mieux s'assurer la fidélité du péchoua, il lui offrit Berhampour et la forteresse d'Ahmednagar. Par contre Nizam Ali nous proposait son amitié et Holkar nous conseillait de réaliser au plus tôt un accord avec le Grand Mogol. Leyrit, régulièrement informé de tous les mouvements de Bussy, lui laissait la liberté d'agir comme il l'entendrait en s'inspirant des circonstances.

Bussy resta trois semaines campé sous les murs d'Haïderabad dans une sécurité à peu près complète ; il pouvait circuler à son aise dans la ville et l'ascendant qu'il exerçait sur la population indigène était resté tel que, malgré l'hostilité mal déguisée de Chanavas Khan, les banquiers lui versèrent sur sa seule parole une somme suffisante pour payer à ses troupes l'arriéré de leur solde. La situation était cependant assez inquiétante pour que Bussy priât Leyrit de lui envoyer d'urgence au moins 200 hommes de renfort et Leyrit en fit partir 150 presque aussitôt ; d'autres suivirent peu de jours après.

Il n'y eut aucun acte d'hostilité effective jusqu'au 30 juin. Mais ce jour-là l'avant-garde de l'armée du soubab, composée en majeure partie de la cavalerie marate, arriva près d'Haïderabad avec le dessein de s'opposer à notre retour dans nos provinces. La partie décisive allait se jouer.

Bussy engagea tout d'abord une négociation, qui échoua par une imprudence de l'officier de hussards Mayer, chargé de la conduire. Il en résulta une escarmouche où nous eûmes trois hommes tués dont l'officier lui-même et vingt-huit hommes mis hors de combat. Ce faible avantage obtenu par l'ennemi détermina la désertion d'un assez grand nombre de nos cipayes, tandis que les domestiques et charretiers conduisant notre artillerie abandonnaient leurs pièces. A moins de s'exposer à

un péril évident, Bussy ne pouvait engager au loin une action de quelque importance. Déjà il avait fait quelques installations dans un grand jardin entouré de murs assez élevés, situé à l'une des extrémités de la ville vers le nord-ouest et aboutissant à la petite rivière Moussi. Il en perfectionna hâtivement la défense et, à la suite d'un conseil tenu avec ses principaux officiers, il s'y cantonna le 5 juillet. Ce jardin portait et porte encore le nom de Char Mahal. De là Bussy envoya au soubab une lettre fort mesurée où il expliquait qu'il n'était nullement son ennemi et le priait de lui laisser continuer son voyage à la côte. Mais en même temps il demandait à Moracin de lui envoyer sans retard 100 Européens de Mazulipatam et à Leyrit de lui expédier non plus 200 mais 300 Européens avec un bon nombre de cipayes.

De ce jour jusqu'au 28 août, date à laquelle le siège se termina, ce fut une série d'escarmouches autour de la ville sans gravité comme sans résultats. Le 6, Bussy fit occuper une hauteur voisine qui commandait tout à la fois la ville et le Char Mahal. On y accumula du riz, des vivres et des munitions, en laissant entendre aux habitants que leur vie et leurs biens ne couraient aucun risque.

Quelques jours après, pour tenir en éveil l'ennemi, Bussy fit faire une sortie de nuit avec 50 blancs, 300 cipayes et une pièce de canon ; ils surprirent un poste mal gardé et les cipayes se partagèrent le butin. Une autre fois, devant une attaque dirigée par Du Passage, les Marates se replièrent jusqu'à Golconde, à quatre cosses d'Haïderabad. Une autre fois encore, ce fut Brandt qui fit une sortie avec sa troupe allemande ; la pluie suspendit l'opération. Cependant le nombre des ennemis augmentait tous les jours et le bruit courait que Mahamet Ali allait venir lui-même au secours de Chanavas Khan. Il ne vint pas, mais sur ces entrefaites arriva un nommé Jaffer Ali, divan de Salabet j., avec 3.000 hommes et 20 pièces de canon. Informé qu'il voulait occuper un quartier de la ville, Bussy le prévint et prit possession d'un édifice appelé les Quatre Tours situé au centre de la place et la dominant.

Le 11, il envoya Guyonnet à Mazulipatam pour informer

Moracin de sa situation et le presser de lui envoyer les secours attendus. Le 13, il reçut un envoyé de Mahamet Ali lui-même, lui proposant une entente qui reposerait sur le renvoi de Chanavas Khan ; les garanties offertes ne parurent pas assez sérieuses pour que Bussy acceptât ce projet de pacification. De nouvelles escarmouches sans grande importance eurent lieu les jours suivants.

Mais, vers le 20, la situation de Bussy parut devenir critique. Un corps de 300 Abyssins et Arabes qu'il avait fait lever à Surate pour venir à son secours fut attaqué en route, pris en partie et le reste tué ou dispersé. Le 27, arriva au camp ennemi un auxiliaire des plus dangereux pour nous ; il se nommait Muzaffer Khan et avait autrefois servi à nos côtés à Pondichéry, sous le nom d'Abd er Rhaman ; il commandait à cette époque un fort contingent indigène et au moment du siège il rendit les plus grands services à Dupleix ; puis il s'était mis en quête d'une situation plus indépendante et sous le nom qu'il prit de Muzaffer Khan, il cherchait en ce moment comme Morarao à se créer une principauté aux limites du Décan et des états marates. Son arrivée à l'armée de Salabet j. était pour ce prince un fort utile concours.

Pour sortir du cercle qui menaçait de l'envelopper, Bussy tenta encore une fois le sort des armes. Le 27, il ordonna une grande sortie, mais ses cipayes désertèrent en grand nombre et, loin de pouvoir contre-attaquer, il dut au contraire faire faire la garde de son campement par une trentaine d'Européens. Cependant, le 30, l'ennemi paraissant disposé à une attaque générale, Bussy occupa toutes les hauteurs voisines avec son infanterie et, cette position assurée, il fit attaquer l'ennemi par Du Passage et Reboux. L'action commencée vers deux heures et demie dura jusqu'à la nuit,; elle fut des plus dures et nullement décisive. Si l'ennemi y perdit environ 400 hommes tués ou blessés et 125 chevaux tués, nous eûmes pour notre compte six cipayes tués avec une quarantaine de blessés dont quelques Européens. L'affaire avait été si rude que Bussy résolut désormais de faire des sorties moins fréquentes, tout à la fois pour épargner ses munitions et ne pas faciliter les désertions. A ce

moment il ne restait plus en réalité à Bussy qu'un secours étranger pour le sauver d'une destruction par usure, lente mais assurée.

L'armée de secours et sa marche à travers le Décan. — Fort heureusement Leyrit et Moracin n'avaient pas été sourds aux appels qui leur avaient été adressés. Dès le premier appel de Bussy, Leyrit avait, dès le 5 juillet, fait passer par le *Saint-Contest* 150 hommes de troupes blanches ou de topas à Mazulipatam, sous le commandement de Law ; lorsqu'il connut mieux la gravité de la situation, il en envoya, le 19 juillet, 500 autres et 200 cipayes sous la conduite de Saubinet, promu à cette occasion major des troupes mais qui devait remettre le commandement suprême à Law lorsqu'ils auraient opéré leur jonction. Arrivés l'un et l'autre à Mazulipatam à quelques jours de distance, Law se mit le premier en route et Saubinet ne tarda pas à le suivre. Law arriva à Bezoara le 20 juillet avec son détachement. Bezoara (ou encore Bezvada) est une petite place fortifiée à soixante kilomètres environ de Mazulipatam, située au pied de collines abruptes qui viennent mourir au sud presque dans un étranglement de la Quichena. C'est là que l'on quitte la plaine constamment unie de la côte pour s'élever insensiblement dans le Décan par d'autres plaines plus ondulées mais ne présentant pas néanmoins de très sensibles aspérités de terrain. Les pluies y retinrent Law pendant plusieurs jours et durant ce temps la *Favorite* qui amenait le renfort de Saubinet arriva à Mazulipatam. Toutes les forces françaises étant réunies, la marche en avant commença le 3 août.

Elle s'effectua sans incidents jusqu'au 10 ; ce jour-là, Law rencontra une armée ennemie à Mognapara, à environ 20 cosses d'Haïderabad. Salabet j. revenu enfin à Golconde, avait en effet décidé de ne pas s'attacher à la reprise du Char-Mahal, qui tomberait ensuite comme un fruit mûr, si l'on détruisait d'abord l'armée de renfort qui arrivait, et il avait envoyé contre elle à peu près toutes les forces dont il disposait. Notre avant-garde était composée de 400 cipayes, commandés par Mahmoud Khan, puis venait un corps français et le reste des cipayes.

Dès que l'on fut en présence de l'ennemi, le corps des cipayes déserta presque en entier. Mahmoud Khan était d'accord avec Muzaffer Khan pour accomplir cet acte de trahison. Les Français furent aussitôt attaqués et, bien commandés par Saubinet, ils repoussèrent aisément cette attaque et franchirent ensuite un défilé, où ils essuyèrent encore quelques coups de feu. Sur la fin du jour on arriva à un terrain découvert où l'on passa la nuit. L'attaque reprit le lendemain sans que nous éprouvions une sérieuse résistance ; si Muzaffer K. s'était entendu avec l'un de nos chefs pour nous trahir, Bussy avait su mettre dans son jeu deux chefs marates, Janogi Nimbalkar et Ramchander-Jagow, qui lui avaient promis de ne prendre qu'une part apparente à l'action et tinrent parole. Nous en fûmes quittes pour la perte d'une partie de nos bagages, qui tomba dans les mains d'un troisième chef tenu en dehors du secret [1]. On atteignit ainsi Melkapour où Law jugea bon de s'arrêter, pour se procurer quelques renseignements sur la nature du pays ; on le disait sillonné de gorges ou de défilés au milieu desquels on pouvait tout compromettre.

En une lettre à Leyrit du 28 août, Bussy a rendu compte de ces événements avec une extrême sobriété :

« Cette journée (celle du 11) ne fut pas moins glorieuse pour nos troupes que la précédente. Il n'y eut qu'un combat pendant toute la marche qui fut longue et pénible. L'arrière-garde fut souvent attaquée et avec une fureur peu ordinaire, mais M. de Saubinet soutint avec deux pelotons les efforts de l'ennemi pendant toute la marche. Nos troupes accoutumées à manœuvrer sous lui firent des merveilles. Il y eut deux hommes tués et trois blessés. La conduite des officiers dans ces deux occasions mérite des éloges, mais la troisième marche les a tous couverts de gloire. Le repos dont on avait besoin et le temps qu'il fallait pour raccommoder deux pièces d'artillerie engagèrent le s^r^ Law à faire séjour à Milkapour : la disette de vivres était totale, la désertion se mettait parmi les spahis qui fuyaient par pelotons. »

Enfin, dans la nuit du 14 au 15, Law se mit en route. Fût-ce à la suite d'une sorte de sommation de Bussy d'avoir à partir

1. La perte de ces bagages fut évaluée à 15.695 roupies.

sans tarder, ainsi que le dit Malleson, ou bien à la suite d'une reconnaissance précipitée mais suffisante du pays que Law se mit en marche ? il est difficile de le déterminer avec exactitude. La suite importe davantage et cette suite, Malleson l'a décrite avec une telle précision que nous croyons inutile de substituer notre texte au sien, qui est par surcroît d'une appréciable sobriété. Il nous dit :

« Les Français avaient à parcourir de Malkapour à la petite rivère de Cingoram, un défilé long de quatre milles et d'un parcours d'autant plus difficile que pendant les quatre jours de repos qu'il avait pris à Melkapour, l'ennemi y avait fait des travaux. Ce défilé aboutissait à un épais fourré ; entre celui-ci et la rivière, le terrain était comparativement découvert. Il en était de même dans une étendue de six milles entre la rivière et la ville de Hiatnagar.

« Pendant cette longue nuit, les Français firent de vigoureux efforts pour franchir ces quatre milles, mais d'Harambure [qui commandait l'arrière-garde] eut à soutenir le choc de Kandogla, le chef marate que Bussy n'avait pu mettre dans ses intérêts et qui ne cessa de le harceler. Pendant ce temps, l'avant-garde surmontait lentement et avec de grandes difficultés les obstacles semés sur son chemin. C'étaient tantôt des arbres abattus, tantôt des positions où l'ennemi était embusqué, tantôt de brusques détours où il fallait manœuvrer les canons sous un feu incessant. Les difficultés étaient si grandes qu'à l'aube les Français n'avaient avancé que de trois milles.

« Il n'en restait plus qu'un à franchir ; avec le jour les attaques de l'ennemi redoublèrent d'intensité. D'Harambure faisait continuellement tirer ses deux pièces de campagne, mais les cavaliers ennemis s'avançaient avec une rare audace jusqu'à la bouche des canons. Enfin, le soleil, en se levant, éclaira l'entrée des Français dans la plaine ; s'étant alors formés, ils laissèrent le corps des Marates déboucher après eux ; puis, quand ils jugèrent qu'ils en était sorti un assez grand nombre, ils dirigèrent le feu de toutes leurs pièces sur l'entrée du défilé ; cette décharge eut pour résultat de disperser la plus grande partie des cavaliers ; quelques-uns cependant réussirent à passer outre pour devancer les Français sur le bord de la rivière et leur en disputer le passage. La petite rivière coule dans un ravin profond, dont le bord opposé était occupé par l'ennemi. Il était donc nécessaire que Law ne fût pas dépossédé de la rive la plus rapprochée, jusqu'à ce que ses hommes se fussent emparés de l'autre. Il fut convenu que, pendant qu'il traverserait avec son infanterie, d'Harambure, avec tous ses canons, couvrirait son passage, et tiendrait

en échec l'ennemi. D'Harambure exécuta cette manœuvre avec valeur et habileté. Quand Law eut effectué son passage, d'Harambure fit passer ses canons un à un, sans interrompre son feu ; les Marates n'osèrent ni ne purent s'opposer à cette manœuvre.

« La rivière traversée, la route devenait facile. La vue d'Haïderabad rendit la force aux soldats fatigués. Quoique entourés et harcelés sans cesse, ils s'avançaient toujours, favorisés par la quasi-abstention de Janogi et de Ramchander. Ce ne fut toutefois qu'à cinq heures du soir qu'ils entrèrent dans Hiatnaggar, après une marche ininterrompue de vingt-deux heures. Leurs pertes étaient assez importantes : vingt cinq Européens, dont deux officiers, avaient été tués ; soixante-cinq blessés ; les cipayes, beaucoup plus nombreux, avaient souffert en proportion. On calcule que l'ennemi avait dû perdre deux mille hommes.

« Quatre heures après, Bussy apprenait l'arrivée du détachement à Hiatnagar et envoyait aussitôt un corps de cent quarante Européens et mille cipayes avec des provisions et des charriots pour les malades et les blessés. Pour prévenir toute attaque pendant la marche du convoi, il assaillit le camp du soubab avec les forces qui lui restaient. Toutes choses ayant tourné au gré de ses désirs, le lendemain à dix heures du matin, Law entra à Haïderabad, sans avoir vu un seul ennemi depuis Hiatnagar. »

Bussy a exposé ces événements avec plus de concision encore dans sa lettre à Leyrit et nous ne pouvons nous refuser à enregistrer aussi son récit :

« Dans la nuit du 14 au 15, Law se mit en route. Les officiers et soldats firent dans cette journée des prodiges de valeur. Une protection spéciale de la Providence les a sauvés dans des gorges remplies d'ennemis et au passage d'une rivière débordée. Le s^r^ d'Harambure, qui commandait l'arrière-garde, repoussa plusieurs fois les ennemis ; il favorisa le passage de la rivière et les tint toujours en échec. Une pluie très forte vint augmenter les difficultés des chemins en bien des endroits impraticables par les rochers et les broussailles, des ennemis sans nombre qui se succédaient. Il n'en fallait pas tant pour faire périr tous autres que des Français. Après le passage de la rivière qui se fit à la vue et malgré les efforts des ennemis, Saubinet forma un bataillon carré de ses troupes et l'on marcha en cet état jusqu'à Hiatnagar, à quatre cosses d'Haïderabab, où le s^r^ Law arriva sur les quatre heures du soir, après dix-sept heures de marche et de combats. Le s^r^ d'Harambure conserva toujours le poste de l'arrière-garde où l'ennemi s'était acharné. Il n'y a point de termes

assez expressifs pour peindre la prudence et l'intrépidité du s[r] Law, secondé des braves officiers qu'il commandait. »[1]

La paix rétablie ; jugement sur Bussy en 1756. — Le détachement français sauvé du désastre entrait dans la ville lorsqu'il arriva un dromadaire envoyé par le soubab pour demander la paix. Bussy répondit qu'il n'y apporterait aucun obstacle, mais que, quoi qu'il advint, sa troupe était entrée dans la ville et qu'elle n'y craignait rien. Les négociations furent aussitôt engagées et presque en même temps contrariées par la cabale qui nous était contraire ; elle trouvait le moyen d'intercepter les lettres. Ce fut un léger retard dans le succès final. Bussy exigea d'abord, pour se mettre à l'abri des trahisons asiatiques, que les divers chefs de troupes et seigneurs de l'armée vinssent le voir et se portassent caution de la sûreté de l'entrevue qu'il aurait avec le soubab et avec Chanavas Khan. Cette garantie fut acceptée par la médiation du divan de l'Empereur qui vint lui-même chez Bussy et mit fin aux tergiversations. Cependant, quoiqu'il se fût assuré des chefs de l'armée et que le soubab eut donné des ordres et pris des précautions pour qu'il n'y eut aucune rumeur, Bussy ne se rendit à l'entrevue avec le soubab que bien armé et en état de se faire craindre. Cette entrevue se passa d'ailleurs tranquillement ; elle fut courte et affectueuse et l'on ne parla du passé que pour dire qu'il fallait tout oublier. On travailla à de nouveaux paravanas et à détruire

1. L'histoire que nous écrivons n'étant pas une apologie de Bussy, mais un exposé aussi impartial que possible de ses actes, nous croyons, au nom même de cette impartialité, devoir reproduire en appendice, un autre exposé de ces mêmes événements fait par Saubinet lui-même dans une lettre à Chevreau, datée d'Haïderabad, 18 septembre. Nous ajouterons cependant, à la décharge de notre conscience, que nous sommes loin de prendre pour notre compte les appréciations de Saubinet, notamment en ce qui concerne le caractère et le rôle politique de Bussy ; il nous les dépeint en des termes que leur exagération manifeste dispense de toute réfutation.

C'est cette lettre, nullement mystérieuse d'ailleurs, qui, trois ans plus tard, contribuera à déterminer le ministre à laisser Lally dans l'Inde, de préférence à Bussy. Vu l'importance politique qu'elle eut alors, nous la donnons comme pièce annexe au chapitre IV,

partout par de nouvelles lettres l'impression qu'avaient pu produire toutes celles qu'on avait pu écrire contre nous. Le maintien ou la disgrâce de Chanavas Kh. resta provisoirement réservée au moins dans l'esprit de Bussy, qui sortait complètement victorieux d'une des aventures les plus étranges qu'ait connue l'histoire. Bussy n'exigea que le renvoi de Muzaffer Kh. et celui du déserteur Mahmoud Kh., et le 20 août, il fut solennellement rétabli dans ses honneurs, titres et dignités.

« Jamais, dit Malleson, à qui nous emprunterons encore la conclusion de cette véritable épopée — et nous ne la lui empruntons que parce qu'elle est d'une plume étrangère, — jamais peut-être un homme d'Etat ne s'est vu exposé à tant de difficultés et à d'aussi rudes épreuves en un laps de temps aussi court. Et nous ne croyons pas nous tromper en avançant qu'une seule fausse démarche eût suffi pour entraîner sa ruine. Mais, si minutieusement que nous examinions tous ses actes pendant cette période critique, il nous est impossible d'y découvrir la trace de la moindre erreur. Dès le début, et malgré toutes les tentatives qui pouvaient l'entraîner dans une mauvaise voie, jamais il ne fit que ce qui était juste et bien. Le refus qu'il fit de l'alliance et de l'aide des Marates, sa marche sur Haïderabad, sa détermination d'y rester au lieu de se porter dans les provinces cédées, sa demande au gouvernement de Pondichéry et de Masulipatam d'ordonner des renforts non pour couvrir sa retraite mais pour le rejoindre à Haïderabad, son ordre formel à Law de marcher, le choix qu'il fit de Charmahal, son ferme refus de traiter à d'autres conditions qu'un rétablissement absolu des choses dans leur état antérieur, tous ces actes prouvent qu'il était un général et un homme d'Etat de premier ordre. Nous n'avons plus à nous étonner de sa grande influence et de sa réputation plus grande encore ; nous ne serons pas surpris de voir évoquer son nom, comme un obstacle invincible, par les principaux personnages qui s'opposaient en Angleterre à un agrandissement dans le Bengale ; il devait, selon eux, paralyser tous leurs mouvements et, au moment où l'on s'y attendrait le moins, les précipiter dans la mer. Nous ne pouvons trop admirer le tact, le jugement, le sang-froid, l'adresse et la valeur dont cet homme fit preuve, non au faîte de la prospérité, mais dans les circonstances les plus difficiles et les plus graves, non quand il avait tout le loisir de délibérer mais quand la pression des événements était à son comble et que la gloire ou la honte dépendait de la décision d'un moment. »

Les dépenses de l'armée. — Bussy avait triomphé, grâce à la valeur des troupes de renfort, de difficultés qui paraissaient insurmontables, mais ce triomphe ne fut à son tour possible que par l'impuissance où se trouvèrent les Anglais et Mahamet Ali de répondre à l'appel de Chanavas Khan. Au moment où toutes leurs dispositions étaient prises pour intervenir, on apprit à Madras que le nabab de Mourchidabad, Suradja daula, avait attaqué Calcutta, s'en était emparé en moins de cinq jours (17-21 juin) et que les Anglais échappés à la captivité avaient dû se retirer en désordre jusqu'aux bouches de l'Hougly. Le désastre paraissait irréparable, mais les Anglais ont une singulière résistance dans les situations désespérées ; leur flegme les sauve du découragement. Ils détournèrent leurs troupes du Décan et le 16 octobre ils les dirigèrent toutes vers le Bengale, où elles arrivèrent le 20 décembre ; Clive et l'amiral Watson les commandaient.

Cette guerre inattendue sauva notre armée du Décan et permit à Bussy de ressaisir en un moment tous les avantages compromis, consolider sa situation et parler en maître obéi sinon volontairement accepté. Nous avons alors un état officiel de ses troupes dressé par Saubinet le 1er septembre : il accuse un effectif de 83 officiers, 653 Européens, 65 Cafres et Abyssins, 652 hommes attachés à l'artillerie, 145 de la brigade de Brandt et 47 hussards — nous avons respecté la nomenclature de Saubinet — soit 1.345 hommes, plus 4.000 cipayes, 400 Abyssins et 300 cavaliers indigènes. L'ensemble formait un total de 6.045 hommes de valeur fort différente. La solde mensuelle des Européens ou assimilés était de 12.611 pagodes ; celle de la seconde catégorie de 2.041 et celle des cipayes et Abyssins de 17.142. Il convenait d'y joindre certaines dépenses extraordinaires comme celles de la nourriture des chevaux et des bœufs destinés à l'artillerie ; c'était une nouvelle dépense mensuelle de 5.458 pagodes. Saubinet estimait les dépenses totales pour le présent mois de septembre à 32.504 pagodes et il n'y comprenait pas, nous dit-il, « la maison de Bussy, celle d'Aïderjing et une quantité considérable de dépenses extra-

ordinaires faites par M. de Bussy dont on ne peut connaître le montant[1]. » (*A. C.* C^r 90, fol. 252.)

L'opinion de Leyrit sur la politique à suivre. — Bussy resta près de trois mois à Haïderabad après avoir obtenu la soumission du soubab ; il resta, autant pour consolider sa victoire que pour attendre des instructions de Leyrit au sujet de son retour à la côte. La perspective d'une guerre imminente, quoique légèrement éclaircie par la nouvelle de la chute de Calcutta,

1. Ajoutons, à titre simplement documentaire que, d'après les comptes de Saubinet, il y avait alors dans l'armée :

8 capitaines (d'Harambure, de Monchy, de Changey, le Maintier, Riboux, Langlois, Mainville et Book), touchant entre 228 et 342 pagodes ;
1 second commissaire, avec 175 pagodes ;
8 lieutenants, entre 137 et 160 pagodes ;
8 sous-lieutenants, entre 91 et 114 pagodes ;
40 personnages divers non dénommés, entre 68 et 114 pagodes ;
L'abbé de Montmelian, avec 228 pagodes.
La brigade de Brandt avec 4 capitaines, 4 lieutenants, 2 sous-lieutenants et 7 personnages divers, coûtait 9.160 pagodes ;
Les grenadiers à cheval 302 pagodes ;
Et les gardes de Bussy 124 pagodes.

Dans une lettre à Leyrit du 21 octobre suivant, Bussy évaluait d'autre

part les dépenses courantes de son armée à	1.863.870 **rs.**, soit en chiffres ronds	4,650.000 **fr.**
auxquelles étaient venues s'ajouter au cours de cette campagne différentes sommes s'élevant ensemble à	205.000 **rs.**, soit en chiffres ronds	500.000 **fr.**
Total	2.068.870 **rs.**, soit en chiffres ronds	5.150.000 **fr.**
Ses revenus normaux étant de	1.400.000 **rs.**, soit en chiffres ronds	3.350.000 **fr.**
Il lui avait fallu trouver la différence, soit	668.870 **rs.**, soit en chiffres ronds	1.605.000 **fr.**

qu'il avait dû emprunter ou qu'il devait encore à divers créanciers. Situation d'autant plus pénible que les revenus des circars et des provinces de la côte n'étaient exigibles qu'à partir du 1er janvier suivant. Un certain nombre d'officiers n'avaient pas touché l'intégralité de leur solde. (*A. C.* C^2 92, p. 233-236.)

qui affaiblissait nos ennemis éventuels, ne laissait pas cependant de les laisser l'un et l'autre dans une certaine inquiétude.

La révolution survenue dans le Décan au mois de juin avait *dégoûté* — ce sont ses expressions — Leyrit de l'alliance avec les Maures ; toute guerre pour soutenir comme pour combattre leurs intérêts commençait à lui paraître un non sens, comme elle l'avait déjà paru à Godeheu, et il avait, nous apprend-il, des sujets de mécontentement contre le militaire européen qui l'en éloignaient encore chaque jour davantage. Lorsqu'il connut la délivrance d'Haïderabad, il ne pouvait être que très satisfait de cet heureux résultat et il n'attendit pas un moment pour témoigner à Bussy sa satisfaction de voir unesituation des plus difficiles dénuée avec tant de sagesse. de bravoure et de prudence. Mais ces actes mêmes changeaient totalement, à ses yeux, la face des intérêts qui nous attachaient depuis longtemps aux Maures ; leur ingratitude, leur trahison, leur perfidie s'étaient manifestées dans le plus grand jour ; c'était là une situation nouvelle qui nous procurait enfin les moyens de répondre à l'esprit qui régnait en France. Ne lâchons pas l'occasion : « Depuis longtemps, écrivit-il à Bussy le 19 septembre, vous reconnaissez ainsi que moi combien il est important que nous songions à nous suffire à nous-mêmes et vos dernières lettres sont pleines de la nécessité de se retirer sur nos provinces. Voici l'instant et je me hâte de vous réitérer ce que je vous ai marqué par ma lettre du 19 juillet. Je me détermine à vous renouveler le parti qu'il faut prendre ; revenez, Monsieur, avec tout votre monde sur nos provinces ; votre présence y est nécessaire en y assurant la propriété et la rentrée des fonds de la Compagnie ». Si toutefois notre réconciliation avec Salabet j. exigeait absolument que nous lui donnions de nouveaux gages de notre amitié, Leyrit admettait que Bussy laissât auprès de lui un simple détachement de cent hommes de nos troupes françaises. En nous maintenant auprès du soubab, c'était surtout pour l'empêcher de se lier avec les Anglais qui, si nous avions la guerre en Europe, chercheraient certainement les moyens de nous nuire dans l'Inde. Y parviendraient-ils ? Leyrit n'en était pas certain. « Nos succès, ajoute-t-il en sa lettre

du 19 septembre, ne peuvent que nous en préparer encore de plus certains et leurs infortunes les réduiront peut-être à diminuer leur arrogance. Nos armes sont victorieuses ; de toutes parts ils sont humiliés. »

D'une façon plus nette et moins réservée qu'avec Bussy, Leyrit exprimait mieux encore sa pensée en écrivant au contrôleur général Moras le 19 octobre suivant :

« Depuis notre rupture avec Salabet j., la résidence de M. de Bussy auprès de ce nabab ne me paraît plus nécessaire ; je suis informé qu'il y est craint mais qu'il n'y est point aimé et que l'on ne souhaite que son éloignement. J'attends avec impatience une réponse aux lettres que je lui ai écrites pour lui donner ordre de revenir sur les provinces. Cet arrangement est assez conforme aux désirs du nabab qui veut bien nous y laisser à titre de jaguirdars, c'est-à-dire que nous serions tenus à lui fournir des troupes et des secours quand il nous en demandera. M. de Bussy nous a épuisé depuis longtemps à l'armée du nabab d'armes, de munitions, d'argent et d'hommes sans beaucoup d'utilité. »

§ 7. — Le retour de Bussy dans les Circars et la guerre avec les Anglais

La situation à la côte d'Orissa. — Couvert par ces instructions précises, Bussy quitta Haïderabad le 16 novembre avec 500 Européens et 4.000 cipayes, laissant au soubab 200 Européens et 500 cipayes sous les ordres de Du Passage et il se dirigea vers les circars. Il n'y trouva pas la situation tranquille qu'il y avait laissée vingt-deux mois auparavant. En son absence les provinces du sud avaient continué d'être administrées par Moracin et les circars l'avaient été par un agent de la Compagnie, M. de la Selle, personnage très prétentieux et peu clairvoyant. Il voulut imposer son autorité au nom de sa supériorité propre et se créa les pires difficultés. Les véritables maîtres du pays étaient restés les rajahs ou grands seigneurs qui n'acceptaient de nous obéir que sous condition d'être ménagés dans leur amour-propre et que nos ordres fussent inspirés d'un profond sentiment de justice.

Les difficultés avaient commencé dès les premiers mois

de 1755. Bien des gens s'imaginaient que l'administration de nos nouvelles provinces ne pouvait et ne devait être pour les détenteurs du pouvoir qu'un moyen de faire rapidement fortune. La façon dont Bussy avait fait connaître sa pensée à ce sujet n'avait pas manqué de lui faire quelques ennemis, auxquels s'étaient joints les envieux sans motif personnel, mais que la supériorité d'autrui offusque, simplement parce qu'elle domine leur médiocrité. De la Selle appartenait à ces deux catégories. Confiant en ses vastes qualités, il demanda plusieurs fois à Bussy de confier à sa discrétion l'administration des circars ; Bussy s'en plaignit à Leyrit, en le priant de faire entendre à ce subordonné que s'il ne renonçait pas à ses exigences, il pourrait être rappelé à Pondichéry et il le lui signifia à lui-même en des termes explicites (juillet 1755). Malgré ces avertissements, la Selle s'obstina dans l'attitude de fronde qu'il avait prise, et ce qui devait arriver arriva ; il fut rappelé au mois de novembre et remplacé par Duplant de Laval. Celui-ci administra les circars pendant toute une année, sans que son administration ait attiré d'une façon particulière l'attention de ses contemporains ni par suite celle de l'histoire ; entièrement dévoué à Bussy, comme en témoigne sa correspondance, il apporta dans l'exercice de ses fonctions les méthodes ou tout au moins l'esprit de méthodes propres à son chef, dont il n'avait qu'à poursuivre l'application. Sa principale occupation était d'assurer la rentrée des contributions que Viziam Raja réalisait sous son contrôle.

La révolte de Rajamandri. — Cependant, dans le courant de septembre 1756, il eut à réprimer un commencement de révolte à Rajamandri. Les invitations de Chanavas Khan à méconnaître notre autorité, sans atteindre tout à fait le résultat poursuivi, n'avaient cependant pas manqué de jeter quelque trouble dans les esprits et d'introduire du relâchement dans la discipline ; un jour, cinq ou six officiers cipayes, parlant en leur nom et au nom de leurs camarades, formèrent le projet de s'emparer du fort de cette place, où ils supposaient que d'assez nombreuses richesses se trouvaient accumulées. L'attitude de Duplant en

cette circonstance, quoique d'une prudence extrême, ne peut cependant être donnée en exemple sans une certaine réserve. Le début du mouvement se traduisit par une démarche que lui firent les meneurs au sujet de leur paye. Duplant n'avait pas tout l'argent nécessaire ; il l'emprunta et leur donna satisfaction. Mais la question de paye n'était qu'un prétexte ; l'instant d'après, ils exigèrent avec menaces qu'on leur remit les clefs du fort, celles de la poudrière et de la salle d'armes. Duplant, qui n'avait pour lors que douze soldats sur lesquels il pût compter, crut devoir souscrire à cette proposition. A cette nouvelle, Moracin, qui était à Masulipatam, se disposait à faire partir pour Rajamandri un détachement de cent hommes soutenus d'un corps de cipayes, lorsqu'il reçut avis de Duplant de ne lui envoyer aucun secours, s'il ne voulait que lui et tous ses hommes fussent massacrés. La révolte des officiers cipayes s'était en effet fortifiée de l'appui que venait de lui donner Ibrahim Khan, ce même officier ou seigneur maure à qui Bussy avait confié le gouvernement de la province de Chicacole. Imitant son exemple, le quelidar de Rajamandri demandait à son tour à Duplant le remboursement des deux dernières années de paiements qui nous avaient été faits pour les fermes. La situation était des plus graves et elle eut peut-être été désespérée si Viziam Raja, l'autre chef installé dans le pays par Bussy deux ans auparavant, ne nous était resté fidèle ; il mit toutes ses forces à la disposition de Moracin. Son intervention permit aux meneurs de faire d'utiles réflexions ; ils n'osèrent pousser la révolte à ses dernières extrémités et Bussy étant arrivé sur ces entrefaites avec son effectif d'Européens et de cipayes, tout rentra dans l'ordre sans qu'il fût nécessaire de recourir à des mesures de répression qui, même appliquées avec modération, n'eussent pas manqué de laisser des ferments de haine dans les esprits. Duplant y perdit pourtant sa situation ; il fut remplacé dans l'administration générale des circars par l'officier qui, quelques mois auparavant, avait amené l'armée de secours à Haïderabad ; Law lui succéda, sous la haute autorité de Bussy.

Lorsque Bussy arriva dans ces provinces dans les premiers

jours de décembre, il y apprit que la guerre qui menaçait depuis longtemps entre la France et l'Angleterre, venait enfin d'éclater ; elle avait été déclarée le 9 juin et la nouvelle en fut connue dans l'Inde dans le courant de novembre. Nulle occasion de détruire tous les établissements anglais dans l'Inde ne paraissait plus favorable ; Calcutta venait de tomber au pouvoir du nabab de Mourchidabad ; la présidence de Madras était privée des forces militaires qu'elle avait dû envoyer au Bengale et celle de Bombay était trop loin pour jouer un rôle utile dans les événements. Nulle part on ne pouvait nous opposer une sérieuse résistance. Leyrit manqua d'audace ou d'à-propos ; il ne voulut pas prendre le premier le rôle d'agresseur et donna l'ordre tout à la fois à Renault à Chandernagor et à Bussy à la côte d'Orissa de ne rien tenter contre les Anglais. Bussy regretta cet ordre ; il calculait, dès le mois de décembre, que les établissements anglais à sa portée devant fatalement succomber, il lui serait ensuite possible de passer au Bengale et d'aider à la destruction complète de la puissance anglaise. L'ordre de Leyrit le paralysa et il dut se contenter de faire de l'administration, en vue surtout d'activer et d'accroître si possible la rentrée des contributions, devenues plus nécessaires que jamais pour la poursuite des hostilités.

L'affaire de Bobili. — C'est alors ou plutôt peu de semaines après que se produisit l'affaire de Bobili.

Lorsque Bussy revenait de Savanour, il était accompagné d'Ibrahim Ali Khan, secrètement d'accord avec Salabet j. pour le trahir. Bussy s'en doutait et Ibrahim, non moins en éveil, cherchait un appui qui, le cas échéant, le mettrait à l'abri d'une disgrâce ou lui permettrait de la conjurer. Cet appui lui ayant fait défaut à Rajamandri, il crut trouver sa revanche, en s'associant à un zemindar du pays télougou, nommé Ranzarao, propriétaire de la zemindarie de Bobili, à cinquante milles au nord-ouest de Chicacole. Bussy déjoua sa manœuvre en marchant sans tarder contre ce zemindar avec 2.000 soldats, 10.000 cipayes, des canons et autres munitions de guerre, tandis qu'Aïderjing venait d'Ellore et de

Rajamandri le rejoindre avec 2.000 cavaliers et 40.000 fantassins. Viziam Raja désira également prendre part à cette expédition, mais par sympathie pour Ibrahim Khan, il lui conseilla, quels que fussent ses engagements avec Ranga rao, de le laisser vider seul son différend avec les Français. Ranga rao, sentant lui-même le danger auquel son ami s'exposait, lui donna le même conseil et Ibrahim Khan se retira à quelque distance de Bobili. Viziam Raja fit alors grief à Ranga rao de ne pas lui avoir donné depuis déjà longtemps assez de témoignages de respect et, quelques jours après, il vint rejoindre Bussy avec 2.000 cavaliers, 40.000 fantassins, 8.000 hommes d'artillerie, 40 éléphants, des canons et des munitions de guerre. — Tels sont du moins les chiffres que nous donne Ananda Rangapillai, d'après des renseignements qu'on reçut à Pondichéry le 26 mars de la côte d'Orissa.

L'union de ces forces réalisée, elles partirent de Chicacole et vinrent camper près de Bobili. Des négociations s'ouvrirent aussitôt avec Ranga rao ; comme on ne put trouver un terrain d'entente, Bussy prit le premier le parti d'attaquer le fort de Bobili, mais il se heurta à un corps d'élite qui lui opposa la plus grande résistance et il fut obligé d'esquisser un mouvement de retraite. A cette vue, Viziam Raja monta sur son éléphant, fit avancer ses troupes, repoussa les gens de Ranga rao, s'approcha du fort, fit jeter des bottes de paille dans le fossé, le franchit et escalada les murailles d'un côté pendant que Bussy les attaquait d'un autre et il pénétra dans la ville dont il fut aussitôt le maître. L'affaire avait coûté à Bussy 18 officiers. 3.200 soldats et cipayes et au raja 8 à 9.000 hommes. Lorsque le fort fut pris, Bussy avertit Viziam Raja que si l'on laissait âme qui vive dans la ville, ce serait autant d'ennemis avec qui l'on pourrait avoir affaire dès le lendemain. Viziam Raja donna aussitôt l'ordre de massacrer femmes et enfants et l'on en tua ainsi une dizaine de mille, sans compter des habitants ou soldats, parmi lesquels Ranga rao lui-même. Des haines privées que nous connaissons mal avaient sans doute inspiré cet acte désespéré. Le drapeau français fut aussitôt hissé sur la ville, du sucre fut distribué à l'armée et des fêtes furent ordonnées.

Mais à peine Viziam Raja et Bussy s'étaient-ils retirés en leurs tentes respectives qu'un des survivants de l'armée de Ranga rao vint à la tente de Viziam Raja, sous prétexte de lui donner des nouvelles d'un jeune frère de Ranga rao blessé dans l'action. Les gardes le laissèrent entrer dans la tente, non sans avoir vérifié s'il était armé, mais ils ne virent pas un couteau pliant dissimulé dans les vêtements. Mis en présence de Viziam Raja, l'homme lui dit qu'il avait à lui faire part d'un message secret et ayant obtenu la permission de s'approcher, il frappa le raja dans le bas-ventre et le tua tout aussitôt. Il est inutile d'ajouter qu'il fut à son tour tué sur place. Viziam Raja avait 49 ans, et un astrologue lui avait prédit peu de temps auparavant que ses jours étaient comptés. Il laissait un frère, Jagapati rao, à qui Bussy fit immédiatement donation du fort de Bobili avec ses revenus s'élevant à deux laks de roupies [1].

Cette guerre d'un caractère pour ainsi dire privé n'affectait en rien les rapports que nous pouvions avoir avec les Anglais et n'était même pas une menace pour leurs établissements de la côte qui, à vrai dire, étaient de peu d'importance. Bussy sentant après l'affaire de Bobili que son autorité était réellement bien assise aussi bien dans les circars que dans les provinces de Mazulipatam et de Condavir et assuré qu'elle ne courrait présentement aucun danger d'une attaque anglaise venant de Madras, songeait à profiter de ses succès et du prestige qu'ils nous avaient donné jusque dans des contrées très éloignées de l'Inde, pour remonter le long de la côte jusqu'au Bengale, où il achèverait leur destruction. La nouvelle qu'il reçut de la prise de Chandernagor, survenue le 23 mars, au moment où il murissait ce projet, suffit pour lui prouver qu'il était désormais irréalisable et il dut se contenter d'un plus modeste objectif, c'est-à-dire l'expulsion des Anglais des petites factoreries qu'ils occupaient vers les bouches de la Quichena et du Godavery. Leyrit, comprenant enfin qu'il n'y avait plus à garder avec eux aucun ménagement, l'autorisa à agir.

1. V. Ananda Ranga pillai's diary. T. 10, p. 333-336.

La prise de Vizagapatam — Nellipelly, Bandermoulanka et Ingeram tombèrent entre ses mains sans résistance. Au nord, la prise de Vizagapatam, ville beaucoup plus importante de la côte d'Orissa, parut indispensable et offrit aussi plus de difficultés. Lorsque Bussy reçut l'ordre de s'emparer de cette place, il en était à près de deux cents lieues, occupé à percevoir les redevances des zemindars qui, selon la politique asiatique, ne payaient les tributs que lorsqu'ils s'y voyaient forcés.

Le récit de la marche sur Vizagapatam et de la capitulation et prise de cette ville a été longuement décrit (p. 103 à 116), dans les *Mémoires sur l'Indoustan* du colonel Gentil, qui servait alors comme sous-lieutenant, et ce récit n'est lui-même que la reproduction à peu près textuelle d'une sorte de procès-verbal des opérations dressé par ceux qui y prirent part (*A. C. C.*[2] 93, p. *129*). C'est pourquoi il ne nous paraît pas utile d'entrer dans de longs détails, d'autant plus qu'ils manquent absolument de relief.

Les plus grandes difficultés de la campagne résidèrent dans la température qui est particulièrement accablante sur cette côte en mai et en juin, et dans la marche à travers un pays pierreux et montagneux. Enfin, après des fatigues sans nombre, Bussy arriva non loin de la ville le 25 juin ; il eut soin d'abord de faire occuper, sans éprouver de résistance, tous les points par où les fuyards pouvaient s'échapper et envoya alors sommer le gouverneur, William Parceval, de lui remettre la place, s'il ne voulait s'exposer à tous les malheurs d'une escalade ou d'un assaut. D'Harambure, qui commandait les approches de l'attaque, fit dresser une batterie sur une colline d'où l'on dominait tous les alentours et l'on attendit la réponse du gouverneur. Parceval, intimidé et qui se rendait d'ailleurs compte que la résistance était difficile, répondit que, pour éviter l'effusion du sang, il consentait à rendre la place sous condition que la garnison tout entière sortirait avec armes et bagages pour se retirer où bon lui semblerait et que tous les particuliers auraient leurs effets saufs. Bussy fixa la réponse précise à lui faire au lendemain matin, 8 heures ; passé ce délai, il laissait entrevoir qu'on en viendrait à quelque action décisive. Le gouverneur

anglais se plaignit de la brièveté du temps et demanda jusqu'à 11 heures. Bussy lui accorda ce délai, à condition que ce ne fut pas pour les Anglais une occasion de supercheries. Cette lettre produisit l'effet désiré ; le gouverneur s'en remit à sa générosité. A l'heure dite, la capitulation fut rédigée dans les formes habituelles à ces sortes d'actes et les signatures échangées. Bussy fut reçu aux portes de la ville par le gouverneur et son conseil, qui lui remirent leurs épées. Suivant un usage chevaleresque rarement méconnu, on les leur rendit sur-le-champ ; la garnison, par contre, fut désarmée et tous les postes furent occupés.

Bussy était à peine entré dans la ville qu'il reçut une lettre de Mme Clive, la femme du héros de Plassey et autres lieux ; elle se trouvait par hasard de passage en mer sur le *Marlborough*, se rendant au Bengale. Mme Clive demandait la libération de cinq matelots anglais qui se trouvaient par hasard à terre au moment de la prise de la place et promettait en retour la libération de cinq prisonniers français de Chandernagor. Bussy lui accorda sans peine ce qu'elle demandait.

Les formalités militaires remplies, on dressa un acte authentique de l'état des magasins qui appartenaient à la compagnie anglaise. L'état ne fut pas long ; informés de l'attaque prochaine des Français, le gouverneur et ses conseillers avaient fait embarquer quelques jours auparavant sur des embarcations de passage, l'argent, les marchandises et livres des Anglais ainsi que les effets de l'état major et des autres particuliers.

Ces précautions prises, Bussy donna libre essor à sa générosité en remettant au gouverneur treize états de pertes qu'auraient faites les officiers anglais, sans vouloir approfondir si elles étaient nettement justifiées. Les pertes des particuliers leur furent également remboursées, telles qu'ils les présentèrent sans autre preuve que leur parole. Bussy tenait d'autant plus à faire preuve de générosité que les Anglais s'étaient conduits d'une façon toute différente au moment de la prise de Chandernagor. — Le gouverneur et l'état-major se retirèrent ensuite à Bimlipatam et Vizagapatam passa sous la domination française qu'elle devait connaître jusqu'au 12 octobre 1758.

Le reste de l'année se passa dans l'accalmie la plus complète à la côte d'Orissa ; mais il n'en fut pas de même à la côte Coromandel. On sait qu'à la suite de la déclaration de guerre avec l'Angleterre, la France avait envoyé un premier corps d'armée dans l'Inde sous les ordres du chevalier de Soupire ; celui-ci avait débarqué à Pondichéry le 9 septembre et, en attendant l'arrivée du comte de Lally avec les forces principales, s'était livré dans l'arrière-pays de Pondichéry à quelques opérations sans grande importance. Bussy, croyant comprendre que son rôle était fini dans l'Inde et qu'en tout cas les espérances d'y jouer un plus grand rôle sur un champ d'action plus étendu dont il serait le maître lui étaient désormais fermées, fit connaître à Leyrit qu'il désirait rentrer en France. Leyrit lui répondit qu'il convenait d'attendre l'arrivée de Lally et Bussy se laissa convaincre. Il apprit d'ailleurs dans le même temps que de nouveaux nuages s'amoncelaient dans le Décan, que notre autorité comme notre prestige risquaient d'y subir un nouvel assaut et que son retour pour y consolider une œuvre qu'il considérait comme vaine maisqui pourtant était sienne, devenait encore une fois nécessaire. Il partit donc pour Haïderabad au mois de janvier 1758 et vit en arrivant qu'on ne l'avait pas trompé. Jamais la situation n'avait été, non pas aussi grave, mais aussi compliquée.

Essayons d'en dégager les traits principaux.

§ 8. — Le dernier séjour de Bussy dans le Décan.

Les affaires du Décan pendant l'absence de Bussy. — Après le départ de Bussy pour la côte, si l'autorité française avait été restaurée à Haïderabad, celle du soubab était devenue de plus en plus faible à la suite du partage de ses pouvoirs avec ses frères et les antipathies de Chanavas Khan avaient pris, dans la ruine même de ses projets, un nouvel élément de défiance ou de haine. Il en donna un premier témoignage indirect en faisant retirer à Ramchander Jagow une partie des jaguirs qui lui avaient été concédés ; Ramchander était l'un des deux officiers

dont la neutralité avait favorisé le succès de nos armes lorsque Law était venu au secours de Bussy.

La suite fut intrigues et cabales dont il est parfois difficile de saisir la trame continue. Bussy paraissant se désintéresser des rapports qui pouvaient exister entre Salabet j. et ses frères et son absence du théâtre des événements se prolongeant au delà de toute prévision, Chanavas Khan crut pouvoir en profiter pour se préparer à lui-même, avec le concours des frères du soubab, un avenir plus assuré que celui qu'il pouvait attendre d'un prince aussi faible et aussi irrésolu que Salabet j. et l'occasion lui parut favorable au mois de mai 1757.

A ce moment, Seyed Lasker Khan, l'ancien ministre que Bussy avait dépossédé du pouvoir en octobre 1754, et qu'il avait relégué à Daulatabad, vint à mourir. Cette place passait pour renfermer de grandes richesses, propriété du gouvernement et non du gouverneur ; on parlait d'un million de liv. st. Chanavas pria puis somma le gouverneur de les lui remettre. Sur son refus, il lui déclara la guerre. Daulatabad capitula au bout d'un mois. Chanavas Khan s'en fit donner le commandement, dont il confia aussitôt la charge à un homme à sa dévotion. Son intention était de faire venir Salabet j. dans le fort sous prétexte de le visiter et de l'y retenir ; pendant ce temps on proclamerait Nizam Ali soubab et l'expulsion des Français ne tarderait pas. Pour mieux assurer le succès de cette opération, on solliciterait une intervention des Marates qui, pour mieux dissimuler leur rôle, se présenteraient en ennemis. Leur apparition justifierait une levée d'armes qui profiterait à Nizam Ali ; les forces de ce prince s'unissant alors à celles des Marates, Salabet j. serait aisément précipité du pouvoir et un nouveau règne commencerait. Quant aux Français, on les inviterait à rejoindre Bussy à la côte.

L'intervention marate se produisit en effet suivant le programme convenu ; le fils du péchoua, Wisvas Rao, entra dans le Décan, mais le hasard, cet autre régulateur des affaires humaines, intervint alors d'une façon malencontreuse pour le succès complet de la machination. Dans le mois d'août, une révolte éclata à Aurengabad à propos d'un arriéré de solde aux

cipayes. Ce retard était d'un usage courant et Chanavas Khan ne prêta pas d'abord une grande attention aux réclamations qui lui étaient adressées, mais les troupes insistèrent et cette fois elles demandèrent également le renvoi du ministre et la nomination de Bassalet j. comme garde des sceaux. Bien qu'hostile à cette double exigence, le soubab dont le pouvoir n'était pas directement menacé, crut devoir donner satisfaction à la soldatesque et Chanavas Khan reçut son congé en même temps que Bassalet j. prenait la direction effective des affaires. Les troupes ne se déclarèrent pas encore satisfaites et ce fut la vie même de Chanavas Khan qui se trouva directement en danger. Celui-ci ne se sentant plus assez fort pour dominer la fortune et se l'asservir, crut prudent de se retirer à Daulatabad, dont la forteresse était considérée comme imprenable.

Certaines personnes désirant la chute du soubab et voulant cependant rester dans une légalité apparente, espérèrent un moment que Salabet j. se rendrait à Daulatabad pour faire à son ancien serviteur une visite de condoléances ; on s'arrangerait alors pour que cette visite durât toute la vie ; mais il semble que les officiers français qui avaient la garde de sa personne, lui aient représenté qu'il pouvait tomber dans un piège et être la victime de sa confiance. Salabet j. se contenta de demander à Chanavas Khan de faire acte de soumission, et, comme il était naturel, celui-ci s'y refusa.

C'était la guerre. Bassalet j. appela à son aide son frère Nizam Ali, qui était dans le Bérar, tandis que Chanavas Khan demandait l'assistance des Marates. Ceux-ci commencèrent, suivant leur coutume, par ravager le pays et leurs déprédations furent telles qu'une union de toutes les forces du Décan parut indispensable pour arrêter leurs incursions ; Chanavas Khan se rangea lui-même du côté national et Nizam Ali prit de sa propre autorité la direction suprême des opérations. Salabet j. ressentit vivement cette nouvelle atteinte à ses droits souverains et cependant, après quelques explications un peu vives d'un côté, quelques assurances de dévouement de l'autre, il accepta le fait accompli.

Sur ces entrefaites, on apprit que Ramchander Jagow, qui

était en marche, avec le reste de ses forces, pour prêter assistance à Salabet j. était assiégé par les Marates dans la petite ville de Sindkeir. Nizam Ali partit aussitôt à son secours et il aurait infligé aux Marates une défaite de franc-jeu si, peu de jours après, on n'avait pas vu revenir ensemble à Aurengabad le vainqueur et le prétendu vaincu, donnant les signes de la plus franche amitié. Il est vraisemblable que les deux hommes, revenant à la politique esquissée à Savanour deux ans auparavant, poursuivaient en commun la chute, décidément trop lente, de Salabet j., et il est certain que Nizam Ali, agissant déjà en souverain, avait cédé à Balagirao par un accord secret une partie de son territoire avec des revenus s'élevant à 25 laks de roupies.

La déposition et probablement la mort de Salabet j. n'étaient plus vraisemblablement qu'une question de jours lorsque Bussy revint en toute hâte. Après avoir parcouru 400 milles en vingt-et-un jours, il arriva à Aurengabad dans le courant de février.

Le retour de Bussy. La disgrâce de Chanavas Khan. — Le double meurtre d'Aïder jing et de Chanavas Khan. — Son retour imprévu jeta la confusion dans les esprits ; excepté Nizam Ali, tout le monde perdit assurance, et Chanavas Khan ne fut pas le dernier à présenter ses respects. Et ce fut véritablement une cour des miracles. Chacun jouait un rôle qui n'était pas le sien et cependant l'ensemble ne manquait pas d'harmonie ; pour quelques jours au moins la mesure resta exacte. Bussy commença par faire visite à Salabet j., comme on le doit à un supérieur ; puis il rencontra Balagirao dans une tente préparée pour cette entrevue et il évoqua sans doute des souvenirs auxquels l'actualité donnait une réelle saveur ; il vit aussi Nizam Ali, mais là la confiance fut moindre, Bussy ne se rendit pas à cette entrevue sans avoir pris toutes ses précautions, une nombreuse escorte l'accompagnait ; il vit enfin Chanavas Khan, avec qui l'entretien dut être plus compassé. Une réconciliation loyale avec cet homme, dont l'intérêt était maintenant de nous servir sans réserve, eût peut-être été une heureuse solution ; mais

Bussy avait été deux fois victime de ses machinations ; sans l'écarter absolument des conseils du soubab, il préféra faire donner la première place à un homme qui le servait depuis trois ans avec une fidélité assez rare dans l'Inde et cet homme était Aïder jing, dont l'action s'était déjà exercée en plusieurs circonstances secondaires.

Aïder jing, dont la destinée devait être maintenant si brillante et si courte, était fils de Calender Kh., le faussedar de Mazulipatam, au moment où la concession de cette place nous fut accordée. Lorsque, quelques mois plus tard, ce même faussedar reçut de Nazer j. l'ordre de nous chasser de la ville ou de nous faire prisonniers, il l'exécuta avec tact et ménagement. Rentré en possession de cette ville, Dupleix songeait, comme un devoir de reconnaissance, à lui donner l'administration du pays tout entier, quand le faussedar mourut dans la force de l'âge. Son fils Aïder jing, jeune encore, donnait les plus belles espérances par son génie naturel ; Bussy qui venait d'obtenir l'administration des circars, l'attacha à sa personne et peu à peu en fit tout à la fois son confident et son agent de liaison avec les princes indiens. Héritier des qualités de son père, Aïder jing les accrut d'une façon pour ainsi dire journalière et continue par la pratique de négociations, tractations ou intrigues où il devint un maître consommé. Son élévation imprévue à un poste plus élevé, tout en augmentant son influence, lui fit beaucoup d'ennemis. Mais dénouer des intrigues ou gouverner un pays sont choses toutes différentes, et son accession au pouvoir n'était pas pour lui un gage de longue vie ni de sécurité.

Il n'était guère possible qu'il restât longtemps en bonne intelligence avec Chanavas Khan, qui au bout de quelques semaines prit le parti de se retirer à Daulatabad et de s'y fortifier. Les événements se succédèrent alors avec une telle brusquerie et une telle rapidité qu'on ne saurait dire avec exactitude si Chanavas Khan prit cette résolution d'accord avec Nizam Ali et Bassalet j. Quoi qu'il en soit, Daulatabad n'étant qu'à dix cosses d'Aurengabad, Bussy partit aussitôt avec une force armée pour réduire le rebelle et s'emparer de la forteresse de vive force, s'il était nécessaire d'en venir à cette extrémité.

Or si Daulatabad est bâtie en plaine, en une plaine que dominent au loin quelques mamelons conduisant aux célèbres grottes d'Ellora, la forteresse de la ville s'élève brusquement comme un pain de sucre à l'une des entrées de la ville et est avec l'un des forts de Gingy l'une des citadelles les plus inaccessibles de l'Inde tout entière. Seule la trahison ou un long siège pouvaient en avoir raison. Bussy préféra gagner le quélidar. Il lui proposa de l'aller visiter sous prétexte d'admirer le beau panorama dont on jouissait du haut du fort et, cette proposition acceptée, il fut invité à déjeûner. Bussy vint avec une escorte de trois cents Européens qui restèrent au bas de la forteresse ; pour leur faire honneur, le quélidar fit descendre la garnison qui tenait la partie supérieure et ne garda avec lui qu'une quarantaine d'hommes pour recevoir ses hôtes. Le repas était servi dans une grande salle ; Bussy y entra avec ses seuls officiers, laissant ses hommes au dehors, tandis que le quélidar n'avait avec lui ni hommes ni officiers, mais de simples servants. Invité à s'asseoir, Bussy déclara alors à son hôte qu'il ne pouvait accepter son invitation, parce qu'il était obligé de le faire prisonnier et de prendre possession du fort. Le quélidar affecta la plus grande surprise, mais n'opposa aucune résistance ; il rendit son poignard. Dans le même temps, les hommes que Bussy avait laissés au dehors, désarmaient sans la moindre peine la faible garde d'honneur du gouverneur indien.

A un signal convenu, l'escorte française restée en bas du fort prit les armes pour s'assurer de la garnison indigène ; elle trouva peu de résistance ; cependant il y eut deux ou trois hommes tués. Chanavas Kan fut fait prisonnier et la majeure partie des troupes de Nizam Ali, gagnée également par des présents, se rangea du côté d'Aïder jing.

Le péchoua qui désirait vivement entrer en possession de Daulatabad fit de vains efforts auprès de Bussy pour qu'il lui en fit la remise. Bussy refusa, sans doute dans les termes les plus courtois, mais ce refus fut si net que Nizam Ali, informé de ces tractations, promit au péchoua de lui céder cette place et même quelques autres encore, s'il voulait l'aider lui-même à s'emparer

de la vice-royauté du Décan. Ce fut au tour de Balagirao à refuser de prendre cet engagement.

On ne saurait dire si Bussy et Aïder jing connurent ces propositions au moment même où elles furent faites ; mais connues ou inconnues, la présence de Balagirao à Aurengabad, l'activité inquiète de Nizam Ali, l'indifférence apparente ou réelle de Bassalet j. pour un règlement quelconque des affaires, et le degré d'abaissement où était tombé le soubab, créaient une situation des plus critiques, qui permettait les dénouements les plus contradictoires. Et nous touchons au drame suprême.

Il semblait difficile que Nizam Ali et Aïder jing pussent s'entendre ; leurs intérêts s'opposaient avec trop de netteté ; si l'un aspirait au trône, le devoir de l'autre était d'y maintenir Salabet j. et avec lui les Français. Aïder jing songea un instant à faire arrêter Nizam Ali et à le confiner dans la forteresse de Daulatabad, où il resterait prisonnier avec Chanavas Khan, mais Daulatabad est sur une des limites du Décan, à un point trop vulnérable et d'une défense difficile ; y confiner Nizam Ali c'était en réalité lui rendre la liberté dans un temps peu éloigné ; il parut préférable de l'amener dans l'intérieur du pays où, revêtu d'une dignité d'apparat, il serait en réalité sous la dépendance effective du soubab, qui résidait ordinairement à Golconde. On lui offrit donc le gouvernement d'Haïderabad au lieu de celui du Bérar trop éloigné ; Nizam Ali accepta ou parut accepter ce changement avec satisfaction, et de part et d'autre on fit des préparatifs de départ. Le jour convenu, Aïder jing vint sans défiance rendre visite à Nizam Ali qui l'attendait dans sa tente.

La réception fut des plus cordiales ou parut l'être. Tout d'un coup Nizam se retira en disant qu'il reviendrait dans un instant et pria son hôte de l'attendre. Lorsqu'il fut sorti, deux hommes qui se trouvaient à côté d'Aider j., l'un à droite. l'autre à gauche, le prirent par les épaules et le tuèrent à coups de poignard. Les fidèles de Nizam répandirent aussitôt le bruit qu'il avait lui-même provoqué son malheur par une discussion trop vive et surtout trop déplacée. Un grand tumulte suivit ; on battit la générale. Bussy voulut faire prendre

Chanavas Kh. qui se trouvait alors dans le camp français sous la garde de quelques cipayes pour le conduire à Daulatabad ; mais avant qu'on eut pu arriver jusqu'à lui, Chanavas Kh. accusé d'avoir été l'instigateur du meurtre d'Aïder j. avait été massacré et son fils avec lui.

Cette lamentable tragédie se déroula le 11 mai avec une rapidité déconcertante. Nizam Ali profita de la confusion générale pour sauter à cheval et s'enfuir à toute vitesse à Berhampour. Le péchoua retourna à Pouna et Bussy resta avec Salabet j. maître du champ de bataille, si l'on peut appeler de ce nom la lutte d'intrigues qui avait abouti à ce double assassinat.

Peu de jours après, Bussy accompagné de Salabet j. quittait à son tour Aurengabad pour se rendre à Haïderabad, où il espérait trouver enfin du repos et de la tranquillité. Il y était à peine arrivé qu'il reçut le 14 juillet, à neuf heures du soir, une lettre de Lally, qui le rappelait à la côte pour participer avec lui à une entreprise qu'il se proposait de diriger prochainement contre Madras, pour bouter les Anglais hors de l'Inde. C'était pour lui la fin d'un beau rêve qui ne devait pas avoir de lendemain.

CHAPITRE IV

BUSSY ET LALLY DANS LE CARNATIC

La question du Commandement : Bussy ou Lally ? — Instructions données à Lally.
Bussy rappelé du Décan.
Le premier contact de Bussy et de Lally.
Suggestions politiques de Bussy.
Intrigues à Paris et à Pondichéry. Bussy soutenu par les brigadiers de l'armée.
L'expédition de Madras.
Lally s'en prend à Bussy de son échec. Le Comité secret du 12 mars 1759.
Bussy retournera-t-il dans les circars ? La perte de Mazulipatam.
Bussy nommé commandant en second. Ses vues sur la situation des affaires.
Mission de Bussy auprès de Bassalet jing.
Tension croissante des rapports entre Bussy et Lally.
Bataille de Vandavachy. Bussy prisonnier des Anglais.
La captivité de Bussy.
Les événements de l'Inde vus de Versailles.

Il nous faut maintenant revenir un peu en arrière, si l'on veut comprendre le sens de la lutte d'abord sourde puis ouverte qui éclata entre Bussy et Lally et dont les conséquences furent si funestes à nos établissements de l'Inde, et, revenant en arrière, nous devons aller jusqu'en France, où la question du commandement suprême se trouva posée lorsque la guerre avec l'Angleterre fut déclarée. Quelques personnes songèrent à Bussy, mais lui-même n'avait rien demandé ; si probable que fut un nouveau conflit avec l'Angleterre, il ne pouvait prévoir à Haïderabad, à huit mois de distance de France, à quel moment ce conflit

éclaterait et même s'il éclaterait jamais. Toute son ambition alors était d'être nommé colonel. « Le silence qu'on a gardé jusqu'ici sur mes opérations anéantit mon amour-propre », écrivait-il à d'Argenson, ministre de la guerre, le 15 septembre 1755. Et dans une autre lettre au même du 28 décembre 1756 : « Tous ces dégoûts seront compensés par l'appât de la gloire et des honneurs auxquels je suis sensible. »

Cependant, si la guerre éclatait, quelques amis qu'il avait à Paris songèrent à lui soit comme gouverneur soit comme commandant de l'armée. Marion du Mersan, son homme d'affaires, fit des démarches et Montaran, qui le protégeait, se mit aussi en campagne. Peine perdue ! « les règles établies s'y opposent, lui écrivit Montaran. Quand cette affaire sera finie, vous devez avoir pour point de vue de revenir en France et d'obtenir le grade de colonel à la suite d'un régiment. C'est la seule façon de vous maintenir au service et d'obtenir après des grades plus considérables ».

Sans s'insurger, Bussy ne se déclara pas satisfait.

« Après ce que j'ai eu le bonheur de faire, écrivit-il à d'Argenson le 28 décembre 1756, ne dois-je pas attendre qu'on sortira de la règle, surtout connaissant les motifs par lesquels je me conduis, qui ne me permettent jamais d'abuser des grâces qu'on voudra bien m'accorder, *quelque étendues qu'elles soient*, ou de me soustraire aux ordres de ceux que l'Etat m'a donnés comme maîtres... Si, contre toute apparence, on ne pouvait rien changer aux dispositions de la Compagnie, je vous avoue avec la franchise convenable à mon caractère et à mon état que j'aurais de la peine à me sacrifier plus longtemps et je regarderais comme une très grande faveur la permission que vous voudriez bien m'accorder de retourner dans ma patrie. »

D'Argenson, bien qu'il n'eût aucune confiance dans les qualités politiques et administratives de Lally, annotait en ces termes une lettre de Bussy : « Faire à M. de Bussy une réponse satisfaisante pour lui personnellement, mais qu'on ne touche en rien aux intérêts de la Compagnie dont je ne suis pas suffisamment instruit à cet égard. »

Mais le plus grand obstacle à la réalisation des projets de Bussy, c'étaient ses succès eux-mêmes et surtout sa fortune

qu'on chiffrait par millions. Les opérations militaires de Dupleix n'avaient jamais été populaires et, si l'on avait moins murmuré contre les opérations du Décan, c'est que toutes elles avaient été heureuses. On n'admettait pas d'autre part que nos officiers aient pu s'enrichir avec tant de facilité ; des gratifications excessives, même volontairement consenties, épuisaient le pays et nous aliénaient les sympathies. Il y avait enfin la jalousie, inhérente au cœur humain, contre tous ceux qui s'affirment par une supériorité quelconque.

Pour tous ces motifs on ne pouvait songer à Bussy pour le mettre à la tête de nos armées dans l'Inde ; du moins songea-t-on à lui donner une sorte de compensation en l'élevant au grade de brigadier. Ce fut une singulière intrigue, dont la suite aurait pu être heureuse si l'homme qui la conduisit n'était mort un peu trop tôt. Cet homme était le marquis Eustache de Conflans, un de ces seigneurs de très bonne famille que la cour avait envoyé dans l'Inde au temps de Dupleix pour y restaurer sa fortune ; il servit alors sous les ordres de Bussy dans le Décan. Après un court séjour dans la péninsule, Dupleix le renvoya en France pour y défendre sa politique auprès des ministres et de la Compagnie ; il s'y trouvait encore lorsqu'il s'agit de la nomination de Lally. Ce nom seul devait lui interdire toute opposition à ce choix. Ils avaient servi ensemble au siège de Philipsbourg et depuis ce temps ils étaient restés étroitement liés. Un lien plus puissant encore les unissait. Conflans avait une sœur, Félicité, mariée en 1743, au comte de Maulde, mais qui avait eu clandestinement un fils de Lally, en 1751. Ce fils, dont on tint à dissimuler l'origine, fut inscrit sur les registres de la paroisse Saint-Eustache sous le nom de Trophime Gérard, comme fils d'une nommée Félicité Crafton, qui n'existait pas. Conflans et Lally se trouvaient ainsi beaux-frères de la main gauche, comme il est dit en style familier. Conflans se rappelait cependant avec quelle bienveillance Bussy l'avait accueilli dans le Décan en 1753, et il s'attacha à le faire nommer brigadier en utilisant le crédit de Lally, à qui sans doute on ne pouvait refuser cette satisfaction, s'il l'exigeait. Conflans n'était d'ailleurs pas moins intéressé à cette nomination ; lui.

aussi désirait être nommé brigadier, mais naturellement il convenait que son chef fût nommé avant lui. Nous ne saurions dire si l'intervention de Lally fut tiède ou chaleureuse, nous n'avons aucune précision à cet égard, mais nous savons qu'elle fut couronnée de succès après quelques mois d'attente, et elle ne paraît pas avoir causé beaucoup de répugnance à Lally : « Il ne faut pas, écrivait-il au contrôleur général Boullongne, peu de temps avant de s'embarquer, que MM. de Leyrit et Bussy croient qu'en m'envoyant, on leur donne un maître. Ce sont deux hommes à ménager essentiellement ; c'est de l'accord parfait entre eux et moi que peut dépendre le succès ou la perte de la Compagnie. »[1]

Mais quelle politique suivre dans l'Inde pour que cet accord puisse jouer avec tout le succès que paraît alors en espérer Lally ? Il est lui-même résolument opposé à celle qu'a suivie Dupleix ; plus de possessions dispersées en quatre masses qui ne pouvaient s'étayer mutuellement, mais à leur place une masse unique autour de Pondichéry « ni trop peu solide ni trop étendue, telle enfin qu'on n'éprouvât jamais ni le besoin d'attaquer ni la crainte de l'être. » Quant au Décan, devenu pour ainsi dire le domaine propre de Bussy, le Comité secret de la Compagnie, favorablement impressionné par des succès que nul ne mettait en doute, ne paraissait pas vouloir l'abandonner ; en dehors de toute politique pure, l'intérêt de notre commerce semblait exiger qu'on y restât : « Tant que l'on sera à la côte de Coromandel dans une sorte d'équilibre avec les Anglais, est-il dit dans une note, et tant qu'on aura la guerre avec eux, celle des deux nations qui voudrait se retirer d'avec les Maures courrait le risque de voir les puissances du pays se réunir à son ennemi contre elle ; par cette raison, il ne convient point encore de se concentrer dans les établissements qu'on veut conserver. »

Faute d'informations lui donnant toute confiance ou garantie, le Comité secret hésita à tracer à Lally une ligne de conduite *ne varietur* ; les circonstances décideraient.

1. La nomination de Bussy ne fut officielle que le 2 mars 1758.

« Sa Majesté, lui écrit-on, lui laisse la liberté de rappeler ce corps de troupes ou non, d'y laisser M. de Bussy pour commandant ou de lui en substituer un autre ; mais, avant que de se déterminer à rappeler les troupes, le sieur de Lally doit considérer qu'il est important de ne perdre que le plus tard qu'il sera possible le revenu des provinces concédées pour l'entretien de ses troupes et que, du moment que Salabet jing sera sans l'appui des troupes françaises, on ne peut prévoir quel sera le sort du Décan, ni le caractère de celui qui remplacera ce prince et si ses premières vues ne seront pas de se venger de l'épuisement où se trouvent ses états. »

C'étaient là de sages instructions : avant de prendre une décision, quelle qu'elle fût, Lally ne devait négliger aucune source d'informations. Une autre note lui confirma ces prudentes réserves.

« Il (Lally) aura beaucoup de difficultés à surmonter pour s'instruire de l'exacte vérité et il n'y aura rien de plus délicat ni de plus difficile que les ordres à donner aux troupes françaises qui sont dans le Décan. Ces troupes peuvent être nécessaires pendant un certain temps pour maintenir l'équilibre de l'Inde, mais il est des circonstances où elles pourront devenir très utiles au s. de Lally pour seconder les opérations dont il est chargé. On pourrait aisément, par les mouvements qu'on leur ferait faire, donner de la jalousie aux Anglais dans le nord de la côte du Coromandel tandis qu'on agirait dans le sud. On pourrait aussi les employer utilement lorsqu'on se proposerait d'agir sérieusement contre les comptoirs d'Ingeram et de Vizagapatam appartenant aux Anglais. »

La Compagnie n'envisageait donc ni l'abandon pur et simple duDécan ni l'évacuation des provinces du Nord. D'ailleurs, pour le moment, Lally ne songeait nullement à faire revenir Bussy. Il ramena avec lui Conflans, qui plus que jamais se proposait d'être un agent de liaison entre les deux hommes et, parti de France le 2 mai 1757, il arriva dans l'Inde le 28 avril 1758. Malheureusement Conflans fut presque aussitôt envoyé dans le Nord, à Masulipatam, et avec lui disparut le trait d'union qui eut peut-être été très utile dans les événements qui suivirent. Du moins emporta-t-il avec lui comme un rameau d'olivier une lettre de Lally pour Bussy, dans laquelle le premier se vantait « d'avoir fait jouer des fourneaux pour éventer la mine creusée sous les pas du conquérant du Décan ». Le général,

ajoutait Conflans en transmettant cette lettre, « était dans la ferme intention de ne rien changer aux officiers du nord, de les faire servir au contraire au succès de ses opérations dans le sud ». C'est exactement le plan que le Comité secret avait envisagé.

Bussy rappelé du Décan.

Ce n'est pas ici le lieu de raconter les premières opérations de Lally dans l'Inde, ni celle contre Goudelour qui aboutit à la prise retentissante de Fort Saint-David (16 mai-2 juin), ni l'attaque contre Tanjore (20 juillet-10 août), qui se termina par une retraite peu glorieuse. Ce n'est pas l'histoire de Lally que nous écrivons ; disons seulement que c'est au cours de ces événements que le charme, s'il en fut jamais, commença à se rompre entre le général et son subordonné.

La prise de Fort Saint-David, réalisée sans trop de peine, donna lieu à Lally de penser qu'il ne lui serait pas difficile de s'emparer de Madras ; seulement, pour cette expédition, il avait besoin de toutes ses forces et, couvert par le blanc-seing que lui avait délivré le Comité secret, il prit le parti de rappeler Bussy du Décan, par une lettre du 13 juin. Cette lettre est suffisamment connue ; il est bon cependant d'en rappeler quelques termes :

« Il est plus que temps, Monsieur, de mettre fin à une guerre dont le germe a produit une si grande multitude de branches, qu'il est à craindre que le tronc de l'arbre ne succombe bientôt sous leur poids. Mon parti est pris de les éloigner, et de me borner pour le moment présent au seul objet qui fait ma mission. Le roi et la Compagnie m'ont envoyé dans l'Inde *pour en chasser les Anglais*, c'est avec les Anglais que nous avons la guerre, tout autre intérêt m'est étranger. Il m'importe peu qu'un cadet dispute le Décan à son aîné ou que tels ou tels rajas se disputent telle ou telle nababie. *Quand j'aurai exterminé les Anglais de toute cette côte,* je serai en état de faire, sans sortir de mon cabinet et à peu de frais, des opérations beaucoup plus sûres que celles qui ont coûté jusqu'ici tant de sujets au roi et tant de roupies à la Compagnie.

« Vous avez travaillé jusqu'à présent pour la gloire du roi et du nom français et pour la vôtre ; vous y avez réussi, toute la France

vous rend justice et vous êtes fondé à prétendre aux grâces de Sa Majesté. Il vous manque encore un mérite pour couronner vos exploits et c'est celui de citoyen. Voici le moment de forcer vos envieux ou vos ennemis dans leurs derniers retranchements... Voici ma dernière délibération et mes derniers ordres... *Plus d'Anglais dans la péninsule !* Vous vous mettrez donc en marche, sitôt cet ordre reçu, avec tous les Européens qui sont sous vos ordres... »

Pour terminer, une demande d'argent, dont l'insuccès fut sans doute, comme le dit Bussy, le « péché originel » d'où dérivèrent tous les griefs, reproches et récriminations, qui se succédèrent dans la suite :

« L'argent est actuellement un article sur lequel on ne peut s'expliquer qu'en tâtonnant. Ce qu'il y a de certain, c'est que si par votre crédit vous pouvez vous procurer une vingtaine de laks, vous n'aurez point à traiter avec la Compagnie ni de Paris ni de Pondichéry pour votre remboursement et je vous engage ma parole d'honneur, comme aussi mon écrit, s'il le faut, que sur les premières sommes que je tirerai de l'ennemi, ou de leurs ayant cause, le dit argent sera remboursé à ceux par qui vous en ferez faire l'avance. »

Des ordres identiques furent donnés à Moracin pour qu'il ramenât ses troupes de Mazulipatam.

Un ajournement du siège de Madras, provoqué par l'apparition de la flotte anglaise, parut à Leyrit une occasion favorable pour faire revenir Lally sur sa décision : « Ayez la bonté de considérer, lui écrivit-il le 9 août, qu'en les rappelant avec toutes leurs troupes, vous vous privez pour la suite de bien des fonds que les provinces qu'ils abandonnent seront en état de fournir, si vous les conservez. »

D'après Leyrit, les affaires de Carnatic réglées à notre avantage, une des idées de Lally, était d'envoyer par terre des troupes dans le Bengale pour soutenir Law contre les Anglais ; les affaires du Nord avaient avec celles du Décan des liaisons auxquelles on ne pouvait s'empêcher de prêter quelque attention ; si l'on n'entretenait pas un corps de troupes au delà de la Quichena pour y garder le passage libre, il était à craindre que nous ne compromissions nos intérêts tout à la fois dans le Nord et du côté de Madras. Il ne fut rien répondu à Leyrit.

Il est vraisemblable que Lally n'avait consulté personne avant de prendre ce double parti ; sinon, il n'eût pas manqué, lorsque les événements tournèrent mal, de se couvrir d'avis qu'il aurait provoqués ou reçus. Conflans, qui lui écrivit sur ce sujet, arriva trop tard ; il lui disait :

« Nous courons grand risque, en abandonnant Salabet jing, d'avoir tout le pays contre nous et par le nombre y perdre notre artillerie et nos hommes, et la vie... Encore une fois on vous trompe sur cet article ; c'est bien les gens qui vous instruisent en vous disant que Masulipatam et les provinces sont onéreuses à la Compagnie, qui montrent leur partialité. Avant que de se prononcer et d'agir, écoutez Moracin ; c'est là où vous verrez le vrai. Tant d'exemples sur les avis que je vous ai donnés sur ces hommes ne vous feront-ils me rendre la justice que je m'y connais ! Deux seuls et uniques dont vous pouviez tirer des lumières, le père Lavaur et Moracin ; les autres, coquins dans l'âme et bêtes... Oui, mon cher général, tout autre que ces deux personnes triompherait de la moindre imprudence que vous feriez ; je sais ce que je vous écris. »

Vains avertissements ! Cédant à son tempérament impulsif et enclin à ajouter foi aux paroles de ceux qui jalousaient Bussy soit pour sa gloire soit pour sa fortune, Lally n'avait pas tardé à se persuader que l'homme qu'on représentait comme un héros n'était qu'un concussionnaire et, par ses conceptions politiques, un fou digne d'être enfermé aux Petites Maisons. Comme il ne pouvait tenir sa langue captive, tout ce qu'il pensait il le disait, et dès le mois de juin, on pouvait savoir publiquement son opinion sur Bussy. Voici quelques extraits d'une lettre écrite à Leyrit le 28 juin :

« Quant aux lettres de MM. de Bussy et Law (celui du Bengale), j'imagine toujours recevoir des nouvelles des Petites Maisons de Paris... Mon avis est que quand ces Messieurs viendront, on les fasse saigner et traiter tout de suite, s'il y a encore espoir de guérison pour eux... Je voudrais bien que quelqu'un put me dire en quoi consiste le profit que notre Compagnie et notre commerce peut retirer de leurs guerres ou de leur paix, de leurs traités ou de leurs alliances. »

Le premier contact de Bussy et de Lally.

Bussy était à Haïderabad le 14 juillet, lorsque la lettre de

Lally lui fut remise à neuf heures du soir. Il répondit dès le lendemain :

« Ce que j'ai toujours de mieux, Monsieur, c'est d'obéir, et quoique vos ordres me jettent dans une perplexité des plus grandes, vu la situation affreuse où je me trouve, je vais les exécuter le plus promptement qu'il me sera possible... Tout notre pays révolté, nos revenus perdus, une troupe exténuée, quatre-vingt-dix malades sur les cadres qu'il faut remettre à Masulipatam, je frémis, mais j'obéis et supprime une foule d'obstacles que j'aurai à vaincre, dans la crainte que vous n'imaginiez que je voudrais apporter quelque retardement à l'exécution de vos ordres... »

Quant à la question d'argent, Conflans, qui la connaissait sans doute, lui avait écrit le 24 juin :

« Dites la somme que vous pensez pouvoir lui donner. *Cet article est absolument nécessaire.* Je vous en convie, je vous en prie, je vous le demande en grâce, j'ai des raisons fortes pour vous parler de même. » Ce fut sans doute sous l'influence de cette lettre singulière que Bussy, encore plein de confiance, répondit à Lally et termina ainsi sa réponse :

« Comme je n'ignore point la détresse où l'on vous laisse à Pondichéry pour l'argent, je m'exécute pour vous aider. Si ma fortune *que l'envie augmente si considérablement et avec des circonstances qui m'outragent,* si cette fortune, dis-je, était ici, je la sacrifierais du meilleur de mon cœur, mais elle est en France ou en chemin. N'importe, je suis au milieu des *saocars* ; je vends, j'engage, je prie, je menace ; enfin je vous envoie ci-jointe une lettre de change de cent mille roupies et je vous en porterai encore peut-être deux cent mille, mais sûrement cent cinquante mille. *Je me vendrais moi-même, si je pouvais trouver quelque chose sur cette marchandise.* Voilà, Monsieur, ce que je puis faire pour le moment. Ma vie et ma fortune sont au roi et je vous suis entièrement dévoué... »

La nouvelle du rappel de Bussy produisit à Haïderabad une émotion d'autant plus vive que l'abbé Walle, aumônier irlandais, qui l'avait apportée, fit sa commission avec une publicité malencontreuse. Mais des devins habilement stylés persuadèrent à Salabet j. que Bussy ne partait pas pour longtemps et, sur cette foi spéciale, le durbar lui accorda pour son retour un congé de deux mois. Peut-être, après tout, Bussy pensait-il

également que son absence ne serait pas de longue durée. N'avait-il pas couru le même risque à l'arrivée de Godeheu ? Quoiqu'il en soit, il expédia immédiatement un lak à Pondichéry ; il en promettait encore un et demi et apporterait le reste avec lui ; mais il conjurait Lally de lui répondre de cette somme ; c'était le produit de quelques emprunts et de tout ce qu'il avait d'effets en Asie. La Compagnie depuis cinq ans lui devait près de huit laks, sans qu'il put être remboursé.

Bussy quitta Haïderabad le 18 juillet avec la majeure partie de ses troupes. Il campa à Bounguir le 22 et en repartit le 25 pour Bezoara, dans la direction de Mazulipatam. Les pluies étaient continuelles, les chemins détestables et la route fort pénible. Sur les bords de la Quichena, il rencontra Moracin qui rejoignait également l'armée, avec une partie de ses troupes ; l'autre était restée à Mazulipatam, pour y recevoir en cas de malheur Salabet j. et pour y tenir la porte ouverte à l'expédition que Lally projetait dans le Bengale. Là, il licencia ses troupes noires, auxquelles il dut donner un lak pour lever toutes difficultés, puis, par Ongol et Nellour, il gagna le Carnatic où se trouvaient les forces françaises au delà du Paléar. Enfin il rejoignit Lally le 26 septembre à Vandavachy.

Lally était parti la veille de Pondichéry, après un séjour de moins d'un mois qu'il y fit à la suite de sa retraite du Tanjore. Les deux hommes se rencontrèrent comme par hasard, alors que Lally était dans sa calèche. Il y fit monter Bussy et la conversation s'engagea. Nul témoin et deux versions différentes.

D'abord celle de Bussy, qui résume d'ailleurs aussi bien la conversation qui se tint ce jour-là que celles qui se continuèrent les trois jours suivants. Lally lui fit l'accueil le plus gracieux, parut aussi surpris que charmé de ce qu'il lui apportait la soumission de tous les paliagars en deçà de la Quichena, et lui déclara nettement qu'il voulait lui accorder sa confiance [1]. C'est peu et ce n'est pas assez ; on aimerait plus d'explications.

1. Lettre du 13 mars 1756 au maréchal de Belle-Isle. Arch. guerre, 3541, pièce 561.

Lally nous les donne ou plutôt nous en donne : « Après plusieurs discours vagues et de nécessité », Bussy, se tournant vers lui, lui aurait tout d'un coup demandé : « Monsieur, puis-je vous parler à cœur ouvert ? — Vous le devez assurément et je vous attendais avec impatience pour vous ouvrir le mien. — Eh bien, Monsieur, je ne vous demande que huit à dix jours pour me reposer à Pondichéry. Je vous ai amené 300 hommes du Décan ; ajoutez-y en 700 et renvoyez-moi à Salabet j. je vous ferai compter 150.000 roupies (360.000 liv.) et un diamant de 100.000 francs trois jours après mon arrivée ».

« La conversation me surprit, ajoute Lally, mais en coquette vertueuse, je me contentai de refuser et de lui dire : « Monsieur, je n'en veux dans ce moment qu'aux Anglais ; j'ai un projet sur Madras. Aidez-moi de votre crédit parmi les noirs et de votre bourse pour prendre cette ville, et je ferai après tout ce que vous demanderez de moi sans qu'il vous en coûte un sol. » Ma réponse parut le consterner ; mais après un quart d'heure de discours en l'air, il revint à la charge. « Monsieur, me dit-il, je n'ai ni ne veux avoir affaire à la Compagnie. Ce n'est point à elle que je dois d'être brigadier. Tenez, lisez. »

Il tira de sa poche une lettre de Marion qui lui marquait qu'à la suite d'une visite qu'il venait de faire au maréchal de Belle-Isle, en compagnie de Madame de Châteaumorand, belle-mère de M. d'Estaing, le maréchal leur aurait dit que Bussy aurait bientôt satisfaction. C'était sans doute une allusion au titre de brigadier, que celui-ci ambitionnait. En montrant cette lettre à Lally, Bussy lui aurait dit : « Vous êtes ici le maître et représentez le roi. On ne voit point sur mon visage que je suis brigadier, donnez-moi le cordon rouge, il dépend de vous, vous serez avoué ; renvoyez-moi après à Madras, je vous y servirai et je vous fais donner à compter d'aujourd'hui 100.000 écus par Salabet j. » Je tombai de mon haut, conclut Lally, comme vous en tomberez en me lisant. »

Récit sans doute arrangé après coup, mais vraisemblablement plus inexact dans les nuances que dans le fond. La nouvelle de la nomination de Bussy, signée le 2 mars, venait seulement de parvenir dans la colonie et Lally n'avait encore

eu ni le temps ni les moyens de la porter à la connaissance du bénéficiaire, dont il attendait chaque jour l'arrivée. Quant aux offres d'argent, elles paraissent vraisemblables, la question de forme réservée. Mais doit-on y voir une tentative de corruption, pour employer la phraséologie moderne ? Nous ne le pensons pas. Qu'on se rappelle les lettres et conseils de Conflans ; qu'on se rappelle la lettre de Lally lui-même du 13 juin, dans laquelle il demandait à Bussy une vingtaine de laks, soit près de cinq millions de francs et la réponse de Bussy du 15 juillet par laquelle il lui envoyait une lettre de change de 100.000 rs. et lui en annonçait peut-être 200.000 autres ; la conversation sans témoin du 25 octobre cesse alors d'être un mystère. Le seul tort peut-être de Bussy en cette entrevue est d'avoir suivi trop à la lettre les conseils de Conflans et sans doute aussi de n'avoir pas offert assez d'argent : « La conduite de M. de Lally, écrivait Bussy en 1766, au moment du procès, autorise à croire qu'il n'avait passé dans l'Inde que pour y devenir riche et en peu de temps. Il pensait que je l'étais et m'avait couché en très gros caractères sur la liste de ceux par qui il prétendait se faire payer la peine qu'il avait prise de faire le voyage. » Ce fut en tout cas, en cette première entrevue, que se perpétra le « péché originel », qui, s'insinuant chaque jour dans leurs relations comme une légère meurtrissure, finit par faire éclater le vase d'élection qui contenait tous nos espoirs dans l'Inde.

Suggestions politiques de Bussy.

Lally avait quitté Pondichéry pour faire la conquête d'Arcate, qu'il prit en effet le 2 octobre, tandis que ses officiers, Soupire, le comte d'Estaing, Crillon et Saubinet s'emparaient de Trivatour, Tirnamallé, Carangouly et autres places du voisinage. La conquête faite, Lally avait l'intention de nommer nabab Raja Sahib, fils de l'infortuné Chanda Sahib, mort pour notre cause à Trichinopoly. Bussy fut assez heureux pour le dissuader de faire cette nomination, qui n'appartenait qu'au

soubab du Décan ; il suffisait de nommer Raja Sahib régisseur général du pays recouvré.

Ce fut son premier et son dernier succès auprès du général. Dans les jours qui suivirent, Bussy put difficilement entretenir Lally qui n'était jamais disposé à l'écouter et cependant il lui revenait de divers côtés que Lally se plaignait de ce qu'il ne lui donnait aucunes lumières et demandait même pour quel objet il était venu. Bussy se décida alors à lui présenter un mémoire sur la situation, telle qu'il la comprenait. En ce mémoire, qui n'est pas long et porte la date du 23 octobre, Bussy expose que Balagirao, pechoua des Marates, Nizam Ali, frère de Salabet j., les zemindars des circars du Nord et les Anglais, tous, nos ennemis plus ou moins déclarés, démontrent, chacun à leur manière, la nécessité de notre prompt retour auprès de Salabet j. C'est le seul moyen d'empêcher ou de dissoudre une alliance qu'ils pourraient former contre nous, et de favoriser d'une façon indirecte le succès de l'expédition de Madras. L'abandon du Décan donnerait d'ailleurs à Salabet j. la tentation de révoquer les paravanas qu'il nous avait accordés dans les circars ; comment dès lors y percevoir les contributions qui nous permettaient d'entretenir nos armées ? Il appartenait à Lally d'examiner si notre retour dans le Décan pouvait se concilier avec ses projets actuels.

Lally ne fit aucune réponse à ce mémoire et comme il se décida sur ces entrefaites à tenter enfin le siège de Madras, Bussy chercha un nouveau moyen de concilier ce projet avec le besoin que nous avions de montrer aux peuples du nord que nous ne perdions pas de vue leurs intérêts. Ce fut l'objet d'une nouvelle lettre du 28 octobre. Bussy proposait à Lally de lui permettre d'assembler quelques troupes avec lesquelles il paraîtrait vouloir marcher vers le Décan, comme pour donner à Salabet j. l'apparence d'un retour effectif, tandis qu'une fois en route, il les détournerait sur Madras. Proposition trop subtile pour qu'elle put retenir l'attention.

Moracin, qui intervint à son tour dans le même sens, ne fut pas plus heureux. « J'ai toujours été surpris, dit-il, que M. de Lally quittât les matières les plus sérieuses que nous traitions

ensemble pour raconter ses voyages et ses aventures particulières. »

Intrigues à Paris et à Pondichéry. Bussy soutenu par les brigadiers de l'armée.

Bussy comprend dès lors que l'œuvre qu'il avait poursuivie dans le Décan est à jamais compromise et comme il n'avait aucune charge dans l'armée, il adressa une requête au Conseil de Pondichéry pour repasser en France. Mais de différents côtés on lui laisse entendre qu'il a mieux à faire. Lally, lui dit-on, ne pourra pas conserver longtemps le commandement de l'armée ; il y a trop de gens qui le méprisent ou qui le haïssent ; presque tout le monde, Européens et indigènes, aspirent à son départ ; que Bussy sache attendre, c'est lui qui le remplacera. Soupire, qui, par son grade, était appelé à suppléer Lally en cas de nécessité, mais qui ne s'en souciait pas, était le premier à écrire au maréchal de Belle-Isle :

« Le chevalier d'Estrées vous dira des nouvelles de M. de Bussy ; il n'en saurait trop dire. C'est un homme d'un vrai mérite, bon citoyen, attaché au bien de l'Etat plus qu'à une fortune rapide que les circonstances lui ont fait faire. Je crains que son éloignement du Décan ne produise des événements fâcheux. J'ai été très émerveillé et satisfait de sa conversation et de son personnel. On ne peut pas être plus modeste, plus simple et mieux rendre les affaires dont il a été chargé, appuyant chaque opération d'un raisonnement solide sans être sujet à contradiction. Il connaît toute la politique de l'Asie et est très capable de donner de bons conseils [1]. »

Quant aux brigadiers, d'Estaing, Cullen, La Fare, Verdière et Landivisiau, tous les cinq plus anciens de grade que Bussy, ils trouvaient naturel de servir sous ses ordres et avec une abnégation peut-être unique dans l'histoire et qui est aussi glorieuse pour Bussy que pour les signataires eux-mêmes ; ils adressèrent à Lally une lettre collective, où ils lui disaient :

« L'estime que nous avons pour M. de Bussy, son mérite, ce que nous savons qu'il a fait, ce qu'il peut faire, la considération qu'il a,

1. Arch. guerre, Carton XXVI, pièce 4.

l'utilité dont elle doit être, la nécessité de la lui conserver, les avantages qu'il nous semble qu'elle produirait en l'augmentant, sont les motifs qui nous engagent à vous demander qu'il fasse le service de premier brigadier. Nous le désirons. Une pareille demande est peut-être sans exemple. Si elle est flatteuse pour Bussy, nous la croyons honorable pour nous ; c'est la plus juste preuve du zèle que nous avons pour le service du roi. »

Est-ce d'Estaing qui fut l'instigateur de cette démarche ? Lally le laisse entendre ; d'après lui, il se serait enfermé toute la matinée du 28 octobre avec Bussy et c'est de ce conciliabule que serait sortie la machination. Gendre de Madame de Châteaumorand, elle-même en relation avec le ministre Belle-Isle, d'Estaing devait être tenu au courant des intrigues qui s'ourdissaient à Versailles. Il apprit ainsi ou confirma à Bussy que non seulement il était nommé brigadier, mais qu'il pouvait légitimement ambitionner de remplacer Lally, dont l'incapacité pourtant ne s'était pas encore révélée. Bussy communiqua de son côté la correspondance chiffrée qu'il avait avec son frère et, comme il fallait neutraliser l'influence de Madame de Pompadour plutôt favorable à Lally, « J'appris, dit ce dernier [1], comme tout transpire, qu'il était question d'un mariage pour Bussy avec la fille cadette de Mme de S... favorite de Madame la Marquise, et plus encore de 100.000 écus de pot de vin avec mondit comte d'Estaing pour le cordon rouge. » Bussy n'a jamais contesté qu'il eût prêté à d'Estaing une somme de 140.000 liv.

S'il fut d'autre part arrêté un plan de campagne pour substituer Bussy à Lally, la supposition n'a rien d'invraisemblable et il est clair que, dans ce cas, des moyens financiers furent envisagés comme les autres. Or le maréchal de Belle-Isle était l'un des protecteurs du plus jeune frère de Bussy, qui venait d'être tué à la bataille d'Hastembeck, le 26 juillet 1757. Rien de surprenant que son affection se fût reportée sur l'officier de l'Inde, dont le nom sonnait agréablement à toutes les oreilles. On fit alors courir à Pondichéry un billet dans lequel le maréchal

1. Lettre à Silhouette du 16 octobre 1759. (C² 9, fol. 62).

aurait dit : « Je viens de perdre Gisors, mon cher Bussy, ainsi que votre frère que je regardais comme mon second enfant. Vous me tiendrez lieu dorénavant de l'un et de l'autre. » Ce billet, qu'on ne trouve en aucun document d'archives, est peut-être apocryphe. Ce qui l'est moins, c'est le ton des lettres de Bussy au maréchal ; elles sont empreintes d'une confiance affectueuse, qui dépasse de beaucoup la simple déférence hiérarchique. Bussy le remercie de sa nomination au grade de brigadier et termine par ces mots : « Je crains (permettez-moi cet aveu) de me trouver enveloppé dans des revers que j'ai prévus, sans pouvoir les empêcher. Quoiqu'il arrive, je sais obéir et j'espère qu'on me rendra justice là-dessus ».

Pour éviter ces revers, il n'y avait qu'un moyen : substituer Bussy à Lally. Dans ce but, une intrigue savante était engagée en même temps à Versailles et à Pondichéry, à la cour et à l'armée. On ne saurait dire si Lally discerna tout de suite les mobiles de la manifestation des brigadiers, mais la simple observance des règlements suffisait pour lui dicter sa réponse : Bussy avait été nommé brigadier le dernier ; il prendrait donc le dernier rang. Quant au remplacement de Lally, ce fut une autre affaire, qui ne se posa réellement qu'un an plus tard ; elle parut un instant devoir se résoudre au profit de Bussy et finit par le maintien du *statu quo*.

L'expédition de Madras

Lally revint à Pondichéry vers le 15 octobre et Bussy l'y suivit, si même il ne l'accompagna. Bussy fut reçu avec des témoignages d'empressement qui ne permettaient pas de douter de la satisfaction que l'on avait de son arrivée. « Les différents corps civils et militaires, les habitants et même les supérieurs des ordres religieux l'attendaient pour le recevoir et le féliciter. Le lendemain, il trouva à la porte du gouvernement, où Lally l'avait fait loger avec lui, les chefs des différentes castes indiennes qui l'attendaient également pour lui renouveler par leurs félicitations une scène aussi touchante que celle de la veille. » Lally avait été le témoin de tout ce qui s'était passé ; il n'y

était pas resté indifférent et il était né en son cœur un sentiment encore mal défini de jalousie, qui s'ajoutant au dépit de n'avoir pas reçu le concours financier qu'il espérait, devait créer entre les deux hommes une gêne de tous les jours, pour finir bientôt, chez Lally du moins, en une antipathie et une haine déclarée.

On en trouvera un exemple dans le fait suivant qui n'est en lui-même que d'une importance secondaire ; mais ce sont les piqûres répétées qui déterminent les abcès. Il s'agissait pour l'expédition de Madras projetée d'y faire contribuer les paliagars du nord du Paléar et il fut un moment question d'attribuer cette mission à Bussy, dont le prestige était considérable aux yeux des indigènes. Lally lui préféra Raja Sahib et l'on envoya à Bussy, pour la lui remettre, la patente qui avait été rédigée en langue française. Bussy représenta à Lally qu'il était nécessaire qu'elle fût en persan, qui était la langue officielle. Plusieurs officiers se trouvaient là ; en leur présence Lally commença par s'impatienter et finit par demander à Bussy s'*il n'était venu que pour le traverser*. Après une courte réponse verbale, Bussy crut devoir envoyer la lettre suivante qui, mieux que tout commentaire, explique l'état d'esprit qui régnait déjà entre les deux hommes : ces débuts du conflit sont utiles à connaître.

« Il est malheureux pour moi de ne pouvoir exposer ce qui me paraît du bien des affaires, sans encourir le soupçon que j'y cherche quelque intérêt d'une ou d'une autre sorte. On veut d'un côté que je me serve d'un crédit reconnu par les Maures et que je le soutienne ; de l'autre, si je propose quelque parti qui tende à ce but là, on croit que je n'ai d'autre objet que moi-même. Je vous remets donc, Monsieur, le soin de concilier les choses comme vous le jugerez à propos. *Mettez-moi seulement à même de servir notre maître et la patrie*, là où vous me croirez le plus utile ; je montrerai que c'est là mon objet principal et que personne ne sait mieux obéir et ne respecte vos ordres nommément plus que je ne le fais. »

Le nouveau grade de Bussy lui donnait le droit d'assister aux conseils du gouvernement ; qu'y déciderait-on ? L'idée d'une attaque contre Madras souriait déjà beaucoup moins à Lally ; l'argent manquait, et c'était la saison des pluies où

les chemins sont impraticables. Mais le pays ruiné par la guerre ne pouvait nourrir plus longtemps l'armée ; n'était-il pas plus avantageux de courir les risques d'une expédition dont le territoire anglais serait le théâtre et dont il ferait une partie des frais? c'est le parti auquel on s'arrêta. « Mieux valait mourir d'un coup de fusil sur les glacis de Madras que de faim sur ceux de Pondichéry. » Invité à donner son avis dans un conseil qui se tint le 4 novembre, Bussy opina en ces termes : « A moins que toutes espèces de moyens ne nous manquent, je crois qu'il est indispensablement nécessaire d'entreprendre le siège de Madras. Les inconvénients du retard me paraissent beaucoup plus grands que ceux que nous pouvons rencontrer à présent. » Deux membres seulement firent des réserves : Durre, chef de l'artillerie et l'intendant Desboys ; l'un aurait voulu plus de troupes et l'autre plus d'argent.

De Congivaram, qui était le centre de l'armée, on pouvait atteindre Madras en une journée ou deux, si les Anglais n'opposaient aucune résistance ; malheureusement les pluies ne cessèrent pas pendant trois semaines et l'on usa ce temps en marches et contre-marches fatigantes et inutiles. Bussy avait le commandement du corps de réserve, qui ne tarda pas d'ailleurs à être dissous et partagé entre deux autres brigades. Resté sans emploi, il n'eut d'autre ressource que d'être accueilli comme volontaire dans le corps de d'Estaing. Enfin, on arriva au Grand Mont le 12 décembre sans avoir tiré un coup de fusil, et le 14 au matin devant Madras.

Les Anglais avaient évacué tous les fortins du voisinage et s'étaient retirés dans le Fort Saint-Georges, qui est le nom de la ville européenne. Au nord et presque contiguë à celle-ci se trouvait la Ville Noire, moins étendue qu'elle ne l'est aujourd'hui mais déjà d'une grande importance. Les habitants l'avaient évacuée, y laissant à peu près tout ce qu'ils possédaient. Nos troupes, qui vivaient de privations depuis de longues semaines, et que suivait une bande de maraudeurs venus de Pondichéry, s'y précipitèrent au mépris de toute discipline et l'on fit un pillage que Lally lui-même évalue à plus de quinze millions.

Tout à coup, vers les onze heures, on entendit une fusillade. C'était une sortie de la garnison de Fort Saint-Georges, qui s'était rendue compte du désordre de nos troupes occupées au butin. Celles-ci formaient deux groupes, séparés l'un de l'autre par une plaine marécageuse, d'environ cent toises de large, que traversait un ruisseau, le Montaran, sur lequel il y avait un pont. Bussy était dans le groupe de gauche avec Lally et d'Estaing. Le régiment de Lorraine, commandé par Crillon, était sur la droite et c'était lui qu'on attaquait. Au premier bruit des coups tirés de ce côté, d'Estaing y court à toute bride ; mais s'étant approché d'un corps d'ennemis vêtus de rouge, il les prend pour des volontaires de Bourbon et est fait prisonnier. Bussy, qui avait suivi d'Estaing, revient aussitôt sur la gauche où était le régiment de Lally. L'attaque anglaise est toutefois repoussée par une contre-attaque vigoureuse de nos troupes de droite et l'ennemi, mis en déroute, s'apprêtait à passer le pont dont nous avons parlé et près duquel était posté le régiment de Lally, qui n'avait pris aucune part à l'action. Crillon aurait alors fait demander à Bussy de marcher sur ce pont avec le régiment de Lally, pour couper la retraite des ennemis et Bussy n'y aurait pas consenti, sous prétexte qu'il n'avait pas de canon. Les Anglais, échappant à toute poursuite, purent ainsi rentrer dans la place, non sans avoir perdu de 3 à 400 hommes, tués ou blessés, tandis que nous en perdîmes environ 200.

Il est généralement admis que, sans le refus de Bussy, aucun des Anglais sortis de la place n'aurait pu y rentrer, et que le reste de l'armée, démoralisé, n'aurait pas pu tenir plus de quinze à vingt jours. Il est en effet possible que les choses eussent tourné de cette façon, mais ce n'est pas une certitude. En tout cas, il est bon d'observer que ce n'est pas Bussy qui eut le commandement effectif dans cette affaire ; — ce fut d'abord d'Estaing, puis Crillon, — et que, si la responsabilité de Bussy eut été criminelle ou simplement fautive, Lally n'eût pas manqué en son mémoire de 1766 de la faire ressortir avec des expressions appropriées ; or il se borne à écrire : « Si le sieur de Bussy ne s'était pas opposé au dessein (et non pas ordre) du chevalier de Crillon, il est constant qu'il ne serait pas

entré un seul Anglais dans Madras. » Nulle autre conclusion, morale ou militaire ; laissons à l'histoire sa légende et son mystère.

Le manque de fonds empêcha Lally d'entreprendre immédiatement le siège de la place ; une somme d'un million, apportée de l'Ile de France à Pondichéry, le 21 décembre, leva cette difficulté et l'attaque commença presque aussitôt. Madras était défendu par 1.600 Européens et 2.500 cipayes, tandis que notre armée consistait en 2.700 Européens d'infanterie, 300 cavaliers et environ 5.000 noirs qui tenaient la campagne. Il est vrai que l'ennemi en avait un plus grand nombre sur nos derrières et restait maître de Chinglepet, qui interceptait nos communications avec Pondichéry. Les vingt premiers jours du siège furent particulièrement pénibles ; nos soldats gorgés de butin refusaient de travailler. Enfin, on put pratiquer une brèche ; mais nos officiers, semble-t-il, paraissaient répugner à tenter l'assaut. Malgré leur opposition, Lally était cependant décidé à jouer la partie et avait fixé la date du 16 février pour l'exécution de ce plan, lorsque ce même jour on vit paraître dans la rade de Madras six vaisseaux anglais qui apportaient des troupes et des munitions. Les frais du siège avaient consommé le million apporté en décembre ; les approvisionnements arrêtés à Chinglepet n'arrivaient pas ou arrivaient mal ; les munitions étaient à peu près épuisées ; enfin il y avait dans Madras jusqu'à deux cents de nos déserteurs, qui étaient peut-être nos ennemis les plus dangereux. Lally se résolut à la retraite dans la nuit du 17 au 18 février ; elle commença aussitôt et continua les jours suivants sans que l'ennemi nous inquétât.

Qu'était devenu Bussy pendant ces deux mois ? Après la prise de d'Estaing, on lui avait donné le commandement du régiment de Lorraine, mais on ne se bat pas contre des murailles ; comme tous les autres officiers, Bussy suivit les opérations du siège, sans y jouer un rôle actif. Il ne voyait point Lally, chez qui il envoyait tous les jours prendre le mot d'ordre par l'un de ses aides de camp ; s'ils correspondirent par lettres, ces lettres n'ont pas été conservées. Nous savons seulement que Bussy, qui avait des fonds personnels, les employa à l'entretien de son

régiment, auprès duquel il jouissait d'une grande popularité ; ses hommes étaient ceux qui rechignaient le moins au travail des tranchées. Enfin, la levée du siège paraissant inévitable, excédé par ses désagréments et par une fièvre qui le minait depuis quelque temps, Bussy demanda et obtint la permission d'aller chercher sa guérison à Pondichéry, où il arriva le 15 ou 16 février.

Toutefois, avant de partir, il eut une conversation avec Lally, qui était venu le voir et le trouva alité. En cette entrevue que Bussy nous rapporte en son *Mémoire à consulter* de 1766, il donna le conseil à Lally, s'il désirait se retirer, de ne pas dépasser le Grand Mont, qui n'est qu'à quelques kilomètres au sud-ouest de Madras. Là notre armée se reposerait de ses fatigues, et aurait des vivres en abondance, tandis que l'ennemi, encore resserré dans la ville, manquerait de tout et périrait par une espèce de peste qui s'y était déclarée. Il n'y avait nulle apparence qu'on put être attaqué ; l'ennemi n'était pas en mesure de faire la plus petite sortie et n'oserait en faire une si loin contre toute notre armée. Nous pourrions même, sans perdre la supériorité, détacher 400 Européens et quelques cavaliers pour tirer quelques redevances et approvisionnements des paliagars du voisinage. Notre position au Grand Mont ne serait pas considérée par les gens du pays comme une retraite, et encore moins comme un abandon de Madras, ce qui était très important pour le succès des opérations ultérieures.

Ces suggestions furent bien accueillies, mais on ne fit rien et quand l'armée se retira, ce ne fut pas au Grand Mont, d'où l'on pouvait encore inquiéter les Anglais, mais à la ligne du Paléar qu'on chercha la sécurité. Quant à Lally lui-même, après avoir ramené ses troupes à Conjivaram, puis à Arcate, il se retira, le 8 mars, à Pondichéry, d'où il ne sortira plus que pour faire de courts séjours à l'armée.

Résumant cette période de sa vie depuis son départ du Décan, Bussy écrivait dans son *Mémoire* de 1766 :

« M. de Lally m'appelle, je quitte tout pour me rendre à ses ordres, j'arrive. En peu de jours, nous sommes détrompés l'un et l'autre. Je lui parle de guerre et des moyens de la faire avantageuse-

ment ; il me parle d'argent et me demande les moyens d'en avoir ; je lui croyais de grands projets, il me croyait de grandes richesses ; nous étions tous les deux dans l'erreur. Bientôt je suis traité d'homme inutile ; on ne sait pas pourquoi je suis venu. De l'indifférence on passe à l'indisposition ; il est vrai qu'elle ne paraît pas encore dans les lettres, mais elle perce et le voile qui la couvre est si léger qu'on n'a pas de peine à la reconnaître. Les premières lettres qui suivent (le départ de Madras) décèlent le contraire et annoncent la violence que M. de Lally se fait pour ne pas découvrir toute l'étendue de son indisposition ; l'aigreur de ses propos le trahit et fait presque tomber le masque. On voit qu'il marche entre le sentiment de la haine et l'espérance encore subsistante de me mettre à la raison sur l'article de la rançon. Il prend tour à tour le ton dur ou affectueux ou railleur, quelquefois même celui de la modestie.

« Comme la conduite de M. de Bu sy vis-à-vis de moi depuis le commencement du siècle, écrivait-il à Leyrit dès le 22 février, est une chose que le public aurait peine à croire et dont la connaissance seule doit être réservée au roi et au ministre — amorce assurément du fameux procès de 1766 — j'ai pris le parti de n'avoir affaire à lui ni directement ni indirectement. Il me suffit de lui avoir communiqué huit jours après son arrivée, voyant ses résistances pour moi l'ordre que j'avais de la Compagnie de le retirer du Dékan. »

Lally s'en prend à Bussy de son échec. — Le Comité secret du 12 mars 1759.

Dès lors ces fâcheuses dispositions se donnent à peu près libre carrière. Le surlendemain, 24, il écrit de nouveau à Leyrit :

« Il n'y a point de jour où je ne me persuade de quelque nouveau piège qu'il (Bussy) m'a tendu, dans le temps même où j'avais répandu dans son sein toute ma confiance... Les lettres que j'ai reçues du nord me mandent en propres termes que quand M. de Bussy a passé dans un endroit, c'est comme si 40.000 Marates y avaient passé. Plus j'y pense et plus j'ai lieu de croire que son projet a toujours été de s'établir une souveraineté dans ce pays.. »

Ces lettres et récriminations ne trouvèrent pas à Pondichéry l'accueil complaisant qu'espérait sans doute Lally. Leyrit répondit dès le 28 fvérier :

« C'est avec le plus sensible chagrin que je vois, par tout ce que

vous me marquez au sujet de M. de Bussy, les fâcheuses préventions dans lesquelles vous êtes contre lui. Je ne puis me persuader qu'il ait été assez l'ennemi de lui-même pour rien faire, depuis qu'il est auprès de vous, qui puisse démentir la conduite qu'il a tenue pendant huit ans dans le Dékan. Il paraît avoir auprès de vous des ennemis qui cherchent à satisfaire leurs passions plutôt que le bien général, en lui supposant des desseins criminels pour vous le rendre suspect ; quatre années de correspondance suivie entre lui et moi, me l'ont assez fait connaître pour l'en croire incapable et il me faudrait des preuves bien convaincantes de ce qu'on lui impute pour changer de façon de penser à son égard... »

— « Mais quelle prise y a-t-il dans la conduite de M. de Bussy ? demande à son tour le Père Lavaur, la figure la plus énigmatique de cette époque. — Mon Révérend Père, lui répond Lally, il faut que je me justifie ; je m'en prendrai donc à tout le monde, et à vous au besoin. »

Jusqu'alors Lally n'avait considéré la guerre de l'Inde que comme une réplique de celles d'Europe, avec toutes les méthodes de ravitaillement et de financement de la métropole et c'est pourquoi il n'avait réussi ni l'affaire de Tanjore ni celle de Madras ; par système il avait négligé d'une façon absolue le concours militaire ou financier que pouvaient lui apporter les princes indigènes. C'était bon pour Bussy d'avoir ces conceptions attardées. Il lui faut maintenant se rendre compte de la réalité et composer avec elle. Malheureusement, dans cette nouvelle direction des affaires, il y apportera encore l'esprit d'absolutisme intransigeant qui fit sa perte.

Il ne vit pas d'abord d'une façon précise s'il devait s'appuyer sur les Maures ou sur les Marates, c'est-à-dire sur Salabet j. ou sur Balagirao. Depuis le révolte de son frère, le premier ne paraissait pas pouvoir lui donner un concours fort utile et d'ailleurs il était l'homme de Bussy, à qui il devait tout, sa couronne et peut-être la vie ; quant au chef marate, on savait qu'il était en coquetterie avec les Anglais, qui lui offraient trois laks comptant et quatre autres un peu plus tard, s'il leur amenait 4.000 cavaliers. D'autre part, en dépit de quelques mesures draconiennes prises par le Conseil supérieur de Pondichéry pour se procurer des fonds, ces fonds rentraient mal et

étaient insuffisants. Raja Sahib, investi par Lally de la régie d'Arcate, ne percevait rien ; il n'y avait que les paliagars du nord qui pouvaient nous secourir par des dons plus ou moins volontaires, mais c'était affaire de négociations que seul Bussy avait autorité pour conduire sans certitude de succès. « Il y a un mic-mac en tout ceci que le diable ne débrouillerait pas », écrivait Lally le 23 février.

Ces affaires ne pouvant souffrir un retardement, le Conseil de Pondichéry proposa de tenir un comité secret auquel Bussy serait prié d'assister. Ce comité fut en effet convoqué le 12 mars mais ne s'assembla qu'une fois. Un des membres ayant voulu parler des revenus du pays d'Arcate, et ayant mis en cause Raja Sahib, Lally l'apostropha en des termes qui ne se répètent pas. Il fut néanmoins décidé qu'on traiterait avec les Marates pour un secours de deux mille cavaliers. Ce ne fut pas l'avis de Bussy, qui représenta combien il était dangereux d'appeler à grands frais de pareils hommes, qui ne savaient que piller, et qui ne pouvaient qu'augmenter nos besoins.

L'avis de Lally l'emporta et, par malice ou par une arrière-pensée plus subtile, ce fut Bussy qui fut chargé de traiter avec eux. En exécution de cette délibération celui-ci fit venir Raja Sahib et d'autres personnes qui devaient être employées dans la négociation ; deux jours après le traité était prêt à être signé, sans qu'il en coûtât à la Compagnie. Cette négociation fut cependant sans résultat, grâce aux menées de certaines gens et notamment celles du moine Noronha, ce prétendu cousin ou neveu de Madame Dupleix, qui a laissé un souvenir si lamentable. Il avait partie liée avec Raja Sahib et son intérêt était d'éloigner Bussy des affaires, afin qu'il ne pût s'opposer à la nomination de ce prince à la nababie d'Arcate, comme on se proposait de le faire et comme on le fit en effet un peu plus tard aux dépens des affaires générales. Découragés par ces menées dont ils connurent les ramifications, les Marates s'en allèrent et leur vaquil fut congédié à l'insu de Bussy, qu'on aurait sans doute rendu responsable de cet échec, si les circonstances l'avaient exigé.

Bussy retournera-t-il dans les circars ? La perte de Mazulipatam.

Si Lally eut cette arrière-pensée, les événements ne lui permirent pas de la réaliser. Sur ces entrefaites on apprit que Mazulipatam était en danger et avait besoin de secours immédiats : toutes les préoccupations se portèrent de ce côté. Le départ de Bussy d'Haïderabad avait en effet ravivé dans les circars des désirs d'indépendance ; le rajah de Vizianagran s'était soulevé et par surprise s'était emparé de Vizagapatam. Les Anglais lui avaient prêté assistance et Clive lui avait envoyé de Calcutta 500 Européens et 2.000 cipayes sous les ordres du colonel Ford. Cette troupe, débarquée à Vizagapatam le 20 octobre, s'était aussitôt mise en marche vers le sud, avait rencontré le marquis de Conflans à Peddipour, à 40 milles au nord de Rajamandry et l'avait mis en déroute par une manœuvre qui ne fait pas honneur à notre commandant (8 décembre). Dans son désarroi, celui-ci était allé s'enfermer dans Mazulipatam, au lieu de tenir la campagne, comme il pouvait encore le faire. Des renforts lui étaient nécessaires ; qui les amènerait ? On songea simultanément à Moracin et à Bussy ; mais Moracin, qui était un civil, ne pouvait être substitué à Conflans, dont le remplacement paraissait indispensable. Restait Bussy, et Bussy, dans les circars, c'était le concours de Salabet j. assuré, notre autorité rétablie, le Bengale menacé et peut-être Madras en danger, si nous voulions à nouveau tenter l'aventure ; on pouvait du moins l'espérer.

Chacun pensait que Bussy partirait et lui-même y comptait. Lally tergiversa : Bussy dans les circars, n'était-ce pas la concussion à l'honneur et au profit, sans que lui-même, le chef suprême, en bénéficiât ? Vision intolérable. Lally écrira quelques semaines plus tard au contrôleur général Boullongne : « Quant au sacrifice des quatre circars du Nord, je ferais le procès, si j'en étais le maître, à celui qui parlerait de les garder. » Cependant le désir inavoué qu'il a de retirer lui-même quelque avantage d'une opération qu'il suppose devoir être lucrative, lui fait envisager un accommodement avec Bussy et l'on perd un

temps précieux en conversations d'ordre financier plutôt que militaire : il y a plus d'un mois que Mazulipatam est assiégé. Sur le ton le plus amical, Lally proposa alors à Bussy (2 avril), de lui confier l'expédition, mais à condition qu'il prendrait à sa charge la moitié des frais, soit 240.000 liv., la colonie fournirait l'autre moitié. Bussy accepta, sous réserve que les membres du Conseil s'engageraient solidairement pour leur part. Mais Lally n'ait nulle intention de demander cette garantie ; ce qu'il voulait c'était que Bussy prît à son compte la somme toute entière, et que l'affaire restât secrète entre eux deux. La proposition parut suspecte à Bussy qui, tout en acceptant en principe d'aller dans le Nord où le danger était pressant, préférait cependant être employé dans le pays d'Arcate, où il était mieux en situation de négocier le cas échéant soit avec Balagirao, soit avec Salabet j., soit avec l'un et l'autre. Mais à quelque parti que s'arrêtât Lally, Bussy lui demandait comme sauvegarde sa parole qu'il serait honoré d'une confiance totale et constante et qu'il n'aurait à craindre ni manœuvres ni soupçons pouvant la lui faire perdre (lettre du 3 avril). S'il devait être envoyé à Arcate, Bussy demandait que toutes les affaires, négociations et propositions passassent d'abord par ses mains ; si au contraire il devait être employé dans le Nord, il demandait le commandement général de ce que nous y possédions actuellement comme de tout ce qui pourrait être recouvré, acceptant au surplus que son commandement fut limité au temps de guerre. Mais, à quelque parti qu'on s'arrêtât, il était nécessaire d'en prendre un sans tarder.

Lally décida que Bussy irait dans le Nord au secours de Mazulipatam, mais il voulut lui adjoindre Moracin à qui cet arrangement ne convenait pas ; après avoir été chef dans le pays, il ne pouvait guère y revenir en second. Le départ de Bussy fut toutefois différé assez de temps pour que Lally changeât d'avis ou plutôt parut en changer ; car, suivant une opinion émise par Leyrit en son *Mémoire de* 1766, « il se félicita publiquement d'avoir tenu M. de Bussy le bec dans l'eau, en ajoutant, comme un surcroît à son triomphe, qu'il lui faisait

perdre par là dix millions et qu'il lui préparait bien d'autres tours. » Par un nouvel arrangement, Moracin fut averti de se disposer à partir seul. Ses préparatifs étaient déjà faits et il attendait le dernier congé, quand par un troisième arrangement Bussy reçut l'ordre de s'embarquer et Moracin celui de rester. Son départ arrêté, révoqué, différé de jour en jour par un flux et reflux d'ordres contradictoires fut enfin fixé au 12 avril.

« Quelle fut donc ma surprise, écrit Bussy, en apprenant le 11 au soir, peu de temps après avoir quitté M. de Lally, qu'il expédiait des ordres et des instructions pour faire partir M. Moracin à ma place le lendemain matin ? La raison qu'il allégua d'un changement si subit, fut que j'avais exigé qu'il me donnât de l'argent. Le vrai de ceci est qu'en continuant de lui offrir des lettres de change sur mon bien jusqu'à concurrence de cent mille roupies, je lui avais proposé de m'en céder quinze mille que le Père Lavaur lui avait fait trouver et dont je consentais aussi de me charger... M. de Lally voulut au contraire garder pour lui la somme et que j'en demeurasse cependant chargé. »

C'est ainsi, pour reprendre la propre expression de Lally, qu'on tenait un homme « le bec dans l'eau ».

Dans ces conditions, Moracin s'embarqua le 12 ou le 13 avril avec 300 hommes de troupes pour arriver le 15 devant Mazulipatam. Il y avait huit jours que la ville était au pouvoir de l'ennemi (7 avril). Conflans s'était comporté de telle façon qu'il eût sans doute passé au conseil de guerre, avec les sanctions les plus hautes, si une mort prématurée n'était venue jeter un voile opportun sur sa malencontreuse incapacité. C'est de lui que nous avons dit plus haut, que s'il était resté à Pondichéry, il eut peut-être été un trait d'union fort utile entre Bussy et Lally.

Les affaires du Nord n'intéressant plus directement l'histoire propre de Bussy, nous nous bornerons à rappeler que la chute de Mazulipatam eut pour nous des conséquences plus désastreuses que le siège de Madras, qui n'avait été qu'un insuccès. Salabet j. sentant qu'il n'avait plus rien à espérer des Français pour résister aux entreprises de son frère Nizam-Ali, se jeta dans les bras des Anglais, en s'engageant à leur céder en pur don Mazulipatam et les circars et à licencier dans un délai de

quinze jours les derniers Français restant à son service. L'œuvre de sept années fut ainsi anéantie en un seul jour autant par les fautes de Conflans que par les retards apportés par Lally à l'envoi des troupes qui eussent sans doute délivré la place, car Ford, à bout de ressources, songeait à abandonner le siège.

Bussy refuse de retourner dans le Décan. — Rupture avec Lally.

Qu'allait devenir Bussy ? Mazulipatam manquant, restait Arcate. Lally, qui était parti pour l'armée peu de jours après le départ de Moracin, eût voulu l'emmener avec lui ; Bussy avait alors la fièvre qui fut suivie d'un gros rhume ; il était alité et il resta ; mais à peine Lally était-il arrivé à Vandavachy, qu'il lui adressa, le 17 avril, la curieuse lettre qui suit :

« Voulez-vous m'en croire, M. de Bussy, vous vous rendrez d'abord ici. Vous n'êtes point fait pour rester bourgeois à Pondichéry. Laissez là cette séquelle de gens que l'intérêt personnel guide. Je vous ai, je crois, donné assez de preuves de penser d'une façon toute opposée. Le Conseil de Pondichéry, par délibération, vous a demandé à Arcate. Des juges aussi éclairés ne peuvent se tromper et leur décision assure l'ordre que M. de Leyrit vous communiquera de ma part. Je vous donne ma parole d'avance que tout ce que vous pouvez avoir dit, fait ou écrit contre moi, n'altère en aucune façon mes sentiments à votre égard. Si la chose publique en souffre, je récriminerai à mon corps défendant ; si la besogne va bon train, j'oublierai les entraves qu'on y a mises. En un mot, croyez-moi, venez me joindre, et vous serez plus que content de moi. Ne vous dites pas à vous-même que je peux me passer de vous, vous ne pouvez pas deviner ce que je veux faire si je ne vous le dis. *Il n'est pas si dangereux de s'ouvrir à moi que vous l'annoncez. Consultez le Père Lavaur, et vous finirez ensemble par conclure qu'il ne tient qu'à vous que je sois votre serviteur.* »

Quant à l'ordre que devait transmettre Leyrit, il était ainsi conçu :

« Il est ordonné à M. de Bussy de se transporter à Arcate pour y prendre le commandement d'un détachement d'infanterie et de cavalerie qui y est campé ».

Le dernier paragraphe de la lettre, en sa forme énigmatique,

acheva d'indisposer Bussy ; quel marchandage avait-on l'intention de lui proposer ? aussi, à l'ordre qui lui était transmis, répondit-il dès le lendemain 28, par la formule habituelle du refus de service, lorsqu'on ne veut pas provoquer un esclandre ; il envoya à sa place un certificat médical, dans lequel le chirurgien-major de l'hôpital disait qu'il avait eu la veille « une indigestion considérable » qui le mettait hors d'état de partir pour l'armée et qu'il fallait attendre de voir quelles en seraient les suites. Ce certificat, il faut le reconnaître, était assez mal conçu ; il fut aisé à Lally d'exercer à son sujet les plaisanteries les plus diverses et, en le transmettant plus tard au ministre, ce sera la meilleure pièce de son dossier.

Comme s'il eut pressenti qu'un danger pouvait venir de ce côté, Bussy écrivait de son côté au maréchal de Belle-Isle dès le 22 avril :

« Sous prétexte de me faire honneur, mais en effet pour me perdre plus sûrement, il (Lally) vient de m'offrir le commandement de son armée [1] entièrement délabrée, mourant de faim, sans paye depuis six mois, mécontente à l'excès et en face de l'ennemi... Le mauvais état de ma santé m'a heureusement dispensé d'accepter cette offre et m'a fait éluder un panneau aussi adroitement tendu qu'il eût été funeste pour moi, si j'y eusse donné. La grandeur du péril que j'ai couru m'effraie. » (Arch. Guerre, 3541, pièce 81.)

On connut alors le désastre de Mazulipatam et cette triste nouvelle modifia un moment les dispositions agressives de Lally. Bussy lui avait écrit, le 24 avril, une lettre des plus déférentes dans la forme, des plus mordantes dans le fond, dans laquelle il lui demandait de préciser ce qu'il avait voulu dire par *dix millions perdus*, *mauvais tours en perspective* et, d'une façon générale, sur ce que lui-même, Bussy, *pouvait avoir dit, fait ou écrit contre lui.* Comme conclusion, il demandait à repasser en Europe au mois d'octobre suivant. Lally se tira d'embarras avec de l'esprit et non sans habileté, dans une lettre datée d'Arcate, le 28 :

« Je reçois dans l'instant, Monsieur, la lettre que vous me faites

1. Exagération ; il faut lire commandement dans l'armée.

l'honneur de m'écrire le 24 de ce mois. Je ne me sens pas assez d'esprit pour y répondre ; mais voici ce que j'ai à vous dire du fond du cœur. Il est bien singulier qu'il y ait tant de personnes qui vous rapportent ce que je dis et ce que je ne dis pas de vous, et que je ne puisse pas vous en citer une qui m'ait fait rapport de ce que vous dites de moi. C'est sans doute, me direz-vous, parce que vous ne dites rien et que je dis beaucoup ; et moi je vous répondrai ingénument que c'est parce que je n'écoute rien et que vous écoutez beaucoup. L'habitude de jouer un rôle public depuis longtemps et moi d'en avoir joué un toute ma vie très particulier et même très obscur est, sans doute, la cause de cette différence, car mon amour propre souffrirait trop de croire que je n'eusse pas un ami dans le monde qui m'instruisît de ce qui peut m'intéresser directement... »

Laissant là le ton badin, Lally en prenait un plus grave pour continuer. La Périgne, resté à Haïderabad avec 250 blancs, venait de lui écrire que ce nombre augmentait tous les jours, qu'il disposait encore de 4.000 cipayes et que rien n'était perdu dans le Décan si Bussy revenait au plus tôt : on enverrait à sa rencontre 200 hommes d'infanterie et 100 cavaliers. Lally, dissimulant sans doute sa véritable pensée, lui avait répondu que Bussy partirait sans tarder avec un détachement et des canons. Quant aux demandes d'explications de ce dernier, il disait : « Ce qu'il y a de certain et traitez-moi de malhonnête homme si je vous mens, c'est qu'en prenant date d'aujourd'hui 28 avril, je vous déclare devant Dieu et devant les hommes que, depuis mon arrivée dans l'Inde, je n'ai pas seulement prononcé votre nom en bien ou en mal, dans aucune dépêche que j'ai fait partir pour l'Europe... »

Bussy répondit à cette lettre dès le 30 avril par des *Réflexions sur la prise de Mazulipatam et le parti à prendre en conséquence.* Il représentait que dans les circonstances présentes, il n'y avait plus lieu de retourner dans le Décan, où nous ne pouvions plus que servir les intérêts particuliers de Salabet j. contre son frère, Nizam Ali, sans profit et même avec quelque danger pour la nation, puisque l'appui donné à Salabet j. pouvait nous entraîner jusqu'à Aurenbagad, au fond du Décan ; d'ailleurs, si Salabet j. avait encore quelques bons sentiments à notre égard, il devait d'abord en donner la preuve en remettant Mazulipatam à Mora-

cin plutôt qu'aux Anglais. Mieux valait attendre l'arrivée de notre escadre avant de prendre un parti.

C'étaient à peu près les mêmes arguments que Lally avait employés pour faire revenir Bussy du Décan ; il ne fut pas consterné, mais il fut littéralement furieux qu'on les lui eut empruntés et plus encore peut-être de voir que, par ce refus définitif de service, basé encore une fois sur des certificats médicaux, Bussy lui enlevait toute raison de proclamer que l'argent était son seul attrait et que tout autre devait à jamais perdre l'espoir d'en bénéficier. Lally songea, dit-on, à faire arrêter Bussy ; en tout cas, revenu sur ces entrefaites à Pondichéry, il lui fit signifier le 25 juin par le Père Lavaur l'ordre de ne plus reparaître devant lui.

« Cet ordre est tel, répondit simplement Bussy, que vous ne pouvez pas exiger de moi que je l'exécute avec plaisir, comme je me proposais de le faire de tous les ordres qui me viendraient de votre part. Il vous suffit, à ce que je crois, Monsieur, que je l'exécute fidèlement et c'est ce que j'ai l'honneur de vous promettre. Cet ordre inouï que je viens de recevoir et dont le motif s'expliquera sans doute en temps et lieu, en me réduisant à l'état de bourgeois de Pondichéry, me met au large *pour insister sur mon départ pour l'Europe et vous en demander le congé, qu'aucune raison ne me paraît plus retarder.* » (25 juin.)

On échangea encore deux ou trois lettres plus ou moins désobligeantes ou ironiquement déférentes, suivant l'écrivain, et le silence se fit pour un temps sur leurs griefs respectifs. Les langues seules tournaient en ville et ne tournaient pas à vide.

Bussy nommé commandant en second. — Ses vues sur la situation des affaires.

On resta dans cette singulière situation jusqu'au 15 août, sans que Bussy ait obtenu la permission de retourner en Europe et ne remplit un service militaire. Ce jour-là, on apprit par des nouvelles apportées le mois précédent à Mahé par la frégate la *Gracieuse* que la cour rappelait en Europe tous les officiers principaux et donnait le commandement en second

à Bussy. Cet ordre, daté de Versailles, 28 mars, était précédé d'une note du contrôleur général Silhouette à son collègue le ministre de la Guerre, dans laquelle il était dit :

« Il sera de toute nécessité que l'ordre du roi soit précis, absolu et libellé de manière qu'on n'en élude point l'exécution, en un mot que M. de Lally en soit personnellement responsable sous peine de désobéissance... Le rappel de ces officiers exige qu'il soit pourvu au commandement des troupes dans le cas de mort de M. de Lally ; je crois ne pouvoir vous proposer personne de plus convenable que M. de Bussy qui connaît parfaitement le pays et qui a donné des preuves de sa capacité et de ses talents. Ses revers (dans le Décan) lui ont fait connaître combien on doit peu compter sur l'alliance des princes du pays. Instruit par sa propre expérience, il est vraisemblable qu'il n'aura d'autre objet que la destruction des établissements anglais et d'ailleurs on lui enverrait des instructions si précises à cet égard qu'il ne lui serait pas possible de s'en écarter. Enfin, on peut dire pour la justification de M. de Bussy qu'il n'a fait qu'obéir aux ordres de M. Dupleix et qu'il s'est souvent opposé autant qu'il a pu aux vastes idées de conquête qui ont engagé le s[r] Dupleix dans une guerre dont la Compagnie ressentira longtemps les funestes effets. »[1]

En conséquence, le maréchal de Belle-Isle rédigea la lettre suivante qui, pour Lally, était une véritable disgrâce :

« M. de Lally, désirant employer sous vos ordres près celles de mes troupes qui sont dans l'Inde, le s[r] de Bussy, brigadier en mon infanterie, je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous vous serviez dudit s[r] de Bussy en ladite qualité, selon et ainsi que vous le jugerez convenable pour le bien de mon service, et la présente n'étant à autre fin, je prie Dieu, etc... »[2]

Le même jour, le maréchal signait également pour M. de Lally une autre lettre au sujet des rapports qu'il devrait avoir avec M. de Leyrit, et il ajoutait en post-scriptum : « S. M. ayant fait expédier un brevet de brigadier à M. de Bussy l'année dernière, Elle a jugé convenable de lui accorder des lettres de service pour qu'il puisse être reconnu des troupes

1. Arch. guerre, 3541, pièces 60 et 89.
2. Arch. guerre, 3541, pièce 72.

en cette qualité ; j'en joins ici les expéditions et vous voudrez bien lui remettre celle qui lui est adressée [1].

Lally, on le croira aisément, ne fut nullement satisfait de cette nouvelle, Il écrivit à Silhouette le 16 octobre : « Il me paraît que M. de Belle-Isle le croit un Turenne ; je fais comme si je le croyais aussi [2]. » Et dans le même temps, à Godeheu :

« M. de Bussy qu'on me laisse pour toute ressource, n'a encore jamais vu tirer un coup de fusil par un ennemi ; je ne l'ai malheureusement que trop éprouvé à l'attaque de la ville noire de Madras ; il n'a jamais fait la guerre en personne même contre les noirs et tous ces beaux faits de guerre dont on nous berçait en Europe s'exécutent ordinairement par un sous-lieutenant à la tête de cent Européens et surtout beaucoup d'artillerie, vis-à-vis de laquelle 20.000 noirs ne tiennent jamais. D'ailleurs M. de Bussy ne peut pas monter à cheval ; il est trop puissant pour commencer cet exercice à 40 ans ; ainsi, si je perds l'armée, je la vois prise par l'armée anglaise, comme elle l'a été toutes les fois où elle s'est présentée devant elle. Au reste, si elle l'est sous M. de Bussy, comme elle le sera sûrement, j'en serai déchargé [3]. »

Informé par le P. Lavaur de la mesure flatteuse prise à son égard, et invité à se rendre aussitôt chez le général, il s'y présenta sans tarder. Lally préluda par les reproches les plus vifs et une exposition pathétique de ses prétendus torts avec lui ; il termina par lui demander son avis et son sentiment par écrit sur la position actuelle des affaires et sur les moyens de la rétablir.

La réponse était délicate, parce qu'elle supposait moins une connaissance exacte de la situation actuelle qu'une sorte de divination de ce qu'il fallait faire le lendemain. Bussy répondit (16 août) par la lettre suivante, dont nous ne publions que les extraits essentiels :

« Je vous ai toujours allégué le dérangement de ma santé et vingt-deux ans de peines et de fatigues dans l'Inde, comme des titres malheureusement assez justificatifs de la nécessité dans laquelle je me vois de ne pas différer mon retour en France. Je vous supplie de n'en

1. Arch. guerre, 3541, pièce 109.
2. Arch. Colonies, C² 95, f° 63.
3. Arch. guerre, 3541, pièce 109.

pas conclure que j'oublie ce que je dois au service du roi et aux intérêts de la Compagnie. Ce devoir a sur moi un pouvoir très véritable et très puissant et je ne balancerais pas à lui sacrifier mes plus chers intérêts, si ce sacrifice pouvait être de quelque prix par son utilité ; mais je ne vois pas trop ce que je puis faire dans les circonstances où nous nous trouvons. Mon crédit parmi les gens du pays, qui seul pouvait me soutenir n'existe plus... S'il pouvait se rétablir, je le consacrerais volontiers à l'usage que vous voudriez en faire... Mon inutilité me pèse parce que j'en sens toute l'étendue. Il ne me reste que du zèle et de la bonne volonté. Je les employerais encore aux affaires si l'on pouvait s'en promettre des fruits... et si je me flattais assez pour oser croire que mes soins vous seraient utiles et agréables. Sans cette assurance je ne puis rien faire avec dignité...

« Vous sentez sûrement, Monsieur, que la nouvelle face des affaires m'est étrangère à bien des égards. Je ne suis amoureux d'aucun système ; mais ce que je connais de la situation des intérêts politiques de ce pays me persuade qu'il y a des principes généraux et immuables dont on ne peut s'écarter sans danger. Je dois aussi vous prier d'observer que les besoins pressants de l'armée sont un malheur auquel je ne puis remédier. Je ne saurais à cet égard vous soulager que par les voies que vous voudrez bien me tracer vous-même... »

« Si vous aviez pu lire dans le fond de mon âme, vous eussiez rendu plus de justice à mes sentiments. Je vous proteste avec vérité que je n'ai eu d'autre objet que de vous plaire et de vous servir. Vous avez méconnu ces sentiments à un point que je n'ose rappeler... »

Ce n'était pas la réponse qu'attendait Lally. Il riposta le même jour :

« Je n'imaginais pas, Monsieur, qu'un ordre du roi aussi précis que celui que je vous ai signifié hier de sa part, exigeait une négociation entre nous... Il s'agit d'un oui ou d'un non par écrit, à un ordre du roi par écrit que je vous ai signifié... Le roi n'entre point dans le plus ou moins de liaison qui peut être entre nous. Il nous ordonne de le servir en telle et telle qualité et par la même raison qu'il n'est pas en mon pouvoir de retenir ici un officier que le roi rappellerait, il n'est point non plus en mon pouvoir de laisser partir un officier que le roi fixerait ici par un ordre exprès. »

Sans répondre ni oui ni non à cette mise en demeure, Bussy se contenta d'écrire le 17 : « ... Si j'ai pris, Monsieur, le parti de vous faire part de mes vraies dispositions par écrit, ce n'a

été que pour vous obéir et pour vous les faire connaître avec plus de netteté et dans toute leur étendue. C'est à vous, Monsieur, à me prescrire ce que vous croirez devoir changer ou réformer dans ce qui dépend de moi.... »

Et Bussy resta. Mais à quelles attaques sournoises ou déclarées ne devait-il pas s'attendre désormais ? Lally n'a-t-il pas écrit que Bussy perdrait son armée, et que ce serait une excellente occasion de le perdre lui-même ; avec le tempérament de Lally, il n'était nullement certain qu'il ne favoriserait pas cette défaite. Le maréchal de Belle-Isle paraissant près de sa fin, il dira au Père Lavaur : « Bussy n'a plus personne en Europe qui puisse le protéger. Le vieux maréchal sur lequel il fait fond, sera mort et je réussirai sans beaucoup de difficulté à le perdre. » — « Je lui ferai, assure-t-il à Leyrit, dépenser les trois quarts de son bien. En le rendant responsable des mauvais succès, je l'accuserai d'avoir fait tout le mal par ses intelligences dans le pays... C'est l'argent que Bussy a répandu qui lui a produit cette grâce ; mais je lui ferai essuyer tant de mortifications qu'il n'aura pas sujet de s'en applaudir. »

Ces propos et d'autres rapportés à Bussy ne pouvaient que fortifier sa défiance, en lui faisant voir que ce n'était plus l'envie de sa fortune ni la jalousie de son influence qui inspireront à l'avenir les actes de Lally, mais une haine implacable et croissante, contre laquelle il n'aura d'autre arme qu'une prudence extrême et une correction qui ne ressemble pourtant pas à la soumission.

Lally, insistant pour avoir une explication par écrit sur la situation de nos affaires et sur les moyens d'en réparer le délabrement, Bussy le fit par une lettre-rapport du 7 septembre. Lally venant de nommer Raja S. nabab d'Arcate, au mépris de toutes les traditions du pays et des droits incontestables de Salabet j. et cette nomination pesant sur toute notre politique indigène, il était difficile de dire et surtout de faire comprendre à Lally que c'était une faute capitale qu'il fallait pallier aussi habilement que possible. Bussy s'y employa avec sa finesse accoutumée. Il représenta que dans la situation présente nous ne pouvions plus compter que sur le concours possible

mais nullement certain de Bassalet j., investi par son frère Salabet j. de l'administration quasi autonome des pays d'Adoni, Siré et Colala, les plus rapprochés de nos propres possessions. Il ne fallait plus en effet compter sur le concours de Salabet j. privé de toute autorité et vivant sous la menace constante de son frère Nizam Ali, ni sur l'appui de ce dernier, trop attaché aux Anglais par les raisons mêmes de son ambition, ni enfin sur Balagirao, chef des Marates, pillards plus coûteux et plus dangereux que réellement utiles. Nous n'avions donc à mettre nos espérances qu'en Bassalet j., mais, avant de conclure, il demanderait sans doute a être regardé *comme le maître* du Carnatic, dont il partagerait avec nous les revenus, sauf à régler ce qui lui demeurerait en propre, la guerre finie. Bussy ne voyait pas d'autre voie pour un redressement de la situation qu'en une alliance avec ce prince et il proposait pour la négocier de lui envoyer le sieur Beylié tandis que lui-même, l'accord réalisé, s'en irait à sa rencontre avec 200 chevaux pour assurer sa marche.

Ce projet parut si consistant et si solide que même les partisans les plus résolus de Raja S. furent d'avis de l'accepter. Lally était hésitant, mais adopter purement et simplement les idées de Bussy, n'était-ce pas pour lui une sorte de défaite et une humiliation ?

Mission de Bussy auprès de Bassalet jing.

Sur ces entrefaites, le 15 septembre, l'escadre de d'Aché, attendue depuis longtemps, arriva à Pondichéry. Elle n'apportait pas de renforts mais 380.000 livres en piastres et environ 400.000 liv. en diamants. Ces valeurs mises à terre, d'Aché, qui venait de subir, au large de Trinquemalé, un combat assez rude avec les Anglais, voulait repartir dès le lendemain. On lui envoya Landivisiau et Bussy pour le retenir et néanmoins il appareilla. Un accident fortuit survenu à l'un de ses navires, l'ayant obligé à ajourner son départ, Lally en profita pour réunir le Conseil supérieur et obtenir de lui une décision qui mettrait en quelque sorte d'Aché dans l'obligation de rester

pour assurer le succès d'opérations que l'on méditait en ce moment contre les Anglais. D'Aché consentit à demeurer cinq jours encore et, ce temps écoulé, il partit pour les Iles promettant de revenir au printemps prochain.

Ce départ a été l'objet d'interprétations fort diverses, dont l'examen n'appartient pas à cette histoire, comme aussi bien tous les débats tumultueux qui commencèrent à se produire dans le même temps au Conseil supérieur, à propos des difficultés financières qui entravaient le ravitaillement de nos troupes et retardaient sans cesse la paie de nos soldats. Ce sont des faits fort pénibles, fort douloureux même, et dont les conséquences furent graves, mais ils appartiennent surtout, sinon exclusivement, à l'histoire de Lally et même à celle de Leyrit, si jamais un écrivain voulait l'entreprendre.

Les opérations prévues contre les Anglais eurent lieu. Lorsque d'Aché était encore dans l'Inde, on savait qu'ils marchaient sur Vandavachy et, comme nos troupes étaient campées sous les murs de cette place, on s'attendait à une bataille d'un moment à l'autre. Elle eut lieu le 30 septembre et se termina par une défaite mais non pas une défaite irréparable des Anglais, qui huit jours après, reçurent d'Europe et de Bombay, 1.600 hommes de renfort.

Tout le monde comprit alors que nous n'aurions de supériorité définitive que si Bassalet j. venait à notre aide. Or on savait qu'il s'était mis en marche avec un corps de 10 à 12.000 hommes et qu'il n'était plus qu'à huit ou dix jours de marche d'Arcate.

« La seule espérance de l'Inde, écrit Landivisiau au maréchal de Belle-Isle le 1er octobre [1], consiste dans l'union qui règne maintenant entre M. de Lally et M. de Bussy. Les talents de ce dernier, sa réputation auprès des chefs du pays, l'art avec lequel il sait conduire des négociations pourrait, s'il en est encore temps, nous procurer des alliés utiles qui s'opposeront du moins à la multitude des noirs que les Anglais emploient dans leurs armées : gens timides dans un combat réglé et très nécessaires pour couvrir un pays,

1. Arch. guerre, 3541, pièce 100.

faciliter des opérations, masquer des mouvements et procurer des vivres. »

« Si Bassalet j. nous rejoint avec ses 40.000 hommes, écrit de son côté Lally, le 16 octobre [1], c'est la campagne rendue intenable aux Anglais, qui se devront confiner sous les murs de Madras. C'est Trichinopoly emporté avant la fin de l'hiver... Et Trichinopoly vaut mieux que Madras, parce que le roi du Maïssour en offre 50 laks ».

C'est alors seulement (3 octobre) que Bussy reçut l'ordre formel d'aller rejoindre Bassalet j. D'après cet ordre, il devait tâcher d'engager Bassalet j. à prendre la route d'Arcate le plus tôt possible, et, quant à la partie politique de sa négociation, s'en rapporter à ce qu'il jugerait de plus expédient à faire pour déterminer ce prince à nous joindre, et en cas de refus, d'amener toute l'armée avec lui.

Lorsqu'il reçut cet ordre, Bussy était à Vandavachy, où il était arrivé le surlendemain de la bataille. Pour l'exécuter, il fallait qu'il passât par Arcate, dont la route lui était barrée par un corps d'armée ennemie posté à Trivatour. Dans un conseil de guerre tenu le 5, l'avis des officiers fut de marcher à l'ennemi et de l'obliger à repasser le Paléar, avant qu'il eut reçu des secours. Encore intimidé par son échec du 30 septembre, le petit corps anglais n'osa livrer bataille et laissa libre le passage de la rivière. Bussy entra dans Arcate le 9 ; il y resta dix jours jusqu'au 19 au matin, attendant des nouvelles précises de Salabet j. avant de se mettre en marche.

Pendant ces dix jours, il s'échangea entre les deux hommes sept lettres, où, sur des informations non concordantes plutôt que contradictoires, chacun d'eux dissertait sur les possibilités du lendemain, soit par un accord direct avec Bassalet j. dont on ignorait la position exacte et à qui les Anglais faisaient également des propositions, soit par une entente avec Morarao, que le P. Noronha s'attachait à négocier malgré l'avis de Bussy. Des préoccupations communes d'argent réunissaient toutefois

1. Lettres à Belle-Isle et à Silhouette. Arch. guerre, 3541, pièce 100, et Arch. Col., C^2 95, f° 63.

leurs points de vue ; lés troupes n'étaient pas payées ou l'étaient mal ; quel serait leur sort le lendemain ?

Tout un coup, le 19 octobre, à deux cosses d'Arcate qu'il venait de quitter le matin, Bussy apprit que les troupes campées à Vandavachy s'étaient révoltées.

« L'armée, écrit Lally lui-même, battit la générale au point du jour, se saisit de l'artillerie de campagne, abandonna ses drapeaux et ses officiers, alla camper à deux lieues de son quartier, sur le chemin qui conduisait au camp ennemi et se choisit des chefs dans le corps des sergents. Les séditieux obligèrent leurs officiers d'écrire au comte de Lally, que les troupes voulaient bien lui accorder le temps de la réflexion et un délai de quatre jours pour les paiements de tous les arrérages qui leur étaient dus, mais que ce temps expiré et faute de paiement, elles se porteraient aux dernières extrémités. »

Dans cette crise aussi terrible qu'affligeante, Lally n'hésita pas à avancer immédiatement 50.000 liv. lui appartenant et 36.000 que lui remit le P. Lavaur ; des particuliers de Pondichéry lui prêtèrent quelques fonds et il put ainsi acquitter sur-le-champ le montant de six mois de solde sur dix qui étaient dus. Les troupes, rentrant aussitôt dans l'ordre, lui accordèrent jusqu'au 10 novembre suivant pour le paiement du surplus. Lally rejeta sur le Conseil supérieur la responsabilité de cette mutinerie ; les déprédations commises dans l'administration des finances n'étaient-elles pas la cause originelle de ce défaut de paiement ?

L'accusation de Lally sur ce point était loin d'être inexacte ; mais il est des circonstances où la vérité est inopportune ; devant l'accusation, tout le monde se coalisa contre lui et l'on dissimula d'autant moins sa pensée que chacun croyait devoir être prochainement rappelé ; on disait même que l'avis lui en avait été donné dans le courrier arrivé le 15 septembre. Vrai ou faux, ce bruit contribua encore à affaiblir son autorité déjà fort défaillante.

On trouve à ce moment dans le *Mémoire* de Bussy de 1766 une intéressante lettre qui lui fut envoyée par Landivisiau et dans laquelle celui-ci lui disait :

« Quelque couleur odieuse qu'on (Lally) essaye de donner aux

actions les plus simples, il est impossible de fasciner les yeux du public et de vouloir lui persuader ce qu'on ne peut pas se persuader à soi-même. Quoiqu'il en soit, la tempête est calmée jusqu'à nouvel ordre, mais en vérité je tremble pour l'avenir. Il est triste d'avoir prévu tout ceci, de l'avoir vu et d'être patriote. Au surplus je suis fâché contre vous. Que veut dire cet air de tristesse, de découragement, de douleur répandu dans votre lettre ? N'êtes-vous plus ce même Bussy qui s'était fait un système de souffrir avec patience et fermeté, des outrages, des humiliations qui n'auront qu'un temps, des imputations qui n'ont point de fondement et de forcer, par une conduite soutenue, la haine et la jalousie à se taire et à vous estimer.

« Vous me répétez ce dont nous avons déjà badiné ensemble. Qu'on dise que vous êtes un traître à la patrie, que vous avez fomenté la rébellion des troupes et mille autres choses de cette espèce, qu'est-ce que cela vous fait ?... Croyez-vous que ces calomnies puissent prendre sur personne ? En est-on cru sur sa simple parole et d'après sa passion sur des matières aussi graves ? Où est la preuve de toutes ces horreurs ? Y en a-t-il la plus légère ? Vos actions, votre caractère connu, l'estime générale où vous êtes, la voix, le cri public de tous les ordres de la colonie, du civil, du militaire, de tout le monde enfin, ne doivent-ils pas vous tranquilliser ? On veut vous perdre, dites-vous. Mais comment s'y prendra-t-on ? De quelles armes peut-on se servir contre vous ? Ignore-t-on la source de cette animosité ? Ne sait-on pas qu'elle a commencé par une jalousie déplacée de la considération que vous vous êtes acquise ?... L'envie n'a qu'un temps, le mensonge ne peut se soutenir, la vérité perce toujours et triomphe à la fin... L'adversité est la pierre de touche du grand homme ; croyez-moi, continuez à mettre sous vos pieds tous ces dégoûts passagers, conduisez-vous toujours avec la même sagesse, la même prudence, le même zèle patriotique... »

Ces conseils et encouragements n'étaient pas hors de saison, car la mission confiée à Bussy n'était qu'un piège. Quelques jours avant sa rencontre avec Bassalet j. ce prince reçut une lettre non signée dont la lecture fut faite publiquement ; en voici les principaux traits :

« N'ayez aucune confiance en ce que vous dira M. de Bussy. M. de Lally n'a consenti qu'il allât auprès de vous que pour l'éloigner. Gardez-vous de vous laisser séduire par les promesses qu'il pourrait vous faire, pour vous engager à venir dans cette province, où vous perdriez l'honneur et peut-être la vie. »

Quoiqu'il en soit Bussy resta dans son campement hors d'Arcate jusqu'au 24 octobre, attendant, pour aller rejoindre Bassalet j., de savoir la route que celui-ci prendrait. Par crainte des Anglais, il en prit une autre que celle qui avait été convenue ; il prit celle de Cudappa et Beylié, qui se trouvait auprès de lui, donnait peu d'espoir qu'il allât plus loin ; la double crainte de Nizam Ali et des Anglais, autant que la nouvelle bientôt connue de la mutinerie de Vandavachi, le paralysaient. Enfin il fit connaître à quelles conditions il nous donnerait son concours : être reconnu comme le maître absolu de la province d'Arcate, dont il percevrait tous les revenus dont un tiers pourtant nous serait réservé, — un prêt immédiat de quatre laks de roupies, — la faculté de retourner dans le Décan quand il lui plairait, en laissant à sa place un simple naëb à Arcate, — enfin, lorsque les circonstances le permettraient, un corps de troupes pour le soutenir contre Nizam Ali, ami des Anglais. Bussy n'avait pas carte blanche pour traiter sur des conditions si incertaines ; aussi répondit-il avec une sage prudence. Sur le premier point, le plus délicat, la maîtrise absolue de la province d'Arcate, il fit une réponse légèrement évasive : Bassalet j., disait-il, sera distingué par la nation française et l'on aura pour lui les égards dus à sa naissance et à son rang ; quant aux autres points, il les acceptait en principe, sous réserve que si Bassalet j. croyait devoir retourner dans le Décan, Raja Sahib serait nommé naëb d'Arcate à la volonté et sous l'autorité de Lally.

Bussy rejoignit enfin Bassalet j. à Cudappa, le 10 novembre, après avoir fait une marche de cent lieues. Il y resta cinq jours ; le cinquième, qui était celui fixé pour le retour en commun, Bassalet j. lui signifia à son grand étonnement qu'il ne partirait pas, d'abord parce qu'il était incertain sur la nature de la réponse de Lally à ses propositions, et qu'il lui fallait attendre cette réponse, ensuite parce qu'il ne pouvait venir à Arcate que si on lui donnait au moins la moitié des quatre laks qu'il demandait. Bussy n'avait pas qualité pour régler souverainement ces deux questions ; il quitta le prince le 16 novembre, mais en le quittant, il laisse entendre dans son mémoire que d'autres

raisons, complétant les premières, avaient dicté le refus de Bassalet j. C'étaient la crainte que lui et tous ceux qui l'environnaient avaient de M. de Lally, dont la renommée leur avait dépeint le caractère, la nouvelle qui lui était fraîchement parvenue de nos désastres et des succès des Anglais et, plus encore, une lettre de Pondichéry (celle que nous venons de citer). Bussy parla plus tard de cette lettre à Lally, mais sans pouvoir percer le voile qui couvrait, nous dit-il, un mystère odieux d'iniquités. Tout ce que Bussy avait écrit était regardé par lui comme des rêveries, des chimères et des contes de mille et une nuits, et Lally ne se gênait pas pour exprimer tout haut ces sentiments.

Bussy ramena avec lui les quelques Français qui restaient encore auprès de Bassalet j. et 200 cavaliers que ce prince l'avait autorisé à lever ; il apportait également des pièces qu'il nous dit être d'extrême importance et dont l'une aurait été le paravana de la province d'Arcate, qu'à sa sollicitation, Bassalet j. aurait fait expédier au nom de Lally, ainsi que des injonctions à tous les agents de cette province de le reconnaître et de lui payer les tributs usités. Ces pièces, s'il en avait fait usage, nous auraient assuré toutes sortes de secours ; mais on sait quel cas Lally faisait des Indiens : « J'oublie, disait-il, qu'il y a des noirs en Asie. »

Tension croissante des rapports entre Bussy et Lally.

Bussy arriva le 10 décembre à Arcate. Il était temps ; la ville assiégée par les Anglais était sur le point de se rendre. Sa seule présence suffit à leur faire lever le siège ; ils n'eurent rien de plus pressé que de se retirer et de mettre le Paléar entre eux et nous. Bussy n'avait pas assez de troupes pour les poursuivre ; il se contenta de placer celles dont il disposait le long du fleuve pour contenir l'ennemi, et vint bientôt après à Pondichéry pour prendre langue avec Lally.

Les circonstances n'étaient guère favorables pour cette entrevue. Les préventions de Lally croissaient tous les jours avec les difficultés. Le 10 octobre, il écrivait à Silhouette :

« M. de Bussy est l'homme le plus faux et le plus menteur, le plus avare et le plus pillard dont vous avez jamais ouï parler. C'est un homme borné d'ailleurs pour tout ce qui s'appelle connaissances et surtout celles du métier de la guerre qu'il n'a jamais faite et à laquelle il s'avoue lui-même inapte. Il a cependant l'astuce maure et il est, comme Médée, versé dans l'art des trahisons et je suis assailli de plaintes par tous les officiers de son armée, dont il n'y a pas un qui n'ait quelque chose à répéter de lui. »

Autre lettre à Godeheu, du 23 octobre :

« Voulez-vous savoir à présent, Monsieur, à quoi se réduit tout mon raisonnement. Du jour où j'ai débarqué à cette côte jusqu'au siège de Madras où M. de Bussy m'est venu joindre, tout m'a ri [1], j'ai conquis des places et des provinces, je n'ai pas subi le plus petit échec... et malgré les rigueurs que j'exerçais contre l'officier, il avait confiance en moi et l'inspirait aux troupes... M. de Bussy, qui n'a jamais songé à quitter ce pays, où il avait un revenu solide de trois millions par an aux portes d'Haïderabad, M. de Bussy, dis-je..., n'a cessé de croiser toutes mes mesures ; il a découragé toute l'armée par ses émissaires, le sieur Law à leur tête et six autres aides de camp, dont je supprime ici les noms... Je vous insinue que M. de Bussy ne quittera ce pays-ci que quand il aura perdu toute espérance d'y commander. Il ne parle sans cesse que de l'envie qu'il a de retourner en Europe et ses émissaires n'entretiennent que de la nécessité où sera la Compagnie de lui confier un pouvoir absolu sur cette côte. Chacun y regarde sa fortune comme assurée du jour que cet événement aura lieu et moi je regarde la perte de la Compagnie comme indubitable si l'on ne le rappelle pas avant qu'il soit un an... M. de Bussy a trente millions de biens ; il dit qu'il n'a pas un sol. »

Suivons l'ordre des dates ; voici encore une lettre du 9 novembre, adressée à Silhouette [2] :

« Il me faut jusqu'au mois de janvier pour vous démontrer que, des plus grands malfaiteurs condamnés au supplice depuis cent ans, il n'en est pas un dont les crimes approchent de ceux du second (Bussy), si l'on en considère l'objet et les suites. La lettre incluse du s^r^ Saubinet au s^r^ Chevreau, dont copie m'a été remise par des employés de Masulipatam, doit vous préparer aux éclaircissements

1. Arch. Nat., En marge est écrit au crayon rouge : faux, voyez Tanjore.
2. Arch. Col., C^2 95, f° 73.

que je vous ferai passer [1]. Aujourd'hui M. de Bussy aspire à me relever ici et le bruit général de la colonie est qu'il en a l'assurance de M. le maréchal de Belle-Isle. Ses émissaires (et je crois qu'il en soudoie plus de cent tant ici qu'à Paris) font courir une lettre du maréchal dont la teneur me paraît singulière, si elle est croyable... »

Lally ne prévoyait assurément pas qu'en écrivant cette lettre où il assimilait Bussy aux malfaiteurs qu'il se désignait pour ainsi dire lui-même aux dieux infernaux qui devaient le conduire au supplice sept ans plus tard. Mais continuons la citation :

« Il y a à Paris un nommé Marion, fort lié avec M. d'Estaing et Madame de Chateaumorand, qui est le correspondant intime de M. de Bussy... Il serait bien à propos d'intercepter sa correspondance avec M. de Bussy qui, je crois, passe par le canal du P. Lavaur. On y découvrirait les sommes immenses que M. de Bussy a fait passer en Europe depuis un an. Ce n'est point à Paris que de tels comptes peuvent se répéter et les voies juridiques tomberaient bien vite vis-à-vis d'un homme qui publie hautement qu'il a la clef qui ouvre toutes les serrures et qui, deux heures après, dit qu'il est à l'aumône et que la Compagnie lui retient tout son bien. Le fait est que M. de Bussy a plus de trente millions en effets, joyaux et argent et que la Compagnie en tirerait dix millions si, par un ordre des plus secrets, il était arrêté à l'Ile de France jusqu'à ce qu'il ait rendu compte des sommes qu'il a touchées.

« Le moyen de le tirer d'ici est ce qui me paraît le plus difficile à ménager, continuait Lally. Je ne serais pas surpris si j'apprenais demain qu'il a débauché la moitié de l'armée et qu'il est parti pour le nord. Un homme qui avait formé le projet de faire son domestique (Aïder jing) souba du Décan et de marcher de personne à Delhi pour s'y rendre maître des trésors de cette cour est capable de tout... Vous conviendrez, je crois, Monsieur, qu'il n'y a point de repos à espérer dans l'Inde tant qu'on y laissera un homme tel que le s^r de Bussy. Son ambition, sa cupidité, son avarice (qui domine sur les deux autres, sans quoi il eût pu forcer la Compagnie de le choisir pour conserver toutes ses possessions) seront une source éternelle de divisions. Ce qu'il m'a offert à moi seul, envoyé tous les ans à Pondichéry, en eût fait le plus grand homme qui eût jamais passé de la France dans l'Inde. »

1. Saubinet était l'officier que Leyrit avait envoyé à Bussy pour le secourir à Haïderabad en 1756. La lettre dont il est ici question est reproduite en pièce annexe de ce chapitre.

Si de tels propos étaient également colportés dans le public, comme semble l'indiquer la lettre de Landivisiau, on comprend qu'ils n'aient pas rehaussé le prestige de Lally ni, dans les circonstances graves qui allaient se dérouler, inspiré confiance en son sang-froid et en ses qualités militaires ; en tout cas, ils n'étaient pas de nature à favoriser les conversations que Lally devait avoir avec Bussy. L'une d'elles, sans doute la première, se passa en présence de M. de Leyrit. Pour en apprécier la signification, il est bon de savoir que, cinq ou six semaines auparavant, c'est-à-dire au début de novembre, Lally, sous prétexte de lever des contributions dans le sud avait envoyé la moitié de ses troupes sous le commandement de Crillon pour s'emparer de Cheringam (ou Sriringam), qui fut en effet pris sans peine ; mais cette division de nos forces avait permis aux Anglais, renforcés d'autre part, de franchir le Paléar et de s'emparer de Vandavachi le 30 novembre et, quelques jours après, de Carangouly. Dans la conversation qui eut lieu, Bussy fit observer que nous devrions commencer par réunir toutes nos forces et ajouta que Lally lui aurait dit qu'il avait l'intention de lui confier toutes les opérations de la campagne.

— Comment l'entendez-vous ? répondit Lally. Me croyez-vous assez simple pour vous confier une armée, tandis que je me chargerai du blâme ? Car enfin, si vous battez les Anglais, vous en aurez toute la gloire, sauf à moi de rester responsable si votre ambition vous fait battre.

— Non, Monsieur, répartit Bussy, je n'ai point cette fureur de bataille que vous me supposez gratuitement... Mes principes y sont même bien opposés. Ce n'est pas d'aujourd'hui que j'ai senti la différence entre la guerre d'Europe et celle des colonies. Je sais que cette dernière demande la plus grande circonspection, soit à raison des hommes, soit à raison du défaut ou de l'éloignement des ressources. Vous voyez que j'ai plus de sagesse dans l'esprit que vous ne m'en supposez dans le cœur. Non, si vous m'en croyez, nous ne donnerons point de bataille ; ou bien, par les mesures que nous prendrons, le risque sera pour les Anglais seuls. »

Et comme Bussy insistait sur la réunion de nos forces et

entreprenait d'en faire voir l'avantage par l'expérience des malheurs que nous venions d'essuyer : « Je vous suis bien obligé, lui dit Lally, de tous vos beaux raisonnements, mais je m'embarrasse fort peu des Français de l'Inde... »

Cette déclaration rendit à Bussy tout le sang-froid qu'il commençait à perdre :

« A supposer, répondit-il, que la ruine des Français dans l'Inde vous touche peu, je pense, je suis même garant qu'il ne vous serait pas égal de ruiner un nombre considérable de familles en Europe, et elles le seraient certainement par la perte de Pondichéry et de la Compagnie. Pour moi, je serais au désespoir de m'exposer à mériter de tels reproches et de rentrer dans ma patrie, après vingt-trois ans d'absence, par une porte aussi désagréable. »

On se sépara et Leyrit, en quittant Bussy, lui dit : « Vous ne pourrez rien faire, M. de Lally ne vous laissera pas le commandement de l'armée ; il craint plus vos succès que ceux de l'ennemi. »

Une réunion du Conseil supérieur eut lieu le 14 décembre, on y lut une lettre où Lally disait en propres termes qu'il avait réuni une armée de 2.000 blancs, 2.000 cipayes et environ 1.000 cavaliers noirs, dont il donnait le commandement à Bussy. Chacun le crut et ce fut dans la ville une joie générale ; personne dès lors ne douta plus du succès. Les religieux se déclarèrent prêts à faire fondre l'argenterie de leurs églises et les femmes à sacrifier leurs bijoux. Ce n'était qu'un leurre ; la lettre n'était qu'une amorce pour tâter l'opinion ; elle n'était pas signée et, devant les manifestations du public, Lally ne donna pas sa signature. Bussy était inquiet aussi bien pour la colonie que pour lui-même. Landivisiau chercha encore une fois à lui faire prendre patience, tout en l'invitant à la défiance :

« Je conviens avec vous que la haine est extrême, qu'elle va en augmentant, qu'elle dégénère en rage. En savez-vous la raison ? Je crois la voir ; c'est qu'on ne trouve point à mordre sur vous, c'est que les traits ou s'amortissent sur vous, ou rejaillissent sur celui qui les lance... Quoiqu'il en soit, vous connaissez trop bien le terrain pour vous y méprendre ; méfiez-vous de tout ; prenez garde aux

pièges qu'on voudrait vous tendre ; déclarez que vous n'agirez que sur des ordres par écrit ; gardez-les ; ce sera votre justification en cas d'événement. »

Si l'on admet qu'en guerre la confiance dans le chef est la moitié du succès, il faut convenir que dès ce moment la partie suprême était à moitié perdue. Pour la préparer, Lally se rendit à Arcate, qui était le dernier point que nous tenions encore sur la ligne du Paléar et il donna l'ordre à Bussy de l'y suivre. Ils eurent ensemble une explication d'ordre purement militaire, à la suite de laquelle Bussy jugeant aussi inutile que dangereux de donner des avis verbaux à Lally, crut éviter cet inconvénient en lui transmettant ses observations par écrit (31 décembre). C'étaient d'ailleurs celles qu'il avait déjà formulées : réunir ensemble toutes nos troupes comme Lally lui-même l'avait fait dix-huit mois auparavant en vue du siège de Madras ; pourquoi ne pas faire de même aujourd'hui ? Notre armée se trouverait ainsi considérablement augmentée et, avec une supériorité bien marquée, on pourrait entre l'ennemi et Madras, le forcer à combattre avec désavantage et se porter sur cette place après l'avoir battu. Mais, pour agir, il ne fallait pas attendre que l'ennemi ait reçu du secours. On serait ensuite en état d'envoyer chez les paliagars un corps de troupes qui en moins d'un mois pourrait en rapporter trois à quatre laks. Lally n'en fit rien.

Quelques jours après (14 janvier), voulant sans doute échapper à un désastre qu'il redoutait, Bussy, arguant de douleurs produites par la gravelle, demanda à retourner à Pondichéry.

Ici se place un incident auquel Lally, dans son mémoire de 1766, paraît attacher une grande importance. Il y avait à Arcate un père Jésuite du nom de Estevan, qui y avait été placé comme aumônier ; ce père donnait l'impression d'un intrigant et d'un affairiste. Il prodiguait, paraît-il, des louanges de Bussy et ce zèle parut suspect à Lally, qui obtint son rappel de la part du P. Lavaur, son supérieur. On l'aurait un jour trouvé parlant avec Bussy dans une pagode isolée et tous les deux paraissaient s'entretenir avec beaucoup d'animation. Il n'en fallut pas plus pour que Lally échaffaudât sur cette conversation hypothétique

toute une conjuration contre son autorité. Le père s'en défendit par une lettre du 11 janvier, dans laquelle il disait que *vu les préventions de l'armée, il eut été à souhaiter que vous eussiez donné vos ordres de Pondichéry.* Lally y vit un aveu ; laissons lui cette opinion sans la partager.

Sans dicter expressément le refus que Lally opposa à la demande de Bussy, on peut supposer que cet incident n'y fut pas étranger ; car, sans retenue d'aucune sorte, Lally qualifia publiquement Bussy de traître à la patrie, d'empoisonneur et traita d'assassins à sa solde les 2.000 cipayes qu'il avait amenés du Décan. Il lui défendit expressément de partir, se déchargeant par avance aux yeux de la colonie des suites funestes qui pouvaient résulter de leur défaut d'entente.

Bataille de Vandavachy. — Bussy prisonnier des Anglais.

C'est alors que s'accomplit le drame qui, tout autant que la bataille de Plassey, trois ans auparavant, devait décider du sort de l'Inde, en nous faisant perdre le Carnatic, comme Sudja daula avait perdu le Bengale.

Le 10 janvier, Lally se mit en marche pour s'emparer des magasins anglais de Conjivaram, qui n'étaient défendus que par quelques blancs et cipayes. On y trouva des provisions suffisantes pour nourrir l'armée pendant douze jours, puis Lally repassa le Paléar, laissa le gros de ses troupes à Trivatour et vint se poster devant Vandavachy. Le fort de cette localité était entouré d'un faubourg dont il fallait d'abord se rendre maître pour parvenir à établir une batterie devant le fort. On l'occupa sans trop de résistance, mais sept jours se passèrent avant que l'action principale ne s'engageât et des renforts amenés par Coote eurent le temps d'arriver. Bussy était d'avis qu'on allât au devant d'eux pour livrer bataille en rase campagne ; il croyait que nous y aurions la supériorité ; Lally préféra continuer le siège. Son armée était, nous apprend-il, composée de 900 hommes de troupes réglées d'infanterie, 150 cavaliers européens, 300 matelots, 1.800 cipayes amenés par Bussy et 2.000 Marates recrutés par Noronha. Les ennemis avaient

2.500 hommes d'infanterie et 100 cavaliers, avec des troupes noires presque égales aux nôtres. Les Anglais étaient en bataille au milieu de la plaine sur deux lignes et un corps de réserve ; Lally était sur une seule ligne, au centre, tandis que Bussy commandait l'aile gauche et que notre droite était en l'air.

La bataille s'engagea le 22 janvier, vers midi. Une heure après tout était terminé. Que s'était-il passé en cette heure décisive ? Lally avait oublié en Europe les qualités d'action et de résolution qui avaient fait sa renommée. A Vandavachy, « il fut, disent des témoins, ou tel parut le désordre de ses idées que, sans plan, sans combinaison, sans aucune des précautions que la prudence la plus commune ne permet pas de négliger, flottant et incertain de ce qu'il devait faire, des mesures qu'il devait prendre, du terrain qu'il devait choisir, il abandonna totalement au hasard le soin de disposer son ordre de bataille ; que les troupes se placèrent d'elles-mêmes, que le s[r] Lally courait çà et là sans rien voir, sans rien ordonner, qu'il ne sortit de cette espèce d'engourdissement qu'aux premières décharges de l'artillerie des Anglais. »

La nôtre causa d'abord un certain flottement dans la gauche de l'ennemi ; Lally s'y porta aussitôt à la tête de sa cavalerie pour profiter de l'ébranlement. Par malheur cette cavalerie refusa de marcher ; enfin, après une harangue du général, elle s'ébranla et fit cent pas en avant. Une décharge de canons ennemis l'arrêta brusquement, elle se débanda et se dispersa dans la plaine, laissant Lally presque seul entre les deux armées. Il échappa néanmoins aux coups et se retira on ne sait exactement où, car on ne le revit plus jusqu'à la fin de la bataille. Sur ces entrefaites, un caisson de notre artillerie, atteint par un projectile, sauta en l'air faisant 80 victimes, dont le commandant chevalier de Poët. Ce funeste accident décida du sort de la journée, l'ennemi profita de notre désordre et s'empara de notre redoute. Notre gauche impressionnée se replia également et, dans cette retraite, le cheval qui portait Bussy fut atteint d'une balle à la tête. Il chancela ; Bussy sauta à terre pour ne pas être écrasé par sa chute et l'abandonna. Dans l'instant, il fut entouré d'un peloton d'ennemis ; forcé de se

rendre il obtint néanmoins la permission de se retirer, sur sa parole, à Pondichéry, à condition pourtant de se représenter devant le colonel Coote si celui-ci l'exigeait.

Lally accueillant sans réserve un bruit répandu par quelques-uns de ses familiers, notamment par Gadeville, a écrit que Bussy s'était fait prendre exprès ; on pourrait soutenir avec autant de raison que Lally a perdu la bataille exprès pour ruiner la réputation de Bussy, qui commandait en second. Celui-ci écrivit à son chef le 27 janvier :

« Est-il possible, Monsieur, qu'on voie encore de la trahison dans tout ce que j'ai fait pour rétablir les mauvais commencements de la journée malheureuse que nous avons eue ; que les dangers évidents où je me suis trouvé ne paraissent qu'une feinte et ma prise une intelligence avec l'ennemi ? Si j'avais été tué, comme je l'ai risqué, on dirait peut-être encore que je l'ai fait par malice. »

Lally répondit le même jour et, sur ce point, sa réponse est des plus courtes : « Ce ne peut être, Monsieur, que l'empressement que vous avez témoigné de retourner à Pondichéry huit jours après votre arrivée à l'armée, qui a donné lieu au public de croire que vous vous étiez constitué prisonnier de bonne volonté, pouvant vous y soustraire. » Par ces derniers mots, Lally confirmait les bruits qu'il avait sans doute lui-même provoqués et la médisance continua.

La captivité de Bussy.

Pendant des semaines, le sort de Bussy prisonnier sur parole, demeura en suspens. D'après les règles du cartel il devait se constituer prisonnier si sa rançon n'était pas payée dans un très bref délai. Aussi son premier soin fut-il d'en faire parvenir à Leyrit le montant, qui était de 730 roupies. Lord Pigot, gouverneur de Madras, les retourna aussitôt en disant qu'il ne pouvait traiter de la rançon de Bussy avant que l'échange de tous les autres prisonniers ne fût également réglé, un certain nombre d'entre eux, mis en liberté sur parole, ayant continué de servir sans avoir été échangés.

Coote écrivit en conséquence à Bussy de se constituer pri-

sonnier ; c'était le 27 janvier, trois jours seulement après la bataille ; les courriers allaient vite. Lally, qui reçut la lettre, la garda, sans prévenir l'intéressé, sous prétexte, dit-il plus tard, que la condition imposée à Bussy était nulle et de nulle valeur ; aussi à Madras fut-il considéré comme déserteur. Il ne connut cette singulière situation que le 28 février par une conversation avec un autre prisonnier, M. de Sombreuil, momentanément autorisé à venir à Pondichéry. Il demanda aussitôt des explications à Lally, qui les donna avec le ton qui lui était habituel, où le sérieux se mêlait au persiflage, mais où la méchanceté dominait. Evidemment il cherchait à mortifier Bussy de toutes manières, mais le plus grave était que celui-ci était ou paraissait perdu d'honneur pour avoir manqué à sa parole. Afin de trancher la question autant que pour dégager sa responsabilité, Lally réunit un conseil qui ne décida rien. Dans son *Mémoire*, Bussy a fort exactement analysé la conduite de Lally en cette circonstance. Il dit :

« La base du système de toute sa conduite fut qu'il ne voulait point que je recouvrasse ma liberté ; mais, comme il ne pouvait se dissimuler que la publicité d'une pareille résolution aurait excité l'indignation, il fallait faire illusion au public et même l'indisposer contre moi, en donnant à entendre que ma liberté ne dépendait que de moi-même. Il crut aller à ce but, en décidant que la parole d'honneur que j'avais donnée sur le champ de bataille de me représenter à la première sommation, était nulle et contraire au cartel convenu entre les deux nations. Il comptait que l'effet de cette décision serait ou d'indisposer les Français contre moi, si je ne servais pas en conséquence, ou de me déshonorer chez les Anglais, si je servais, et peut-être de m'exposer à la peine de la violation de ma parole, si le sort des armes me faisait tomber une seconde fois entre leurs mains. Je vis le piège et l'évitai, en déclarant à ce général que je souscrivais de grand cœur à sa décision, s'il voulait en être le garant vis-à-vis des Anglais. Il n'avait garde d'y consentir, c'eût été perdre le fruit de sa politique. »

Bussy écrivit à Coote que n'ayant pas eu connaissance de sa lettre du 27 janvier, il n'avait pu y répondre et il se rendit aussitôt auprès de lui pour qu'il décidât de son sort. Coote faisait alors le siège d'Alamparvé, une petite place de la côte

entre Pondichéry et Madras ; la première nuit qu'il y passa, Bussy ne fut pas peu surpris de voir entrer dans son logement quelques soldats déserteurs français qui, parlant au nom de 700 de leurs camarades, offraient de retourner à leurs corps, moyennant leur pardon. Ce petit fait mérite d'être retenu ; car il en dit, hélas ! trop long sur notre désastre de l'Inde et sur ses causes. Le plus grand attrait de la désertion pour ces malheureux avait été l'espérance d'être au moins nourris. Ils l'étaient chez les Anglais ; mais on ne les ménageait guères. Les postes les plus dangereux étaient toujours ceux qu'on leur donnait, plutôt que de risquer d'autres troupes, et ce sont eux surtout qui ont, en grande partie, assuré la victoire des Anglais. Bussy, avec infiniment de précaution, fit passer leur requête à Pondichéry par l'intermédiaire de Landivisiau, et celui-ci eut une entrevue des plus orageuses avec le général qui, selon son habitude, s'emporta en invectives. Au seul nom de Bussy, il s'écria : « Si vous voulez avoir mes sentiments au sujet de Bussy, les voici. Si Bussy me faisait dire que les ennemis vont attaquer telle porte, je la ferais ouvrir et j'irais les attendre du côté opposé... » Landivisiau n'eut plus rien à dire après une telle profession de foi.

Arrivé à Madras, Bussy protesta auprès de lord Pigot contre ce qu'il considérait comme une infraction au cartel ; si justes que pussent être les griefs contre d'autres prisonniers français, ils ne pouvaient, à son sens, prévaloir contre la parole qui lui avait été personnellement donnée ni les conditions de rançon qu'il avait scrupuleusement exécutées. Si cependant lord Pigot s'obstinait à ne pas vouloir lui rendre la liberté avant que l'affaire des autres prisonniers ne fût terminée, Bussy lui demandait l'autorisation de retourner à Pondichéry, où il s'engageait à ne servir ni directement ni indirectement (lettre du 26 mars). Sans contester la justesse des observations de Bussy, ni qu'il fût en règle avec la foi publique, lord Pigot lui répondit que lui seul était dans ce cas et que s'il pouvait légitimement se considérer comme victime, il n'en devait rendre responsable que sa nation qui la première avait violé la foi publique, et en parfaite connaissance de cause. Sa liberté dépendait par conséquent de

Lally qui n'avait qu'à inviter ses officiers à tenir leur parole. Toutefois comme preuve de la haute opinion qu'il avait conçue de la délicatesse de Bussy sur le point d'honneur, il l'autorisait à retourner à Pondichéry pour régler les difficultés relatives au cartel, mais à condition, si les négociations échouaient, qu'il se représenterait à Madras le 20 mai.

Le premier soin de Bussy, à son retour à Pondichéry, fut de travailler à la libération des prisonniers et notamment à la sienne. Lally le promit et envoya en effet avec beaucoup d'éclat un commissaire à Sadras, pour y traiter de l'échange. Pendant que l'on discutait, la date du 20 mai arriva et, avec l'agrément du général, Bussy demanda une prolongation qui lui fut accordée. Dans cet intervalle le commissaire revint, rapportant la seule libération du s^r Gadeville, l'âme damnée de Lally. Bussy fut moins surpris qu'indigné de se voir oublié quand il en apprit la cause. Elle est assez singulière et Bussy l'expose en détail dans son mémoire. Résumons le fait.

Après la bataille de Vandavachi, les Anglais nous avaient enlevé à peu près toutes nos place et resserré dans Pondichéry. Par contre il ne restait à Madras que trente à quarante invalides qui n'y faisaient même pas de service : nulle mesure de sauvegarde. Connaissant cette situation, Landivisiau conçut le projet de surprendre la place par mer ; en 15 ou 18 heures, on pouvait amener 400 hommes bien choisis qui réussiraient aisément ce coup de main. Alors tout était dit : l'armée anglaise était perdue. Si pourtant l'expédition échouait, elle aurait l'avantage d'obliger l'ennemi à se replier en arrière et Pondichéry serait dégagé. Lally ne disconvint pas de l'importance d'un pareil coup ni de reconnaître la facilité d'exécution. Les préparatifs furent faits et le jour fut pris ; mais dans le moment que Landivisiau, chargé de l'opération, allait s'embarquer, il reçut l'ordre de rester et de n'y plus penser. Le lendemain, Lally lui dit ironiquement, *qu'il fallait qu'il fut bien simple d'imaginer qu'il lui laisserait prendre Madras, tandis que lui, général, qui avait été envoyé exprès pour le prendre, l'avait manqué.* Il n'y avait rien à répliquer à un tel argument, et c'est en raisonnant sur l'exécution de ce projet que Lally eut l'occasion de s'expliquer sur le compte

de Bussy et sur son échange ou sa rançon : « *Ne vous avisez pas au moins*, dit-il à Landivisiau, *d'échanger Pigot contre Bussy, si vous réussissez.* Il était impossible de mieux s'y prendre pour empêcher l'échange.

Quelqu'assuré qu'il fût du peu de dispositions de Lally à l'échanger, Bussy ne se pressa cependant pas de se rendre à Madras. C'était l'époque où les courriers d'Europe commençaient à arriver et, sans rien préciser, il attendait quelque nouvelle qui influerait sur son état. C'est ce qui l'engagea à demander un nouveau délai au gouverneur qui le lui accorda. Ce délai était à peine écoulé qu'il tomba malade et cette indisposition le retint au lit pendant un mois. Notre escadre n'arrivant pas et toute espérance de voir Lally s'occuper de la liberté des prisonniers s'étant évanouie, il ne lui resta plus de prétexte pour échapper à la nécessité de retourner à Madras.

C'était dans les premiers jours d'août. Quel ne fut pas son étonnement, en arrivant, d'apprendre qu'on était déterminé à l'embarquer pour l'Angleterre par un navire prêt à mettre à la voile. Il crut comprendre que sa réputation, son crédit et la crainte qu'avaient les Anglais qu'il n'en tirât de quoi balancer leurs succès ne fussent les vraies raisons du parti qu'on prenait contre lui ; mais que pouvait-il faire, sinon protester ? C'est ce qu'il fit par une représentation adressée le 12 août au Conseil de Madras et à laquelle le Conseil répondit dès le lendemain ; mais il lui fallut subir la loi du plus fort, lord Pigot était maître, et le 17 Bussy faisait voile sur l'Europe, — l'Europe qu'il n'avait pas vue depuis vingt-trois ans.

Le *Mémoire* de 1766, d'où nous avons tiré la majeure partie de cette documentation, se termine par ces mots :

« C'est ainsi qu'après avoir servi pendant vingt-trois ans dans l'Inde, qu'à bien des égards je pouvais regarder comme une seconde patrie, j'ai été forcé de m'en éloigner, en y laissant une partie de cette fortune si enviée, quoique acquise par tant de travaux. J'ai été arraché à des liaisons d'amitié qu'une longue habitude me rendait infiniment chères. Je les ai quittées avec un sentiment de douleur d'autant plus vif et plus profond qu'un funeste pressentiment, fondé sur l'expérience du passé et sur la vue du présent, me faisait tout redouter de l'avenir. En m'éloignant de Pondichéry, je ne pus

me refuser au mouvement d'un attendrissement bien naturel sur le sort d'une ville à la splendeur de laquelle j'aimais à me flatter que j'avais un peu contribué, ville peuplée et opulente peu d'années auparavant, réduite alors à l'état d'un désert et menacée de subir bientôt un sort plus déplorable encore. Le 9 octobre, plus de trois mois avant la reddition de la place, M. de Lally fit cette déclaration par écrit au Conseil : *Nous voilà tous égaux et tous prisonniers* ; *Pondichéry n'est plus*. Etait-il donc arrêté que cette ville infortunée ne devait plus être ? Oui, et l'enchaînement des fautes multipliées qui avaient précédé, n'annonçait que trop cette effrayante catastrophe.

Les événements de l'Inde vus de Versailles.

Cependant, à Versailles, que savait-on des affaires de l'Inde, comment les jugeait-on ? On y savait, au moins depuis un an, que l'accord ne régnait pas entre Lally et Bussy, et que le général y avait déjà compromis la réputation qu'il s'était acquise en Europe. Les prévisions de d'Argenson commençaient à se réaliser ; cet homme serait la cause de la perte de l'Inde. Mais l'opinion n'était pas encore bien assise, bien établie. Un doute subsistait et à la faveur de ce doute les intrigues allaient leur train. A défaut des lettres privées qui ont disparu ou sont conservées dans des familles qui en ignorent peut-être l'existence, les archives officielles, sans être très explicites, nous donnent cependant quelques renseignements d'une réelle importance. Voici notamment cet ordre si impatiemment attendu par Bussy et qui devait, pensait-il, influer sur son état. Il se trouve en plusieurs expéditions au Ministère de la Guerre [1]. C'est un projet d'instructions du roi envoyé par le maréchal de Belle-Isle au contrôleur général Bertin. Il y est dit :

« S. M. a jugé qu'il était du bien de son service de rappeler M. de Lally et de lui substituer un officier qui, étant agréable à la Compagnie et instruit de longue main de la nature du pays et des différents intérêts de ses alliés, fut en état de concourir avec le gouvernement général de la dite Compagnie au succès des vues qu'elle peut avoir pour l'avantage de son commerce et protéger ses établissements. »

1. Arch. guerre, 3575, pièce 18.

Suivait une lettre adressée à Lally lui-même et qui fut signée par le roi le 9 mars 1760 :

« M. de Lally, les circonstances présentes ne permettent pas de vous continuer plus longtemps le commandement que je vous avais donné sur mes troupes dans l'Inde ; je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est qu'aussitôt qu'elle vous aura été remise, vous ayez à vous abstenir de faire aucun usage du pouvoir que je vous avais donné et que vous vous embarquiez par les premiers vaisseaux qui partiront de Pondichéry pour rentrer en France, voulant qu'en attendant votre départ, vous ne puissiez sous quelque prétexte que ce puisse être prendre aucune autorité sur mes troupes et sur celles de la Compagnie ou sur quoi que ce soit dans les possessions et concessions qu'elle a dans les Indes, ni même d'entrer dans les Conseils aux Îles de France et de Bourbon. Et la présente n'étant pour autre fin, je prie Dieu, etc.

« Signé Louis. Contre-signé : le Mal de Belle-Isle. »

C'était la disgrâce complète, sans les formes adoucies dont on l'enveloppe le plus souvent ; on était sous le coup de l'échec de Madras et des premiers heurts de Lally et de Bussy. Le même jour, un brevet éleva celui-ci au grade de maréchal de camp et lui donna le commandement de l'armée, non sans lui recommander expressément « l'esprit d'union, de conciliation et de concorde ; il a vu par l'expérience malheureuse de tout ce qui s'est passé dans l'Inde combien la division qui a régné entre les chefs a été funeste. Les talents militaires ne suffisent pas, l'union et la concorde intime des personnes principales est pour le moins aussi nécessaire [1] ».

Afin d'assurer ce concert, Bertin proposa un projet d'ordonnance pour l'établissement d'un Comité à Pondichéry, dont voici les articles essentiels :

Art. 2. — Ce comité sera composé du gouverneur qui présidera, de l'officier commandant des troupes et des sieurs Law l'aîné et Courtin, conseillers.

Art. 3. — Les projets de campagne présentés par le commandant des troupes, après y avoir été examinés et discutés, seront acceptés ou rejetés à la pluralité des voix.

Art. 12. — Le commandant ne pourra jamais prétendre qu'à la

1. Arch. guerre, 3541, pièce 121.

seconde place en présence du gouverneur, à qui la première place et le droit de donner le mot d'ordre à Pondichéry sera toujours dévolu [1].

La fortune n'est pas trompeuse, mais elle est changeante ; huit jours après, tout était modifié ou allait l'être, Le 16 mars, arriva à Lorient la *Subtile*, venant de l'Ile de France. Elle avait rencontré en mer la *Gracieuse*, qui venait de Pondichéry, et elle en rapportait un paquet de lettres de Lally. Les jours suivants, ce fut le *Comte d'Argenson*, qui revenait directement de Pondichéry et ramenait un certain nombre d'officiers, parmi lesquels Soupire et quelques civils. Lettres et témoins des événements pouvaient s'affronter· Les uns et les autres jetèrent l'administration et la Compagnie dans le doute et l'incertitude, et l'on en vint à examiner de plus près les torts ou mérites respectifs de Lally et de Bussy. On reconnut sans peine que Lally avait commis des fautes capitales, mais il devait avoir des connaissances militaires supérieures à celles de Bussy, qui n'avait jamais fait la guerre en Europe et dont les succès dans l'Inde étaient plutôt dus à des négociations et à des intrigues. Quant à la Compagnie, que le souci d'équilibrer ses finances préoccupait beaucoup plus que l'acquisition de territoires, elle estimait qu'il n'y avait réellement rien de grave à reprocher à Lally, qui avait fait preuve de sagesse en rappelant Moracin et Bussy du Décan et avait fort bien administré les revenus de la Compagnie.

« Il est plus difficile, dit un *mémoire sur les arrangements à faire dans l'administration de l'Inde*, rédigé à cette époque, de porter un jugement certain sur la conduite de M. de Bussy. En général on est porté à penser qu'il est aussi fin et aussi dissimulé que M. de Lally est indiscret. L'habitude de vivre avec les Maures et d'être continuellement occupé à démêler leurs intrigues peut bien lui avoir fait contracter une partie des défauts naturels à cette nation. La cupidité, l'avarice et l'ostentation sont ceux qui y règnent le plus universellement et ce sont ceux dont les ennemis de M. de Bussy l'aocusent.

« La Compagnie a sûrement beaucoup à se plaindre de son administration par rapport aux finances et aux revenus immenses qu'il a

1. Arch. guerre, 3575, pièce 17.

touchés pendant son séjour dans le Décan. Non seulement il n'a jamais envoyé une roupie à Pondichéry ; mais il a encore absorbé presque la totalité des revenus de Masulipatam et il n'a cessé de demander à Pondichéry de l'argent et des secours en hommes, en effets et en munitions. Jamais on n'a pu avoir de lui aucun compte de sa recette et de sa dépense, et il s'est même mis hors d'état d'en présenter aucun de régulier, puisqu'il a toujours perçu par lui-même des revenus sans que la Compagnie ou même le Conseil de Pondichéry en ait jamais pu connaître l'objet. La Compagnie ne peut accorder de confiance à M. de Bussy après une pareille administration. Tout ce que l'on peut dire de moins défavorable est qu'il ne connaît aucun ordre dans le maniement des finances et qu'il n'a pas même la délicatesse qui doit faire éviter les soupçons. On joint ici deux lettres secrètes de M. de Lally et une du sieur Saubinet, major des troupes de l'Inde.[1] M. de Bussy y est peint des couleurs les plus noires, mais, si le portrait n'est pas ressemblant, du moins est-il bien difficile que l'on confie le sort de la Compagnie et de la Nation à un homme dont on dit autant d'horreurs.

« Si M. de Lally paraît avoir adopté le système que la Compagnie recommande si expressément depuis six ans et qui seul peut faire son salut, il s'en faut bien que M. de Bussy soit dans les mêmes sentiments... On ne peut espérer qu'il se détache jamais de principes auxquels il tient depuis si longtemps et auxquels il doit sa fortune et sa gloire. »[2]

Le choix du ministre ne s'imposait donc pas d'une façon absolue et la Compagnie inclinait manifestement en faveur de Lally. Ce fut Bertin qui fit pencher la balance. Il avait connu jadis Lally comme un des courtisans de la marquise de Pompadour, et dans le flottement produit par les impressions ou les renseignements venant de l'Inde, il pensa être agréable à cette grande dame, en prenant la défense de son protégé contre d'autres influences qui se manifestaient sans doute dans un sens opposé. Il écrivit donc au maréchal de Belle-Isle le 27 avril :

« Ce qui surtout m'a décidé à donner l'exclusion à M. de Bussy est le tort qu'il a de n'avoir jamais rendu aucun compte des revenus immenses qu'il a touchés pour la Compagnie... Je ne désire rien tant que de rétablir l'ordre et l'économie dans l'administration de l'Inde ;

1. Voir cette lettre en pièce annexe, à la fin de ce chapitre.
2. Arch. guerre, Carton XXVI.

la Compagnie a envoyé à cet égard des instructions particulières et je ne pourrais me flatter de les voir exécutées si M. de Bussy y commandait en chef. J'ai donc pensé qu'il convenait que M. de Lally restât à Pondichéry et que M. de Bussy eut ordre de quitter l'Inde par la première occasion, mais je désirerais fort qu'il fut soumis au règlement que je vais faire et qui sera revêtu de l'autorité du roi, en vertu duquel tout homme qui aura le maniement des deniers de la Compagnie ne pourra revenir en France qu'après avoir fait arrêter son compte... Je crois qu'il serait convenable d'ordonner que M. de Bussy restât à l'Ile de France jusqu'à ce que les comptes qu'il aura à présenter y aient été arrêtés [1]. »

Du moment où l'on voulait rappeler Bussy, cette précaution n'était pas inutile ; faute de l'avoir prise, on avait dans le même temps les ennuis les plus sérieux avec Dupleix dont les comptes n'avaient pas été arrêtés avant son départ de Pondichéry ; cette expérience suffisait. Ayant toute raison de croire que sa proposition de rappel sera acceptée, Bertin informe Belle-Isle qu'il a l'intention de faire signer au roi la lettre suivante :

« Monsieur de Bussy, le bien de mon service exigeant que vous vous rendiez à l'Ile de France, je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous vous embarquiez sur les premiers vaisseaux qui partiront de Pondichéry pour cette île, où vous continuerez de vous employer jusqu'à nouvel ordre en votre grade de brigadier en mon infanterie selon et ainsi qu'il vous sera ordonné par le gouverneur de ladite île et la présente n'étant pour autre fin, je prie Dieu, etc. »

Telle fut la conséquence lointaine mais insoupçonnée de la lettre de Saubinet à Chevreau, du 18 septembre 1756, dont nous avons parlé en son temps, et que nous reproduisons ci-après.

Bertin n'était sans pas doute très rassuré sur l'impression que cette mesure, si elle était divulguée, produirait dans le public ; car il recommanda à ses bureaux de garder le secret le plus profond en ce qui concernait Bussy [2].

Si nous connaissions mieux les intrigues de cour à cette

1. Arch. guerre, 3575, pièce 73.
2. Arch. guerre, 3575, pièce 77.

époque, nous comprendrions probablement pourquoi Belle-Isle, si bien disposé pour Bussy quelques jours auparavant, se laissa convaincre par les arguments de Bertin ; bornons-nous à constater qu'il ne le soutint pas et que c'est lui-même qui, le 4 mai, informa Lally que le roi lui continuait le commandement de ses troupes, non toutefois sans ajouter que S. M. n'avait appris qu'avec peine ce qui lui était revenu du peu de ménagement qu'il avait eu pour ceux qui devaient concourir avec lui à l'administration de nos affaires, ni sans lui recommander de mettre à l'avenir le plus de dignité qu'il pourrait dans toutes ses actions ; « elle est partout d'un grand secours et dans l'Inde plus que partout ailleurs [1] ».

Quand cette lettre parvint dans l'Inde, au mois de novembre, il y avait déjà trois mois que Bussy, embarqué sur l'*Ajax*, voguait vers la France, sans se douter du nouveau danger qu'il avait couru en risquant de rester à l'Ile de France. Lord Pigot avait contribué sans le vouloir à le tirer d'inextricables difficultés.

LETTRE DE SAUBINET A CHEVREAU

Haïderabad, 18 septembre 1756.

« Vous avez dû voir les lettres que j'ai écrites à M. de Leyrit au sujet de tout ceci ; je lui ai marqué vrai et je vous promets, mon cher ami, qu'il est bien trompé. Quel homme que celui qui gouverne cette partie ! Il jouerait son père ! il ne connaît que lui ; son intérêt, son ambition sont les seules choses qui le flattent et le font agir. La Compagnie est une sotte et une bégueule qui est trop heureuse d'avoir un homme comme lui qui sache faire périr tous les ans 3 ou 400 hommes de misère et de désertion, qui sache manger ses revenus et consommer ses munitions et ses armes ; enfin les marchands doivent toujours être contents d'avoir à leur service des gens qui sachent les ruiner. Si j'étais chef de la nation, rien que ces seuls propos me détermineraient à arrêter le héros. Si vous pouviez juger par vous-

1. Arch. guerre, 3541, pièces 112 et 121.

même les menées et les démarches qu'il fait pour tromper et le public et Pondichéry, vous crieriez : Tolle ! Ah ! mon cher Chevreau, qu'on souffre lorsqu'on se trouve sous les ordres de gens qui ne connaissent ni patrie ni intérêt d'Etat !

Vous allez juger de l'homme par ce que je vais vous rapporter. Vous savez où il était réduit lorsqu'il a demandé du secours à Pondichéry ; vous avez vu ses lettres, son ton pathétique ; vous avez vu comme il a dépeint la misère de son état, sans dire toutefois ce qui l'avait amené là ; on se prête à ses sollicitations, on lui fournit tous les secours qu'il demande, même plus qu'il n'en désirait, les meilleures troupes de la Compagnie, les meilleurs officiers ; avec cela il aurait bien du malheur s'il ne réussissait pas. Nous partons de Masulipatam pour secourir ce grand homme qui osait à peine regarder dehors, qui faisait coucher dans sa tente dix officiers ; nous joignons Law à six journées et nous prenons nos précautions pour arriver sûrement à notre but. Law que M. de Bussy n'a demandé que comme un homme à lui et de qui il peut faite tout ce qu'il jugera à propos, a failli nous perdre en route. C'est le plus pauvre officier que j'aie jamais vu et si j'ai écrit à M. de Leyrit le contraire, c'est qu'il m'a engagé à le faire et qu'il a voulu voir si cela était sur ma lettre et que je ne sais désobliger personne...

Lorsque nous avons rencontré l'ennemi, nous ne nous y attendions point ; M. de Bussy nous marquait qu'il n'y avait rien à craindre, que nous écraserions tous ces gens, qui étaient des coquins qui ne méritaient pas nos attentions ; cependant ce grand homme plus fort que nous en Européens, bien plus d'artillerie, 3.000 cipayes de plus que nous, des cavaliers, des vivres, moins d'ennemis sur les bras, une parfaite connaissance du pays, ne peut sortir d'Haïderabad et demande des secours à Pondichéry pour le venir tirer de là ; il faut vous dire que depuis son entrée dans le Charmal jusqu'à notre arrivée, l'armée s'est accrue de plus de 10 à 12.000 hommes.

Nous avons combattu et vaincu les ennemis chaque fois qu'ils se sont présentés, nous n'en avons pas moins été dans l'embarras par le défaut de vivres. D'Harambure, ce fier officier, est chargé de l'arrière-garde la première journée et, sans être attaqué, abandonne tous les équipages, joint le corps de l'armée qui était occupé à forcer le camp des ennemis ; il dit pour s'excuser que Law lui a donné des ordres pour tout abandonner ; Law nie, mais cela ne nous rend point nos équipages et nos vivres. Quelle triste situation pour une armée qui se trouve dans un pays où il n'y a point de ressource pour elle, où elle a l'ennemi sur les bras ! Ces malheurs nous ont empêché d'arriver deux jours plus tôt ; nous avons été obligés de séjourner à une aldée nommée Malkapour. Si j'en avais cru Law, nous en serions partis tout de suite en arrivant, et il voulait nous faire passer par un

chemin où il y a une gorge qui était gardée par 600 cipayes ou caytoquiers, et où il y avait 10 pièces de canon, des arbres coupés pour barrer le chemin, des fossés à combler. Nous aurions été bien venus là ; M. de Bussy le pressait d'arriver, disait-il. Je l'ai obligé de chercher un autre chemin, ce que nous avons trouvé et nous y avons passé. Par là, nous avons trompé l'ennemi qui n'a pu nous joindre qu'après 4 heures de marche, objet considérable. Pendant ce séjour, nous écrivîmes à M. de Bussy, qui nous pressait d'arriver, notre situation. Nous lui marquâmes que nous manquions de vivres, et que l'ennemi nous avait enfermé de toutes parts et qu'il y en avait bien plus qu'il ne l'avait marqué et que nous partions tel jour à telle heure ; ainsi qu'il fallait qu'il fit marcher un détachement le même jour au devant de nous, que n'y ayant que 10 cosses de lui à nous que nous ferions chacun la moitié du chemin et que nous serrerions l'ennemi entre deux feux et que par là nous le vaincrions avec plus de facilité. M. de Bussy fait réponse à M. Law qu'il n'a point demandé de secours à Pondichéry pour aller au devant de lui, mais bien pour le joindre et qu'il fallait que cela fût à tel prix que ce soit, qu'il fallait laisser les canons, les blessés et qu'il fallait passer quand bien même il n'échapperait que 150 hommes du détachement. Un citoyen, mon cher Chevreau, peut-il parler de même ; vous me connaissez, ainsi vous devez penser quel effort j'ai fait pour éviter un pareil malheur. Dans le temps qu'il parlait ainsi à Law, il nous écrivait les plus belles choses du monde. Je n'ai jamais vu un homme si bas dans les malheurs et si haut dans la prospérité ; il pousse cela jusqu'à l'impertinence ; il dit lui-même qu'il faut tout sacrifier pour son ambition et qu'il sacrifierait la nation s'il y allait de son intérêt. Quel monstre ! Jugez, mon cher Chevreau, quelle douleur pour moi, si j'avais vu périr tous mes pauvres enfants. J'ai fait ce que j'ai pu pour les conserver, et j'en suis venu heureusement à bout.

Arrivés à Ayderabat, j'ai cherché à connaître un peu le terrain et je n'ai pas été longtemps. On ne sait point assez se cacher, on s'apperçoit facilement que l'on ne cherche qu'à s'enrichir et qu'à se faire une gloire et un mérite de choses qui devraient occasionner la chute de Jupiter. Le gouvernement de Pondichéry est un bonhomme dont on ne se sert que par rapport aux besoins, on sait le flatter et tirer les ordres de lui tels qu'il le faut pour faire exécuter les projets qui sont utiles aux intérêts du patron.

Pourquoi ne voyez-vous point tout ceci, mon cher Chevreau, comme je vois [le] à présent, vous engageriez bien M. de Leyrit a être sévère dans les ordres qu'il pourra donner désormais.

Si vous connaissiez les dépenses de cette armée, vous seriez dans le dernier étonnement ; tout est porté au dernier degré, la maison de M. de Bussy et de Aïderjingue, coûtent autant que le reste de

l'armée. S'il était possible que vous puissiez déterminer M. de Leyrit à envoyer un commissaire dans les provinces pour examiner quels sont les revenus à quoi elles montent, il faut aussi qu'il fasse un tour à cette armée afin qu'il en règle les dépenses qui sont presque toujours fixes parce que les soldats sont payés et ne sont point nourris et que le nombre des cipayes ne change point ; il faudrait aussi pour que les provinces nous fassent plus profitables, que ce ne fut point Aïderjingue qui en soit le fermier général ; il serait plus de l'intérêt de la Compagnie que ce fut le commandant de Mazulipatam qui les louât et en qui en tirât les revenus et que pour les dépenses de l'armée, il envoyât l'argent sur les certificats des commissaires, au lieu qu'à présent on est possesseur, fermier, commissaire.

Nous avons pour divan ce fameux Aïderjingue qui est l'homme le plus dangereux qui se soit peut-être jamais trouvé dans la colonie ; nous lui avons donné tant de pouvoir et tant d'activité que nous le craignons à présent et ce coquin en abuse au point qu'il oblige M. de Bussy à ne lui rien refuser ; c'est lui qui fait tout, qui gouverne tout, enfin on ne délibère rien qu'il n'ait approuvé ; pour moi je le trouve trop puissant pour qu'il reste notre ami longtemps. M. de Bussy lui a donné le commandement de toutes les troupes du pays ; cet homme se fait craindre partout et se fait rechercher du nabab et pourra bien se réconcilier avec ce dernier, si nous lui donnons le moindre mécontentement. Ce malheureux est celui qui a troublé tout le pays, qui a causé nos malheurs ; le nabab le dit à tous ceux qui veulent l'entendre, et vous verrez par mes lettres à M. de Leyrit les sujets de plaintes que Salabet j. a contre lui.

Si M. deLeyrit se décide pour ordonner à M. de Bussy de retourner dans les provinces, il ne faut point qu'il permette qu'Aïderjingue s'y rende ; c'est un homme trop dangereux pour la tranquillité publique ; il ne faut point souffrir non plus qu'il reste dans ce pays ; il pourrait y faire un parti, et s'il se tournait du côté du nabab, il pourrait nous nuire par la connaissance qu'il a de nos affaires et il nous trahirait avec d'autant plus de raisons qu'il a un jaguir qui est près d'Haïderabab qu'il ne pourra conserver qu'en se raccommodant avec le nabab ; il faut qu'on l'attire à Mazulipatam et qu'on ne permette plus qu'il en sorte ; il est assez riche pour y vivre en grand seigneur. M. de Bussy, il y a quelques jours, avait décidé son départ, mais à présent il n'en est plus question ; on nous remet au mois d'octobre ; je crois en avoir trouvé le vraie cause, vous connaissez ce qui lie M. de Bussy à M. Duplant et l'espérance de son retour a décidé ce héros...

Je compte rester ici jusqu'à ce que M. de Bussy se soit décidé pour les provinces ou pour faire campagne avec Salabet j. ; pour lors je n'hésiterai plus à prendre mon parti ; si l'on va dans les provinces,

j'irai y faire un tour, toutefois s'il n'y a point de guerre à la côte' si la paix se fait, je me préparerai à passer en Europe...

Law tient ici une conduite qui le fait détester généralement de tout le monde ; il est le valet de M. de Bussy et moi, malgré que je sois assez porté pour lui, je ne puis m'empêcher de trouver sa conduite indigne d'un galant homme ; il approuve M. de Bussy même dans ses défauts ; on ne peut vous dépeindre jusqu'à quel point il pousse cela. Vous le saurez par les officiers qui retournent à Pondichéry ; toutle monde veut quitter l'armée, M. de Bussy les a mis dans le cas de ne jamais servir sous ses ordres ; pendant le siège du Charmal, il a fait tout ce qu'il a pu pour engager les officiers à se révolter contre lui, en les insultant même du côté des sentiments, afin qu'il puisse dire, s'il ne réussissait pas, que c'était leur faute ; il voulait les mettre dans le cas de ceux de l'armée de d'Auteuil qui n'avaient cependant fait cette sottise qu'à l'instigation de Bussy, mais les officiers se sont bien gardés de tenir la même conduite ; ils ont vu l'intention qui faisait agir et ils se sont tenus tranquilles... » (*A. C. C*[2] 91, p. 42-46.)

CHAPITRE V

BUSSY EN FRANCE
SES COMPTES AVEC DUPLEIX ET AVEC LA COMPAGNIE
LE PROCÈS DE LALLY

§ 1. — Le mariage de Bussy.

L'*Ajax*, qui faisait voile pour l'Angleterre, fut pris en mer par un navire français, le *Protée*, qui le ramena à Brest le 9 mars 1761. Bussy n'y était pas attendu, aussi ne fut-il l'objet d'aucune marque d'attention spéciale et il en fut probablement de même à son arrivée à Paris quelques jours après. Peut-être même fut-il reçu avec une certaine froideur. Son protecteur, le maréchal de Belle-Isle, venait de mourir le 26 janvier ; allait-il se trouver sans appui ? Non, la finesse naturelle de son esprit,

assouplie encore au contact des Asiatiques, le servit si bien que, deux mois après, il épousait une cousine de Choiseul, le tout-puissant ministre de cette époque. La fortune qu'on lui supposait ne fut vraisemblablement pas étrangère à cette illustre alliance ; on peut conjecturer aussi que les préventions contre lui, si insidieusement entretenues par Bertin, ne tinrent pas devant ses explications ; il apportait des nouvelles exactes de Pondichéry jusqu'au mois d'août, et à ce moment, la situation était loin d'être rassurante, car la ville était déjà comme investie par les Anglais.

Arthémise de Choiseul, qu'il épousa, était fille d'Antoine-Nicolas, seigneur de Sommeville et marquis de Choiseul, capitaine des vaisseaux du roi, mort le 19 septembre 1760. Sa femme était Renée-Michelle de Beauval et Arthémise, leur fille, se trouvait être une cousine issue de germain du ministre. Le mariage eut lieu le 14 mai ; la *Gazette de France*, du 16, nous apprend que le contrat avait été signé l'avant-veille par Leurs Majestés et leur famille.

Bussy connut alors, d'une façon officielle, toutes les accusations de vénalité et de corruption portées contre lui par Lally et Saubinet ; il comprit mieux leur attitude, mais il ne pardonna pas et peut-être pressentit-il un duel d'une autre nature, le jour où, victorieux ou vaincu, Lally reviendrait en France. Il lui faudra rester un an dans l'attente ; Lally, après la capitulation de Pondichéry, le 16 janvier 1761, ne rentra en France que le 17 octobre suivant, et c'est alors que s'engagea le duel judiciaire où l'un devait perdre la vie. Mais n'anticipons pas sur les événements.

Un des premiers soins de Bussy fut de se faire reconnaître le titre de maréchal de camp qu'on ne lui avait pas notifié ; le second fut de mettre de l'ordre dans ses affaires et, grâce au zèle de Marion du Mersan, son mandataire, elles n'étaient pas très embrouillées. Celui-ci lui avait acheté en 1756 le château de Castelnau, en Berry, désormais attaché à son marquisat, mais il n'avait pas réglé les autres affaires, et il y en avait une singulièrement délicate, c'était sa créance contre Dupleix.

§ 2. — Les comptes de Bussy avec Dupleix.

Origine des créances de Bussy. — Il n'y a pas lieu de rappeler les relations d'extrême confiance, administrative et personnelle, qui avaient existé entre les deux hommes lorsqu'ils étaient l'un et l'autre dans l'Inde ; il avait même était convenu que Bussy épouserait la fille de Mme Dupleix, la jeune et aimable Chonchon, mais Dupleix était rentré brusquement en France ; Chonchon s'était mariée au marquis de Montlezun, et était morte peu de temps après. Entre Dupleix et Bussy, il ne restait plus que des souvenirs, mais quels souvenirs ! C'était toute leur vie et toute leur grandeur. Ni l'un ni l'autre sans doute ne songeait à renier ce passé, mais il est, hélas ! même chez les plus grands hommes, des circonstances où les nécessités de la vie dominent les sentiments. En 1754, Bussy avait confié à Dupleix pour les envoyer en France diverses sommes dont le total s'élevait à 923.665 francs. Celui-ci les avait gardées pour les employer dans l'Inde aux besoins de sa politique de prestige et de conquête ; le temps lui avait manqué pour régulariser cette situation, et au moment de son départ pour France, il restait débiteur de l'intégralité de cette somme. Sans rompre tout à fait l'intimité, les questions d'intérêt créent toujours une certaine gêne entre créanciers et débiteurs et, après le départ de Dupleix, il semble qu'une certaine froideur puis le silence ait réglé ses rapports avec Bussy. Si, dans ses lettres officielles de l'année 1755, celui-ci continue de se prévaloir de la confiance que lui avait toujours témoignée Dupleix et se réfère à cette période heureuse avec quelque complaisance ; leur correspondance personnelle qui continua en 1755 plutôt comme un devoir que comme un acte spontané de leur cœur, paraît totalement interrompue en 1756. C'était l'année où Bussy, venant d'acquérir le château et les terres de Castelnau (30 janvier), se trouvait avoir le plus besoin d'argent pour régler cette acquisition ; toutes les lettres, même celles aux ministres, qu'il écrivit alors de l'Inde, trahissent ses préoccupations pécuniaires, sans cependant en révéler la cause secrète mais nulle-

ment mystérieuse. Quant aux rapports que Bussy et Dupleix purent avoir à Paris, de 1761 à 1763, nous n'avons aucune indication à cet égard et il est impossible d'y suppléer, même par des suppositions qui, dans nos pensées plutôt que dans nos espérances, n'auraient dû être qu'une évocation du passé. On ne connaît au contraire, de 1756 à 1763, que des protêts ou des exploits d'huissiers de la part du mandataire de Bussy, puis des revendications de Bussy lui-même pour obtenir le remboursement des fonds qui lui étaient dûs.

Il ne paraît pas en effet qu'au lendemain même du départ de Dupleix, dont le retour dans l'Inde fut escompté par plus d'une personne jusqu'au début de l'année 1757, Bussy ait lui-même élevé des revendications pressantes et désobligeantes à l'égard de Dupleix, mais il avait en France deux frères qui n'étaient pas tenus aux mêmes ménagements et un mandataire inflexible, Marion du Mersan, qui eût cru trahir sa confiance en ne prenant pas les choses à l'extrême, c'est-à-dire en ne mettant pas Dupleix en demeure de s'acquitter.

Marion du Mersan n'est pas d'ailleurs un personnage inconnu pour nous ; il avait séjourné dans l'Inde où Dupleix l'avait nommé commissaire de l'armée du Décan. Là, il avait appris à connaître Bussy auquel il s'attacha de toute son âme, et lorsque celui-ci se rendit compte que c'était surtout en France que ses intérêts avaient besoin d'être surveillés, c'est du Mersan qu'il chargea d'aller les représenter.

Le rôle de Marion du Mersan. Liquidation des comptes. — Du Mersan avait laissé dans l'Inde le souvenir d'un fantaisiste plutôt que d'un homme d'affaires attentif et exigeant ; en France, il entendit sa mission dans le sens le plus étroit. Ce fut lui qui ouvrit les hostilités contre Dupleix et, comme on lui faisait observer qu'il dépassait certainement les intentions de Bussy, il répondit que, quand même il aurait des ordres écrits pour faire des concessions, il n'en tiendrait aucun compte, attendu que des ordres venus de si loin et déjà si tardifs n'avaient aucune valeur. Il déclara qu'il ne serait satisfait que le jour où Mme Dupleix se porterait caution des dettes de

son mari (4 septembre 1755). En dehors de l'acquisition de Castelnau, nous n'avons aucun document qui nous permette d'approuver ou de condamner cette intransigeance. Mme Dupleix donna la caution demandée et le règlement des comptes de son mari fut ajourné.

Dupleix avait d'autres créanciers, non moins âpres dans leurs revendications ; menacé d'une saisie par plusieurs d'entre eux, il obtint de la justice un arrêt de surséance, qui le mit pour un temps à l'abri de toutes poursuites ou saisies. Mais qu'arriverait-il à l'expiration de cet arrêt ? Du Mersan menaçait de reprendre les poursuites ; pour lui, Dupleix n'était qu'un débiteur ordinaire et, s'il ne payait pas, on lui ferait vendre sa maison, ses meubles et ses effets. Un ancien fonctionnaire de l'Inde, Amat, qui le vit à la fin de juillet 1759, rapporta de la conversation qu'il eut avec lui l'impression la plus pénible : pas d'argent, pas de pitié. Amat en fut si désespéré qu'il offrit à Dupleix de partir immédiatement pour Pondichéry, afin de mettre Bussy au courant d'une situation qu'il ne pouvait soupçonner. Ce voyage n'eut pas lieu et il semble que, dans les deux années qui suivirent, l'ardeur de du Mersan se soit ralentie et calmée ; on ne connaît de lui aucun acte de procédure.

Lorsque Bussy lui-même revint en France au début de l'année 1761, on trouve son nom associé à celui de du Mersan et à quelques autres, dans un acte de procédure relatif aux terres de la Ferrière, près Domfront, que Dupleix avait achetées au maréchal de Belle-Isle en 1754. L'acquisition en avait été faite sur le prix de 420.000 livres et 4.800 livres de pots de vin. Sur la somme totale, 50.000 furent compensées par pareille somme due à Bacquencourt, neveu de Dupleix, par le maréchal de Belle-Isle et 84.000 furent payées comptant ; le reste devait l'être avec les intérêts au denier vingt dans le délai d'un an, à divers créanciers indiqués dans le contrat de vente. Rien ne fut payé. Dupleix, à son retour en France, reconnut que sur le versement comptant, 50.000 livres provenaient d'un capital de 5.000 livres de rente viagère qu'il avait contractée le 16 août 1754 à du Mersan. N'ayant pu ni continuer le paiement de cette somme à partir de 1757, ni verser au maréchal de Belle-Isle

le complément des sommes qui lui étaient dues, Dupleix vit toute son acquisition saisie le 22 janvier 1761, à la requête de plusieurs créanciers, parmi lesquels le marquis de Castries, légataire universel du maréchal, le marquis de Bussy, Marion du Mersan, Gabriel Dugué, fondeur à Paris, Jacques Wathers, négociant à Malines et César Petit, sieur de la Borde, lieutenant de vaisseau de la Compagnie des Indes. Le nom de Bussy ne figurait d'ailleurs dans cet acte que pour ordre, puisqu'il ne rentra en France que le 9 mars suivant. Un arrêt du Conseil d'Etat, du 11 avril, leur fit défense à tous de rien entreprendre contre Dupleix avant un an, en raison des circonstances critiques où il se trouvait par suite de la guerre avec l'Angleterre. Le sort de la terre de la Ferrière ne fut réglé qu'après la mort de Dupleix ; le domaine fut alors adjugé pour 252.000 livres au comte de Flers.

Les autres créances ne furent réglées que par les arrêts du Parlement des 2 et 10 août 1776. Nous ne nous occuperons ici que de la créance Bussy. Comme on l'a vu plus haut, elle s'élevait à 923.665 livres et Dupleix en avait signé une reconnaissance par devant Delaleu, notaire à Paris, le 4 septembre 1755. Différentes sommes dont nous ne pouvons déterminer le montant exact mais qui durent atteindre 175.000 livres furent sans doute remboursées du vivant de Dupleix sur les instances et poursuites de du Mersan. Aprés sa mort, Bussy se rendit acquéreur de son immeuble de la rue Neuve des Capucines [1] pour 451.000 livres, ce qui réduisit d'autant la créance. Sur la vente d'autres immeubles, il toucha en argent 99.912 livres, autant dire 100.000 livres. A la suite de ces divers paiements, Bussy se trouva en fait remboursé de 726.842 livres et il ne lui restait plus dû comme capital que 201.823 livres. Se portant créancier

1. Pour la description de cet immeuble, qui était situé à l'angle de la rue actuelle des Capucines et du boulevard du même nom, avec empiétement sur la rue Cambon, voir notre ouvrage : *les Dernières années de Dupleix*, p. 139-141. Il ne semble pas que Bussy ait jamais occupé cette maison, aujourd'hui totalement disparue ; en 1780, divers actes où son nom figure, le portent comme habitant son hôtel, rue des Francs-Bourgeois.

de la succession pour cette somme, il en demanda le paiement avec les intérêts depuis leur origine, ce qui constituait une somme globale de 602.754 livres.

Les liquidateurs contestèrent ces chiffres, comme ne correspondant pas au rapport entre la valeur des roupies avancées dans l'Inde et leur évaluation en France, et ils voulurent arrêter le compte à 389.849 liv. ; mais après de longs pourparlers et quelques incidents de procédure, on arriva à une transaction. Bussy s'étant rendu acquéreur de la rente viagère consentie à du Marsan, on accrut le capital initial réclamé par Bussy d'une somme de 60.000 livres, qui représentait les arrérages de douze années ; on réduisit par contre les intérêts des 201.823 livres et la créance de Bussy fut définitivement arrêtée à 460.000 livres, dont 260.000 à prendre comme les autres créanciers sur les revenus du roi et 200.000 d'intérêts à toucher dans les mêmes conditions.

§ 3. — Les comptes de Bussy avec la Compagnie.

Premières explications. — Le mémoire de Bussy. — L'examen et le règlement des comptes de Bussy avec la Compagnie ne demandèrent guère moins de temps, et portèrent sur des sommes à peu près aussi élevées mais d'une évaluation moins facile. Mais là, les deux parties jouèrent également le double rôle de demandeur et de défendeur.

Lorsque Godeheu arriva dans l'Inde en 1754, Bussy lui avait demandé le remboursement des sommes qu'il avait avancées pour le compte de la Compagnie et qu'il évaluait alors à 25.111 pagodes, soit environ 250.000 livres. Godeheu avait éludé l'arbitrage en disant qu'il lui fallait des comptes appuyés de pièces, sans quoi il ne pourrait disposer des fonds de la Compagnie. C'est à peu près la réponse qui avait été faite à Dupleix. L'affaire en était restée au point mort. A son arrivée à Pondichéry, après son rappel du Décan, Bussy présenta au Conseil un nouveau relevé de ses comptes, accru de nouvelles dépenses, — compte dont la vérité, disait-il, était attestée par tous les

Le Château de Castelnau.

officiers de l'armée et notamment par Duplant de Laval et par le sieur Reimond, que Godeheu lui avait envoyé comme second commissaire. C'était, disait-il encore, une besogne nécessaire tôt ou tard et qui ne pouvait mieux se faire que dans les temps voisins de ceux où les choses s'étaient passées. Il présenta à cet effet, les 14 octobre 1758, 20 juin et 21 septembre 1759, trois requêtes qui restèrent sans résultat. Il ajouta à la dernière cette simple note : « Si vous pensez que tout est en règle, je suis très flatté de la justice que vous me rendez d'avance ; mais trouvez bon que je vous dise que vous me feriez un véritable tort en ne justifiant pas cette bonne opinion par des preuves où il n'y a rien à répliquer et dont je demeurerai nanti. »

C'est précisément ce que ne voulait pas Lally. Il ne voulait pas d'un certificat qu'on pût opposer à la justice du roi ; le doute et le soupçon valaient mieux avec toutes leurs conséquences. Peut-être aussi doit-on dire à sa décharge que n'ayant lui-même que des fonds insuffisants pour sa propre armée, il n'était pas fâché de trouver cette raison pour vouloir ne rien connaître.

Bussy dut attendre son retour à Paris pour régler sa situation, et peu de jours après son mariage, il produisit un compte d'avances de 984.985 rs., soit un peu plus de 2 millions de francs, se décomposant comme suit :

1° pour solde de compte des revenus des 4 circars, dépenses de l'armée...........................	413.032	rs.
2° pour présents à la cour du Décan.............	117.261	»
3° pour appointements et dépenses de la maison de Bussy, à raison de 8.000 rs. par mois du 1er juillet 1753 au 1er décembre 1755..................	145.000	»
et du 1er décembre 1755 au mois d'août 1758.	165.000	»
4° pour achat de chevaux.........................	53.750	»
5° pour vente d'effets pour fournir à la subsistance de l'armée....................................	83.600	»
6° pour appointements d'officiers................	4.342	»
7° pour trois mois d'appointements au sr Bazin....	3.000	»
	984.985	»
sur lesquelles Bussy avait touché dans l'Inde, tant en billets qu'en lettres de change, 176.186 rs. et 2.564 en effets ; soit des avances nettes de	806.235	rs.

La Compagnie ne chercha pas à se dérober à l'examen qui lui était demandé et choisit pour commissaires Masson et Gilly. Ceux-ci firent demander à Bussy la grâce d'assister à leur vérification et la première séance fut fixée au 15 juillet.

Dans l'intervalle, on apprit la chute de Pondichéry et peu de temps après, ce fut le retour de Lally. Il ne semble pas que ce double événement ait troublé les commissaires, qui, avec la prudence et la lenteur habituelle des administrations, continuèrent leur besogne sans se hâter. D'ailleurs à quoi bon se presser ? depuis que Pondichéry avait succombé, la Compagnie privée de tout commerce et de tous revenus, n'avait plus rien pour payer. Peu au courant des affaires et des usages de l'Inde, qui ne se comprenaient bien que sur place, les commissaires demandaient sans cesse des explications sur des faits ou sur des chiffres qui leur paraissaient des erreurs ou des confusions. Bussy, qui n'assistait pas à tous leurs entretiens, leur répondait ensuite de son mieux ; à la fin pourtant, il s'impatienta et, selon l'usage du temps, il fit paraître pour le public un mémoire explicatif de ses créances sur la Compagnie.

Ce mémoire est naturellement une apologie, mais une apologie habile et nullement agressive comme celles qu'avait publiées Dupleix. Au reproche qu'on lui fait de s'être trop enrichi, il répond qu'on a fort exagéré sa fortune et ce n'était peut-être pas inexact ; quand il mourut en 1785, il ne laissa pas de fabuleuses richesses ; mais on n'a à cet égard aucun renseignement certain. Quel est d'ailleurs l'homme de nos jours, hier fils d'ouvrier ou de paysan, aujourd'hui multimillionnaire, qui consentirait pour notre plaisir à révéler les origines et le développement de sa grandeur ? Savent-ils, nous dit Bussy, ceux qui le blâment ou qui l'envient, à quel prix il a acquis non cette fortune imaginaire qu'on lui suppose, mais celle qu'il aura quand ses affaires seront liquidées ? Il déclare hautement qu'il ne craindra jamais de soumettre les sources de la sienne à l'examen le plus rigoureux. « Quelle qu'elle soit, dit-il, elle a passé ses désirs parce que ses désirs sont bornés, et il croit pouvoir ajouter qu'elle est moins dans le cas d'exciter l'envie par son excès que la surprise par sa médiocrité ».

Ce langage n'était pas pour déplaire aux personnes que la défense légèrement hargneuse de Dupleix avaient indisposés et qui le tenaient encore comme le mauvais génie de la colonisation française. Bussy n'avait jamais été partisan d'une politique de conquête ; il n'avait au contraire cessé de conseiller la paix au gouverneur de Pondichéry. N'était-ce pas lui, Bussy, qui l'avait supplié de le rappeler du Décan ? Dans l'occurrence, ce n'était pas un souvenir qu'il convînt de ne pas rappeler. Sans doute il avait obéi à des ordres contraires, mais il avait obéi en homme qui ne confond pas dans un projet ce qu'il y a d'utile et de difficile avec le chimérique et l'impossible, mais « en homme persuadé que les lauriers et les conquêtes sont pour une compagnie de commerce une affaire de calcul toujours mauvaise quand la dépense excède la recette, ou même quand le produit n'est pas au moins en égalité avec la mise. Il obéissait, mais non en ambitieux qui regarde le malheur public comme l'instrument de sa fortune particulière. »

Visait-il la politique de Dupleix en écrivant ces mots ? il est permis de le supposer. Son langage en tout cas n'était nullement déraisonnable.

Suit alors l'énumération de tous les services qu'il a rendus non pas au prestige et à la gloire de la France mais à la cause et à la caisse de la Compagnie, qui seules lui importaient. Il ne parle même pas des provinces qui nous ont été remises en pur don par le soubab, mais n'est-ce pas un profit net pour la Compagnie qu'il ait obtenu sans contre-partie, la décharge de la créance de Morarao, qui montait à 14 laks de roupies ? N'a-t-il pas fait acte utile pour la France en dépossédant les Anglais du monopole du commerce des draps qu'ils s'étaient arrogé ? N'a-t-il pas enfin obtenu du Grand Mogol l'autorisation pour la Compagnie française d'importer en franchise toutes les marchandises d'Europe dans tout l'empire des Indes ? Voilà certes une politique qui paie.

Quant aux dépenses, il est possible qu'au début, on se soit montré un peu large, mais c'était Salabet j. qui payait ; on n'avait alors aucun intérêt à les trouver trop fortes. Quand

elles tombèrent à la charge de la Compagnie, on les examina de plus près. La solde mensuelle des troupes qui montait à 244.986 rs. fut insensiblement réduite à 150.000 par la seule suppression des abus, sans réduire les effectifs et sans même toucher à la solde des troupes blanches, dont les capitaines étaient payés 1.000 rs. par mois. « Si la Compagnie, ajoute-t-il, veut se donner la peine de comparer les dépenses de l'armée du Décan avec celles des troupes dans le pays d'Arcate, eu égard à la différence du paiement des officiers, le résultat de cette comparaison fera l'éloge de l'économie qui régnait dans les dépenses de l'armée du Décan. »

Bussy opère la même compression dans ses dépenses personnelles. Son traitement avait été réglé par le soubab à 9.000 rs. par mois tant pour ses appointements que pour les frais de sa maison. Il se réduit lui-même à 5.000 rs., alors que jamais les dépenses de sa maison n'ont été inférieures à 3.700, ce qui ne lui laisse, ou peu s'en faut, que la solde d'un simple capitaine.

Est-ce dans l'administration des circars que la Compagnie pourra trouver à redire ? Mais il a suffi que Bussy y parût pour faire monter les revenus à des taux inconnus jusqu'alors. « Moins délicat, moins zélé pour la gloire de la nation et les intérêts de la Compagnie, n'eût-il pas été le maître d'appliquer ces revenus au paiement de ce qui lui était dû ? N'eût-il pas même été naturel qu'il se payât avec les revenus de ces mêmes provinces dont l'acquisition avait été l'origine de ses créances ? Aurait-on pu légitimement blâmer sa conduite ? Non, mais l'armée aurait manqué, du moins elle aurait souffert ; quelqu'un aurait pu se plaindre et il a la satisfaction de dire que qui que ce soit au monde ne peut porter une plainte raisonnable contre lui. »

Faute de preuves écrites, il était difficile de répondre à ces observations par des arguments précis et les opérations financières, même les moins délicates, peuvent toujours, entre les mains de personnes habiles, se couvrir d'un voile d'honnêteté. Il y avait d'ailleurs à Paris un grand nombre de témoins des événements de l'Inde et nul ne souleva la moindre contradiction, comme il était arrivé pour les mémoires de Dupleix. On en resta

donc sous cette impression pendant de longs mois et même de longues années, sans que la Compagnie se prononçât dans un sens ou dans un autre et pendant ce temps se déroula le procès Lally dont nous parlerons dans un instant. Ce fut l'accalmie dans la procédure.

Le second mariage de Bussy. — Profitons-en pour noter au passage que Bussy avait perdu sa femme, Mélanie-Arthémise de Choiseul, le 5 mars 1764 et qu'il avait ainsi cessé d'être apparenté au ministre, mais rien ne permet de dire que leurs rapports cessèrent avec cette alliance momentanée. L'étoile de Bussy ne parut pas avoir pâli et, en 1765, il se remaria. Il épousa cette année Marie-Charlotte-Justine de Messey, cinquième enfant de Gabriel de Messey, comte de Bielle, capitaine d'une compagnie de chasseurs-légers, chambellan du roi de Pologne, duc de Lorraine, et de Louise-Pétronille de Ligniville, dame de la Croix étoilée, de la maison de la princesse Charlotte de Lorraine [1].

Règlement définitif des comptes. — La lettre à Moracin. — L'accalmie dont nous parlions tout à l'heure cessa au commencement de 1767. La Compagnie acquit à ce moment, on ne sait par quels artifices — sans doute la trahison d'un secrétaire — tout ou partie des papiers les plus secrets de Bussy, c'est-à-dire

1. De ce mariage il n'y eut pas d'enfants. Après la mort de Bussy, en 1785, sa veuve épousa, le 27 mai 1787, le vicomte de Talleyrand-Périgord et mourut à Paris, veuve pour la seconde fois, le 11 novembre 1827. Le château et les terres de Castelnau passèrent aux nièces de Bussy, filles de son plus jeune frère, celui qui fut tué à la bataille de Hastembeck, en 1757. L'une d'elles épousa le marquis de Folleville, qui fut député aux Etats-Généraux pour le baillage de Péronne. Le divorce ayant été prononcé entre les époux, l'ex-madame de Folleville conserva le château et le vendit en 1827 à son petit gendre le marquis de Boissy, lequel mourut sénateur de l'Empire en 1866. La fille de ce dernier, Octavie, épousa Charles de Rohan-Chabot, prince de Léon, qui vendit à son tour le château en 1857 à une seconde femme du marquis de Boissy, des mains de laquelle il passa par une nouvelle et dernière vente en 1866 entre les mains de M. Jean Soubiran, négociant à Paris. Il est aujourd'hui possédé par le petit-fils de ce dernier, M. Albert Soubiran, conseiller général du Cher.

les lettres à sa famille, à ses frères, à ses amis, à des gens d'affaires et à des personnes de tout rang, sexe et état. Parmi ces papiers, se trouvait une lettre que Bussy avait écrite à Moracin le 28 novembre 1753, dans laquelle il lui proposait d'exploiter pour leur profit commun les provinces du nord. Voici cette lettre qui ne figurait dans aucune correspondance officielle :

« Monsieur et ancien ami,

... Ce n'est pas à Monsieur le Directeur Commandant de la Colonie française que je m'adresse ; c'est avec Monsieur Moracin, ancien ami, avec qui je traite avec franchise et cordialité ; je le prie, sous l'une et l'autre qualité, de suivre exactement ce que je vais lui dire ; il verra aussi bien que moi que le bien de la chose me guide.

... Il faut un peu mettre à côté les usages européens pour se conformer à ceux du pays.

... Quant au surplus que le bon gouvernement pourra produire, ainsi que tous les présents ou nazers qui vous seront faits tant par la suite que dans la prise de possession et tout ce qui vous sera offert pour les places que vous accorderez, et que vous ne devez pas hésiter un moment de recevoir, nous les partagerons par moitié, vous et moi. Je suis convenu aussi avec Ibrahimkan que tout ce qu'il recevra de nazers, ainsi que ce qui excèdera le revenu actuel de la province où vous le placerez, sera partagé par tiers, un tiers pour vous, un tiers pour moi et un tiers pour lui. Vous ne devez pas hésiter de regarder ces provinces comme à moi. Je m'en suis expliqué avec Monsieur le marquis Dupleix. Elles me sont données et, si cela était autrement, comment pourrais-je recouvrer les sommes considérables dont je suis en avance, ainsi que celles que M. Dupleix m'a fait ? Je dois donc disposer de tous les bénéfices de ces provinces au-dessus de ce qu'il faudra pour l'entretien de mon armée. Je vous le répète, je suis trop flatté de cet événement, puisqu'il me procure l'occasion de vous obliger en vous en cédant la moitié ; pour moi, la plus grande satisfaction que j'aurai de ce qui pourra me revenir par la suite, sera d'en faire part à quelques amis, comme M. le Marquis de Conflans et d'autres. Quant à votre ferme de Charmal, il faut prendre d'autres arrangements, et comme le pays est à vous et à moi, il faudra la mettre à la masse. J'ai fait part de tous ces arrangements à M. Dupleix, en lui signifiant que je voulais être maître de tous ces pays, autrement que je me retirais.

Encore une fois, mon ami, suivez les usages du pays, caressez les uns, menacez peu et faites beaucoup espérer à tout le monde... Toutes ces affaires vont nous lier plus que jamais, je le désire ardemment. Je suis pour la vie votre bon ami, etc... »

Bussy reposait donc plein de confiance dans le succès, même tardif, de son instance contre la Compagnie, lorsqu'il reçut le 13 janvier 1767 une lettre où de nouveaux syndics de la Compagnie, parmi lesquels Necker, lui marquaient qu'après avoir examiné ses livres et pièces, loin de le croire créancier de leur Compagnie, il leur paraissait débiteur et qu'en conséquence ils étaient obligés de l'assigner. L'assignation vint en effet deux heures après ; on réclamait à Bussy neuf millions. La Compagnie toutefois ne se refusait pas à la voie de la conciliation, toujours préférable à une action juridique.

Bussy courut aussitôt chez Gerbier, universellement tenu pour le plus grand avocat de Paris et aussi le plus cher. Pas de transactions : Bussy assigne à son tour la Compagnie au remboursement des 822,253 rs., objet de la contestation, valant à raison de 48 sols la roupie la somme de 1.973.408 liv. qui en feraient aujourd'hui dix fois plus et demande comme dommages-intérêts une somme qu'il fixe provisoirement à 400.000 livres.

La Compagnie prit pour avocat un nommé Collet, dont la gloire professionnelle ne le cédait guère à celle de Gerbier. Il invoqua naturellement la lettre à Moracin, qui sur des magistrats, déjà soupçonneux par profession, ne pouvait produire qu'une déplorable impression. « Voilà donc, dit-il, ce guerrier, ce commandant si pur qui prétend que sa seule déclaration doit justifier ses recettes et ses dépenses, lui qui, parti pour l'Inde avec le bien le plus modique, en est revenu avec une opulence qu'il lui serait peut-être difficile à lui-même de calculer... Quel principe de discrédit universel sur toutes les parties de ce compte ! »

En réponse, Gerbier trouva des accents pathétiques qui nous semblent aujourd'hui un peu grandiloquents.

« Clive et Lawrence, dit-il, ses contemporains, attachés à la Compagnie anglaise des Indes, en ont reçu les plus magnifiques récompenses. Les papiers publics apprenaient, il y a peu de jours, que le premier jouit aujourd'hui de 1.700.000 liv. de revenus. Un français, le sieur de Bussy, ne peut jouir sans envie d'une fortune infiniment disproportionnée, dont une inquisition odieuse l'a forcé même de rendre le détail public. »

Que signifient les comptes demandés : « Bussy n'a jamais touché un

denier, il n'a fait non plus aucunes dépenses. Tous les deniers des recettes passaient entre les mains des trésoriers ou entre les mains des saocars. La Compagnie peut-elle demander d'autres preuves ? Elle ne le prétend pas d'abord sur l'article des recettes ; elle a déclaré formellement à l'audience qu'elle les tenait pour bonnes. — Quant aux dépenses, des Marates, des cipayes donnent-ils des quittances ? Se persuade-t-on que dans le Décan l'ordre de la comptabilité peut être le même qu'en Europe dans une armée française ? Des Marates demandent la solde lorsqu'elle leur est due, insultent le général s'il n'a point d'argent et quelquefois l'assassinent. Ce sont les seules formalités qu'ils connaissent. »

Quant à la lettre à Moracin, véritable nœud du procès, Gerbier en discuta la valeur avec logique :

« A qui, explique-t-il, le paravana des circars a-t-il été expédié ? Au général de l'armée française pour la subsistance de ses troupes et pour avoir lieu tant que le sieur Bussy les commandera. Quelle est la première idée qui le frappe ? C'est que la jouissance de ces provinces le regarde personnellement. Prix de l'amitié du soubab pour lui, c'est la récompense des services qu'il lui a rendus. Une seule condition est apposée à ce don, c'est que sur les revenus le sieur de Bussy prendra d'abord la subsistance de ses troupes ; le bénéfice, s'il y en a, est destiné par Salabet j. à tenir lieu au sieur de Bussy de ses appointements. »

Les avocats plaidèrent pendant tout l'été durant huit audiences. Mais la plaidoirie qui en définitive emporta les suffrages est celle qui fut prononcée dans la Chambre des délibérations par le conseiller Pasquier, dont on verra dans un instant le rôle prépondérant et décisif qu'il avait joué dans le procès de Lally. Ce conseiller avait vécu pendant trois ans dans l'examen et même dans l'obsession des affaires de l'Inde et pour lui comme pour beaucoup d'autres, Bussy était l'homme qui nous aurait conservé l'empire de l'Inde, si on ne l'avait pas entravé dans son œuvre.

Déjà l'avocat général Barentin avait déclaré que la lettre à Moracin était une erreur de l'esprit de Bussy mais non celle de son cœur [1]. L'éloquence de Pasquier entraînant une fois de

1. Histoire secrète du procès de Lally par M. de Saint-Priest. Arch. Nat., Registre X'A 8120, f[os] 118 à 128.

plus ses collègues rallia les hésitants. L'arrêt de la Grand'-Chambre, devant qui l'affaire avait été directement portée, débouta, le 17 août, la Compagnie de ses prétentions. Bussy y obtenait :

Pour ses appointements au Décan jusqu'au mois d'octobre 1758	315.000	rs.
Pour son traitement de brigadier pendant 27 mois	27.000	»
Avances à des officiers de son armée	62.542	»
Soit	404.542	»
Sur lesquelles il avait reçu en acompte	15.137	»
Le solde de	391.405	»

était payable, le premier quart comptant et les trois autres en paiements égaux d'année en année.

Il lui était attribué en outre :

Pour prix des chevaux achetés par lui pour son armée, en contrats à 4 %	9.262	»
Cadeaux à des princes maures	117.261	»
Prêts de Bussy à la Compagnie	23.263	»
Soit encore	232.786	rs.

La Cour commettait enfin le conseiller de Sahuguet à l'effet de recevoir l'affirmation de Bussy que son compte était sincère et véritable, après quoi la Compagnie n'aurait plus qu'un délai d'un mois pour le contester, avant qu'il ne devint définitif.

La Compagnie devait encore restituer les minutes des lettres qu'elle avait abusivement reçues et déclarer par serment qu'elle n'en retenait aucune. Toutes les dépenses de l'instance étaient à sa charge. C'était un fardeau au-dessus de ses forces, elle venait de prendre vis-à-vis du roi l'engagement de rembourser en entier le coût de la guerre aux Indes ; on négocia, on transigea et Bussy dut accepter d'être payé en rentes viagères au moins pour une sommes de 57.400 liv. qui figure dans le fameux bilan de 1769, lequel fut l'objet d'une polémique très chaude entre Necker et l'abbé Morellet.

Tout se termine, dit-on, par des chansons ; quelquefois cependant par de simples vers, sans portée musicale. Il en fut de même du règlement Bussy. En une épître sur le gain de son

procès contre la Compagnie des Indes (Mémoires secrets du 17 août 1767), on lit :

Pour le plus grand des guerriers
Rome rougit d'être ingrate,
Et le vainqueur de Mithridate
Se reposa sous ses lauriers.

§ 4. — Le procès de Lally

Les préliminaires du procès. — Le procès de Lally, dont il nous faut maintenant parler, eut un caractère moins personnel, il fut surtout un duel entre l'opinion publique, humiliée de la perte de Pondichéry et l'homme qu'elle rendait responsable de ce désastre ; Bussy cependant y joua un rôle important mais non décisif.

Après un court séjour en Angleterre où son cousin Dillon et d'autres lui avaient conseillé de rester le temps d'assoupir les colères et les rancœurs, Lally était arrivé en France, à Calais, le 17 octobre 1761, et peu de jours après il était à Paris. S'il eût gardé une attitude réservée, il est probable que personne n'eut songé sérieusement à le mettre en cause, mais, on ne le sait que trop, il n'avait pas le sens de l'opportunité ; comme un taureau furieux, il aimait à foncer sur les obstacles. Dans des phrases lancées à la cantonnade, alors qu'il paraissait encore dans l'Inde pouvoir être le maître du destin, il avait traité Bussy comme un des plus grands malfaiteurs du siècle, méritant tous les supplices ; ces paroles pouvaient à la rigueur être considérées comme une boutade n'engageant pas l'avenir, mais il en allait tout différemment, lorsque le 2 février 1761, quinze jours seulement après la capitulation de Pondichéry, il écrivait au ministre : « MM. de Bussy, Leyrit, Moracin et moi sommes quatre comptables et nous devons subir l'examen le plus rigoureux. Je le demande au roi, je le demande à l'Etat, je le demande à la Compagnie »[1]

Ces paroles ne pouvaient que provoquer un orage des plus

1. B. N., Nlles Acq. 9231, fo 89.

dangereux, sans qu'il fût encore possible de discerner sur qui tomberait la foudre. Mais qu'importait à Lally ; « C'est pour me venger que je respire », écrivait-il à sa cousine, Mme de Saint-Priest, dès le 13 décembre 1761.

La meilleure parade à une attaque prévue est une attaque préventive, et Bussy, plus habile manœuvrier que son antagoniste, ne négligea pas ce moyen de défense. Les officiers et fonctionnaires civils revenus de l'Inde étaient presque tous à Paris et eux aussi avaient à formuler des plaintes et des récriminations. Ils étaient sûrs de trouver en Bussy une oreille complaisante ; celui-ci les mit en rapport avec Marion, son homme d'affaires, qui trouva l'art de répandre dans le public les bruits les plus favorables à son maître et les rumeurs les plus tendancieuses contre ses ennemis. Bientôt il ne fut plus question dans la ville que de Pondichéry et de ses malheurs et de l'homme qui les avait causés. Landivisiau, qui avait été le dernier lieutenant de Lally, allait de son côté répétant qu'il fallait que la tête de l'un ou de l'autre tombât. Enfin le P. Lavaur, dont le rôle en toute cette affaire est loin d'être d'une clarté et d'une pureté parfaite, faisait de son côté des critiques qui s'insinuaient peu à peu dans les esprits comme un poison d'un dosage bien combiné.

Lally, qui ne pouvait ignorer ces menées et ces bruits, n'était pas non plus inactif. Il n'eut pas, il est vrai, la satisfaction d'être reçu par la marquise de Pompadour, mais il retrouva à la cour quelques amitiés fidèles qui combattaient ou corrigeaient, autant qu'il était en leur pouvoir, la mauvaise impression produite par les manœuvres de ses ennemis.

Ces alternances d'attaques et contre-attaques, ouvertes ou déguisées, durèrent près de huit mois, sans que le roi se décidât à intervenir par un acte quelconque. Or, il arriva qu'au mois d'août 1762, un secrétaire de Bussy rencontra au Palais Royal un employé de la Compagnie. Ce secrétaire, dont on ignore le nom, se plaignit de son maître en des termes tels qu'il parut à Lally, mis au courant de cette conversation, qu'une rencontre avec lui ne serait pas inutile. On convint, avec toutes les précautions d'usage, que cette entrevue aurait lieu dans une

maison tierce, où Lally ne se rendit qu'en tremblant, mais le désir d'être instruit l'emporta. Le secrétaire lui remit, sans doute contre paiement, une copie des lettres écrites contre lui dans l'Inde et dont Bussy aurait été l'inspirateur, en même temps que des brouillons d'autres lettres du P. Lavaur, qui sans engager à fond la responsabilité de Bussy, le représentaient néanmoins comme le complice de machinations ténébreuses. Lally les montra au contrôleur Bertin qui répondit avec beaucoup de sens qu'après les horreurs qu'il avait écrites contre le Conseil, il ne devait pas trouver extraordinaire que l'on en débitât aussi contre lui. « Laissons, disait le contrôleur général, les deux parties vomir et blasphémer l'une contre l'autre ; par là peut-être on découvrira bien des vérités. »

Il fallait conclure. Deux actes provoquèrent le dénouement. Ce fut d'abord une requête présentée au roi le 5 août par le gouverneur et le Conseil supérieur de Pondichéry, tout entier présent à Paris, demandant à Sa Majesté de lui indiquer le tribunal qu'elle jugerait à propos de nommer pour leur faire rendre justice contre les « imputations atroces » que Lally ne cessait de leur prêter depuis son arrivée.

Écrivant ici l'histoire de Bussy, nous n'avons pas jusqu'ici tenu compte de ces imputations, qui formeraient un trop long chapitre, et pour ce motif nous continuerons d'observer la même réserve ; disons seulement que les griefs articulés contre Lally n'étaient qu'un pur exercice de littérature en comparaison de ceux que celui-ci vomissait — le mot est de Bertin — contre le Conseil supérieur et notamment contre son chef, le gouverneur Leyrit. Et ce fut entre eux que le véritable duel s'engagea : Bussy n'y fut qu'un brillant second, en une alternance de passes d'armes qui, l'on doit en convenir, n'épuisèrent jamais la fougue ni l'intransigeance du général accusateur.

L'autre fait est une intervention, non plus verbale mais écrite, de Bussy lui-même qui, dans une lettre adressée à la Compagnie le 30 août, demandait avec instance qu'on lui donnât communication des accusations portées contre lui « dans le délire d'un homme emporté par la passion. »

« La mort, ajoutait-il, s'est présentée à moi sous tant de formes en tant d'occasions que j'ai appris à ne pas la craindre, mais je n'ai pas appris à braver la honte et le déshonneur. Les calomnies de M. de Lally ne peuvent me rendre indigne des grâces de mon roi... Si ce ne sont pas des calomnies, dignes seulement de mépris et d'un profond oubli, mais des accusations qui méritent d'être examinées au risque de l'accusateur et de l'accusé, dont l'un ou l'autre mérite la mort, je me soumets à cet examen et je le demande. Je sais, Messieurs, que ces accusasions dont je me plains sont consignées dans nos registres ; qu'elles y soient tracées de mon sang, si je suis coupable ou qu'elles soient effacées par le sang de mon calomniateur.

« Il importe peu à la Compagnie qu'elle puisse distinguer l'innocent du coupable. Ce n'est point sur des mémoires ou des écrits contradictoires, où chacun peut se donner raison qu'elle doit porter un jugement décisif. La colonie presque entière est à Paris ; que l'on interroge juridiquement les témoins oculaires de tout ce qui s'est passé dans l'Inde ; qu'on désigne un tribunal pour recevoir ces témoignages et que l'on examine sincèrement une affaire aussi importante et qui intéresse tout l'Etat... »

Conçue en des termes d'une convenance parfaite et d'une modération recherchée, cette lettre, suivant d'un mois à peine la requête adressée au roi, ne pouvait manquer de précipiter le dénouement. Lally sent que le danger menace et, dit-on, il commence à répandre l'argent à pleines mains dans l'entourage des ministres. Une certaine vicomtesse de Noë se distingue par son zèle ; aussitôt Marion, l'insidieux Marion, met en circulation un placard où bientôt tout Paris répète après lui : « En cas de déluge, Bertin se sauvera dans l'Arche de Noë ». Bertin, excédé, passe le dossier à Choiseul et des bruits commencent à courir que Lally pourrait bien être arrêté et conduit à la Bastille. Informé de ces rumeurs, celui-ci se rend à Fontainebleau, où se trouvait le ministre, et lui fait remettre une très courte lettre qui commençait par ces mots : « Les bruits qui courent à Paris m'ont amené ici... » et finissant par « J'ai apporté ici ma tête et mon innocence et j'y attendrai vos ordres. »

L'arrestation de Lally et la défense accusatrice de Bussy. — Ces ordres furent l'arrestation. Il ne semble pas que Choiseul ait eu, même à ce moment, à l'égard de Lally, des dispositions

particulièrement malveillantes ; plus tard, après la condamnation, il fera les démarches les plus pressantes en vue d'une commutation de peine. Mais, si puissant qu'il fût, il devait dans une certaine mesure, compter avec l'opinion publique ; or celle-ci, sans vouloir se rendre compte que le pouvoir a quelquefois le devoir d'étouffer à leur naissance des affaires qui discréditent souvent le pays plus que l'autorité elle-même, exigeait des sanctions immédiates. On a dit que la lettre de cachet fut signifiée le soir à Lally dans la demeure où il se trouvait et que l'exempt chargé de l'exécution s'y endormit, comme pour lui laisser le temps de prendre la fuite. Lally ne comprit pas ou voulut ne pas comprendre et le lendemain, on le conduisit à la Bastille. « Il a fait tant de sottises qu'il a bien mérité sa détention », déclara le ministre à MM. de Saint-Priest et Dillon, les cousins du nouveau prisonnier.

Quinze mois s'écoulèrent sans qu'il fût interrogé. De toute évidence, le ministre cherchait à étouffer l'affaire, en prorogeant sans cesse les délais. Ces procédés sont encore employés de nos jours. Un événement imprévu la fit rebondir avec éclat. Dans cet état d'indécision, on apprit soudain la mort du P. Lavaur dans une ville du Poitou, et en faisant l'inventaire de ses papiers, on trouva un journal où le célèbre Jésuite écrivait au jour le jour dans l'Inde ses impressions et ses souvenirs ; or ce journal représentait Lally non seulement comme un déséquilibré malveillant, mais encore comme une sorte de traître à son pays. On a dit, sans preuves suffisantes, que le Père avait tenu un autre journal des mêmes faits dans un esprit tout différent. La découverte de ce journal produisit une impression considérable et, remis au procureur général, il parut tellement grave que, sans prendre les ordres du ministre, celui-ci porta contre Lally une plainte en concussion, exactions, abus d'autorité et même haute trahison. Et voilà la Grand'Chambre du Parlement saisie de l'affaire par lettres patentes du 12 janvier 1764, confirmées et précisées par d'autres lettres du 12 juillet suivant.

Le conseiller Pasquier, qui est désigné comme rapporteur, commence à entendre des témoins, c'est-à-dire Leyrit et les anciens conseillers de Pondichéry. On n'entrera pas dans le

détail de ces dépositions non plus que de l'ensemble, de l'instruction ; le mémoire de Lally et ceux que publiera plus tard son fils donnent à cet égard toutes les précisions nécessaires, mais encore une fois, ce n'est pas l'histoire de Lally ni celle de Leyrit que nous écrivons ; rappelons seulement le rôle que joua Bussy dans ces tristes débats.

Ce ne fut pas celui d'un homme qui, tenant enfin sa proie, cherche à l'accabler d'un coup brutal. Il apporta dans son accusation et dans sa défense — on peut dire l'une et l'autre — sa modération et son habileté accoutumées. Son mariage avec Mlle de Meissey l'avait allié à Beauvau et aux Mirepoix, qui étaient des partisans de Lally. Ces deux maisons s'employèrent auprès de celui-ci pour qu'il modérât son langage, ce qui eût permis à Bussy d'être plus modéré dans ses conclusions. Lally convint qu'en effet c'était peut-être le meilleur parti à prendre, mais il ajouta aussitôt qu'après avoir cherché dans sa tête quelque moyen de glisser légèrement sur Bussy, plus il y avait réfléchi et moins il en avait vu la possibilité sans infirmer sa défense [1].

Les deux antagonistes furent mis en présence le 18 février 1765 pour une confrontation. Lally reproduisit tous ses arguments avec la même vivacité et la même imprudence et Bussy déploya comme à l'ordinaire une modération affectée et d'autant plus dangereuse : elle déconcertait Lally et le rendait plus violent encore. C'est alors que, le débat se précisant, Lally publia son volumineux mémoire qui, sans être consacré spécialement à Bussy, lui faisait cependant une place d'honneur dans son réquisitoire, avec une certaine atténuation dans les termes. Bussy répondit avec une implacable politesse, mais cette fois le sujet l'emporte et il emploie contre son ennemi le gros mot de mensonge : « Il en coûte beaucoup au sieur de Bussy et il est rebuté plus que personne pourra l'être de se servir sans cesse des termes de faux, d'imposture, de mensonge, de supposition. L'emploi de pareilles expressions n'est nullement dans son caractère, mais il n'en connaît point d'autre pour rendre ce qu'on

1. Histoire secrète du procès de Lally, par M. de Saint-Priest.

entend par le contraire de la vérité, et le s[r] de Lally se met si souvent dans le cas du reproche et de l'application de ces termes qu'avec lui le fond le plus abondant de ménagement, de périphrases et d'expressions mitigées est dans le cas de se trouver bientôt épuisé. »

Le rapport Pasquier et la condamnation de Lally. — Lorsque parurent ces deux factums, le siège du Parlement était fait et s'il restait encore de l'indécision dans quelques esprits, le long exposé du conseiller Pasquier acheva de le dissiper.

Ce rapport, dont la lecture commença le 14 avril et se prolongea, sans doute avec beaucoup d'incidences, jusqu'au samedi 3 mai, ne nous a pas été conservé, mais on en possède un résumé qui fut fait par Pasquier lui-même et qui fut remis aux magistrats avant leurs délibérations. Pasquier ne retenait contre Lally aucun fait précis de prévarication, et il abandonnait l'imputation d'intelligence avec l'ennemi, portée par la population de Pondichéry et une partie de l'opinion. Toutefois il était loin de conclure à l'acquittement : de l'examen approfondi de toute sa conduite à Pondichéry, il résultait que Lally avait constamment abusé des pouvoirs qui lui avaient été conférés et que c'étaient ces abus qui avaient déterminé la catastrophe. Chacun de ces abus pouvait n'être qu'une faute vénielle ; mais répétés et continus, ils constituent un délit et, dans certains cas, un crime. Or un homme doit être jugé sur l'ensemble de ses actes et là Lally était manifestement coupable.

Mais coupable de quoi ? Pasquier reconnaissait volontiers que le crime de trahison, dans le sens de « tradition lâche ou frauduleuse d'une place » ne s'appliquait pas dans le cas présent, mais, ajoutait-il, il est plus d'une espèce de trahison. Détourner les sources de défense et de secours, dissiper les vivres au lieu de les ménager et de les renouveler, semer la discorde entre les coopérateurs, rendre par un abus d'autorité leur concours impossible pour venir par la violence se rendre seul maître, se conduire et se frayer le chemin de la trahison par la voie du despotisme, exhaler sa haine contre ceux qu'on doit défendre, solliciter le découragement et le soulèvement des

soldats et des habitants, enfin attendre le dernier instant, non par courage, mais pour se ménager le plaisir barbare d'imputer la ruine de la chose confiée à ceux qui n'en sont que la victime, ajouter à cette conduite criminelle l'insulte et la dérision, si les lois n'ont pas fixé à ces caractères la reconnaissance évidente de la trahison, elles y reconnaissent du moins une conduite digne de toute punition. »

Suivait une longue et minutieuse analyse de tout ce qui s'était passé dans l'Inde depuis l'arrivée de Lally, puis venait la conclusion :

« D'après cet exposé peut-on ne pas penser qu'une colonie, livrée par suite d'inconduite du commandant, qui a commencé par enfreindre ses instructions, qui a usurpé une autorité despotique et tyrannique, qui a semé le trouble et la division au lieu de cimenter l'union, qui a rendu impossible l'approvisionnement de la ville, qui a cherché à décourager le soldat et l'habitant en annonçant sa perte dans un temps où elle n'était pas présumable, qui n'a écouté que sa haine et sa jalousie, qui a négligé des secours que des auxiliaires lui amenaient, qui, au lieu de ménager les vivres dans un temps de disette, malgré les représentations des gens instruits et zélés, les a laissé piller et dissiper, qui a vexé en toutes manières les habitants et le Conseil qui devaient être son coopérateur et qui par cette conduite a nécessité la perte de la colonie confiée à ses soins, qui sous ombre d'une capitulation chimérique, a livré la ville sans conditions, sans prévenir son conseil même, qui ne consentit à se rendre qu'aux termes du cartel, *est un crime de lèse-majesté au second chef*, si l'on ne veut pas comparer les suites inévitables et cette conduite à une trahison évidente. »

Après ces considérations d'ordre psychologique plutôt que rigoureusement juridiques, Pasquier arrivait à l'application de la peine que cet ensemble de griefs lui paraissait nécessiter :

« La perte de l'honneur, l'opprobre, l'infamie, les peines pécuniaires les plus étendues ne seraient pas suffisantes pour expier un crime qui blesse à tant d'égards la fidélité qu'un sujet doit à son souverain, d'un sujet qui, loin de répondre à la confiance dont il l'avait honoré, loin de reconnaître les grâces et les honneurs dont on l'avait comblé, a préféré se livrer aux dérèglements de son cœur et de son esprit pour n'écouter que ce que lui inspiraient les noires passions de la haine et de la jalousie et peut-être une basse cupidité. Il faut un exemple à la nation indignée, une vengeance à l'Europe attentive,

et quoique nous ne portions pas nos rigueurs comme nos voisins jusqu'à imputer à crime de n'avoir pas fait pour le service de la Patrie tout ce qui était possible, nous ne pouvons passer sans une punition effrayante la conduite d'un homme qui *n'a réuni l'autorité la plus étendue que pour en abuser*, qui a fait servir l'éloignement où il était des regards du souverain pour détourner s'il se pouvait sur des innocents malheureux la conviction et la vengeance de sa mauvaise conduite ; qui enfin, ayant été assez mauvais chef pour préférer ses idées, ses vues tortueuses, ses volontés atroces au bien réel de la colonie qui lui était confiée, *ne mérite pas d'être conservé au nombre des citoyens* et dont au contraire la punition doit essuyer les larmes de ceux qu'il a réduits à la dernière misère. »

La conclusion de ce réquisitoire était donc la peine de mort. Sans doute aucune loi positive ne punissait expressément de cette peine les faits reprochés à Lally, mais aucune non plus n'interdisait de la prononcer. En 1766, il n'était pas encore interdit aux juges criminels d'édicter une peine non prévue par un texte formel. La condamnation de Lally ne fut donc pas une sorte d'assassinat judiciaire, comme l'ont écrit Voltaire et quelques historiens ; ce fut un jugement rendu en moralité et en équité et, de ce point de vue, il est rigoureusement inattaquable.

La délibération suprême eut lieu le mardi 6 mai et dura de six heures du matin à trois heures de l'après-midi. Pasquier prit la parole pendant trois heures, puis ce fut le verdict. Un seul conseiller, Brétignières, opina pour que Lally restât en prison perpétuelle ; tous les autres votèrent pour la mort et l'arrêt porta qu'il était condamné comme « dûment atteint et convaincu d'avoir trahi les intérêts du roi, de l'Etat et de la Compagnie des Indes, d'abus d'autorité, vexations et exactions envers les sujets du roi et les étrangers habitants de Pondichéry. »

L'exécution eut lieu trois jours après, dans des conditions qui ont violemment impressionné les contemporains et déterminé en faveur du condamné un vif courant de sympathie. Son fils en a profité pour poursuivre devant trois juridictions successives un procès en réhabilitation, qui aboutit à faire effacer le grief de trahison mais laissa subsister tous les autres et maintint ainsi le principe et la justesse de la condamnation. Le sentiment du conseiller Pasquier est aussi celui de l'histoire.

Mais peut-être n'est-il pas inutile, pour la justification même de l'arrêt du 6 mai 1766, de dire quelques mots de ce procès en révision ; aussi bien le procès de Lally était-il aussi dans une certaine mesure celui de Bussy, et pour la mémoire de l'un comme de l'autre, tous les arguments susceptibles de faire la lumière doivent être connus.

Le procès en réhabilitation de Lally. — Le fils de Lally, Gérard-Trophime était, comme on l'a vu, né de Lally et de la comtesse de Maulde. Bâtard et cependant élevé dans des conditions toutes spéciales, où son instruction ne fut nullement négligée, il porta successivement différents noms, dont celui de Vallecour, jusqu'au jour où la faveur du roi lui restitua, ou plutôt lui accorda, en 1772, le titre irlandais de Tolendal, que son père n'avait jamais porté. Il n'avait que quinze ans au moment où le procès se termina, assez âgé déjà pour comprendre les rigueurs de la fortune, trop jeune pour les corriger. Mais quand il eut sa pleine liberté de pensée et d'action, son premier souci fut d'essayer de réhabiliter la mémoire du condamné ; il y intéressa Voltaire, avocat habituel de toutes les réhabilitations, et Voltaire publia ses *Fragments sur l'Inde*, qui sont une défense de Lally. Mais Voltaire n'était pas un avocat imprudent ; il mit en garde le jeune Trophime contre toute attaque directe à l'égard de Bussy : « Je vous dirai, écrivit-il, que jamais je n'attaquerai l'honneur de M. de Bussy, ni d'aucun des officiers qui ont servi dans l'Inde. Ce serait une extravagance atroce et impardonnable, qui ne servirait qu'à rendre la mémoire de M. de Lally odieuse et je déclare d'avance que si l'on veut flétrir la réputation de tous ces officiers dans l'histoire de l'Inde que M. de Tolendal dit être prête à paraître, c'est le plus mauvais parti et le plus dangereux que l'on puisse prendre. »

Trophime accueillit d'assez mauvaise grâce ces sages conseils. « C'est moi, écrit-il à Saint-Priest, le 6 juin 1775, qui ai fait écrire Voltaire. Je n'ai pas eu à m'en louer, il est vrai ; il a trompé mes espérances après les avoir flattées. Ses *Fragments* de l'Inde sont l'ouvrage d'une âme faible, qui n'ose pas être vraie tout à fait et qui adule bassement le crime heureux. »

C'est alors qu'il publia ces gros factums in-4°, qui ne sont que le développement sous des formes nouvelles d'arguments déjà connus et qu'il engagea successivement devant les juridictions de Paris, Rouen et Dijon un procès en révision de l'arrêt du 3 mai 1766, et en réhabilitation de la mémoire du comte de Lally. Il n'obtint pas, comme on le sait, tout le succès qu'il espérait, et si, en fin de compte, le crime de haute trahison fut écarté, tous les autres chefs d'accusation furent considérés comme valables et suffisants pour avoir justifié la peine capitale. La mémoire de Lally ne fut pas réhabilitée.

Quant aux factums, qui nous restent aujourd'hui comme un dernier témoignage d'une défense fort légitime, on y lit, en ce qui concerne Bussy, que si celui-ci y est très rarement nommé — les conseils de Voltaire avaient porté leurs fruits — il y est plusieurs fois expressément désigné, en de savantes périphrases.

« Pour vous, machinateurs ténébreux, vous qui, sans paraître dans le procès, ou en y paraissant sous le voile dangereux d'une modération perfide, avez été les moteurs, les instigateurs, les artisans secrets d'une catastrophe à jamais effrayante, vous qui avez fait trafic de l'iniquité, tout à tour vendant et achetant le crime, goûtez en paix, s'il se peut, une impunité qui vous a coûté si cher. » (p. 19).

Plus loin, p. 152 : On ne peut s'empêcher ici de regretter que M. de Bussy, avec des lumières aussi étendues, n'ait pas réuni à toutes ces brillantes qualités cette qualité si nécessaire de se communiquer d'une manière intelligible pour tous les hommes et de savoir se mettre à la portée des esprits inférieurs, qu'il eût éclairés alors au lieu qu'il n'a fait que les éblouir. »

L'ironie est un peu lourde. Mais passons.

« On ne peut s'empêcher ici de regretter qu'une santé aussi précieuse que celle de M. de Bussy ait été aussi chancelante pendant l'expédition de l'Inde. Les regrets augmentent et dégénèrent presque en désespoir, lorsqu'en parcourant la suite des divers échecs que cette santé a reçus, on voit toutes les maladies par une fatalité marquée assiéger toujours M. de Bussy dans les moments les plus critiques. » (p. 163).

Aussi avec quelle joie le jeune Lally reprend-il contre Bussy les accusations de la Compagnie : « M. de Bussy, de tous les ennemis de mon père le plus implacable, le plus dangereux, le plus dissimulé. »

Bussy dédaigna de répondre, mais à sa place d'Epréménil, neveu de Leyrit, mort au cours de ces événements, releva le défi jeté à la mémoire de son oncle plus encore qu'à la gloire de Bussy et la polémique continua. On vient de voir comment elle s'était terminée trois ans après la condamnation initiale, par un arrêt définitif qui reste encore aujourd'hui acquis à l'histoire et à la vérité.

En dehors de ce douloureux procès, dont la mémoire de Lally restera longtemps encore chargée devant l'histoire et auquel le nom de Bussy demeure nécessairement attaché, nous ne savons rien de la vie privée ou publique de notre héros depuis son retour en France ; nous savons seulement qu'il habitait rue des Francs-Bourgeois dans un hôtel lui appartenant. Ses difficultés financières avec la Compagnie et avec la succession Dupleix réglées ou sur le point d'être terminées à son avantage, il jouissait d'une fortune suffisante pour s'imposer à la plus haute société et, à défaut d'un rôle politique ou administratif convenant à son tempérament, il pouvait tenir partout et en toutes circonstances une place que son génie propre lui assurait encore mieux que ses richesses. Nul doute que, si la presse eût joué à cette époque le rôle qu'elle joue aujourd'hui, elle eût eu plus d'une fois l'occasion de citer son nom, fût-ce avec une certaine hyperbole. Malheureusement c'est le silence le plus complet ; nous n'avons même pas quelques lettres de famille ou d'amis, conservées par ses nièces, pour projeter quelque lueur sur cette ombre absolue. Il nous faut arriver jusqu'à la guerre de l'indépendance américaine et aux bruits qui commençaient à se répandre de notre entrée possible dans le conflit, pour que le nom de Bussy fût de nouveau évoqué comme celui d'un homme pouvant jouer dans ce drame un rôle de première importance.

CHAPITRE VI

LE DERNIER SÉJOUR DE BUSSY DANS L'INDE

§ 1. — Le retour de Bussy dans l'Inde. — Son journal de voyage.

Les divers projets de guerre dans l'Inde. Les « Réflexions » de Bussy. — Notre situation dans l'Inde en 1781. — Bussy chargé des opérations militaires. — Bussy à l'île de France. — Le départ de Bussy pour l'Inde.

§ 2. — L'expédition militaire de 1782. — Les préliminaires des opérations (mars-mai).

Bussy à Trinquemalé. — Bussy à Goudelour. Premières impressions. — Négociations avec Nizam Ali et les Marates. — Mouvements des Anglais vers le Ponéar. — Bussy fait appel à Suffren.

§ 8. — Les opérations militaires du mois de juin et l'annonce de la paix.

§ 4. — L'Échange des prisonniers.

§ 5. — La paix entre les Anglais et Tippou.

§ 6. — L'affaire de Trinquemalé.

§ 7. — Difficultés administratives et financières.

§ 8. — Notre action dans les Mers des Indes.

§ 9. — La mort de Bussy.

§ 1. — Le retour de Bussy dans l'Inde. — Son journal de voyage

Les divers projets de guerre dans l'Inde. — Les « Réflexions » de Bussy. — Notre intervention dans les affaires d'Amérique ne se justifiait guère, puisque nous n'avions pas l'intention de

reconquérir le Canada. Il eut peut-être été plus sage de laisser les Anglais et les révoltés régler entre eux leurs différends ; mais nous n'avions pas pris notre parti de notre humiliation du traité de 1763 et la guerre avec l'Angleterre parut une occasion de rétablir en Europe notre honneur compromis. Ce fut donc une guerre de revanche, et si elles ne sont pas toujours raisonnables, elles ne sont cependant pas illégitimes.

Un des premiers résultats de notre intervention fut de nous faire perdre nos établissements de l'Inde, qui tombèrent tous aux mains de l'ennemi dès la fin de 1778. Convenait-il de les reprendre et de greffer sur la guerre en Amérique une expédition militaire et maritime en Asie ?

La question avait été envisagée avant même la rupture avec l'Angleterre. Dans le courant de l'année 1777, on avait demandé à Bussy ce qu'il pensait d'une intervention armée dans l'Inde, et dans quelles conditions il estimait qu'elle pourrait s'effectuer. Le Ministre avait déjà envoyé en ce pays un aventurier ou plutôt un homme aventureux, du nom de Pallebot de Saint-Lubin, pour nouer des relations avec les Marates et il était saisi d'un projet de notre commandant de Chandernagor, Chevalier, pour faire une descente dans le bassin de l'Indus, occuper Tata, et prendre à revers les positions anglaises du Bengale par une entente avec le Mogol. D'autres projets étaient en circulation. Qu'en pensait Bussy ? Croyait-il qu'il fut possible de les réaliser les uns ou les autres sans trop de frais ni d'aléas ? Il exprima son sentiment en un mémoire d'une vingtaine de pages, sous forme de *Réflexions sur l'état des affaires de l'Inde*. Bien que ce mémoire ne porte pas de date, on sait qu'il est antérieur à la rupture de la paix avec l'Angleterre [1].

1. Ces Réflexions sont intégralement reproduites (pages 152 à 172) dans le Journal que Bussy tint au cours de son voyage dans l'Inde en 1781-1783 et que nous avons publié à Pondichéry en 1932 (1 vol. de XXVI-362 pages, 16 × 24).

L'original de ce manuscrit n'existe plus, du moins nous ne l'avons retrouvé ni aux Archives du Ministère des Colonies, ni aux Archives Nationales, ni à la Bibliothèque Nationale. Mais il en existe une copie à la Bibliothèque Nationale sous la cote f. fr. nº 8985. Cette copie qui paraît

Dès le début de ses Réflexions, Bussy admire les personnes qui, pour être employées dans l'Inde à n'importe quel prix, ne présentent que les plans et les avantages d'une expédition, sans parler des inconvénients qu'on ignore ou qu'on cache avec soin. Pour lui, il serait très fâché de compromettre sa réputation et la gloire du Ministre dans une entreprise, dont les moyens ne permettraient pas un heureux succès. « Il ne faut pas, « disait-il, se faire illusion ; le rétablissement de nos affaires « dans l'Inde est très difficile, très dispendieux et le succès « douteux, si l'on n'a pas des moyens suffisants. »

Il continuait par un examen de la situation des Anglais, situation qui s'est singulièrement renforcée depuis vingt ans, et qui risque de se consolider par la destruction vraisemblable du Mogol et de Nizam Ali, soubab du Décan. Pour tenir nos rivaux en échec, pour les perdre au besoin, nous pouvons peut-être compter sur Haïder Ali, le souverain du Maïssour, mais nous devons surtout nous appuyer sur les Marates, le seul peuple qui ait une force réelle ; ses intérêts concordent avec les nôtres. C'était déjà la politique qu'il préconisait en 1753. Toute attaque par le Bengale étant pour ainsi dire impossible et le concours d'Haïder Ali à la côte Coromandel étant subordonné à la durée fort hypothétique du pouvoir de ce prince, il n'y avait que la côte Malabar où l'on put, avec l'appui des Marates, atteindre les Anglais avec chance de succès.

Il ne faut pas compter, en effet, qu'une expédition par la vallée de l'Indus puisse produire un heureux résultat, même avec le concours du Mogol ; ce projet est une pure chimère. Outre que le pays n'est point de la dépendance du Mogol, la distance est trop longue, de la mer à Allahabad ou à Bénarès, pour atteindre les possessions britanniques.

Mais de quelque côté que l'on attaque, il nous faut d'abord

exacte, est certainement contemporaine du manuscrit lui-même, ou l'a suivi de fort près, si l'on en juge par l'écriture qui n'est pas celle du XIXe siècle, et par le souci qu'a pris le copiste de reproduire toutes les défectuosités de l'orthographe et de la ponctuation, dont nos aïeux se souciaient d'ailleurs assez médiocrement.

négocier avec les princes indigènes ; ces négociations sont indispensables au succès de nos opérations ; il faut encore que les moyens en hommes, en argent et en munitions répondent à l'importance de l'expédition, avec une concentration de nos forces à l'Ile de France. Comme les princes indiens ne se déclareront sans doute en notre faveur que s'ils nous voient puissants et résolus à agir, il faut compter qu'à l'origine, tout au moins, nous aurons seuls à supporter tout le poids de la guerre ; il est donc nécessaire que nous arrivions dans l'Inde avec des moyens suffisants pour déterminer leur attitude. Rien ne nous serait plus funeste que l'impression de la faiblesse ; il faut faire désirer notre alliance au lieu de mendier des secours, et protéger au lieu d'être protégés. Dans ce dernier cas, nous ne trouverions ni estime, ni confiance, ni appui.

Et Bussy concluait en ces termes : « Il serait inutile de donner ici de plus longs détails ni de vouloir s'arrêter à un plan fixe. La scène est si mobile et si changeante en Asie que les intérêts des puissances et l'état des choses en tous genres varient d'un jour à l'autre. Ce sera donc sur les circonstances qu'il faudra régler toutes les opérations.

« On ajoutera seulement cette réflexion : ou les Anglais soumettront leurs colonies d'Amérique, ou ils échoueront dans cette entreprise. Dans l'un et l'autre cas, ils tourneront vraisemblablement leurs vues du côté de l'Inde et y porteront des forces supérieures pour y affermir leur état et se dédommager de la perte de leurs établissements en Amérique, ou des dépenses qu'ils auront faites pour les soumettre. Alors plus d'espérance pour nous de pouvoir jamais nous y établir.

« Si l'on est bien déterminé à faire une révolution dans l'Inde, voici le moment ou jamais d'agir efficacement, ou du moins de s'occuper sérieusement et sans délais de toutes les dispositions à faire pour agir aussitôt que les circonstances le permettront. »

Notre situation dans l'Inde en 1781. — *Bussy chargé des opérations militaires.* — Nous ne saurions dire si l'expédition de l'Inde fût résolue dès ce moment, ni si Bussy fut invité à en prendre la direction : aucun document ne nous permet de trancher la question d'une façon certaine. Mais il est vraisemblable que son nom fut retenu et ensuite accepté sans difficulté,

lorsque l'expédition fut décidée. Après les succès qu'il avait remportés dans le Décan de 1752 à 1758, l'impression profonde que sa politique avait produite dans la péninsule, et les souvenirs vivaces qui restaient encore au cœur des princes indiens, nul, évidemment, n'était plus qualifié que lui pour assumer la tâche de rétablir nos affaires, si aléatoire que lui semblait à lui-même la partie.

Partie d'autant plus délicate qu'il s'agissait encore d'assurer la défense de l'Ile de France, devenue la base de nos opérations maritimes dans la mer des Indes, et de consolider au Cap de Bonne Espérance la situation de nos alliés, les Hollandais, fort menacés par les flottes britanniques. Triple but qui se confondait en un seul : ruiner ou du moins affaiblir l'Angleterre.

Le capitaine de vaisseau Tronjoly se trouvait alors dans l'Océan Indien avec quelques vaisseaux, et le chevalier d'Orves comme son successeur désigné ; celui-ci, qui se trouvait alors aux Iles, prit le commandement dès le mois de septembre 1780, et partit pour l'Inde le mois suivant avec ordre de préparer le terrain à une action militaire et d'établir des rapports avec Haïder-Ali, ennemi déclaré de l'Angleterre. D'Orves accomplit sa mission dans des conditions rassurantes pour l'avenir, et revint à l'Ile de France le 1er avril de l'année suivante 1781, pour attendre l'armée qui devait opérer sur terre. Cette armée, partie de France le 22 mars, arriva à Port Louis le jeudi 25 octobre ; elle avait été amenée par le bailli de Suffren, promu au rang de chef d'escadre pour la traversée, mais qui devait, à son arrivée aux îles, n'être que le second du chevalier d'Orves ; commandée par le maréchal de camp Duchemin, elle comprenait 2.500 hommes de troupes des régiments d'Austrasie et de l'Ile de France et la légion de Lauzun.

Après un séjour de six semaines dans l'île, ces troupes furent embarquées le 6 décembre pour la côte de Coromandel, mais ne purent arriver à Porto-Novo que le 25 février, quatre ans après la rupture de la paix avec l'Angleterre. Moins d'un mois après, le 22 mars, Suffren reprenait la mer, laissant à Duchemin le soin de diriger les opérations militaires en s'inspirant des circonstances.

On savait déjà à ce moment que Duchemin ne devait exercer qu'un gouvernement provisoire, et qu'il ne tarderait pas, selon toute apparence, à céder la place à un personnage plus qualifié que lui, moins pour diriger les opérations militaires que pour tenir en haleine les Anglais et les fatiguer par des négociations avec les princes indigènes, qui paralyseraient leurs mouvements et leur activité. Cet homme était Bussy.

En France on avait pensé que son nom évocateur de succès ininterrompus remportés de 1752 à 1758, suffirait à rallier toutes les forces de l'Inde encore indépendante, mais qui se savait menacée d'être un jour ou l'autre entièrement conquise par l'Angleterre, et comme il avait été apparenté avec la famille de Choiseul, toute intrigue, ayant pour but d'affaiblir son autorité, risquait d'avance de se heurter à un insuccès.

La désignation de Bussy pour commander dans l'Inde était donc non seulement normale, mais nulle ne semblait plus légitime ni plus heureuse. Est-ce à dire que, sur le retour de l'âge et jouissant d'une très belle fortune, il l'ait provoquée ou acceptée sous réserve ? Non ; avant de s'embarquer, il crut bon d'avoir une explication avec le ministre, maréchal de Castries, sur les conditions de sa mission et, dans une certaine mesure, sur son peu d'utilité. Il ne se dissimulait pas que l'opération ne se présentait pas dans les conditions les plus favorables, ni avec toutes chances de succès.

C'est par cette explication préalable que débute le journal qu'il tint ensuite régulièrement jusqu'à son arrivée dans l'Inde ; aussi n'est-il pas inutile d'insister sur les considérations préliminaires qu'il expose.

Il dit qu'après l'entretien qu'il eut avec le Ministre, il crut devoir retracer par écrit le véritable état des choses, tel qu'il lui paraissait résulter d'un projet aussi important que l'expédition dont il était chargé. Pour toute personne peu familiarisée avec les choses de l'Inde, cette expédition pouvait être considérée comme facile ; les princes de l'Asie n'ont-ils pas promis leur concours, et leurs promesses ne permettent-elles pas d'escompter le succès ? mais le seul désir d'être employé dans une campagne aventureuse a pu justifier un tel aveuglement, tous

ces princes sont faux et leurs promesses ne sont que mensonges.

La situation réelle est plus grave qu'elle ne semble ; si l'on compare la situation des deux nations européennes dans l'Inde, les Anglais ont tous les avantages : revenus territoriaux, places fortes, troupes nombreuses à leur solde ; nous, nous n'avons rien, pas même un pouce de terre et des alliés fort douteux, qui peut-être seront déjà réduits à l'impuissance lorsque nos troupes arriveront.

Cependant puisque l'expédition est décidée, il importe de lui donner tous les moyens de réussir. Or, c'est une erreur de croire qu'il suffira de paraître pour déterminer les Indiens à se ranger à nos côtés ; plus nous avons été humiliés dans le passé, moins ils croiront à notre force dans l'avenir. Il importe par conséquent de n'arriver dans l'Inde qu'avec les ressources financières suffisantes pour ne pas être obligés de mendier l'assistance de nos alliés, et avec les forces militaires assez nombreuses pour pouvoir se passer au besoin de tout autre concours : ces concours peuvent nous manquer. Il nous faut alors 8 à 9.000 hommes de débarquement et environ 10 millions : encore ces demandes paraissent-elles modestes aux personnes qui connaissent la véritable situation de l'Inde. Les Anglais ont près de 70.000 cipayes et il faut s'attendre à ce qu'ils reçoivent chaque année d'Europe des renforts importants en hommes, argent et munitions.

Cependant, malgré les effectifs que Bussy juge indispensables pour contrebalancer l'effort de nos ennemis, le Ministre ne veut donner que 6 à 7.000 hommes ; aussi Bussy déclare-t-il nettement que, dans ce cas, « il ne peut être rendu responsable d'entreprise et de succès ». Il estime d'autre part que, quoiqu'il doive arriver, la marine doit avoir les ordres les plus précis pour subordonner entièrement ses opérations à celles de la terre, et qu'il ait lui-même sur l'ensemble de ces opérations une autorité absolue.

Avec les réductions proposées par le Ministre, il n'est guère possible, comme on l'a proposé, d'attaquer à la fois Calcutta, Madras et Bombay ; mais comme nous ne pouvons savoir ni

prévoir quels secours nous trouverons dans l'Inde, les circonstances seules décideront du point où l'on portera les premiers coups. « Tout ce qu'on peut promettre, c'est de faire le meilleur usage possible des moyens que le gouvernement aura pu fournir. »

Quant au but même de l'expédition, Bussy, sans se référer aux vues du Ministre mais les connaissant sans doute, croit « pouvoir assurer que la constitution du gouvernement français résiste à l'idée de vouloir devenir puissance de terre dans l'Inde », et déclare qu'on n'a pas d'autre but que de détruire la puissance des Anglais et anéantir leur commerce. Cependant, si éloigné que l'on puisse être de toute idée de redevenir dans l'Inde une puissance territoriale, il faudra pourtant, sur les conquêtes que nous pourrons faire, nous réserver en divers endroits une banlieue ou un territoire, où notre commerce pourra librement s'exercer, et qui devra vivre de ses seuls revenus. C'est en somme la politique qu'il préconisait déjà en 1753 lorsque, maître absolu d'Haïderabad et du Décan, il proposait déjà à Dupleix de revenir à la côte et de s'y consolider.

Après ce préambule un peu long, mais qu'il était nécessaire de préciser, pour expliquer l'échec relatif de la mission de Bussy, arrivons à l'expédition elle-même, dont il eut la conduite. Son Journal, étant très précis et fort détaillé, sera notre seule référence jusqu'à l'arrivée dans l'Inde.

Ce journal commence le jour du départ de Paris le 13 novembre 1781 et se termine le 29 mars 1783, douze jours après notre débarquement à Porto-Novo. L'exposé en est clair, la lecture facile et Bussy ne se perd jamais dans les considérations générales. Jusqu'à son arrivée dans l'Inde, il y a d'ailleurs peu d'événements à signaler et ceux qu'il nous rapporte d'après des lettres et correspondances, sont antérieurs à son débarquement et même à son départ de France. Les résumer ce serait retracer la campagne de Duchemin au cours de l'année 1782 et les premiers exploits de Suffren ; quel que soit leur intérêt, attristants d'un côté, glorieux de l'autre, ils sont étrangers à l'action propre de Bussy ; cette action ne devient elle-même

vivante qu'à l'arrivée de celui-ci dans l'Inde, c'est-à-dire vers la fin du journal.

Bussy à l'île de France.— Parti de Paris le 13 novembre 1781, Bussy s'embarqua le 4 janvier suivant à Cadix sur le *Saint-Michel.* Arrivé à Sainte-Croix de Ténérife le 11 janvier, il y attendit en vain une escadre partie de Brest le 10 décembre et qui devait l'accompagner. Cette escadre avait été dispersée par les Anglais le 12 décembre, et treize à quatorze de nos vaisseaux de transport avaient été pris ; Bussy resta trois semaines au Cap, où il laissa au gouverneur hollandais des forces assez importantes pour résister à une attaque anglaise, toujours à redouter, puis il partit pour l'Ile de France, où il arriva le 31 mai. Il comptait n'y rester que trois ou quatre semaines et avait déjà fixé son départ pour l'Inde au 24 juin, lorsqu'une maladie, dont il avait commencé à se sentir au Cap, devint soudain plus aiguë. Il préféra rester quelque temps encore à Port-Louis pour assurer les préparatifs militaires de l'expédition, et d'ailleurs il lui parut qu'avec 700 hommes seulement dont il disposait, cette faible démonstration de nos forces, s'il les conduisait lui-même dans l'Inde, ébranlerait plutôt qu'elle ne consoliderait la confiance de nos alliés. Comme il en attendait de plus importantes, il expédia néanmoins ces 700 hommes, qui constituaient le quatrième bataillon du régiment de l'Ile de France ; s'ils ne pouvaient servir à Duchemin, ils remplaceraient du moins en partie les 1.200 hommes que Suffren venait de perdre en ses deux premiers combats livrés aux Anglais. Ces hommes appareillèrent le 25 juin avec quatre navires, sous le commandement général de M. d'Aymar.

Les renforts attendus par Bussy arrivèrent le 29 juillet avec M. de Peinier, chef d'escadre ; ils comprenaient 14 à 1.500 hommes, mais dans quel état n'étaient-ils pas ! A peine débarqués à Port-Louis, 1.032 entrèrent à l'hôpital, atteints de maladies graves. Les autres étaient à peine habillés et beaucoup étaient morts durant la traversée, faute d'avoir été suffisamment vêtus.

C'était toute une organisation administrative à reprendre par la base, Bussy s'y employa avec résolution. Nous n'exposerons pas les détails minutieux dans lesquels il dut entrer, mais il faut les lire dans le Journal, si l'on veut se rendre compte qu'une expédition militaire n'est pas simplement une épopée glorieuse ou tragique, mais nécessite aussi un travail de préparation, dont on ignore généralement l'importance et que les historiens eux-mêmes ne mettent pas suffisamment en valeur. La lecture du journal de Bussy apprendra qu'un chef, si vaste que soit son génie, ne doit pas négliger ces détails, et Bussy mit toute son application à les résoudre à la façon la plus équitable pour les officiers, et la plus humaine pour les soldats. Peut-être même trouvera-t-on qu'il entre parfois dans trop de détails, notamment dans les questions de solde ; mais que vaut un homme qui se croit lésé dans ce qu'il considère comme lui étant légitimement dû ? Ce n'est que dans les cas désespérés ou dans une sorte d'extase qu'on se fait tuer pour la gloire.

« Réfléchissant, écrivait Bussy le 30 août, sur les avantages et les inconvénients de mener à la guerre des troupes entièrement satisfaites, ou mécontentes de leurs traitements, à des distances aussi éloignées de l'Europe, dans des circonstances telles que celles-ci, nous avons pensé que c'était le cas de donner une décision qui leur soit favorable, quoiqu'elle paraisse d'abord porter atteinte à celle de l'article 4 de l'ordonnance du 20 décembre 1779. Il n'échappera à personne d'en reconnaître l'utilité, la nécessité et, pour ainsi dire, la justice. »

Bussy n'exagérait pas le formalisme.

Cependant au milieu de toutes ces préoccupations, sa santé ne s'était nullement améliorée : le mal, dont il avait commencé à souffrir au Cap, et qui paraît avoir été le scorbut, s'était aggravé dans le courant du mois d'avril, et Bussy avait dû se rendre dans les hauteurs de l'île, à Monplaisir, pour y chercher un air plus réconfortant. Il fut plus d'un mois à la veille du trépas, et ne dut la vie qu'aux soins dévoués d'un médecin des Pamplemousses qui n'appartenait pas à l'armée. Il ne fut hors de danger qu'à la fin du mois d'octobre.

L'état sanitaire des troupes était pire. Le scorbut faisait

parmi elles d'épouvantables ravages ; le 29 septembre il y avait 2.700 hommes à l'hôpital et 62 officiers tous dangereusement malades. Les quelques hommes restés à bord des navires respiraient un air pestilentiel. Le 5 octobre, le nombre des malades était encore de 1.800, et, le 15, Bussy faisait le compte que, depuis le début de l'épidémie il était mort 369 soldats et matelots et 79 officiers : au total 448 décès. A partir de ce moment, le mal déclina pour s'éteindre insensiblement dans le courant de novembre.

On a reproché parfois à Bussy son séjour prolongé à l'Ile de France, séjour qui empêcha et compromit sans aucun doute nos opérations dans l'Inde, à l'heure où elles auraient été peut-être décisives, mais qui pouvait prévoir l'épidémie qui s'abattit sur la flotte ? On ne fait pas la guerre avec des malades et avec des mourants.

Bussy dut différer son départ jusqu'au jour où lui-même et son armée ne seraient plus dans l'impuissance d'agir. Tout le mois de novembre fut employé à mettre les troupes en état de s'embarquer dans les premiers jours du mois suivant.

Ayant reçu à ce moment une lettre du Maréchal de Castries, dans laquelle ce ministre lui soumettait un plan de Chevalier, notre dernier commandant à Chandernagor, préconisant à nouveau une attaque des Anglais par le Bengale, tandis qu'un général du Mogol, Nadjef khan, ferait une diversion du côté de Bénarès, Bussy consignait dans son journal qu'il connaissait déjà les idées de Chevalier, et qu'il avait chargé un de nos officiers d'essayer de se mettre en rapport avec Nadjef Khan. Mais que pourrait-on faire avec le peu de forces dont nous disposerions ? Ce serait trop confier au hasard. Outre que l'opération lui paraissait très difficile à réaliser dans un pays coupé de rivières envasées et de rizières formant marais, l'exécuter nous mettrait dans l'obligation d'abandonner Haïder Ali et de renoncer à tout établissement à la côte Malabar et à la côte Coromandel. Un insuccès au Bengale complèterait notre désastre : le projet de Chevalier était une pure chimère.

Le nombre des troupes à embarquer pour l'Inde était fixé à 2.275 hommes y compris l'artillerie : les malades des hôpitaux,

devant être remplacés par des hommes du régiment de l'Ile de France, lesquels seraient remplacés à leur tour dans l'Ile par des hospitalisés revenus à la santé. Après avoir réglé diverses questions de soldes, rattaché quelques régiments à d'autres, et pourvu à plusieurs emplois vacants dans l'armée, Bussy put enfin s'embarquer le 18 décembre.

Il n'était encore que convalescent et « dans l'état où je suis, écrivait-il le même jour, d'autres que moi n'iraient pas plus loin... Il est certain, ajoutait-il, que ma situation ne présente que le genre de défensive le plus fort pour décourager tout autre que moi, mais mon zèle n'avait pu être arrêté par les contradictions majeures que j'ai eu à vaincre depuis le moment de mon départ de France ; je vois également sans être effrayé toutes celles qui me restent à combattre. »

Le tableau qu'il nous retrace de notre situation dans l'Inde, n'est nullement enchanteur : Bussy la connaissait dans ses moindres détails, tant par des témoins oculaires que par des lettres de Suffren et par d'autres correspondants émanant de l'entourage de Duchemin, et qu'il cite assez longuement dans son Journal. Cette situation peut se résumer en peu de lignes : sur mer, Suffren avait livré trois grandes batailles, dont il était sorti victorieux, mais aucune n'avait été décisive : chaque succès s'était traduit par une forte perte d'hommes qu'il était impossible de remplacer. Sur terre Duchemin, que Bussy accuse presque d'avoir recherché des moyens de faire fortune aux dépens de l'armée, était resté dans une inaction complète et n'avait pas su gagner la confiance d'Haïder-Ali, qui eut sans doute abandonné notre cause dès le mois de juin 1782, s'il n'avait escompté l'arrivée prochaine de Bussy, dont le nom seul symbolisait toutes les espérances. Duchemin, il est vrai, était mort le 12 août, mais son successeur provisoire, le comte d'Hofflize, prisonnier sans doute de la situation créée par son prédécesseur, ne paraissait guère mieux qualifié pour faire preuve d'initiative.

Continuant la citation que nous avons amorcée quelques lignes plus haut, Bussy ajoutait :

« La principale (tâche) sans contredit et celle dont je m'occuperai

dès mon arrivée dans l'Inde, sera de rétablir la discipline dans les troupes qui y sont et de les sortir de cet engourdissement honteux, où MM. Duchemin et d'Hofflize les ont laissées s'avilir ; et surtout de tomber à bras raccourcis sur les fripons et les insubordonnés. Est il possible d'apprendre sans être révolté que depuis que ce détachement est à terre, il n'a pas tiré un coup de fusil et que les chefs ont laissé Haïder Ali faire ses expéditions, sans lui offrir des troupes.? »

C'est donc avec la conscience d'un devoir à remplir plutôt qu'à la certitude ou même l'espérance de conquérir des lauriers que Bussy s'embarqua pour l'Inde. C'est la seconde fois dans sa carrière qu'il éprouvait ce sentiment ; déjà en 1753, lorsqu'il était revenu malade à Mazulipatam, après avoir accompli dans le Décan une œuvre assurément des plus glorieuses mais qu'il estimait inutile de poursuivre, il n'avait consenti à revenir sur le premier théâtre de ses opérations que pour obéir à une sorte de nécessité : durant son absence, son remplaçant avait tout compromis et notre honneur même allait s'effondrer. La situation actuelle était peut-être pire : les victoires de Suffren nous avaient assuré la libre circulation sur mer, mais nous n'avions aucune attache réelle dans l'Inde elle-même, et Porto-Novo puis Goudelour, où s'était établi Duchemin, étaient de la dépendance d'Haïder Ali. D'autre part Duchemin et Haïder Ali venaient de mourir, à un mois d'intervalle, l'un le 10 août, l'autre le 7 septembre, laissant les affaires dans la plus grande confusion ; Bussy arriverait-il à temps pour remonter le courant, qui risquait de nous emporter avec toutes nos espérances ? C'est ce qu'un avenir très prochain ne pouvait manquer de lui révéler.

Le départ de Bussy pour l'Inde. — Il quitta l'Ile de France sans regret. Ce pays, qu'allait immortaliser Bernardin de Saint-Pierre dans une auréole chatoyante d'exotisme et de sentiment, ne dut certainement pas lui déplaire par la beauté de ses sites et le charme alanguissant d'une température qui prête à la rêverie plutôt qu'à l'action, mais il appréciait moins les habitants :

« En ce temps-là, nous dit-il, l'esprit de cupidité et de rapines y était fort avancé ; tous les états et tous les individus y étaient gagnés

de la funeste manie de vouloir faire une prompte fortune par quelques voies que ce pût être ; pour bien gouverner le pays, il faudrait changer l'esprit des colons et les tourner vers l'économie et l'agriculture, de façon qu'on pût se passer des secours du Cap et de Madagascar ; il faudrait expulser tous les brouillons et cabaleurs qui y sont en três grand nombre ; il faudrait empêcher les déprédations de toutes espèces qui s'y commettent tous les jours d'une manière scandaleuse ; il faudrait enfin simplifier l'administration trop compliquée dans toutes ses parties, et surchargée de sujets dont le nombre ne sert qu'à augmenter l'embarras et les dépenses. N'est il pas criant de voir des chefs venir dans cette île, y rester trois ou quatre ans et s'en retourner avec 14 ou 1.500.000 francs ? Il est odieux de voir de simples trésoriers et caissiers revenir en France avec 2 ou 3 millions de biens, qu'ils n'ont pu acquérir qu'au détriment du bien public. »

Si quelques-unes de ces critiques ont vieilli à l'Ile de France, d'autres sont restées aussi vivaces dans la plupart des parties du monde.

Tels sont les renseignements d'ordre politique ou militaire qui ressortent du journal de Bussy. Il ne paraît pas nécessaire d'en dire plus ; les autres détails sont pour la plus grande partie d'ordre administratif et n'intéressent pas l'histoire véritable. Quelques-uns cependant ne sont pas sans saveur. La querelle de Bussy avec un nommé Burdin, qu'il avait emmené comme secrétaire et qui fouillait dans ses papiers, est assez amusante. L'affaire des quatre capitaines de navire qui avaient abandonné Suffren et leur service laisse au contraire une impression de malaise ; on y voit que, même sous un régime réputé absolu, la discipline était quelquefois en vacances. Ailleurs ce sont des statistiques, des chiffres de soldes, des règlements de service. Les amateurs des petits côtés de l'histoire parfois si utiles à connaître, y trouveront amplement de quoi satisfaire leur curiosité.

§ 2. — L'expédition militaire de 1783. — Les préliminaires des opérations (mars-mai).

Bussy à Trinquemalé. — Le voyage de l'Ile de France dans l'Inde s'accomplit sans incidents. A Bourbon, Bussy prit une compagnie de volontaires créoles, qu'il qualifie d'excellents

sujets et de braves militaires ; le 26, il quittait cette île. Les vents contraires ou les calmes prolongèrent la traversée de Bourbon à Achem jusqu'au 2 mars. Lorsqu'on arriva devant cette place, Suffren en était parti depuis six semaines. N'ayant aucune nouvelle de sa destination non plus que de la marche de l'escadre ennemie, mais convaincu que de la réunion de nos deux flottes dépendait le succès de nos affaires dans l'Inde, Bussy assembla les capitaines de ses vaisseaux de guerre et, après un conseil qui dura trois heures, il fut décidé que, sans même débarquer à Achem, on irait directement à Trinquemalé. On y arriva huit jours après ; Suffren nous attendait.

On aimerait pouvoir dire quel fut le premier contact de ces deux hommes, voués déjà tous deux à l'immortalité et sur qui reposait aujourd'hui l'espoir de toute une campagne nouvelle, réparatrice de nos revers anciens. Nous n'avons malheureusement ni lettres ni mémoires qui traduisent leurs impressions et leur propre correspondance, toute entière consacrée aux affaires, si elle nous révèle une confiance mutuelle absolue, ne se traduit jamais dans l'ordre sentimental par le moindre écart de plume ou de pensée. Il est vraisemblable que leur premier contact fut empreint de la plus grande simplicité, et que, les premières paroles de bienvenue échangées, on examina de part et d'autre la situation.

Sans être mauvaise, elle ne laissait pas sur certains points d'être inquiétante. Si, sur mer, Suffren avait livré des combats qui, sans avoir été décisifs, avaient du moins empêché Duchemin puis d'Hofflize d'être attaqués sur terre, où ils auraient sans doute succombé sous le nombre, ces combats avaient coûté fort cher à notre escadre ; la réparation à faire aux navires et la réduction de leurs équipages, interdisaient pour quelque temps toute manœuvre ou opération. Il nous fallait au moins 1.800 hommes de recrue pour réarmer passablement notre escadre affaiblie et, si l'on voulait conduire à la côte de l'Inde cinq navires seulement doublés en cuivre, il fallait en désarmer sept autres ; dans ces conditions, les flottes réunies d'Hughes et de Bikerton pouvaient être les maîtresses de la mer jusqu'à l'arrivée d'ailleurs incertaine de secours venus de France.

Les nouvelles de l'Inde n'étaient pas rassurantes. Tippou-Sahib, fils et successeur d'Haïder-Ali, las de nous attendre à la côte Coromandel pour y coordonner ses mouvements avec les nôtres, venait de partir pour la côte Malabar avec la majeure partie de son armée et même avec un détachement français que d'Hofflize avait dû lui donner. Après ce départ, il ne restait plus à celui-ci que 600 hommes ; encore, faute d'argent, ces troupes n'étaient-elles pas payées depuis le 10 janvier et les Hollandais ne nous donnaient rien sur les cinq millions qu'ils nous avaient promis. Ajoutant à cette insécurité du lendemain, Tippou Sahib, avant de partir pour la côte Malabar, avait fait sauter les fortifications d'Arcate et de plusieurs autres places moins importantes du Coromandel, dans le but d'empêcher les Anglais d'y trouver un refuge, au cas où il leur arriverait d'être serrés de trop près par leurs ennemis. Obéissant à des préoccupations analogues, mais dans un sens tout opposé, les Anglais avaient de leur côté détruit les fortifications de Negapatam, de Vandischva et de Karangouly. Le Carnatic tout entier était devenu une rase campagne où l'on ne pouvait plus combattre qu'à visage découvert. « A l'égard de notre condition actuelle, écrivait Bussy le 12 mars, elle est telle que je n'aurais pas voulu me charger du rétablissement de la Nation à la paix, avec aussi peu de troupes que je puis y rassembler pour faire la guerre. »

Malgré le départ de Tippou pour la côte Malabar, une partie de ses troupes était restée à la côte Coromandel, pour prêter, le cas échéant, appui aux nôtres ; aussi ce prince, demeuré le pivot de toute notre action politique, fut-il le premier que Bussy ait cru devoir informer de son arrivée. Dès le lendemain de son débarquement, il lui dépêcha le *Coventry* avec deux de ses officiers les plus qualifiés, de La Marck et de La Roche Thulon. Après les compliments d'usage, ces deux officiers avaient pour mission d'exposer au sultan que les intentions de leur chef aussi bien que celles du roi étaient de le maintenir dans la possession de tous ses domaines et principalement dans celle de la province d'Arcate. « Vous pouvez être sûr, écrivait Bussy, que lui et moi nous vous seconderons toujours de tout notre pouvoir. C'est l'intention de l'empereur des Français, mon maître, qui

ne veut rien retenir pour lui de ce qui sera conquis et vous remettra tout. Il ne désire que l'abaissement des Anglais, nos ennemis communs. » Bussy demandait en retour à Tippou de donner des ordres précis pour que notre armée eut à sa disposition tous les charriots et bœufs porteurs nécessaires à son ravitaillement et au transport de l'artillerie. Ces forces que Bussy évaluait pour la circonstance à 4.000 hommes, tant blancs que noirs, devaient être suivies prochainement d'un second convoi de même importance, dont la présence venait d'être signalée au Cap de Bonne Espérance.

Bussy écrivit également à M. Falk, gouverneur de Ceylan, pour l'informer de l'heureuse issue de son voyage ; il lui communiqua en même temps les instructions qu'il donnait au chevalier des Roys, notre commandant à Trinquemalé, pour qu'il laissât au chargé d'affaires de la Compagnie de Hollande, M. Vanlenden, le gouvernement civil de la ville et celui d'Ostembourg, sa dépendance, et ne se considérât lui-même que comme le commandant des troupes tant françaises que hollandaises destinées à la défense de ces places. Il demandait seulement à M. Falk de nous fournir au meilleur marché possible et sans léser les intérêts des fournisseurs toutes les subsistances dont nous aurions besoin.

Bussy à Goudelour. Premières impressions. — Le séjour de Bussy à Trinquemalé fut de courte durée. Sachant que la côte Coromandel, de Madras à Negapatam, soumise depuis trois ans à toutes les exigences de la guerre, était à peu près dépourvue de vivres, il songea d'abord à débarquer à la côte d'Orissa et Suffren n'était nullement hostile à cette idée. La crainte de laisser nos troupes du sud trop exposées l'empêcha de donner suite à ce projet. Suffren craignit d'autre part qu'une révolution des vents du Nord, comme il en arrive souvent en avril, ne mit son escadre en danger, si celle de l'ennemi venait à paraître. Bussy mit donc à la voile le 14 mars pour Goudelour où il arriva le 16 au soir, avec sept navires de guerre, trois frégates et douze bâtiments de transport. Le débarquement des

hommes se fit dans la nuit et celui des vivres, effets et munitions, les jours suivants.

Si, depuis son arrivée aux Iles, Bussy n'avait appris à compter avec l'espérance plutôt qu'avec la réalité, il n'eut éprouvé que des déceptions à son arrivée dans l'Inde. Il pensait y trouver tout ou partie des 2.500.000 florins que la Compagnie de Hollande avait promis de faire tenir à sa disposition et, comme la confiance en ce versement avait empêché le ministre à Paris de risquer cette somme en piastres dans le convoi qui l'avait amené, il se trouva dans le plus cruel embarras, en constatant que de ces 2.500.000 florins, il n'avait été versé qu'une somme de 50.000 rs. en espèces d'or ; aussi demanda-t-il dès le premier jour au gouverneur de Ceylan de pourvoir à la subsistance de Goudelour et de fournir chaque mois les fonds nécessaires à la solde des troupes : ces sommes devant venir en déduction de la somme promise. Dans le cas fort probable où le gouverneur de Ceylan n'aurait pas les fonds disponibles, Bussy, d'accord avec Suffren, avait déjà décidé d'envoyer à Batavia deux bagarres et une frégate pour en rapporter des denrées qui seraient vendues dans l'Inde par les soins et pour le compte de la Compagnie de Hollande, en déduction de sa dette.

Il ne fallait pas en effet compter sur le pays pour nous donner quoi que ce soit ; en temps normal, il eut suffi à l'entretien de nos troupes, mais Haïder Ali, au cours de ses expéditions, avait été obligé de le ruiner pour vivre et nous-mêmes nous ne nous y étions maintenus depuis un an que par une patience et une volonté à toute épreuve.

« Voilà donc, écrivait Bussy, ma position en arrivant à la côte, c'est à dire que je suis sans alliés, sans bazards, sans moyens de transport et dans un pays ruiné au delà de ce qu'il est possible d'imaginer, avec cinq millions seulement pour me procurer ces objets ainsi que ceux les plus nécessaires à une armée dont je prévois que la solde, indépendamment des dépenses extraordinaires, ira à près d'un million par mois. Pour bien juger de cette position, il ne faut que jeter les yeux sur le tableau connu et vérifié des dépenses que la prise de Pondichéry a occasionnées aux Anglais ; ce siège leur a coûté 1.100.000 pagodes, qui font onze millions de notre monnaie. »

Il fallait de la patience et quelque ingéniosité pour manœuvrer

au milieu de pareilles difficultés. Bussy avait vieilli, mais il ne semble pas que son esprit ait subi l'usure des années ; on retrouve dans ses conceptions et dans ses actes les qualités dont il avait fait preuve dans le Décan trente ans auparavant, et en 1783, la tâche politique n'était pas moins difficile. Nous n'avions trouvé à notre débarquement à Porto-Novo qu'un seul allié et cet allié, c'était l'homme le plus exécré de tous les princes du pays, Tippou Sahib, comme n'étant arrivé au pouvoir que par une révolution qui avait précipité du trône le souverain légitime. Comment ces princes pourraient-ils comprendre qu'ayant fait alliance avec un tel brigand, nous l'ayons maintenue et consolidée en envoyant un détachement de 600 hommes à la côte Malabar ? C'était un défi à la raison. Bussy fut d'autant plus embarrassé pour résoudre le problème qu'il n'était pas éloigné de partager ces sentiments ; lui aussi considérait Haïder Ali comme un usurpateur et son fils comme entaché du même vice originel. Sa pensée non dissimulée était que ses véritables alliés étaient les Marates et, presque au même degré le soubab du Décan, Nizam Ali, qu'il avait connu dans leur mutuelle jeunesse, et dont il avait alors favorisé la fortune dans une occasion des plus délicates ; il l'avait fait sortir de prison où sa vie pouvait être en danger.

Cependant c'est à Tippou Sahib que de Goudelour il écrivit le 21 mars sa première lettre ; il était, en effet, le premier souverain à ménager, puisqu'il était possesseur du pays où nous étions installés, et que lui seul était en état de fournir des vivres et des moyens de transport à nos troupes et à notre artillerie. Un nommé Mir Moyeddin Ali Kan, commandant à Trichinopoly, était en principe chargé de ces ravitaillements, dont Bussy ne pouvait contester l'extrême utilité.

Les lettres qu'il écrivit quelques jours après à Nizam Ali et à Nana Farnevis, premier ministre chez les Marates, se ressentent de ce besoin de ménagement pour un homme dont le concours lui est présentement si utile : aucune allusion à Tippou Sahib dans ces deux lettres. Evoquant d'anciens souvenirs, il se contente d'engager fortement Nizam Ali à n'écouter aucune proposition de la part des Anglais, et à donner des

ordres pour qu'ils ne reçoivent aucun secours des quatre circars, qui doivent normalement rentrer dans ses domaines.

Bussy n'écrivit pas à Nana Farnevis dans un esprit différent ; mais il y avait alors à la cour de Pouna un envoyé du roi de France, M. de Montigny, chargé d'arrêter le cas échéant avec les Marates une action commune contre les Anglais. Si Bussy observe encore une certaine réserve dans ses invitations à Nana Farnevis à participer à la guerre, il trace au contraire à M. de Montigny tout un plan de campagne qu'il pourra soumettre au premier ministre. On sent que Bussy est là sur un terrain qu'il connaît à merveille et ses conseils, bien qu'une paix prochaine dut les réduire à l'état de simples projets, n'en conservent pas moins une valeur politique qui s'accordait avec les circonstances. Bussy ne se disimulait pas d'ailleurs qu'une partie de ses suggestions pourrait ne pas se réaliser ; mais il fallait entretenir l'illusion et l'espérance, l'avenir déciderait. S'attendant à être attaqué prochainement par une armée britannique, forte de 19.000 hommes dont un peu plus de 2.000 Européens, tandis qu'il avait lui-même à leur opposer 3.500 Européens, 3 ou 400 Cafres et environ 4.000 cipays, il était naturel que tout en s'appuyant de préférence sur Tippou, son attention se tournât aussi du côté des princes indigènes qui pouvaient, eux aussi, nous donner un concours utile, en même temps qu'ils assureraient leur propre indépendance. Malgré certaines préventions, il ne désespérait pas de voir se former entre eux une coalition qui délivrerait leur pays du joug de l'Angleterre, et si dans sa correspondance il ne dit point qu'il espère gagner la partie, il ne laisse percer non plus aucune inquiétude.

Tout en accordant à ces combinaisons politiques l'attention qu'elles méritaient, Bussy n'oubliait pas que la préparation directe de la guerre était son premier devoir et il se mit sans tarder en situation de la soutenir.

D'Hofflize commandait en chef l'armée depuis la mort de Duchemin ; il passa naturellement sous les ordres de Bussy. Cet officier observait alors les mouvements des Anglais du côté de Tindivanam avec 6 ou 700 hommes. Bussy le pria de revenir

à Goudelour pour se concerter avec lui sur le formation de l'armée qu'il comptait diviser en trois brigades [1] et marcher ensuite sur l'ennemi de façon à l'obliger à se replier sur Madras. Ce résultat obtenu, on irait, si les circonstances le permettaient, faire le siège de Trichinopoly, que le major Lamy défendait avec acharnement.

Conformément aux invitations de Bussy, d'Hofflize revint à Goudelour dès le 27 mars, mais il revint seul, laissant son détachement à d'Houdetot, avec les mêmes prescriptions d'observer les mouvements de l'ennemi, sans risquer la moindre action qui eut compromis nos forces.

A Goudelour, d'Hofflize, comme Bussy lui-même, durent reconnaître qu'aucun mouvement de nos troupes n'était possible sans le concours de Seyed-Sahib, le chef maïssourien que Tippou avait laissé à la côte, non que ses qualités militaires fussent de premier ordre, mais simplement parce que lui seul pouvait nous fournir les moyens d'approvisionner nos troupes et de traîner nos pièces d'artillerie, nos mortiers, nos bombes et nos boulets. Tels étaient d'ailleurs les ordres de Tippou, mais son général se comportait avec une telle négligence, une telle indifférence même, qu'on pouvait douter de sa fidélité, même vis-à-vis de son souverain. Bien qu'il eut à sa disposition 4.000 cipayes et 8.000 chevaux, il ne faisait aucun mouvement et ne nous donnait ni les bœufs ni les charriots promis. Il poussait, disait-on, son maître à faire sa paix particulière avec les Anglais, et l'opinion, malveillante peut-être, l'accusait presque ouvertement d'être acquis à leur cause, argent comptant ; de telles attitudes n'étaient d'ailleurs pas un fait anormal dans l'Inde de cette époque.

Négociations avec Nizam Ali et les Marates. — La situation générale était donc peu satisfaisante et Bussy, déjà mal impres-

1. M. d'Albignac, major-général des troupes, fut alors nommé commandant de la brigade d'Austrasie, en remplacement du baron Xanthier, décédé, et il fut lui-même remplacé comme major-général par le baron de Freytag. Le marquis de Barail fut préposé au détachement des volontaires de Lauzun.

sionné par les nouvelles qu'il avait reçues aux Iles, eut cette fois la sensation qu'il courait à un lamentable échec, si, après avoir fait des ouvertures un peu vagues aux Marates et à Nizam Ali, il ne parvenait pas à les intéresser réellement à sa cause, en leur faisant entendre que c'était aussi de leur sort qu'il s'agissait.

Il n'échappait pas à Bussy que le succès de ces négociations était des plus douteux ; si tous les princes de l'Inde étaient inquiets des progrès de l'influence anglaise, tous également considéraient Tippou Sahib comme un usurpateur qu'il importait de détruire au plus tôt, avant que le temps lui créât des droits et ne les consacrât. Le souverain légitime du Mysore vivait encore, dans un palais obscur de Seringapatam, sans pouvoir il est vrai, mais représentant encore des traditions qu'il importait de sauvegarder ; pour les autres rajahs ou nababs, la solidarité dynastique n'était pas un vain mot.

Bussy jeta d'abord les yeux sur le Décan, premier théâtre de ses exploits, où son souvenir était encore vivant. C'était lui qui, en 1753, avait sauvé de la captivité et peut-être de la mort le souverain aujourd'hui régnant, Nizam Ali ; en ces temps lointains il avait également couvert de sa protection le frère de ce prince, Bassalet jing, actuellement maître de la province de Condavir. Les communications n'étant pas sûres entre Goudelour et Haïderabad, Bussy fit passer les lettres qu'il leur adressa par Pouna et le pays marate ; à Pouna, M. de Montigny se chargeait d'assurer les transmissions.

En proposant à Nizam Ali de renouveler avec lui et avec sa famille les liaisons qui avaient existé autrefois entre ce prince et sa maison, Bussy lui exposait, comme il l'avait fait à Tippou, qu'il n'était venu dans l'Inde que pour en chasser les Anglais et rendre aux princes indiens leurs propriétés. Il l'engageait fortement à n'écouter aucune proposition de nos ennemis et à donner des ordres pour qu'ils ne reçussent pas de secours de ses commandants de provinces, et particulièrement de ceux des quatre circars, dont les Anglais s'étaient emparés, et d'où ils retiraient beaucoup de secours en vivres et en argent. Bussy conseillait à Nizam Ali d'y envoyer dès maintenant des troupes et de la cavalerie pour en reprendre possession. N'avait-il pas

auprès de lui un petit corps de partisans français, commandés par Aumont, un neveu de Dupleix, et que Bussy avait eu jadis sous ses ordres ? C'était un homme en qui Nizam Ali pouvait s'ouvrir en toute confiance sur ses sentiments.

La franchise n'est pas une vertu indoue et la politique n'en est une nulle part. Nizam Ali, tout en désirant du fond du cœur le départ des Anglais, n'était pas assez libre pour lier ses intérêts à ceux de Tippou, notre associé plutôt que notre allié : dans le même temps, son frère, Bassalet jing, dont le concours n'était pas moins indispensable au succès, préparait ouvertement une entrée en campagne dans le Mysore, pour y récupérer des territoires qu'Haïder-Ali lui avait récemment arrachés. Le concours militaire ou politique du Décan risquait donc de nous faire défaut.

Un autre motif dicta la réserve de Nizam Ali et, si désagréable qu'il puisse être pour notre amour-propre, il nous faut le noter textuellement. Il se trouve dans une lettre du ministre de Nizam à M. de Montigny. « La nation française, disait ce ministre, avait eu certainement dans le passé beaucoup d'attachement pour les affaires concernant les circars, mais elle allait bien mal depuis que l'administration des affaires de Pondichéry avait été malversée par le peu de prudence de ses chefs. » C'était tout le procès de l'administration de Duchemin qui était évoqué en ces phrases sybillines, et nous n'oserions affirmer que la pensée de Nizam ne remontât pas plus loin dans le passé.

Restaient les Marates dont la puissante confédération s'étendait depuis Colapour au sud jusqu'aux portes de Delhi. Depuis plus de vingt ans que Bussy avait quitté l'Inde, à la suite de l'échec de Lally, la situation politique ne s'était pas sensiblement modifiée à la tête de la confédération ; seuls quelques personnages alors obscurs, Mahadji Scindia, Toucodji Holkar, Gœckwar, Bonsla, avaient grandi en importance et s'étaient créés de véritables fiefs. Mais le souverain légal, quoique sans pouvoir, issu de Sivaji, continuait de résider à Sattara, tandis que le pouvoir effectif était resté dans la famille de Balagi Rao, le péchoua habitant Pouna. En 1783, le pèchoua régnant

était un enfant d'environ douze ans, nommé Madou Rao. La minorité de ce souverain véritable avait obligé les chefs marates à établir un conseil de régence de douze membres, dont les animateurs sinon les chefs réels étaient Balagi Jannarden Nana, plus connu sous le nom de Nana Farnevis, chargé de la politique générale et Harripout Pharkia, chef de l'armée. Ces deux hommes marchaient d'accord et comme ni l'un ni l'autre n'avait la moindre sympathie pour l'Angleterre dont l'ambition croissante commençait à les inquiéter, ils n'avaient pas hésité, les années précédentes, à écouter les propositions de l'aventurier français, Pallebot de Saint-Lubin, qui se prétendait investi des pleins pouvoirs de notre gouvernement pour conclure avec eux une entente contre l'ennemi commun. Par une diversion rapide, tour à tour brutale et insinuante, les Anglais étaient arrivés à écarter momentanément ce danger, mais un retour offensif était toujours à redouter. Aussi, lorsque la guerre fut déclarée entre la France et l'Angleterre, apparut-il à la Régence de Pouna qu'il fallait profiter de la circonstance et en 1781, Nana avait résolu d'envoyer à l'Ile de France un seigneur mogol du nom de Zenoul Abou din khan, pour faire à M. de Souillac des propositions renfermées en treize articles qu'il nous paraît intéressant de reproduire textuellement :

1. Zenoul Aboudin Khan prendra la route de Goa pour se rendre à l'Ile de France ; il présentera nos lettres au gouverneur et traitera de la manière suivante :

2. — Notre Cour se flattant de tirer un grand avantage de l'alliance et de l'amitié des Français, désirerait que le gouverneur des Iles envoyât au secours des Marates 2.000 hommes avec les officiers nécessaires pour les commander, et les pièces de canon attachées audit régiment. Vous ferez entendre que la Régence payera pour le prêt de ces troupes en les recevant à son service 50.000 rs. par mois à raison de 25.000 rs. par 1.000 hommes.

3. — La cour de Pouna destine pour le débarquement de ces troupes le port de Chaoul ou Nadada, villes qui dépendent du circar. Les Français pourront y établir leur commerce en jouissant de l'exemption de tous droits sur les marchandises qu'ils y apportent.

4. — Les troupes françaises à leur arrivée dans une des dites villes se joindront aux troupes du circar pour travailler conjointement à l'attaque des possessions anglaises comme Bombay et autres, tant

anciennes que nouvelles. Bombay restera en toute propriété aux Français qui y fixeront leurs demeures en quittant les ville que les circar a destinées à leur débarquement.

5. — Le circar étant composé de brahmes et autres asiatiques espère et entend que les troupes françaises n'insulteront aucun des sujets du circar, c'est à dire qu'elles ne feront à leur égard rien qui soit contraire à leurs mœurs et à leurs usages ; mais si cela arrive le commandant des Français punira les coupables à la réquisition du circar, selon l'exigence du cas.

6. — La Régence nommera un *moussady* ou commissaire pour prendre note de la consommation des munitions de guerre ; celles apportées par les Français leur seront payées exactement.

7. — Le circar tiendra compte de la solde des troupes françaises à commencer d'un mois et demi avant leur arrivée dans les villes désignées pour leur débarquement.

8. — Le circar croit devoir et pouvoir exiger autant de zèle et de fidélité dans le service de la part des troupes françaises que des siennes propres et qu'elles ne mettront aucun obstacle à ses opérations.

9. — Notre Cour prend Dieu et sa religion à témoin qu'elle remplira ponctuellement les clauses et conditions énoncées dans ce traité : elle désire de la part des Français la même chose pour tout ce qui les concerne.

10. — Les troupes françaises au service du circar ne pourront faire aucun traité d'alliance ni correspondre pour la politique avec les autres puissances sans en prévenir la Régence et sans son approbation.

11. — La Cour espère que ces troupes seront expédiées avec la plus grande célérité et qu'on lui enverra un aviso afin qu'elle puisse donner les ordres nécessaires pour les recevoir. On lui donnera également avis si pour les choses proposées il faut attendre une permission de la Cour de France afin que la Régence puisse agir en conséquence.

12. — Si le gouverneur des Iles allègue qu'il lui faut des ordres de sa Cour pour souscrire à ces propositions, vous lui direz que M. de Saint-Lubin, muni de lettres de la Cour de France, nous a prévenu du désir qu'avait le roi de former avec nous une alliance et de faire quelques conquêtes dans cette partie ; que c'est d'après ses insinuations que la cour de Pouna se détermine à envoyer une personne de distinction comme vous auprès du Gouverneur des Iles, persuadée que la cour de France ne désapprouvera aucune des propositions précédentes, ni l'expédition qui en sera le résultat ; mais si le Gouverneur persiste, vous l'engagerez à faire parvenir à sa Cour une copie de ces propositions et vous nous en ferez part.

13. Vous solliciterez le gouverneur des Iles de faire tous ses efforts pour nous procurer sans délai les troupes et les munitions demandées et de mettre à leur tête un général expérimenté, rempli de talent, capable de prévoir les choses et de donner au circar des conseils dans l'administration des affaires et de la politique, qui soit prudent et habile non seulement à entretenir l'amitié qui règne entre les deux Cours, mais à la rendre plus solide et plus durable en ne s'occupant que des moyens de détruire notre ennemi commun. »

Muni de ces instructions, Zenoul Aboudin khan se rendit à Goa, où il devait s'embarquer pour l'Ile de France. Il y trouva en arrivant M. de Montigny, que le roi de France envoyait à Pouna avec tous les pouvoirs nécessaires pour traiter. Jugeant sa mission inutile, Zenoul revint à Pouna, où la régence, ayant maintenant auprès d'elle un résident de France, attendit des propositions au lieu d'en faire.

M. de Montigny accepta-t-il ou reprit-il pour son compte les propositions dont avait été chargé Zenoul, on ne le sait pas d'une façon précise ; on sait seulement que ces propositions ou d'autres furent envoyées par lui à Bussy, qui était pour lors aux Iles, par un négociant français, résidant à Pouna, M. Warnet. Bussy les jugea en partie inadmissibles, mais correspondant bien au caractère marate. Arrivé dans l'Inde, son premier soin ne fut pas de les mettre au point ; le plus important pour lui était de gagner du temps. Il fallait d'abord empêcher les Marates de se déclarer contre Tippou, ainsi que les y portait leur désir non moins que celui du Nizam d'abattre cette puissance nouvelle, et les entretenir en même temps dans des dispositions hostiles aux Anglais, pour favoriser nos opérations à la côte Coromandel ; celles-ci terminées, Bussy se transporterait avec Suffren à la côte Malabar, sans doute à la prochaine mousson. Des lettres fort aimables, du plus pur style diplomatique, furent envoyées d'autre part à Nana Farnevis et à Harripout Pharkia. De ces lettres, il n'apparaît pas que Bussy comptât beaucoup sur les Marates et l'on ne voit pas non plus de quelle façon les Marates auraient pu nous apporter leur concours autrement qu'en tenant en haleine les Anglais.

Montigny n'ayant pas beaucoup de fonds pour appuyer cette

politique et Bussy ne pouvant lui en faire passer, de Beaubrun, un agent commercial que nous avions à Goa, fut invité à lui remettre de 10 à 12.000 rs. et autorisé à les emprunter, s'il ne les avait pas.

Bussy écrivit également au Mogol, qui avait, semble-t-il, promis à Montigny de joindre ses forces à celles de la France pour détruire les Anglais. Bussy ne comptait sans doute pas beaucoup sur ce concours lointain; en écrivant lui-même au Mogol, il lui demandait plus simplement de n'écouter aucune des propositions des Anglais, dont les vues étaient de subjuguer toute l'Inde. Cette campagne diplomatique pouvait, elle aussi, avoir son utilité ; mais il ne faut rien exagérer, Bussy, dans l'une de ses lettres, où il traçait en clair les plus beaux programmes, ajoutait en caractères chiffrés que cela ne signifiait rien.

Avant de réaliser celui qui s'adapterait le mieux aux circonstances, ajoutons que, dans l'intérêt de l'administration générale de l'armée plutôt que par nécessité politique, Bussy s'efforça d'améliorer nos relations avec M. Abestée, gouverneur danois de Tranquebar, en envoyant résider auprès de lui un agent, du nom de Mercier, dont la mission était surtout commerciale. Mission d'autant plus utile qu'Abestée passait pour favoriser les Anglais à notre détriment ; s'il consentait à céder des vivres à nos vaisseaux, il nous refusait tous les effets de marine et munitions de guerre qu'il réservait aux Anglais.

Il n'est guère besoin, hélas ! de parler de Mahamet Ali, le nabab d'Arcate. Depuis quelques années, il n'était plus le souverain véritable du pays dont il portait le titre ; les dettes qu'il avait contractées envers les Anglais avaient aliéné son indépendance ; il leur avait hypothéqué ses terres pour cinq ans ; il ne résidait même plus en ses états, mais à Madras, où il était le prisonnier ou tout au moins l'otage des Anglais.

Bussy ne pouvait donc compter que sur Tippou pour l'aider dans sa lutte contre les Anglais. Or, on a déjà vu que ce prince ou plutôt ses officiers lui refusaient pour ainsi dire toute assistance. Seyed Sahib retiré dans le sud sous prétexte d'opérer contre Trichinopoly ou contre Karour, ne faisait en réalité

aucun mouvement et, malgré les ordres qu'il avait pu recevoir de son maître, il ne nous aidait plus en rien pour nos approvisionnements et pour nos transports. Bussy ne cessait d'insister auprès du prince pour qu'il revint à la côte, ne fut-ce que pour s'assurer à lui-même la possession du Carnatic. Tippou estimait au contraire que son devoir lui commandait d'assurer d'abord la défense de ses domaines héréditaires menacés de divers côtés par les armées anglaises et, loin de vouloir distraire la moindre partie de ses forces, il demandait que Suffren vint le plus tôt possible à la côte Malabar pour protéger ses ports et notamment celui de Mangalor, dont les Anglais voulaient s'emparer. Ainsi les inquiétudes de Bussy et celles de Tippou étaient également légitimes ; mais du point de vue purement indien, celles de Tippou étaient plus justifiées. Avec le concours du détachement de Cossigny et des deux corps de partisans français aux ordres de Lallée et de Bouthenod, il put tenir tête aux Anglais dans ses propres états et à la côte Malabar ; quant aux événements du Carnatic, suivons-les jusqu'à la nouvelle de la conclusion de la paix le 30 juin. C'est une période d'environ trois mois que domine seul un événement militaire de quelque importance, celui du 13 juin sous les murs de Goudelour.

Mouvements des Anglais vers le Ponéar. — Bussy fait appel à Suffren. — Au début d'avril, les Anglais ne s'étaient pas encore éloignés de Madras, et le corps de d'Houdetot était toujours en observation du côté de Tindivanam. L'action militaire ne commença à se dessiner que vers la fin du mois ; les Anglais s'avancèrent dans la direction du Sud jusqu'à Permacoul, tandis que la flotte de l'amiral Hughes se disposait à appareiller avec 18 navires de guerre et 22 transports.

Lorsque ce mouvement se précisa du côté des terres, d'Houdetot, exposé au premier choc, proposa à Bussy d'aller soit occuper Permacoul, soit se joindre à quelque parti du nabab, du côté de Gingy. Bussy lui représenta que d'une façon comme de l'autre, étant sans cavalerie, il s'exposait à être coupé et il lui interdit formellement toute action qui pourrait exposer au

moindre échec son faible détachement. Comme, selon toute apparence, nos communications avec Pondichéry ne tarderaient pas à être interrompues, il importait, pendant que cette ville jouissait encore d'une autonomie véritable entre les Anglais qui l'avaient prise mais ne la gardaient pas et les Français qui l'avaient perdue mais où quelques-uns de nos agents continuaient de l'administrer, de profiter de cette singulière situation. Bussy prescrivit donc le 1er mai à l'un de ces agents, Blin de Grincourt, de transporter hors de la ville tous les grains qui ne seraient pas nécessaires pour les besoins de la population et il lui envoya 300 bœufs de charge pour les transporter à Goudelour. Tous les bestiaux de la ville et de sa banlieue devaient suivre la même destination. Ces mesures de prudence étaient peu du goût de Bussy ; mais, disait-il, il ne les avait prises qu'après mûre réflexion. Il ne fut pas facile de les exécuter ; les habitants de Pondichéry mirent la plus mauvaise grâce à se défaire de leurs grains et de leur bétail et il fallut que Bussy leur fit donner les assurances les plus formelles que tout leur serait rendu en nature, sinon intégralement remboursé.

Le 9, l'armée anglaise était enfin arrivée à Permacoul, où elle se fortifiait et le même jour la flotte ennemie, forte de 17 navires paraissait devant Goudelour, où pourtant elle ne s'arrêta pas. Quelques jours après, le 25, Suffren l'apercevait au large de Trinquemalé, voguant au sud dans la direction de Batticolo.

Le danger anglais se précisant, Bussy fut assez heureux pour que Seyed Sahib, obéissant enfin à des ordres, vint à Goudelour avec toutes ses forces qui s'élevaient à environ 10.000 hommes, tant cavaliers que cipayes, les réunit à celles de Bussy et consentit même à distraire quelques cavaliers au profit de d'Houdetot. Celui-ci, mieux équipé, se sentit tout de suite le désir d'entreprendre de grandes choses et il fallut encore une fois que Bussy le rappelât à la prudence :

« Ce n'est point, lui écrivit-il le 24 mai, comme une avant-garde d'armée qu'il faut vous considérer dans ce moment, encore moins comme un corps destiné à combattre, mais comme une simple grand'-garde avancée pour éclairer suffisamment les mouvements de l'ennemi

et pour se replier à la première marche qu'il fera sur nous... D'après cela, Monsieur, vous devez décider vos postes en conséquences pour ne pas excéder [fatiguer] votre infanterie et votre cavalerie ; autrement je ne balancerais pas à rappeler le tout ici, n'étant pas possible de vous envoyer plus de monde,... dans la circonstance actuelle je ne saurais trop vous répéter de suivre exactement ce que je vous prescris. »

— « Adieu, M. le Vicomte, ajoutait-il dans une nouvelle lettre deux jours plus tard ; si je vous recommande quelquefois la prudence et vous renvoie à vos instructions, ce n'est point par défiance, mais parce que le bien de la chose l'exige et votre propre intérêt. »

Trois jours après, c'était une nouvelle avancée de l'ennemi et cette fois Bussy enjoignait à d'Houdetot de se replier sur la ligne du Ponéar, dernière protection de Goudelour.

Bussy, qui s'attendait à l'évènement, avait mis la ville en état de défense. L'arrivée fort opportune de Seyed Sahib lui avait permis d'avoir assez de bœufs et de moyens de transport pour accumuler dans la place suffisamment de vivres pour soutenir un siège de quelque durée. Des maisons avaient été réquisitionnées pour recevoir le riz et la mantègue ou beurre indigène. Seyed Sahib se débarrassait de son côté de ses impedimenta en les envoyant du côté de Thiagar, pour ne conserver que sa meilleure cavalerie et se trouver en situation de pouvoir opérer dans les conditions les plus convenables. Une discipline des plus rigoureuses fut imposée aux habitants. Plusieurs d'entre eux ayant été convaincus d'avoir fourni à l'ennemi des renseignements sur l'emplacement de nos magasins et particulièrement sur ceux à poudre, Bussy prescrivit à M. de Boistel, commandant militaire de la place, de publier une ordonnance d'après laquelle tout indien approchant sans ordre de nos magasins serait immédiatement arrêté et tout individu suspect serait chassé de la ville avec défense de paraître dans sa banlieue sous peine d'être pendu. Même peine contre quiconque resterait en correspondance avec eux. De la conservation de nos magasins, disait Bussy, dépend notre salut ; il faut les entourer d'attentions et surtout de punitions qui servent d'exemple.

Ce furent les dernières dispositions prises pour la défense de Goudelour. L'escadre anglaise forte de 17 vaisseaux et 4 fré-

gates avait paru de nouveau le 4 juin, sans toutefois s'arrêter, et l'armée de terre était arrivée le 6 sur les bords du Ponéar. Cette armée, forte, disait-on, de 4.200 Européens, 12.000 cipayes et 1.800 cavaliers, était commandée depuis six semaines par le brigadier Stuart, en remplacement de sir Eyre Corte, envoyé du Bengale pour diriger les opérations et mort presque aussitôt son arrivée à Madras.

Devant le double danger qui le menaçait, Bussy, qui n'avait sous les armes que 2.200 Européens et 2.000 mauvais cipayes, ne pouvait, même assisté de Seyed Sahib, compter pour son salut que sur Suffren et sur sa flotte ; eut-il été victorieux sur terre, à quoi lui eût servi le succès, si le lendemain il s'était trouvé en face d'une nouvelle armée de débarquement ? C'était la défaite plus ou moins prochaine par la simple usure de ses forces. Or, on sait qu'en vertu des dispositions arrêtées en France, Suffren se trouvait sous ses ordres d'une façon plus étroite et plus rigoureuse que ne l'avaient été jusque-là nos chefs d'escadre. Mais, autant qu'on en peut juger par leur correspondance, il ne semble pas que Bussy ait jamais songé à user de cette supériorité par quelque autorité de commandement ; il représentait les choses de la façon la plus naturelle et la plus simple et c'étais la meilleure manière de s'attirer sans réserve le concours d'un homme aussi personnel mais en même temps aussi droit que l'était M. de Suffren. La campagne militaire de 1783 fut de courte durée, mais on vit rarement parmi les chefs une égale confiance et un égal désir de tout subordonner à l'intérêt public. Leur personnalité s'effaçait derrière la gravité de leur mission. On doit certainement à cette collaboration intelligente et désintéressée que cette campagne n'ait pas abouti à un désastre.

Lors donc qu'il fut informé que l'armée anglaise marchait sur Goudelour et que faute de pouvoir traîner seulement une pièce de canon, il serait obligé de l'attendre sur place, Bussy écrivit à Suffren de lui envoyer pour deux mois de riz et de blé et un certain nombre de boulets de 12 et de 18 pour compléter ses approvisionnements et ses moyens de défense.

« Je ne puis, lui dit-il d'abord, ni ne dois rien prescrire à un homme

plein de valeur et d'intelligence comme vous... L'escadre anglaise est sortie et doit paraître très incessamment devant Goudelour, qu'elle se propose de bloquer ; je compte beaucoup sur vous, dans l'espérance que vous serez bien secondé. Je ne puis que vous renouveler ici le besoin que nous avons de vos vaisseaux et d'une diversion telle que vos moyens vous le permettront... Je ne vois que vous en qui nous puissions mettre notre espérance... Voyez donc si vous êtes en état de sortir contre l'escadre anglaise, qui est on ne peut plus mal armée. Une diversion pourrait faciliter à quelques vaisseaux de transport de nous jeter ici des munitions et des vivres. C'est à vous à juger de l'état où sont les vaisseaux qui sont à vos ordres ; pour moi, je crois qu'avec les quinze que vous avez, secondé comme j'espère que vous le serez, vous pourrez rendre les projets de l'ennemi inutiles... Le peu de vivres et de munitions que nous avons est une raison de plus. Votre apparition ne contribuerait pas peu encore à déterminer Tippou Sultan à revenir dans cette province et retiendra tous les paléagars de cette partie molestés par Aïder-Ali Khan et son fils qui lèvent des troupes et sont prêts à se joindre à l'armée anglaise et enfin fera voir à l'ennemi que vous n'êtes pas, comme il le pense, hors d'état de vous montrer... Au surplus, vous connaissez mieux que moi l'état de votre escadre et vous savez que dans les quatre combats que vous avez livrés, vous avez toujours combattu l'ennemi avec désavantage, puisqu'une grande partie de vos vaisseaux ne vous ont pas aussi bien secondé que j'espère que vous le serez cette fois-ci. » (Lettre des 24, 25 avril, 2 et 4 mai.)

Ce n'étaient là que des prières et celles-ci n'ont pas une valeur rigoureusement militaire ; ce sont les ordres seuls qui importent. Bussy les donna le 6 mai ; par les mouvements de la flotte et de l'armée anglaise, il croyait alors que l'attaque ennemie n'était plus qu'une question de jours.

« Je sens parfaitement, M. le Commandeur, lui écrivit il ce jour-là, tous les avantages que la flotte ennemie, entièrement doublée en cuivre a sur la vôtre qui ne l'est qu'en partie. Mais le retard des secours d'Europe ne vous laissant que l'alternative ou de sortir avec vos quinze vaisseaux seulement, ou de rester plusieurs mois dans l'inaction à Trinquemalé et dans ce dernier cas, l'armée de terre court réellement les plus grands dangers — en conséquence, Monsieur, vous sortirez le plus tôt qu'il vous sera possible avec vos quinze vaisseaux. Trois choses principales me forcent à vous donner cet ordre : le manque de vivres, le peu de munitions de guerre, et l'effet pernicieux que votre silence ne manquerait pas de faire dans l'esprit

des ennemis, des alliés et de tous les Asiatiques. Je m'en rapporte entièrement à vos soins pour toutes les précautions que ce parti entraîne. »

D'après les manœuvres de l'armée et de l'escadre ennemie vers la même époque et comme lui-même venait de recevoir un secours important de Seyed Sahib, Bussy se crut alors en état de faire tête aux Anglais avec ses seules forces, au moins jusqu'à l'arrivée de Tippou, et le 15 mai il rapporta l'ordre qu'il avait donné à Suffren.

« Un combat dans ces circonstances avec trois vaisseaux de moins que l'ennemi, en admettant l'égalité de dégréement et de perte, nous réduirait pour le reste de la campagne à nos seules forces de terre et conséquemment à peu d'opérations, et, dans le cas où l'ennemi aurait par sa supériorité un avantage sur mer, vous auriez, je pense, bien de la peine à regagner Trinquemalé. Voilà, Monsieur, ce qui m'engage à changer l'ordre que je vous avais envoyé par la frégate le *Coventry* ; à l'époque de son départ, il y avait toute apparence et même une espèce de certitude que nous serions attaqués ici par terre et par mer. Seyed Sahib m'avait comme abandonné ; le retour de Tippou Sultan était fort douteux pour ne rien dire de plus ; dans une pareille position une diversion de votre part devenait alors nécessaire. »

Suffren considéra dès lors qu'il n'avait plus à s'occuper pour le moment que de la défense de Trinquemalé qui, autant que Goudelour, pouvait être l'objet d'une attaque imprévue et qu'il n'aurait à se porter au secours de cette dernière place que le jour où l'amiral Hughes voudrait la bloquer. Tout dépendait par conséquent des mouvements de l'escadre anglaise. Dans le cas où Suffren serait obligé de venir effectivement au secours de Goudelour, Bussy lui promettait un millier d'hommes, pris sur ses propres forces, pour combler les vides de son escadre.

On était alors le 30 mai et l'on a vu que cinq jours plus tard les troupes anglaises étaient massées au bord du Ponéar et que leur flotte se postait le 6 devant Goudelour avec l'intention de la bloquer.

L'heure de l'action décisive allait sonner.

§ 3. — Les opérations militaires du mois de juin et l'annonce de la paix.

Nous avons plusieurs récits de l'action qui allait s'engager et se poursuivre pendant presque tout le mois de juin entre les Français et les Anglais. L'un des plus exacts est incontestablement celui qu'en a retracé Bussy lui-même le 9 septembre suivant au marquis de Castries et au marquis de Ségur, en lettres presque conçues dans les mêmes termes, et c'est d'abord celui que nous utiliserons sans en modifier sensiblement les expressions. Nous confronterons ensuite ses dires avec les récits d'autres témoins des événements et l'on essaiera d'en tirer la conclusion sinon la plus vraie, du moins la plus vraisemblable.

La rivière de Ponéar, quoique presque entièrement à sec au mois de juin et pendant les trois quarts de l'année, laisse toujours un lit de sable d'une longueur assez considérable et un filet d'eau assez sensible pour offrir des difficultés à un passage d'artillerie. L'armée française ayant le lit du fleuve devant son front, avait sa droite appuyée vers la mer à l'endroit où il cesse d'être guéable. En avant de notre gauche se trouvait une digue qui finissait à Bahour et qui eût forcé l'ennemi, dans le cas où il eut voulu nous forcer de ce côté, de nous présenter le flanc à une distance si rapprochée de nos lignes qu'il nous eut fourni l'occasion de le combattre avec avantage. Bussy y plaça un poste pour éclairer les mouvements de l'ennemi. Il avait en outre quelques milliers de cavaliers laissés par Seyed Sahib, mais ces hommes n'étant pas payés étaient plutôt un embarras ; loin de contribuer à la défense du pays, ils achevaient de le ruiner.

Le 2 juin, l'armée ennemie venait camper à deux lieues de nous ; s'étant encore rapprochée, elle fit un mouvement sur sa droite, et s'en alla se placer sur notre flanc gauche, à la distance d'une lieue. Le lendemain, à deux heures de l'après-midi, elle vint camper à Villapacom, en remontant sensiblement vers l'ouest, de façon à pouvoir nous tourner, s'il était possible, dans

des conditions plus favorables. Nous fîmes un mouvement analogue sur notre gauche et, durant les trois jours qui suivirent, dissimulés nous-mêmes derrière une lisière de palmiers large d'environ trente pas, nous laissâmes l'ennemi dans la plus grande incertitude sur nos intentions.

Enfin, le 6, vers les huit heures du matin, l'armée ennemie ayant pu dissimuler sa marche sur sa droite, par un mouvement précipité, parvint à passer le Ponéar, qui n'a plus en cet endroit qu'une très faible largeur. Si Bussy avait eu à sa disposition 1.500 bons cavaliers, il l'eut attaqué avec avantage au passage de la rivière, mais il ne les avait pas. Seyed Sahib ne voulut pas faire marcher sa cavalerie ; la chaleur était suffocante, comme elle l'est d'ordinaire à la côte Coromandel à cette époque de l'année et il fut impossible à nos troupes d'arriver avant midi, à l'endroit où l'ennemi avait passé la rivière trois heures auparavant. Bussy prit donc le parti de côtoyer l'ennemi et d'aller lui-même prendre position en face de celle que son adversaire chercherait à prendre, sans doute dans le sud de Goudelour. Il leva son camp à trois heures de l'après-midi et passa la nuit à Mangicoupom, autant pour être à portée de marcher au point du jour sur l'endroit où il était apparent que l'ennemi voulut se diriger que pour reprendre sur-le-champ son ancienne position, si c'était nécessaire.

L'armée anglaise campa près de Tirvanougoury. Le 7, de grand matin, Bussy envoya d'Hofflize pour reconnaître la position que notre armée devrait occuper ; nos campements le suivirent ainsi que le détachement de M. d'Houdetot. Ayant reconnu que les ennemis débouchaient déjà des hauteurs de Bandapolam et s'étendaient dans la plaine au sud de Goudelour, on fit replier nos campements. Quelques heures après, notre armée arriva sur le terrain que l'on s'était proposé d'occuper et celle des ennemis campa vis-à-vis, à huit ou neuf cents toises de distance. Il y avait dans l'intervalle et principalement sur notre droite beaucoup de palmiers grands et touffus qui masquaient la partie gauche des ennemis et les mouvements qu'ils pouvaient y faire. La droite de leur camp s'approchait de la mer et était appuyée à l'embouchure d'une petite rivière qui

pouvait faciliter le débarquement des munitions, vivres et troupes qu'ils attendaient. Notre gauche était appuyée à une hauteur très peu distante de la mer et notre droite au coteau escarpé qui forme le commencement des hauteurs de Bandapolam ; il y avait environ 1.000 à 1.200 toises de ce coteau à notre gauche.

Les deux brigades ayant pris leur position, Bussy plaça les cipayes de Seyed Sahib avec leur petite artillerie de manière qu'ils n'occupassent que 200 toises de terrain ; ils avaient à leur gauche un poste de 200 Européens et 100 de nos cipayes avec deux pièces de 18 et quatre pièces, le tout sous les ordres du lieutenant-colonel Benth.

M. de Canaple campait avec les cipayes de Seyed Sahib ; il était chargé de leur faire passer les ordres de Bussy et de les diriger dans l'exécution. Du poste de M. Benth jusqu'à notre gauche, il y avait un intervalle d'environ 1.000 à 1.200 toises ; nos deux brigades, les volontaires étrangers et de Bourbon garnissaient ce front. L'artillerie de position consistait en une batterie de quatre pièces de 12 à notre gauche ; et à peu de distance sur la même ligne, une autre batterie de quatre pièces de 8 ; à la droite de ces deux batteries il en fut placé une de quatre pièces de 24. On mit à peu de distance trois obusiers, les seuls qu'il y eut au parc. Une autre de quatre pièces de 6 et une de huit pièces de 4 longues furent établies sur notre gauche ; tout cela indépendamment de l'artillerie légère des brigades. On eut assez de temps pour couvrir par des barbettes ces pièces de position et d'obusiers.

Le 8, l'escadre anglaise composée de 18 vaisseaux de ligne avec plusieurs bâtiments de transport vint mouiller au sud de Goudelour à l'entrée de la petite rivière de Porto-Novo ; elle débarqua 800 hommes de troupes hanovriennes, des vivres, des munitions de guerre de grosse artillerie, des mortiers, bombes, gabions, fascines et saucissons, — tout ce matériel pour le siège de Goudelour.

Les 9, 10 et 11 furent employés de notre côté à faire quelques retranchements en avant du camp et surtout à construire des épaulements, pour mettre un peu à couvert nos pièces d'artil-

lerie de position. Ce travail était d'autant plus nécessaire que nous n'avions pas une seule roue de rechange. Depuis quelque temps le nombre de nos malades augmentait considérablement ; il y avait alors plus de 700 soldats aux hôpitaux. N'ayant pas assez de troupes pour les protéger à Mangicoupom où ils étaient restés jusqu'alors, Bussy les fit rentrer à Goudelour ; malgré l'activité la plus grande, il fallut trois jours pour cette opération.

Le 12, le champ de bataille fut déterminé. Le bataillon d'Aquitaine fut porté en avant ; il appuyait sa gauche sur un lieu dit le « Tombeau des Fakirs », où l'on avait placé une batterie de quatre pièces de douze. Sa droite était appuyée à une batterie de six autres pièces qui défendait l'intervalle jusqu'à la rivière. L'armée dans cette position paraissait en état de résister aux efforts des ennemis. M. de Canaple, chargé du poste où étaient les troupes de Seyed Sahib, avait cru le coteau impraticable et que l'ennemi ne pourrait y porter du canon ; cette sécurité et la fuite de ces troupes dès le commencement de l'affaire laissèrent cette partie de notre droite presqu'entièrement dégarnie. Dans la nuit du 12 au 13, l'ennemi qui avait une grande quantité de prisonniers parvint à établir sur ce coteau deux batteries de six pièces de 18 chacune qu'il fit soutenir par plusieurs colonnes d'infanterie.

Le 13, à la pointe du jour, notre droite se trouva attaquée et canonnée vivement. Bussy avait été averti dans la nuit qu'on entendait travailler sur ce coteau ; il se rendit à quatre heures du matin au poste de Benth, le fit renforcer par une partie du régiment d'Austrasie, et envoya sur-le-champ des courriers dromadaires à Seyed Sahib pour lui donner ordre de rejoindre avec toute sa cavalerie. Les cipayes ayant pris la fuite au premier coup de canon, l'ennemi fit tous ses efforts pour s'emparer de ce poste ; il établit une nouvelle batterie de pièces de 18. Sous la protection de ces batteries il tenta plusieurs fois de faire déboucher plusieurs colonnes d'Européens qui furent toujours repoussées. Notre artillerie, quoiqu'inférieure à celle de l'ennemi dans cette partie, puisque nous n'y avions que deux pièces de 18 et quatre pièces de 8, fut si heureusement servie qu'elle fit perdre à l'ennemi beaucoup de monde.

A huit heures du matin, voyant que notre gauche n'était que faiblement attaquée et qu'elle était suffisamment défendue, Bussy y laissa seulement le bataillon d'Aquitaine et fit venir le régiment de la Marck en seconde ligne. Plusieurs colonnes de cipayes anglais ayant paru vouloir nous tourner à notre droite, il y envoya le second bataillon du régiment de la Marck pour s'y opposer et dès que celui-ci parut il les arrêta sans même faire feu.

La canonnade devint très vive sur tout le front de la ligne et dura jusqu'à neuf heures et demie. L'ennemi marcha alors sur plusieurs colonnes pour s'emparer du poste avancé de Benth, ce qui occasionna un feu d'artillerie et de mousqueterie très vif jusqu'à onze heures. M. Benth fut tué après avoir fait la plus honorable défense pendant l'espace de six heures. Les troupes de la défense de ce poste se voyant tournées, deux de nos charriots de munitions ayant sauté et plusieurs pièces démontées, l'abandonnèrent et se réunirent à la brigade d'Austrasie, qui chargea les colonnes ennemies à la baïonnette.

Bussy avait donné ordre au premier bataillon de la Marck de marcher en même temps ; il repoussa une colonne d'Européens qui était sortie du bois un peu à gauche en avant du poste de Benth et qui faisait un feu très vif. Le régiment d'Austrasie se porta en avant de ce poste où presque toute l'armée ennemie était réunie. Après une heure de la plus vive résistance de notre part, la brigade d'Austrasie et le premier bataillon de la Marck furent obligés de se replier dans leur première position. Si nous avions eu seulement 1.000 ou 2.000 des cavaliers de Seyed Sahib, l'armée anglaise se fut trouvée en grand danger, mais le lâche ou traître chef des troupes du nabab, campé à cinq lieues de là sous prétexte qu'il perdait beaucoup de chevaux faute de fourrage, resta insensible aux ordres qui lui furent envoyés.

L'ennemi, après avoir fait de grosses pertes, s'empara vers midi du poste de Benth. Le reste de la journée se passa à se canonner réciproquement mais lentement, les troupes étant de part et d'autre excédées de fatigue par la chaleur excessive de la journée, et les deux armées couchèrent sur le champ de bataille.

Bussy avait fait ses préparatifs et même donné des ordres pour attaquer de nouveau l'ennemi à la pointe du jour ; mais ayant perdu beaucoup de bœufs et les conducteurs ayant pris la fuite avec le reste, il n'avait plus aucun moyen de manœuvrer son artillerie et les ennemis ayant établi une nouvelle batterie au poste précédemment occupé par Benth, il ne crut pas devoir compromettre le peu de troupes qui lui restait et se détermina à faire rentrer le 14 au matin l'armée dans Goudelour, après avoir retiré à force de bras toute notre artillerie, à l'exception de neuf petites pièces qui avaient été démontées et se trouvaient par conséquent hors d'état d'être transportées.

Pendant la nuit nous enlevâmes nos blessés. On n'avait fait dans cette journée que peu de prisonniers de part et d'autre, parce qu'on se massacrait ; vingt-cinq soldats seulement et six officiers anglais tombèrent entre nos mains, il ne resta au pouvoir de l'ennemi qu'un seul de nos officiers et dix soldats. Le bataillon d'Aquitaine chargé de soutenir les batteries de la gauche que l'ennemi avait tenté plusieurs fois d'attaquer et le second bataillon du régiment de la Marck ayant été envoyés pour repousser une colonne de cipayes anglais qui voulait tourner notre droite, il n'y eut que le régiment d'Austrasie, le bataillon de Royal Roussillon, le premier bataillon du régiment de la Marck et les volontaires étrangers de Bourbon, formant un total d'environ 1.300 hommes, qui donnèrent pendant toute cette journée, et ce furent eux qui repoussèrent pendant près de huit heures les attaques réitérées de plus de 3.000 Anglais renforcés de 8.000 cipayes. La brigade d'Austrasie, commandée par M. d'Albignac et M. de Bossieux, major de cette brigade, se distinguèrent particulièrement pendant cette journée.

Notre perte fut de quinze officiers tués et de vingt-cinq blessés ; proportion assez sérieuse pour déterminer l'importance de l'attaque. M. de la Marck avait été du nombre de ces derniers ; obligé de se retirer, M. de Freytag, lieutenant-colonel, avait pris le commandement à sa place. Le lieutenant-colonel d'Austrasie et plusieurs officiers de ce corps moururent de

leurs blessures quelques jours après. La perte de l'ennemi fut, de son propre aveu et d'après des lettres interceptées, de 64 officiers tués ou blessés et de 2.000 cipayes également tués, blessés ou perdus. Pendant toute l'action, notre artillerie avait été dirigée par M. de Sénarmont et son feu soutenu avait empêché l'ennemi d'établir des batteries contre le poste du régiment d'Aquitaine à notre gauche.

Reprenons la suite des opérations.

Rentré à Goudelour après l'attaque du 13 juin, Bussy fit travailler sur-le-champ à un chemin couvert, à une fausse braye avec des traverses, en un mot à tous les ouvrages qui pouvaient contribuer à la défense de cette mauvaise place.

Le 15, notre escadre parut. Celle des ennemis, qui bloquait Goudelour et qui avait dessein de faire une descente, appareilla aussitôt avec ses vaisseaux de transport et remonta vers Madras. Après deux jours de manœuvres, Suffren avec 15 vaisseaux parvint à mouiller devant Goudelour pour y prendre un renfort d'hommes qui lui était nécessaire, et qu'il avait demandé à Bussy pour mettre ses vaisseaux en état de combattre et compenser un peu par cette augmentation de monde le désavantage de n'avoir que quinze vaisseaux à opposer à dix-huit. Pendant la nuit, Bussy lui envoya 1.200 hommes, 600 Européens et 600 cipayes ; l'opération fut terminée avant le jour.

Dès qu'il eut ce renfort, Suffren appareilla et s'étant conservé l'avantage du vent, il força le 20 l'escadre anglaise à combattre vers les quatre heures et demie de l'après-midi. C'était le cinquième combat naval qu'il livrait dans l'Inde ; comme les précédents, il fut heureux mais nullement décisif. Après trois heures de combat, le jour commençant à tomber, il fallut cesser le feu. Les vaisseaux anglais par leur marche se mirent à l'abri de notre flotte qui s'en alla mouiller devant Pondichéry. Le lendemain, Suffren eut connaissance de l'amiral Hughes ; il appareilla, mais l'ennemi refusa le combat et fit route vers Madras. Suffren craignant de tomber trop sous le vent, revint mouiller à Goudelour, fit débarquer le renfort de troupes que lui avait donné Bussy et mit à terre environ 1.100 hommes de ses vaisseaux.

Cependant, la nouvelle de l'événement du 13 répandit dans Madras la plus grande tristesse. Les Anglais, qui font des réjouissances pour le moindre succès, afin d'en imposer aux Indiens, n'en firent aucune dans cette occasion ni à l'armée ni à Madras. Le Comité qui assistait le gouverneur destitua au contraire quelques jours après le général Stuart de son commandement. Des lettres interceptées du Conseil de Madras et de plusieurs particuliers de cette ville à M. Stuart nous apprirent que, malgré notre rentrée dans Goudelour, les Anglais se considéraient comme battus relativement à la grande supériorité de forces et de moyens qu'ils avaient eue à leur disposition.

Cette inquiétude de l'ennemi ou du moins cette perte de confiance en ses propres forces, déterminèrent Bussy à tenter une attaque générale, qui non seulement briserait le cercle dans lequel on prétendait l'enfermer, mais arriverait peut-être à disperser l'armée elle-même et à la rejeter au-delà du Ponéar. La chance pourvoirait à la suite des événements.

Ayant donc concerté ses mouvements avec ceux de Suffren, il ordonna le 25 une sortie de 800 Européens et de 500 cipayes, qu'il plaça sous le commandement de M. le chevalier de Damas ; celui-ci devait attaquer les travaux de l'ennemi à la pointe du jour. Damas marcha sur trois colonnes, étant lui-même au centre, M. de la Roche-Thulon à gauche et M. de la Borde, capitaine des grenadiers d'Austrasie, à droite. On arriva ainsi très près des retranchements ; mais l'attaque commença un peu trop tôt et la colonne du centre, composée en grande partie de troupes de marine qui avaient perdu depuis quatre ans toute habitude de discipline, manœuvra dans un tel désordre que l'entreprise n'eut pas un succès complet. Damas se trouvant abandonné fut fait prisonnier. La colonne de la Roche-Thulon put seule pénétrer dans les retranchements de l'ennemi ; cet officier reçut deux blessures peu graves qui ne l'empêchèrent pas de ramener sa colonne en bon ordre. Nous eûmes deux officiers de tués et trois de blessés et plusieurs prisonniers. Les ennemis perdirent de leur côté beaucoup de monde dans leurs retranchements et surtout par leurs troupes noires qui tirèrent dans l'obscurité sur leurs propres colonnes.

Les troupes commandées par M. de la Roche-Thulon enlevèrent deux drapeaux aux ennemis. On découvrit toutes les batteries qui avaient été construites pour défendre leur ligne, ce qui ôtait toute espérance de pouvoir les attaquer de front ; il ne restait d'autre moyen que celui de les tourner, et le chemin à faire pour y parvenir était long et difficile. On ne pouvait garder plus longtemps le renfort que Suffren avait débarqué, l'escadre ennemie pouvait reparaître à chaque instant ; on lui renvoya tout son monde.

Cependant la disette de vivres augmentait dans le camp anglais, une partie de l'armée était réduite à demi-ration. Bussy pensa qu'ils ne pouvaient rester longtemps dans cette situation et qu'obligés de lever leur camp, il pourrait les attaquer dans leur retraite avec quelque chance de succès. Mais une frégate parlementaire, partie de Madras, parut le 30 avec des lettres de l'amiral Hughes pour M. de Suffren et pour Bussy ; cette frégate portait deux députés du Conseil, Ant. Sadler et G. Staunton et des lettres de lord Macartney, par lesquelles ils communiquaient, à n'en pouvoir douter, que les préliminaires de paix avaient été conclus à Versailles le 20 janvier entre la France et l'Angleterre et que la cour de France les avait ratifiés le 9 février. C'était par suite la suspension immédiate des hostilités. Les députés anglais ajoutèrent qu'à moins que nous ne vinssions mettre *nos bayonnettes dans leur rang, ils ne se défendraient point en obéissant aux ordres de leur souverain qui avait fait la paix avec le roi.* On a dit et écrit que nos ennemis connaissaient déjà cette paix avant leur attaque du 13 juin, mais qu'ils avaient tenu à couronner leur expédition par quelque coup d'éclat, sauf à ne rien conserver de leurs conquêtes si les dispositions du traité étaient contraires. Cette affirmation n'a rien d'invraisemblable mais n'a jamais pu être rigoureusement établie. Bussy considéra plus simplement que l'empressement mis par les Anglais à nous annoncer la paix était comme un aveu de leur part que dans l'affaire du 13 aussi bien que dans la sortie du 27, malgré leur supériorité numérique, ils n'avaient eu aucun avantage décidé, non plus que dans leur combat sur mer, quoique livré avec des forces également

supérieures ; autrement ils n'auraient pas hésité à nous cacher les nouvelles qu'ils avaient reçues. Rien ne le prouve mieux que la destitution presque immédiate du général Stuart et qu'une lettre du colonel Cornwallis à ce commandant qui s'exprime en ces termes sur l'affaire du 13 : *Encore une victoire comme celle que vous prétendez avoir remportée ; il n'existera plus d'armée anglaise dans le Carnatic.* Il faut donc convenir, conclut Bussy, que la paix, quelque peu avantageuse qu'elle soit pour la partie de l'Inde, est cependant arrivée dans une circonstance assez heureuse pour l'honneur de la nation. Nos pertes et nos malades réduisaient tellement nos forces de terre et de mer que notre situation serait devenue extrêmement critique, les Anglais recevant des secours d'Europe et nous n'en ayant pas l'espoir.

Suffren, informé de cette députation, descendit à terre ; après avoir conféré avec Bussy sur l'événement qu'on leur annonçait, il fut d'avis que nous ne pouvions nous dispenser de cesser également les hostilités ; d'ailleurs il ne répondait pas du succès d'un nouveau combat ; plusieurs de ses vaisseaux ne pouvaient plus tenir la mer, faisant eau de divers côtés, l'*Illustre* entre autres était tout criblé par les vers qu'on retirait en dedans ; cinq cents blessés grièvement avaient dû être mis à terre indépendamment de ceux qui l'étaient moins et il y avait beaucoup de scorbutiques à bord des vaisseaux. Tout cela devait d'autant plus nous déterminer à suivre l'exemple des Anglais que du côté de Bussy le nombre des tués, blessés ou malades diminuait singulièrement nos forces de terre, et en effet nous avions en ce moment aux hôpitaux deux mille et quelques centaines d'hommes tant soldats que matelots.

Ainsi se termina une entreprise dont Bussy nous dit que, depuis près de cinquante ans qu'il servait le roi, il n'avait jamais eu l'occasion de voir sortir du cabinet d'un ministre un projet qui fut mieux marqué au coin de la prévoyance et de la sagacité et dont le succès parut être plus assuré. Des événements survenus dans l'Inde avant son arrivée et des malheurs éprouvés dans les mers d'Europe avaient tout compromis. Le rapport militaire de Bussy était accompagné d'un rapport politique plus intéressant encore. On y retrouve toutes les

qualités de jugement de l'homme qui, déjà en 1753, analysait les intrigues de l'Inde avec la plus grande impartialité et le plus grand détachement de toute passion cédant à une poussée quelconque des événements. La vie était pour lui un spectacle qu'il faut savoir admirer sans jamais s'émouvoir. Nous le résumerons comme nous avons fait du rapport militaire, en reproduisant le plus souvent les textes mêmes de la rédaction originale.

Il serait difficile, nous dit Bussy, de peindre l'étonnement et l'effet qu'ont produit sur l'esprit des puissances de l'Asie ces nouvelles si subites de paix ; à peine avaient eu celles de son arrivée et avaient-elles eu le temps de dépêcher des vaquils auprès de lui ; il y en avait huit ou dix en route des contrées les plus éloignées qui seront fort déconcertés à leur arrivée ; un rajah des quatre circars était à Goudelour depuis environ deux mois, chargé d'affaires très importantes de la part de ses confrères qui n'avaient jusqu'alors payé aucun tribut aux Anglais ; la paix rendait inutile leur mission.

Vu le peu d'avantages que cette paix nous procure dans cette partie du monde, il sera difficile de conserver la réputation et la gloire de la nation auprès de ces puissances, surtout après les promesses qu'on a cessé de leur faire depuis plus de quinze ans et qui auraient été effectuées si le plus beau plan que le ministre ait jamais pu former n'avait pas été détruit par une suite d'événements fâcheux qu'on ne pouvait ni ne devait prévoir.

Mais tout cela n'était pas aisé à faire comprendre à des Asiatiques. Dans tous les événements qui venaient de se passer, ils n'ont vu qu'un accroissement constant des forces anglaises, sans augmentation correspondante de notre part. Bussy avait bien amené avec lui 2.000 hommes, mais dans le même temps les forces des Anglais s'étaient augmentées d'autant et peut-être davantage et depuis la paix ils avaient reçu à Madras un vaisseau de guerre, l'*Europa*, de 60 canons et onze vaisseaux de leur compagnie portant plus de cent hommes chacun, sans parler d'un grand nombre d'autres qu'ils attendaient encore.

Des levées considérables de cipayes s'étaient d'autre part faites dans toutes les parties de l'Inde.

Ici Bussy n'hésitait pas à mettre en cause la plupart des Français qui, jouant le rôle de la mouche du coche, s'étaient introduits auprès de différents princes de l'Inde pour leur faire miroiter un concours illusoire de la France et qui, revenus en leur pays, n'avaient débité aux Ministres que des fables nées de leur intérêt personnel où de leur imagination. Il citait notamment Pallebot de Saint-Lubin parmi les Français coupables d'avoir ainsi trompé la nation, non qu'il les crut tous de mauvaise foi, mais parce qu'ils représentaient comme durable et solide un état de choses perpétuellement instable sur un sol mouvant. A ses yeux, ils auraient dù toujours terminer leurs mémoires par une phrase de ce genre : « Tel est l'état des choses dans le moment où j'écris ; mais dans quinze jours et bien sûrement avant que ce mémoire parvienne au ministère, rien de tout ce que je supporte n'existera et ne peut servir de base à aucune sorte d'opération, parce qu'en Asie rien n'est stable et que chaque jour amène son événement ». Voilà ce qu'ils auraient dû dire, mais l'intérêt personnel a toujours prévalu. Moyennant quelques présents, ils étaient facilement déterminés à écrire tout ce qu'on voulait leur suggérer. Ceux entre autres qui avaient assuré que les Indiens n'attendaient que l'apparition de 1.500 à 2.000 hommes pour faire une révolution et qu'ils fournissaient tout l'argent nécessaire, ceux-là auraient mérité et mériteraient encore d'être sévèrement punis.

Bussy exceptait pourtant de sa liste de proscription notre agent à la cour de Pouna, M. de Montigny ; cet homme avait marqué du zèle et du désintéressement, mais peu familier avec les usages de l'Asie, il avait fini par donner trop de créance aux protestations et aux discours d'une nation inconstante et perfide et il s'était souvent laissé berner. Alors qu'il nous proposait un traité au nom des Marates, et que même il nous en envoyait les termes arrêtés par la cour de Pouna, il avait été l'un des derniers à savoir qu'ils étaient en train de conclure la paix avec les Anglais et maintenant encore il cherchait à les justifier et à nous donner à leur sujet des espérances pour

l'avenir ; c'étaient autant d'illusions. Montigny n'avait pas été plus heureux dans le voyage qu'il avait ensuite entrepris à la cour du Mogol et à celle du Nizam ; cette double mission, comme celle qu'il remplissait encore à Pouna, n'avait été qu'une bulle de savon sans consistance.

Un homme qui avait vécu longtemps dans l'Inde pouvait seul exprimer des opinions aussi justes et aussi désenchantées. Bussy avait déjà mis ces vérités sous les yeux du ministre dans un mémoire de 1777 ; les expériences qu'il venait de faire ne modifiaient pas son jugement ; aussi était-il d'avis de changer de système et de n'avoir plus désormais aucun Français pour nous représenter auprès des puissances d'Asie. Tous les projets que ces prétendus diplomates avaient formés et transmis à leur gouvernement soit en politique soit en commerce n'étaient que des « combles d'absurdité et de démence ». L'important était de faire un bon choix pour commander la nation dans l'Inde ; ce commandant n'entrerait en relation avec les princes indigènes que par des vaquils, qui, connaissant tous les usages du pays et en entendant toutes les langues, termineraient mieux que tous les autres une négociation à notre avantage. Sans doute ces vaquils pourraient encore se tromper ou nous tromper, moins cependant que si nous avions recours à nos compatriotes. Et par surcroît nous épargnerions beaucoup d'argent. Bussy s'était très bien trouvé de cette façon de négocier au temps de son séjour dans le Décan et aujourd'hui les Anglais n'agissaient pas autrement ; ils n'envoyaient d'Européens dans les différentes cours de l'Inde que pour sanctionner des arrangements pris par leurs vaquils ; alors ces députations se faisaient en grande pompe et surtout avec de grosses sommes d'argent qu'on répandait au mieux parmi les conseillers du gouvernement.

Bussy pensait de même que les troupes que nous n'avions cessé d'avoir auprès de divers princes étaient pour le moins inutiles. Ce n'avait jamais été qu'un amas de bandits sans discipline, capables de tout, qui n'étaient regardés par les princes auprès desquels ils servaient que comme une horde inférieure même à leurs plus mauvaises troupes. C'étaient autant de sujets perdus pour l'Etat dont on ne pouvait tirer, même

en temps de guerre, l'avantage dont on s'était flatté en les réunissant à nos troupes ; ils y apportaient l'esprit d'indiscipline et l'amour de la vie vagabonde à laquelle ils étaient accoutumés. Aujourd'hui tous ces partis étaient presque anéantis, et leurs chefs morts pour la plupart et ruinés. L'honneur de la nation exigeait que le ministre supprimât désormais tous ces systèmes qui ne pouvaient jamais répondre à un but précis et déterminé. Parfois même ces hommes constituaient pour nous un danger véritable. Loin de servir nos intérêts, il leur était arrivé d'être pour nous une cause d'humiliation et Bussy en citait un exemple. Au commencement de cette guerre, les Anglais sommèrent Bassalet jing, frère du soubab du Décan, de renvoyer le parti français qui le servait. Ce nabab qui n'avait ni argent ni armée, quoi qu'on l'eut toujours représenté au ministre comme nous ayant fourni l'un et l'autre dans le besoin, congédia sur-le-champ tous les Français qui étaient à son service, sans même les payer par impuissance de le faire. Leur chef chercha alors à s'employer soit auprès du soubab du Décan, soit auprès des Marates et, n'y étant pas parvenu, il finit par entrer au service d'Haïder Ali, où il ne trouva ni solde assurée ni indépendance. Ne devait-on pas convenir que de pareils événements n'étaient pas faits pour honorer la nation.

Telles sont les observations et critiques que Bussy transmit au marquis de Castries. Sans doute il vint par la suite des hommes, comme de Boigne et Perron, qui relevèrent singulièrement le prestige affaibli des partisans, mais ce fut par un acte personnel des plus rares, dû à leur valeur propre, qui ne saurait être étendu à tous leurs hommes et encore convient-il de faire observer que si de Boigne et Perron ont laissé dans l'histoire un nom entouré d'une auréole, c'est que ces hommes étaient devenus les chefs de véritables armées indigènes, où les partisans étaient perdus dans la masse ; quant à leur rôle politique, ils étaient engagés par les princes de l'Inde pour les défendre et ils ne pouvaient être un secours pour la Nation que si ces princes avaient intérêt à lier partie avec nous ; or cette occasion ne se trouva plus jamais.

§ 4. — L'Échange des prisonniers.

Que contenaient les préliminaires de paix ? Rien sans doute qui ne dut se trouver ensuite dans le traité définitif ; toutefois, comme ce n'était pas une certitude, il fallut de part et d'autre régler sa conduite et ses actes d'après ces préliminaires, sans être sûrs qu'ils seraient la loi formelle du lendemain. Situation qui justifiait toutes les hésitations mais favorisait aussi toutes les compromissions, de crainte d'être ultérieurement en contradiction avec des directions opposées. Cette singulière situation dura neuf mois, jusqu'au début de mars 1784, époque où l'on connut enfin, avec la nouvelle officielle de la paix, le texte même du traité. Que se passa-t-il durant cette période que dominait une part d'énigme ?

On en connaissait déjà l'esprit sinon les termes exacts par une lettre interprétative de la Compagnie anglaise des Indes datée du 4 mars.

Dans ses lignes générales le traité à intervenir devait comporter le rétablissement de la situation politique, commerciale et territoriale antérieure à la guerre, telle qu'elle était en 1776.

Quelle difficulté pour la restitution éventuelle de Chandernagor et de Yanaon et le rétablissement d'un commerce français sûr, libre et indépendant ! A Chandernagor, nous étions autorisés à entourer la ville d'un fossé pour favoriser l'écoulement des eaux, mais nous n'avions pas le droit d'élever de fortifications ni d'introduire dans le pays une force qui pourrait être un sujet d'alarme pour les Anglais.

Pour Pondichéry et Karikal, la restitution devait se faire sur la base de ce que la France possédait en 1776, c'est-à-dire les districts de Bahour et de Villenour de la dépendance de Pondichéry et les quatre *manganoms* ou agglomérations d'aldées de Karikal. L'Angleterre s'engageait à employer ses bons offices pour que le nabab du Carnatic et le roi de Tanjore laissassent s'effectuer ces cessions sans soulever de difficultés. — Même aisance pour la reddition de Mahé et de son petit territoire.

L'article 16, était plus délicat. Il stipulait que les alliés

respectifs des Anglais et des Françajs seraient invités à accéder à la pacification et qu'en cas de refus de leur part, les deux couronnes ne leur fourniraient aucun secours ni directement ni indirectement.

Pour l'exécution de cet article, la Compagnie des Indes recommandait au gouverneur de Madras de se concerter avec le commandant français. Dans le cas où Haïder Ali, que l'on croyait encore vivant, n'accéderait pas à la pacification, la guerre continuerait entre lui et les Anglais. Comme il pouvait arriver d'autre part que Pondichéry fut tombé entre ses mains, les Anglais devaient nous offrir une place convenable pour y faire retirer nos troupes.

En transmettant à Bussy cette sorte d'accord entre les gouvernements de Londres et de Versailles, le marquis de Castries, le jugeant sans doute suffisamment clair et explicite, n'y ajoutait pas d'observations ; il allait même jusqu'à dire qu'il ne voulait rien prescrire sur les précautions qu'il y aurait lieu de prendre pour séparer notre armée d'avec celle d'Haïder Ali. Il lui était impossible, disait-il, de prévenir la multiplicité des incidents qui pouvaient arriver ; le roi s'en rapportait à la prudence de Bussy comme à son habileté sur la meilleure manière de mettre à exécution les conditions d'une paix, dont il n'avait encore que les préliminaires.

C'était là un point délicat et Castries le sentait fort bien ; nous risquions tout à la fois de nous brouiller avec le Mysore et de perdre toute considération aux yeux des indigènes, témoins de l'abandon de notre allié ; en s'en rapportant à Bussy, il ne faisait qu'un acte de sagesse. Il demandait par contre à notre général de lui dire franchement son opinion sur l'opportunité de conserver notre principal établissement à Pondichéry, dont la valeur défensive s'était révélée deux fois inopérante, ou de le transférer à Mahé, loin des Anglais et à proximité des Marates, des alliés éventuels. Castries ne cachait pas que Mahé avait ses préférences ; il s'en rapportait toutefois à l'opinion de Bussy.

Les Anglais avaient mis le plus grand empressement à nous faire connaître les préliminaires de paix et ils s'étaient montrés

très accommodants sur la suspension des hostilités ; il en fut un peu différemment lorsqu'il s'agit d'interpréter et d'appliquer les conditions mêmes de la pacification ; malgré l'insuccès réel de leur attaque contre Goudelour, comme ils possédaient tout le reste du pays et que nous n'avions plus rien en propre, ils étaient incontestablement en meilleure situation que nous pour faire prévaloir leurs points de vue et imposer au besoin leur volonté. Il y avait trois affaires principales à régler : l'échange des prisonniers, la paix avec les alliés respectifs des belligérants, enfin la restitution des conquêtes qui avaient pu être faites de part et d'autre. Toutes trois ne furent pas résolues avec la même facilité.

Bien que dans les discussions dont elles furent l'objet, ces trois questions n'aient pas été traitées les unes après les autres, terminons-en tout d'abord avec le règlement du sort des prisonniers ; ce n'était peut-être pas la question la plus nécessaire pour la consolidation de la paix, mais c'était la plus pressante pour l'humanité.

On se rappelle qu'au cours de la guerre maritime entre Suffren et les Anglais, Suffren avait fait un certain nombre de prisonniers qu'il avait offert d'échanger et que lord Macartney s'y étant refusé, il les avait remis à Haïder Ali pour être confinés dans quelques villes de ses Etats, n'ayant lui-même aucune place pour les interner. Le gouverneur de Madras avait été informé de cette dure nécessité de la guerre et avait néanmoins persisté à ne consentir à aucun échange.

Telle était encore la situation lorsque Bussy arriva à Goudelour le 17 mars et, d'après ce qu'on racontait, le sort des prisonniers anglais, ceux de Seringapatam notamment, était loin d'être enviable. Le 11 mai, les hostilités durant encore, lord Macartney écrivit à Bussy, comme investi des pouvoirs du roi de France, pour lui proposer que les prisonniers respectifs des deux nations fussent échangés sans délai dans les mêmes conditions que ces échanges s'effectuaient en Europe. Ainsi les prisonniers remis à Haïder Ali et que la nécessité seule avait pu confier à sa garde, seraient immédiatement rendus. Le 24 mai, Bussy avait répondu en ces termes à cette proposition :

« Je suis prêt à accepter l'échange de la part de votre gouvernement... A l'égard des prisonniers que M. de Suffren a faits sur votre nation, ils ne sont point à ma disposition. Ce commandant a été forcé de les confier à un allié de la France ; mais il ne l'a fait qu'après le refus de l'échange qu'il avait proposé et avoir prévenu que ce refus l'obligerait à cette démarche, comme la lettre qu'il a eu l'honneur de vous écrire le 14 avril dernier le détaille amplement.

« Il résulte donc, Milord, que je n'ai à employer en faveur des prisonniers que M. de Suffren a été forcé de remettre à Haïder Ali que la voie des représentations à son fils et les réclamations que mon cœur me dicte, puisque ces mêmes prisonniers ne sont plus en mon pouvoir. Je vous promets de le faire avec le plus sincère et le plus vif intérêt ; en attendant je ne vois rien qui puisse retarder l'échange de ceux qui sont dans ce moment respectivement entre nos mains.

« Quant aux prisonniers hollandais, je présume comme vous qu'ils doivent être compris dans l'échange, mais le commandant des forces hollandaises attendues incessamment apporte sans doute à ses chefs des pouvoirs pour traiter de l'échange des prisonniers de sa nation d'après un cartel qui aura vraisemblablement été fait en Europe. »

Les membres du Comité de Madras informés de cette réponse, leur avis fut que la restitution des prisonniers remis à Haïder Ali était, à leurs yeux, une affaire qui avait pu être douteuse en son temps, mais que du moment où il était aujourd'hui question d'un cartel entre la France et l'Angleterre, si ce cartel avait un sens, Tippou n'avait aucune raison de retenir des hommes que ni lui ni son père n'avaient pris à la guerre. — Quant aux autres prisonniers, si Bussy agréait aux propositions qui lui étaient faites, ceux qui avaient été faits sur les Français nous seraient remis à Trinquemalé contre un échange aussi exact que possible d'officiers et de soldats anglais, en nombre et en qualité. Des propositions analogues seraient faites aux Hollandais.

La conversation en était là lorsqu'on eut connaissance des préliminaires de paix.

Sans préjuger de ce qui pourrait advenir dans la suite des prisonniers détenus dans le Mysore, le général Stuart et Bussy d'une part, l'amiral Hughes et Suffren de l'autre, se mirent aussitôt en devoir d'échanger ceux qu'ils s'étaient faits mutuellement au cours des derniers événements. Dès le 3 juillet, Bussy en avait reçu 86 et, deux ou trois jours après, il avait rendu tous les siens. Hughes et Suffren en firent autant et ce fut du moins une question qui, grâce à l'heureuse influence du gouverneur de Madras, fut réglée avec la plus grande facilité.

En dehors de ces prisonniers de date toute récente, il en restait d'autres faits antérieurement que les Anglais paraissaient vouloir oublier. Le 20 août, 17 d'entre eux détenus à Tanjore et à Trichinopoly réclamaient encore leur liberté. Ils furent remis en liberté quelques jours après.

Il ne restait plus à régler que la question plus délicate des prisonniers du Maïssour : elle ne pouvait l'être que par le rétablissement de la paix entre les Anglais et Tippou. Tout en faisant appel à l'humanité et à la bonne volonté de Bussy, qu'il ne mettait nullement en doute, Macartney ne lui dissimulait pas que, dans le cas où Tippou n'aurait pas rendu ces prisonniers au moment de la connaissance officielle de la paix, une telle conduite exigerait de notre part, non seulement la cessation de notre alliance avec lui, mais même notre collaboration militaire pour l'obliger à les remettre en liberté. Inquiétante perspective qui n'échappait pas à Bussy. Une courtoisie sans pareille dans la correspondance échangée entre les deux gouverneurs atténuait seule les difficultés et même la gravité d'une situation aussi embarrassante, qui ne fut effectivement éclaircie que par la conclusion de la paix entre Tippou et les Anglais ; à ce moment tous les prisonniers furent rendus. Ce fut pour Bussy la fin d'un cauchemar.

§ 5. — La paix entre les Anglais et Tippou.

La question des alliés fut plus épineuse. Les conditions de la guerre dans l'Inde étaient naturellement inconnues en Europe lorsque fut signé le traité de Versailles, où l'on avait taillé dans

le vif en décrétant purement et simplement le *statu quo*, sans se soucier de la situation des belligérants. Or le seizième article du traité, on l'a vu plus haut, stipulait que leurs alliés respectifs seraient invités à accéder à la pacification et qu'en cas de refus de leur part, les deux couronnes leur refuseraient toute espèce de secours. En nous notifiant ces conventions, les Anglais déclarèrent qu'ils n'avaient pas d'alliés ; Mahamet Ali, le souverain du Carnatic, ne pouvait être considéré comme tel ; son pays leur appartenait en toute souveraineté et ils en administreraient ultérieurement les preuves, s'il était nécessaire. Il eut d'autant été plus aisé à Bussy de réfuter cette singulière prétention que dans le dernier traité de paix, Mahamet Ali avait été reconnu nabab d'Arcate par les Anglais et par nous ; mais c'eut été recommencer ou plutôt continuer la guerre et, sans compter le désaveu qu'il eut encouru, il n'en avait pas les moyens. Il dut donc accepter implicitement, sinon en droit du moins en fait, que Mahamet Ali, qui depuis un certain temps avait abandonné le séjour de sa capitale pour venir résider à Madras, et qui avait toléré que le pavillon anglais fut arboré partout dans ses Etats, n'avait plus véritablement la souveraineté du Carnatic.

Ce ne fut pas cependant sans une protestation de ce prince ; lorsqu'il connut la réponse anglaise à Bussy, il se rendit avec son fils chez lord Macartney et lui demanda de quel droit il s'emparait d'une province qui n'appartenait qu'à lui. Macartney répondit qu'il avait reçu à ce sujet des ordres de Calcutta, où résidait la souveraineté anglaise dans l'Inde. Comme Mahamet Ali insistait, le gouverneur lui répliqua qu'il ignorait les motifs qui avaient déterminé le Conseil supérieur du Bengale à donner de tels ordres, mais qu'il était obligé de s'y conformer. Après cette réponse Mahamet Ali et son fils se retirèrent et Macartney fit doubler leur garde d'honneur, par crainte sans doute d'une évasion, qui eut provoqué dans le pays une certaine agitation. La souveraineté du Carnatic fut réellement abolie ce jour-là.

Débarrassés de tout souci de ce côté, les Anglais auraient volontiers continué la guerre contre Tippou ; ce prince, privé

de notre appui, ne pouvait manquer de succomber dans une guerre de coalition dont les Anglais auraient été les animateurs, avec les Marates et le soubab du Décan comme agents d'exécution. Bussy sentit le danger et, dès le 2 juillet, il écrivit à Tippou pour l'engager à cesser les hostilités et à faire au plus tôt sa paix avec les Anglais. « Il me paraît, lui disait-il, que les circonstances exigent que vous travailliez également à faire votre paix et je vous promets à cet égard tous les bons offices qui peuvent dépendre de moi. » Deux ou trois jours plus tard, il lui envoya un brahme du nom de Quichena Rao, afin qu'il put donner au nabab tous les éclaircissements dont il aurait besoin et qu'il lui fit comprendre que ses propres intérêts l'engageaient à entrer dans nos vues. Bussy ne se contenta pas de cette lettre ni de cet envoi ; il demanda aux deux députés anglais d'écrire de leur côté aux chefs de leurs armées respectives et de leurs divers établissements de la côte Malabar, pour qu'on cessât immédiatement les hostilités.

Les députés écrivirent le même jour ; mais comme première preuve des bonnes dispositions de Tippou, ils lui demandaient, sans toutefois l'exiger, de donner immédiatement des ordres pour que tous les Anglais en son pouvoir fussent relâchés sur parole. Bussy estima que, même sous forme de prière, cette demande était prématurée et il envoya à Madras M. de Launay et le chevalier de Penmarck pour inviter lord Macartney à faire cesser purement et simplement les hostilités, si Tippou déposait de son côté les armes.

Or ce ne fut pas la première idée du nabab. Loin d'entrer dans les vues de Bussy, il se livra à de vives récriminations ; on l'abandonnait, on le trahissait ; cette guerre qu'on lui demandait de cesser, il ne la soutenait depuis trois ans que par amitié pour la France ; sans cette raison il n'aurait jamais eu de démêlés avec les Anglais ; mais il se sentait, dit-il, assez fort pour la continuer à lui seul, il la continuerait et la honte de la paix serait pour l'Angleterre et pour la France, qui sacrifiaient leurs alliés avec tant de légèreté et tant d'indifférence.

Cette mauvaise humeur était loin d'être illégitime, et cependant la raison commandait de part et d'autre de ne pas y subor-

donner la politique. Nous avions auprès de Tippou un agent civil, Piveron de Morlat, et des officiers d'un rang supérieur qui servaient dans ses troupes : Cossigny, Lallée et Bouthenod. Ils reçurent l'ordre de lui représenter avec tous les ménagements désirables, que son intérêt était d'accéder au plus vite à la pacification générale ; il avait des ennemis de tous les côtés, notamment chez les Marates, et du moment que nous ne pouvions plus lui prêter le moindre appui, la moindre imprudence de sa part pouvait l'exposer aux pires dangers. Pour répondre au reproche d'ingratitude qu'il nous adressait, on devait essayer de lui faire entendre qu'Aïder Ali, son père, avait déclaré la guerre aux Anglais dix-huit mois avant l'arrivée des troupes françaises et uniquement pour ses propres intérêts. C'était lui, au contraire, Tippou, qui nous avait de très grandes obligations, puisque c'est nous qui lui avions conservé son armée à la mort de son père et que c'est encore nous qui lui avions donné des troupes pour le remettre en possession de son domaine à la côte Malabar, qui aurait été perdu sans notre intervention. *(Lettre à Piveron,* 30 *juillet.)*

Ces remontrances produisirent sans doute leur effet, car dès le 2 août, une trêve, préliminaire de la paix, fut conclue à Mangalor entre Tippou et le major Campbell, commandant en chef des forces anglaises à la côte Malabar, sous la médiation effective de Piveron de Morlat.

En vertu de cette trêve, qui comprenait onze articles, Campbell restait provisoirement maître de la forteresse de Mangalor qu'il occupait, tandis que le nabab demeurait, avec ses 3.000 hommes, possesseur des tranchées et batteries établies devant elle. Les officiers et même les soldats des deux armées avaient la faculté d'aller se promener en petit nombre en dehors de leurs postes respectifs, mais pas à plus de deux cosses et seulement le long du bord de la mer. — Ni Campbell ni Tippou n'avaient le droit de faire le moindre travail à des ouvrages d'attaque ou de défense. Campbell avait la liberté de faire acheter des bœufs et des moutons pour sa petite garnison, mais il ne pourrait jamais faire entrer à la fois dans la place plus de dix à douze jours de vivres. — Campbell ne pourrait correspondre que par

mer avec les autres autorités anglaises ; aucun de ses courriers n'aurait la faculté de passer par terre à travers les Etats de Tippou. Impossibilité également pour Campbell de recevoir même par mer ni secours ni munitions de guerre.

Les mêmes conditions furent faites pour la forteresse d'Onor, quoiqu'avec des effectifs plus réduits.

En ce qui concernait l'ancienne garnison anglaise de Nagar retenue prisonnière depuis la capitulation du général Matthews, Tippou fit observer que ce général ayant en réalité forfait aux conditions de la capitulation, la garnison devait rester prisonnière et que la question ne serait réglée qu'à la conclusion de la paix.

Quant aux autres possessions du nabab à la côte Malabar, après une discussion assez épineuse sur la validité des conquêtes respectives de Tippou et des Anglais et sur la qualité d'alliés qu'on pouvait reconnaître à divers princes de cette côte, il fut convenu que le Nabab resterait maître de ses anciens domaines, « lesquels ne seront pas occupés par les troupes anglaises et le seront par les siennes. Il en percevra les droits et revenus comme auparavant, sans que les troupes anglaises ni leurs auxiliaires ne puissent l'en empêcher ni l'y troubler. Il percevra également à Mangalor et ailleurs les droits de douanes tels qu'il les percevait ci-devant. »

Moyennant l'acceptation réciproque de ces conditions, tous actes d'hostilité devaient immédiatement cesser de part et d'autre. Deux officiers du nabab et deux officiers anglais devaient servir d'otages pour l'exécution et la sûreté de ces stipulations, qui furent rédigées en langue marate et anglaise, avec une autre expédition en langue française, dont un exemplaire fut remis personnellement à Piveron de Morlat et l'autre envoyé à Bussy.

Cette trêve aisément réalisée était de bon augure pour la conclusion même de la paix ; il fallut pourtant plus de sept mois encore avant qu'elle ne fut définitivement scellée. L'entretien de ses troupes lui coûtant fort cher, Tippou s'en remit d'abord à la bonne foi, à la prudence et aux lumières de Bussy pour la conclure au mieux de ses intérêts. Mais les conditions

qu'il y mettait n'étaient pas d'une facile réalisation. Il consentait à remettre le Carnatic aux Anglais s'ils lui restituaient de leur côté tous ses domaines de la côte Malabar ; encore fallait-il que dans la province d'Arcate on lui laissât la possession de Thiagar, de Trichinopoly, de Callacourchy et de leurs dépendances. Il demandait encore la remise entre ses mains de plusieurs roitelets de la côte Malabar, chefs de pays conquis par son père et qui s'étaient réfugiés chez les Anglais. Il envisageait enfin une sorte d'alliance défensive avec les Anglais, pour se prêter un mutuel secours, si les circonstances l'exigeaient. Ces prétentions et notamment celles relatives à Trichinopoly risquaient de tout compromettre.

Invité à s'employer pour procurer à Tippou la paix la plus honorable possible, Bussy ne voulut pas donner l'impression que nous abandonnions nos alliés et tout en donnant à M. de Cossigny l'ordre de retirer ses troupes d'avec celles du nabab, il lui commanda cependant d'en rester suffisamment rapproché pour qu'en apparence toutes ces forces parussent confondues. En bonne règle nos troupes auraient dû toutes revenir immédiatement à Goudelour, mais Bussy avait une raison de les maintenir au Mysore ; il les destinait à reprendre possession de Mahé qui était à proximité. Quant à Lallée et Bouthenod, partisans qui ne relevaient pas de notre autorité, ils pouvaient, si cela leur convenait, continuer de rester auprès du nabab.

Cédant aux suggestions de Bussy, Tippou envoya vers le 15 septembre au Conseil de Madras deux députés, Appagiram et Srinivas Rao, pour discuter des conditions de la paix. Le traité avait fixé un délai de quatre mois pour y souscrire, et chaque jour perdu rendait les négociations plus urgentes. Bussy accusait nettement de ce retard Seyed Sahib qui, d'après lui, était payé par les Anglais ; il importait maintenant de se hâter et surtout de ne pas perdre le contact avec les Français, qui seuls pouvaient encore travailler utilement pour les intérêts du Mysore. Dans ce but Bussy avait déjà écrit à Nizam Ali et à Nana Farnevis pour les inviter à ne point inquiéter les Etats du Nabab ; encore fallait-il que les gens de Tippou se conduisissent mieux qu'ils ne faisaient ; or on pouvait croire à leur

attitude que les instructions qu'ils recevaient en particulier de leur prince étaient en contradiction avec les instructions qui étaient officiellement annoncées. *(Lettre à Tippou du* 18 *sept.)*

Bussy craignit que, s'il ne suivait pas de très près les négociations, elles n'aboutissent en fait à la continuation de la guerre, ce qui nous placerait dans une situation des plus embarrassantes, et il offrit sa médiation. Les Anglais ne l'acceptèrent pas ; leurs agents et les députés de Tippou Sahib étaient, dirent-ils, suffisants pour terminer cette affaire. Macartney consentit pourtant à ce que Bussy envoyât à Madras une personne de confiance pour suivre la marche des négociations, entendre les objections que les Anglais pourraient faire aux propositions de Tippou et y répondre le cas échéant. Le choix de Bussy se porta sur l'ancien conseiller Martin, qu'il nous représente comme un homme sûr et discret et jouissant d'une bonne réputation. Martin partit accompagné comme interprète du brahme Quichenarao, et arriva à Madras le 29 au matin ; le même jour il envoyait son premier bulletin d'information ; il y notait qu'il n'avait pu voir les envoyés du nabab ; ils étaient gardés à vue et personne ne pouvait leur parler sans la permission du gouverneur, ou peut-être même sur l'ordre formel mais tacite du nabab lui-même.

Martin resta à Madras jusqu'au 11 novembre et nous avons presque toutes les lettres qu'il adressa à Bussy durant cette période. Les Anglais ne parurent pas à l'origine très désireux d'arriver à un arrangement, dans l'espérance un peu vague que la continuation des hostilités, qui ne pouvait manquer de leur être favorable, leur permettrait de conserver toutes leurs conquêtes à la côte Malabar. Les députés de Tippou déployèrent de leur côté un art infini pour n'avoir aucun rapport avec Martin et ils obtinrent même, en l'accusant de quelque méfait, le renvoi de Quichenarao. Tout le monde était implicitement d'accord pour nous écarter des négociations officielles. Martin, assez bon observateur, avait l'impression que Madras était un fort mauvais lieu pour négocier ; on y vivait trop dans une atmosphère de corruption. « Ce n'est pas d'aujourd'hui que j'ai à me plaindre de la mauvaise foi, lui répondit Bussy ; mais de quelque manière

que la paix se fasse, il faut y paraître sans affectation ni marquer d'envie décidée de s'en mêler... Il suffit que nous ne soyons pas dans la nécessité fâcheuse de forcer nos alliés à rendre, ainsi que les deux cours le prescrivent, des conquêtes qu'ils ont faites indépendamment de notre concours et avant notre arrivée dans l'Inde. » La conduite de Seyed Sahib et celle de Tippou, nous mettaient désormais à l'abri de toutes plaintes et de tous reproches, et l'accession du nabab au traité des Marates avec les Anglais, par lequel il était obligé de rendre toutes les conquêtes de son père, sauvait l'honneur de la nation.

Les négociations se poursuivirent donc entre Tippou et les Anglais sans notre intervention. Durant les six semaines qu'il séjourna à Madras, Martin n'y joua que le rôle d'un observateur, clairvoyant peut-être mais assurément inutile. Les premiers jours il ne crut pas que les négociations pussent être fort actives, si même elles étaient effectivement engagées ; le gouverneur prétextait l'expédition d'un courrier d'Europe pour ajourner toute conversation.

Enfin, le 10 octobre, les députés furent reçus avec grand apparat ; on tira en leur honneur treize coups de canon et ils firent cadeau de pierreries à quelques-uns des hauts fonctionnaires anglais. Il semble que la partie véritable ait été engagée ce jour-là.

Il était temps ; le délai de quatre mois allait expirer, et pour Tippou il y avait encore un autre risque. Dans le traité que les Marates, ses ennemis nés, venaient de conclure avec les Anglais, ils avaient eu l'adresse d'y comprendre Haïder Ali, en stipulant que toutes les conquêtes faites sur eux par ce prince leur seraient restituées. Bien entendu Haïder Ali n'avait eu aucune part dans cet engagement qui ne liait pas davantage Tippou ; qu'arriverait-il pourtant si aujourd'hui les Marates invitaient les Anglais, leurs alliés, à exécuter les termes de cette convention. Mieux encore que par nos conseils, Tippou était tenu à beaucoup de prudence et Bussy, qui à l'origine ignorait ce traité, avait eu comme une divination du danger en représentant à Tippou que son accession à la paix était surtout dictée par son intérêt.

Rien n'obligeait ce prince à nous témoigner de la mauvaise

grâce ou même de la méfiance pour le service que nous avions voulu lui rendre ; mais l'ingratitude n'est-elle pas l'un des signes de l'indépendance ? Or, dans ce même temps, Cossigny sépara brusquement son armée de celle de Tippou et partit pour la côte Malabar avec tout son détachement. Il n'y était nullement autorisé et Bussy ne connut la nouvelle que quelques jours plus tard par des lettres écrites d'abord à Seyed Sahib puis à lui-même. En ces lettres, où l'on trouve autant une accusation qu'une défense, Tippou nous dit que Cossigny, dont l'effectif devait être de 650 hommes n'en produisait aux revues que 630 ; encore faisait-il entrer dans ce nombre 95 tant morts que désertés. Pour leur nourriture, Tippou nous apprend qu'il leur faisait délivrer chaque jour 900 serres de riz, 115 de beurre, 20 moutons et 14 bœufs, avec 26.000 rs. d'appointements. Mais, ajoute-t-il, Cossigny, au lieu de fournir à ses hommes tout ce qu'il recevait, faisait vendre au marché le riz, les moutons et les bœufs pour son compte, ce qui causait beaucoup de trouble et de mécontentement parmi les soldats. Mécontentement d'autant plus vif que ces soldats ne recevaient pas leur solde intégrale ; sur 40 rs., Cossigny s'en appropriait 35 et n'en donnait que 5 à ses hommes. Fatigué des plaintes qui lui étaient adressées, Tippou aurait demandé que Piveron procédât désormais lui-même à la revue des troupes, en présence d'un inspecteur et d'un secrétaire du durbar. Cossigny non seulement refusa, mais il prit le parti de se retirer sans le moindre retard et, sans demander ni attendre des instructions de Bussy, il prit la route de Tellichéry dans les derniers jours de septembre.

Bussy ne douta pas un instant que ces lettres ne fussent que des tissus de mensonge. « Avant que la paix se fit, écrivait-il le 3 novembre en annotant la lettre de Tippou qui lui était personnellement adressée, lorsque le détachement de M. de Cossigny lui rendait les plus grands services, Tippou le laissait manquer de tout ; il est probable qu'à la paix les mauvais traitements n'auront fait qu'augmenter et que Cossigny se sera vu dans l'obligation de partir. » Il savait d'autre part, par des lettres de Cossigny écrites peu de jours après que la nouvelle de la paix fut connu à Seringapatam, que Tippou, n'ayant plus le

même besoin de s'appuyer sur nos troupes, leur chicanait leur solde et leurs divers moyens de subsistance. » Il donna néanmoins à Cossigny l'ordre de rester, s'il en était temps encore ; mais il était trop tard, Cossigny était déjà arrivé à Tellichéry, d'où il écrivit enfin le 10 octobre la lettre suivante, qui expliquait et justifiait sa conduite.

Mon Général,

« Je me suis trouvé dans une telle position que, pour éviter les maux et les humiliations, je n'ai pas cru pouvoir me dispenser de quitter l'armée de Tippou Sultan et de me replier avec le détachement qui m'avait été confié, entre Tellichéry et Mahé, où j'attends vos ordres.

« J'ai fait choix de M. de Berneron que j'ai expédié aussitôt près de vous. Cet officier, porteur de mes instructions, est d'ailleurs assez pénétré de ce qui s'est passé, pour que je m'en rapporte à la fidélité du compte qu'il aura l'honneur de vous rendre. Permettez, mon Général, que je n'entre dans aucun détail, sinon que j'ai fui, je le répète, les maux et les humiliations, l'incertitude de ma nourriture journalière, les outrages d'un homme près duquel ma mauvaise fortune m'avait placé, enfin la mauvaise foi d'un prince aigri par les circonstances et auquel j'étais livré, si je n'eusse pris le parti de l'éviter.

« Cette démarche, mon Général, sans doute irrégulière, mais absolument indispensable, me fait espérer la continuation de vos bontés et de votre protection. »

Cette lettre, qui n'entrait dans aucun détail, fut loin de donner satisfaction à Bussy et les explications verbales que donna Berneron lui parurent également insuffisantes ; Bussy estima avec beaucoup de justesse que, si graves qu'eussent été les humiliations éprouvées, Cossigny aurait dû se soumettre à la revue que le nabab voulait faire de son détachement. « C'était une chose juste, et que toute puissance qui a des troupes auxiliaires à sa solde a le droit d'exiger. » Lui-même avait autrefois suivi cette conduite dans le Décan. Il semblait d'autre part que l'état de situation du détachement fourni par Berneron était loin d'être en règle ; il n'aurait compris au 1er octobre que 277 hommes, mais la personne qui l'avait établi n'entendait guère cette partie et il était impossible de savoir exactement combien il y avait de morts, de malades et de déserteurs.

Après le départ de Cossigny, il restait encore, auprès de Tippou le petit corps de partisans groupés autour de Bouthenod et de Lallée ; mais que représentait cette troupe ? Lallée était un bon et brave homme, sans grandes qualités, commandant à un parti connu sous le nom de *parti suisse* au temps où il était au service de Bassalet jing et devenu depuis un ramassis de scélérats et de brigands, parmi lesquels il n'y avait ni ordre ni discipline. Endetté vis-à-vis d'eux d'une somme considérable que lui devait Bassalet jing, et recevant aujourd'hui pour leur solde une masse sur laquelle il devait lui-même assurer sa paye et celle de ses officiers et soldats, Lallée en était réduit à regarder la mort de ses hommes, soit à la guerre soit naturelle, comme une libération de créance. Il y avait un peu plus d'ordre parmi les quelques piétons, une trentaine environ, qui servaient sous Bouthenod, et celui-ci était aussi un meilleur chef ; mais sa solde mensuelle de trente jours devait être reçue pour quarante. Aussi Bouthenod comme Lallée demandaient-ils à Bussy à les tirer de cet abaissement en les reprenant à la solde du roi. Bussy trouvait monstrueux que dans la même armée il y eut deux corps de Français n'ayant entre eux rien de commun et que l'un d'eux fût considéré par le nabab comme n'étant pas français ; mais que pouvait-il faire au moment où lui-même était obligé de renvoyer en France une partie de son armée ? Il ne pouvait donner à Bouthenod et à Lallée que le conseil de prendre patience et, s'il s'inquiéta du départ de Cossigny, il ne s'en affligea pas. Entretenir une troupe européenne quelconque auprès de Tippou ne lui paraissait d'aucune utilité pour nos intérêts.

La retraite de Cossigny, qui aurait pu nous mettre en état de guerre avec le Mysore lui-même, n'eut d'ailleurs aucune répercussion sérieuse sur les négociations qui se poursuivaient à Madras ; elle ne les retarda ni ne les avança.

Ce départ n'en privait pas moins Tippou d'un auxiliaire éventuel et lui imposait la conclusion plus ou moins prochaine de la paix comme une nécessité. Fin octobre, Tippou paraissait résolu à la signer et il rappela auprès de lui ses députés, pour qu'elle fût discutée et signée dans son camp avec les délégués

qu'il plairait à lord Macartney de lui envoyer. Celui-ci désigna Ant. Sadler et G. Staunton, les mêmes qui, le 30 juin, nous avaient apporté les nouvelles de la paix. Leur mission fut soigneusement préparée ; ils prirent dans les magasins tout ce qu'ils trouvèrent de plus beau en montres, pendules, etc. Quatre mille coolies devaient les suivre, chargés d'eau-de-vie, de vin et de bière et aussi de souliers, linge et draps destinés aux prisonniers, avec 35 tailleurs pour leur faire des habits. C'était une petite armée.

Un violent cyclone qui se déclara dans la nuit du 2 au 3 novembre et dura toute la journée du 3 retarda le départ. Une vingtaine de bâtiments furent jetés à la côte et l'un d'eux fit naufrage et se perdit. Sur terre, les rivières débordèrent et les routes furent impraticables pendant quelque temps. Le même cyclone s'étant étendu jusqu'au sud dévasta tous les environs de Pondichéry et obligea Bussy à s'y réfugier, la maison où il était à Oulgaret ayant été inondée et les fenêtres brisées.

Enfin les vaquils de Tippou quittèrent Madras le 7 et les députés anglais ne tardèrent pas à partir à leur tour. Nous ne suivrons pas dans leur détail les négociations qui s'ouvrirent alors entre les Anglais et Tippou ; elles n'appartiennent pas à notre histoire. Comme nous y participâmes pourtant par des conseils directs ou indirects donnés à Tippou de nous rester attaché, sinon par sympathie du moins par nécessité et que le prince ne cessa de nous envoyer des protestations d'amitié en des lettres « vides de choses et peu intéressantes par elles-mêmes », mais témoignant cependant du désir de nous ménager, rappelons sommairement que les députés anglais qui devaient s'arrêter dans la capitale du Maïssour, durent continuer leur route jusqu'à Mangalor et que là s'arrêta pour un temps leur activité. Tippou tenait encore une bonne partie du Carnatic et, sachant qu'il devait le rendre, il voulait se donner le temps d'en épuiser toutes les ressources avant le retour du printemps. Non seulement il continuait de percevoir les droits qui jusqu'à la paix devaient lui appartenir, mais il avait dispersé partout des cavaliers pour se saisir des plus riches habitants, dont il exigeait de grosses contributions. Il faisait de même dévaster

les campagnes et signifiait que dans deux mois, temps où la paix serait vraisemblablement signée, il lui fallait 100.000 pagodes. Les mêmes exactions étaient imposées au Tanjore.

A la mi-février de 1784, les négociations duraient encore. Il se trama alors dans le dorbar de Tippou une de ces révolutions de palais comme il s'en produit souvent en Asie. Tippou la prévint et quelques chefs furent décapités.

Cependant les députés anglais attendaient, semble-t-il, avec patience la fin des négociations. Bussy, que ces lenteurs inquiétaient, ne cessait au contraire d'engager Tippou à conclure la paix, en lui représentant que ce n'était point notre traité d'Europe qui l'obligeait à rendre toutes les conquêtes que son père et lui avaient faites dans le Carnatic, mais uniquement le traité conclu entre les Marates et les Anglais. Bussy n'était d'ailleurs pas moins attaché à essayer de persuader aux autres princes de l'Asie que nous n'avions nullement abandonné Tippou, cette idée d'abandon pouvant produire en leur esprit un effet tel que, l'honneur de la Nation en ayant déjà beaucoup souffert, il nous serait difficile dans la suite de faire entrer le moindre paliagar dans nos intérêts, si nous ne réagissions d'une manière effective et vigoureuse. Des bruits inquiétants du côté des Marates lui recommandaient à cet égard la plus grande vigilance ; il pouvait arriver que devenus amis ou même alliés des Anglais, en tous cas en fort bons termes avec cette nation, ils ne voulussent en profiter pour les intéresser à la destruction et au partage du Mysore, qui était le secret désir des uns et des autres.

Diplomatie toute orientale, dont il serait inexact d'exagérer la duplicité. Tout était parfaitement logique dans les calculs de Bussy et dans ses prévisions ; l'abandon de nos alliés lui avait créé une situation morale très délicate et il avait besoin d'une habileté peu ordinaire pour concilier le respect d'engagements périmés avec les nécessités de l'heure présente.

Enfin sa tenacité prévoyante fut récompensée, un traité, dont voici les articles essentiels, fut signé en mars avec la Compagnie des Indes anglaises.

Article Premier.

La Paix et l'amitié seront immédiatement rétabli entre la Compagnie et le Nabab Tipou Sultan Bahader et leurs amis et alliés dans le nombre desquels sont spécialement comprise les Rajas de Tanjaour et de Travancour qui sont les amis et alliés des Anglais et le Carnate Payen Ganth. Les amis et alliés de Tipou Sultan, la Reine de Cananor et les Rajas ou Zimindars de la Côte Malabar sont compris dans le présent trait. Les Anglais n'assisteront ni indirectement les ennemis de Sultan Bahader et ne feront pas la guerre à ses amis ou alliés. Et le Nabab Tipou sultan Bahader n'assistera de con côté ni directement ni indirectement les ennemis des Anglais et ne fera pas la guerre à leurs amis ou alliés.

Article 2.

Immédiatement après la signature du Traité par le Nabab Tipou Sultan Bahader et les trois commissaires Anglais, le Nabab enverra des ordres pour l'évacuation complète du Carnateck et la restitution de tous les forts et places actuellement occupés par ses troupes à l'exception des forts d'Amburgur et de Satgur, cette évacuation et cette restitution doivent être absolument effectuées dans l'espace de trente jours à compter du jour de la signature du traité. Et le Nabab enverra aussi immédiatement après la signature du traité des ordres pour mettre en liberté toutes les personnes qui ont été faites prisonnières dans la dernière guerre qui existent maintenant soit européennes soit du pays. Il les fera conduire avec sûreté jusqu'aux forts anglais les plus proches des lieux où elles seront actuellement, il prendra des mesures pour que la liberté et la remise de ces prisonniers soient effectués dans l'espace de trente jours à compter du jour de la signature du traité. Le Nabab leur fera fournir les provisions et les commodités nécessaires pour la route. La compagnie lui remboursera cette dépense. Les Commissaires enverront un ou plusieurs officiers pour accompagner les prisonniers jusque dans les différents endroits où ils doivent être remis, notamment Abdoul-Bab-Kan-Nabab pris à Chittour et sa famille seront immédiatement en liberté et pourront revenir dans le Carnate s'ils le désirent.

§ 6. — L'affaire de Trinquemalé.

Lorsque cette lettre ou ce projet de lettre fut rédigé le 25 octobre 1783, il y avait six semaines que les Etats Généraux de Hollande, qui n'avaient pas été partie contractante au traité de

Versailles, y avaient adhéré par un pacte particulier avec l'Angleterre, conclu le 2 septembre, de telle sorte que Bussy avait entre les mains, tout à la fois comme base de discussion et comme ligne de conduite pour l'avenir, tous les actes diplomatiques conclus en Europe pour le rétablissement de la paix et les indications politiques de son gouvernement pour en tirer le parti le moins mauvais possible. Il ne lui manquait que des instructions spéciales relatives non au principe mais à la procédure des restitutions, qui ne lui parvinrent que longtemps après et ce retard eut de très désagréables conséquences : l'application intégrale du traité fut suspendue pendant près de deux ans. Disons tout de suite, pour préciser la question, que la restitution de Trinquemalé, interprétée d'une façon différente dans l'Inde par les Anglais et par les Français, fut la cause unique de ce retard et qu'elle donna à Bussy au moins autant de soucis que la conduite même de la guerre ; celle-ci est affaire de force et la paix est affaire d'ingéniosité.

Bussy et le gouverneur de Madras, lord Macartney, se trouvaient donc en possession des instruments diplomatiques qui leur assuraient le rétablissement de la paix, lorsque le 9 mars 1784, lord Macartney, ayant reçu depuis deux jours seulement le texte du traité définitif, proposa de tenir à Pondichéry une conférence où des commissaires anglais et français conviendraient de l'application du traité. Bussy, qui l'attendait encore de son gouvernement, répondit en des termes que nous reproduisons textuellement car on devait s'y référer plusieurs fois au cours de la conférence.

Ce fut d'abord une lettre du 16 mars, qui se terminait ainsi :

« Je n'ai encore rien reçu de ma cour qui soit relatif au traité ; je vous serai très obligé de la communication que vous m'annoncez et des instructions qui vous ont été envoyées à ce sujet et dont on a fait part à la cour de France. »

Puis une autre du 24, dont la dernière phrase, diversement interprétée, donna lieu à un conflit qui finit par suspendre puis arrêter net la conférence elle-même :

« Je reçois aujourd'hui votre lettre du 18 par laquelle vous m'apprenez que vous avez nommé des commissaires pour mettre

à exécution la partie du traité qui vous regarde et qu'ils seront prêts à partir dès que vous serez informé que je suis prêt à les recevoir. Vous êtes le maître de fixer le jour de leur départ ; je suis prêt à mettre à exécution la partie du traité qui nous concerne. »

Les commissaires anglais furent Charles Floyer, le colonel Dalrymple et Fallofield ; Bussy désigna le 12 avril Coutenceau, brigadier des armées du roi, Pierre Monneron, commissaire général faisant fonction d'intendant et Moracin, chevalier de Saint-Louis ; ce dernier venait d'arriver de France.

Avant tout conciliabule, les commissaires français crurent devoir exposer à Bussy, dans un document écrit portant la date du 15 avril, que si la restitution de Pondichéry et de ses dépendances ne leur paraissait pas devoir souffrir de difficultés, leur intention était de demander à leurs collègues anglais de nous assurer comme entrée de jeu, le droit de couper du bois et de prendre de la chaux dans la région de Congimer, qui ne faisait pas partie des districts rendus à la nation et de reculer à une distance raisonnable les *jonkaus* ou péages du nabab, qui depuis trop longtemps étaient aux portes mêmes de Pondichéry. On parlerait ensuite de Trinquemalé.

La proposition d'étendre nos limites ne provoqua de la part de Bussy aucune opposition ; il estima seulement qu'elle soulèverait certainement des difficultés de la part des Anglais et qu'en tout état de cause il fallait la présenter avec beaucoup d'art. Mais, acceptée ou non, elle permettrait au moins d'éclaircir une énigme : à qui revenait en fait la souveraineté du Carnatic ? A Mahamet Ali ou aux Anglais ? On saurait enfin si ce prince n'était plus rien dans cette province ou s'il en était encore le souverain.

Quant à la rétrocession de Trinquemalé, si les commissaires anglais voulaient commencer les conférences par traiter de la restitution de cette place, nos commissaires devaient s'y refuser et répondre qu'il était beaucoup plus simple de suivre l'ordre des conquêtes et surtout du traité définitif.

Or quelle était exactement la situation de cette place ? Avant la guerre, elle appartenait aux Hollandais ; les Anglais s'en

étaient emparés au cours des hostilités et Suffren l'avait reprise sur eux le 1er septembre 1782 ; mais, en la reprenant il n'avait gardé que les deux forts en son pouvoir et avait rendu tout le reste à un administrateur hollandais, relevant du gouverneur de Ceylan ; encore un petit détachement hollandais collaborait-il avec le nôtre à la défense des deux forts. A qui convenait-il aujourd'hui de faire la restitution ? Le traité préliminaire signé le 2 février 1783, avant que l'on put connaître la reprise de cette place par les Français, ne pouvait en faire état, comme il l'avait fait de Pondichéry et de nos quatre autres établissements nommément désignés ; il fallait donc s'en référer au traité définitif du 3 septembre ; or il n'était qu'une simple réplique du premier. Mais il y avait dans l'un comme dans l'autre un article, l'art. 19, qui prévoyait le cas où il y aurait à échanger ou restituer des places non dénommées, occupées au cours des hostilités. C'était le cas de Trinquemalé. Pour s'en tenir à l'esprit du traité, la solution était très simple, nous devions rendre Trinquemalé aux Anglais, qui l'auraient immédiatement rétrocédé aux Hollandais.

Ceux-ci avaient donc dans une certaine mesure une voix à faire entendre aux conférences de Pondichéry et l'exercice de ce droit n'échappa pas au gouverneur de Ceylan, M. Falk ; dès le 19 mars, il avait été informé par lord Macartney que la paix avait été rétablie entre la Grande-Bretagne et les Etats Généraux. Mais ce n'était encore qu'une paix préliminaire qui, dans l'opinion du gouverneur anglais, ne l'obligeait pas à rendre Trinquemalé aux Hollandais avant qu'un acte définitif ne fut intervenu ; il convenait donc d'attendre, avant de faire la rétrocession.

Voici d'ailleurs les termes de sa lettre :

« Vous verrez par le cinquième article (des préliminaires du traité avec la Hollande) que Trinquemalé doit être restitué par la Grande-Bretagne ; dans la vue de l'effectuer avec les autres restitutions qui doivent être faites aux Etats Généraux aussitôt que le traité définitif arrivera, *j'ai nommé des commissaires pour recevoir le fort de Trinquemalé des mains des Français,* conformément à un article du traité avec eux par lequel il doit nous être rendu. »

Tel n'était pas le sentiment de Falk ; il ne lui paraissait pas douteux que le traité définitif ne dut contenir les mêmes dispositions que le traité initial et il répondit au gouverneur de Madras qu'il était tout à fait inutile d'attendre cet acte libérateur et décisif. Il répondit à lord Macartney le 7 avril :

« Je m'empresse de vous informer, Milord, que M. le général de Suffren, d'abord après la réduction des forts de Trinquemalé, ne s'est conservé que le droit de garnison jusqu'à nouvel ordre de sa cour et qu'il a remis entre les mains du commissaire qui y fut envoyé de votre part le gouvernement territorial, revenus, etc., de sorte que le commandant français ne donne des ordres que pour ce qui regarde les deux forts, tandis que tout Trinquemalé avec ses dépendances, à l'exception des deux forts, est rentré sous l'administration hollandaise depuis le 1er septembre 1782. Nous avons en outre dans les forts un bataillon de nos troupes malaises.

L'article 9 du traité préliminaire a stipulé que les restitutions de Trinquemalé et de toutes autres conquêtes se feront aux Hollandais en même temps que les restitutions se feront entre la Grande-Bretagne et la France. Il paraît donc superflu que les commissaires anglais que vous avez dessein d'envoyer à Trinquemalé gardent les forts jusqu'à la réception du traité définitif d'abord que les Français auront évacué Goudelour et que Pondichéry leur aura été restitué. Il est évident que, suivant l'intention des parties contractantes et le sens clair des articles 5 et 9 du traité, les restitutions doivent être exécutées aux Hollandais sans attendre le résultat définitif, dont la conclusion paraissait assurée. »

M. Falk priait en conséquence Bussy de donner des instructions à notre commandant à Trinquemalé, le chevalier Des Roys, pour qu'il ne restituât les forts que sous condition que les commissaires anglais les remettraient presque dans le même moment entre les mains des Hollandais.

La réplique de Macartney au gouverneur de Ceylan, qui est du 28 avril, ne trahit aucun embarras. Il n'ignorait pas les arrangements pris par Suffren, mais il les considérait comme provisoires et subordonnés aux engagements que le roi de France prendrait avec celui d'Angleterre. Or la volonté du roi ressortait suffisamment du traité ; le traité avait mis fin aux conventions de Suffren. La prise de Trinquemalé était connue avant sa conclusion définitive ; nulle exception pour la res-

titution de cette place n'ayant été prévue, il n'y avait aucune raison de ne pas l'exécuter tout de suite. Or les Anglais ne pouvant remettre Trinquemalé aux Hollandais avant de l'avoir eux-mêmes, c'était aux Français à faire le premier geste.

Falk répliqua le 25 mai qu'en fait les Français n'avaient pas à rendre aux Anglais un territoire dont ils n'avaient jamais possédé qu'une faible partie, et que, pour celle qu'ils occupaient, l'article 9 du traité anglo-hollandais portait avec la dernière clarté que Trinquemalé et toutes les conquêtes anglaises devaient être restituées aux Hollandais *en même temps que les restitutions et évacuations se feraient entre la Grande-Bretagne et la France.* Falk insistait à nouveau sur l'accomplissement ponctuel de cet article.

Mais déjà à ce moment le sort de Trinquemalé était virtuellement réglé à Pondichéry par la conférence tenue entre les commissaires français et anglais. Celle-ci s'était ouverte le 19 avril, mais dès ce premier jour, il était devenu à peu près certain qu'elle n'aboutirait pas. A l'ouverture de la séance, la première proposition des Anglais fut qu'on leur remît Trinquemalé, sans qu'il fut question des Hollandais. Nos commissaires ne nièrent pas que cette remise ne fut pour nous une obligation ; mais ils firent valoir que n'ayant reçu de France aucun ordre pour l'exécution du traité ni même aucune copie du traité lui-même, il nous était impossible de leur donner satisfaction : la restitution pouvait comporter des conditions plus ou moins particulières à la Hollande, qu'ils ne connaissaient pas ; il valait mieux attendre. Si lord Macartney avait reçu de son gouvernement des instructions concertées avec celui des Pays-Bas, pourquoi ne les montrait-il pas ?

L'importance du port de Trinquemalé et l'empressement des Anglais à vouloir s'en rendre les maîtres tout de suite et sans explications, justifiaient amplement la réserve et la circonspection de nos négociateurs. Sans être dramatique, l'affaire était cependant assez sérieuse pour qu'avant d'aller plus loin, les commissaires français crussent devoir prendre l'avis de Bussy. Ils l'allèrent trouver à Oulgaret le lendemain soir,

20 avril, et là il se tint un conciliabule fort curieux, dont un secrétaire, nommé Lestache, nous a conservé sous forme de dialogue une physionomie qui paraît exacte. Nous en reproduirons les parties essentielles, soit en analysant le dialogue, soit en citant textuellement les phrases les plus caractéristiques ; — celles-ci seront entre guillemets.

Bussy parla le premier : « Je vous ai assemblé, leur dit-il, pour vous demander si je dois consentir à cette restitution. Quoique mon avis positif soit pour l'affirmative, non seulement je trouverai très bon, mais je vous prie de me dire le vôtre avec toute liberté... Quel est votre avis, M. de Monneron ? »

Monneron fut de l'avis du général. Il ne voyait pas d'ailleurs d'autre manière de sortir de la détresse financière dans laquelle on se trouvait que de procéder le plus tôt possible à toutes les restitutions, bien persuadé que le rétablissement du pavillon du roi à Pondichéry et à Karikal nous procurerait plusieurs ressources qui nous manquaient en ce moment.

« Fort bien, dit Bussy, quel est votre avis, M. de Coutenceau ?

« — De ne pas remettre Trinquemalé. Outre que les lettres de M. le marquis de Castries ne me paraissent rien moins qu'une autorisation suffisante pour la remise de cette place, la constitution militaire... Ici, M. de Coutenceau a fait bien posément un discours net et précis sur l'obéissance passive et sur la nécessité d'avoir toujours des ordres positifs pour rendre une place de guerre, surtout quand il s'agit de la remettre à une nation toujours rivale quand elle n'est pas ennemie, etc. Le dit discours si profondément imbu de maximes militaires, d'ordonnances, etc., que le rédacteur est obligé d'avouer ne pouvoir l'écrire avec certitude, quoi que sortant de l'assemblée. »

Moracin, qui parla le dernier, fut

« pour la négative, car mon avis est entièrement conforme avec celui de M. de Coutenceau... En pareil cas je m'en tiendrais au sentiment intérieur qui dit qu'il vaut mieux courir le hasard d'une disgrâce passagère de son maître, pour lui avoir conservé trop longtemps une de ses conquêtes que la chance de cette même disgrâce pour avoir remis la place une heure trop tôt.

— Sont-ce là toutes vos raisons, Monsieur ?

— J'en ai encore plusieurs autres, M. le Marquis, et j'ai d'autant moins de mérite de les avoir rassemblées que, parlant le dernier, je puis profiter des lumières de tous ceux qui se sont expliqués avant moi.

— Avez-vous lu les extraits des lettres de M. le maréchal de Castries ?

— Je les ai lus, M. le Marquis ; mais si vous me permettez de vous le dire, cette lecture m'a été plus agréable qu'utile ; car leur date seule suffirait pour me fixer mon avis.

— Leur date, Monsieur ?

— Oui, M. le Marquis et j'ose croire que vous en jugeriez de même, si vous vouliez bien observer que M. le maréchal de Castries n'a pu vous donner les 20 et 24 avril 1783 des ordres sur l'exécution d'un traité qui n'a été signé que le 3 septembre suivant.

— Mais que pensez-vous, Monsieur, de l'esprit de ces lettres ?

— Qu'elles sont le simple effet d'une communication jugée nécessaire par un ministre sage et éclairé qui écrit au chef d'une nation puissante placé au bout du monde et, par les circonstances, dans une situation précaire, incertaine, désagréable à tous égards, et croit devoir lui annoncer d'avance tout ce qu'il peut espérer ou craindre. Je pense encore que, dans la seconde lettre même dont le dernier paragraphe vous paraît, M. le Marquis, si concluant à l'affirmative, *quoi qu'il en soit, vous attendrez la signature du traité définitif pour en opérer l'évacuation.* M. le Maréchal de Castries a certainement entendu vous prescrire d'attendre que le dit traité vous parvienne par nos vaisseaux, quoiqu'il ne le dise pas formellement. Le plus petit doute à cet égard supposerait à M. le Maréchal de Castries une prévoyance inférieure à celle de la Compagnie anglaise qui, dans ses instructions à ses préposés dans l'Inde sur les articles préliminaires communiqués à nos ministres, leur ordonne positivement *de ne procéder à aucune des restitutions indiquées par les articles préliminaires avant d'avoir reçu le traité définitif par leurs propres voies.* Si vous voulez bien, M. le marquis, ajouter à cette observation importante celle qui ne me le paraît pas moins, que ces deux mêmes cours qui, sur des articles prélimi-

naires, se sont réciproquement communiquées en Europe les ordres et instructions qu'elles adressaient à leurs représentants effectifs en Asie, paraissent n'avoir pas suivi le même plan pour le traité définitif, puisque les Anglais ont déjà reçu deux frégates parties depuis la signature dudit traité, sans que vous ayez reçu un seul paquet de M. le maréchal de Castries, vous en concluerez, je pense, qu'il est très possible que les Anglais vous cachent quelques circonstances à eux connues. Je ne crois pas cependant le gouvernement actuel de Madras, dont je connais depuis plusieurs années divers membres, capable de vous retenir des paquets de la Cour ; mais son empressement sur la possession de Trinquemalé est si marqué que je le suppose instruit de quelques conditions de remise de cette place plus ou moins favorables à la Hollande qu'il cherche à éviter, s'il n'a d'autres idées. En un mot, il paraît impossible que le roi qui a si puissamment protégé les Etats Généraux pendant la dernière guerre, les ait abandonnés au moment de la paix. J'en conclus qu'il convient d'attendre les ordres de Sa Majesté avant de procéder à la remise de Trinquemalé, cette remise fût-elle pure et simple. »

M. de Moracin ayant achevé de parler, on a discuté longtemps les inconvénients de retarder la reprise de possession, etc., Mais MM. de Coutenceau et Moracin ayant persisté dans leur opinion, M. le marquis de Bussy a terminé la séance, qui avait duré trois heures, en disant aux trois commissaires que, ne voulant compter son avis pour rien, il se rendait à celui de la pluralité, qu'en conséquence la Commission persisterait dans son refus de rendre Trinquemalé jusqu'à la réception des ordres du roi attendus chaque jour et qu'il enverrait à cette commission une lettre ostensible aux commissaires anglais. (*A. Col.* C2 165, p. 215-217).

Cette lettre, écrite le même soir, contenait les passages suiuants :

« Si lord Macartney avait bien voulu se rappeler la promesse qu'il me faisait par sa lettre du 9 mars de me communiquer ses instructions relatives au traité définitif, j'aurais connu plutôt l'article que l'on veut faire servir de préambule au rétablisse-

ment. En conséquence, j'aurais prié le Gouverneur et le Comité de Madras de suspendre le départ (de Madras) des Commissaires anglais jusqu'à la réception des ordres de ma cour à ce sujet. Je ne me crois donc pas assez autorisé à remplir les conditions qu'on exige avant de traiter les autres objets contenus dans le traité définitif. »

Bussy convenait au surplus qu'il n'y avait aucun doute que nous devions rendre Trinquemalé aux Anglais, mais pas avant d'avoir reçu des ordres positifs à cet égard. Si les Anglais n'étaient pas d'accord sur ce point, il n'y avait qu'à rompre les négociations.

C'est alors que se manifestèrent les conséquences de la lettre de Bussy à lord Macartney du 24 mars. Les délégués anglais répondirent (23 avril) :

« A l'égard de la situation dans laquelle vous nous représentez que Trinquemalé se trouve, c'est-à-dire du partage d'autorité dans l'exercice du gouvernement militaire et civil entre votre nation et les Etats Généraux de Hollande, nous ne pouvons admettre aucune prétention ni aucune intervention de la Hollande dans la présente négociation ; votre nation est sans aucun doute en possession de Trinquemalé ; c'est avec votre nation seule que nous devons traiter. »

Et ils lui rappelèrent sa lettre du 24 mars, qui se terminait par ces mots : Je suis prêt à mettre à exécution la partie du traité qui nous concerne. Ils suspendirent donc les négociations jusqu'à réception de nouveaux ordres de leur gouverneur et le premier des commissaires, Charles Floyer, retourna à Madras.

Les ordres attendus arrivèrent le 26 et il y eut une nouvelle réunion des commissaires dès le 27 au matin. Avec ce ton de supériorité et même d'arrogance qui se trouve quelquefois dans le caractère britannique comme une sorte de défense contre le sentiment, les commissaires anglais restèrent sur leurs positions et maintinrent intégralement leur point de vue primitif. On y répondit le 2 mai par des écrits aussi probants mais aussi inutiles que les premiers ; cependant les commissaires français firent deux propositions nouvelles : la première d'échanger purement et simplement Pondichéry contre Goudelour, en

différant seulement la remise de leurs dépendances respectives et la seconde, en cas de rejet de la première, de préparer comme si l'on était d'accord l'œuvre générale des restitutions, sauf à retarder les signatures jusqu'à réception des ordres d'Europe. Toutefois, si du 1er au 10 juillet prochain, Bussy n'avait reçu aucun ordre de sa cour, il était décidé à prendre sur lui de mettre les Anglais en possession de Trinquemalé.

Les commissaires anglais répliquèrent le 5 mai que les ordres qu'ils avaient reçus leur prescrivant de retourner à Madras si leurs propositions n'étaient pas acceptées, ils étaient obligés de s'y conformer ; cependant Dalrymple resta. C'est qu'il avait reçu le 3 mai un ordre secret l'invitant à arborer le drapeau anglais sur Pondichéry, jusqu'à ce que la possession de cette place fut donnée en forme à la nation française. Bussy avait accusé le coup en ces termes :

« Je ne m'attendais pas à l'objet de cette lettre ; je m'attendais encore moins de ne pas en avoir été prévenu par le gouvernement de Madras ; vous êtes le maître, Monsieur, d'exécuter ses ordres. »

Cette humiliation lui fut pourtant épargnée et sans doute il le dut à la proposition qu'il avait faite, avant que la menace anglaise lui fut connue, de rendre Trinquemalé après le 1er juillet. Quoiqu'il en soit, ce même jour, 12 mai, les commissaires français firent à Dalrymple une autre proposition : ils lui offrirent au nom de Bussy de rendre les deux forts que nous occupions à Trinquemalé, dans le même temps que Pondichéry nous serait restitué. Le lecteur a déjà remarqué que dans cette proposition, il n'était question que des deux forts, sur lesquels aucune contestation n'était possible ; cette restriction volontaire n'échappa ni à Dalrymple ni à Macartney, et la réponse du gouverneur anglais fut que nous devions remettre tout ce qui avait été possédé par les Anglais jusqu'au moment où Suffren les en avait dépossédés. — Quant au drapeau, Macartney rappelait avec un certain humour que si le pavillon britannique ne flottait pas sur Pondichéry, c'était par la simple inattention de l'officier qui y commandait en juillet 1781 et dont le gouvernement de Madras n'aurait pas eu connaissance

dans le temps. Macartney consentait pourtant à ce qu'il ne fut pas actuellement rétabli, « à condition qu'il ne paraisse pas qu'un délai trop considérable ou non nécessaire soit apporté à effectuer la restitution de Trinquemalé aux Anglais. » (*A. C. C*[2] 165, p. 249-251).

Dès lors, et pendant quelques jours seulement, la partie se joue uniquement entre les deux gouverneurs. Bussy ne désirait nullement rendre Trinquemalé aux Anglais, il était convaincu qu'ils ne le rendraient jamais aux Hollandais ; aussi s'appliqua-t-il à vouloir démontrer à lord Macartney que la restitution de cette place serait moins facile qu'on ne paraissait le croire à Madras ; il n'y avait point autour d'elle de district proprement dit ; celui qui était maître du port et des forts était maître de tout ; quant au territoire qu'avaient pu posséder les Anglais, Bussy savait que Suffren ne s'en était jamais occupé par la double raison qu'il l'avait quitté à l'instant qui avait suivi sa conquête et qu'il n'avait jamais regardé que le port et les forts comme dignes de son attention. Ce qu'on nommait la ville se réduisait à une centaine de cases habitées par des topas ou métis portugais. Avant de la rendre aux Anglais, il conviendrait peut-être de savoir ce qu'elle représentait exactement. Si cette manière simple d'envisager les choses ne lui convenait pas, lord Macartney était le maître de faire remettre le pavillon anglais à Pondichéry : tout le monde savait bien que, depuis la capitulation de 1778, cette ville était devenue possession anglaise,

D'après l'esprit plutôt que la lettre de ces explications, Macartney jugea que les difficultés qui s'étaient élevées n'étaient peut-être pas insurmontables et décida (25 mai) que les conférences seraient reprises pour arriver à un arrangement immédiat et amical en tous points entre les deux nations. (*A. C. C*[2] 165, p. 254-256).

Les commissaires anglais revinrent donc à Pondichéry et de nouveaux pourparlers s'engagèrent le 4 juin. Ils se déroulèrent dans une atmosphère de moindre méfiance, bien qu'à vrai dire Bussy cherchât des moyens de retarder l'heure du sacrifice par des propositions dilatoires sur l'embarquement direct de nos troupes d'occupation pour l'Ile de France et le temps matériel

d'effectuer cette opération ; cependant il semblait qu'on allait tomber d'accord pour la remise pure et simple de Trinquemalé et sur les modalités de cette restitution, qui devait être suivie dans les quatre jours de celle de Pondichéry avec les districts de Villenour et de Bahour, lorsque le 16 juin arriva de France la frégate la *Précieuse* avec les instructions du roi si impatiemment attendues. L'avant-veille, le gouverneur de Ceylan avait reçu de son côté le texte des préliminaires de la paix conclue entre la Grande-Bretagne et les Etats-Généraux et des instructions pour opérer la restitution de Trinquemalé aux Hollandais conjointement avec les Français.

Dans ces conditions, Bussy crut devoir attendre les résolutions du gouverneur de Madras pour continuer l'œuvre commencée. D'après les instructions reçues de France, les port et forts de Trinquemalé devaient être rendus à des commissaires de Sa Majesté britannique, mais remis immédiatement après à un commissaire hollandais. Bussy écrivit aussitôt à M. Falk de prendre ses dispositions pour que le commissaire et les troupes de la République se trouvassent à Trinquemalé au jour marqué. Il communiqua de même aux commissaires anglais les instructions qu'il venait de recevoir et ceux-ci les adressèrent à leur tour au gouverneur de Madras. Macartney les jugea inadmissibles et, dès le 2 juillet, les commissaires anglais remettaient à leurs collègues de France une note d'où il ressortait, en premier lieu que le gouverneur de Madras n'ayant pas reçu lui-même d'ordres postérieurs à ceux du 23 septembre 1783, il s'en tenait à leur exécution, en second lieu qu'il considérait Bussy comme personnellement engagé par ses propositions précédentes, enfin qu'il regardait comme sans valeur les instructions apportées par la *Précieuse*, attendu que des négociations à ce sujet étaient encore pendantes entre les cours de Paris et de Londres ; en conséquence toutes les restitutions à faire entre les deux nations pouvaient rester en souffrance.

Appréciant ce refus du gouvernement de Madras de travailler à l'exécution du traité définitif, Bussy s'exprimait en ces termes dans une lettre au Maréchal de Castries du 4 août :

« On ne peut plus se tromper sur les vues des Anglais au sujet

de Trincomalé. Tout manifeste qu'une fois maîtres du port et des forts, ils ne les auraient pas rendus aux Hollandais ; et si l'empressement qu'ils ont montré pour y déployer leur pavillon, les approvisionnements considérables en comestibles et effets de guerre qu'ils y destinaient, enfin leur entêtement à exiger qu'une remise pure et simple de cette place en leurs mains précédât tous autres échanges avec nous, si, dis-je, toutes ses observations ne suffisaient pas pour assurer la vérité de mon assertion et qu'il eut besoin d'être appuyé sur des conjectures politiques, j'en trouverais de fondées dans la position actuelle des Hollandais avec le roi de Candie. Celui-ci est à la veille de déclarer la guerre à la régence de Ceilan. Serait-on injuste en présumant d'après les manœuvres des Anglais que les dispositions du roi de Candie ne sont que l'effet de leur instigation et que le désir violent qu'ils ont montré d'être en possession de Trincomalé, a sa source dans la nécessité d'avoir cet établissement pour y faire des magasins d'armes et de munitions en tous genres et en quantité suffisante pour maintenir cette guerre ? N'est-il pas naturel d'imaginer que sans ces vues le gouvernement de Madras n'aurait pas opposé tant de tracasseries à la bonne foi et à l'honnêteté dans les négociations et qu'il ne refuserait pas de suivre une convention faite entre les cours respectives annoncée telle par M. le maréchal de Castries, parlant au nom du Roi, confirmée enfin par les ordres de la Compagnie hollandaise au Gouverneur de Ceilan. Il résulte, je crois, de tout cela que les Anglais voulaient d'abord être les maîtres de Trincomalé et le conserver ensuite par tous les moyens quelconques. »

Quoiqu'il en soit, Bussy répondit tout d'abord à la note des commissaires anglais que, quelles qu'eussent été ses idées personnelles, il devait avant tout se soumettre aux ordres du roi avec une obéissance passive, mais que, désireux d'éviter toute équivoque, il ferait aussitôt partir une frégate pour la France, afin d'être plus tôt et directement informé. Lord Macartney lui répondit : « Puisque vous êtes déterminé à suivre les dernières instructions de M. le maréchal de Castries et que celles du gouvernement de Madras tendent à un effet contraire, il s'en-

suit que, pour opérer les restitutions mutuelles, il faut attendre de nouveaux ordres d'Europe » ; en les attendant, « il faut des deux côtés agir de manière à éloigner autant qu'il sera possible les inconvénients de ce délai ».

Sans être tragique la situation n'était cependant pas très plaisante ; il faut se féliciter pour les deux nations qu'elle n'ait pas été compliquée par une attitude aussi intransigeante et aussi peu courtoise que celle qui avait présidé jadis aux rapports de Dupleix et de Floyer ; Bussy était un diplomate avisé et il ne semble pas que Macartney ait été un brouillon. Tous deux désiraient également ne rien compromettre.

Bussy donna donc suite au projet qu'il avait pris d'envoyer un vaisseau en Europe, le *Coventry* ; il offrit même d'y recevoir le courrier du gouvernement de Madras et le conseiller Staunton, qui était envoyé en mission en Europe.

D'après le ton de la lettre de lord Macartney, Bussy ne pensait pas que le gouvernement de Fort Saint-Georges eut l'intention de rétablir le drapeau anglais sur Pondichéry ; mais si cette éventualité se réalisait, Bussy était décidé à retourner à Mangicoupom. « Sans être trop profondément affecté de la situation extraordinaire dans laquelle se trouve en ce moment la nation française en Asie, écrivait-il à son collègue de Madras le 27 juillet, je ne puis voir sans peine que de simples formalités pour la remise d'une place qui ne doit rester ni à votre nation, ni à la mienne, arrêtent seules tout l'effet d'un traité définitivement souscrit entre les deux souverains ; c'est bien assurément le cas de dire que la forme emporte le fonds ; quoiqu'il en soit, j'attendrai patiemment que les circonstances permettent l'exécution pleine et entière des ordres explicites auxquels je suis assujetti, à moins que vous ne vouliez d'avance travailler à des arrangements qui tôt ou tard doivent avoir lieu. »

Aussi désirait-il revenir en France le plus tôt possible. Dans une lettre à Suffren du 4 août, il lui disait : « Notre situation est très embarrassante dans le moment et plus inquiétante encore pour l'avenir. En homme d'Etat vous le jugerez au premier coup d'œil ; et comme citoyen vous ne pourrez qu'en être affligé et surtout de l'humiliation qui en est une suite. Je

la sens dans toute son amertume, et dans l'impossibilité de la faire cesser, je ne désire que mon retour en Europe que je sollicite avec instance. Le *Coventry* mit à la voile le 5 août, et pendant six mois il ne fut plus question de Trinquemalé.

« Je ne sais, écrivait Bussy à M. Falk, le 28 juillet, comment l'on prendra en Europe ce retard qui, dans les circonstances présentes, ne doit être attribué qu'aux Anglais seuls ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il portera un préjudice réel aux intérêts de la France et de la Hollande, puisque par là aucune restitution entre la France et l'Angleterre ne paraît devoir avoir lieu jusqu'à la réception de nouveaux ordres d'Europe. Il s'ensuit nécessairement que les restitutions à faire par cette dernière puissance à la Hollande pourront être également arrêtées jusqu'au traité définitif entre la Grande-Bretagne et les Etats-Généraux. Peut-être les Anglais seront-ils obligés par le traité définitif d'en agir autrement, mais jusque-là, je ne fais aucun doute qu'ils se prévalent des articles préliminaires pour laisser les choses dans l'état où elles sont.

« Je suis bien persuadé, Monsieur, qu'un événement auquel ni vous ni moi ne devions nous attendre vous fera faire des réflexions sérieuses sur la conduite des Anglais. Vous ne pourrez douter des principes d'après lesquels ils agissent et c'est vous en dire assez » (*A. C. C*[2] 165, p. 298-300).

Falk pensa un instant pouvoir brusquer les choses en nous proposant de lui remettre directement Trinquemalé, sans se préoccuper des Anglais. Bussy écarta cette proposition au nom de la simple prudence. « Ce serait alors, dit-il, une véritable infraction au traité définitif entre la France et l'Angleterre et comment pourrait-on exiger de la Grande-Bretagne l'exécution littérale du traité, si l'on manquait envers elle dans un seul point de cette exécution ? »

L'affaire en resta là.

Cependant on apprit au commencement de décembre que le traité définitif de paix entre la Grande-Bretagne et la Hollande avait été conclu. L'échange de Trinquemalé et les autres restitutions auraient pu s'accomplir à ce moment ; le gouvernement de Madras voulut encore attendre qu'il fut adressé « ministé-

riellement », c'est-à-dire officiellement aux puissances européennes dans l'Inde, et cette notification ne fut faite qu'à la fin de janvier. On sait déjà que Bussy ne la connut jamais ; il mourut le 7 de ce mois et c'est à son successeur intérimaire, M. de Coutenceau, qu'échut la mission de remettre Trinquemalé aux Anglais qui le rendirent aussitôt aux Hollandais, tandis que le drapeau français était enfin arboré officiellement à Pondichéry. Le grand mérite de Bussy, dans la pénible et délicate négociation qu'il eut à conduire, est d'avoir deviné très exactement le jeu des Anglais et d'avoir paralysé leurs desseins avec une patience avisée, qui les mit dans l'impossibilité de gagner la partie en escomptant de notre part un acte de mauvaise humeur intempestif. Ainsi Bussy put conserver à la Hollande une dépendance qui pourtant ne devait pas lui rester ; elle lui fut définitivement enlevée pendant les guerres de la Révolution.

§ 7. — Difficultés administratives et financières.

Pendant que ces tractations se déroulaient à Pondichéry, comme si nous y étions les maîtres du logis, quels étaient en réalité nos moyens d'action plutôt que nos pouvoirs réels pour administrer les quelques intérêts que nous avions à sauvegarder ? Il n'est pas inutile de poser la question : la situation elle-même étant en dehors de toutes les règles ordinaires.

Comme Bussy ne doutait pas que la place dût nous être très prochainement rendue, il lui parut, dès la fin du mois de juillet 1783, alors qu'il était encore à Mangicoupom, qu'on pourrait peut-être commencer à Pondichéry quelques réparations extérieures qui mettraient la ville à l'abri des brigands dont les attaques nocturnes étaient à craindre.

Dans le cas où Macartney y consentirait, Bussy avait l'intention de venir s'établir, non dans la ville elle-même, mais dans les environs, pour y rétablir sa santé ; toutefois ce motif qui lui était personnel était un accessoire qu'il était tout disposé à sacrifier. Macartney et son Conseil accédèrent à cette demande avec une entière bonne grâce et vers le 15 août, Bussy vint s'installer à Oulgaret, à deux ou trois kilo-

mètres de Pondichéry, dans une maison solidement construite et de belle apparence, presque abandonnée dans la suite et qui commençait à tomber en ruines il y a une vingtaine d'années.

Cette première satisfaction obtenue, Bussy en demanda presque aussitôt une autre ; c'était de faire revenir une partie de nos munitions de guerre qui se trouvaient à Goudelour, avec le pouvoir de disposer de quelques hommes pour les garder. Lord Macartney considéra non sans raison que l'établissement d'officiers publics français dans un territoire leur appartenant encore, pourrait être regardé comme une prise de possession anticipée ; néanmoins, puisque Bussy le jugeait nécessaire, il y donnait son assentiment. Le seul correctif qu'il y apporta fut d'envoyer un officier anglais autant pour maintenir la police et le bon ordre que pour faire acte de souveraineté : le fonctionnaire désigné fut un nommé Georges Moissard, avec le titre de commissaire. On ne pouvait évidemment faire précéder la restitution intégrale par des procédés plus courtois.

La question devint un peu plus délicate lorsque, vers la fin de septembre, Bussy demanda à faire entrer nos troupes elles-mêmes avec leurs malades dans la ville et l'aldée de Pondichéry. Ces troupes actuellement campées à Mangicoupom et ne devant pas y rester, les y laisser, n'était-ce pas léser les intérêts des Anglais eux-mêmes ? Autant que nous ils devaient désirer dès maintenant un état de choses qui allait prochainement devenir définitif. Le Conseil de Madras y consentit encore, parce que, disait-il, tel était l'objet des désirs de Bussy et il libéra même ce dernier de la servitude qu'il s'était volontairement imposée de ne pas venir résider à Pondichéry : on désirait qu'il ne témoignât pas à cet égard d'une réserve qui par événement pouvait devenir excessive.

Un nouveau pas dans la voie de la conciliation fut encore fait peu de temps après, par la permission qui fut accordée aux Français d'exercer à Pondichéry un commerce libre et indépendant, tel qu'il était spécifié par l'article 13 des préliminaires. Le commissaire anglais et notre représentant, M. Monneron, devaient régler ensemble les contestations qui pourraient s'élever à cet égard, et même toutes autres.

La nécessité de faire quelques travaux d'entretien à des constructions en mauvais état obligea encore une fois Bussy à avoir recours aux bons offices des Anglais. Comme tous les matériaux nécessaires ne se trouvaient pas à Pondichéry, mais à Marconam, à quelques lieues au nord, en territoire anglais, Macartney autorisa nos gens à s'y rendre comme par le passé pour y acheter du bois et y faire de la chaux et du charbon, sous réserve que cette concession serait considérée par nous comme une gracieuseté et non comme un droit. Bussy obtint de même que le collecteur indien chargé par l'Angleterre de la perception des droits se contenterait provisoirement d'une contribution modique, tant que les subsistances de la ville ne seraient ni suffisantes ni régulièrement assurées.

Cette restauration anticipée, si incomplète qu'elle fût, était affaire d'amour-propre plutôt que de nécessité ; les installations de Mangicoupom et de Goudelour étaient confortables et le pays environnant avait été moins éprouvé par la guerre que la banlieue de Pondichéry, où tout avait été dépeuplé et ravagé. Si l'on s'en rapporte, en effet, à un mémoire de Monneron portant la date du 30 septembre, la population avait diminué de moitié depuis le jour où Haïder Ali était venu dans le pays. La mortalité avait surtout frappé les tisserands et les laboureurs, qui n'avaient même pas trouvé moyen de sauver leur vie en se réfugiant dans des villes plus éloignées comme Negapatam et Trichinopoly. L'afflux des fugitifs y avait déterminé la famine et une maladie épidémique avait achevé de décimer la population. Le bétail avait subi le même sort. Toutes les aldées avaient été plus ou moins ravagées ou détruites et l'on ne voyait aucune possibilité de restaurer le commerce avant deux ou trois ans.

Le point capital était la question des vivres. On ne pouvait pourvoir avec assurance à la nourriture de la population, aux besoins de l'armée et à l'entretien des hôpitaux. Par suite de la pénurie du marché, on se trouvait aux prises avec des accapareurs qui, selon les traditions, profitaient de la misère générale pour s'enrichir. On était obligé, au moins provisoirement, de passer par leurs mains. Pour échapper à leurs exigences, Monneron put acheter pour le compte du roi une importante car-

gaison de riz qui fut revendue sans bénéfice comme sans perte, mais fit baisser les prix de 10 à 12 pour cent. D'autres vaisseaux furent successivement envoyés à la côte d'Orissa, au Bengale, en Birmanie, au Siam et même à Batavia pour en rapporter la précieuse denrée, base de l'alimentation générale. L'opération prévue pour Batavia fut même considérée comme un moyen de récupérer sur les Hollandais une partie de la contribution qu'ils nous avaient promise pour soutenir la guerre. [1]

1. La question de la monnaie, base des transactions, était déjà à ce moment l'objet de diverses spéculations. Nous avions rappelé de Goudelour à Pondichéry des techniciens ; quelle monnaie frapperaient-ils ? Écoutons à cet égard les réflexions que Monneron adressa aux Ministres le 30 septembre ; elles n'ont point perdu aujourd'hui toute leur actualité.

« Toutes les monnaies de l'univers ont intrinsèquement un rapport constant entre elles. Cette proportion peut être troublée de deux manières : l'une quand un État perçoit des droits seigneuriaux plus ou moins forts ; l'autre quand le besoin d'une espèce de monnaie exige de changer les autres monnaies dans cette première, mais ce dernier cas ne peut arriver qu'autant que le besoin est infiniment plus considérable que le produit de la fabrication. Voilà précisément ce qui existe aujourd'hui à Pondichéry à la Monnaie : les cent piastres neuves valent 213 rs. 4 f. 4 c., mais elle ne peut suffire à fabriquer assez de roupies ; dès lors il faut s'adresser au particulier ; ceux qui peuvent attendre 8, 10 ou 15 jours, ne donnent que 208, 209 ou 210 rs. pour 100 piastres.

« D'après les principes ci-dessus, l'évaluation d'une monnaie étrangère dépend du produit qu'on en retire à l'Hôtel de la Monnaie où elle est échangée. Ainsi les 100 piastres neuves pesant 11 marcs vaudront 213 rs. 4 f. 4 c., mais la piastre étant pour la France une marchandise, je ne la prendrai point pour établir le prix d'une roupie en argent de France. Il me semble plus juste et plus naturel de fixer ce prix sur ce que 100 écus de 6 fr. produiront à la monnaie de Pondichéry ; or ils produiront 237 rs. ordinaires, donc une roupie vaut 2^{l} 10^{s} 7^{d} 41^{d} 79 ; ce résultat dont on ne peut nier l'exactitude est bien différent du taux auquel on a fixé la roupie.

« Pour vous donner, Monseigneur, un exemple frappant du tort que souffrent les intérêts du roi pour n'avoir pas une manière unique de compter dans toutes ses caisses, je le choisirai dans deux états que j'ai ordonnancés en piastres ;

« Le prix de la table pour un passager a été arrêté à l'Ile de France à 2/3 de piastre par jour ou à 4 liv. Il était dû à M. Dubois, capitaine du vaisseau *Les Trois Amis* pour solde 124 journées de table à 2/3 de piastre ; cela fait 82 piastres 2/3 qu'il a reçues. Ces piastres, à raison de 213 rs. p. cent, font 176 rs. 4 f. Si j'avais laissé subsister le compte en livres, les 124 journées à 4 liv. montant à 496 liv., il aurait fallu payer 206 rs. 5 f. 1/3, à raison de 48 s. pour une roupie. Sur un aussi mince objet, il y a eu pour le roi une épargne de 30 rs. 1 f. 1/3.

« Je crois de mon devoir de vous faire ces observations, mais j'ose vous

Après les vivres, l'objet le plus important était celui des hôpitaux. La rétrocession n'étant pas encore effective, on avait dû laisser tous nos malades à Goudelour ; obtint-on aujourd'hui la faculté de les transférer, la saison des pluies qui approchait s'y opposait de la façon la plus absolue.

L'incertitude où nous étions du sort définitif des aldées que nous devions recouvrer était un autre sujet d'inquiétude. Notre premier devoir comme notre premier besoin était d'y faire revivre l'agriculture, en donnant aux laboureurs qui voudraient revenir, l'assurance qu'il ne leur serait demandé aucune redevance pendant deux ans. Comment leur donner cette assurance ? Pouvions-nous leur fixer la date de notre rétablissement ?

prier, Monseigneur, de ne pas imaginer que je veuille inculper personne. L'ancien usage a prévalu pour donner à la roupie la valeur de 48 sols tournois. Tel était en effet le taux d'une roupie courante que l'on employait dans les comptes sous le régime de la Compagnie des Indes, mais cette roupie valait moins que la roupie effective. Lorsque le roi a pris possession de Pondichéry, on a adopté cette même valeur de 48 s. pour la roupie effective, parce qu'en effet elle est fort commode pour les comptes tenus en livres tournois.

« Je sortirais de mon sujet si je parlais en détail des effets qui résultent, lorsqu'un même comptable a des valeurs numéraire et des valeurs en papier ; je me bornerai à dire qu'ils sont tous nuisibles aux intérêts du roi. Ce mélange pourrait peut-être exister sans abus, mais il faudrait, ce qui n'arrivera jamais, une succession d'administrateurs se conduisant par les mêmes principes.

« *4 deniers pour livre.* — Si le motif qui a fait établir cet impôt était moins respectable, je suis persuadé qu'il aurait été supprimé aussitôt que créé. Il est aisé de démontrer qu'il est tout entier à la charge du roi et qu'il perd de plus la différence qui se trouve au profit du vendeur. Je m'explique par un exemple qui m'est personnel. Il y a déjà nombre d'années que, vendant au roi des effets dont je ne voulais que 9 liv., parce que j'ignorais cette retenue de 4 den. par livre, pour ne pas l'avoir à ma charge. je les portai alors à 9 liv. 10 sols. Ainsi le roi paya par ce moyen 3 sols 2 den. pour les 4 den. par livre de 10 liv. 10 sols et réellement j'eus un bénéfice aux dépens du roi de 6 s. 10 d.

« Il est digne de votre sagesse de faire cesser cette illusion. On charge souvent les dépenses d'un 59e, pour que les 4 den. pour livre paraissent avoir été prélevés. En définitif c'est toujours le roi qui paie sur ce pied ; il pourrait très bien éviter la dépense des Trésoriers des Invalides, en s'imposant lui même à payer le 59e de toutes les dépenses et les comptes de ses autres trésoriers n'en seraient que moins embrouillés. »

En attendant, il fallait vivre, et les fonds commençaient à manquer. Bussy, à son départ de France, avait cru pouvoir compter sur le concours financier des Hollandais, qui nous avaient promis, pour la participation à la guerre, un concours de cinq millions de francs ou 2.500.000 florins ; ce concours nous avait presque entièrement manqué. Les Hollandais avaient à peine pu nous donner, soit en numéraire soit en marchandises, différentes sommes s'élevant ensemble à 175.000 rs., soit environ 425.000 francs. Vers le milieu de novembre, Bussy prit le parti de tirer deux lettres de change de 1.200.000 francs chacune sur la Haute Régence de Batavia et sur le Gouverneur général de Ceylan ; mais ce règlement qui ne pouvait se réaliser qu'en Europe, ne nous donnait pas d'argent comptant. Pour en tenir lieu, Bussy envoya à Batavia une frégate et deux flûtes pour en rapporter du riz, dont la vente à Pondichéry viendrait en déduction de la dette hollandaise, et il s'adressa aux Iles pour obtenir de l'argent frais. Bussy n'avait plus à ce moment en caisse que 600.000 livres, et la seule garde de Trinquemalé lui en coûtait chaque mois 50.000.

Les seuls revenus sur lesquels nous pouvions compter provenaient de Goudelour que nous devions évacuer ; mais la perspective de notre départ ne favorisait pas les rentées. En réalité nous vivions de crédit, d'emprunts qui nous coûtaient fort cher et de très rares opérations commerciales de peu d'importance, où nous étions obligés de sacrifier l'avenir pour obtenir immédiatement quelques réalisations.

Sans être désespérée, la situation devenait de jour en jour plus critique.

Par bonheur Bussy était secondé par un personnel supérieur, qui ne profitait pas des circonstances pour se perdre en plaintes et en récriminations déprimantes. Il y avait d'abord le commissaire général Pierre Monneron, faisant fonctions d'intendant depuis le départ de M. de Launay ; le rôle le plus ingrat de l'administration, qui était de pourvoir aux subsistances, lui était réservé, mais sa probité reconnue par tous les gens du pays et même par les Anglais lui donnait le plus grand crédit. Moracin et Lagrenée se recommandaient également par leurs

connaissances et leur honnêteté. Citons encore un ancien Conseiller de l'Inde, Martin, originaire de Surate et issu d'une famille qui avait autrefois rempli les premiers emplois de la Compagnie ; c'était lui que Bussy avait envoyé à Madras pour essayer de ménager la meilleure paix possible entre Tippou et les Anglais. Il y avait enfin un nommé Peyron, que Bussy se promettait de recommander aux bontés du ministre, si une maladie extrêmement dangereuse lui laissait quelque espoir d'en recueillir les effets.

Le concours dévoué de ces cinq personnes était un utile réconfort pour Bussy qui, dans sa correspondance, n'accuse personne, pas même la fatalité, de la situation presque désespérée dans laquelle il se trouvait. Il savait que rien ne sert de maugréer ; il faut agir. Mais la question d'argent dominait tout. Monneron lui soumit un jour un projet de marché fort onéreux avec un nommé Gérard qui, selon toute apparence, devait résider à Tranquebar. L'affaire lui était présentée par notre agent en cette ville, M. Mercier. Nous n'avons aucune autre indication sur ce marché, sinon que, si bizarre qu'il parut être, Bussy y vit une faible mais précieuse ressource qu'il ne pouvait même espérer. « Au surplus, disait-il, ce marché fût-il plus désavantageux encore pour le roi, notre détresse doit le justifier... Je vois avec la même peine que vous la perte qui en doit résulter pour le roi ; mais les circonstances rendent ce sacrifice indispensable ; il faut s'y soumettre. » *(Lettres à Monneron du 30 août et 30 novembre.)*

D'autres opérations de même nature ou d'un genre peu différent s'accomplirent dans le même temps. C'est ainsi que le 11 juillet on saisit et mit en vente un vaisseau appartenant à un nommé Paul Dorifat, commerçant des Iles, qui était en état de banqueroute : le roi était créancier d'une forte somme sur ce navire. La vente rapporta 21.000 roupies. Cette somme permit de désintéresser quelques créanciers ; toutefois celles qui leur furent versées, ne le furent pas intégralement en numéraire ; l'argent n'eût pas suffi ; on solda le reste en papier monnaie. Le sieur Desloges, capitaine du navire, produisit pour lui-même et pour son équipage un compte qui excédait de beau-

coup le prix de la vente ; sa réclamation parut légitime, mais, faute de disponibilités, on le renvoya à se pouvoir à l'Ile de France pour faire valoir ses droits.

L'argent n'était pas seul à manquer. Les vivres, outre qu'ils étaient fort rares, coûtaient aussi fort cher. Tout le pays avait été dévasté par plusieurs années de guerre ; les habitants s'étaient enfuis pour la plupart et des terres restaient incultes. Il fallait s'adresser au dehors. Mais, pour comble de malheur, la récolte avait été mauvaise au Bengale et le gouverneur général Warren Hastings avait interdit l'exportation du riz. Ce fut en vain que Bussy s'adressa à lui personnellement pour le faire revenir sur cette résolution ; la récolte avait été réellement trop déficitaire dans la vallée du Gange.

Il fallut songer aux Indes néerlandaises et Bussy y envoya des navires. Fort heureusement il arriva sur ces entrefaites un vaisseau des Iles, qui apporta 40.115 livres de biscuits, du blé et 60.000 livres de haricots, mais pas de viande salée, ni de vin ni autres comestibles, et d'autre part pas d'argent.

Bussy se trouva ainsi réduit à se demander chaque mois comment il pourrait faire face aux paiements du mois suivant et chaque fois la solution lui paraissait plus difficile. Une épidémie seule, faisant des vides, eût éclairci la situation. Il ne se produisit fort heureusement rien de pareil ; il fallut alors envisager d'autres solutions. La plus simple, comme la plus rationnelle, était de renvoyer soit en France soit aux Iles une partie des troupes. Aussi bien elles ne pouvaient plus rendre aucun service, puisque la paix était certaine et, dut la guerre reprendre, elles étaient maintenant trop affaiblies et trop peu nombreuses pour parer même à un coup de main.

Avant d'en venir à cette extrémité, Bussy crut devoir autoriser les différents corps de troupes à se servir des fonds qu'ils avaient dans leur caisse provenant de la masse et de ceux provenant des inventaires des morts ; avec ces fonds on pourrait payer le prêt aux soldats et il en serait tenu compte aux Conseils d'administration des régiments lorsque les circonstances permettraient de les rembourser de ces avances.

Quant à la solde des officiers, elle venait d'être ramenée à

celle qui est allouée sur le pied de paix. Par ordre du Maréchal de Castries, ministre de la Guerre, en date du 1er octobre 1783, il avait été décidé qu'à partir de cette date, leur traitement serait celui qui est accordé pendant la paix aux officiers employés à l'Ile de France. Toutefois, vu la disette de vivres qui régnait dans l'Inde, Bussy avait été autorisé à ajouter pour un an seulement un supplément à ce traitement ; Bussy l'avait fixé au tiers des appointements, sauf pour le détachement de Trinquemalé, où les vivres ne manquaient pas et n'étaient pas hors de prix. Il ne semble pas que cette mesure ait soulevé des protestations ; elle était régulière et chaque officier avait pu prévoir avant son départ qu'elle lui serait un jour appliquée ; la tolérance autorisée par Bussy n'était pas de nature à les indisposer.

Toute précaution ayant été prise d'autre part pour que les soldats pussent toucher régulièrement leur prêt, le moral de l'armée ne fut pas atteint ; mais il pouvait l'être si, même par cas de force majeure, l'argent venait totalement à manquer. C'est pourquoi Bussy crut prudent, dès le 1er juillet, de prévenir Freytag, aide-major de l'armée, que les volontaires étrangers de la marine devaient se tenir prêts à partir pour l'Ile de France par la première occasion qui se présenterait ; arrivés aux Iles, ils seraient incorporés dans le Régiment de Pondichéry. Leur départ eut effectivement lieu le 11 juillet par le *Dromadaire.*

C'était un premier contingent ; le 28 juillet, Bussy décida le départ aussi rapproché que possible des régiments d'Aquitaine et de La Mark et, dès le 11 août, 60 hommes du régiment d'Aquitaine furent embarqués sur l'*Apollon.* Le reste du régiment ne devait pas tarder à les suivre.

Les prescriptions ministérielles qu'il venait de recevoir étaient de garder dans l'Inde le régiment de l'Ile de France ; or, lorsqu'il avait débarqué à Porto-Novo dix-huit mois auparavant, il avait trouvé ce corps morcelé. Les uns étaient à la côte Malabar avec M. de Cossigny, les autres à Trinquemalé avec M. de Suffren, d'autres enfin, la plus faible partie, étaient à la côte Coromandel. Presque tous étaient déjà retournés aux Iles. Bussy proposait de les y laisser et de lui renvoyer par contre le régiment de Pondichéry qui, par un singulier contraste,

se trouvait en service aux Mascareignes ; il estimait au surplus que 1.200 hommes étaient désormais suffisants pour la garde plutôt que pour la défense de Pondichéry, dont un simple fossé devait pour le moment assurer la protection.

Tant par les ordres venus de France qu'en raison des nécessités locales imposées par le manque d'argent, l'armée se trouva ainsi réduite au minimum d'effectifs. Restaient la flotte et les équipages qui ne constituaient pas une charge moins appréciable. Le ministre avait prescrit de garder dans l'Inde autant de vaisseaux de guerre que les Anglais en entretenaient eux-mêmes ; or ils en avaient cinq. Bussy ne proposait pas de réduire ce nombre ; son attention se porta alors sur les bâtiments de commerce qui eux aussi constituaient une charge d'autant plus lourde que notre commerce était pour ainsi dire inexistant et que les quelques bateaux destinés à l'assurer étaient dans un état défectueux. Le *Saint-Michel* faisait beaucoup d'eau ; la *Surveillante* et l'*Auguste* ne valaient guère mieux ; des vaisseaux en service à Trinquemalé, il ne restait que l'*Argonaute* et la *Précieuse* ; M. de Peinier, le successeur de Suffren, avait renvoyé les autres aux Iles pour s'y réparer. Un malheureux hasard vint encore réduire cet effectif ; dans les premiers jours de septembre, le *Fendant* qui venait de Trinquemalé échoua sur les côtes de l'Inde et, ne pouvant le renflouer, on dut en vendre les débris.

Ainsi tout concourait à rendre notre situation des plus déplaisante et, lorsqu'il faisait un retour sur le passé, les pensées de Bussy devaient être empreintes d'une grande mélancolie. L'opposition était trop brutale ; l'homme précipité du sommet des grandeurs par un coup imprévu du sort est moins meurtri que ne le fut Bussy dans la ruine définitive de l'œuvre à laquelle il avait autrefois attaché à son nom.

Pouvait-il du moins trouver dans le commerce quelque adoucissement à sa peine par l'espoir d'une prospérité d'une autre nature ? Là encore se dressait un nouveau mur des Lamentations. Nous n'avions repris possession d'aucun de nos établissements et, dans les autres parties de l'Inde, l'Anglais régnait en maître et nous le faisait sentir. En dépit des termes

du traité qui devait nous assurer un commerce libre, sûr et indépendant, aucune de ces conditions n'était réalisée. Des négociants de Yanaon, qui avaient contracté avec des marchands de Vizagapatam pour la fourniture de toiles blanches, se virent refuser la sortie de ces toiles. Bussy en référa aux membres du Comité de Madras. *(Lettre du* 16 *novembre)* :

Ou les Français, leur dit-il, ont en vertu du traité de paix pu contracter dans ce territoire ou ils ne le pouvaient pas. Dans le premier cas il est incontestable que la livraison des marchandises doit leur être faite ; dans le second le gouvernement de Vizagapatam devait les avertir qu'ils ne pouvaient prétendre à ce droit. Si malgré pareil avertissement ils avaient contracté avant que la question fût décidée, ils seraient alors exposés à l'événement de la discussion ; mais s'il ne leur a pas été fait, ils deviendraient les victimes d'une cause qu'ils ne pouvaient prévoir.

Nous n'avons pas la réponse du Comité de Madras, mais il est aisé de la supposer. Même après la reprise de nos établissements, il fallut de longues années avant que le gouvernement anglais consentit à laisser nos marchands traiter de quelques affaires dans les pays où son autorité était souveraine ; mais alors nos marchands s'étaient lassés d'attendre ; la plupart ne revinrent pas et les Anglais continuèrent d'exercer en fait un monopole que n'autorisait pas le traité de Versailles.

En résumé, Pondichéry ne fut pour nous, depuis le retour de Bussy en août 1783 jusqu'à la reprise de possession effective en janvier 1785, soit pendant dix-huit mois, qu'un établissement d'attente où notre présence était fort gracieusement tolérée, mais où nous n'avions le droit de lever aucune contribution et peu de facilité pour faire du commerce. Il nous fallait vivre presque exclusivement de fonds envoyés de France et d'emprunts qui, s'ils libéraient un peu le présent, engageaient fortement l'avenir. Cependant il n'y eut aucun trouble parmi la population et, semble-t-il, aucune mauvaise humeur effective parmi les officiers et employés. On doit sans doute le calme de cette traversée au milieu des écueils au crédit moral dont jouissait Bussy et au dévouement de ses collaborateurs immédiats qu'il avait su s'attacher par la grâce spéciale qui se dégageait de

sa personne et de ses procédés où l'autorité ne se manifestait jamais par des ordres brutalement impératifs.

Quant aux aldées entourant Pondichéry et à nos autres établissements, il ne pouvait en être question ; tout était encore au pouvoir de l'autorité britannique.

§ 8. — NOTRE AVENIR DANS LES MERS DE L'INDE.

Aux Archives du Ministère des Colonies, on trouve un projet de lettre du ministre à M. de Bussy, portant la date du 25 octobre 1783. Il ne semble pas, à la lecture, que le ministre français, marquis de Castries, considérât comme de longue durée la paix qui venait d'être signée à Versailles ; onéreuse à l'Angleterre, qui y avait perdu ses colonies d'Amérique, sans avoir été profitable à la France, elle lui apparaissait comme une sorte de trêve, de durée assez courte, qui donnerait aux belligérants de la veille les moyens et le temps de préparer de nouveaux armements. En cette lettre, en effet, le ministre envisage une nouvelle guerre avec l'Angleterre comme très probable sinon désirable et il dit qu'il faut la préparer sourdement, de façon à pouvoir frapper vigoureusement les Anglais dès la première campagne. Comme, dans le même temps, Bussy lui soumettait des projets pour notre rétablissement dans l'Inde, sans manifester beaucoup de foi dans leur réalisation, il nous paraît intéressant et utile de reproduire en parallèle tout à la fois la pensée du ministre et les spéculations de Bussy.

Voici d'abord le projet de lettre du ministre — et nous ne savons si la lettre fut effectivement envoyée :

Versailles, le 25 octobre 1783.

PROJET DE LETTRE POUR M. LE MARQUIS DE BUSSY

L'expérience de la dernière paix, Monsieur, a fait connaître à la France que le commerce de l'Inde n'était plus pour elle un objet assez considérable pour déterminer S. M. à faire de grandes dépenses pour parvenir à le conserver.

La paix actuelle nous replace dans cette partie du monde aux

mêmes conditions que celles que nous y avions par la paix de 1763. Ainsi nous ne pouvons espérer de plus grands avantages dans le commerce tant que les Anglais y auront l'excessive prépondérance qu'ils y ont acquise : il faut donc préparer sourdement une meilleure situation pour la développer à la première guerre, tirer de celle actuelle le meilleur parti que nous pourrons et faire nos dispositions de manière à pouvoir frapper vigoureusement les Anglais dès la première campagne.

Telles sont, Monsieur, les vues générales du roi relativement à l'Inde. S. M. s'attend que l'état précaire de son commerce dans cette partie du monde ne prendra aucun changement et que tant que les circonstances politiques de l'intérieur n'y concourront pas, le roi ne doit considérer cette vaste contrée que dans ses rapports avec les dispositions à faire pour la guerre prochaine.

Dans cette vue, il ne serait pas raisonnable que pour la troisième fois, S. M. fit élever des forteresses au milieu de celles des Anglais, à la côte Coromandel et qu'elle se préparât des pertes pour le commencement de la première guerre.

De cette expérience réitérée, on doit conclure qu'il suffit d'avoir des comptoirs à Karikal et à Pondichéry, et de mettre ces deux établissements à l'abri d'être insultés par les gens du pays ; à mesure d'ailleurs que le commerce s'étendra à la côte d'Orissa et dans le Bengale, vous y établirez des comptoirs et c'est dans cet esprit que vous pouvez autoriser aux termes du traité, le rétablissement de Chandernagor.

Les raisons de guerre qui seules déterminent S. M. à avoir un point d'appui dans l'Inde lui font penser qu'il serait avantageux à ses intérêts de pouvoir le placer à la côte Malabar où les Marattes et Hyder Ali dominent, et sous la protection desquels un établissement naissant peut se former à l'abri des entreprises injustes que les Anglais pourront tenter.

Le roi ne se permet pas, Monsieur, de vous rien prescrire de positif à cet égard. S. M. connaît l'impossibilité de former un plan à 6.000 lieues du pays où il doit être mis à exécution et elle se borne à vous communiquer les vues générales qui lui feraient préférer la côte de Malabar pour la place de dépôt qu'il lui convient d'avoir dans l'Inde.

Il est à craindre que l'emplacement de Mahé ne soit pas assez étendu pour y rassembler les choses nécessaires pour commencer la guerre. Dans cette supposition, le roi vous autorise, Monsieur, à traiter avec les souverains du pays et à obtenir d'eux ou une extension à la concession du terrain qui enveloppe Mahé ou tel emplacement que vous croirez préférable sur cette côte ou partout ailleurs qui remplirait les vues qui vous sont confiées.

Vous connaissez trop, Monsieur, les intérêts politiques de l'Europe et de l'Inde pour ne pas sentir qu'il faut que votre conduite, en vous occupant de tout ce qui pourra arrêter les progrès de la puissance anglaise, n'entraîne pas S. M. dans une nouvelle guerre, vous reconnaîtrez sans doute que c'est aux intérêts de l'Europe à la porter en Asie et non à l'Asie à entraîner la France à faire la guerre dans l'Inde.

La confiance du roi en vous, Monsieur, ne lui laisse aucun doute sur la sagesse des moyens que vous emploierez pour remplir ses intentions, et S. M. se borne en conséquence à vous les faire connaître en général sans vous en spécifier aucuns en particulier.

Pour me résumer actuellement et rassembler sous le même coup d'œil tous les objets de cette dépêche, je vous prie d'observer : 1° que les intérêts du commerce du royaume ne sont pas suffisants, tant que les Anglais seront dominants dans l'Inde, pour que S. M. fasse de grands sacrifices pour s'y établir dans cette seule vue ;

2° que les intérêts politiques qui doivent faire désirer l'affaiblissement de cette puissance et qui pourra y contribuer nécessitent un point d'appui en Asie ;

3° qu'il paraît que la côte Coromandel ne peut remplir cet objet, vu l'état de force dans lequel les Anglais se trouvent dans cette partie ;

4° que la côte Malabar est la seule où il paraisse possible d'y former en sûreté un dépôt principal.;

5° que le roi vous autorise à traiter avec les Marattes et le successeur d'Hyder Ali, pour obtenir de ces souverains une concession relative aux vues de S. M., si Mahé n'était pas suffisant.

Voilà, Monsieur, les bases d'après lesquelles vous devez régler la conduite politique que vous avez à tenir dans l'Inde ; l'intention du roi est que vous vous concertiez pour discuter et déterminer ces grands objets avec M. de Suffren, s'il est à portée de vous.

Je vais lui mander de la part de S. M. de vous communiquer les connaissances qu'il a sur la côte de l'Est et particulièrement sur l'Ile du Roi ; il serait question de savoir si un établissement sur cette côte remplirait à la fois des vues de commerce et celles qu'une guerre contre l'Angleterre pourrait nous présenter.

L'importance de l'objet ne permet pas de vous autoriser d'avance à commencer à former un établissement sans avoir reçu des ordres définitifs du roi à cet égard ; ainsi vous vous bornerez à rendre compte à S. M. des avantages et des inconvénients qui peuvent se rencontrer dans les parties que vous aurez reconnues propres à un nouvel établissement.

Pour compléter toutes les hypothèses qu'il est possible de former aux distances où nous sommes, il faut admettre le cas où vous

n'auriez aucune espérance d'obtenir un emplacement convenable pour former un dépôt à la côte Malabar ; dans cette supposition, dans celle où la côte de l'Est ne vous présentât aucun avantage et enfin dans l'hypothèse que la côte de Coromandel se trouvât la seule partie où vous puissiez vous établir, je dois vous prévenir que S. M. n'entend pas que vous y fassiez de la dépense sans lui en avoir fait connaître l'objet et je vous renvoie dans ce cas aux dispositions de détails qui se trouvent comprises dans ma lettre ministérielle.

Dans le nombre des services que vous avez encore à rendre au roi, Monsieur, un des plus importants serait de faire sentir aux représentants hollandais dans l'Inde, que la sûreté du Cap, de Trinquemalé et des Moluques dépendent de leurs liaisons intimes avec nous ; il faudrait les convaincre que lorsqu'ils ont fait le traité de la Barrière en Flandre contre la France, ils étaient dans un danger moins grand que celui qu'ils courront de la part des Anglais, à la première guerre, et qu'ils n'ont d'autre moyen de conserver les possessions importantes qui leur restent en Asie, qu'en faisant un traité à peu près pareil avec nous, pour mettre cette partie du monde en sûreté.

Les dangers qu'ils viennent de courir et les services que le roi leur a rendus dans cette dernière guerre doivent rendre cette proposition plus sensible en Asie qu'en Europe ; ainsi ce serait aux administrateurs de l'Inde à persuader ceux d'Europe que leur sûreté dépend d'une liaison intime avec la France.

C'est à votre habileté, Monsieur, à faire ressortir les motifs qui doivent déterminer la Hollande à prendre le parti que je me dois borner à vous indiquer.

Par différentes lettres de service que je joins ici, Monsieur, vous connaîtrez les intentions du roi sur le nombre de troupes et de vaisseaux que vous garderez dans l'Inde et que vous renverrez en Europe ; vous trouverez aussi tous les ordres de détails que votre situation exige et d'après lesquels vous devez vous conduire.

J'ai l'honneur d'être,

Bussy n'avait pas attendu cette lettre pour soumettre lui-même ses propres idées au ministre ; dès le 28 septembre, envisageant l'avenir réservé à nos établissements, il se demandait en quelle partie de l'Inde il conviendrait le mieux de rétablir le siège de notre autorité, le jour de la restitution arrivé. Et nous reproduisons presque textuellement ses expressions.

Assurément Pondichéry, où 10 à 12.000 habitants étaient spontanément rentrés dès la nouvelle de la paix, semblait le

lieu le plus favorable ; c'était d'autre part l'établissement où, soit par l'effet des eaux soit pour tout autre cause, on fabriquait les plus belles toiles bleues de la côte, objet essentiel pour le commerce. Mais, par son voisinage de Madras, Pondichéry s'était manifesté par deux fois comme un point trop vulnérable que rien ne pouvait sérieusement renforcer ; valait-il mieux s'établir Karikal ou à Mahé ?

L'aldée de Karikal était certainement fort belle, mais il ne s'y faisait aucun commerce et sa proximité de Negapatam l'exposait aux mêmes dangers que Pondichéry par rapport à Madras.

Restait Mahé. Cet établissement avait toujours été peu utile et dispendieux parce qu'il ne donnait aucun produit et n'avait pas de territoire. Son objet unique avait toujours été de procurer à la Nation les poivres du petit royaume de Cartenate et de deux ou trois petites principautés environnantes : une simple loge suffirait pour remplir cet objet. Constamment vexés par les chefs du pays, nous avions été alors forcés de construire un fort sur la rive gauche de la rivière pour protéger le commerce de la Compagnie et ses magasins. Bientôt après, on avait vu que ce fort était mal situé et dominé de toutes parts, et on en avait élevé plusieurs autres qui avaient coûté fort cher sans faire de cet endroit au établissement solide.

Mahé n'était susceptible d'aucun commerce. Les Etats des princes noirs du voisinage, étant pauvres par eux-mêmes et n'ayant ni manufactures, ni grains, ni autres objets de culture, ne consommaient aucun objet d'Europe. Tout ce qui environnait ce territoire ne produisait que du poivre et des cocos. La rade était inhospitalière et il ne pouvait entrer dans sa rivière que de petites embarcations qui devaient être légères et peu chargées.

En un mot Mahé ne possédait aucun avantage réel et avec sa population qui n'avait jamais excédé 1.000 à 1.500 personnes, elle n'était pas susceptible de devenir une colonie considérable. Il ne pouvait acquérir un peu d'importance que si l'on pouvait obtenir la cession d'une lisière de deux lieues de large sur une étendue de quatre à cinq lieues sur le rivage du côté du

sud ; c'était une région où l'on pouvait semer du riz et planter du poivre ; encore tout cela ne pourrait-il jamais dédommager des dépenses qu'on serait obligé de faire.

D'ailleurs la proximité des Marates n'était pas moins dangereuse pour nous que le voisinage des Anglais ne l'était à Pondichéry et à Karikal. Sans doute les Marates, nous voyant fixés à Mahé, pourraient dans telle ou telle circonstance avoir recours à nous pour leur fournir des troupes pouvant leur être utiles, mais jamais ils ne nous donneraient aucun secours contre les ennemis qui viendraient nous attaquer s'ils n'y étaient personnellement intéressés et encore ce ne serait qu'à force d'argent.

Tippou sans doute trouverait son avantage à voir le centre des forces françaises se former à la côte Malabar ; notre alliance et les secours qu'il en pourrait tirer lui seraient utiles et même nécessaires en paix comme en guerre ; mais pouvions-nous et devions-nous soutenir une puissance aussi éphémère contre tous les ennemis qui se préparaient à l'attaquer, sans espoir d'être jamais payés de retour ? Devions-nous nous exposer à une rupture avec l'Angleterre en défendant cet homme de fortune, au moment où la France ne serait pas en mesure de soutenir la guerre qui en résulterait ? Si l'on pouvait avoir quelque certitude de la durée de la puissance de ce prince et de son alliance, si l'on pouvait compter sur sa bonne foi, s'il n'était pas, comme tous les Indiens, enclin à préférer l'intérêt du moment à un intérêt durable, oui, il n'y aurait pas intérêt à balancer. Mahé, plus que toute autre place, pourrait être le centre de nos forces dans l'Inde, mais étant donnés le caractère de Tippou et la base de sa puissance, on ne peut pas plus se fier à l'un que fonder quelque espérance sur l'autre.

Il ne faut point assimiler ce guerrier parvenu aux puissances d'Europe dont on connaît les vrais intérêts et leurs alliés nécessaires ; la puissance de Tippou peut s'anéantir aussi rapidement qu'elle s'est édifiée ; c'est à quoi travailleront sans cesse les Marates, le soubab du Décan et les Anglais. Pour obvier à cet événement, Bussy essaye de lier les Marates, le Nizam et Tippou pour qu'il ne reste plus aux Anglais l'espérance de faire revivre l'ancienne ligue ; il espère réussir mais il n'ose s'en

flatter. Notre avenir à nous-mêmes est soumis à toutes les vicissitudes et, quelques facilités que puisse nous donner Tippou pour arrondir l'établissement principal que nous voudrions former à Mahé, il convient également d'en voir tous les inconvénients. Pondichéry, Karikal, Mahé ! aucune de ces places n'étant bonne pour un rétablissement dans l'Inde. Bussy ne voyait que deux manières de le faire : ou une forte défense de Pondichéry avec une garnison permanente de 1.800 Européens et 2.000 cipayes, de façon à permettre d'attendre les secours de l'Ile de France et même ceux de la Métropole ; ou bien laisser franchement Pondichéry sans défense, en s'en rapportant pour le commerce à la bonne foi des Anglais. « Car, concluait Bussy, je pense qu'à moins que les Français ne soient en état d'avoir une place très forte, il est indécent que le nom du roi y paraisse. »

Ce n'était pas assurément le rêve qu'il avait caressé lorsqu'il était le maître du Décan et nous nous imaginons que ce n'est pas sans un amer chagrin qu'il écrivit ces lignes désenchantées, trop conformes, hélas ! à ses pressentiments. Ce n'était pas non plus la perspective qu'on avait fait luire aux ministres, lorsqu'à Paris on leur traçait des plans de campagne dans l'Inde : pour réussir il eût fallu avoir des forces au moins égales à celles des Anglais ; il nous eût fallu être en situation de prendre Madras, Bombay, Mazulipatam et tout ce que les Anglais possédaient sur ces côtes ; il nous eût fallu... mais dans ce mot plein de foi, il n'y a le plus souvent que des déceptions. La réalité était que les Indiens, qui avaient conçu un instant l'espérance de voir bientôt la puissance française égaler celle des Anglais, avaient perdu aujourd'hui avec l'espérance toute la considération qu'ils avaient jadis pour la Nation.

Comme s'il eût pressenti que tout espoir de restauration véritable était en effet perdu pour la France dans l'Inde, c'est ailleurs que Bussy cherchait les conditions possibles d'un redressement. On vient de voir qu'il ne croyait pas à la possibilité de tirer aucune ressource appréciable de l'établissement de Mahé ; il ne lui semblait pas que cette localité, si charmante fût-elle par son décor harmonieux, pût jamais devenir un

nouveau chef-lieu de notre puissance ; on aurait trop d'embarras et de difficultés avec nos voisins immédiats, Tippou Sahib et les Marates. Tippou ne serait jamais un allié fidèle, tout le faisait conjecturer, et même dans le cas où il penserait que notre alliance lui serait nécessaire, il ne nous abandonnerait jamais Mangalor ni aucune parcelle de territoire, dont les revenus pourraient suffire à nos dépenses. Quant aux Marates, eux aussi ne nous donneraient jamais un emplacement chez eux ; leur caractère inconstant et inquiet s'y opposait absolument ; « tout ce que nous pourrions attendre d'eux, dans une guerre qui les intéresserait personnellement et dont le succès dépendrait de nos armes, ce serait une place isolée pour y établir nos magasins, parce qu'eux-mêmes sentiraient la nécessité de nous l'accorder ». Dans toute autre circonstance, nous n'avions à compter ni sur leur alliance ni sur leurs promesses ; elles resteraient toujours sans effet.

On a vu d'autre part que Bussy traitait de chimère tout projet d'atteindre les Anglais dans la vallée du Gange soit par un débarquement au Bengale, soit par une descente plus romanesque encore aux bouches de l'Indus, dans la région qui confine à Tatta. C'est ailleurs que Bussy désignait l'emplacement qu'il serait possible et avantageux de nous procurer, si nous voulions tenter l'aventure, et il indiquait le Pegou et en général toute la côte occidentale de la péninsule malaise.

Suivons-le dans son développement et ses considérations, d'ailleurs assez courtes. Ici nous citons textuellement :

Le Pegou est le pays de l'anarchie la plus décidée, et où les révolutions sont très fréquentes entre deux sectes qui partagent les Pegouins et les Barmans. Rangoun, à trente-six lieues de la résidence du roi, est l'endroit où sont établis les chantiers et le seul qui nous conviendrait. L'acquisition n'en est pas praticable et l'on ne pourrait s'en rendre maître et s'y conserver qu'avec des forces supérieures et toujours maintenues telles. Pouvons-nous employer ces moyens ? Les Anglais ont tenté de s'établir sur cette côte, ils l'ont toujours fait inutilement et ont vu périr les individus qu'ils y ont laissés. Je sais cependant qu'ils y ont un petit endroit dans le nord où ils tiennent un employé sans cesse à la veille d'être égorgé.

L'Ile du Roi ne mérite aucune attention.

Depuis longtemps j'entends parler des Iles Andaman. Les noirs de Nicobar et de Carnicobar y font seuls le peu de commerce qu'il y a et qui consiste en cocos et poisson salé. On assure que les habitants de ces îles sont anthropophages. Plusieurs commandants européens ont eu envie de les faire reconnaître et s'en sont tenus là. Je me propose d'y envoyer, aussitôt que j'aurai pu m'en procurer les moyens sûrs. J'y suis déterminé par différentes observations, à la vérité faites de loin ; mais on a vu des montagnes, des enfoncements et je soupçonne que cela pourrait offrir des ports.

Voilà des projets, mais nulle certitude d'établissement. Au reste, doit-on entreprendre dans l'un ou l'autre de ces différents endroits en admettant la possibilité de le faire et peut-on se flatter de les voir dans trente années au point d'utilité dont ils pourraient être susceptibles ? Pondichéry prouve combien il faut de temps pour peupler un établissement, quoique formé lorsque les Anglais et les Français dans l'Inde étaient dans une parfaite égalité et de moyens.

Il résulte donc que deux objets doivent fixer l'attention du ministère : Pondichéry et Trinconomalé.

L'acquisition de Trinconomalé est préférable parce qu'elle pourrait dispenser de toute autre place fortifiée ; on ne peut donc trop s'en occuper. Les moyens que M. le Maréchal propose pour y parvenir sont bien vus, mais je crains que leur succès ne soit éloigné. Les négociations avec les Hollandais d'Europe sont naturellement très lentes ; elles le sont bien plus dans ce pays-ci parce que les moussons auxquelles on est soumis retardent les correspondances. Il faut une personne sage et intelligente pour résider à Batavia et suivre cette négociation ; elle peut se trouver. Il y a moins d'obstacles dans les correspondances de Ceilan. J'observe seulement qu'il est très difficile de persuader aux Hollandais de l'Inde que leurs intérêts exigent qu'ils se lient avec nous de préférence aux Anglais ; la prévention du gros de la Nation à cet égard est entièrement en faveur de ces derniers.

Pondichéry, au défaut de Trinconomalé, est selon moi la place la plus susceptible de défense ; mais, je le répète, il ne faut point songer à son rétablissement, si l'État ne peut fournir promptement aux dépenses qu'il exigerait. Il serait même absurde de l'entreprendre, sans avoir assuré les moyens de la perfectionner en trois ou quatre années au plus tard.

Ces observations ont déjà presque la valeur d'une disposition testamentaire, puisqu'elles précèdent de cinq mois seulement la mort de Bussy.

Les poètes ont dit qu'avant sa dernière heure
En sons harmonieux le doux cygne se pleure.

C'est ainsi que l'esprit de ce grand homme, doué lui aussi d'un sublime instinct, s'évadant peu à peu d'un corps travaillé par une goutte froide qui lui donnait peu de repos et peut-être aussi peu d'espoir de se survivre longtemps encore, exprimait ses vues d'avenir avec un mélange d'espérance et de désenchantement.

Bussy ajoutait à ce rapport au ministre qui porte la date du 4 août, quelques observations très courtes sur la politique à suivre avec les Indiens, et résumait en peu de mots tout ce qu'il venait de détailler en cette longue lettre de 24 pages. Il disait :

En général les principes de la politique à suivre avec les Indiens sont en très petit nombre. Envoyez dans l'Inde des forces supérieures de terre et de mer avec beaucoup d'argent à distribuer. Dans cette position vous fixerez l'attention des princes asiatiques ; ayez des succès et vous les déterminerez à prendre votre parti. Voilà à quoi tout se réduit, surtout pour nous qui aujourd'hui n'avons ni ne pouvons espérer d'alliés. Tout ce que l'on vous dira de plus à ce sujet aura sa source dans le charlatanisme qui depuis si longtemps couvre la vérité...

Point d'espérance fondée d'avoir un établissement dans aucune partie de l'Inde avec une étendue de terrain suffisante pour subvenir aux dépenses annuelles dudit établissement.

Point d'espoir de former des alliances dont nous puissions tirer le moindre avantage.

Point d'apparence de faire un commerce libre, sûr et indépendant, conformément aux engagements que Sa Majesté Britannique en a pris dans le traité définitif. Dans la position où est et où je prévois que sera la Nation, son commerce prétendu *libre* sera toujours soumis aux Anglais ; *sûr*, il sera toujours exposé aux entraves qu'ils y mettront, surtout au Bengale ; *indépendant*, il sera au contraire très dépendant dans toutes les parties de l'Inde. D'après cela, ce commerce ne peut être que très précaire, très peu avantageux et même occasionner la ruine de quelques particuliers.

§ 9. — La mort de Bussy.

Ces dernières lignes devaient être le testament de Bussy. Il mourut cinq mois après, le 7 janvier 1785, vers 10 heures du soir, d'un accès de goutte remonté au cœur ; il venait de faire une partie de whist chez M. Monneron.

D'après Thiriot, un soldat qui fit les guerres de l'Inde [1], le bruit courut qu'il avait été empoisonné ; les chirurgiens firent l'autopsie de son corps ; ses entrailles, son foie, son cœur étaient sains. Ses funérailles ne furent pas grandioses ; on ne lui rendit même pas les honneurs qu'exigeaient son rang et sa valeur ; son successeur de circonstance, le brigadier des armées Coutenceau, avait pour lui une antipathie très prononcée. Il saisit cette occasion pour la manifester. Les RR. Capucins lui ayant demandé où Bussy devait être inhumé.

— Où enterre-t-on les autres ? leur demanda-t-il.

— Dans un coin de notre jardin.

— Eh bien ! c'est là que doit être son dernier gîte.

L'enterrement eut lieu le surlendemain dimanche 9, à 11 heures trois quarts.

Coutenceau rendit compte au ministre de cette mort dans les termes suivants :

Pondichéry, le 8 *janvier* 1785.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous informer que M. le Marquis de Bussy est mort subitement hier à 10 heures du soir. On est venu me faire part de cet événement, sur le champ je me suis transporté au gouvernement et j'ai fait mettre les scellés sur tous les papiers de ce général ; j'en ferai faire l'inventaire demain.

Tous les officiers qui se sont trouvés dans les lieux où M. le marquis de Bussy a descendu à terre dans son voyage de France aux Indes m'ont assuré qu'on lui avait toujours rendu les honneurs de Maréchal de France ; comme je n'ai rien trouvé dans ses commissions, ordres et instructions que j'ai parcourus qui décernât ces honneurs, j'ai ordonné qu'il fut fait ceux qui sont dictés par les ordonnances. J'ai fait part de cet événement à tous les princes indiens avec lesquels nous entretenons des correspondances. J'en fais de même pour les gouverneurs de nations européennes.

Je m'efforcerai de remplir les devoirs qui me sont imposés par cette mort imprévue et j'attendrai les ordres que vous ferez passer pour cette partie.

Je suis avec respect, etc.

Signé : COUTENCEAU.

1. Thiriot a laissé un récit des affaires de l'Inde, dont une partie a été publiée dans le premier *Bulletin de la Société académique indochinoise*, en 1882.

Par une seconde lettre adressée au même à la date du 28 février, il lui expédia la Grande Croix de M. le marquis de Bussy et huit croix de Saint-Louis qui se trouvèrent dans ses papiers.

Ainsi finit l'homme dont le nom domine toute notre histoire coloniale du temps passé.

LE TOMBEAU DE BUSSY

Le tombeau de Bussy a eu des fortunes bien diverses et bien inattendues. Vers la fin de notre gouvernement de l'Inde, en 1918, nous avons publié à ce sujet à Pondichéry, une brochure, dont nous reproduisons ici les principaux passages.

L'acte de décès de Bussy fut ainsi rédigé :

Aujourd'hui, neuf janvier mil sept cent quatre vingt cinq. Je soussigné, certifie avoir enterré dans le cimetière de l'église paroissiale de Notre Dame des Anges de Pondichéry, Monsieur Charles-Joseph Marquis de Bussy et de Castelnau ; Grand Croix de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, Lieutenant général des armées du Roi, Commandant général des armées de Terre et de Mer et de tous les Etablissements français au delà du Cap de Bonne Espérance ; il est mort le sept du même mois et an que dessus. Ont assisté à son enterrement Monsieur Gabriel Gallot, Vicomte de Fussy, son premier aide de camp et capitaine d'infanterie, natif de Bourges en Berry, et Honoré Bruno, abbé de la Beaume, grand vicaire de l'Evêque de Toulon qui ont signé avec moi.

Signé : F. Joseph Marie, Capucin
L'Abbé de la Beaume
Gallot de Fussy

Bussy fut d'abord, semble-t-il, enterré dans le cimetière attenant à l'église et au début de mai 1918, tout le monde croyait qu'il y reposait depuis sa mort. Mais à ce moment, M. Singaravélou, conservateur des anciennes archives, fit une découverte des plus intéressantes. En recherchant dans les actes de l'état-civil de Pondichéry conservés à la mairie, la généalogie d'une famille du XVIIIe siècle, il découvrit successivement que Bussy avait été exhumé une première fois en 1787 pour être transporté dans l'église puis était retourné dans le cimetière à la suite d'une seconde exhumation en 1793.

Il est peu d'hommes qui aient pareille destinée après leur mort ; il y a une sorte de pudeur chez les survivants à respecter leur dernier sommeil.

L'idée de la première exhumation fut du moins une idée pieuse. L'initiative en fut prise par le gouverneur, M. de Cossigny, qui en rendit compte à M. de Castries par lettre du 23 avril 1787. Lorsque cette lettre arriva en France, M. de Castries venait de se retirer du ministère ; ce fut le Ministre des Affaires Étrangères, M. de Montmorin, qui répondit le 24 novembre ; il approuvait la proposition. Mais déjà l'exhumation était accomplie ; elle eut lieu le 29 juillet, ainsi qu'en témoigne l'acte suivant :

Acte d'exhumation de Monsieur le Marquis de Bussy.

« Aujourd'hui, vingt-neuf Juillet mil sept cent quatre-vingt sept, je, soussigné, certifie avoir exhumé les ossements de Messire Joseph François Marquis de Bussy et de Castelnau, chevalier, Grand Croix de l'Ordre Royal et militaire de Saint-Louis, Lieutenant général des armées du Roi, gouverneur général de tous les établissements français à l'est du Cap de Bonne-Espérance, ci-devant enterré le sept janvier mil sept cent quatre-vingt cinq dans le cimetière près l'église paroissiale de Notre-Dame des Anges de Pondichéry, lesquels ossements j'ai déposés le trente-un du même mois et an que dessus dans un mausolée magnifique fait exprès dans la dite église paroissiale Notre-Dame des Anges de Pondichéry. Ont été témoins : Messire de Cossigny, Chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, Brigadier des armées du Roi, Colonel du régiment de l'Isle de France, Gouverneur particulier de Pondichéry et dépendances ; Messire le Comte de Kergariou de la Maria, Chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, Capitaine des Vaisseaux du Roi et Commandant la frégate *la Calipso* ; Messire Jean François de Moracin, Chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, Commissaire général des ports et arsenaux de marine dans les Colonies, Ordonnateur à Pondichéry et comptoirs qui en dépendent ; Messire de Lagrenée, Chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, Président de la liquidation de l'ancienne Compagnie royale des Indes qui ont signé avec moi.

« Signé : F. DAMAS, de l'Isle d'Oléron, Capucin, custode, supérieur et curé ;
« Le Comte de KERGARIOU DE LA MARIA ;
« COSSIGNY ;
« LAGRENÉE DE MÉZIÈRES. »

En fouillant dans les archives non inventoriées de la Bibliothèque, M. Singaravélou fut encore assez heureux pour retrouver quelques pièces relatives à ces exhumations. Nous savons en effet que M. de Cossigny en rendit compte au Ministre le 10 août 1787. Il y joignit

le dessin des tombeaux avec les inscriptions. Les frais d'exhumation, de la construction des tombeaux et des inscriptions s'élevèrent à 3.249 l., 3 d., 10 s. Cet état de dépenses fut approuvé au nom du roi par M. de la Luzerne, successeur du Marquis de Castries, par lettre du 24 Avril 1788, adressée à M. de Conway, nouveau gouverneur de la Colonie.

L'idée qui présida à la seconde exhumation paraît avoir été moins noble. Nous sommes dans la période révolutionnaire. L'Assemblée nationale de France avait supprimé, par décret du 19 juin 1790 la noblesse héréditaire, ainsi que les livrées, armoiries, qualités et honneurs qui en étaient la suite, et l'Assemblée coloniale de Pondichéry, composée de 21 membres, avait enregistré ce décret, dans sa séance du 14 avril 1792, qui fut la cent dix-neuvième. Il est peu probable que cette assemblée ait épousé toutes les passions qui agitaient alors la France ; si elle comprenait des roturiers comme Turpin, J. Cornet, Lenormand, Joly, Sauvageot, Michel, Doumergue, elle comprenait aussi des gens appartenant à la petite noblesse comme de Joyeuse, de Bury de Saint-Fulgence, Blin de Grincourt, de l'Estang, Favri de Saligny, et il ne semble pas qu'il y ait eu d'antagonisme entre eux. A un autre point de vue, l'Inde n'a jamais été le pays du fanatisme, même en matière politique. Mais à cette assemblée mi-aristocratique succéda le 15 décembre 1792 une autre plus démocratique. Elle comprenait 12 membres : MM. Coulon, Girardot, Carcenac, Saligny, Combemalle, Viollette, Michel, Collondont, Gérard, Danzas et Fumeron. Ce fut elle qui décida le transfert des restes de Bussy et de Duchemin de l'église dans le cimetière, par délibération du 3 avril 1793. Malheureusement cette délibération est si courte, si désespérément courte qu'il est impossible d'en reconstituer avec certitude le véritable caractère. Elle est ainsi libellée :

« Le Président ayant proposé quelques vues sur les changements à faire aux mausolées existant dans l'église paroissiale de cette ville, elles ont été adoptées. En conséquence l'assemblée l'a chargé d'en écrire aux officiers municipaux ».

« Signé : Coulon, *Président* ;

« Le Normand, *Secrétaire.* »

Nous n'avons point la lettre qui fut écrite aux officiers municipaux ; à part les actes de l'état-civil, la municipalité de Pondichéry ne possède d'archives d'aucune sorte pour cette période de son histoire. Nous n'avons pas non plus le texte des ordres des officiers

municipaux ; nous savons seulement qu'ils furent donnés et exécutés le même jour, 3 avril, avec une rapidité déconcertante et tout à fait anormale.

L'acte constatant l'exhumation et la réinhumation de Bussy est ainsi rédigé :

« Aujourd'hui, trois avril mil sept cent quatre vingt treize, je soussigné, certifie avoir fait ouvrir le tombeau dans lequel le corps de M. Charles Joseph de Bussy, mort à Pondichéry le sept janvier mil sept cent quatre vingt cinq, enterré dans le cimetière près de l'église, d'où il a été transporté et déposé dans un cathafalque le trente-un juillet mil sept cent quatre vingt sept du côté de l'épitre. Le cercueil a été porté dans le cimetière de la paroisse par ordre de la municipalité en date de ce jour.

« Signé : Boutroux, en présence de MM. Milbeo, Clery Faure et Barthélémy Cornet, tous citoyens de Pondichéry, qui ont signé avec moi.

« Signé : Garret, prêtre desservant. »

Il n'est pas possible, avec les documents que nous possédons, de déterminer avec certitude le caractère de cette cérémonie, mais il est du moins permis de supposer l'esprit qui l'a dictée. Ici les dates ont leur importance.

Le jour qui précéda la décision de l'assemblée coloniale, c'est-à-dire le 2 avril, fut une journée quelque peu troublée par les passions religieuses.

Les missionnaires de Pondichéry avaient en grande partie refusé de prêter serment à la constitution civile du clergé dès le mois de septembre 1792. Le P. Damas, curé desservant l'église Notre-Dame-des-Anges, s'était enfui à Madras, emportant une certaine quantité d'objets appartenant à la paroisse. Les commissaires de l'Assemblée nationale de France, Dumorier et Lescalier, arrivés dans la colonie le 1er octobre 1792, entretenaient les esprits dans les nouvelles idées, sans pourtant ébranler beaucoup la population, restée foncièrement catholique. Le 2 avril 1793 fut cependant une journée plus agitée que les autres. On venait d'apprendre tout à la fois les massacres de septembre, la chute de la royauté et la victoire de Valmy. On résolut de célébrer tous ces événements par une grande fête à la fois civile et religieuse. C'était s'exposer à une opposition de la part du clergé. Le sacristain des Jésuites, un nommé Méliapen, dont un curieux manuscrit en tamoul nous a été conservé, nous apprend en effet ceci :

« Le 2 avril, on a planté un arbre de la liberté sur la place et on a chanté

un *Te Deum* dans l'église. Le P. Garret a donné la bénédiction. Monseigneur catholique [1], n'ayant pas voulu prendre part à ces fêtes, est parti le même jour pour Madras ».

L'émotion continua les jours suivants :

« Le 6, dit le chroniqueur, au pied de l'arbre, dans un grand pandal, on a célébré l'office. A Karikal, les Pères Fabri, Dubois et Hébert, ayant refusé de prêter le serment, se retirèrent de l'église ».

« Le 21, il a été interdit au Père Garret de dire la messe ; il s'est soumis. Arnandin, Nalgan et Munnin ne se sont pas soumis à l'ordre de leur supérieur le Père Benjamin ».

De Bussy, il n'est nullement question. Mais il n'est pas présomptueux de penser qu'il fut la victime expiatoire de ce conflit et notamment de l'attitude de Monseigneur Champenois. La cérémonie du 3 avril paraît en tous cas s'être accomplie d'une façon mystérieuse et avoir passé complètement inaperçue. Méliapen n'en parle pas. Loin d'honorer Bussy d'une façon particulière, il est même possible que, sous l'inspiration ou la crainte des commissaires de l'Assemblée nationale, on ait enterré les restes de Bussy et de Duchemin dans un endroit quelconque du cimetière, sans leur consacrer une tombe particulière.

Les actes que nous avons à notre disposition à Pondichéry ne nous apprennent rien de plus. Nous savons seulement qu'en 1785 et 1793, Bussy fut inhumé dans le cimetière de l'église paroissiale Notre-Dame-des-Anges, et le XIX[e] siècle tout entier a vécu dans la croyance que, depuis sa mort, il reposait dans le tombeau monumental qui se dresse aujourd'hui au milieu du petit cimetière de Pondichéry. En mai 1918, cette opinion n'était mise en doute par personne.

Mais est-ce dans ce cimetière que fut enterré Bussy soit en 1785, soit en 1793 ?

Nous avions une sorte de confirmation de l'authenticité de ce tombeau par un document retrouvé par hasard dans les archives non inventoriées de notre Gouvernement, peu de jours après que M. Singaravélou eut lui-même retrouvé les deux actes d'exhumation du marquis de Bussy. C'était une lettre de M. Delafon, greffier en chef de la cour d'appel de Pondichéry en 1879 et chargé de missions scientifiques et historiques dans le sud de l'Inde par le Ministère

1. Monseigneur Champenois, évêque de Dolicha et vicaire apostolique à Pondichéry.

de l'Instruction Publique. Cette lettre, adressée au Gouverneur de la Colonie, M. Laugier, mérite d'être reproduite intégralement.

Pondichéry, le 17 Octobre 1879.

MINISTÈRE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Missions Scientifiques

INDE MÉRIDIONALE

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que je viens de retrouver dans l'ancien cimetière de la paroisse le tombeau du Marquis de Bussy.

Par suite d'une tradition erronée, on le croyait dans l'ancienne église des Capucins.

Ce matin, grâce à l'obligeance de Monsieur le Préfet Apostolique, je pus entrer dans ce cimetière où, parmi les tombeaux d'hommes illustres, tels que MM. de Chermont, de Bausset, Boyelleau, de Lagrenée de Mézières, j'en vis un de grandes dimensions ; le dessus ne portait aucune épitaphe, mais le pourtour, orné de drapeaux, présentait sur la face nord un blason sur ovale surmontant une croix de Saint-Louis ; sur la face sud, une couronne de marquis, l'ovale du blason et les merlettes des Bussy-Rabutin.

J'allai à l'hôtel de ville et je fus assez heureux pour retrouver que le cinq janvier mil sept cent quatre vingt cinq, Monsieur de Bussy avait été enterré dans le cimetière de la paroisse.

J'avais, au notariat, le testament du marquis de Bussy scellé de ses armes et en rapprochant les unes des autres, je pus me convaincre que j'avais retrouvé ce tombeau historique.

Daignez, Monsieur le Gouverneur, agréer l'assurance de mes sentiments les plus dévoués et les plus respectueux.

Signé : Jules DELAFON.

Le Gouverneur remercia M. Delafon et le pria de préparer une note pour le journal officiel de la colonie. Si cette note fut écrite, elle ne fut pas publiée. Par contre M. Delafon rendit compte de ses recherches dans une courte notice parue en 1890 dans le tome III du *Bulletin de la Société académique indo-chinoise*. Cette notice est sans intérêt. La lettre en dit davantage, et au surplus elle ne dit rien de certain. En attendant, le Gouverneur décida, par délibération en conseil privé du 31 juillet 1880, de consacrer une somme de 400 francs pour « réparations du tombeau du marquis de Bussy avec armoiries gravées sur la pierre tombale ».

Les travaux furent exécutés en 1881 et une pierre sépulcrale en

granit de 1 mètre de large sur une longueur de 2 m. 10 et une épaisseur de 23 centimètres fut placée sur la tombe avec l'inscription suivante :

ARMOIRIES

CI-GÎT CHARLES JOSEPH MARQUIS DE BUSSY ET DE CASTELLENOU, LIEUTENANT-GÉNÉRAL COMMANDANT DES TROUPES DE TERRE ET DE MER DE TOUS LES ÉTABLISSEMENTS DE L'INDE, DÉCÉDÉ A PONDICHÉRY.

Le 14 janvier MDCCLXXXV

Restauré en 1881.

Le tombeau lui-même est un grand parallélogramme de 0,80 centimètre de hauteur et de 3 mètres 30 de long sur 1,80 de large. Il est tout en briques et blanchi à la chaux.

On se reposait sur la foi de cette découverte, lorsque se produisirent celles de M. Singaravélou. Il ne parut pas tout d'abord que la question du tombeau de Bussy pût être mise en doute ; le héros du Décan avait été exhumé de son premier tombeau en 1787, il y était retourné en 1793, on pouvait le supposer.

M. Delafon avait donné en 1879 des indications qui, d'après lui, ne permettaient pas de mettre en doute l'authenticité du tombeau. S'il ne portait alors nulle inscription, il y avait sur ses faces nord et sud, deux emblèmes indiscutables, les armoiries et une couronne de marquis. Quels étaient ces emblèmes ? Ceux qui s'y trouvaient en 1918 étaient méconnaissables, tout emplâtrés de chaux ou plutôt confectionnés dans la chaux elle-même. Mais il y avait à Pondichéry un vieux mestry ou surveillant de travaux, du nom de Cojoundé. Nous lui demandâmes s'il savait à quelle époque les emblèmes du tombeau de Bussy y avaient été gravés.

— Parfaitement, nous répondit-il, c'est moi-même qui les ai exécutés, il y a environ 25 ans.

Nous lui demandâmes sur quels modèles il les avait faits et s'ils étaient une restauration de ceux qui s'y trouvaient précédemment.

— Non, nous répondit-il, les anciens étaient troués de toutes parts par les termites ; ils étaient absolument méconnaissables ; les draperies elles-mêmes qui ornent le tombeau se distinguaient à peine, étant elles-même détruites presque complètement par les mêmes insectes. Nous avons reproduit ces emblèmes d'après les armoiries gravées sur la tombe.

Cette déclaration achevait de détruire le peu de confiance que l'on pouvait encore conserver dans les découvertes de M. Delafon

et brutalement, inexorablement, on se trouvait amené à reconnaître que dès 1879 rien ne permettait plus de reconnaître expressément, par des marques extérieures, le tombeau de Bussy.

Ce n'était pas l'inscription tumulaire. Il n'y en avait pas. Une commission, qui fut constituée après le rapport de M. Delafon, déclara que cette inscription avait disparu depuis environ quinze ans, soit vers 1865, mais M. Bourgoin, ancien conservateur de la Bibliothèque de Pondichéry, alors âgé de 75 ans, déclara avoir souvent visité le petit cimetière dans sa jeunesse et n'avoir jamais vu d'inscription sur la tombe. Il se rappelait au contraire avoir vu dans l'ancienne église, avant qu'elle ne fût convertie en école, la plaque tumulaire de Bussy appliquée sur le sol, à l'endroit où devait se trouver le mausolée de 1787, c'est-à-dire du côté de l'épître. Il se rappelait également avoir vu une autre pierre tombale du côté de l'Évangile, mais il ne savait plus quel nom elle portait. Ces deux pierres tombales avaient disparu à une époque qu'il ne pouvait préciser.

Ce n'étaient pas non plus les emblèmes. Ils étaient méconnaissables en 1890 et l'autorité de M. Delafon n'était plus suffisante pour nous garantir l'état dans lequel ils étaient dix ans plus tôt. Le blason, en tout cas, ne devait pas correspondre avec celui qu'il retrouva si complaisamment sur le testament de Bussy. Il devait cependant y avoir quelques emblèmes distinctifs, sans quoi la Commission n'eût pas manqué de le constater. A quelle époque remontaient-ils ? On ne le saura sans doute jamais. Retenons seulement qu'ils existaient.

Tout fut d'ailleurs étrange dans cette prétendue découverte de 1879. L épitaphe qui fut gravée en 1881 ne correspond pas à la réalité des noms ni des dates. Castelnau y est orthographié Castellenou et Bussy y est porté comme mort le 14 janvier 1785, alors qu'il est mort le 7 du même mois.

Tout ce qui fut fait à ce moment le fut avec une grande légèreté. Il est vrai que la croyance dans l'authenticité du tombeau de Bussy était si grande qu'elle dispensa de tout contrôle.

Ces constatations faites, nous restâmes un instant très perplexe. Il répugnait à notre instinct d'admettre que le tombeau que nous avions sous les yeux n'eût pas été consacré à un très grand personnage et nul n'en était plus digne que Bussy ; d'autre part, nous n'avions à l'appui de notre foi aucune preuve convaincante.

Nous résolûmes en conséquence de faire ouvrir le tombeau. Il n'y avait pas profanation ; dans les conditions nouvelles où il se présentait, il était celui d'un inconnu et s'il devait être définitivement attribué à Bussy, la reconnaissance même qu'on doit à la mémoire de ce grand homme, commandait d'élucider l'énigme.

On procéda aux fouilles du côté est, le tombeau étant orienté de l'est à l'ouest. On trouva d'abord une voûte en briques débordant le tombeau de 45 centimètres. On la démolit jusqu'au pied droit du mur et on enleva toute la terre sur une largeur de 60 centimètres environ.

Ce déblaiement terminé, on fut en face d'un mur surmonté d'un plein-cintre fermant manifestement un caveau ; toutefois il ne le fermait pas entièrement. Il y avait sous le cintre un vide d'environ 35 centimètres dans lequel étaient entassés des ossements, particulièrement des tibias. Lorsqu'ils furent déposés sur le sol, on compta qu'ils avaient dû appartenir à cinq ou six cadavres différents : ces ossements provenaient sans doute des fouilles auxquelles on procéda lors de l'édification du caveau.

Ce mur d'un mètre de haut et d'une épaisseur de 0,30 centimètres fut démoli. On se trouva alors devant une masse de terre emplissant le caveau à peu près jusqu'à la voûte. Nous n'en fûmes pas surpris. Dans l'Inde on recouvre presque toujours de terre un cercueil, déposé dans un caveau. Cette terre était sillonnée de racines ayant passé au-dessus du mur d'entrée ; elle était moite, humide et d'un aspect sombre, tandis que celle précédant le mur était sèche et blonde. Un bâton long de plus d'un mètre qu'on y enfonça y pénétra très aisément, sans rencontrer la moindre résistance.

Le déblaiement, interrompu pendant la journée à cause de la chaleur, dura les 15 et 16 mai. Lorsque le travail fut fini, on n'avait découvert, à l'entrée même du caveau et dans le fond, que les débris d'un plat en grès ayant contenu du charbon encore très reconnaissable. Avant de procéder à des exhumations ou à des réinhumations dans des caveaux, il est encore de coutume dans l'Inde d'y déposer des plats avec du charbon où l'on fait brûler de l'encens. Il est donc certain qu'un cercueil au moins fut confié à ce sépulcre. Toutefois, dans les fouilles elles-mêmes, on ne trouva d'abord ni os, ni clous, ni indices quelconques permettant de l'affirmer.

Je descendis dans le caveau et je mesurai qu'il avait sous la voûte une hauteur de 1 m. 45 avec une longueur de 2 m. 60 et une largeur à la base de 1 m. 95. Du mur d'entrée, on accédait directement au

caveau par une descente de 0 m. 50, correspondant assez sensiblement à la hauteur d'un cercueil. Le fond du caveau était en briques de 10 centimètres d'épaisseur. On enleva quelques-unes d'elles et l'on trouva dessous le sable de mer.

Les fouilles étaient terminées ; la grande leçon des choses était finie. Ce fut un cruel désappointement. Il est dur de penser que les hommes qui ont empli la terre de leur nom se sont évanouis complètement comme un rêve ou comme un fantôme. Cependant telle paraissait la réalité. Si Bussy a reposé dans ce caveau, ses deux exhumations successives ont pu anéantir ses restes au contact de l'air et il ne subsiste rien de lui, pas même un mélange à la terre ; celle-ci au bout de peu d'années élimine toutes les acidités et toutes les combinaisons chimiques qui se produisent à la suite de la décomposition des chairs ou de la pulvérisation des os.

Il était cependant pénible d'admettre qu'il ne restât plus rien de Bussy que le souvenir de ses exploits. La terre extraite de la tombe n'avait rien révélé ; il n'était pas impossible qu'après un examen plus minutieux elle nous apprît quelque secret intéressant. Je la fis cribler tout entière avec le plus grand soin. L'opération a duré plusieurs jours. Lorsqu'elle fut finie, on n'avait trouvé qu'une très faible quantité d'os réduits en quelque sorte à des atomes et quelques clous.

On peut admettre que les rats perchals, qui sont de très gros rats particuliers à l'Inde, aient pénétré dans ce tombeau en y entraînant des détritus étrangers qui constituent leur nourriture et nous avons vu un large trou pratiqué par un de ces animaux dans l'une des tombes qui subsistent.

Mais pourquoi ces os étaient-ils réduits à des atomes, quand ceux trouvés sur le mur d'entrée, sans doute plus anciens, étaient mieux conservés ? A moins d'admettre que le caveau ait été construit sans objet — ce qui est peu vraisemblable — il faut que le corps qui y fut déposé en ait été retiré de bonne heure pour toujours ou que sa réduction en poussière ait été facilitée par des exhumations successives. Dans ce dernier cas, non seulement il ne serait pas impossible que Bussy ait été définitivement inhumé dans ce tombeau mais ce serait assez vraisemblable.

Dans ce doute, et par une pensée de piété toute naturelle, nous avons fait remettre dans le caveau la terre tamisée qui en avait été extraite et nous avons fait placer dessus, dans un coffre spécial, les quelques restes que l'on avait trouvés. Les ossements recueillis

sur le mur ont été rassemblés dans un autre coffre et déposés au pied du mur du caveau. Nous avons fait remurer la tombe et amonceler de nouveau la terre tout autour. Et sur cette tombe, nous avons fait élever deux nouveaux rangs de briques au milieu desquels nous avons encastré une nouvelle plaque avec ces seuls mots : A la mémoire de Bussy. 1718-1785.

Nous allons voir pourtant que la supposition consolante d'avoir peut-être retrouvé les derniers ossements de Bussy se heurte elle-même à de grandes difficultés.

Les actes d'inhumation de Bussy de 1785 et de 1793 portent qu'il fut enterré dans le cimetière de l'église paroissiale Notre-Dame-des-Anges. Quel était ce cimetière ?

En 1729, on avait résolu la création de deux cimetières dans la ville, celui de l'enclos des Capucins pour les Français et celui du nord de la ville pour les Topas et les Indiens catholiques. Ce dernier cimetière, dit cimetière Saint-Louis, dura jusqu'en 1778. Il fut d'abord réservé aux Topas et aux Indiens catholiques, comme il avait été convenu, mais après la reprise de possession de 1765 et le 1er octobre de cette année, on résolut de faire du cimetière Saint-Louis, le cimetière unique.

Ce cimetière était sans doute mal placé. En 1778, on commença d'enterrer au sud de la ville dans le cimetière qui existe encore aujourd'hui. La première inhumation fut celle d'un nommé Nicolas François Prunelle, dit l'Épine, ancien soldat du régiment de l'Inde, né à Paris, et eut lieu le 25 juillet 1778. Toutefois, on continua de se servir de l'ancien cimetière jusqu'en 1784, sans doute par respect pour des traditions ou des droits acquis, comme il arrive encore aujourd'hui pendant un certain temps pour les cimetières condamnés. Mais, à partir de 1784, tous les enterrements se firent dans le nouveau cimetière.

Ce cimetière n'eut d'abord aucun nom ; dans les actes de l'état-civil, il est simplement qualifié de cimetière de l'église paroissiale Notre-Dame-des-Anges, et il en fut ainsi jusqu'au 2 mai 1788, où il reçut le nom déjà consacré de Saint-Louis, qu'il conserva jusqu'au 9 septembre 1792. A ce moment, sous l'empire des idées révolutionnaires, il reprit son ancienne dénomination de cimetière de l'église paroissiale.

C'est dans ces conditions que Bussy mourut le 7 janvier 1785.

Si l'on s'en rapporte au texte de son acte de décès, il fut inhumé dans le cimetière de l'église paroissiale, c'est-à-dire dans le nouveau cimetière, mais l'acte d'exhumation de 1793 nous apprend qu'il fut d'abord enterré dans le cimetière *près* l'église.

Auquel des deux faut-il entendre ? Dans un cas ou dans un autre, il y eut un acte inconsidérément rédigé, mais la précision plus grande de celui de 1793 nous porte à croire que ce fut celui de 1785. Notre opinion est dans une certaine mesure confirmée par le propos qu'aurait tenu Coutenceau aux PP. Capucins le 8 janvier 1785 et que nous avons rapporté au commencement de cet article.

Admettons donc que Bussy ait d'abord été enseveli dans l'enclos des Capucins. Cette admission ne préjuge nullement celle du tombeau. N'ayant aucun renseignement sur les conditions dans lesquelles Bussy fut enseveli, s'il fut placé dans un double ou triple cercueil, ni si des honneurs spéciaux lui furent rendus, nous supposerons qu'il fut purement et simplement enterré, en attendant qu'on lui élevât un monument. Comme l'usage et la loi veulent également que l'on ne procède à des exhumations qu'un an après la mort, il est probable que ce monument n'était pas commencé lorsque M. de Cossigny arriva dans la Colonie comme gouverneur en septembre 1785 ; or, ce fut lui qui décida que Bussy serait définitivement inhumé dans l'église. Nous ne savons à quel moment cette décision fut prise, mais les frais du monument, y compris il est vrai ceux de Duchemin, s'étant élevés à 3.250 livres, il est à présumer que des travaux de cette importance excluaient tous autres dans le cimetière, et ne furent pas exécutés en quelques semaines ni même en quelques mois.

Cette opinion toutefois ne s'appuie sur aucun texte, mais seulement sur la logique et la vraisemblance. Au point de vue historique, nous reconnaissons volontiers que ce n'est pas une preuve suffisante.

Il nous est moins facile de prendre parti sur la question plus émouvante qui se pose à propos de la seconde exhumation.

L'acte de 1793 nous dit qu'après qu'on eût ouvert le tombeau dans l'église, le cercueil fut porté dans le cimetière de l'église paroissiale. Cela est net et il nous semble difficile que l'acte qui avait relevé l'erreur présumée en 1785 en ait commis une autre de même nature. En 1793, le cimetière de l'église paroissiale est le cimetière actuel ; ce n'est pas celui de l'enclos des Capucins.

Nous pourrions donc clore ici brutalement cet article, en ajoutant

que, du moment où l'on ne retrouve rien dans ce cimetière qui puisse laisser planer même un doute en faveur des restes de Bussy, il faut accepter leur éternelle disparition comme une douloureuse mais implacable nécessité. Les cendres d'un grand homme ne pèsent pas lourd sur la terre lorsqu'elles sont déposées dans une urne : qu'en reste-t-il lorsque le vent les balaie et que les nuages les emportent dans les cieux ?

La question du tombeau de Bussy est toutefois si troublante que nous ne voulons pas la clore pour ainsi dire par un acte de désespoir.

Nous regretterons tout d'abord la pensée impie qui paraît avoir animé les hommes de 1793 en décidant cette exhumation et en l'effectuant d'une façon si précipitée. Il nous plairait d'espérer que cette opération a été accomplie avec un cérémonial particulier, digne du respect que l'on devait à la mémoire de Bussy, mais, avec les seuls documents que nous connaissons, nous devons jusqu'à nouvel ordre considérer que les Pondichériens de 1793 furent des hommes sans courage, à moins qu'ils n'aient été simplement des esprits très étroits.

Il semble en tout cas certain qu'aucun monument dans un cimetière quelconque n'ait été alors consacré à Bussy. On songeait peut-être à en élever un lorsque Pondichéry tomba au pouvoir des Anglais, le 23 août suivant

Leur domination dura 26 ans. Nous n'avons aucun document administratif sur cette longue période, mais il ne serait pas surprenant qu'avec le respect particulier qu'ils ont pour les morts, les Anglais aient laissé édifier à Bussy le monument que les autorités françaises d'avril 1793 avaient refusé ou n'avaient pas eu le temps d'exécuter.

Ils décidèrent en effet de rouvrir le cimetière des Capucins dénommé désormais le petit cimetière, mais seulement pour les personnes de distinction et c'est ainsi que nous y voyons inhumer de 1793 à 1815 :

Louis-Prosper Lubin de Chermont, fils du gouverneur, mort le 4 octobre 1793 ;

Jacques Law de Clapernon, mort le 25 octobre 1793 ;

Le gouverneur Prosper de Chermont, mort le 13 septembre 1798 ;

Paulin Kerjean, mort le 25 octobre 1798 ;

Simon Lagrenée de Mézière, mort le 30 juin 1800 ;

Et peut-être Joseph Therceslin de Chateaufur, mort le 4 décembre 1806.

La pierre tombale de ce dernier est en effet dans le cimetière, mais son nom n'est pas dans les registres.

Il n'est pas impossible qu'on ait profité de ce sentiment spécial, qui s'attache aux hommes illustres, pour ramener dans le petit cimetière le corps de Bussy, en lui élevant un monument plus ornemental que les autres, qui est celui que l'on voit aujourd'hui. L'initiative en aurait été officielle ou privée, mais nous croirions plutôt à une initiative privée. Il avait dû en coûter aux anciens compagnons de Bussy et même aux membres de l'assemblée coloniale de 1793 de laisser profaner ses restes par une exhumation pour ainsi dire clandestine. Le sentiment de la peur ayant disparu, celui de la reconnaissance revint. Et nous ne serions pas surpris que les Lagrenée de Mézières, qui avaient signé l'acte de décès en 1785, les Chermont, les Blin de Grincourt, les Bausset, les Clapernon et d'autres encore se soient entendus pour édifier au héros du Décan un monument digne de lui. Cela paraît même assez naturel. Toute correspondance étant alors coupée avec l'Europe, il n'est pas étonnant que cette cérémonie expiatoire, si elle eut lieu, soit à son tour restée inconnue en France, mais certainement elle ne passa pas inaperçue à Pondichéry. Ainsi se justifierait la croyance qui régna au XIXe siècle et jusqu'à nos jours au sujet de ce tombeau.

La personnalité de Bussy dominant de beaucoup les autres, on lui aurait élevé un monument plus considérable et creusé un caveau, alors que le gouverneur Chermont et Lagrenée de Mézières, ancien second de Pondichéry, étaient enterrés dans de simples tombes murées, ainsi que nous avons pu nous en rendre compte en faisant fouiller le sol jusqu'à 30 ou 40 centimètres de profondeur. Il ne serait pas alors surprenant que les restes de Bussy, exhumés pour la quatrième fois, aient presque entièrement disparu et, si paradoxal que cela puisse paraître, c'est cette disparition même qui permettrait de reconnaître le tombeau.

Comment expliquer d'une autre manière l'existence du monument actuel ? Il ne fut pas élevé comme un simple cénotaphe ; les restes de charbon prouvent qu'on y enterra ; il ne fut pas destiné à servir de tombeau de famille, puisqu'on n'y trouve aucun reste appréciable ; son importance d'autre part indique qu'il fut consacré à un personnage plus considérable encore que M. de Chermont, le gouverneur qui venait de mourir. Ce personnage ne pouvait être que Bussy.

Si toutefois ce tombeau fut édifié pour recueillir ses cendres pour la quatrième fois, il semble certain qu'il ne fut pas posé de plaque sur le mausolée. Mais il paraît non moins évident que des emblèmes distinctifs furent gravés sur deux des faces. La commission de 1880 ne les a pas sérieusement identifiés, mais elle n'a pas contesté leur existence. Si M. Delafon ne s'était trompé pour les armoiries avec une légèreté inconcevable, on pourrait admettre sans réserve son explication des emblèmes et la question de l'authenticité du tombeau de Bussy serait presque résolue avec certitude. Nul marquis autre que M. de Bussy ne fut enterré dans un cimetière de Pondichéry depuis la Révolution.

***

Nous ne désespérons pas que la vérité sorte un jour comme par hasard d'archives publiques ou de lettres particulières ; il suffit que l'attention soit attirée sur ce point pour provoquer des recherches spéciales. En attendant que l'histoire, cette grande évocatrice du passé, ait prononcé son arrêt, nous concluerons avec Juvénal :

Expende Annibalem, quot libras in duce summo
Invenies ?

CONCLUSION

Bussy dort aujourd'hui son dernier sommeil à Pondichéry dans un tombeau dont on ne peut pas dire avec certitude qu'il soit le sien et repose dans un cimetière qui peut-être n'est pas celui où il fut primitivement inhumé. La pierre même qui recouvre le tombeau portait, il y a peu d'années encore, un nom partiellement erroné. Singulière destinée d'un homme qui tint un instant en main le sort de l'Inde et dont le nom est resté populaire dans les légendes du pays ! Profond sujet de mélancolie pour l'historien, qui ne comprend pas que le souvenir des hommes dont la vie fut un exemple ne se termine pas toujours en apothéose ! Et Bussy, dont nous venons de retracer la carrière, en regrettant parfois de n'avoir pas su trouver des expressions appropriées non pas à la grandeur mais à la sagesse de sa politique, fut dans notre histoire coloniale, un homme véritablement grand, le plus grand de l'ancien régime et qui tiendrait encore une place fort honorable dans le nouveau. Il ne fut assurément pas supérieur à Dupleix par la hardiesse des conceptions, mais il le domine par le bon sens et par le jugement, sans lesquels les idées les plus hautes ne sont souvent qu'un produit malheureux de l'imagination.

On l'a vu, au début de sa carrière, se révéler comme un homme attentif à pénétrer l'âme des indigènes et l'esprit de leurs gouvernements et apporter dans cette étude une méthode qui tenait soit à une disposition naturelle de son esprit soit à une instruction première très développée. L'agrément qu'il

sut dans la suite donner à ses lettres ou à ses rapports nous révèle un diplomate autant qu'un écrivain.

Arrivé dans l'Inde après un séjour de trois ou quatre ans aux Iles, il n'a d'abord aucune occasion de déployer ses qualités ; on est en paix avec les Anglais et c'est également la paix avec les principautés indigènes ; mais bientôt vient la guerre qui, comme toutes les guerres coloniales de ce temps, ne nécessite pas de grandes qualités militaires pour aboutir à d'heureux résultats ; alors la diplomatie avait souvent plus de part que les armes au succès des batailles. Bussy, comme d'autres officiers, assiste aux sièges de Madras et de Pondichéry, sans que les circonstances permettent à aucun d'eux de s'y distinguer d'une manière particulière ; seule une balle perdue a fait, en le frappant, une gloire posthume à Paradis, qui paraît d'ailleurs avoir été un homme d'une réelle valeur. Les événements qui suivirent permirent enfin à Bussy de se révéler comme un chef. Il conduisit le siège de Gingy et s'empara de cette place réputée imprenable avec une rapidité et avec une facilité d'exécution qui frappèrent l'imagination des contemporains ; et lorsque, l'année suivante, il se proposa à Dupleix pour conduire jusqu'à Aurengabad un corps de Français pour appuyer la fragile candidature de Muzaffer j. à la soubabie du Décan, son nom ne souleva aucune opposition ; l'étoile de Gingy le guidait.

*
* *

C'est alors que commence pour lui cette extraordinaire épopée qui reste encore aujourd'hui comme l'un des faits les plus étonnants de notre histoire coloniale. Nous l'avons retracée avec toute la modération dans les louanges qu'on doit même aux plus grandes actions ; nous avons entendu jadis, à Djibouti, un des membres de la mission Marchand, à qui nous exprimions notre admiration pour leur traversée de l'Afrique, nous dire en toute simplicité : Vous exagérez ; n'importe quel officier français en eût fait autant ! Bussy eût pu tenir le même langage lorsqu'il arriva sans résistance à

Aurengabad, à 800 kilomètres de Pondichéry, le 18 juin 1751. Aussi bien son mérite est-il moins d'avoir réussi cette marche audacieuse que d'avoir pu tenir ensuite le pays pendant sept ans avec les mêmes effectifs, évidemment rajeunis, contre les hauts seigneurs indigènes, y compris les ministres, qui désiraient notre départ et pour le précipiter nous tendaient sans cesse des embûches, auxquelles s'ajoutaient parfois des assassinats.

Moins de deux ans plus tard, l'autorité du soubab étant bien établie, Bussy demanda à Dupleix de le rappeler à Pondichéry avec toute son armée. La Compagnie n'ayant jamais cessé de recommander à ses agents d'éviter tout accroissement territorial dans l'Inde où la population était surabondante et où les autorités indigènes paraissaient solidement constituées, il représenta que nos comptoirs de la côte suffisaient à notre commerce et que par conséquent il était inutile et peut-être dangereux de rester dans le Décan, où nous risquions d'être obligés de prendre parti dans les querelles des princes du pays, au détriment de notre commerce. Ce n'était point l'avis de Dupleix qui, à la même époque, poursuivait dans le Carnatic une politique de conquête qui, d'après lui, devait faire de cette province une dépendance directe de la France ; aussi refusa-t-il à Bussy la permission qu'il demandait ou plutôt il le pria de rester à son poste au nom du roi et de la nation : les rapports entre les deux hommes étaient alors trop étroits pour qu'il fût nécessaire de recourir aux mots stricts de commandement et d'obéissance.

Si Bussy avait été un esprit systématique, nulle occasion n'était pour lui plus favorable de faire figure de chef de doctrine ; ses avertissements eussent peut-être dominé ceux de l'abbé Raynal, de Voltaire et même de Montesquieu, qui considéraient la politique coloniale comme un leurre et comme un danger ; son prestige lui donnait à cet égard une autorité singulière. Mais il n'était que militaire, et n'ayant aucune responsabilité dans la direction politique des affaires, il obéit ou plutôt il céda, d'assez mauvaise grâce d'ailleurs, aux prières qui lui furent adressées. Il se comporta alors

comme un homme qui, quoique chargé d'une besogne ingrate, met toute sa conscience à la mener à bien. Et ce fut à nouveau pendant cinq ans, en dépit de quelques difficulté qui compliquèrent parfois sa tâche, un succès triomphal du bon sens, de la finesse et de la diplomatie. Disposant de troupes trop peu nombreuses pour s'imposer par la force et livrer des batailles, Bussy s'appliqua à éviter la guerre en dissociant les coalitions formées contre lui, et il y parvint avec un détachement apparent et un tact qui ont été rarement égalés. Il évitait de paraître dans les conseils du souverain où il fallait prendre des décisions importantes, mais il avait l'art de les inspirer et de leur donner une heureuse issue. Sa dernière victoire politique fut remportée peu de jours seulement avant qu'un ordre brutal de Lally le rappelât à la côte et cette victoire semblait nous assurer pour longtemps la suprématie dans le Décan, et peut-être dans l'Inde entière.

*
* *

Le conflit qui se déroula alors dans le Carnatic est un des plus lamentables que l'histoire ait dû enregistrer ; il fut tout entier dû à l'humeur inquiète, soupçonneuse et jalouse du comte de Lally et ce fut pour Bussy une singulière épreuve, la plus dure assurément de toute sa carrière. Alors que l'armée entière lui reconnaissait des qualités de commandement supérieures à celles du chef effectif et que les divisionnaires eux-mêmes étaient prêts à se soumettre à son autorité, il dut constamment se tenir en garde contre les pièges qui étaient tendus par Lally lui-même à son esprit de discipline et répondre à des provocations à peine déguisées par un heureux mélange de déférence et de mépris, seule arme qui lui restait pour réduire à l'impossibilité de sévir un adversaire souvent trop irréfléchi.

Puis ce fut le procès de Lally à Paris, dénouement suprême des affaires de l'Inde. Le verdict rendu fut la dernière passe d'armes d'un duel engagé depuis huit ans et la peine prononcée ne répondit que trop fidèlement aux menaces que les divers antagonistes s'étaient réciproquement adressées. Simple rhéto-

rique d'abord, ces menaces avaient abouti à des accusations précises, que la justice ne pouvait plus ignorer. Il ne s'agit pas ici d'honorer ou de flétrir les divers héros de ce drame douloureux ; on peut déplorer la condamnation capitale de Lally, sans blâmer Bussy de l'attaque patiemment méditée qui la détermina.

*
* *

Les souvenirs de ce drame, entretenus par les mémoires judiciaires du fils de Lally, s'effaçaient à peine que se déclara la guerre de l'indépendance américaine sur laquelle le gouvernement du roi jugea opportun de greffer une expédition dans l'Inde. Il y avait alors vingt ans que Bussy était revenu de Pondichéry et il en avait lui-même soixante-deux ; ce fut néanmoins lui qu'on choisit pour être le chef de cette expédition ; le souvenir de ses exploits entraîna tous les suffrages. Mieux renseigné que les ministres sur la situation de l'Inde, Bussy doutait fort qu'on pût y reconstituer un empire français et il n'accepta la mission qu'on lui offrait que comme un moyen d'affaiblir l'Angleterre, en rendant l'indépendance aux pays soumis à son autorité ; quant à nous, nous devions comme par le passé nous contenter de quelques établissements à la côte pour y faire du commerce. C'était le langage qu'il tenait déjà en 1753. Il lui paraissait d'ailleurs douteux que même ce programme plus modeste fût d'une réalisation facile ; à ses yeux l'emprise anglaise était déjà trop puissante pour qu'on pût s'en dégager. Il accepta néanmoins de tenter l'aventure et il partit, laissant à Paris une femme encore jeune, une assez belle fortune et peut-être l'espérance de revenir comme maréchal de France, si, contrairement à ses prévisions, l'entreprise avait un plein succès.

Lorsqu'il arriva dans l'Inde, la paix était déjà conclue en Europe sur la base du *statu quo* et ce fut, quoique par une autre cause, ses pronostics qui se réalisèrent ; la puissance anglaise, indirectement confirmée par le traité de Versailles, était plus formidable que jamais et les derniers états indépen-

dants de l'Inde s'acheminaient lentement vers la servitude. Il ne restait à Bussy qu'à être l'exécuteur des conditions de la paix. Cette tâche qui paraissait fort simple fut au contraire des plus délicates ; les Anglais voulaient retenir Tranquemalé qu'ils avaient conquise sur les Hollandais et que nous leur avions reprise, et Bussy, soupçonnant chez eux quelque mauvais dessein, voulait que la place fût effectivement rendue aux Hollandais. Les négociations se prolongèrent pendant un an sans aucun succès et Bussy mourut avant qu'elles ne fussent terminées. Du moins avait-il assuré momentanément l'avenir de cette place, qui demeura possession hollandaise jusqu'à la prochaine guerre. Ce fut le dernier succès de Bussy et là encore ce furent ses qualités de diplomate qui le servirent. Elles lui furent plus utiles encore à Pondichéry, qui ne nous était pas encore restitué et où il fut autorisé par le gouverneur de Madras à se réinstaller. Situation des plus singulières, qui pouvait être fort humiliante et qui ne le fut pas, parce que Bussy sut entretenir avec lord Macartney des rapports personnels empreints de la plus parfaite courtoisie, sans abdication comme sans revendication intempestive de nos droits.

*
* *

Bussy se place ainsi, comme par tous les autres actes de sa carrière, parmi les grandes figures du XVIIIe siècle, moins comme un homme de guerre que comme un diplomate. S'il avait livré des batailles, sa renommée serait plus éclatante et s'il avait été tué à Goudelour dans une lutte désespérée, il partagerait certainement avec Montcalm la gloire la plus belle de l'ancien régime ; mais il préférait aux succès qui coûtent des vies humaines, les victoires pacifiques où l'amour-propre lui-même peut être ménagé, comme une sauvegarde pour l'avenir entre adversaires réconciliés. Dans un Panthéon hellénique, Pallas Athéné, déesse de la sagesse et de la guerre, le revendiquerait comme un de ses disciples les plus parfaits.

Que valait sa politique par rapport à celle de Dupleix, son protecteur, son chef et son ami ? Il ne s'agit pas ici d'établir

une comparaison plus ou moins heureusement balancée entre le caractère des deux hommes, l'un hautain et dominateur, absolu dans ses idées, obstiné dans ses réalisations, l'autre plus grand seigneur, mais d'un esprit plus souple, sachant mieux s'accommoder aux circonstances et tirant d'elles ses inspirations. L'histoire a moins besoin de savoir ce que représentait leur génie propre que de juger leur politique dans le cadre où elle s'est développée, avec les nécessités de l'année 1750.

Celle de Dupleix est nettement définie et lui-même a pris soin de nous la faire connaître et de la développer dans son *Mémoire* de 1753. Jusqu'à ce moment la Compagnie des Indes et le roi étaient nettement hostiles, en Asie du moins, à des acquisitions territoriales qui, de leur aveu, nous entraîneraient avec les princes du pays dans des intrigues et des conflits, dont le résultat serait d'arrêter les affaires pour un temps plus ou moins long ; or une seule année sans trafic était une perte pour les actionnaires, plusieurs pouvaient amener la ruine et peut-être la chute de la Compagnie. Mais que pouvait faire la colonie, sans argent et sans trafic ? Comment vivrait-elle ? C'est alors que Dupleix eut l'idée d'un revenu fixe et indépendant, qui ne pouvait être obtenu que par l'occupation d'une partie plus ou moins étendue du pays environnant nos comptoirs. De là sa tentative de conquête du Carnatic jusqu'à cinquante ou soixante lieues de Pondichéry. Maître de ce pays sous une forme plus ou moins déguisée, on pourrait en tirer des revenus suffisants pour subvenir à tous les besoins de notre administration et pour assurer aux industries locales les avances nécessaires à l'exercice de leur activité annuelle.

C'était toute la théorie moderne de la colonisation, celle qui triompha après sa mort et l'on comprend qu'elle ait trouvé dans la suite tant d'apologistes. L'Angleterre lui doit ce qu'elle est dans l'Inde et c'est au nom de la même doctrine ou des mêmes espérances que nous sommes en Algérie, dans l'Afrique tropicale et ailleurs. C'est pourquoi le nom de Dupleix restera longtemps en honneur, même si ses conceptions devaient un jour faire faillite, comme il arrive de toutes les idées humaines qui s'usent et se transforment au vent des nécessités.

Cependant, à l'heure où elle fut conçue, nulle politique n'était plus inopportune. Depuis 1744, nous étions engagés avec l'Angleterre et avec quelques états allemands soit dans des intrigues diplomatiques fort délicates, soit dans des conflits effectifs, pour lesquels il eût été fort utile de réserver en Europe toutes nos forces de terre et de mer et c'est peut-être parce que nous les dispersâmes dans le Canada et dans l'Inde, dans le Canada surtout, que nous perdîmes la guerre de Sept ans. A cette époque, si l'Angleterre pouvait déjà regarder à son aise à travers le monde, les intérêts primordiaux de la France devaient la retenir en Europe. Quand la maison brûle, on ne songe pas aux écuries ; c'est Voltaire qui avait raison.

Dans ses résidences voluptueuses d'Haïderabad et d'Aurengabad, à six ou huit mois des nouvelles de France, Bussy ne pouvait évidemment connaître les mobiles qui inspiraient la politique du gouvernement français et dont le *Secret du roi* nous a révélé toutes les difficultés ; mais il connaissait les instructions de la Compagnie, et il y resta fidèle en répudiant une politique de pur prestige pour s'en tenir à la sauvegarde des seuls intérêts commerciaux qui lui étaient confiés. En gardant sa foi aux anciennes formules, il croyait comme beaucoup d'hommes de ce temps que la force réelle d'un pays réside d'abord dans la continuité d'un territoire homogène assez étendu pour résister à toutes les provocations de peuples voisins plus peuplés ou plus exigeants en leurs revendications. Le reste est luxe et parfois danger.

On ne saurait pourtant considérer Bussy comme un protagoniste de cette concentration presque exclusive des forces vraiment nationales ; il n'a nulle part exposé cette doctrine comme un dogme et c'est seulement par ses vues spéciales sur le Décan qu'on peut et qu'on doit le considérer comme le représentant de la politique qui place la défense du territoire et la conquête des frontières naturelles du pays avant toute autre considération.

Ce n'est pas aujourd'hui qu'on pourrait l'en blâmer. Nous ne savons où réside la véritable grandeur ; chacun l'entend à sa façon ; la militaire est certainement la plus belle et, en

dépit des erreurs de jugement de notre époque, elle reste la plus enviable, parce qu'elle est la plus nécessaire ; la gloire civile ne vient qu'ensuite, mais lorsqu'un homme d'État l'applique à conjurer les dangers du dehors, non par des capitulations successives qui ne résolvent jamais les difficultés, mais par une série d'actes tout à la fois fermes et souples, où la ruse doit parfois le disputer à la franchise, elle aussi a sa grandeur, parce qu'elle nécessite toujours une abnégation de la personnalité, et, à ce titre, nul ne mérite mieux d'entrer hautement dans l'histoire et d'y tenir l'une des premières places que le petit seigneur de Bussy devenu le maître absolu d'un grand pays par la seule vertu de la patience et de la diplomatie.

INDEX [1]

1. Les noms de Bussy, Dupleix et Salabet jing reviennent presque à chaque page, même quand ils ne sont pas expressément désignés, le premier jusqu'à la fin de l'ouvrage, le second jusqu'à la page 172 et le troisième jusqu'à la page 233. Dans ces conditions, il nous a paru utile de ne les citer qu'à partir du jour où leur rôle s'affaiblit et disparaît presque entièrement. De même nous n'avons pas cru devoir signaler un certain nombre de Français ou Indiens, qui n'ont joué dans les événements qu'un rôle sans importance.

TABLE DES MATIÈRES

ABBEVILLE. — IMPRIMERIE F. PAILLART